

GUIZOT
PENDANT
LA RESTAURATION

PRÉPARATION DE L'HOMME D'ÉTAT

(1814-1830)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

CHARLES-H. POUTHAS

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE
PROFESSEUR AU LYCÉE JANSON-DE-SAILLY

PARIS
TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^{ie},
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

—
1923

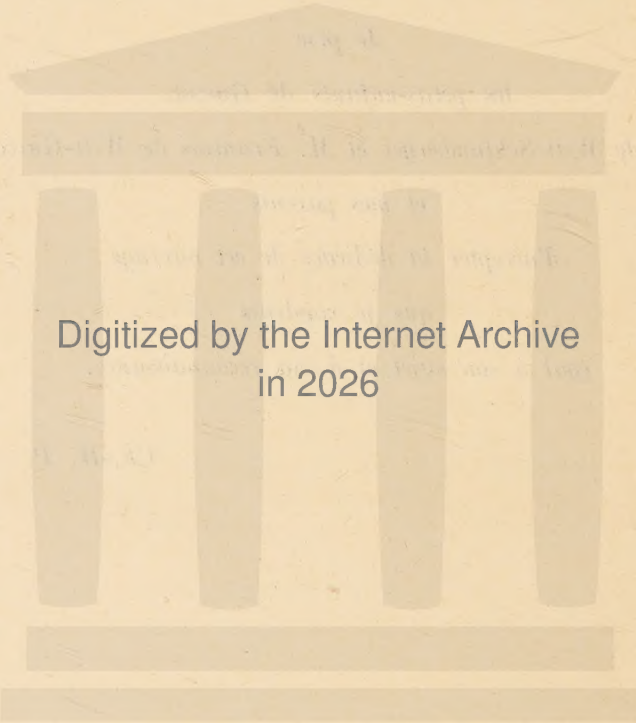
GUIZOT
PENDANT LA RESTAURATION



Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

Je prie
les petits-enfants de Guizot,
M^{me} de Witt-Schlumberger et M. François de Witt-Guizot,
et mes parents
d'accepter la dédicace de cet ouvrage
que je voudrais
égal à son sujet et à ma reconnaissance.

Ch.-H. P.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

GUIZOT PENDANT LA RESTAURATION

(1814-1830)

LIVRE PREMIER

APPRENTISSAGE (1814-1815)

CHAPITRE PREMIER

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR (1814)

I. *Nomination de Guizot comme secrétaire général.* — Raisons de ce choix : la lutte des royalistes parisiens contre le gouvernement provisoire et contre Montesquiou. Désignation par Royer-Collard. — II. *Guizot homme de lettres.* — Ses œuvres littéraires, les *Annales de l'éducation*, ses débuts dans l'histoire : la traduction de Gibbon ; théories du discours d'ouverture de son cours. Absence de toute préparation à la politique. — III. *Position de Guizot dans la lutte entre rationalistes et chrétiens.* — Les deux partis en présence : faction philosophique et parti chrétien : hommes et idées. Guizot d'abord huguenot et germaniste. Guizot dans le milieu du dix-huitième siècle : transformation sous cette influence et sous celle de sa femme. Guizot dans l'Université : influence de Royer-Collard et de ce nouveau milieu. — IV. *Position politique de Guizot.* — En quoi la lutte philosophique touche à la question politique. Guizot dans la société d'opposition, mais caractère très spéculatif de cette opposition. Guizot au service du gouvernement : efforts pour entrer aux Affaires étrangères, entrée dans l'Université. Ses relations avec les opposants de 1813. Absence d'idées politiques arrêtées. — V. *Guizot devant les faits.* — Dans quelle mesure il est capable de recevoir l'enseignement des faits. Ses besoins contradictoires et leurs conséquences. La méditation solitaire et la déformation de la réalité. Le besoin d'action et

la conviction en la perfectibilité humaine. Le pessimisme calviniste. Ce qu'est Guizot en 1814 : il est sans préparation devant l'inconnu.

I

Par décision royale du 24 mai 1814, le sieur Guizot François, professeur d'histoire moderne à la Faculté des Lettres, était nommé secrétaire général du ministère de l'Intérieur. Rien ne paraissait le désigner pour cette tâche ; rien ne l'avait préparé aux besognes administratives.

Quelles raisons peuvent avoir dicté ce choix ? L'abbé de Montesquiou, ministre nouveau, désirait sans doute posséder un homme de confiance qui n'eût point d'attaches avec le personnel impérial : c'était, il est vrai, s'interdire de faire appel aux hommes compétents ; mais jamais ministre, jamais gouvernement ne firent meilleur marché des compétences qu'à cette première Restauration. Exclues les fonctionnaires impériaux, restaient les royalistes parisiens ; l'abbé avait ses raisons de n'en point vouloir. Lointaine déjà, puisqu'une semblable mésintelligence sur l'orientation de la propagande avait amené la dissolution du comité royaliste en 1800, préludant aux dislocations prochaines, la discorde régnait dans le camp bourbonien. Le groupe des hommes d'action, pour mieux dire de coups de main, les organisateurs des manifestations décisives du 31 mars, lors de l'entrée des alliés, avaient travaillé à empêcher la constitution du gouvernement provisoire. Le comte de Semallé et le comte Armand de Polignac, fondés de pouvoir du comte d'Artois, les La Rochefoucauld, Lagrange ou Morfontaine, ne concevaient pas qu'il pût exister un « gouvernement provisoire », Monsieur étant en France et lieutenant général du royaume : leurs démarches près de Talleyrand, leurs efforts près du tsar étaient restés vains : en désespoir de cause, ils s'étaient posés en autorité légitime, avaient fait acte de gouvernement en dépêchant le 6 avril des commissaires en province, en confirmant des fonctionnaires comme le préfet de la Seine dans leur place. Peu s'en fallut que Semallé et Polignac ne sommassent l'abbé de Montesquiou de démissionner : il avait dû justifier son adhésion à l'entreprise de Talleyrand par la seule

« intention d'y faire le bien » et se déclarer prêt à se retirer si on le jugeait convenable ; on préféra cependant qu'il s'y maintînt pour empêcher l'excès du mal (1). Le gouvernement, sorti de peine, n'eut rien de plus pressé que de faire révoquer par le roi (16 avril) toutes les commissions délivrées par le comte d'Artois ou en son nom. On conçoit sans peine que l'abbé de Montesquiou, qui venait avec éclat de mettre Vitrolles à l'écart (2), n'allât point chercher là son secrétaire. Que lui fallait-il au reste ? un homme de peine en qui il pût se fier : le demanda-t-il à Royer-Collard, son collègue au comité royaliste du Directoire et son ami, Royer-Collard le lui offrit-il ? Toujours est-il que celui-ci rappela du Midi son jeune collègue absent de Paris lors de ces grands événements (3). Guizot était de retour vers le milieu de mai. Aucune relation n'existait entre Montesquiou et lui : l'abbé le reçut des mains de son ami (4). N'était-il pas étrange cependant de voir un ministre ecclésiastique doublé d'un homme de confiance protestant ? Sans doute — et plus tard les royalistes en feront grief à Montesquiou — mais il avait au gouvernement un coreligionnaire en la personne du comte de Jaucourt qui répondait à cette objection : « Je n'en sais rien, mais il l'est politiquement comme moi, il cédera comme moi à l'inutile danger de proclamer une religion nationale (5). » D'ailleurs qu'importait à ce grand seigneur l'opinion d'un subalterne ? Le comte de Montesquiou gardait derrière la simplicité de ses manières l'orgueil aristocratique et le sentiment de la différence des races. Mme de Simiane, sa nièce, déclarait bien à Beugnot : « Aujourd'hui il faut mettre dans

(1) *Souvenirs du comte de SEMALLÉ*, p. 167 à 170, p. 173 à 193. Cf. *Mémoires de LA ROCHEFOUCAULD*, t. I, p. 39 à 43.

(2) VITROLLES, *Mémoires*, t. II, p. 206-207.

(3) Il était parti à Nîmes en mars pour présenter sa femme à sa mère et à sa famille qu'il n'avait pas revues depuis trois ans. *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 25 et 26.

La lettre de Royer-Collard serait instructive sans doute, mais je ne l'ai pas retrouvée dans leur correspondance.

(4) Mme DE WITT, *M. Guizot dans sa famille*, p. 50. La lettre dont il est cité un passage dans la note suivante dit de même formellement, en parlant des premiers patrons de Guizot : « à qui... Royer-Collard vous avait indiqué. » BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. I, p. 135, est aussi affirmatif.

(5) VAL-RICHER, *Documents généraux pour les Mémoires*, dossier n° 2, lettre du 27 octobre 1840 ; le signataire de la lettre auquel cette réponse fut faite rappelle à Guizot quelques souvenirs de ce passé.

les ministères des gens de qualité qui ont à leurs ordres de bons travailleurs qui font les affaires, ce qu'on appelle des *bouleux* (1). »

Guizot devait être le *bouleux* de son ministre homme de qualité. Il en commença même la besogne avant d'être investi de fonctions officielles, car pendant la confection de la Charte, il rédigeait et remettait au ministre une note datée du 19 mai 1814 : « *Faut-il laisser aux collèges électoraux l'élection directe des députés?* », une seconde le 25 mai : « *Faut-il payer les députés?* », et un mémoire écrit pendant la première quinzaine du mois : « *De l'État de l'esprit public en France* (2). »

II

Ce professeur, de moins de vingt-sept ans, (3) improvisé secrétaire général du plus important ministère dans la situation politique la plus difficile, était en réalité un homme de lettres.

Sa production déjà considérable — ses premières publications datent de 1807 (4) — se disperse sur plus d'un domaine. Beaucoup d'articles disséminés dans nombre de périodiques, une collaboration à des revues qui souvent ne dépasse pas deux ou trois chroniques, la tendance à procéder par ce qu'on appelle alors des « extraits » c'est-à-dire des comptes rendus, moins d'œuvres originales que de la bibliographie ou des considérations à propos de volumes récemment parus, bref un travail improvisé au jour le jour, en puisant dans un fonds très riche de culture et de lectures, l'œuvre d'un homme que presse la nécessité et auquel l'obligation de vivre de sa plume interdit le loisir d'esprit et la tranquillité nécessaire à l'œuvre d'art. Certains ouvrages sont d'ailleurs de purs travaux de librairie, comme son *Dictionnaire des synonymes* en 1809, comme sa collaboration à la *Biographie universelle* de Michaud, ou, pour exploiter la curiosité éveillée par la guerre d'Es-

(1) BEUGNOT, *Mémoires*, t. II, p. 162.

(2) VAL-RICHER, dossiers spéciaux, n° VIII. *Notes et avis politiques et lettres politiques de moi* (1814-1817), nos 1 et 3.

(3) Il était né le 4 octobre 1787.

(4) Avec sa collaboration aux *Archives littéraires de l'Europe ou mélanges de littérature, d'histoire et de philosophie, par une société de gens de lettres, suivies d'une gazette littéraire universelle* : 1^o article sur la poésie descriptive (t. XV, p. 252) en août 1807.

pagne, une traduction de l'*Espagne en 1808* de Rehfus. Il y a de tout dans cette œuvre, mais la critique y domine l'imagination. Guizot s'était essayé cependant dans la poésie, mais à part une épître à Chateaubriand qui ne fut pas imprimée et l'éloge de Méhul publié dans le *Journal de l'Empire* (1), il la réservait à son pays natal : l'Académie du Gard entendit ainsi en 1810 deux cantates en vers libres sur la *Mort de Corinne* et sur l'*Empire de l'Harmonie ou la fête d'Alexandre* et une élogie en 1811 pour la *Mort du Tasse* ; s'il n'alla pas plus loin dans cette voie, un choix de poésies conservé dans ses papiers montre qu'il resta toujours un fervent de la rime et son premier article est consacré à la poésie descriptive. La critique littéraire fait donc le fond de son œuvre couronnée en 1813 par les *Vies des poètes du siècle de Louis XIV* (2). L'introduction, qui esquissait un tableau de l'état de la poésie au moyen âge et au début du dix-septième siècle, lui avait coûté grand'peine (3) ; elle sent en effet un peu l'huile, et bien qu'intéressante et souvent fine, est alourdie par trop d'érudition et de longueur, desservie par un style traînant ; une vie de Corneille suivait, où se perdent les détails biographiques dans une facilité de développement qui ne permet guère de goûter sans fatigue des aperçus pénétrants sur le bon sens de Corneille, sur la contradiction de son caractère et de son génie, sur sa psychologie trop sommaire et trop systématique, son insuffisante analyse de l'amour.

Ce sont un peu les mêmes défauts que nous trouvons dans sa critique d'art, dont le principal morceau, en dehors des chroniques du *Publiciste* est une brochure de 1811 : *De l'état des Beaux-Arts en France et du Salon de 1810*. L'émotion s'est évanouie sous le raisonnement et cette critique est celle d'un intellectuel qui théorise ; ce que nous irions chercher dans un compte rendu de salon, des indications sur les œuvres qui le composent, les courants qui s'y font jour, ce qui serait chiffre, analyse, exposition (4)

(1) 26 février 1807.

(2) Ouvrage inachevé, un volume seulement vit le jour sur trois annoncés. Les notices sur Chapelain, Rotrou, Scarron, sont de Mme Guizot.

(3) Lettre à Fauriel, 1812, *Nouvelle Revue*, 1901, t. XIII, p. 348.

(4) Cf. dans LANZAC DE LABORIE, *Paris sous le Consulat et l'Empire*, t. VIII, p. 441, quelques pages sur l'importance de ce Salon de 1810 et les toiles qui y furent exposées.

disparaît dans des considérations d'esthétique, ingénieuses d'ailleurs, sur l'influence de la statuaire sur la peinture, sur le choix des sujets et la science de l'expression. Il semble que les faits n'aient point une valeur en eux-mêmes et que l'esprit de Guizot s'en éloigne par une tendance naturelle pour se mouvoir dans l'abstraction et le système.

Il y a plus de sens de la réalité et moins d'absolu dans les *Annales de l'éducation*, qu'il fit paraître de 1811 à 1813, en collaboration avec Mlle de Meulan. C'est le titre le plus méritoire de l'œuvre littéraire de Guizot. Son talent y fait preuve de beaucoup plus de souplesse et d'invention. La tentative était intéressante de consacrer un périodique aux questions de pédagogie : l'éducation y était envisagée sous son aspect le plus large, moral aussi bien qu'intellectuel ; une rubrique, rédigée par le docteur Friedländer, était même réservée à l'éducation physique. Guizot avait fait appel à des collaborateurs étrangers, faisait exposer par des spécialistes les systèmes d'instruction élémentaire en Allemagne, aux États-Unis. Tout le gros de la besogne retombait d'ailleurs sur sa femme et sur lui-même, qui firent presque à eux deux la rédaction des quatre premiers volumes. Il y donnait des comptes rendus de livres élémentaires ; il y traçait des modèles de contes didactiques ou d'excursions instructives dans Paris. Sa doctrine était que l'éducation doit se modeler sur la variété des caractères, tenir compte de l'inégalité du développement des facultés enfantines ; cette idée, beaucoup plus réaliste qu'on ne l'attendrait à lire ses œuvres de critique, était le fruit de l'expérience que lui avait acquise le préceptorat des enfants Stapfer. « J'ai trouvé beaucoup de gens, écrivait-il à Fauriel le 24 juin 1811 (1), qui ne croyaient pas à l'inégalité originaire des facultés, non plus qu'à la diversité des penchants qui en résultent... ils veulent que l'éducation soit uniforme, la même pour tous ; j'ai vu les enfants de trop près pour être de cet avis. » Il apportait dans la conception des relations familiales le même libéralisme en s'élevant contre l'autorité despotique des pères de famille. Dans des articles très étudiés et bien supérieurs à ses œuvres de critique littéraire ou artistique, il analysait les systèmes d'édu-

(1) *Nouvelle Revue*, 1901, t. XIII, p. 354.

cation de Rabelais, de Montaigne et de Kant ; plus courts, plus substantiels, ces articles sont débarrassés de cette ampleur de développement verbal qui, tout à l'heure, noyait de sa confusion les remarques personnelles : dans le domaine de la psychologie et de la morale, le protestant philosophe évoluait avec plus de liberté et de sûreté.

La critique littéraire l'avait conduit sur la route de l'histoire et de l'érudition. Par un chemin de traverse, par des comptes rendus, traductions ou éditions : l'histoire serait l'école des politiques : Guizot a-t-il déjà profité de ses leçons ? La plus importante de ses œuvres en cette matière est la traduction de *l'Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, par Gibbon, qu'il présenta aux lecteurs français avec une notice sur la vie et le caractère de l'auteur et des notes critiques et historiques. Ce choix marquait du sens historique ; l'œuvre de Gibbon, si délaissée et dépassée qu'elle soit aujourd'hui, était à sa date une grande œuvre de large érudition et d'ample dessin. Les notes de Guizot introduisent, complètent, discutent des indications archéologiques, géographiques ou historiques : elles ont surtout pour mérite de témoigner d'une très vaste connaissance des auteurs anciens. Ce n'est pas sans finesse et sans ironie qu'il analyse dans la notice biographique qu'il a composée d'après les mémoires et lettres de l'historien et les confidences de Suard, ce scepticisme de l'écrivain anglais qui paraît procéder d'un esprit pénétrant mais sans grandeur, cette modération et cette vertu raisonnable issues de la médiocrité des goûts et du vide d'un tempérament sans passion, ce détachement dans les jugements que donne l'incapacité d'agir ; on n'y sent ni sympathie ni admiration pour une vie et une âme si dépouillées. L'opposition s'accroît quand il rencontre les appréciations dédaigneuses ou hostiles sur le rôle du christianisme. Il chicane alors l'historien sur sa méthode, l'accuse de rejeter indistinctement tous les faits qui ne s'accordent pas avec son système. Insensiblement le ton a changé : il ne complète et n'explique plus ; il rectifie et il proteste. Cette édition lui avait coûté plus de deux années de travail (1), de grands dépouil-

(1) Il y travaillait en 1810, témoin cette lettre à sa mère du 21 janvier 1810, publiée par Mme DE WITT : *M. Guizot dans sa famille*, p. 25.

lements d'historiens français, allemands et anglais ; sa préface et ses références prouvent qu'il était au fait de la bibliographie de son sujet, comme nous disons. Mais il n'y a pas là en somme œuvre personnelle, et Guizot fut nommé professeur d'histoire avant d'être historien : le goût du travail et l'honnêteté d'esprit l'orientaient pourtant vers la saine méthode et l'on voit poindre déjà outre le recours aux sources, cette préoccupation des phénomènes de civilisation et des croyances par où, plus tard, il s'efforcera d'éclairer l'origine des événements politiques et des institutions juridiques. L'enseignement fera le reste : l'histoire ne sera pas seulement un exercice littéraire.

Ce n'est pas autre chose, cependant, que le discours par lequel il ouvrit son cours le 11 décembre 1812 (1) ! Partir de banales considérations, à prétention philosophique, sur l'impossibilité de connaître la vie intérieure d'un personnage ou de reconstituer la réalité historique, nourrir cette présomption qu'on est plus près de la certitude quand on substitue à la recherche de la vérité précise et objective la poursuite de « quelques idées dominantes, de quelques grands événements qui ont déterminé le sort et le caractère d'une longue suite de générations », — faire bon marché de « cette circonstance inconnue » où nous trouverions probablement l'explication de « l'événement qui passe », même si sa connaissance « le rendait totalement différent de l'idée que nous nous en formons », pour ne s'attacher qu'à ses effets longtemps prolongés, — transposer le point de vue de l'historien qui au lieu de suivre et de comprendre le cours des faits se placera délibérément dans les époques suivantes pour l'interpréter, — écrire au frontispice d'une œuvre d'histoire que l'homme « a reçu la raison pour suppléer au savoir », c'est proprement condamner l'histoire à rester dans le vague de la rhétorique. Et de fait le tableau incomplet d'un moyen âge réduit à la féodalité et les quelques paragraphes confus sur la naissance et le caractère des temps modernes, qui suivaient, comme pour les illustrer, ces considérations sur le but et la méthode, n'annonçaient guère chez le jeune professeur l'auteur des *Essais sur l'histoire de France* (2).

(1) Publié comme pièce historique, au t. I^{er} des *Mémoires*, p. 388.

(2) Il avait abordé d'ailleurs ces études avec une certaine appréhension : « Je suis décidément professeur d'histoire moderne, écrivait-il à Fauriel... Ce

Pour le moment l'étude ainsi comprise du passé semblait plus faite pour précipiter l'esprit dans l'abstraction que pour l'ouvrir à la réalité, — médiocre préparation pour un administrateur et un homme politique.

III

Il est peut-être possible de définir Guizot tel qu'il se présente à l'entrée de la vie publique, avec plus de précision : si l'on ne relève de lui aucune manifestation extérieure de préoccupation politique, les milieux qu'il fréquente ont peut être une attitude politique. Dans un temps où l'on ne faisait pas, et pour cause, de politique, l'antagonisme des idées sur l'esprit des lois se traduisait dans des conceptions différentes en matière philosophique ou religieuse.

Or, avec mille nuances, mille positions intermédiaires, tout en compromis et timidité chez les uns, âpre et pleine d'intransigeance chez les autres, se poursuivait la lutte entre deux écoles, faut-il dire entre deux générations? L'une, la « faction philosophique », d'origine voltairienne, qui prolongeait sous l'Empire les positions acquises et les attitudes doctrinales de la Révolution et plongeait par delà la Convention et la Constituante dans la philosophie du dix-huitième siècle, gens en place et génération arrivée ou débris de l'ancienne société, bref ce qui, vu d'aujourd'hui, apparaît comme le monde du passé, la génération qui se survit et qui s'élimine ; — l'autre, issue de cette réaction religieuse et morale que provoquent, dans certaines familles d'âmes,

que j'ai à dire m'effraie et je donne au diable l'histoire qui est cependant l'objet particulier de mes études et de ma préférence. Nous en savons beaucoup trop ; nous avons trop d'idées dans la tête ; nous ne pouvons rassembler autant de faits qu'il en faudrait pour remplir le cadre qu'elles forment ; et cependant que sont les idées sans les faits? Il y avait dans le moyen âge, comme à présent, une politique, une économie politique, une administration, une agriculture, etc., etc... On ne les connaissait pas comme sciences, mais enfin elles existaient, elles faisaient le sort du monde ; il faut aujourd'hui que nous étudions avec toutes nos lumières des temps qui ne s'en doutaient pas, qui ne nous ont rien laissé de satisfaisant. Nous ne les connaissons jamais. J'en suis convaincu et je vais me mettre à l'étudier. » (*Nouvelle Revue*, 1901, t. XIII, p. 349). Curieuse lettre et significative, où l'on voit à la fois cette conception *a priori* qui a bâti son système et transforme les faits en arguments et une vue déjà plus large et plus profonde des réalités sociales à l'arrière-plan des événements.

les grands bouleversements sociaux, que le Concordat avait réintroduite dans le monde officiel, et à qui Chateaubriand avait, pour sa première manifestation, prêté la voix du *Génie du Christianisme*, l'école qui va s'élancer à de vastes conquêtes sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, où vont s'inscrire tant de « jeunes gens doux, rêveurs, timides, restés chrétiens et croyants ou désirant l'être, pieux de fait ou de désir ; et qui, reconnaissant dans ces livres nouveaux (*Le Génie du christianisme* et *René*) qui faisaient énigme ou scandale pour les générations vieilles, leurs propres regrets, leurs tourments, leurs espérances, tout un monde de pensées chères et tendres, confuses encore la veille et flottantes, tout à coup exprimées dans un style magnifique, éblouissant, sentirent qu'une véritable aurore se levait pour eux (1) », romantiques au moins sinon chrétiens, bref toute la doctrine qui au sortir du dix-huitième siècle représentant un passé de l'avant-veille, était pourtant l'avenir du lendemain. Telles sont les attitudes extrêmes. La première avait l'avantage de la position : elle groupait tout ce qui avait un nom et une place : c'est la seconde génération des Idéologues (2) qui entoure Cabanis et Destutt de Tracy. Ils peuplent l'Institut avec leurs chefs, avec Volney, Garat, Daunou, Ginguené, M. J. Chénier : à eux accourent pour obtenir les prix académiques, De Gérando, Ampère, Maine de Biran ; pour eux combattent Biot, Fauriel, Thurot, Benjamin Constant. L'Université, plus étroite et plus utilitaire, les a dépossédés de l'enseignement, en se substituant à leurs écoles centrales et à leurs écoles normales. Mais les sociétés savantes sont à eux. Ils ont eu la *Décade philosophique*, puis ils eurent la *Revue philosophique, littéraire et politique* à laquelle l'autorité impériale a sacrifié en 1807 son rival le *Mercur* en les obligeant à fusionner, le *Journal de l'Empire* depuis qu'Étienne en a chassé Fiévée, le *Publiciste* enfin sur lequel les autres se vengeront en 1810. Retenons beaucoup de leurs noms : nous les retrouverons dans une lutte ardente qui continuera, sous une autre forme, celle de l'Empire, plus tard sous la Restauration après 1820. En face,

(1) SAINTE-BEUVE, *Chateaubriand et son groupe littéraire*, t. II, p. 326. (Étude sur Guéneau de Mussy.)

(2) Voir le livre si précis et si complet de PICAVET, *les Idéologues*. Cabanis meurt au printemps de 1808.

le parti anti-rationaliste n'a pas les mêmes facilités et sa position est précaire. Les explosions d'indépendance ou les incartades orgueilleuses de Chateaubriand (1) l'ont empêché d'envahir la place où le *Génie du Christianisme* avait fait brèche et que Fouché, armé de la censure, défendait comme une situation personnelle : son article du *Mercur*e (4 juillet 1807) a coûté la vie à la revue et brisé par là même jusqu'à la possibilité de la campagne qu'y poursuivait Bonald. Les transparentes allusions des *Martyrs* (mars 1809) rejetaient l'autorité du côté de la coterie philosophique déchainée contre l'épopée chrétienne. Les attaques du discours de réception (1811) contre M. J. Chénier détruisaient l'effet conciliant de l'*Itinéraire*. Seuls réussissaient à se maintenir les habiles du parti en flattant les desseins de l'autorité dans les *Essais de Morale et de politique* de Molé ou grâce aux panégyriques complaisants de Fontanes. Du groupe des amis de Fontanes ne part nul éclat ; pas de grands noms d'ailleurs à opposer à la troupe célèbre des philosophes ; pourtant c'est là que se fera le grand travail obscur qui doit ramener à la religion les jeunes générations ; Fontanes, grand maître (7 mars 1808), installe dans la nouvelle Université une corporation rivale de l'Institut ; refuge des membres dispersés des anciennes congrégations enseignantes, elle est dirigée dans ses efforts par un conseil où siègent Emery, de Bausset, de Bonald, inspectée par Joubert, Guéneau de Mussy, Ambroise Rendu, Frayssinous (2). Dans les chaires de la Sorbonne, faisant pièce au cours à succès de Laromiguière, naît une philosophie nouvelle avec la voix profonde de Royer-Collard.

Dans ce grand remous d'idées, où est notre Guizot ? Dans la bataille, quel est son camp, quelles sont ses armes ?

*
* *

A vrai dire il ne rallia pas du premier élan son drapeau et il conserva des intelligences avec l'ennemi. Quelque volonté qu'il

(1) Toutes les vicissitudes de cette lutte sont exposées par A. CASSAGNE, *la Vie politique de François de Chateaubriand*. Voir également dans le t. I de SAINTE-BEUVE, *Chateaubriand...* la querelle du *Génie du christianisme* et au t. II celle des *Martyrs*.

(2) Voir le tableau que donne de cette œuvre « toute réparatrice d'idées » SAINTE-BEUVE, *Chateaubriand*, t. II, p. 354, et l'appréciation de Guizot lui-même sur ces efforts, *Mémoires*, t. III, p. 90.

en eût, il était trop complexe et d'une nature trop riche pour être satisfait d'une solution si tranchée. Au reste pourrions-nous croire qu'à vingt ans il eût trouvé sa voie définitive, et que de vingt à trente, passant par des milieux divers, il n'en eût point subi l'influence?

Le premier Guizot avait été un petit huguenot, tout raidi dans son austérité vertueuse et dans sa croyance intransigeante. Tel il était arrivé à Paris en 1805, pour ses études de droit, tel il était resté quelque temps, plongé dans la méditation solitaire et l'ardeur au travail. C'est celui-là qui écrivait à sa mère le 20 novembre 1806, comme dans le triomphe d'une victoire (1) : « Mes idées ne se dispersent plus, mes sentiments acquièrent plus de force, à mesure qu'ils se concentrent davantage... Dieu et la religion du Christ, voilà mes guides ; la morale, voilà le centre auquel je veux tout rapporter ; je regarderai comme dangereux tout ce qui pourra m'en écarter et comme futile tout ce qui ne m'y ramènera point... Je garderai toujours et je professerai hautement mes principes en fait de morale, de religion et de vertu... Je veux me garder de toute contagion ; dussé-je tomber dans l'extrême sévérité, elle est moins dangereuse à mon âme que l'extrême faiblesse. » Il est impossible d'être plus éloigné des idées du dix-huitième siècle : du haut de ses dix-neuf ans, il jugeait le siècle et le condamnait ; il s'indignait contre « ces continuels efforts pour enlever à la vertu toutes ses épines ». Sa mère, Genève et Nîmes parlaient encore par cette bouche. L'horizon fut quelque temps avant de s'élargir. Le jeune homme retrouvait dans la famille de Stapfer auquel il avait été présenté en novembre 1805 par Chabaud-Latour, un milieu propre à le fortifier dans sa foi. La lettre qu'il écrit à sa mère le 4 janvier 1809 (2) est encore toute pénétrée de la pure doctrine calviniste avec un mélange de pessimisme radical sur la portée de l'esprit humain et l'efficacité de la piété livrée à elle-même, et d'apaisement « ravissant », « délicieux », « plein de joie inexprimable », trouvé dans la contemplation mystique. Avec calme il concluait : « Chaque année confirme en moi et ma conviction et mon espérance ; si j'acquiers de nouvelles con-

(1) Mme DE WITT, *M. Guizot dans sa famille*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 18.

naissances, elles ne servent qu'à m'affermir dans ma foi à l'évangile du Christ. » Il y a là un fonds de croyances au surnaturel qui persistera chez lui et qui suffira à lui conserver dans le milieu où nous allons le voir entrer, une physionomie singulière.

A l'influence de Stapfer, il avait dû une autre originalité, celle d'être un germaniste. Guizot parlait depuis Genève les langues étrangères, notamment l'allemand. Stapfer, ami de Ch. de Villers, fervent du kantisme et médiateur entre l'esprit français et le germanisme, l'orienta vers l'Est ; la philosophie et la littérature allemandes devinrent son « étude favorite (1) ». Remarquons la place que tiennent dans son œuvre littéraire les études critiques d'auteurs allemands : il a débuté aux *Archives littéraires de l'Europe*, c'est-à-dire à la revue qui s'est donné comme but de faire connaître à la France la littérature étrangère, en particulier la philosophie et l'érudition germaniques ; dans son *Tableau philosophique et littéraire de l'an 1807* (2), il développe une conception tout empruntée à la *Philosophie de l'histoire de l'humanité* de Herder. Au *Mercur* (1810) le sujet de ses trois études est germanique, Ancillon, Jean de Müller, Kotzebue ; il y montre assez de compétence sur le mouvement intellectuel allemand pour apprécier que certains essais littéraires d'Ancillon ne remuent point d'idées nouvelles et ne font que mettre en œuvre les idées courantes dans son pays. Étudiant le problème de l'origine de la Connaissance, il oppose à l'idéalisme de Descartes et de Leibnitz, à l'empirisme de Locke, au scepticisme de Hume, la solution kantienne dont il fait un résumé, bien court sans doute mais juste, et à laquelle il semble se rallier. Trois ans plus tard, revenant sur ce sujet à propos de questions pédagogiques, il proclamait Kant « un de ces hommes qui, du sein d'un repos longtemps obscur, ont produit dans le genre humain ces révolutions dont on ne saurait calculer l'influence ». L'hypothèse kantienne, sans être à l'abri de toute objection, lui semblait « et plus logique et plus satisfaisante que toutes les solutions qu'avaient déjà données Platon, Aristote, Descartes, Leibnitz, Locke, et tant d'autres (3). » Songeons que Villers désespérait alors de faire comprendre Kant aux

(1) *Mémoires*, t. I, p. 8.

(2) *Archives*, t. XVII, p. 372.

(3) *Annales de l'éducation*, t. IV, p. 68.

Français et que l'Institut et la presse catholique faisaient pour une fois cause commune quand il s'agissait de la métaphysique de Koenigsberg (1). Au *Publiciste* il étudiait la critique de Schlegel sur Racine ; dans quatre articles sur la traduction et l'étude de *Walstein* par B. Constant, il déplorait l'ignorance du public français vis-à-vis de la littérature allemande et analysait les conceptions différentes de l'art dramatique dans les deux pays. Son *Salon* de 1810 se réfère à l'autorité du *Laocoon* de Lessing : cette même année c'est à un Allemand, Rehfus, qu'il allait demander un voyage en Espagne à traduire. Nombreux sont les ouvrages historiques allemands qu'il a dépouillés pour son *Gibbon*, et dont il cite les noms dans sa préface : il les a trouvés, dit-il, dans la bibliothèque de Stapfer ou bien il s'est inquiété de les faire venir et il est en relations épistolaires avec leurs auteurs. Aux *Annales de l'Education*, une rubrique était ouverte pour la production pédagogique allemande et Guizot lui-même y rendit compte de plusieurs ouvrages (2), traduisit deux contes de Jean Paul (3). Les idées de Kant sur l'éducation lui fournirent la matière d'un article au même titre que celles de Rabelais et de Montaigne. Il attachait d'ailleurs le plus grand prix à l'opinion d'outre-Rhin, puisqu'il demandait à Charles de Villers, le 26 mars 1811, à la fois de le renseigner sur les questions d'éducation là-bas et d'y assurer la diffusion de sa revue : « Je me vante, disait-il, de m'être formé à l'école de Lessing (4). » Cette érudition lui créait une réelle supériorité sur beaucoup d'hommes de lettres du temps : il semblait tenir à la marquer, ne craignant point de défendre contre Fontanes, avec son âpreté méridionale, l'érudit éditeur et commentateur de Virgile, Heynes (5). Sa compétence était assez reconnue pour qu'en 1810, les éditeurs Brockhaus et Perthes le fissent inviter à collaborer à une revue qui devait être un terrain de rencontre entre gens de lettres des deux pays (6).

(1) « Il est impossible de se faire une idée de la fureur que Villers inspire à ses antagonistes. » B. CONSTANT, *Journal intime*, p. 66.

(2) *D'une méthode pour apprendre à lire*, DE CAMPE, t. I, p. 105, de *l'Education et instruction des femmes*, de Mme BETTY GLEIM, t. IV, p. 204.

(3) *Le double serment*, t. III, p. 56, *la Nuit du jour de l'an*, t. IV, p. 318.

(4) Lettre citée par WITTMER, *Charles de Villers*, p. 344-345.

(5) *Mémoires*, t. I, p. 16.

(6) Cité par WITTMER, p. 412-413.

Christianisme et germanisme ne paraissent pas des titres à s'enrôler dans la faction philosophique : de fait ses premiers enthousiasmes littéraires vont au parti adverse, à l'auteur du *Génie du christianisme* et d'*Atala* (1).

* * *

C'est pourtant avec le patronage des idéologues et dans ce milieu du dix-huitième siècle qu'il fit son apparition et son apprentissage d'homme de lettres, monde nouveau où les siens ne l'avaient pas vu pénétrer sans angoisse. Stapfer le lui avait ouvert en le présentant à Suard : cette société brusquement révélée avait exercé sur lui une influence profonde. Guizot semble avoir conservé toute sa vie un souvenir reconnaissant à ces premiers protecteurs de sa jeunesse. En 1858, en écrivant ses *Mémoires*, il revient sur eux avec émotion : il rappelle leur goût des plaisirs intellectuels, seule raison d'être de ce milieu un peu suranné déjà, « leur promptitude à la sympathie, leur curiosité bienveillante et empressée, leur besoin de mouvement moral et de libre entretien (2). » A cette date, accusant avec complaisance les traits qui dans le jeune Guizot annonçaient déjà celui qu'il était devenu, et s'exagérant par une naturelle transposition du présent dans le passé, le contraste qu'il aurait offert, chrétien et dogmatique, avec ce milieu sceptique et tolérant, il est frappé surtout du libéralisme avec lequel on accueillait sa jeunesse et ses contradictions. Moins éloigné de cette époque, en pleine période de luttes pour la liberté, il soulignait moins les dissemblances. Il saisit en effet l'occasion d'une édition de la *Correspondance* de Grimm, pour brosser dans le numéro du 11 septembre 1829 de la *Revue française* un tableau de ces derniers salons du dix-huitième siècle : article charmant, plein de vie, de sympathie, une de ses pages les mieux venues, précise, sans raideur, où l'on sent

(1) « J'admirais passionnément M. de Chateaubriand, idées et langage ; ce beau mélange de sentiment religieux et d'esprit romanesque, de poésie et de polémique morale m'avait puissamment ému et conquis, etc... » *Mémoires*, t. I, p. 9. Il lui adressa une épître en vers qu'il eût voulu faire imprimer et ne se tint pas d'aller lui rendre visite en mai 1806. VÉGA, *la Mère d'un homme d'Etat*, p. 69-70.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 8.

toute proche l'émotion d'un retour sur la jeunesse, sur le bonheur brisé. Il fréquentait chez Suard, chez l'abbé Morelet, chez Mmes d'Houdetot, de Rumfort, de Condorcet. Il y rencontra tout ce parti des Idéologues dont les noms se retrouvent à côté du sien dans les périodiques que ses relations nouvelles lui ouvrirent et qui lui fournirent pendant ces quelques années, avec des entreprises de librairie et des leçons particulières, ses seuls moyens d'existence. Il en a retiré, dit-il en 1858, cette pratique de l'équité et ce respect de la liberté d'autrui qui font le vrai libéralisme. Seulement cela? Serait-ce croyable d'un jeune homme ardent pour lequel la vie d'homme de lettres était la vie rêvée, l'idéal longtemps renoncé par respect familial, qui se trouvait brusquement porté d'un milieu austère et fermé dans le tourbillon des idées et l'exubérance spirituelle, l'esprit de discussion porté dans tous les domaines « philosophie, histoire, arts, antiquité, temps modernes, pays étrangers », et l'amour des idées jeunes et nouvelles, fussent-elles en désaccord avec les traditions?

Au reste cette influence de la faction du dix-huitième siècle avait trouvé pour s'exercer sur le jeune Guizot une voix à laquelle il lui devenait difficile de résister : Mlle de Meulan, romanesquement rencontrée, qu'il épousa, sensiblement plus âgée que lui, le 7 avril 1812 : « c'est de 1810 à 1812... que l'intimité est devenue entière entre nous, écrira-t-il plus tard, et que nous nous sommes définitivement unis dans la même sphère de sentiments et d'idées (1) ». « Elle a beaucoup contribué, ajoute-t-il, à me faire vivre dans la vérité. » Dans quelle vérité, sinon dans une conception plus proche de la réalité humaine, plus proche de la terre où l'amour prêtait secours à l'ambition, aux besoins intellectuels, aux relations mondaines pour faire redescendre le jeune puritain naguère « paralysé » par « le spectacle de notre fragilité et de nos erreurs »? D'ailleurs ses liens avec son ancien milieu protestant s'étaient détendus au fur et à mesure que la société nouvelle l'absorbait davantage : en ces années 1810 et 1811, l'intimité, l'amitié même, avec les Stapfer a disparu (2). Pareille-

(1) Cité par Mme DE WITT, *M. Guizot*, p. 43.

(2) Dans une lettre du 9 décembre 1811 il parle à sa mère de ses relations :

ment la société de Nîmes lui parut bien rétrécie quand il eut l'occasion de la revoir en 1811 : il fut frappé du peu d'étendue de son esprit. Il en trouve une excuse dans l'influence du climat mais « c'est une chose désolante que l'ignorance et l'esprit étroit de notre nation... Il nous reste ici une académie dont quelques membres ont des lumières et du zèle ; mais l'obscurité tue le zèle et l'on sait si bien aujourd'hui condamner les lumières à rester sous le boisseau qu'elles n'éclairent plus personne... Donnez-moi quelques nouvelles de ce que vous savez sur le monde philosophique ; je suis ici au milieu de gens qui ne se doutent pas de ce qu'on pense ailleurs ; la plupart sont tentés de croire qu'on ne mange et qu'on ne parle qu'à Nîmes ; si j'y restais longtemps, je ne serais bientôt plus au courant de rien (1) ». Dans son testament il écrira en 1873 : « J'ai examiné, j'ai douté, j'ai cru à la force suffisante de l'esprit humain pour résoudre les problèmes que présentent l'univers et l'homme, et à la force suffisante de la volonté humaine pour régler la vie de l'homme selon la loi et sa foi morale (2) ». Le doute de Guizot sera court, mais c'est à cette date et sous cette double influence qu'il faut évidemment le faire commencer. N'est-ce pas en philosophe du dix-huitième siècle qu'il loue Montaigne : « Il ne crut que sa raison ; son unique tort peut-être est de s'en être parfois trop méfié (3) » et, lorsque établissant un programme d'éducation il analyse le développement successif des facultés de l'esprit, il parle en idéologue (4).

Cela ne signifie pas d'ailleurs qu'il eût été envahi par ce que nous appellerions l'anticléricalisme de ses amis et qu'il se joignît à la faction philosophique dans ses campagnes contre la réaction chrétienne : au contraire il défend les *Martyrs* dans quatre articles du *Publiciste* (5) — défense toute littéraire d'ailleurs et

avec les Stapfer, il est « toujours froidement, mais plus convenablement que l'hiver dernier ». VAL-RICHER, dossiers spéciaux, n° 17 bis.

(1) Lettre à Fauriel. Nîmes, 24 juin 1811 (*Nouvelle Revue*, 1901, t. XIII, p. 353).

(2) Mme DE WITT, p. 20.

(3) *Annales de l'éducation*, t. III, p. 67 (1812).

(4) *Ibid.*, t. I, p. 137 et suiv. (1811).

(5) 1809. Il faut vraiment tout l'insuccès que rencontrèrent les *Martyrs* pour expliquer la reconnaissance dont sont remplies les lettres par lesquelles Chateaubriand remercia Guizot : on les trouvera comme pièces historiques au t. I des *Mémoires*, p. 377.

qui ne déborde pas d'enthousiasme, car il voit mal, acclimaté chez nous, le merveilleux chrétien, et jamais époque ne fut plus défavorable à une pareille entreprise. Klopstock lui paraît supérieur à Chateaubriand qui « nous a trop occupés de Dieu et a trop occupé Dieu de nous ». Nous avons vu d'autre part les reproches de prévention et presque de mauvaise foi qu'il adressait en 1812 aux jugements de Gibbon sur le christianisme. Guizot était bien entré dans le monde des disciples du dix-huitième siècle, il collaborait à leurs journaux, leur commerce l'avait détaché de son premier milieu, on pouvait le prendre pour un des leurs. Pourtant le premier Guizot avait survécu dans le second par ce respect du christianisme, ce sens de la religion et cette préoccupation de la morale qui nourrissent les *Annales de l'Education*. Et le parti religieux en avait bien le sentiment puisqu'il cherchait à s'en faire un allié, que Chateaubriand le traitait avec « amitié » et « haute estime », le couvrait de fleurs dans la préface de l'*Itinéraire* en le remerciant des renseignements historiques fournis pour cet ouvrage (1), — puisque Fontanes surtout, « avec une bienveillance toute spontanée » (2) multipliait les avances, voulait l'enrégimenter dans le clan impérial, « le traitait avec grande distinction (3) », non seulement le nommait professeur adjoint à Lacretelle, mais lui créait une chaire d'histoire moderne à la Faculté des Lettres, l'attirait dans sa maison de campagne à Courbevoie. (4)

* * *

L'entrée de Guizot dans l'Université transformait sa position : à l'homme de lettres, vivant au jour le jour de ses articles et de

(1) « M. Guizot, qui possède aussi ces connaissances que l'on avait toujours autrefois avant d'oser prendre la plume, s'est empressé de me donner les renseignements qui pouvaient m'être utiles. J'ai trouvé en lui cette politesse et cette noblesse de caractère qui font aimer et respecter le talent. »

(2) *Mémoires*, t. I, p. 14.

(3) Lettre de Jean-Jacques Guizot à sa mère, le 2 mai 1812. parlant de son frère : « Sa place à la chaire d'histoire est assurée, M. de F... le traite avec grande distinction, tout le monde l'honore, ce n'est qu'un même murmure autour de lui. » VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 17 bis.

(4) *Mémoires*, t. I, p. 16. Arrêté autorisant Lacretelle à confier une partie de son enseignement à Guizot, 11 avril 1812. Arrêté divisant la chaire d'histoire en deux, 25 juillet 1812 (dossier universitaire de Guizot, *Archives nationales*, F. 17^c. G. 116.

ses leçons, succédait un homme classé, un fonctionnaire assuré du lendemain, délivré des rétrécissantes préoccupations d'argent, plus libre de sa pensée. En même temps dans le cercle de ses collègues, un homme se rencontrait, inconnu de Guizot encore, dont l'influence allait ouvrir à son esprit une voie nouvelle, et l'amitié orienter sa carrière vers la politique, sans lequel Guizot n'eût donc pas été Guizot : Royer-Collard. Ce philosophe n'était pas un homme qui laissât indifférent (1). Le contraste, d'autre part, était complet entre ces salons aristocratiques et littéraires, aimables, de conversation brillante, sautant de sujets en sujets, abordant tous les genres et n'y insistant pas, autant peut-être par bienséance que par scepticisme, et l'enseignement austère, fréquenté par un petit nombre d'auditeurs sérieux, dépourvu du charme de l'improvisation, lecture lente et accentuée, parfois interrompue par des développements étendus destinés à éclairer les propositions dogmatiques, que donnait de sa voix grave et souvent impérieuse le professeur à physionomie sévère. Caractère indépendant, qui ne s'était jamais laissé enrôler dans un parti, qui, après avoir réclamé l'application des lois et du droit sous la Convention, avait mérité par son opposition d'être invalidé au 18 Fructidor, et royaliste dès lors, mais à condition que le roi ne serait pas le chef d'un parti, devenait agent d'information de Louis XVIII et s'en dégageait quand le royalisme passa de l'espérance à la conspiration, il vivait retiré avec quelques gens d'esprit, les Becquey, Quatremère de Quincy, ses anciens collègues au comité royaliste, Beugnot, Henrion du Pansey, Pastoret, dans la lecture et la méditation de ses lectures, susceptible et indépendant jusqu'à se méfier plus encore de ses propres idées et de ses partisans que de ses ennemis ; — voilà qui paraît avoir fait une vive impression sur Guizot. Royer-Collard avait alors presque le double de son âge, ils se lièrent pourtant d'une vive amitié : « Nous fûmes nouveaux et attrayants l'un pour l'autre (2) ». Étrange hasard, et lourd de conséquences, que celui qui ne donna à Guizot, déjà grave et sérieux par tempérament, que des amis beaucoup plus âgés que lui-même.

(1) P. DE BARANTE, *la Vie et les Écrits politiques de M. Royer-Collard*, t. I.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 18.

Avec Royer-Collard les positions se définissaient nettement (1) : dès 1806, il avait publié dans le *Journal de l'Empire*, à propos des éloges de Guibert, une dédaigneuse et virulente critique contre la philosophie du dix-huitième siècle, qu'il accusait d'avoir corrompu à la fois la morale, la politique et le goût. Le cours qu'il professait à la Faculté des Lettres l'attaquait dans sa base même, par l'analyse qu'il donnait de la perception et de l'induction, la conception qu'il se faisait de l'activité propre de l'esprit, l'aveu d'ignorance par lequel il aboutissait à opposer ce reflet du monde extérieur sur nous-mêmes qui est la sensation et la réaction de la conscience pour élaborer les éléments fournis par le dehors. Plus encore : il élargissait le problème et le faisait passer sur le plan de la vie quotidienne. Il montrait que la politique, le gouvernement, les liens sociaux étaient intéressés dans cette querelle spéculative : « La morale, publique et privée, l'ordre des sociétés et le bonheur des individus sont engagés dans le débat de la vraie et de la fausse philosophie sur la réalité de la connaissance. Quand les êtres sont en problème, quelle force reste-t-il aux liens qui les unissent ? On ne divise pas l'homme ; on ne fait pas au scepticisme sa part ; dès qu'il a pénétré dans l'entendement, il l'envahit tout entier (2) ». Tels sont, semble-t-il, les traits par lesquels la physionomie et la philosophie de Royer-Collard ont touché Guizot. Et très forte fut leur empreinte, celle du maître sur le disciple. Le disciple ne nia jamais sa dette : en 1845, il écrivait encore, lors de la mort du philosophe : « Il a fait bien plus que me rendre service dans ma carrière. Il a réellement contribué à mon développement intérieur et personnel. Il m'a ouvert des perspectives et appris des vérités, que sans lui je n'aurais peut-être jamais connues (3) ». « Il m'a appris des vérités » presque les mêmes termes employés instinctivement déjà pour définir l'influence que sa femme avait exercée sur l'orientation de son esprit ; et pourtant l'orientation était inverse. Sous l'influence de Royer-Collard, Guizot rompait avec le dix-huitième

(1) Voir l'article des *Débats*, dans BARANTE, p. 71-103, et l'analyse de son cours sur l'origine des idées, p. 112-134. La philosophie de R.-C., est à chercher dans les notes publiées par JOUFFROY.

(2) P. DE BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. I, p. 134.

(3) Mme DE WITT, *M. Guizot*, p. 49.

siècle ; autour du maître une petite réunion philosophique se tenait où l'on causait librement de toutes choses : Maine de Biran y côtoyait Guizot, sans doute aussi Jouffroy et Victor Cousin les deux élèves de Royer-Collard. Royer-Collard et son groupe, ce n'est plus seulement la déférence pour le talent et l'admiration littéraire, qui pouvaient rapprocher de Chateaubriand même un disciple du dix-huitième siècle, ce n'est plus seulement le respect pour la religion joint à la reconnaissance, qui liait à Fontanes l'homme de lettres devenu fonctionnaire, c'est l'adhésion à des idées ennemies, c'était faire son choix pour ou contre la faction philosophique.

IV

Ne craignons pas, en déterminant la position de Guizot dans le grand débat de doctrines qui divise le monde intellectuel sous l'Empire, d'avoir perdu de vue la politique. Ces deux domaines se pénétrèrent. Mais ici encore, il faut voir clair. De royalisme il n'est pas question : il n'y a ni dans un clan, ni dans l'autre des Bourbonniens. En 1814, après le retour de Louis XVIII, plusieurs se découvriront de rétrospectives inclinations pour sa cause, certains comme Fontanes mettront en avant que l'attachement au principe monarchique les a seul ralliés à cette monarchie provisoire qu'était l'Empire : leurs amis les pourront représenter comme des royalistes honteux (1). Il y avait sans doute un parti royaliste, mais il n'est pas dans cette fraction de la société qui nous intéresse : c'est l'ancien parti des coups de main, dispersé d'ailleurs, qui se rassemblera au début de 1814 à Paris et travaillera à ces manifestations et intrigues de mars. Dans les milieux intellectuels, dans les salons et les classes « dirigeantes », le souvenir a pu survivre à la fidélité, mais il n'est que souvenir. Au début de 1814 encore, au dire de Semallé, les plus en vue des royalistes, loin de répondre à son ardeur bornent leur ambition à obtenir dans le traité de paix, l'insertion d'une clause d'amnistie pour les

(1) Ainsi Mme de Chateaubriand parlant de Fontanes : « Rien n'était plus amusant que son amour (sincère) pour l'Empereur, combattu par ses bons sentiments pour les Bourbons, son envie d'être courtisan et son impossibilité de l'être... » (*Cahiers*, p. 89). Voilà une impossibilité pourtant bien surmontée.

intrigues royalistes (1). Si telle était au lendemain des défaites de Russie et d'Allemagne l'attitude des chefs, d'un Montesquiou par exemple, qu'avons-nous à faire de chercher si Guizot et les amis de Guizot étaient royalistes? La seule question que nous puissions poser est celle de savoir s'ils étaient pour ou contre l'Empire.

Or le rationalisme survivant du dix-huitième siècle n'est pas seulement une attitude philosophique : il représente la Révolution, c'est-à-dire l'attachement aux libertés détruites par l'Empire. Une fraction s'est ralliée à Napoléon et Fouché en est le prototype ; en s'efforçant d'écarter du pouvoir, en réduisant au silence par sa censure le parti religieux, il défend une partie des conquêtes de la Révolution, ce que nous appellerions l'État laïque (2). Avec le groupe de ces révolutionnaires ralliés, Guizot n'avait pas de rapport : il avait le mépris d'un intellectuel pour « les spectacles de la force » et « la sécheresse, la froideur, l'isolement des sentiments et des intérêts personnels » (3) de ce milieu. Les salons où nous l'avons vu fréquenter sont au contraire le refuge de l'ancien esprit de 1789 : ils n'ont pas accepté l'Empire. Mais c'est là une opposition théorique et stérile, « pure opposition de pensée et de conversation » dit-il lui-même (4). Il y a là différence de nature et de besoins d'esprit plutôt qu'opposition. Pourtant ce milieu paraît vibrer lorsqu'une voix s'élève dans l'inertie générale. Le tout jeune Guizot s'exalte alors à la lecture de l'article de Chateaubriand dans le *Mercure* ; il apprend par cœur la belle phrase où l'écrivain menace l'empereur du souvenir de Tacite : c'est à Mme de Staël, autre exilée, autre intellectuelle opposante, mais à qui pèse l'inaction, qu'il en récite les beaux passages (5) : voyons là seulement l'enthousiasme qu'excitent dans une âme juvénile un geste courageux et l'éclat d'un sursaut d'indépendance paré d'ailleurs d'une si belle allure littéraire.

Guizot, tout en faisant partie de la société d'opposition ne fait

(1) Comte DE SEMALLÉ, *Souvenirs*, p. 130.

(2) Sur l'attitude de l'aristocratie et la politique de Fouché vis-à-vis des royalistes et vis-à-vis du parti religieux. Cf. MADELIN, *Fouché*, t. I, p. 424 et suiv., t. II, p. 143 et suiv.

(3) *Mémoires*, t. I, p. 7.

(4) *Ibid.*, p. 17.

(5) *Ibid.*, p. 12.

pas en effet figure d'un ennemi du gouvernement. Ce *Publiciste* auquel il collabore, n'est plus à Suard : Fouché l'en a dépossédé en 1805 pour le punir d'un article sur l'exécution du duc d'Enghien et y a installé Lacretelle (1); le *Mercur* où Guizot donne trois articles est l'organe philosophique et non plus le journal de Chateaubriand. Le *Moniteur* montre de la complaisance pour ses ouvrages : c'est avec éloge qu'on les annonce ou qu'on en rend compte (2). Guizot y collabore même en 1811 et 1812 (3). Alors que le gouvernement vient d'interdire de créer de nouveaux périodiques, une exception est faite en sa faveur pour les *Annales de l'Éducation* : le ministre de la Police en autorise la publication le 16 février à la suite d'une consultation d'Esménard : « M. Guizot est un jeune homme d'un excellent esprit et d'une littérature très étendue, Mlle de Meulan appartient à une famille distinguée, elle a été réduite par la Révolution à écrire dans les journaux et à faire l'usage le plus honorable de son talent qui lui sert à soutenir sa famille. L'un et l'autre écriront dans les vues du gouvernement et sont très en état de publier un journal vraiment utile. La protection éclairée que V. E. apporte aux écrivains fidèles à la dynastie impériale et à la morale publique ne peut être mieux placée (4). »

Il ne lui répugnait pas tant d'ailleurs d'être à la solde du gouvernement puisque, à la fin de 1811, ses amis faisaient des démarches pour qu'il entrât au ministère des Affaires étrangères : Suard et Lalli, Mme de Rémusat, étaient ses répondants : on comptait sur le désir du ministre, Maret, duc de Bassano, de rendre service à la famille de Meulan (5). Il s'agissait d'une fonction subalterne, sans caractère politique; c'est ainsi du moins qu'il l'annonce à sa mère par une lettre du 28 août 1811 : « Rien n'est fait encore et ne peut être fait pour moi : si j'avais cette

(1) WELSCHINGER, *La Censure sous le Premier Empire*, p. 89 et 96.

(2) Dictionnaire : *Moniteur* du 24 mai 1809, les *Annales de l'éducation* : 13 avril 1811, 27 mai 1812, 23 décembre 1812, *Vie des grands poètes* : 24 juin, 15 août, 16 et 29 novembre 1813. *Gibbon* : 3 mai 1812.

(3) Compte rendu de l'ouvrage de Humboldt, *Vue des Cordillères et monuments des peuples d'Amérique*, 3 mars et 13 décembre 1811. Compte rendu de l'*Histoire de la littérature espagnole* par BOUTERWEK, 27 mai 1812.

(4) Cité par WELSCHINGER, *la Censure*, p. 120, *Archives nationales*, F. 7. 3.301.

(5) Lettre à sa mère du 12 novembre 1811, VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 17 bis.

place de chef des interprètes qu'on me fait espérer, je serais bien heureux ; elle est fort bonne, n'a aucun rapport avec le gouvernement et me laisserait encore assez de temps » (1). Dans la seconde quinzaine de novembre l'affaire s'était nouée. On lui fit faire un mémoire sur l'échange des prisonniers français et anglais ; au début de février 1812, Guizot était encore confiant ; l'affaire échoua. Sa famille ne l'avait pas vue avec agrément, on craignait qu'elle ne fût réellement l'abdication de son indépendance. De Nîmes sa mère, peu au courant du genre de travail et de responsabilité d'un bureaucrate, s'effrayait, le voyant déjà rallié à l'Empire. Mais la question d'argent était pressante : Guizot allait se marier, il lui fallait assurer son existence. Une lettre du 16 février 1812, par laquelle il s'efforça de tranquilliser sa mère, indique bien les difficultés où il se débattait et précise bien son état d'esprit. « Tu te trompes dans l'idée que tu te fais de la place qui m'est assurée : je n'aurai absolument rien à faire qu'avec le ministre ; quand mon travail passera sous des yeux placés plus haut, ce sera comme tous les travaux de toutes les administrations possibles qui sont dans le même cas, sans que le nom et l'existence de ceux qui les rédigent soient le plus souvent connus de celui qui juge en dernier ressort. Sois persuadée qu'en entrant dans cette carrière, j'ai bien réfléchi à la manière de m'y conduire, aux avantages qu'elle m'offrirait et aux inconvénients qu'elle pouvait avoir. Si j'avais quinze mille livres de rentes, je n'aurais demandé aucune place ; mais n'ayant rien, j'ai choisi celle qui s'accorde le mieux avec mes goûts, le genre de mes études, les habitudes de ma vie et mon désir de conserver une partie de mon temps à moi... Sois persuadée que je ne te cache rien, que je conserverai autant d'indépendance qu'il est possible quand on n'a pas de fortune, puisque je n'aurai pas à m'occuper de choses contraires à mes principes et à mes goûts et que, si je fais mon chemin, ce sera avec aussi peu d'inconvénients qu'en peuvent avoir les affaires de ce monde, de quelque genre qu'elles soient, et toujours d'une manière conforme au caractère qu'on veut bien considérer en moi, car je renoncerai à tout plutôt que de l'altérer » (2).

(1) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 17 bis.

(2) *Ibid.*, n° 17 bis.

Il manquait évidemment d'enthousiasme.. L'Université lui convint davantage. Il refusa, nous dit-il, d'insérer l'éloge de l'Empereur dans son discours d'ouverture (1). Barante nous rapporte le même fait de Royer-Collard (2). N'exagérons rien : ce n'est pas un acte d'opposition et il ne fut d'aucune conséquence ; la jeune Université voulait marquer sans doute qu'elle entendait se cantonner dans son objet spécial, dégager ses études spéculatives des considérations politiques. De même que Royer-Collard ouvrit à la pensée de Guizot une voie philosophique nouvelle, son influence accentua encore son orientation politique et lorsqu'en décembre 1813, le gouvernement se heurta à l'opposition de la commission du Corps législatif qui eut l'indépendance de prendre au sérieux la comédie libérale que Napoléon voulait lui faire jouer, nos professeurs étaient nettement de ce côté-ci de la barricade. Guizot fréquentait intimement trois des membres de la commission : Gallois qu'il avait connu chez Suard, Maine de Biran qui faisait comme lui partie du petit cénacle philosophique que réunissait Royer-Collard, et Raynouard. Il suivait avec une passion sympathique les efforts du Corps législatif pour éclairer l'Empereur sur les abus de l'administration et les inconvénients du régime de silence et de mensonge.

En somme rien de tout cela n'indique des idées politiques arrêtées. Guizot reconnaît d'ailleurs qu'il n'était pas alors « très préoccupé de la politique ni très impatient que la liberté lui en ouvrit l'accès » (3). Rien absolument n'annonce qu'il deviendra royaliste ni qu'il souhaitait même la chute de l'Empire. Très certainement le régime le choquait par ses perpétuels abus de force et son arbitraire. Très certainement il eût désiré voir s'alléger le poids de la surveillance qu'exerçait la police sur la vie intellectuelle, sans qu'il se fût élevé encore à la conception de la liberté de la presse. S'il n'avait pas d'idées d'opposition, il avait des relations d'opposition. Mais les milieux ne sont pas tranchés à cette époque comme ils le seront plus tard et l'on entretient dans les rapports mondains plus de tolérance qu'au moment des luttes

(1) *Mémoires*, t. I, p. 17.

(2) *Vie de M. Royer-Collard*, t. I, p. 110.

(3) *Mémoires*, t. I, p. 5.

parlementaires postérieures (1), les mêmes salons recevaient Pasquier, Molé, Fontanes à côté de Chateaubriand, ou Regnaud de Saint-Jean-d'Angely à côté des libéraux. La société de Guizot lui-même est un exemple de cette pénétration des opinions. Le sentiment de l'instabilité du régime rapprochait ses partisans de ses ennemis. Que vienne un gouvernement qui veuille prendre le contrepied de l'Empire, Guizot offre des avantages : un homme nouveau, qui n'a été mêlé en rien à la politique du régime renversé, qui ne sympathisait pas avec lui. En 1814 à son entrée dans le personnel administratif, c'est un homme neuf. Ses idées politiques lui viendront des événements et des hommes : le « doctrinaire » n'est pas né. Dans quelle mesure ce tempérament individuel était-il en état de recevoir l'éducation des faits?

V

Certains traits permettent de prévoir la réaction de ce caractère en face des événements. Laissons de côté tout ce qui ne franchit pas les limites de la vie intérieure : cette sensibilité passionnée et cette tendresse que cache jalousement un homme qui n'aime pas étaler son cœur et que les analystes auraient pourtant découvertes dans son goût pour la littérature, l'art ou la musique, — ou bien cet amour de la vie sociale, de la conversation qui n'est pas seulement chez lui besoin de mouvement, joie de remuer des idées, mais qui satisfait à sa curiosité des hommes et à son désir d'analyse psychologique (2). Pourtant n'oublions jamais que nous avons affaire à un Méridional, à un homme aux impressions

(1) « Sous Bonaparte, dit Mme de Chateaubriand (*Cahiers*, p. 89), toutes les opinions se supportaient, nous vivions alors également bien, ou du moins avec la même bienveillance, avec les partisans du pouvoir impérial comme avec les partisans de la légitimité. Il n'en a pas été de même sous les Bourbons où l'on s'arrachait les yeux pour la plus petite nuance d'opinion. »

(2) « Peu de choses sont aussi intéressantes à étudier que l'esprit d'un homme supérieur : chercher dans ses ouvrages ce qui distingue son talent, et remonter ainsi aux sources de sa gloire ; se servir de rapprochements et de citations pour faire le portrait de son génie, comme on se sert des actions et de leurs motifs pour tracer celui des caractères, c'est ainsi sans doute que l'on peut et que l'on doit le juger. » « Notice sur Jean de Muller », *Mercure*, 12 février 1810, t. LX, p. 423.

vives, à l'enthousiasme prompt, non sans doute le Méridional pétulant comme Thiers, mais le Méridional grave qui retient et dissimule ce bouillonnement intérieur où l'étranger ne voit plus qu'âpreté et obstination. Plus intéressant pour nous parce que de nature à nous faire comprendre l'attitude de Guizot en face des faits nouveaux de la politique, est le conflit où son âme se partage entre deux forces contraires.

Il y a en lui comme un effort de concentration, d'absorption en soi, qui semble ne considérer le monde extérieur que comme un aliment de sa méditation solitaire, penchant profond de sa nature qu'accentue encore cette éducation religieuse austère et dont l'expression est si frappante, si naïve pourrait-on dire, dans ses lettres à sa mère. La méditation prend naturellement chez ce protestant un tour moral et l'allure sermonaire du moraliste donne à tous ses écrits, même et surtout à ses écrits de jeunesse, une physionomie qui les fait reconnaître entre mille. Et par ce travail de réflexion intérieure sur les éléments empruntés au dehors, son esprit se forge un monde qui — est-il besoin de le dire? — n'est plus la réalité véritable. Guizot perd contact ainsi avec la vie, il transforme la réalité à son insu, il l'oublie et la perd de vue. Mlle de Meulan le lui reprochait très finement en 1809 à propos de sa critique littéraire du *Publiciste*; elle se défend de vouloir exiger une renonciation à ses idées « d'abord parce que vos idées et votre manière sont excellentes, ensuite parce que ce sont les vôtres et que tout ce qui est en vous est si bien lié, forme un ensemble si complet, si régulier, que vous n'en devez rien abandonner. » Mais elle ajoute : « Vous avez cessé de fréquenter le public pour lequel vous écrivez, précisément au moment où vous avez commencé à écrire pour lui... Vous ne connaissez pas les gens pour qui vous écrivez; vous n'êtes pas au courant de leurs préjugés du moment ni des choses qu'il est bon, non de feindre, mais de ménager »; et, plus souple, plus avertie de la réalité : « Après tout, pouvons-nous être sûrs, même après de longues réflexions, que la connaissance d'opinions différentes, fussent-elles fausses, ne changera rien aux nôtres, ne fût-ce qu'en nous faisant naître des idées nouvelles? (1) » Ne sont-ce point

(1) Cité par Mme DE WITT, *M. Guizot*, p. 45 et 46.

là déjà quelques traits du doctrinaire? — Il y a là un danger, danger d'autant plus sérieux, que (et c'est une autre conséquence de cette place exagérée donnée à la méditation) malgré toute sa sincérité, Guizot s'entête à avoir raison : sa bonne foi ne peut pas être mise en doute, car sa conviction procède d'une longue réflexion : « Je possède une chose, écrivait-il à sa mère le 20 novembre 1806 (1), qui sera peut-être favorable à mes principes, quoique proscrite par le monde, de l'entêtement ; je puis avoir tort, mais toutes les fois que je crois avoir raison, l'univers entier n'a aucune influence sur ma manière de penser » ; il va même plus loin : « J'éviterai soigneusement toute discussion avec ceux qui ne me paraîtront pas au fond de mon avis, car il y a de la mauvaise foi à discuter quand on ne veut pas se ranger du parti de ceux avec qui l'on discute ». Il y a là sans nul doute un principe de force, et ce n'est pas le caractère qui manquera à Guizot, mais ce point de départ est-il aussi heureux, quand, quittant le domaine de la morale, on descend sur le terrain de la politique?... Dans ce travail de recreation du monde qu'il élabore dans la méditation, il emploie enfin un procédé qui risque de l'éloigner davantage encore de la réalité : peut-être faut-il en rendre responsable l'influence de Kant ; celle de Royer-Collard en tout cas n'a pu que le pousser dans le même sens ; c'est cette méthode de généralisation qui deviendra un des traits essentiels de l'esprit doctrinaire, cette méthode de ramener les faits à un principe, à une abstraction comme s'il n'y avait de vérité que dans l'éternel et l'universel ; il fixait *a priori* à l'histoire des cadres que les faits auront à remplir ; il ne considère jusqu'ici l'histoire des hommes que comme des matériaux pour la grande histoire de la civilisation du genre humain. « Les peuples ne sont pour l'historien que les individus de l'espèce sociale ; leur histoire est pour l'histoire de l'espèce ce qu'est pour l'histoire des peuples celle des individus qui les composent ou des rois qui les gouvernent (2). » Ainsi l'histoire elle-même subit cette transposition qui l'éloigne de sa base pour en faire une abstraction de philosophe. Ce procédé de généralisation n'est pas chez lui méthode de travail pour syn-

(1) Cité par Mme DE WITT, *M. Guizot*, p. 15.

(2) « Tableau philosophique et littéraire de l'an 1807 », *Archives littéraires de l'Europe*, t. XVII, p. 372.

thétiser et résumer des faits d'expérience ; elle est un procédé de recherche, d'invention — disons vrai, de déformation. Voilà tout un côté de l'esprit de Guizot qui paraît peu le désigner pour cette étude réaliste des faits et des possibilités qu'on appelle la politique.

Luttant contre cette tendance au repliement sur soi-même, une force d'expansion travaille Guizot : la vie politique va éveiller cet instinctif combatif et cette inclination pour le pouvoir et la domination qu'il ne se connaît pas encore en 1814. Mais déjà ce besoin d'action se traduit dans le dédain pour les spéculations vaines. « Ce sont des esprits bien peu justes, écrivait-il à Fauriel le 1^{er} décembre 1811 (1), que les solitaires qui n'ont que réfléchi sur l'homme, lorsqu'ils veulent parler des hommes et de tout ce qui se fonde sur l'observation », et, parlant des philosophes qui sont persuadés eux-mêmes que leurs théories sont inapplicables : « Je ne sais comment ils peuvent vivre en paix dans cette conviction et quelle espèce d'intérêt ils prennent à des spéculations sans résultat puisqu'ils les croient sans influence ». À ce Montaigne, dont il fait dans les *Annales de l'Éducation* un si enthousiaste éloge, ce qu'il reproche, c'est de n'avoir pas su agir (2) ; la littérature et la pensée allemandes lui semblent supérieures aux nôtres par cette volonté non de travailler pour le seul éclat personnel, mais d'agir sur leur siècle, et par ce désintéressement qui ne voit dans la gloire individuelle « qu'un moyen de parvenir à cette influence qui persuade, à cette autorité qui commande » (3). Cette force qu'il sent en lui, cette puissance non encore utilisée, lui inspire une large confiance dans la vie : il en arme l'humanité tout entière et retrouve la croyance en la perfectibilité humaine qui inspirait le dix-huitième siècle : « L'homme ne devrait jamais oublier que sa nature est d'aller de l'avant et qu'il la contrarie en s'arrêtant à glaner là où d'autres ont moissonné avant lui... Il n'appartient qu'aux esprits bornés de vouloir étouffer les enfants sous le poids de la gloire des pères ; le passé est fait pour donner à l'avenir des conseils et non des lois, des leçons et non pas des chaînes (4). » A qui doit agir, la réalité s'impose ; il faudra bien

(1) *Nouvelle Revue*, 1901, t. XIII, p. 354.

(2) T. III, p. 139.

(3) *Mercure*, t. LX, p. 92.

(4) *Ibid.*, p. 91 et 92.

que Guizot sorte de sa méditation solitaire, il faudra bien qu'il accepte la leçon des faits : attendons-nous à voir des heurts avec la vie nécessitant des réadaptations.

De ces deux forces antagonistes, laquelle l'emportera ? Si l'on réfléchit qu'en 1814 Guizot est tout jeune, qu'il n'a vécu jusqu'ici que dans le monde de la pensée pure, qu'il arrive à la vie publique sans système politique arrêté, que vont s'éveiller la soif d'agir et la volonté d'imprimer sa marque sur les hommes et les choses, il semble que l'on puisse affirmer que l'action va briser le cadre trop étroit de la méditation, que l'esprit libéré va suivre docilement la leçon des faits. Mais il faut tenir compte d'un dernier élément : Guizot est protestant. Il porte profondément creusée en lui la marque d'un pessimisme transcendantal. Il ne croit pas en la puissance de l'esprit humain livré à lui-même ; sans secours, il le voit se débattre dans l'incertitude et l'incapacité. « Quelque envie qu'on ait de *tout voir et de tout savoir*, écrit-il à Fauriel, il faut se résigner à ignorer et à douter de bien des choses ; on voit clair d'un côté, moins clair de l'autre ; le monde a trop de faces pour que nous ayons le temps d'en faire le tour. Je me répète sans cesse ce sermon, parce qu'il ne m'arrive jamais de finir quelque chose sans avoir envie de le recommencer pour ne le finir jamais (1). » Théorie funeste pour un homme d'État, si elle a pour résultat de l'arrêter à mi-chemin dans la réalisation de son œuvre, si elle couvre, à son insu, du prétexte d'une théorie philosophique, ce qui pourra n'être que timidité et recul devant les conséquences, si en un mot elle lui persuade, pour se résigner à l'imperfection fatale, de se contenter à trop peu de frais.

* * *

Tel paraît être Guizot au moment où la main de Royer-Collard le lance dans la carrière publique, telle sa position dans le monde, tel le mécanisme de sa pensée : un esprit vaste, doué des plus belles qualités, apportant une étendue de connaissances et une maîtrise intellectuelle qu'on rencontre rarement chez les hommes politiques, armé d'une très grande puissance de travail et d'une

(1) *Nouvelle Revue*, 1901, t. XIII, p. 348.

volonté énergique et orgueilleuse d'elle-même, — mais un homme de lettres, un homme sans idées politiques arrêtées, mêlé aux différents courants d'opinion sans avoir fait nettement choix d'un camp et d'un parti, pouvant être revendiqué par les uns et les autres, sauf justement par le régime qui l'appelle à lui, à vrai dire ne s'étant pas préoccupé de ce genre de problèmes, en tout cas dépourvu de toute compétence administrative et semblant aussi éloigné que possible à la fois par ses occupations antérieures et par la nature de son esprit, de ce genre de besogne. Il a tout à apprendre, et la politique et le métier lui-même : il lui faut tout en l'exerçant en faire l'apprentissage. C'est une partie hasardeuse que joue son ministre en faisant de lui son homme de confiance. Mais Montesquiou était-il plus préparé à être ministre de l'Intérieur que Guizot à être secrétaire général ? Et les autres ministres en dehors de Talleyrand et du baron Louis l'étaient-ils davantage à leur ministère ? La Restauration se trouvait en présence d'une difficulté : improviser de toutes pièces une personnel politique à soi, former des hommes d'État avec des administrateurs, des étrangers aux affaires et des étrangers au pays ; elle ne paraît pas l'avoir aperçue. Et avec cette équipe improvisée il fallait résoudre le plus terrible problème, faire vivre ensemble par des concessions mutuelles deux Frances non seulement dissemblables, mais ennemies depuis vingt-cinq ans, sous un gouvernement réimporté, quand, malgré les lassitudes de la guerre, saignaient les humiliations de la défaite et que s'excitaient les ressentiments d'un pays, dont le souverain paraissait avoir acheté sa couronne du démembrement de ce qu'on s'était habitué à considérer comme la patrie. Tâche ingrate même pour des hommes d'État avertis ; elle semblait sans doute d'autant moins difficile aux nouveaux gouvernants qu'ils étaient moins préparés à la remplir.

Sur cette nef sans pilote Guizot montait inconnu de son chef, ignorant tout de la route et de la manœuvre.

CHAPITRE II

ACTION ET ÉDUCATION POLITIQUES DE GUIZOT PENDANT LA PREMIÈRE RESTAURATION (mai 1814-mars 1815)

I. *Conditions de vie politique.* — Question de méthode : difficulté à déterminer le rôle de Guizot. Portrait de Montesquiou. Rapports de Montesquiou et de Guizot. — II. *Part de Guizot dans l'organisation et l'orientation du régime.* — Note remise le 19 mai sur le mode de nomination des députés. Note du 25 mai : faut-il payer les députés? Note sur l'organisation du Conseil d'État (juin). Son mémoire *sur l'état de l'esprit public en France* (juin). Programme de gouvernement qu'il développe dans ce mémoire ; son importance pour l'origine des idées politiques de Guizot. — III. *Participation de Guizot aux premières mesures politiques.* — Rédaction de l'*Exposé de la situation du royaume* du 12 juillet : position prise vis-à-vis de l'Empire. Sa participation à la rédaction de la loi sur la presse. Les deux brochures par lesquelles il défend le projet, comment il concevait et comment on concevait alors la liberté de la presse. Guizot censeur royal. — IV. *Le travail de secrétariat.* — La réorganisation des bureaux du ministère faite par Guizot, les attributions du secrétaire général. Les changements dans le personnel administratif (préfets et sous-préfets) opérés : leur signification politique. Les circulaires de Guizot aux préfets : leur sens politique. Participation de Guizot à l'ordonnance de réorganisation de l'Université : son rapport au roi. — V. *Influence de Guizot sur Montesquiou : évolution de celui-ci.* — Transformation des idées de Montesquiou dans les six premiers mois. Les trois notes que lui remet Guizot sur les difficultés du gouvernement et leur cause : suite qui leur est donnée par Montesquiou. Évolution inverse de ses collègues. Inquiétudes de Montesquiou et de son groupe au début de l'année 1815.

I

Dans l'organisation d'un gouvernement moderne, où la politique est celle d'un parti, la décision celle d'un groupe d'hommes qui forment un ministère, il peut sembler téméraire d'attribuer

à l'un d'eux l'initiative des résolutions et la responsabilité de leurs conséquences. Et quand, déterminée la part d'un ministre dans la politique générale, il s'agit encore d'apprécier ce qu'il en revient au ministre lui-même et à l'un de ses collaborateurs, combien il est plus délicat d'arriver à la certitude et à la précision. L'influence d'un homme de confiance sur son chef est chose subtile, et qui laisse peu de traces visibles.

Les méthodes, si l'on peut parler de méthodes, en usage pendant la première Restauration, permettent des conclusions moins hasardeuses, car elles aboutissaient à isoler chaque secrétaire d'État dans les attributions de son portefeuille et à lui laisser toute liberté d'action dans ce domaine réservé. Vitrolles (1) a tracé un vivant tableau de ce ministère qui n'est pas un cabinet, qui ignore en arrivant au Conseil les questions qui vont venir en discussion, qui ne tient pas plus de procès-verbaux de ses séances qu'il n'a fixé d'ordre du jour, dont les membres finissent par travailler directement avec le roi et souvent n'apprennent les ordonnances des autres départements que par la lecture du *Bulletin des Lois*. Sous un roi qui rétrécissait la politique à des questions de personnes et d'étiquette, ce ministère, issu en théorie d'un régime représentatif, se muait instinctivement en gouvernement de cour : l'anachronisme de ses procédés choquait et inquiétait jusqu'à l'ambassadeur du tsar (2). A ces rivalités qui le divisent, Montesquiou contre Blacas, Beugnot contre Montesquiou, Talleyrand contre tous, tous contre Vitrolles, le gouvernement de l'entresol contre le ministère du premier étage, nous gagnons au moins de connaître la position de chacun.

Voici celle du ministre de Guizot. On s'accordait à lui reconnaître de l'esprit, de la culture et de la distinction dans l'intelligence, un désintéressement qui donnait confiance et qui souffrit promptement des habitudes de gaspillage et de vénalité de certains bureaux ministériels (3), ces qualités brillantes et légères, ce charme de la conversation, ces manières enjôleuses, qui avaient

(1) *Mémoires*, t. II, p. 216. Cf. la *Correspondance du comte de Jaucourt avec le prince de Talleyrand*, *passim*. PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 26, etc...

(2) Dépêches n° 11 du 13 juin, n° 16 du 6 juillet (POLOVTSOFF, t. I, p. 15, 25).

(3) Voir dans les *Mémoires sur la Restauration* de Mme D'ABRANTÈS, t. I, p. XIX, le récit d'une scène piquante à ce sujet entre Montesquiou et le duc de Blacas.

fait son succès dans les ruelles et les salons et continuaient de plaire à Louis XVIII. Mais il manquait des qualités d'homme d'État. Il était irritable et intolérant. Il avait conservé ses préjugés d'homme d'Église et de grand seigneur, tout en étant bon homme et sans prétention. Son idée profonde eût été de refaire une aristocratie. Il en était resté au despotisme éclairé ; « son amour de la liberté n'allait pas au delà des états du Languedoc ou des assemblées provinciales ; la Restauration, c'était pour lui l'Ancien régime devenu raisonnable (1) ». Il s'était efforcé de réserver dans la Constitution sénatoriale autant de part que possible à l'autorité royale, se prêtant, pour gagner du temps et sans beaucoup de franchise, à collaborer avec le Sénat, tout en dépêchant lettres et mémoires à Louis XVIII, pour le dissuader de prendre aucun engagement (2). Dans la discussion de la Charte (3), il avait posé en principe l'autorité souveraine du roi ; s'il avait consenti des concessions sur la liberté de la presse, il avait fait triompher l'initiative royale en matière de législation, les quarante ans nécessaires à l'éligibilité, la division de la Chambre en bureaux ; il n'admettait pas que les ministres dussent soumettre leur existence politique à l'obligation d'avoir une majorité dans les Chambres.

S'il acceptait les institutions représentatives, c'était donc sans conviction et sans goût. Mais il était assez intelligent pour en comprendre la nécessité et pour dédaigner les sottises de l'émigration. D'ailleurs, se souvenant qu'il avait présidé la Constituante et se flattant d'un mot de Mirabeau (4), il se confiait en sa puissance de séduction pour triompher dans une assemblée. Il comprenait le régime représentatif par ses petits côtés d'intrigues de couloirs et de conquêtes personnelles : il pensait y exceller et n'en concevait point d'alarmes. Il s'éloignait encore du milieu de la cour par sa prétention, dont on lui savait mauvais gré (5), de s'entourer de gens capables : il les chercha naturellement dans ses relations personnelles, dans le petit groupe

(1) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 40.

(2) *Moniteur* du 15 avril 1815, p. 428. Papiers [de Blacas trouvés aux Tuileries.

(3) Voir Pierre SIMON, *l'Elaboration de la Charte constitutionnelle*.

(4) Lors d'une discussion à la Constituante : « Méfiez-vous de ce petit serpent, il vous séduira. » (*Dictionnaire des Contemporains* art. Montesquiou de Fesenzac).

(5) NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, t. I, p. 554.

du comité royaliste du Directoire ; et c'est ainsi qu'il avait peuplé ses directions, en donnant le commerce et l'agriculture à Becquey, la librairie à Royer-Collard, les ponts et chaussées à Pasquier, l'administration communale à Benoist, qui seront en effet gens capables et qui étaient gens de la nouvelle France. Sa paresse, sa légèreté d'esprit, sa distraction leur donnaient prise sur lui, et son collègue Ferrand, avec l'unanimité de l'opinion royaliste, pourra lui reprocher d'être tombé dans la dépendance de ses chefs de division (1).

Voilà l'homme dont Guizot devenait le bras droit. Pas un guide, à peine un chef. Aussi les rôles vont-ils se transposer : le ministre, « hors d'état de conduire son parti et de se conduire lui-même dans les voies où sa raison lui disait de marcher (2) », va s'abandonner à son secrétaire général. Il l'ignorait la veille, il le prit en grande confiance ; la culture de Guizot plut à son esprit orné ; la netteté un peu âpre et la volonté entière, l'ardeur au travail et à la responsabilité du subordonné suppléaient à la volonté flottante, à l'incertitude aux affaires et au peu de goût du détail du ministre. Les quelques lettres que Guizot a conservées de lui (3) témoignent qu'il prit en haute estime les qualités qu'il découvrit à son protégé. Les efforts que sa coterie intime ne tarda pas à faire pour le détacher du jeune homme (4) n'obtinrent d'un caractère irritable et qui n'aimait pas la contradiction, que ce résultat de l'y attacher plus fortement. Il en fit le confident de ses déceptions, de ses projets, l'initia aux rivalités de la cour. Loin de le cantonner dans son travail administratif, il lui ouvrit la politique ; il lui abandonna volontiers une bonne part de son pouvoir.

II

Guizot prit, dès le début, son rôle au sérieux : sans doute, peu versé dans la répartition des compétences, avait-il interprété son poste comme une fonction politique plus encore qu'administra-

(1) *Mémoires du comte FERRAND*, chap. XXII, p. 107.

(2) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 39.

(3) VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 17. Guizot en a publié deux aux pièces historiques du t. I^{er} de ses *Mémoires*.

(4) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 41.

tive ; car il ne commença par rien moins qu'apporter sa pierre à l'édification du régime. La première Charte qui fut soumise à la Commission avait été rédigée par l'abbé de Montesquiou (1). Guizot souleva par une note du 19 mai qu'il remit au ministre, une question grave : le mode de nomination des députés (2). L'idée primitive avait été de substituer simplement le roi au Sénat pour la nomination des députés, dans le but d'assurer au gouvernement un parti sérieux à la Chambre. Guizot ne discute pas cette nécessité, mais il conteste l'efficacité du procédé. On ne peut éviter dans une assemblée, même formée par ce moyen, la création d'un parti d'opposition : celle-ci aura beau jeu à représenter ses adversaires comme des hommes choisis parmi de sûres créatures du gouvernement : « La nation le croira et regardera dès lors le parti de l'opposition, quelque déraisonnable qu'il puisse être, comme le sien, et le parti du roi, quelque modéré qu'il se montre, comme un parti antinational ». La nation se croira attaquée dès qu'elle se verra soupçonnée et la lutte aussitôt s'engagera. Et puis, quelle imprudence de proclamer ouvertement que le roi a besoin d'un parti dans la Chambre : « La nation entière est bien disposée pour le roi ; il faut qu'il ait l'air de croire à la réalité, à la durée de cette disposition, qu'il demande à la nation de le défendre contre les partis et non qu'il paraisse vouloir se former un parti pour se défendre contre la nation... » Il paraît donc à Guizot beaucoup plus habile d'assurer au roi une forte influence sur les élections ; en lui donnant la faculté d'adjoindre aux collèges électoraux un certain nombre d'électeurs désignés par lui ? Ce serait un aveu trop peu déguisé. Il serait préférable de décider que tels fonctionnaires, magistrats des cours royales, présidents des tribunaux, receveurs généraux ou autres, seront membres de droit des collèges de département : on acquerrait ainsi dans un collège de 300 électeurs, un bloc d'une cinquantaine de voix disciplinées et fidèles qui entraîneraient l'élection. Qu'on y joigne la nomination des présidents des collèges, qui « dans un

(1) Elle figure aux papiers de Beugnot (*Archives nationales*, A.B. XIX, 340).

(2) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, Ptf. n° 8. *Notes et avis politiques et lettres politiques de moi*, n° 1 « Faut-il laisser aux collèges électoraux l'élection directe des députés ? »

temps où les Français ont contracté l'habitude de tout tenir et de tout espérer du gouvernement et de la cour », ne peuvent manquer de rallier beaucoup de suffrages, et on se sera assuré l'influence sans avoir éveillé cette dangereuse méfiance « qui ferait des deux partis opposés dans les assemblées, des ennemis irréconciliables et par conséquent fort exagérés, ce qui entraînerait nécessairement le roi dans l'exagération de son propre parti ». L'argumentation est judicieuse : elle indique une vue juste de la situation, du danger d'engager la royauté nouvelle dans un parti, de la nécessité de l'élever au-dessus des factions et d'utiliser les dispositions sympathiques, mais un peu inertes et facilement soupçonneuses du pays. D'ailleurs nulle conception libérale de la représentation, aucun doute sur la nécessité de l'influence du gouvernement sur les Chambres, le seul point de vue pratique de l'intérêt gouvernemental bien conçu et bien servi. La conviction de Montesquiou n'en fut pourtant pas ébranlée : il maintint son projet et même, bien qu'à la première séance, le 22 mai, la commission en eût écarté le principe, il y revint à la séance du 25 et subit un nouvel échec.

Guizot fut plus heureux dans une nouvelle note du 25 mai : *Faut-il payer les députés des départements au Corps législatif* (1)? Mais sur cette question, à vrai dire, le combat ne se livrait pas : personne ne s'élevait à la conception de l'indemnité parlementaire et d'ailleurs, expérience faite des dotations sénatoriales, dans la pensée du temps indemnité parlementaire signifiait moins indépendance des élus qu'asservissement de leurs consciences au gouvernement. Cette préoccupation semble, en tous cas, dominer le raisonnement de Guizot : il ne met pas en doute que « pour représenter la masse des intérêts de la nation, il soit naturel de prendre ceux qui ont la plus grande part aux avantages de la société que forme cette nation » : un député sans moyens personnels d'existence serait trop peu attaché à la stabilité de l'ordre social pour qu'on lui en confie la gestion. S'agirait-il d'indemniser le député du dommage que pourrait causer à ses affaires personnelles l'exercice de ses fonctions législatives? Ce serait lui supposer bien peu d'intérêt dans les affaires de la nation que

(1) Même référence que pour la note du 19 mai.

l'avantage de veiller à celles-ci ne lui fût pas une compensation du temps dérobé aux siennes : et quel dévouement donnerait-il à la prospérité publique? « Il serait tenté de sacrifier cette prospérité à l'intérêt des individus dont l'influence pourra le continuer dans ses fonctions et par conséquent dans la jouissance de son indemnité. » Veut-on attacher par un intérêt d'argent les députés à leurs fonctions? C'est avilir la fonction, en faire l'objet de l'ambition des hommes sensibles aux avantages pécuniaires. « On prétend éviter par là la corruption, on n'aura pas même l'avantage de la rendre plus chère » et Guizot développe vigoureusement ce danger. Il conclut : « Le gouvernement doit, autant que le peuple, craindre un législateur qui a voulu être législateur pour être payé ; un tel homme flattera les passions populaires pour être continué dans ses fonctions, comme il pourra se vendre aux intérêts du gouvernement pour ajouter à son traitement le prix de la corruption ; sans racines dans la société, à laquelle il ne tiendra pas par une existence considérable, il ne s'effrayera pas plus des bouleversements que de l'oppression, et selon que son avidité sera plus ambitieuse ou plus prudente, il choisira les espérances du désordre ou les fruits certains de la corruption... En payant le corps législatif, la nation et le gouvernement se priveront de la garantie la plus sûre que ce corps puisse leur offrir, le besoin d'honorer et de rendre utiles des fonctions qui n'auraient de récompense que l'estime générale et la prospérité publique. » Il y a certes dans ces paroles une conception élevée de l'indépendance parlementaire.

Guizot a pu collaborer plus activement à l'élaboration de la Charte sans qu'il en subsiste de traces. Ainsi Montesquiou s'en fit accompagner au Conseil privé du 6 juin, où furent discutés les rapports du ministère avec la Chambre et l'exercice de l'initiative royale en matière législative ; il subsiste en effet, aux Archives, un « fragment d'une séance des ministres » (1) écrit

(1) *Archives nationales*, BB³⁰ 191 (1) ; ce fragment n'est pas daté, mais il est classé avec des papiers relatifs à la Charte et les questions qu'il traite ne peuvent se rapporter qu'aux discussions du Conseil du 6 juin. Sur ce conseil Cf. VITROLLES, t. II, p. 261-265, *Pozzo di Borgo*, dépêche du 25 mai-6 juin (POLOVTSOFF, t. I, p. 7). Le dépouillement des dossiers relatifs à la confection de la Charte, c'est-à-dire BB³⁰ 191 et AB XIX 340, ne m'a pas fourni d'autres indications sur le rôle de Guizot.

de sa main, des notes prises en séance probablement : le cas peut n'avoir pas été unique. En tout cas il coopéra à la réorganisation du Conseil d'État, réalisée par l'ordonnance du 29 juin 1814 : une longue note de sept pages et demie sur ce sujet qui figure dans ses papiers, en est la preuve (1). Dans l'ignorance où ils étaient des conditions de fonctionnement d'un gouvernement, Montesquiou et Dambray (2) avaient voulu transformer en organisation régulière cette déplorable habitude du travail direct, hors la présence et la connaissance de leurs collègues, des ministres avec le roi : leur ordonnance dissolvait le conseil des ministres dans un Conseil d'État à la mode de l'ancien régime, où le conseil de gouvernement, sous le nom de Conseil d'en haut, comprendrait les hommes de confiance appelés en consultation par le roi : les ministres y pourraient siéger, mais sur convocation royale. Guizot n'était pas arrivé davantage à la conception d'un conseil de gouvernement exclusivement composé de ministres et il ne conteste pas que le roi ne doive pouvoir appeler à son conseil intime tous ceux dont il désirera prendre l'avis ; mais son bon sens se montre choqué de voir incorporer le conseil des ministres à un organe administratif composé de fonctionnaires. Il voudrait faire disparaître de même « ce conseil de législation et de justice » que l'ordonnance appellera du titre ressuscité de Conseil des Parties, supérieur et différent des comités du Conseil d'État proprement dit ; il critique la répartition des attributions entre les comités, qu'il envisage comme de simples corps administratifs rattachés à chacun des ministères pour la rédaction et la présentation des lois et règlements de leur compétence. Ses observations justes pourtant ne paraissent pas avoir porté : l'ordonnance telle qu'elle fut promulguée n'en tint pas compte.

Sur ces trois questions de la nomination des députés, de l'indemnité parlementaire et de l'organisation du Conseil d'État où l'on

(1) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux* : portefeuille n° 8 déjà cité, pièce n° 2. Guizot a daté, postérieurement, cette pièce ainsi : « N. Ces notes ont été écrites en juillet 1814. » Il y a là évidemment une confusion d'un mois : l'ordonnance est du 29 juin et les notes lui sont antérieures, car en dehors même de leur sens général, elles commencent ainsi : « On propose de diviser l'ensemble du Conseil d'État en... »

(2) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 13. DUVERGIER DE HAURANNE, t. II, p. 208.

peut suivre son intervention, Guizot n'en était pas encore à voir le problème sous son vrai jour ; il avait pourtant le sentiment que son ministre s'orientait mal et il essayait de redresser la route ; son influence sur lui n'était pas telle encore, qu'il y réussit. Beaucoup plus remarquables parce qu'elles abordent franchement la situation politique, sont les vingt-neuf pages qu'il consacre à *l'Etat de l'esprit public en France* : l'abbé de Montesquiou en fut assez frappé pour les mettre sous les yeux du roi, vers la fin du mois de juin (1). C'est en effet un véritable programme de gouvernement, document capital comme point de départ des idées politiques de Guizot.

Le mémoire analyse successivement la situation des esprits à la fin de l'Empire et l'accueil fait à la Restauration, les dispositions de la masse de la nation envers le gouvernement nouveau et les ressources qu'elle lui offre, les idées et les désirs des partis et la conduite que doit tenir la royauté à leur égard.

Il ne dissimule pas que la nation n'aurait pas d'elle-même ébranlé l'Empire, « la nation n'entrevoyait (une telle révolution) qu'avec effroi et si, pour la produire, son consentement eût été nécessaire, peut-être n'aurait-elle pas osé en courir le danger ». Il voit la raison de cette apathie craintive dans une absence totale de générosité dans les sentiments et d'étendue dans les idées, résultat de vingt-cinq années de bouleversement, dans cet épanouissement de l'égoïsme, qui, fureur d'ambition chez les uns ou préoccupation exclusive des affaires personnelles chez les autres, faisait la base de la domination impériale. Il ne craint pas de dire que de tous les changements que l'on pouvait alors envisager, le plus éloigné de toute prévision était le retour à la monarchie : « un immense abîme semblait avoir séparé la France de 1814 de la France de 1789 » ; quinze jours avant la catastrophe, dans les trois quarts de Paris, dans la plupart des provinces, la Restauration aurait paru « une fable absurde ». Aussi les sentiments qu'elle a excités, se rapportaient-ils plus à l'ordre des choses abattu, qu'au

(1) VAL-RICHER, *dossiers spéciaux*, Portf., n° 8, pièce n° 3. Guizot a ajouté sur la couverture cette note, « Ce mémoire écrit dans les quinze premiers jours du mois de mai 1814 a été remis au roi dans la fin du mois de juin de la même année. » Remis par le ministre sans doute, car Guizot se trouva pour la première fois en présence du roi à Gand.

régime qui allait le remplacer : « une portion du peuple y a vu d'abord la fin de la guerre et la diminution des impôts ; une autre la chute de l'homme par lequel elle se croyait défendue contre l'étranger ; et selon que l'un ou l'autre de ces deux sentiments a prévalu dans telle ou telle partie de la France, dans telle ou telle classe de la société, l'événement y a été reçu avec joie ou déplaisir, sans qu'on y attachât presque aucune idée ultérieure ». Les souvenirs trompaient plus qu'ils n'instruisaient, déformés par leur imprécision, par les préjugés de la Révolution et les sentiments de crainte non envers la personne du roi, mais envers les hommes dont on se rappelait la vivacité à défendre d'anciens privilèges, dont le retour pouvait paraître lié au retour de la royauté. En résumé « dispositions d'inquiétude, sans aigreur, sans malveillance, prêtes à faire place à l'espérance et à l'affection. Cette affection et cette espérance se sont plus promptement et plus hardiment manifestées selon les circonstances locales soit d'opinion, soit d'intérêt », avec transport dans les provinces particulièrement menacées de la guerre et dans les villes ruinées par l'Empire, plus mêlées ailleurs d'esprit de parti.

Quelles ressources cet état d'esprit offre-t-il au nouveau régime ? Peu de choses à craindre, peu de choses à combattre, mais tout à retremper. On a perdu l'habitude d'aimer et d'estimer son gouvernement ; l'amour de la patrie, le dévouement, la conscience politique sont rouillés dans les âmes : le germe, pourtant, en subsiste, Guizot en voit la preuve dans les efforts dont les gens éclairés soutenaient les préfets qui montraient des vues sages et libérales, dans le zèle avec lequel étaient administrés les établissements de bienfaisance, dans la pitié qui accompagnait partout les prisonniers de guerre : « La bonté est, de toutes les vertus, peut-être la seule qui ait échappé au naufrage des sentiments désintéressés ». La France n'a pas de mauvais instincts, « seulement son éducation est à faire » : il faut lui apprendre à aimer son roi, à sacrifier à l'intérêt général l'intérêt particulier, « c'est un peuple fatigué qui s'est laissé écraser pour ne pas courir les risques attachés à la résistance et qui bénira ceux dont la sagesse s'appliquera à lui rendre des forces et à lui enseigner comment il doit en faire usage ». Guizot montre alors le progrès de la confiance depuis le retour des princes, la joie des honnêtes gens

dès qu'on a cru pouvoir espérer trouver dans le gouvernement justice, modération et franchise. Un programme de rééducation morale de la France, voilà l'instinctive réaction du protestant idéaliste et de l'intellectuel contre le matérialisme démoralisateur et la brutalité de l'Empire !

Telles sont les dispositions de la masse, hommes de toutes professions et de toutes classes qui composent les collèges électoraux, les conseils municipaux, qui font l'opinion en province, « tous gens qui demanderont peu de choses au roi, qui ne s'agiteront pas autour de lui, qui n'ont besoin que de sa protection pour vivre heureux et tranquilles, entre lesquels il n'existe d'autres distinctions que celles de la considération, des lumières ou de la richesse... qui sont à la fois les plus intéressés au maintien de l'ordre et les plus exempts d'intérêts personnels et de prétentions ambitieuses dans la machine même du gouvernement » ; de ce tableau rapide de la France nouvelle, où Guizot conseille de chercher appui, on sent que tous les traits, dans son esprit, s'opposent au monde de la cour. Mais il subsiste des partis politiques ; faute de noms plus exacts, Guizot les désigne ainsi : bonapartistes (1), aristocrates, républicains. *Bonapartistes* ne signifie pas partisans de l'homme, « il n'en a plus », mais de son système de gouvernement, multitude de gens dont les intérêts sont compromis par sa chute, qui seraient prêts à se joindre à qui leur donnerait l'espérance de retrouver leur ancienne influence : malheureusement il faut ranger parmi eux toute la génération aujourd'hui dans la force de l'âge, toute la génération élevée pendant la Révolution et l'Empire, pour fournir des fonctionnaires ; elle ne conçoit pas la possibilité d'exister autrement que par les places du gouvernement et d'y avancer autrement que par l'obéissance aveugle ; la plupart se sont jetés dans l'armée ; c'est là que se perpétuera le plus longtemps le regret de l'Empire. Guizot croit qu'il faut s'attacher les généraux et les soldats, moyennant quoi l'ensemble des officiers sans chefs ni instruments demeurera dans l'impuissance. Les autres, entrés dans les carrières administratives, seront « sur-le-champ sans restriction acquis au gouvernement qui les emploiera », mais ils ne suffiront pas pour gagner l'affection du

(1) Il écrit « buonapartistes » naturellement.

peuple, s'ils affublent le service du roi des formules du despotisme impérial. Sur les *aristocrates* qu'il distingue soigneusement des royalistes modérés et fidèles, Guizot s'étend davantage : « ces hommes que la Révolution a laissés comme elle les a trouvés, inaccessibles à toute lumière nouvelle, pour qui ce qui a été est la mesure de ce qui doit être, moins attachés au roi qu'à la royauté, moins à la royauté qu'à l'ensemble des choses dont elle faisait partie avant la Révolution », il les qualifie de « révolutionnaires nouveaux » ; il met en garde contre eux : « le roi ne peut compter sur les hommes de ce parti ». Mais il n'exagère pas le danger : mécontents, importuns, ils resteront impuissants s'ils sont abandonnés du roi, comme ils le sont de la nation. Quant aux « *républicains* », aussi incorrigibles, ils ne sont guère à craindre, car peu nombreux, ce sont des théoriciens, « voués à la conservation silencieuse de leurs théories », hors d'état de faire aucun mal, soit par désintéressement ou orgueil d'esprit, soit par isolement au milieu des besoins et des idées d'aujourd'hui.

La situation paraît donc à Guizot assez heureuse. Vingt-cinq ans de bouleversements ont mis les Français en garde contre les exagérations de toute nature, ont laissé derrière eux un bon sens usuel, fruit de l'expérience, « défiant les théories, très averti de la pratique, ignorant sur ses droits, très chatouilleux sur ses intérêts » ; « établissez les principes de l'égalité naturelle, ils n'écouteront pas, mais le moindre retour de prérogatives nobiliaires va soulever, d'un bout de la France à l'autre, tous les intérêts et tous les amours-propres ». Le gouvernement peut avoir pour lui la nation tout entière, s'il trace sa voie en dehors des partis : « le seul ménagement qu'on puisse avoir pour eux, c'est de n'en favoriser aucun et de marcher entre eux comme s'ils n'existaient pas, vers le but qu'indiquent la raison et l'intérêt public ». Mais il faut éviter soigneusement tout conflit entre les pouvoirs, toute distinction entre les intérêts du roi et ceux de la nation, « des intérêts séparés sont nécessairement des intérêts ennemis » : « le sentiment d'une communauté absolue d'intérêts entre le roi et la France est ce qu'il y a de plus important à faire naître chez les Français ». Pour réparer le passé et assurer l'avenir, le gouvernement doit montrer beaucoup de franchise et de bonne foi ; toute équivoque serait un danger ; la méfiance est le principal

obstacle : « c'est pour avoir des institutions stables que la France demande des institutions libérales » — « le bonheur, le repos, le loisir, voilà les nouveautés dont la France a besoin, qu'elle recevra comme un bienfait et qui l'attachera par la reconnaissance au gouvernement sous lequel elle aura retrouvé la liberté d'en jouir ».

C'était la voie raisonnable et Guizot faisait preuve, en l'indiquant, de sens politique. Toutes ces suggestions sont émises sans doute du point de vue de l'autorité : Guizot a adopté les nécessités de sa fonction, d'autant plus volontiers qu'il manque encore de doctrine politique ; placé d'emblée dans les sphères gouvernementales, c'est à définir l'intérêt du gouvernement qu'il met ses soins. Mais ces ceillères admises, le coup d'œil est juste, et l'esprit qui l'inspire est celui de la France nouvelle, non un esprit de contre-révolution et de flagornerie des passions immigrées. Que Montesquiou ait montré au roi le mémoire de Guizot, quand il n'avait pas cru devoir retenir les avis donnés par les trois notes précédentes, est la première preuve de l'influence que le secrétaire général prenait sur le ministre.

II

Dès la fin de ce mois de juin 1814 et pendant le mois de juillet, cette action personnelle apparaît positivement.

Poussé sans doute par le besoin de clarté et de logique, le souci de délimiter exactement les positions et partant les responsabilités, Guizot proposa à Montesquiou de dresser une sorte de bilan de l'état intérieur de la France, telle que l'Empire la léguait à la Restauration : ce serait en même temps une occasion de définir l'orientation de la politique nouvelle (1).

L'Exposé de la situation du royaume, présenté aux Chambres à la séance du 12 juillet 1814, sortit de cette proposition. Guizot fit mieux que d'en suggérer l'idée : il composa lui-même le travail,

(1) *Mémoires*, t. I, p. 42. Le texte fut lu à la Chambre des Pairs par le chancelier Dambray, à la Chambre des députés par l'abbé de Montesquiou. On le trouvera dans les *Archives parlementaires*, 2^e série, t. XII, p. 127 ou au *Moniteur* du 13 juillet. Il a été édité en brochure, *Bibliothèque nationale* L. b⁴⁵ 671. Je cite d'après les Archives.

la minute en subsiste aux Archives nationales : elle est, sauf correction de détails, de sa main (1).

Il se servit, pour dresser ce tableau, de documents fournis par les autres départements ministériels ou par des employés de ces ministères, tels que ce chef de bureau du Trésor Bricogne qui communiqua les renseignements relatifs à la situation financière. Il utilisa également les rapports des Préfets adressés aux ministres, pendant les mois de mai et juin en réponse à une circulaire de Beugnot du 27 avril (2) : au bas de maint paragraphe, qu'il s'agisse notamment des budgets des communes ou de la situation économique, de l'état des travaux publics ou des hôpitaux, prisons, etc..., il serait possible d'inscrire tels ou tels de ces rapports en référence. Cet exposé est le résultat d'un travail sérieux et documenté.

Étayée de chiffres et de faits, reliant entre eux les paragraphes spéciaux, une pensée d'ensemble s'aperçoit : mettre en lumière l'image douloureuse d'un pays ardent, vivant, plein de ressources, capable, laissé à lui seul ou simplement guidé sans contrainte, de créer richesse et moralité, mais écrasé sous un despotisme égoïste, qui en détournait la vie généreuse, en paralysait les énergies, en démoralisait l'âme dans un but d'intérêt personnel. Tout

(1) *Archives nationales*, F. 1 c. 1. La minute occupe 37 pages de registre, elle est de la main de Guizot sauf :

1° Un passage sur les réquisitions et le tort qu'elles ont causé à l'agriculture commençant ainsi : « C'est pour avoir fatigué le laboureur » jusque « se montrer plus brillante sous le règne paternel qui est venu finir ses misères ». (*Archives parlementaires*, p. 128, col. 2) de la main de Montesquiou ;

2° Le passage concernant le ministère de la Marine qui occupait dans le mémoire de Guizot plus d'une page et auquel est substitué le rapport du ministre de la Marine du 25 avril ;

3° La conclusion de l'exposé financier, la situation du clergé et de l'université, remplacée par un développement commençant par ces mots : « Ces détails vous montreront à la fois le mal et l'espoir de la guérison » et se terminant ainsi : « Contrariés par un despotisme qui voulait dominer tous les esprits pour asservir sans obstacles toutes les existences. » (*Archives parlementaires*, p. 133, col. 2) plus court que celui de Guizot dont il est d'ailleurs nettement inspiré, écrit d'une main à moi inconnue ;

4° La fin de l'exposé qui est à nouveau de Montesquiou (dernier paragraphe, *Archives parlementaires*, p. 134, col. 2).

(2) Ces rapports avec le travail de résumé et de classement qui fut fait dans les bureaux du ministère et dont était chargé un certain M. Rateau, sont aux *Archives nationales* F. 1^a 582^a ; le texte de la circulaire se trouve dans F. 1 ; 30 et dans F. 1^a 51².

le tableau économique, très précis, oppose les efforts et les résultats de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, aux vexations, prohibitions, contraintes du gouvernement ; la liberté suffira à panser ces maux ; la prospérité, délivrée des entraves gouvernementales, reflleurira. Guizot, sur ce point, ne conclut pas autrement que les rapports des préfets. Le principe rongeur, le fléau qui mine les ressources du pays, qui creuse le gouffre que l'administration s'ingéniait à la fois à combler et à masquer et que révèle brusquement l'exposé des chiffres, Guizot le grave en tête de son mémoire et le flétrit éloquemment : la guerre et son effroyable consommation d'hommes. Il dévoile les procédés auxquels le gouvernement impérial s'est trouvé acculé par elle : absorber au profit de l'État une grande partie des ressources budgétaires des départements et des villes ; détourner de leur emploi les crédits des hospices, des prisons, des travaux publics ; dissimuler le déficit ordinaire par l'ouverture de « fonds spéciaux » non compris dans le budget normal et non couverts par ses recettes. Il n'accuse pas le gouvernement de tromperie systématique : on comptait bien combler ces déficits, soit par les tributs levés sur les pays étrangers, soit en puisant dans le domaine extraordinaire ou la caisse d'amortissement ; mais la guerre ne rapportait plus comme au temps des premières campagnes, et les fonds les uns après les autres s'engloutissaient dans le gouffre de la guerre, sans combler un déficit que le désordre de l'administration militaire ne permet même pas de chiffrer exactement et qu'il évalue à 1 600 millions. Guizot ne serait pas le protestant aux constantes préoccupations morales, s'il n'élevait pas enfin contre l'Empire un autre et peut-être à ses yeux plus grave reproche, dont l'expression est plus vive encore dans la minute que dans la teneur définitive de l'exposé : la moralité publique abaissée, la religion devenue un instrument de règne et perdant son ascendant sur les âmes, l'Université enchaînée à des vues étroites et despotiques et obligée de travailler, comme le clergé, à courber les esprits sous la domination du chef de l'État. Une même foi dans les vertus moralisatrices d'un régime de liberté anime l'exposé de la situation du royaume et le mémoire sur l'état de l'esprit public en France.

Cet exposé produisit de l'effet ; les Chambres y répondirent par

adresses ou discussions insignifiantes, mais sous le fouet de la puissante argumentation de ce réquisitoire certains fonctionnaires impériaux se cabrèrent : Mollien, ancien ministre du Trésor, essaya par une note au ministre de défendre sa gestion et une polémique s'engagea sur le chiffre de l'arriéré (1) ; Thibaudeau le qualifie de « travail de mauvaise foi, superficiel, incomplet, où les choses les plus graves étaient jugées avec passion et légèreté » (2) ; Mme d'Abrantès prétend qu'il fut « d'un effet terrible » et alluma de suite le mécontentement d'une nation insultée grossièrement dans son orgueil et dans sa gloire (3). Elle s'illusionne : de plus graves hommes politiques tels que Dupont de Nemours en louèrent la franchise et le libéralisme. « C'est gouverner, écrivit celui-ci à Montesquiou (4). Quels que puissent être ou avoir été les malheurs d'une nation et les fautes de son gouvernement, elle ne s'abandonne pas lorsqu'on lui parle avec cette franchise et cette parfaite clarté. » Guizot plus tard regrettera que l'exposé n'ait pas placé, en antithèse aux misères de l'Empire, les bienfaits du Consulat (5), mais l'objet de l'exposé était la situation telle qu'elle se révélait en 1814, et, véritablement, la gestion des dernières années n'était guère défendable ; au reste pouvait-on dénier à la Restauration le droit de se montrer sévère pour l'Empire, quand quelques jours après le baron Louis affirmait qu'elle en prenait à son compte toutes les dettes. Au contraire certains paragraphes de Guizot n'étaient pas pour déplaire aux hommes de la Révolution, tel que celui où il attribuait l'amélioration du sort des paysans à la division des grandes propriétés et à l'égalité de partage des successions (6).

Le mémoire et l'exposé envisageaient l'ensemble de la situation politique ; Guizot se trouvait en même temps mis en présence d'une des plus graves questions que pût poser l'organi-

(1) Voir dans *Essai critique sur les sources et la bibliographie de Guizot pendant la Restauration*, p. 102, la polémique sur ce point.

(2) T. X, p. 166.

(3) *Mémoires sur la Restauration*, t. I, p. 117.

(4) *Archives nationales*, F^{1a} 270, extrait d'une lettre par laquelle il envoie la liste des maîtres de requêtes qu'il désire se voir adjoindre au comité de l'Intérieur.

(5) *Mémoires*, t. I, p. 43.

(6) *Archives parlementaires*, t. XII, p. 127, col. 2.

sation d'un gouvernement représentatif, celle de la liberté de la presse. La manière dont il l'aborda et la résolut montre combien grande était son inexpérience et incertaines encore ses idées. Il faut éviter d'ailleurs, trompés par la simplicité des principes et notre expérience historique, de substituer à la pensée réelle des hommes du temps la nôtre. La situation légale de la presse était contradictoire : l'article 8 de la Charte en proclamait la liberté sous condition de se conformer aux lois qui en réprimeraient l'abus ; d'autre part, le gouvernement provisoire, puis le ministre le 10 juin, avaient maintenu le régime impérial de censure ; cette mesure où nous serions tentés de voir une mesure de réaction, imposait silence, au contraire, au flot de brochures royalistes outrageantes contre la Révolution, le Sénat et l'Empire, beaucoup plus qu'à des attaques libérales contre le roi et le nouveau gouvernement, qui n'avaient pas alors commencé. Le projet de loi déposé par le ministre de l'Intérieur le 5 juillet à la Chambre, avait pour objet de sortir de ce provisoire et de fonder le régime nouveau ; il avait été préparé et rédigé par Royer-Collard et Guizot. (1) Quelque liberté que le ministre leur eût laissée, ils avaient eu évidemment à tenir compte de son opinion personnelle ; dans son projet primitif de la Charte, Montesquieu parlait non seulement de réprimer mais de prévenir les abus de la presse ; les mesures préventives, écartées alors, reparaissent dans le projet du 5 juillet et la subtilité du défenseur anonyme du projet en brochure et au *Moniteur* (2), ne fera pas qu'il n'y ait là quelque chose de plus que n'en comportait la Charte. Royer-Collard, lui-même, tout à son royalisme agressif, parlait dans l'intimité fort

(1) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 46. Le fait fut connu aussitôt car tous les *Mémoires* du temps indiquent cette origine. Sur toute cette question de la presse, projet, brochures, discussions aux Chambres, cf. DUVERGIER DE HAURANNE, t. II, p. 238-266. On trouvera le projet aux *Archives parlementaires*, 2^e série, t. XII, p. 104, le rapport de Raynouard, p. 219, la discussion par les députés, p. 241 à 333, la discussion à la Chambre des pairs, p. 364-385, 420-437, 471-491, 541-545, 586-589.

(2) *De la censure et de la nécessité des censeurs dans l'intérêt même des auteurs*, 20 juin 1814, *Bibl. nat.*, L. b⁴⁵, 652, l'argumentation en est reprise dans le quatrième article du *Moniteur*, 7 août, p. 882 ; quatre lettres au *Rédacteur* discutèrent en effet, dans le *Moniteur*, le rapport de Raynouard les 2, 4, 5 et 7 août. Elles passèrent pour venir de R.-Collard. (DUVERGIER DE HAURANNE, t. II, p. 247.)

légèrement de la liberté de la presse, peu compatible, déclarait-il, avec la restauration d'une vieille monarchie (1) ; son point de vue était celui que développe (en brochure) son meilleur ami Quatremère de Quincy, la prépondérance souveraine du roi (2). Issu de pareilles idées le projet établissait la censure pour les écrits comportant moins de trente feuilles d'impression (articles 3 et 4), obligeait les écrits périodiques à une autorisation préalable (article 9), et astreignait les imprimeurs et libraires à la condition d'un brevet royal (article 11) ; moyennant quoi la presse était libre.

Guizot annonça et justifia par avance le projet dans une brochure anonyme, *Quelques idées sur la liberté de la presse* (3), puis, le projet déposé, il l'expliqua et le défendit par un nouvel écrit : *Sur le nouveau projet de loi relatif à la presse* (4) ; l'exposé des motifs enfin lu par le ministre avait été rédigé par lui (5). Pour Guizot le régime proposé n'avait qu'un caractère provisoire ; Duvergier de Hauranne, pour émettre une affirmation contraire (6), n'a pu lire attentivement la brochure qu'il analyse car elle est formelle : les restrictions à la liberté de la presse doivent n'être considérées que comme « une concession faite aux circonstances actuelles, dictée par l'intérêt même de la nation » (7). Barante signale également la divergence d'opinion entre Guizot d'une part et de l'autre Royer-Collard et Montesquiou partisans de donner à la loi un caractère définitif et constitutionnel (8). La responsabilité de cette faute, comme celle des mesures préventives, ne remonte donc pas jusqu'à lui.

Il acceptait nettement le principe de la liberté de la presse. Mais ce n'est point par des considérations théoriques et abstraites

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 11.

(2) « Considérations pratiques et de circonstance sur la constitution et la liberté de la presse ».

(3) Paris, Lenormant, 1814, in-8° 52 pages, *Bibliothèque nationale*, L. b⁴⁵, 591.

(4) Paris, Lenormant, 1814 (juillet), in-8° 27 pages, *Bibliothèque nationale*, L. b⁴⁵, 679 ; analysé et reproduit en grande partie par le *Moniteur* du 27 juillet 1814, p. 837.

(5) PASQUIER, t. III, p. 11.

(6) T. II, p. 242.

(7) *Quelques idées*, p. 31.

(8) BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. I, p. 145.

qu'il le défend. Absence d'éducation politique, d'habitude de réfléchir sur ces problèmes? Il est possible; mais rien n'indique chez Guizot la conviction, le sentiment d'un droit naturel à la liberté de la presse, supérieur à toute contingence politique : ce sont des considérations politiques et actuelles qu'il met en avant; tout le début de sa première brochure expose les malheurs qui ont résulté pour la France de la politique du mensonge, la défiance vis à vis du gouvernement, l'absence d'esprit public. Il compte sur la liberté de la presse pour faire l'éducation civique des Français : « C'est la vie de l'âme qu'il faut réveiller dans un peuple, en qui le despotisme travaillait à l'éteindre; cette vie est dans le libre mouvement de la pensée et la pensée ne se meut, ne se développe librement qu'au grand jour (1) ». Rencontrant dans la France entière le désir de l'ordre et du repos, l'aversion pour les opinions extrêmes et la véhémence, il est même persuadé « qu'une entière liberté de la presse serait aujourd'hui au moins sous le rapport politique presque sans danger (2) ». L'exposé des motifs débute également par le rappel des bienfaits dont on est redevable à la presse. Lorsqu'il s'agit alors de légitimer des restrictions à cette liberté, des arguments du même ordre viennent au secours de la censure, tirés uniquement des circonstances actuelles, de la difficulté présente de fonder un gouvernement sur des bases toutes nouvelles après de si graves convulsions politiques, de la crainte de voir la nation s'engouer d'idées fausses; c'est en convalescente qu'il traite la France, il n'invoque que la prudence (3). Il ne dissimule pas que la censure est un mal, « qu'elle sera nécessairement arbitraire »; aussi faut-il contre elle des précautions : caractère suspensif seulement donné à l'interdiction de publier, droit de l'auteur de se défendre devant la commission de censure, révision par une commission mi-parlementaire mi-gouvernementale des décisions de la censure (4). La seconde brochure bataille en faveur du projet avec des armes extraites du même arsenal. Guizot rappelle que la liberté de la presse a sombré parce qu'on en a fait immédiatement, et sans que l'éducation

(1) *Quelques idées sur la liberté de la presse*, p. 20.

(2) *Ibid.*, p. 24.

(3) *Ibid.*, p. 28 à 31.

(4) *Ibid.*, p. 36 et suiv.

de la masse fût suffisante, un usage immodéré. Or il craint le déchainement des animosités de partis, les excitations factieuses : « Depuis vingt-cinq ans nous n'avons pas été assez sages, pour que nous puissions nous permettre sans inconvénients, de nous dire mutuellement même nos vérités (1) ». Le domaine livré aux censeurs est restreint puisque c'est celui des brochures inférieures à l'étendue d'un petit volume in-8°, et encore, à l'exception des œuvres professionnelles des savants, des hommes d'église, avocats, députés. Il reste des recours à l'auteur : la liberté de son avocat, le droit de pétition, la facilité de trouver un député pour défendre à la tribune ou par imprimé les idées dont on lui refuse la publication. Et, certainement de la meilleure foi du monde, son bon sens se revolté, qu'on puisse mettre en balance l'intérêt de quelques folliculaires avec les nécessités qu'entraîne la fondation du régime de liberté dans ce pays arraché brusquement à la servitude : « L'inconvénient de retenir mal à propos pendant quelque temps une ou deux brochures dans le portefeuille de leurs auteurs, est-il comparable à l'avantage de prévenir tant de troubles et de dangers et à l'avantage, plus grand encore parce qu'il est plus durable et plus universel, d'assurer en la prévenant de ses propres abus la véritable liberté de la presse, cette liberté que nous invoquons en vain depuis tant d'années » (2) ?

C'est un réaliste qui parle et un homme du gouvernement. Ce qui frappe, en vérité, dans ces premières démarches, c'est l'absence de doctrines ; le doctrinaire futur a été pris de court par son entrée dans la vie publique : il n'a pas eu le temps de réfléchir à ces questions ; il ne s'est pas élevé, jusqu'à découvrir le fondement des droits politiques, dont il réclame pourtant l'exercice. De quel point de vue pourrait-il alors considérer ces questions, sinon celui de l'histoire ou des circonstances présentes ? Or ni l'une ni les autres n'étaient guère faites pour l'enseigner ; car elle est courte l'expérience historique de la liberté de la presse en 1814, et pour juger des secondes, il faisait partie des cercles gouvernementaux : une censure momentanée et limitée, condition de la politique d'apaisement et de réconciliation nécessaire à la fonda-

(1) *Sur le nouveau projet*, p. 11 et 12.

(2) *Ibid.*, p. 22.

tion du nouveau régime, n'est pas faite pour choquer un homme qui n'a pas atteint la conception philosophique de la liberté de la presse. Au reste combien de gens alors y étaient parvenus? Dans la longue discussion du projet de loi, c'est à peine s'il s'agit des journaux, et encore ne discute-t-on guère que sur le plus ou moins d'extension des mesures répressives : il n'est question que des brochures. « On n'avait alors en général, avoue Duvergier de Hauranne, ni un grand besoin ni une grande intelligence de la liberté de la presse (1). » Des journaux, seuls le *Censeur* et le *Journal des Débats* (2) sont les vrais champions de la liberté. Parmi les publicistes, Suard, qui dans une première *Lettre sur la liberté de la presse* se prononçait contre toute censure, transige déjà dans la seconde. Benjamin Constant est seul à cette époque à présenter dans ses étincelantes brochures (3) les doctrines auxquelles les libéraux atteindront plus tard. Dans le gouvernement, il existait d'ailleurs en face de ce groupe à demi libéral formé par Montesquiou et ses deux conseillers dont l'un Guizot était sur ce point plus avancé que l'autre Royer-Collard, un courant hostile. Une preuve convaincante de sa puissance, c'est qu'aussitôt organisé après le vote de la loi le bureau de censure, le ministre de l'Intérieur fut dessaisi (4) et la direction de la librairie mise sous l'autorité du plus hostile des ministres à la liberté de la presse,

(1) T. II, p. 242.

(2) Dans son numéro du 29 juillet 1814 un rédacteur signant L... avait fait une analyse élogieuse de la brochure de Guizot, *Quelques idées sur la liberté de la presse* dont « l'esprit lui paraissait excellent », l'auteur « nourri de réflexion et d'études... bon citoyen et bon écrivain ». Dès le lendemain 30, la rédaction démentait ce compte rendu, qui n'était pas destiné à paraître et qui, « par des éloges à une doctrine contraire à celle qu'a défendue constamment le journal, pourrait troubler ses lecteurs en leur offrant tour à tour le pour et le contre. »

(3) « De la liberté des brochures, des pamphlets et des journaux considérés sous le rapport de l'intérêt du gouvernement », 1814, in-8°, 34 pages, *Bibliothèque nationale*, L. b⁴⁵. 293. « Observation sur le discours prononcé par S. E. le ministre de l'Intérieur en faveur du projet de loi sur la liberté de la presse, 1814, in-8°, 51 pages. *Bibliothèque nationale*, L. b⁴⁵. 291 A. » « La Loi (sur la presse) a passé ; adieu la Constitution et au diable la France ! Quels fous que ces gouvernants qui tuent l'opinion qui était pour eux. Allons-nous-en. Je dîne chez Raynouard et y ai une vive dispute avec Guizot. Le plus petit pouvoir est un grand corrupteur. » *Journal intime*, p. 141.

(4) Montesquiou avait fait déjà de vains efforts pour arracher les journaux à la police. Lettres de Jaucourt à Talleyrand des 20 septembre, 27 septembre, 24 octobre (*Correspondance*, p. 6, 10 et 50).

le chancelier Dambray : immédiatement la loi est appliquée dans son sens le plus autoritaire aux imprimeurs et libraires et aux journaux (1).

Le résultat n'en était pas moins fâcheux. Malgré des intentions libérales et le désir de servir l'intérêt commun du gouvernement et de la nation, cette façon de poser le problème, comme en violation de la Charte, ne pouvait que faire tort à l'œuvre même qu'il poursuivait avec son ministre. Cet homme, qui, dans ses notes secrètes, prenait position contre toute politique de droite, contre le gouvernement de parti, par ses premières manifestations publiques se donnait l'aspect d'un réactionnaire. La subtilité de son esprit à trouver des arguments théoriques pour défendre ce qu'il ne considérait lui-même que comme une nécessité de fait, lui faisait attribuer par l'opinion des doctrines contraires aux siennes.

L'ordonnance du 24 octobre nommait les censeurs royaux, parmi lesquels Guizot. Les gens de droite tirèrent de l'origine libérale de la plupart des censeurs, de la présence parmi eux de gens comme Guizot et Lacretelle, la preuve que la censure n'était point une institution réactionnaire (2). Les gens de gauche plus tard feront argument contre lui d'avoir participé à la censure (3). Il n'en exerça pas les fonctions : le titre était pourtant de nature à compromettre.

(1) *Moniteur* des 25 et 29 octobre.

(2) Ex. : MENNECHET, *Seize ans sous les Bourbons*, lettre XVI, 1^{er} mars 1815, p. 202.

(3) C'est en 1831 lors d'une tournée électorale dans le Calvados que l'accusation fut portée contre lui par un journal républicain de Lisieux, *le Patriote*. Guizot s'en expliqua par une lettre imprimée au maire de Lisieux, M. Leroy-Beaulieu, du 21 avril 1831 (VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, portef. n° 1, « élections de Lisieux et de Pont-l'Évêque (1830-1831). Cf. Mémoires de l'Académie de Caen (1918-1920). Ch.-H. POUTHAS, *les Elections de Guizot dans le Calvados*, p. 329-332 et suiv. J'ai vérifié aux *Archives nationales*, dans les dossiers de la censure (F¹⁸, 580 1), la véracité du démenti de Guizot affirmant n'avoir jamais effectivement exercé ses fonctions de censeur. Je n'ai rien trouvé en effet qui fût de sa main ou indiquât une action quelconque de sa part. Le traitement des censeurs était de 1 200 francs, une rétribution proportionnée au nombre d'ouvrages examinés s'y ajoutait.

IV

Cependant de plus terre à terre besogne réclamait l'attention du secrétaire général : celle de sa fonction. Dans le trouble de l'organisation du nouveau régime et la tranquillité de son incompétence, Montesquiou oubliait de faire fonctionner la machine administrative ; un secrétaire général de métier lui eût sans doute signalé cette lacune. Leur commune inexpérience laissait les préfets à l'abandon ; ceux-ci se plaignaient de rester sans instructions, d'ignorer la conduite à tenir, d'être obligés d'improviser eux-mêmes une constitution locale. S'ils venaient à Paris, ils s'effrayaient du gâchis que présentait le ministère ; à la fin d'août ils étaient encore dans l'incertitude (1).

Guizot réorganisa ses bureaux dans le courant de juin. Les nécessités d'argent obligeaient à des compressions de personnel ; deux directions furent supprimées, la direction des communes jusqu'alors indépendante fut incorporée aux bureaux, le bureau du cabinet se fondit dans le secrétariat (2). Il ne subsistait plus que le secrétariat général avec deux divisions (bureaux de la correspondance d'une part, police administrative et renseignements généraux de l'autre) et quatre directions (administration générale départementale ; — assistance, prisons, établissements publics ; — comptabilité ; — travaux publics), organisation simple et logique. Les attributions du secrétaire général sont d'ailleurs largement définies ; à ses bureaux appartiennent tout le travail du courrier et toute l'économie du ministère, aboutissent les députations, adresses, propositions de grâce, etc..., tout cela n'est que besogne de bureaucratie. Sa compétence s'étend sur ce vaste

(1) Cf. les lettres publiées au chap. III du tome II des *Souvenirs* de BARANTE émanant soit de lui soit de ses collègues. Voir également FRÉVÉE, *Correspondance politique et administrative*, lettre du 1^{er} juillet 1814, t. I, p. 96.

(2) Note de Guizot au ministre, de sa main, sur l'organisation du ministère, non datée ; mais une note antérieure, puisqu'elle est utilisée dans la note de Guizot, du chef de la comptabilité donnant des indications sur les dépenses de l'organisation ancienne est datée du 27 mai. *Archives nationales* F. 1^b. 10^a ; le traitement de Guizot, d'après une lettre du chef de la comptabilité au ministre le 26 juin 1819 quand il s'agit de fixer celui de M. de Mirbel, nommé secrétaire, était de 20 000 francs (F. 1^b. 104.)

domaine des affaires sans attributions déterminées, travaux particuliers que le ministre lui confie, police administrative et renseignements généraux (1). En somme tout ce qui n'était pas besogne proprement technique, était attiré au secrétariat : Guizot avait le regard sur toute l'administration. Il y avait là matière à un bel apprentissage dans l'art de gouverner.

Au reste, il ne faut pas s'illusionner ; tout ce travail, très lourd d'ailleurs, n'est guère que de la besogne d'administration courante ; pendant les neuf mois que Guizot passa au ministère, aucune grande question administrative ne fut posée (2) ; il suffit pour s'en convaincre de parcourir le sommier d'enregistrement de la correspondance au secrétariat à l'arrivée et au départ (3) ou bien les « feuilles de travail avec S. E. le ministre de l'Intérieur » (4) ; seules offrent quelque intérêt politique la proposition que Guizot fait le 18 juillet au ministre, de créer un journal à l'instar des journaux ministériels anglais, pour éclairer l'opinion sur la ligne gouvernementale, et une autre du 31 août d'accorder une subvention sous forme de sept cents abonnements pour trois mois au *Journal général de France*, organe nettement constitutionnel que Royer-Collard venait de fonder (les sept cents abonnements sont renouvelés à la fin de novembre). Non moins significatifs sont les bordereaux des affaires soumises au conseil d'État par le ministre ; rien qui dépasse le niveau des brouilles ordinaires (5). Pourtant, c'est à Guizot qu'après l'ordonnance du 29 juin incombe l'organisation du comité de l'Intérieur au Conseil d'État (6).

Les biographies contemporaines, nombre de mémoires, plus

(1) Cf. l'*Almanach royal* (1814-1815), p. 95.

(2) Il serait à noter pourtant que sous la première Restauration un nouveau pas fut fait dans la voie de la centralisation administrative, mais il fut l'œuvre du ministre des Finances, c'est la définitive mise en tutelle budgétaire des communes et des départements par la loi de finances de septembre 1814.

(3) *Archives nationales*, F. pré1. 1174 (pour 1814) et 3032 (pour 1815).

(4) *Ibid.*, F. 1^a 262 (il n'en existe d'ailleurs que depuis le mois de juillet).

(5) F.1^a, 270, dossier n° 2 et F.1^a 274². Cf., de plus, un état dressé le 27 mars 1816 à la demande du ministre de l'Intérieur des affaires soumises au Conseil d'État pendant la première Restauration et dont les Cent-Jours ont empêché la solution ; BB³⁰, 725, dossier 5.

(6) La correspondance, lettres de candidatures, de recommandations, etc... forme un dossier spécial (n° 1 de F. 1^a 270, relations sur le ministère de l'Intérieur avec le Conseil d'État.)

tard les polémiques de ses adversaires politiques, attribuent à Guizot la responsabilité des mouvements administratifs (1) : en 1820, il est admis comme vérité courante qu'en présidant à l'épuration de l'administration impériale en 1814 Guizot s'était enlevé le droit de protester contre sa propre révocation. Il est difficile de prouver que toutes les nominations soient de son fait. Mais sur ce genre d'influence, tout en faisant la part de la légende, l'expérience amène à chercher dans les dires des contemporains plus de renseignements qu'il n'en peut filtrer dans les documents officiels ; quoi qu'il en soit, et même sans réussir à faire la part du ministre et de son conseiller, des conclusions se dégagent de l'étude des mouvements du personnel (2). Le grand mouvement préfectoral fut fait pendant le mois de juin par ordonnance des 10, 11, 16 et 18 : il porta sur 25 préfetures (quand au total il y eut 43 mutations du 1^{er} juin aux Cent Jours) : or, sur les 25 titulaires, 4 seulement sont des émigrés, de Frondeville, ancien parlementaire et constituant de droite (encore était-il rentré en 1800), nommé préfet de l'Allier, Conen de Saint-Luc, préfet du Finistère, et Clarel de Tocqueville, préfet de Maine-et-Loire, anciens officiers de l'armée de Condé, Marnier de Guer, préfet de la Mayenne, ancien Vendéen. Deux autres sont des royalistes, qui, sans émigrer, s'étaient tenus hors des fonctions publiques sous l'Empire, MM. d'Albertas et de Carrère nommés, le premier à Marseille, le second à Mont-de-Marsan où il était déjà conseiller d'arrondissement et dont la nomination ne fit que régulariser une désignation faite par le duc d'Angoulême. Tous les autres sont des fonctionnaires de l'administration impériale, préfets ou sous-préfets de départements supprimés du fait des traités de paix, tels que Capelle transféré du Léman dans l'Ain, ou Frémin de Beaumont qui, des Bouches-du-Rhin va en Vendée ou l'ancien sous-préfet de Minden Bouthillier qui est nommé dans le Var, — ou des fonctionnaires recevant de l'avancement ; on ne voit point d'ailleurs que

(1) Jusqu'à Beugnot qui écrit dans ses *Mémoires*, t. II, p. 279, à propos du voyage de Gand : « M. Guizot n'était pas bien sûr que les bonapartistes rentrés au pouvoir ne se vengeassent pas de la manière un peu dure dont il les avait traités lorsqu'il remplissait la place de secrétaire général sous l'abbé de Montesquiou. »

(2) Étude faite d'après les nominations du *Moniteur*, les *Almanachs* impérial et royal, et le *Dictionnaire des préfets* (1826).

leurs nominations aient récompensé des services particuliers rendus à la restauration des Bourbons, sauf un sous-préfet de Bagnères-de-Luchon payé de son ralliement immédiat au duc d'Angoulême par la préfecture de l'Ardèche. Parmi les 18 nominations qui interviendront encore avant les Cent Jours, trois émigrés seulement trouveront place, le 26 juillet de Floirac de la Grange-Gourdon ancien officier de Condé et agent royaliste sous la Révolution, le 22 août de Villeneuve-Villereuve l'homme du duc d'Angoulême et de Wellington, et le 3 septembre de Monthureux venant des armées émigrée et anglaise, nommés respectivement en Morbihan, Hautes-Pyrénées et Corse. Ainsi 24 préfets étaient conservés dans leurs fonctions sans changement, 8 des régions abandonnées étaient replacés en France et simplement changés de poste ; sur les 43 préfets nouveaux, 29 étaient des fonctionnaires impériaux, presque tous déjà de l'ordre administratif, 2 amis personnels de Guizot (M. de Vaisnes son beau-frère, M. de Lascours calviniste de Nîmes) ; la part royaliste consistait donc en 7 émigrés et 2 royalistes déclarés. A partir du début de septembre, quand l'influence de Guizot s'est affermie sur son ministre, plus une seule nomination de royalistes extrêmes. Il est difficile de parler de réaction et d'épuration dans l'administration préfectorale.

La plupart des modifications portèrent sur le personnel des arrondissements ; à lire le *Moniteur*, les mouvements administratifs paraissent si nombreux que toute la machine en serait bouleversée. En fait les trois quarts (76 pour 100 exactement) des fonctionnaires sont purement et simplement conservés dans leurs postes ; 69 des 86 secrétaires généraux, 93 pour 100 des conseillers de préfecture ; l'administration du chef-lieu reste donc, à peu de chose près, ce qu'elle était sous l'Empire. Ce fut sur les sous-préfets, que le ministre fit aux réclamations et sollicitations, la part du feu ; 39 pour 100 en furent changés ou remplacés. Mais combien de successeurs pris dans les rangs des émigrés ? Pendant les Cent Jours, Napoléon donna l'ordre, le 14 avril 1815, de rechercher dans toutes les administrations, les pièces établissant que les Bourbons favorisaient surtout les émigrés : à lire les « rappels » impatients du ministre, on devine avec quelle joie, on aurait publié une liste capable de discréditer la Restauration ; pour le ministère de l'Intérieur il fallut bien avouer un résultat

négatif. Pour tout le personnel administratif, y compris les préfets, on arriva à réunir 37 noms (1) mais c'est en y inscrivant des noms de nobles ayant émigré sans doute, mais rentrés sous le Consulat et employés dans l'administration impériale elle-même, comme Milon de Mesme sous-préfet de Porrentruy sous l'Empire, Goyon préfet impérial de l'Aveyron, de Brosses conseiller à la Cour impériale de Paris, et d'autres. Sur les 147 nouveaux sous-préfets ou secrétaires généraux, en prenant même pour exacte la liste des Cent Jours qui représente un maximum, on ne relèverait que 25 émigrés (2).

Il est donc hors de doute que le ministre de l'Intérieur résista aux efforts tenaces des royalistes désireux d'envahir l'administration. Il est peut-être téméraire d'attribuer cette résistance à Guizot ; il est difficile d'oublier pourtant la responsabilité que lui attribuent les contemporains, d'oublier qu'il devient la bête noire des ultra-royalistes, ce protestant dont venait tout le mal, d'oublier ce que disent Ferrand de l'influence sur le ministre de ses subalternes (3) ou Barante du caractère exclusif de la petite coterie Guizot, Royer-Collard, Becquey (4).

* * *

L'examen des circulaires émanées du secrétariat précise (5) davantage la conception qu'il se faisait de l'administration et les directives qu'il traçait aux agents. Les circulaires de la fin de mai 1814 sont, naturellement, toutes empreintes d'optimisme et d'effusions sur le « doux empire des lis », le « sceptre paternel »

(1) *Archives nationales*, F. 1^{er}, 26.

(2) *Mémoires* du chancelier PASQUIER, t. III, p. 9, *Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 78 et suiv. Cf. un bon exemple des exigences et des conseils des royalistes dans la lettre de Fiévée au roi, 1^{er} juin 1814, intitulée *Des hommes de la Révolution et du danger de les employer*, « la première condition de la garantie de la Monarchie est dans l'épuration et le choix des préfets ». (*Correspondance administrative*, t. I, p. 68.)

(3) *Mémoires*, chap. XXII, p. 107.

(4) *Souvenirs* de BARANTE, t. I, p. 384 (notice sur M. BENOIST).

(5) Il a été publié un recueil, mais incomplet, des circulaires du ministre de l'Intérieur en deux volumes : c'est en réalité aux *Archives nationales* qu'il faut aller les chercher : soit, pour la période qui nous occupe, classées méthodiquement F. 1^{er} 52, classées chronologiquement F. 1^{er} 30 (1814) et 31 (1815).

d'un fils de Louis le Juste, du bon Henri IV, littérature conventionnelle et sans signification politique ; à peine peut-on retenir celle adressée aux présidents des Consistoires destinée, en leur demandant des actions de grâce à la Providence, à leur donner tout apaisement sur la liberté des consciences. Pourtant, celle aux préfets prescrit une orientation libérale de leur action : à l'administration de l'Empire « instrument de compression, combiné à l'effet d'arracher aux provinces tout ce qu'elles pouvaient fournir à l'autorité d'hommes pour la soutenir et d'argent pour la payer », il veut voir succéder une autre, qui fasse connaître aux sujets quelles sont les vues paternelles du souverain, combien il met d'intérêt à tout calmer, à tout guérir, combien il désire tout réparer, une administration qui recherche « s'il y a quelque désordre que le gouvernement puisse arrêter, quelque soulagement qu'il puisse prescrire, quelque opération utile qu'il puisse faire ou encourager », qui, répudiant l'arbitraire, soit « modérée dans ses formes mais ferme dans ses mesures et invariable dans ses décisions » ; les préfets devront être des magistrats aux mœurs pures et aux manières graves, accessibles à tous. Tout cela est encore un peu vague, bien qu'assez généreux. Voici qui est plus précis : le 18 et le 20 août, il demande aux préfets de dresser les listes des candidats nécessaires pour compléter les conseils généraux, les conseils d'arrondissement et les conseils municipaux, le choix peut s'étendre « avec la plus grande latitude parmi les citoyens domiciliés ». En septembre, une circulaire (1) nouvelle s'efforce d'établir entre le ministre et ses agents une correspondance régulière et une sorte de collaboration pour la direction de l'opinion : elle demande un rapport périodique, en dehors de la correspondance ordinaire, sur la direction que prendrait l'esprit public ; en échange les réponses du ministre serviront de thème pour lever les doutes, éclairer les personnes : ce serait là « une conversation familière qui serait confidentielle et secrète », où ils ne craindront pas de « s'abandonner sans réserve ». C'est reprendre par l'intermédiaire des préfets, cette œuvre de direc-

(1) Circulaire qui manque dans F. 1^a 30 comme « confidentielle » et qui se trouve dans F. 1^a 1, 14. Henry Houssaye en cite une phrase qui ne donne aucune idée du but de la circulaire et, se gardant de l'analyser, évite d'en indiquer le sens et le programme politiques (1815, t. I, p. 54.)

tion de l'opinion que Guizot proposait le 18 juillet au ministre de faire remplir par un journal officieux. La circulaire ajoutait une petite phrase grosse de sens : « Vous voyez que c'est avec vous seul que je veux causer » ; elle discréditait par là près des préfets tous agents occultes du ministère de l'entresol, du bureau du comte d'Artois, tous ces commissaires à titres divers ou tous les nobliaux sans commission, qui prétendaient se faire les inspireurs de l'administration.

Guizot tenait à cette idée. Le progrès dans les derniers mois de 1814 de la désaffection des masses signalé par le bulletin de police, en rendit la réalisation plus urgente. Il la reprend et la développe dans une instruction du 26 janvier 1815 (1). Il met en garde les préfets contre une « indolente sécurité » ; il croit qu'il ne suffit pas de s'en reposer sur les effets « d'un régime de justice et de modération » pour dissiper les regrets, les habitudes de désordre et d'irrégulation ; il faut leur concours actif à l'œuvre d'apaisement qui donnera le repos à la France, « ne perdre jamais de vue que vous êtes l'organe de la défense du prince. » L'indolence laisserait s'évanouir le respect des sujets, se réveiller les passions : « la modération dégénère en faiblesse, l'inaction conduit à l'impuissance d'agir. » Mais plus funeste encore serait une administration tracassière et violente ; il faut renoncer à « cette surveillance inquiète et soupçonneuse », qui ne convient « ni à la franchise du caractère national, ni à la liberté dont nous jouissons, ni à la loyauté généreuse du monarque qui nous gouverne ». Il veut une administration « expéditive, impartiale, ennemie de l'arbitraire ». La circulaire laisse entendre peut-être quelque inquiétude, car elle indique comment des rumeurs mal fondées peuvent tourner aux troubles populaires ; elle fait aux préfets une nécessité d'observer soigneusement l'opinion publique, d'être attentifs aux

(1) Cette étude de l'opinion publique fait au fond le seul objet des chapitres de HOUSSAYE sur la première Restauration (1815, t. I, chap. I, § 4, 6, 7, chap. II § 2 et 5). Ce que Houssaye donne en référence comme « lettres des préfets » est en réalité le bulletin quotidien de la police analysant la correspondance à l'arrivée. Ce qu'il indique comme « correspondance des préfets avec le ministre de l'Intérieur et le ministre des Finances » est en réalité le dossier de la correspondance entre les préfets et le ministre relativement aux troubles provoqués par la levée des droits réunis (F. 1^{er} 588-589) : le travail de cette dernière affaire fut l'œuvre de Benoist, conseiller d'État, directeur au ministère de l'Intérieur.

conditions de vie, d'alimentation, de travail de la multitude, aux lectures et jugements des classes élevées ; elle leur signale l'importance du choix de leurs relations, des égards, concessions ou ménagements capables de gagner les confiances, les invite à faire vis-à-vis de l'opposition la part de l'attachement à des habitudes qu'on peut ménager sans danger et que des rigueurs déplacées méconteraient définitivement. Le ministre compte enfin trouver dans les rapports sur l'esprit public (1) tout ce qui pourrait l'éclairer sur la portée de ses actes et l'accueil que leur fait l'opinion, tout ce qui lui permettra « de réparer les lenteurs, les négligences, les erreurs qu'il n'est pas toujours possible d'éviter ».

Telles sont les circulaires où se puisse découvrir une orientation politique. De l'une à l'autre, elle devient plus précise et plus libérale ; de l'une à l'autre s'exprime plus nettement la volonté de se dégager des partis, la crainte de se laisser déborder par les passions émigrées. Conduite politique difficile à tenir, particulièrement ingrate, mais particulièrement nécessaire en ces années 1814-1815. Le même esprit anime les instructions rédigées par Guizot et son mémoire secret du mois de juin, l'esprit qui a trop manqué au gouvernement et à la politique de la Restauration.

* * *

La main de Guizot se retrouve enfin dans une dernière ordonnance de réforme du 17 juin 1815, qui transforme l'Université : la chute du régime la laissa d'ailleurs sans effet. Elle était l'œuvre personnelle des deux universitaires du ministère, Royer-Collard et Guizot (2). Nos deux professeurs en avaient eu le désir à leur arrivée au pouvoir, car, par l'ordonnance du 22 juin 1814, les

(1) Le ministre désire notamment être documenté sur : 1^o l'état des subsistances, des récoltes, les prix ; 2^o les variations de salaires, les ressources de la classe ouvrière, la situation du commerce et de l'industrie ; 3^o le tableau des délits ; 4^o les facilités ou obstacles apportés à la levée des impôts, au recrutement ; 5^o les abus de toute sorte qui se perpétuent ou s'établissent ; 6^o les faits faisant connaître l'esprit public, les opinions.

(2) *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 51. Œuvre à ce point personnelle que le million nécessaire pour couvrir les dépenses entraînées par la réforme fut demandé et obtenu par Montesquiou sur la cassette personnelle du roi sans même que Blacas, ministre de la Maison du roi, en fût informé (PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 64).

règlements en vigueur n'avaient été maintenus que provisoirement jusqu'à ce qu'aient pu y être apportées les modifications utiles.

Des intentions généreuses, dénaturées par cette malheureuse inexpérience qui, dans une situation politique aussi instable, donnait à des mesures libérales un aspect de brimade systématique vis-à-vis des intérêts issus du régime impérial, n'est-ce pas encore une fois tout le fatal destin de la meilleure part du gouvernement de Louis XVIII? Ainsi la réforme entraînait la mise à la retraite de Fontanes : son groupe en fut mécontent et inquiet ; outre qu'il était peu seyant à ses deux protégés d'inspirer des mesures qui rendissent son départ nécessaire, il était remplacé par un évêque. La rétribution versée par les écoles libres à l'Université était supprimée ; les « philosophes », les tenants du dix-huitième siècle, ne devaient-ils pas raisonnablement voir là le triomphe définitif de la religion sur les lumières? (1) Le grand corps universitaire disparaissait : serait-ce la seule administration impériale détruite? On heurtait ainsi des intérêts, des opinions, gratuitement. Pourtant les intentions étaient tout autres. Mieux encore que dans le préambule de l'ordonnance rédigé par Guizot (2) elles s'expriment clairement dans le rapport par lequel Montesquiou justifia près du roi la nécessité et le sens de la réforme : il était l'œuvre également de Guizot (3).

Et ce n'est pas une œuvre sans âme : elle est comme vibrante d'impressions, de conclusions personnelles. Au programme autoritaire de Napoléon voulant assujettir l'instruction publique à ses vues égoïstes, Guizot oppose la haute conscience morale des chefs de l'Université, qui firent servir l'autorité dont ils étaient revêtus, non à l'œuvre politique à laquelle on les conviait, mais à la lutte contre le désordre des idées révolutionnaires, à la res-

(1) Guizot jugeant en 1858 cette ordonnance reconnaissait lui-même la maladresse de cette double injure : la mise à la retraite de Fontanes, l'entrée du clergé dans l'Université (*Mémoires*, t. I, p. 52, 53).

(2) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 65. L'ordonnance avec son préambule figure comme pièce historique au t. I des *Mémoires* de Guizot, p. 416.

(3) VAL-RICHER, *portefeuille* n° 8, « Notes et avis politiques de moi », pièce n° 4. Le rapport daté du 1^{er} janvier 1815 dut tenir assez au cœur de Guizot, car celui-ci le signa dans un coin d'un tout petit G. suivi de son paraphe d'alors, un peu différent de sa signature postérieure.

tauration des bonnes études, des sages doctrines, des mœurs pures, laissant sans action maints décrets « absurdes et odieux », ne craignant pas d'appeler aux fonctions d'enseignement et de direction « les hommes les plus opposés aux coupables desseins du gouvernement », multipliant les efforts « pour adoucir les mesures de rigueur, pour conserver ce qu'on eût voulu détruire, pour honorer ce qu'on affectait de mépriser ». On sent comme la rancune d'une souffrance personnelle, quand il expose un système, qui ne visait qu'à « courber tous sous le même joug », dédaignait « d'élever les âmes en honorant les fonctions » : « les uns n'avaient qu'à commander et les autres qu'à obéir, de telle sorte que la destinée de tous les établissements d'instruction comme des professeurs les plus distingués, pouvait dépendre exclusivement d'hommes complètement étrangers à leur prospérité et leurs besoins ». Amertume personnelle encore, sans doute, qui perce dans les phrases où il dénonce que par l'action niveleuse et méfiante du gouvernement, l'unité apparente du corps enseignant cachait l'éparpillement et l'isolement des individus, l'absence de solidarité et d'esprit de corps, l'indifférence à la gloire de l'Université, la mort de toute émulation entre les établissements et les maîtres. Pour remédier à ces maux, il ne propose pas un retour en arrière aux corporations enseignantes et aux universités d'ancien régime : « si l'on essayait de rassembler les débris qui en restent encore, on ne tarderait pas à s'apercevoir qu'il y manque l'esprit qui les animait en les unissant, et l'on ne recomposerait que des corps sans vie, prêts à s'affaïsser et à se dissoudre sous la main qui voudrait s'en faire un appui » ; elles ne correspondraient plus à « l'esprit individualiste qui a prévalu dans notre législation ». « Assurer à l'autorité supérieure la force et les moyens dont elle a besoin pour diriger et surveiller l'ensemble de l'instruction publique ; établir d'autre part entre les hommes qui s'y livrent des liens assez puissants pour en former de petites sociétés directement intéressées à leurs propres succès, et accorder aux autorités qui doivent régir ces sociétés particulières assez d'indépendance et de pouvoir pour exciter leur zèle », tel est le but de la réforme. Le moyen adopté fut de diviser le corps enseignant en dix-sept universités locales, formant des organes autonomes et complets, présentant les différents ordres d'enseignement, se gouvernant elles-mêmes

par un conseil d'université qui, formé du recteur, des doyens de faculté et proviseurs et de trois notables, auxquels s'adjoignent le préfet et l'évêque, surveillera les établissements par des inspecteurs à lui, administrera leurs fonds, comme le fera dans chaque collège un conseil d'administration composé de façon analogue. Le recteur, seul organe local du ministère, procédera aux nominations ; l'unité de programme et de direction sera assurée par le Conseil royal de l'Instruction publique, de onze membres (sept universitaires, deux ecclésiastiques et deux magistrats), surveillée par des inspecteurs généraux. La formation commune et la sélection des maîtres sera réalisée par l'École normale supérieure, recrutée parmi les élèves distingués envoyés par les universités locales ; Guizot se flatte qu'une telle organisation fera passer dans l'Université le souffle de liberté, qui anime le nouveau régime, y réveillera la solidarité et l'émulation, inspirera aux professeurs le sentiment de la grandeur de leur tâche, sans exposer l'instruction publique aux incertitudes d'une révolution complète, sans fermer la porte aux améliorations que l'expérience dicterait (1).

V

Cette action de Guizot a donc laissé des traces visibles. Ce serait la mutiler que la limiter à ce qu'il en put s'inscrire dans des documents. L'influence d'un chef de cabinet sur son ministère ne se traduit nécessairement pas dans des écritures, si le ministre surtout est un caractère faible et léger, le chef de cabinet doué d'une personnalité vigoureuse. Sur ce terrain pourtant, il faut avancer avec précaution, tout en se contentant de fortes présomptions à défaut de preuves. Montesquiou était sensible aux suggestions et aux influences. Guizot, Royer-Collard, et Becquey nous sont

(1) Guizot restait et restera très universitaire. Parmi les vices qu'il dénonce dans l'organisation universitaire impériale, ce mot : « partout les formes militaires furent introduites » nous découvre une fois encore la réaction dédaigneuse de l'intellectuel contre la toute-puissance de la force. Il ne se prendra jamais, comme Thiers, au panache de la parade militaire. Un petit mémoire de la fin de décembre 1814 nous le montre déjà défendant contre les réclamations du ministre de la Guerre la dotation de 400 000 francs affectée aux écoles du Prytanée militaire (*Archives nationales*, BB³⁰. 192).

donnés comme « les faiseurs et conseils » du ministre (1), leur autorité devait être assez inégale ; les deux derniers avaient le bénéfice de l'âge et d'une ancienne amitié, mais ils étaient absorbés par les travaux de leur direction qui ne leur laissaient même pas le loisir de suivre les séances du conseil d'État (2). La présence continue, la collaboration de tous les instants d'un secrétaire général mettait Guizot mieux à même de prendre l'ascendant auquel le ministre semblait le convier lui-même. Royer-Collard d'ailleurs était fort loin de son libéralisme futur ; « son royalisme, dit Pasquier (3), était agressif contre la Révolution et ses œuvres » ; son « animosité » était en éveil contre tout ce qui s'était fait un nom sous les régimes antérieurs : « Les opinions constitutionnelles avaient fait peu de progrès dans son esprit ». La catastrophe lui dessillera les yeux. Les notes sur la Charte, le Mémoire sur l'esprit public, les circulaires montrent au contraire Guizot plus engagé sur la voie du libéralisme.

Or, il est impossible de ne pas remarquer qu'en ces quelques mois, les idées de Montesquiou ont singulièrement évolué. A l'origine, il n'est rien moins que constitutionnel : dans le gouvernement provisoire, en face de Talleyrand personnification de la France nouvelle, il représentait le royalisme ; « cauchemar inutile » aux yeux des gens de l'Empire (4), son rôle dans l'élaboration de la Charte fut d'être l'organe des doctrines et procédés d'ancien régime ; sa fonction dans le conseil, du rapport de Pozzo di Borgo (5), celle d'interprète des volontés au roi et de défenseur jusqu'au scrupule de la prérogative royale. Pourtant deux mois passés et déjà il a commencé de s'adoucir ; à la fin de juin, il a remis au roi le mémoire de Guizot sur la politique nécessaire ; en

(1) L'expression est de Thibaudeau, l'idée de tous les contemporains. Il y a d'ailleurs autour de lui comme un partage d'influence ; ainsi sur les questions religieuses il obéit à l'impulsion du directeur des cultes, un M. Jourdan qui ne pouvait pardonner aux Juifs d'avoir crucifié Jésus Christ, et d'un comité formé par l'archevêque de Reims, l'évêque d'Alais et l'abbé Latil qui le poussent à entreprendre des négociations pour réformer le Concordat (lettre de Jaucourt à Talleyrand, 15 octobre, *Correspondance*, p. 36).

(2) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 39-30.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 10.

(4) Mme D'ABRANTÈS, *Mémoires de la Restauration*, t. I, p. 206.

(5) Et dans POLOVTSOFF ses dépêches n° 16, p. 25 (6 juillet) et n° 35, p. 50 (25 juillet).

juillet il en suit les conseils en inaugurant « la politique d'assouplissement » (nous dirions d'apaisement), en résistant au bouleversement de l'administration réclamé par les royalistes, en autorisant (elles n'eussent pas, évidemment, été envoyées sans son aveu) les circulaires du secrétaire général aux préfets.

Les relations des agents du gouvernement en province, le tableau que brossait Pasquier (1) au retour d'une tournée d'inspection faite en septembre, ne répondaient que trop aux avertissements donnés par Guizot. Montesquiou eut l'impression d'un danger : il sentait le ministère sans autorité, sans force pour agir. Qu'il eût interrogé Guizot ou que celui-ci lui donnât son avis de lui-même sur la cause de cette impuissance, le secrétaire général en tous cas rédigea (2) des notes sur les difficultés du moment. Il n'y a point d'enseignement, dit-il, à tirer de la pratique du gouvernement impérial ; la situation est renversée : « Il y a en France des gens qui veulent empêcher le roi de faire ce qu'il fait et lui faire faire autre chose ; de telle sorte que Buonaparte avait à contraindre les Français à agir selon sa volonté, tandis que le roi n'a qu'à empêcher un certain nombre de Français d'agir contre sa volonté. Buonaparte avait à se faire obéir ; aujourd'hui les partis veulent que le roi leur obéisse. » L'embarras du gouvernement vient de ce qu'aucun des deux partis ne se tiendra pour satisfait s'il ne domine le gouvernement : conclusion peu encourageante.

Prié sans doute de préciser, Guizot s'expliqua davantage dans la seconde note : il y réclame l'unité dans le gouvernement, mais par un étrange raisonnement où se marquent à la fois la justesse du coup d'œil qui voit le mal et l'inexpérience qui s'embarrasse sur le remède. « Il faut un gouvernement pour qu'il y ait une nation, une nation se compose d'individus ; ce sont le gouvernement et les lois qui unissent ces individus et en forment un corps. Le gouvernement est donc essentiellement un moyen d'union ; c'est le nœud central auquel se rattachent les individus isolés et d'où partent les fils qui les lient ensemble. Le gouvernement doit donc être un, car s'il était divisé, il y aurait plusieurs centres où aboutiraient et d'où partiraient les liens de la société, c'est-à-

(1) PASQUIER, t. III, p. 46-48.

(2) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, portefeuille n° 8, pièces n° 7 et 8.

dire qu'il y aurait plusieurs sociétés ou plusieurs nations ». De l'absence de cette unité vient tout le mal ; il existe des éléments de gouvernement, le roi d'un côté, les Chambres de l'autre, et pas de gouvernement ; pendant la session, l'évidence du besoin, les complaisances réciproques ont pu momentanément les allier mais sans unité véritable. Il faut sortir de cet état : « Tant que le roi et les Chambres seront face à face et ne se pénétreront pas mutuellement, tant qu'on verra ces deux pouvoirs marcher chacun à part, dussent-ils marcher longtemps ensemble, les partis se rallieront derrière eux, les suivront pas à pas et saisiront le premier moment de désordre pour engager la lutte sous leur bannière. » C'est dans l'union du roi et des Chambres qu'est donc le remède.

Par quels procédés réaliser cette union, interrogea Montesquieu. Guizot répondit par une troisième note plus détaillée. Il se défend d'abord d'obéir à quelque motif d'intérêt personnel, mais puisque le ministre l'interroge, il propose franchement la solution. Comme elle est inexperte et disproportionnée au problème ! Dégagée de toutes les explications, justifications, comparaisons, où se mêlent à des observations justes, des naïvetés très jeunes, la voici : créer l'influence du ministre dans les Chambres « par des communications amicales, par des conversations fréquentes et familières, par ce commerce habituel des idées, des paroles, des procédés, auquel les Français se prêtent plus facilement que tout autre peuple et qui gagne les volontés sans gêner visiblement l'indépendance des opinions ». Le ministre absorbé par son énorme fonction administrative n'en pourrait trouver le temps : un sous-secrétaire d'état parlementaire à la mode anglaise serait dépourvu de cette action sur l'administration « par où les ministres peuvent étendre et assurer leur influence sur la Chambre de députés et surtout sur les élections ». Il suffirait d'un homme ayant à la fois la confiance du ministre, de bonnes relations avec les députés, la pratique et la connaissance de l'administration, un secrétaire général de ministère par exemple.

Ces notes sont significatives de la confiance où s'abandonne Montesquieu avec Guizot, de l'autorité conquise par le subordonné sur le chef. Elles ont abouti à un résultat ; n'est-ce pas la preuve que le ministre se rendait à l'influence de son secrétaire général ? En décembre, Guizot était investi d'une fonction

nouvelle : assurer les relations du ministre avec les Chambres ; un bureau était adjoint à cet effet au secrétariat général et un supplément de traitement lui était alloué (1). Montesquiou se figura-t-il avoir trouvé la clef du gouvernement représentatif ? Il l'avait saisie là où Guizot la lui avait montrée.

Le contraste avec l'attitude de ses collègues accentue les traits de cette évolution. Car partout ailleurs prévaut et grandit au fur et à mesure que l'on avance, l'esprit de réaction : à la police ou à l'armée, comme dans les services de la maison du roi ; la politique du chancelier paraît l'exacte contre-partie de celle du ministre de l'Intérieur ; on le voit lever l'échec de deux auteurs de brochures arrêtés pour avoir encouragé la restitution des biens nationaux, Dard et Falconnet, mettre la main sur la direction de la librairie en octobre, expulser du Conseil d'État les plus actifs et compétents des fonctionnaires impériaux, présenter une loi sur les naturalisations conçue d'après l'ancien droit français et combinée pour refuser le titre de citoyen français à une foule de fonctionnaires issus de régions naguère occupées, essayer le 24 novembre par un projet de loi que Montesquiou à son grand mécontentement s'abstint de soutenir (2), d'étendre sur la Cour de cassation la main du pouvoir exécutif, procéder enfin, en violation de la Charte, à l'épuration des tribunaux et de l'Institut. Par ailleurs les rapports entre Montesquiou et le comte de Blacas s'envenimaient de jour en jour ; or, le crédit du ministre de la Maison du roi allait croissant (3). Au début de décembre les changements ministériels accusèrent sa victoire par l'installation à la marine de Beugnot, ennemi de Montesquiou qui patronnait le libéral Dumas, à la guerre du maréchal Soult devenu l'homme du comte d'Artois, à la police d'un vieil émigré M. d'André. La contre-révolution s'étalait au grand jour, l'affaire de Rennes après celle des obsèques de Mlle Raucourt, après celle d'Exelmans. Montesquiou s'emportait au conseil contre le maréchal, mais

(1) État des traitements touchés par lui qu'il a fait publier plus tard pour se justifier par des dates d'être resté au ministère après le départ du roi. VAL-RICHER, coffre 4, dossier 24. *Documents sur les Cent-Jours*. L'*Almanach royal pour 1815* donne ce troisième bureau dans l'organisation du secrétariat.

(2) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 37.

(3) Voir dépêches du chargé d'affaires russe Boutiagine faisant suite à celles de Pozzo di Borgo dans POLOVTSOFF.

malgré l'appui du baron Louis et de Jaucourt, craignait de tout perdre par imprudence (1)

Ainsi par une double évolution de lui-même et des autres, l'abbé de Montesquiou qui avait représenté jadis dans le gouvernement la contre-révolution, était devenu le principal obstacle à son triomphe. Sans doute les animosités personnelles jointes à l'esprit de contradiction, la leçon des faits doivent s'ajouter à l'influence d'un entourage au premier rang duquel il faut mettre Guizot, pour expliquer cette transformation. Toujours est-il que la lumière se faisait dans son esprit (2). La situation finit par lui paraître assez noire pour qu'il crût nécessaire de la mettre sous les yeux du Roi. Auparavant et pour s'éclairer sur le remède il voulut une conférence avec tous ses conseillers : Royer-Collard, Pasquier et Guizot se réunirent chez Becquey pour l'entendre. Il arriva découragé, il n'était plus question d'ouvrir les yeux du roi ; ses ennemis faisaient une suprême tentative pour le renverser et lui substituer Chateaubriand, il était près d'abandonner la lutte. Les quatre conseillers soutinrent son courage, réussirent à grand'peine à le persuader de tenir bon.

Aucun texte ne peut établir que l'influence de Guizot fut le facteur dominant de cette conversion progressive de Montesquiou au libéralisme. Le ministre a pénétré peu à peu en tous cas sur le terrain que Guizot dès son entrée en fonction lui avait représenté comme seul capable de supporter les fondations du nouveau régime. La leçon des événements, le spectacle des répercussions des maladresses émigrées, avaient fait tout au moins leur commune éducation.

La catastrophe de mars en déchirant tous les voiles va révéler cette transformation à la fois et l'achever.

(1) Correspondance de Jaucourt et de Talleyrand : lettres du 10 décembre, p. 117, du 18, p. 122, du 24, p. 127, du 25 janvier, p. 129.

(2) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 60 et 61. « L'Abbé, écrit Jaucourt à Talleyrand le 25 janvier, a tout à fait changé de système ; il regrette d'avoir déplacé des préfets, il déclare que les nouveaux sont loin de valoir les anciens, il défend actuellement, jusqu'à en être mal avec les princes, les hommes en place et loin de se prêter à un prétendu système de restauration c'est-à-dire de changement, il est tout entier à la conservation, à la permanence et même dans l'opinion que le *statu quo* de la classe du tiers, des nouveaux nobles, des gens exercés au travail dans l'activité des places et, pour le dire en un mot, de la France, doit être irrévocablement maintenu. »

CHAPITRE III

LE VOYAGE DE GAND

- I. *Mesures prises contre Napoléon.* — La nouvelle du débarquement : attitude prise par Montesquiou. Les instructions successives de Guizot aux préfets : efforts pour organiser une résistance nationale en province. Guizot remplacé aussitôt au ministère, le 20 mars. — II. *Les raisons et le but de la mission de Guizot.* — Regrets de Guizot à quitter la vie publique. Réveil du royalisme à Paris : les deux groupes, le comité Royer-Collard, le parti des coups de main. Transformation de l'opinion qui rend possible une restauration éventuelle ; progrès du groupe royaliste ultra qui menacent de rendre cette restauration dangereuse ; nouvelles de Gand. Urgence d'une action des constitutionnels. Raisons pour lesquelles Guizot accepte cette mission : raisons politiques et raisons personnelles. — III. *La mission de Guizot.* — Son voyage. Situation qu'il trouve à Gand : entrevues avec les constitutionnels et avec les ministres, Feltre, Blacas. Visites aux ambassadeurs : le mémoire remis à l'ambassadeur prussien. Entrevue de Guizot avec le roi. Échec complet de la mission de Guizot. — IV. *La vie de Guizot à Gand.* — Milieu de Gand. Occupations tentées par Guizot. L'ennui et l'écœurement. Méditations politiques : conclusions nouvelles. Waterloo : impression produite sur Guizot. Le retour à Paris. — V. *Résultats d'une année de politique.* — Son éducation politique : conclusions où il est parvenu. Transformation de son milieu et de ses relations, la séduction de la politique et de l'action.

I

Montesquiou et son secrétaire général voyaient donc depuis quelque temps l'horizon noircir, quand éclata le 5 mars ce coup de tonnerre : Napoléon avait débarqué le 1^{er} au golfe Juan (1).

(1) La surveillance de l'île d'Elbe et des intrigues bonapartistes en France n'était pas du ressort du ministère de l'Intérieur, mais de la Police et de la Maison du roi (WELVERT, *Napoléon et la police sous la première Restauration*). Cf. sur les efforts faits pour ouvrir les yeux à Blacas et sur leur inutilité, notamment

Après quelques jours de calme et presque de présomptueux triomphe, les inquiétudes commencèrent le 10, au reçu de la dépêche télégraphique annonçant l'échec de Monsieur et du duc d'Orléans à Lyon, le découragement le 17 à la nouvelle de la défection du maréchal Ney (1). L'événement qui eut à Paris pour résultat d'effacer les dissentiments des royalistes, de rallier autour du roi, avec la bourgeoisie entière et la garde nationale, les libéraux ou constitutionnels de toute nuance, précipita la conversion au libéralisme de Montesquiou et de son groupe. En face des salons et de la cour livrés à leurs violences, à leurs intrigues, à leurs soupçons, de l'entourage du roi et du gouvernement errant, dans leur incertitude, de plans médiocres en plans saugrenus, des autorités militaires élaborant d'impuissants projets de manœuvre, que deviennent nos administrateurs?

Montesquiou eut le mérite de comprendre que la monarchie devait profiter du danger pour sceller son accord avec la nation et, malgré les oppositions et les rivalités que le péril ne fit pas disparaître jusque dans les conseils des ministres (2), il s'attacha à cette œuvre de réconciliation, en poussant le gouvernement dans la politique constitutionnelle. Au conseil du 6 mars, triomphant grâce à l'appui de Jaucourt et du baron Louis, de l'hostilité de Blacas, de Dambray et du maréchal (3), il obtint du roi la convocation des Chambres. Il se mit aussitôt en rapport avec les députés constitutionnels ou même libéraux réunis chez Lainé : il leur offrit spontanément sa démission et celle de Ferrand et s'inspira dans les conseils du roi de quelques idées émises dans ces conciliabules : changement de ministère, élargissement de la Chambre, nomination de pairs libéraux (4). Il fit échouer avec de dures paroles le projet

les *Mémoires* de FAUCHE-BORÉL, t. IV, que l'on complètera pour la tentative de Barras de pénétrer jusqu'au roi par Mme d'ABRANTÈS.

(1) On peut suivre les progrès des nouvelles dans les dépêches de Jaucourt à Talleyrand ou dans les lettres envoyées de Paris à Barante (*Souvenirs*, t. II p. 99 et suiv.); celles de Benoist sont pour nous particulièrement intéressantes parce qu'elles donnent l'état d'esprit régnant dans les bureaux de l'Intérieur,

(2) PASQUIER, t. III, p. 134, d'après les confidences que lui firent sur le moment Vitrolles et Montesquiou.

(3) Lettres de Jaucourt à Talleyrand, 8 mars (*Correspondance*, p. 224-225).

(4) Sur ces réunions cf. DUVERGIER DE HAURANNE, t. II, p. 405-406; CAPEFIGUE, *les Cent-Jours*, t. I, p. 166-167; PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 143;

de Vitrolles de se retirer derrière la Loire, d'entreprendre une guerre de partisans : « Le roi de la Vendée ne redeviendrait jamais le roi de France, — il n'y avait qu'un ministre chouan pour proposer au roi une pareille aventure (1) ». Au contraire, pour provoquer un mouvement d'opinion, il faisait convoquer les conseils généraux en session permanente par ordonnance du 11 mars. A la Chambre, le 13 mars, il fit appel au bon esprit des départements dans la lutte de la liberté contre la tyrannie, il donna des éloges aux écrits de Comte et de Benjamin Constant, il dépassa même la décision du conseil en annonçant que le roi se proposait d'inviter les Chambres à pourvoir elles-mêmes aux vacances (2). Au conseil du 16 mars il révéla toute sa pensée : les ministres « ne valent plus rien pour maintenir et conserver en France la royauté légitime », le dernier service à rendre au roi est de lui désigner les hommes capables de lui apporter « cette popularité qui est nécessaire pour affermir le trône » et il donne des noms : Lally-Tollendal, Lainé, Voyer d'Argenson même (3). La séance royale où le roi couvert pour la première fois de l'égide de la Légion d'honneur, s'abrita derrière la Charte comme son plus beau titre de gloire aux yeux de la postérité et dans laquelle, au milieu de l'enthousiasme général, les princes firent adhésion à la Constitution, fut le seul résultat de tout ce juste programme libéral concerté avec Montesquiou, que Lainé avait exposé dans la séance du 11 mars.

Il ne faut pas s'attendre à voir Guizot dans un rôle de premier plan : c'est encore à cette date un bien petit personnage dont l'influence ne franchit pas le seuil du cabinet du ministre. Aucun document ne prononce son nom ; il est peu vraisemblable qu'il ait fréquenté ces réunions chez Lainé, composées essentiellement de parlementaires, et Villemain, écrivant à une époque où, Guizot devenu célèbre, on a tendance à exagérer son action, ne parle

LA FAYETTE, *Mémoires*, t. V, p. 372-373 ; HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires*, t. II, p. 50 ; B. CONSTANT, *Journal intime*, p. 149 ; HOBHOUSE, *Lettres sur les Cent-Jours*, 9^e l., p. 169-171.

(1) VITROLLES, *Mémoires*, t. II, p. 323 et suiv.

(2) Voir aux *Archives nationales* un mémoire de lui au roi, accompagné d'un projet d'ordonnance sur la nécessité de compléter les députations incomplètes FI^c II, 47.

(3) VITROLLES, *Mémoires*, t. II, p. 327.

pas de lui dans ce tableau si vivant (1) du salon de Mme de Rumfort, au 18 mars, dont Guizot cependant était un assidu. Dans sa sphère pourtant, il travaillait à l'œuvre de la défense constitutionnelle de la monarchie ; d'après Capefigue, les circulaires aux préfets furent « libéralement conçues sous l'influence de M. Guizot ». Il est de fait que celles dont les minutes existent aux Archives nationales (2) sont écrites ou corrigées de sa main. La première du 7 mars écrite par Guizot, alors qu'on connaît juste le fait même du débarquement, adressée aux préfets du Sud-Est (3), est toute pleine d'énergie et de sécurité ; elle enjoint d'envoyer des rapports au moins quotidiens sur la marche de « cette tentative insensée », de se concerter avec les autorités militaires pour réunir des troupes et s'opposer à toutes les entreprises de « l'ennemi de la France et de l'Europe ». « Exercez dans votre département la police la plus sévère, ne tolérez aucun rassemblement autre que celui des troupes sous les ordres des officiers du roi ; réunissez aussi les gardes nationales, elles vous seront utiles pour observer l'ennemi, pour intercepter les communications, pour contenir et arrêter les malveillants qui seraient tentés de seconder ses entreprises. » La conviction que « toutes les mesures sont prises » sans doute, donne à la fin de la lettre un ton presque menaçant. « Enfin, Monsieur, vous répondez de la tranquillité de votre département en temps de paix et de son dévouement en cas de danger. »

Quelques jours après, on connaissait les événements de Grenoble et de Lyon, l'explosion à la fois et l'échec dans le Nord du complot Drouet d'Erlon et Lefebvre-Desnouettes, par contre on avait toujours confiance en la fidélité de Ney (4) : nouvelle circulaire du 12 mars, celle-ci à tous les préfets, émanée de la même source et pareillement corrigée par Guizot. La confiance n'est plus entière, on se sent gagné par les événements. Il se défend de vouloir prescrire des règles uniformes et générales, « la rapidité

(1) *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature*, t. II, *les Cent-Jours*, chap. 1^{er}.

(2) *Archives nationales*, F. 1^{er}, 26. *Esprit public : objets généraux* (1814-1819.) (Cent-Jours : manifestations provoquées par des événements particuliers de quelque importance. Débarquement de l'empereur, 1815).

(3) Var, Mont-Blanc, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Rouches-du-Rhône, Drôme, Loire, Ardèche, Gard, Vaucluse, Jura, Ain, Haute-Saône.

(4) Lettre de Benoist à Barante, 12 mars. BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 103.

des événements, la variété des circonstances, la différence des situations où chacun se trouve placé, exigent des mesures différentes ». Il indique pourtant quelques précautions convenables à tous les cas ; surveiller les voyageurs, saisir les écrits propres à réveiller l'esprit de parti, mettre en sûreté les caisses publiques, sans paraître douter de la fidélité des troupes de ligne leur substituer le plus possible les gardes nationales, « confondre ainsi le peuple et l'armée sous les lois d'une discipline commune et les lier par des devoirs communs ». Il dégage avec vivacité, mais il est bien tard, le gouvernement des campagnes menées par les ultra-royalistes ; en beaucoup d'endroits, dit-il, on a vu des prétentions ridicules et de secrets mécontentements : « Je n'ai cessé de vous recommander d'étouffer dans le principe ces espérances et ces alarmes qui naissent de mutuelles exagérations ; elles ne peuvent avoir d'autre effet que de diviser les citoyens, d'isoler les classes et de plonger la nation tout entière dans un état d'indifférence, la plus funeste de toutes les dispositions. » Aujourd'hui il faut faire appel à la sincérité et à l'union, ramener tous les esprits à la Charte constitutionnelle et aux idées de liberté. La lettre du 7 mars ordonnait de l'énergie : celle-ci recommande la prudence dans l'emploi des mesures de haute police, dans les arrestations : « surtout ne pas les étendre de manière à faire croire qu'on veut moins prévenir les mauvais desseins de quelques individus que servir les vues de quelques partis ».

Deux nouvelles circulaires du 14 et du 16 mars (1) commentaient la mobilisation des gardes nationales décidée le 9 et la convocation des conseils généraux. La première, violente contre Napoléon, s'efforce de confondre avec la monarchie la cause de la propriété. La dernière, en définissant les pouvoirs des conseils généraux, revêt comme une allure de 93 : elle autorise à prendre « toutes les mesures de salut public que les circonstances et les localités pourront suggérer » ; elle envisage le cas où les autorités locales seraient dans l'impossibilité de correspondre avec le ministre et prévoit l'organisation d'une sorte de petit gouvernement départemental avec

(1) Ces deux circulaires n'existent pas en minutes au dossier indiqué plus haut. Elles se trouvent dans F. 1^{er} 31. Elles y sont en état d'imprimés ; aucune preuve donc, outre l'origine, que la vraisemblance et l'analogie, qu'elles soient de la main de Guizot.

son pouvoir législatif, le conseil général ayant droit « d'autoriser par des délibérations ce qui serait hors des règles ordinaires », et son pouvoir exécutif, le préfet ; elle fait entendre des mots étranges dans la bouche de l'administration royale : elle autorise le conseil général « à correspondre avec les conseils généraux voisins et à former une sorte de fédération des pays prochainement menacés contre les rebelles qui s'avanceraient vers eux. »

Et immédiatement de pareilles mesures sont envisagées ; car un arrêté du 15 mars (1) accrédite près des autorités administratives et envoie dans les départements de l'Est de part et d'autre de la Saône un homme de confiance. M. de Wildermeth, déjà employé dans ces régions par les royalistes en 1814, pour veiller à l'enrôlement des volontaires, « exciter les habitants à prendre tous les moyens de repousser l'ennemi de la France ». Une lettre du 16 mars envoyée le soir aux préfets du Sud-Ouest par estafette est comme une suprême communication du ministre aux départements dont il envisage sans doute l'isolement ; il leur donne des nouvelles de Paris de nature à inspirer confiance, l'échec de la conspiration du Nord qu'on croyait encore concertée avec Napoléon, l'affluence des volontaires, la séance royale, l'arrivée des gardes nationales de province. « Vous êtes trop éloigné pour vous demander les vôtres, mais excitez l'esprit public qui est déjà si bon dans vos départements, le roi a mis en permanence tous les conseils généraux, profitez-en pour rendre nationale cette guerre... Faites répandre des proclamations, instruisez le peuple des biens qu'on lui veut ravir et des maux qu'on lui veut porter. La défection de quelques troupes ne peut pas suffire à la conquête de la France. Avec de la fermeté la bonne cause ne peut que triompher ». Et la formule finale qui n'est déjà presque plus administrative : « Agréez, je vous prie, monsieur, les assurances de mon sincère attachement. »

Tous les efforts de Montesquiou pour opposer à Napoléon une barrière libérale à Paris, de Guizot pour lui opposer dans les départements une guerre nationale, restèrent vains. Dans la nuit du 19 mars, le gouvernement royal disparaissait. En ce beau dimanche des Rameaux, Montesquiou fit à Pasquier des confidences : la cause des Bourbons lui paraissait perdue à jamais ; tout en suivant

(1) Cette pièce et la suivante sont de la main de Guizot (dans F. 1^{er}. 26)

le sort des princes, il était convaincu qu'il n'y avait plus rien à faire pour eux ; il engagea même Pasquier à conserver la direction des Ponts et Chaussées (1). Puis, voulant établir nettement qu'il dégageait sa responsabilité des fautes de la cour, il partit comme le roi dans la nuit du 19 mars mais pour l'Angleterre, et ne le rejoignit pas en Belgique.

Si Guizot entendit de l'abbé les mêmes conseils, il ne les suivit pas. Il fut immédiatement remplacé au ministère de l'Intérieur par Dupont-Delporte chargé provisoirement des fonctions du 20 au 22 mars, jusqu'à la nomination du titulaire définitif, Basset de Chateaubourg (2). Peu après il recevait de son ancien chef cette lettre du 31 mars, reflet des sentiments nés d'une collaboration d'un an : « Je ne suis pas, mon cher, tellement perdu pour mes amis que je ne me souvienne de leur amitié ; la vôtre a eu pour moi beaucoup de charmes. Je ne me reproche point le mauvais tour que je vous ai joué. A votre âge, on ne fait pas de long bail avec le mien. On ne peut que montrer au public les objets dignes de sa confiance et je me félicite de lui avoir laissé un souvenir de vous qui ne doit pas s'effacer. Je n'aurai pas été si heureux pour mon compte... Que mon exemple vous profite un jour. Donnez aux affaires le temps de la force et non celui qui ne laisse plus que le besoin du repos ; l'intervalle est assez grand à votre âge pour que vous puissiez vous faire beaucoup d'honneur (3). »

II

L'abbé s'exilait, découragé ; Guizot retourna à la Faculté des lettres, plein de regrets. Ces quelques mois de participation aux affaires lui avaient révélé un goût du pouvoir, du combat qu'il

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 150.

(2) « État du personnel et de l'organisation des bureaux du ministère de l'Intérieur », *Bibliothèque nationale*, L. b¹³¹, 2. La nomination de Dupont-Delporte prouve que Guizot a quitté aussitôt ses fonctions et ce n'est que par l'omission volontaire des prénoms que le gouvernement impérial pouvait prétendre, dans une note du *Moniteur* du 14 mai, que Guizot était resté au ministère sous Carnot : il ne s'agissait que de son frère Jean-Jacques, rédacteur au ministère.

(3) VAL-RICHER, *Correspondance* n° 17, lettre déjà publiée par Guizot en pièce historique au tome I^{er} de ses *Mémoires*, p. 405.

ignorait en lui-même, dont il ne se passera plus ; à l'intellectuel a succédé l'homme d'action. Aux regrets s'ajoutait un certain dégoût « des aveuglements, des hésitations, des misères, des impuissances », dont la catastrophe lui avait donné tout autour de lui le naïf spectacle (1) : est-ce de là que lui viendra cette sorte de raideur impatiente, de brutalité dédaigneuse pour les demi-mesures, les timidités, les va-et-vient du personnel gouvernemental indécis et effarouché du début de la seconde Restauration ? Pour le moment, il se croyait revenu à ses travaux historiques et à son cours : il ne songea pas à changer de maître pour se maintenir en place. L'Empire restauré imposa à ses fonctionnaires l'habituel serment de fidélité et d'obéissance. Guizot ne se fit, pas plus que ses collègues, pas plus que Royer-Collard qui en sa qualité de doyen présida (2) le 17 mai à l'opération, pas plus que l'ensemble des fonctionnaires, scrupule de le prêter : « pure soumission de fait, nous dit Barante (3), précaution de sûreté » ; simple formalité, est-il prêt à dire, sans obligation de conscience ! Par contre il semble que Guizot ait refusé le serment spécial que l'on imagina contre tout droit d'exiger des principaux fonctionnaires de la Restauration (4).

Le succès de Napoléon et ses avances à la Révolution disloquèrent ce bloc des amis de la liberté qui avait voulu faire à Louis XVIII comme un rempart de la Constitution. Les libéraux proprement dits, les Benjamin Constant, les Lafayette se rallièrent au despote, mais pour le prendre au mot de ses promesses libérales, et, profitant de la brèche ouverte par lui-même, créer de l'irréparable en faveur du gouvernement représentatif. Les

(1) *Mémoires*, t. I, p. 58 et 59.

(2) *Journal de l'Empire* du 18 mai. Le journal ajouta même que Royer-Collard avait fait précéder son serment d'un discours à ses collègues ; Royer-Collard démentit formellement ce dernier point par une lettre que le journal inséra le lendemain.

(3) *Souvenirs*, t. II, p. 124-125. « Comme si un serment imposé de cette manière pouvait lier un homme de bon sens ! » dit à Pasquier le réaliste Fouché, *Mémoires de PASQUIER*, t. III, p. 170.

(4) Dans la première lettre en effet qu'il écrit de Gand à sa femme, il raconte qu'il eut à expliquer au duc de Feltre sa conduite : « Je lui ai expliqué sur-le-champ pourquoi je l'avais fait, quel serment j'avais prêté, quel serment j'avais refusé, quelle serait toujours ma ligne de conduite en pareille circonstance. » VAL-RICHER, *Correspondance avec sa femme née P. de Meulan*.

royalistes restèrent seuls. Mais pour comprendre comment Guizot fut amené à devenir leur organe près de Louis XVIII et de quels royalistes il fut l'organe, il est nécessaire de préciser les directives de l'action qu'après les premières semaines de stupeur ils engagèrent. La situation de 1814 se représenta : deux royalismes se trouvèrent en présence. Le premier est celui des constitutionnels. Sans former de comité proprement dit, les Becquey, Camille Jordan, Guizot se réunissaient chez Royer-Collard (1) : Pasquier se joignit à eux à son retour à Paris le 2 mai, Barante qui avait démissionné de sa préfecture un peu avant le 15, puis Tournon, Portalis. Royer-Collard inspiré par une situation analogue, retrouva la solution du Directoire : organiser une agence d'information pour le prince exilé ; toutes les semaines, on faisait partir une correspondance pour Gand, chargée de renseignements et d'avis ; des étudiants, élèves de Royer-Collard et de Guizot, qui s'enrôlaient avec empressement dans ce nouveau service du roi et de la liberté comme naguère dans les rangs des volontaires royaux, en étaient les courriers. C'était là tout le groupe un peu grossi des conseillers d'État, directeurs, hauts fonctionnaires, qui entouraient Montesquiou : ils ont conservé leur organe, le *Journal général de la France*. Mais, à côté d'eux les royalistes tout court, les ardents, l'éternel parti des coups de main, avaient repris peu à peu confiance et se mirent à l'œuvre (2) : nous retrouvons ici les noms de mars 1814. Eux aussi ont organisé un bureau de correspondance et de police dirigé par Morin, flanqué de secrétaires tels que de Marcrois, Bertaud, en relations avec un organisme formé et dirigé à Bruxelles par le comte de Semallé, échangeant

(1) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 82-83 ; PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 217 ; HOBHOUSE, *Lettres sur les Cent-Jours*, 9^e lettre, avril 1815, p. 166-172 ; CAPEFIGUE, *les Cent-Jours*, t. I, p. 348-349.

(2) Comte de SEMALLÉ, *Souvenirs*, p. 234-236. C.-M. MORIN, *Révélations de quelques faits importants qui ont préparé ou suivi les Restaurations de 1814 et 1815 et considérations sommaires sur leur marche et leurs déviations jusqu'à ce jour*, in-8°, 1830 (Bibl. nat. L.b⁴⁵, 30). Comte de BARRUEL-BEAUVERT : *Lettres sur quelques particularités secrètes de l'histoire pendant l'inter règne des Bourbons*, t. III (Bibl. nat. L.b⁴⁶, 14), *Bulletin de Paris ou relation historique sur les événements qui sont arrivés en France en 1814-1815 et particulièrement... suivi de pièces secrètes qui ont été distribuées à Paris contre Bonaparte et ses agents pendant les mois de mars, avril, mai et juin 1815*. Paris, 1815, in-8°. Bibl. nationale (L.b⁴⁸, 44).

des courriers portés par des hommes dévoués, des gardes du corps de Monsieur par exemple, comme la Valette-Morlhon ou Le Pelletier de Saint-Fargeau. Leur but était la préparation d'un mouvement analogue à celui de 1814. Ils ont formé des comités dans différents quartiers de Paris. Ils composent des lettres et des diatribes, affichent la nuit des placards que la police lacère et qui reparaissent le lendemain, impriment, envoient gratuitement aux fonctionnaires, glissent sous les portes, un *Journal du Lis*, répandent à profusion des tracts. Les premiers étaient des hommes de gouvernement en disponibilité, se bornant à observer et à informer : ceux-ci sont des conspirateurs : ils se servent des libertés que les Benjamin Constant et autres ont arrachées, dans un but différent, à Napoléon.

Comment d'informateur le comité Royer-Collard devint-il donneur de conseils et comment Guizot fut-il choisi pour porter au roi son programme?

D'abord dans le courant du mois de mai, à ces observateurs attentifs il apparut que l'on pouvait envisager l'hypothèse d'un changement de régime. Leur conviction profonde (1), du jour où ils virent la coalition se former contre Napoléon, du jour surtout où il fut certain que l'Autriche elle-même, en dépit des premières dénégations de l'Empereur, faisait cause commune avec les alliés, fut que ce second Empire n'était pas durable : ils savaient d'ailleurs que la même conviction régnait dans l'entourage de Napoléon, peut-être même en Napoléon lui-même. Barante rencontrait fréquemment B. Constant chez Mme Récamier, Pasquier le savait par Molé, par Fouché, par La Valette (2), les Meulan fréquentaient le duc de Bassano qui, dès le 10 avril, offrait sa démission de ministre, Thibaudeau le disait crûment à Guizot (3). D'autre

(1) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 77-80. Voir l'incident relatif aux Cent-Jours qui fut soulevé lors de la tournée électorale de Guizot à Lisieux en 1831, les explications données par lui dans une lettre publique au maire Leroy-Beaulieu et des lettres privées sur sa conduite et sur les révélations qui lui furent faites par des fonctionnaires impériaux, dans CHARLES-H. POUTHAS, *les Elections de Guizot dans le Calvados* (Mémoires de l'Académie de Caen, 1918-1920).

(2) Lettres de Barante à sa femme, 15 mai 1815 (*Souvenirs*, t. II, p. 146-147). PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 195 et 218. *Mémoires* du général DE SAINT-CHAMANS (cousin germain de Mme Guizot), p. 298-300.

(3) Thibaudeau disait à Guizot quelques jours avant le départ de celui-ci : « Votre parti vaut mieux que le nôtre ! — Eh bien, répliqua ce dernier, pourquoi

part, dès le milieu d'avril l'enthousiasme bonapartiste est tombé, un revirement de l'opinion s'est produit qui s'affirme au début de mai, (1) l'Acte additionnel a mécontenté ou déçu ou exaspéré tous les partis ; les abstentions au plébiscite et aux élections, les insoumissions au décret rappelant les mobilisables en étaient le signe ; la Chambre élue le 8 mai n'était pas royaliste, puisque les royalistes avaient fait la grève des candidatures, pas bonapartiste non plus, mais libérale. Fouché intriguait de plusieurs côtés, cherchant un successeur à son maître.

Avec bon sens, Royer-Collard, Guizot et leurs amis jugeaient, que deux solutions seules étaient possibles : Louis XVIII ou Napoléon. S'ils se décidèrent à sortir de leur rôle d'informateurs, la crainte des ultra en fut la cause. Quand la Restauration se ferait, il importait qu'elle ne fût pas une victoire de l'ancien régime : si Guizot le pensait en 1814, combien plus pressant devait lui paraître en 1815 le danger que le gouvernement n'avait pas su éviter une première fois. Or les ultra de Paris les gagnaient comme une marée, ils avaient réuni à la cause royale une quantité « considérable » de dévouements et même parmi de hauts fonctionnaires tels que Dubouchage et Agier (2), Decazes (3) ; ils avaient des ramifications dans la garde nationale, on citait des noms de maréchaux et de généraux, on les évaluait à 12 000 organisés dans les différents comités de quartier (4). En province les coups de main et les escarmouches commençaient dans les départements bretons et vendéens le 10 avril, aboutissaient à une prise d'armes générale le 5 mai. Il paraissait donc urgent de mettre en quelque sorte la main sur le roi, si l'on ne voulait pas qu'à son arrivée à Paris il tombât sous le pouvoir de ce parti énergique. Or, vu de Paris, ce qui fonctionnait à Gand du gouvernement du roi n'était pas fait pour inspirer confiance : « Nous voyons la cour de Gand,

vous obstinez-vous à rester dans la position où vous êtes ? — Parce que, répondit-il, nous avons trop fait pour nous flatter d'un oubli du passé, sans en avoir d'avance une garantie suffisante » ; Goltz à Hardenberg, 2 juin. (MALET ET ROMBERG, *Louis XVIII à Gand*, t. II, n° 9, p. 244).

(1) Cf. Henri HOUSSAYE, 1815, t. I, p. 556 et suiv. Cf. *Journal* du maréchal DE CASTELLANE, p. 287.

(2) MORIN, *op. cit.*, p. 91.

(3) BARRUEL-BEAUVERT, *op. cit.*, p. 228.

(4) A. DE BEAUCHAMP, *Vie de Louis XVIII*, p. 121-122.

écrivait Lafayette à Mme d'Hénin le 15 mai (1), plus éloignée de nos principes qu'elle ne l'était aux Tuileries, la cour des princes fixée dans les sentiments de Coblenz et se réjouissant de se voir dégagée des obligations de la Charte. » En effet, pendant longtemps le roi a été là-bas livré à la seule influence des princes, du comte de Blacas et des récidivistes de l'émigration, ils en ont fait vite le siège victorieux ; le sage Jaucourt était seul dans une position subalterne ; Chateaubriand et Lally sont arrivés au début d'avril, mais le baron Louis n'arriva que le 12 mai, Beugnot n'arriva que le 19, Talleyrand n'arriva jamais. On sait à Paris que Gand attribue à la Charte la responsabilité de la catastrophe (2) ; si le *Journal universel*, dont le premier numéro est du 14 avril, est assez violent et maladroit pour mécontenter Talleyrand et inquiéter les souverains (3), on conçoit sans peine l'effet qu'il produit à Paris où la publication par le *Moniteur* des papiers de Blacas trouvés aux Tuileries a déjà été si désastreuse (4). Le comité Royer-Collard est sans relations, Guizot le dit formellement (5), avec Talleyrand : comme ils seraient fortifiés dans leurs craintes s'ils connaissaient les plaintes de Jaucourt sur « le divin comte » et ses intrigues (6), les représentations pressantes de Talleyrand écho des critiques des alliés, les missions de Fauche-Borel (7) et d'Alexis de Noailles (8) envoyés de Vienne en avril pour le même objet que Guizot le sera de Paris. Dans la deuxième moitié de mai, les constitutionnels

(1) *Mémoires* de LAFAYETTE, t. V, p. 498.

(2) Cf. sur la conduite et le langage du roi, des princes et de leur entourage les dépêches des ambassadeurs ou chargés d'affaires à leur gouvernement dans MALET et ROMBERG, *Louis XVIII à Gand* (recueil de documents), t. II.

(3) Lettres de Talleyrand à Jaucourt du 6 mai, du 17 mai (*Correspondance*, p. 328 et 349), Vienne, (6 mai) au soir « Le journal de Gand ne vaut rien, mon cher ami, il rappelle continuellement ce qu'il faut faire oublier et montrer que l'on oublie. Et puis toujours de la déclamation, cela fatigue et ennue la multitude pour laquelle les journaux sont faits. La France est sèche, la sensibilité n'y a plus d'effet. Il faut des faits, de la raison, de la discussion et des formes sincères » (*Lettre inédite de Talleyrand au comte de Jaucourt, communiquée par M. le marquis de Jaucourt*, pièce n° 136 de ses archives).

(4) HOBHOUSE, *Lettres sur les Cent-Jours*, p. 240.

(5) *Mémoires*, p. 82.

(6) *Correspondance* du comte DE JAUCOURT, p. 258, 260, 265, 268, 275, 291, 295 et 302.

(7) *Mémoires* de FAUCHE-BOREL, t. IV, p. 315 et suiv.

(8) *Correspondance* de JAUCOURT et de TALLEYRAND, p. 329-331.

comprirent qu'il était opportun et nécessaire d'agir. Arracher le roi aux influences des ultra à Gand, obtenir de lui un acte ou une déclaration qui l'enchaînerait sans équivoque à la cause constitutionnelle, le ressaisir avant qu'il ne soit la proie des ultra de Paris, obtenir le renvoi de Blacas et la constitution d'un ministère homogène qu'un seul homme, évidemment, pouvait avec autorité présider et conduire, le prince de Talleyrand, tel fut le programme dont la réalisation leur parut nécessaire au succès et à la durée d'une Restauration.

Une telle mission débordait le rôle rempli jusqu'ici par les jeunes émissaires du comité. Il fallait un homme de plus d'autorité et de poids. Guizot s'en chargea. Lourde charge : d'abord une certaine part de danger personnel : en allant à Gand, il tombait sous le coup du décret du 9 mai ; et puis, pour combien de temps d'absence ? C'était, à ce carrefour politique, une option définitive sans retour possible. Les sentiments personnels, un amour passionné qui souffrait de la moindre séparation, l'attente d'un enfant semblaient devoir le retenir. Néanmoins il n'hésita pas ; sa jeunesse, la médiocre importance de son personnage devaient lui rendre le voyage plus facile, comme elles lui faisaient en partie illusion sur la gravité des conséquences ultérieures. Et puis c'était rouvrir cette porte sur la vie publique qu'il avait crue, à regret, fermée pour toujours : en cas de succès, c'était la carrière assurée. D'ailleurs il y a chez Guizot une décision de caractère, comme une ardeur joyeuse, un orgueil de défi à se porter au-devant des responsabilités ; il y a en lui un beau tempérament de lutteur joint à une grave soumission au devoir : « J'aurais honte de moi-même, si la crainte de la responsabilité et les appréhensions de l'avenir pouvaient m'arrêter quand les circonstances m'appellent à faire, dans les limites du devoir et de ma propre pensée, ce que commande à mes yeux l'intérêt de mon pays (1). » Enfin une dernière raison, d'ordre sentimental, se mêla à sa décision : la volonté, le devoir envers la femme qu'il aimait, de tirer tout le parti possible de lui-même, d'atteindre à tout ce qu'il pouvait de grandeur pour se montrer digne du choix qu'elle avait fait de lui ; que se présentât une occasion de s'élever, de révéler ce dont elle

(1) *Mémoires*, t. I, p. 83.

le sentait capable, c'était un devoir de la saisir, et cette obligation était si impérieuse qu'il avait le sentiment — erroné sans doute, — que sans son amour il se serait abandonné à la paresse et au mépris des hommes. « Sais-tu ce qui m'a décidé, mon amie? lui écrit-il de Gand, alors que le doute sur l'efficacité de sa mission commence à l'assaillir et qu'il a besoin de se fortifier dans la résolution qui l'y a conduit, — le désir de devenir tout ce que je dois être pour que rien ne manque à ton bonheur, de remplir tous les devoirs que m'impose ce que tu penses de moi. C'est à toi que tiennent mon activité et mon ambition ; c'est à cause de toi que je ne veux négliger aucune occasion de me distinguer des autres hommes (1). »

Il quitta Paris le 23 mai (2), l'esprit en repos, le cœur déchiré.

III

Son voyage se fit sans obstacles. Soit connivence des fonctionnaires locaux, soit négligences ou imprudences de la capitale, soit incapacité matérielle de surveiller toute la frontière, les autorités impériales étaient impuissantes à empêcher les correspondances et même les allées et venues entre Gand et Paris (3).

(1) Deuxième lettre, 4 juin 1815, fragment cité par Mme DE WITT, *M. Guizot dans sa famille et avec ses amis*, p. 51.

(2) DUVEROIER DE HAURANNE, t. II, p. 579 et PASQUET, t. III, p. 217, font erreur quand ils placent le voyage de Guizot au début de juin après le Champ de mai.

(3) Ainsi le directeur des postes est obligé à la fin d'avril d'envoyer des inspecteurs faire une enquête sur la « moralité » des receveurs et essayer de découvrir les auteurs des transports frauduleux de lettres et de gazettes contraires au gouvernement ; (Bulletin du 1^{er} mai). Le ministre de la Guerre signale à la police le 9 mai que le directeur des postes de Saint-Omer et son fils sont d'ardents royalistes (Bulletin du 11 mai). Le préfet du Nord signale le 1^{er} mai qu'on a délivré à Paris des passeports pour Lille à deux gardes du corps de Monsieur (Bulletins des 7 et 8 mai). D'ailleurs Eymard signale de Boulogne que toute surveillance des communications de la Belgique sera vaine tant que celles avec l'Angleterre seront si faciles (Bulletin du 11 mai). Le commissaire extraordinaire envoyé à Dunkerque signale le 8 mai que la frontière des Pays-Bas est surveillée de façon illusoire : les relations sont continuelles de Lille à Gand (Bulletin du 13 mai) (Bulletin de police, *Archives nationales*, F. 7, 3147). Je pourrais multiplier des exemples. C'est ainsi que trente négociants de Paris, membres de la garde nationale, ont franchi les lignes pour venir prendre le service de la garde du roi, le jour anni-

Guizot eut plus de difficultés avec les officiers du roi qu'avec ceux de l'Empereur : un commissaire royal (1) était chargé à la frontière de diriger sur Bruxelles les Français entrant en Belgique : là, le comte de Semallé était officiellement commis à les reconnaître et les surveiller, les autorités hollandaises craignant toujours de voir se glisser aux Pays-Bas des propagandistes de la réunion de la Belgique à la France. Or Blacas était au courant de la mission de Guizot et en avait témoigné au baron d'Eckstein, commissaire général du roi des Pays-Bas à Gand, quelque humeur ; « Que vient faire ici ce jeune homme ? Il a, de je ne sais qui, je ne sais quelle mission auprès du roi (2) ». Comme il avait déjà le mois précédent, voulu arrêter la mission de Fauche-Borel (3), il donna ordre à Semallé de retenir quelque temps Guizot à Bruxelles (4). Guizot arriva cependant à Gand le 28 mai dans la soirée : son beau-frère le comte de Meulan, qui avait voulu passer par l'Angleterre fut moins heureux ; arrêté par une canonnière et conduit à Rouen, il fut mis au cachot et y resta (5).

Dans « ce vestiaire, derrière les coulisses du spectacle ouvert à Paris » comme dit Chateaubriand, Guizot (6) arrivé avec de grands desseins fut trois jours tout à la politique. Sa première visite fut pour Jaucourt et Louis, il vit la situation plus grave encore qu'on ne la voyait de Paris ; « le parti de Coblenz est

versaire de la rentrée du roi à Paris. (DURDENT, *Cent dix jours du règne de Louis XVIII*, p. 32. Bibl. nationale, L. b⁴⁰. 11).

(1) La présence de ce commissaire est signalée le 5 mai par le ministre de l'Intérieur au ministre de la Police (Bulletins des 7 et 8 mai. *Archives nationales* : F. 7, 3147. *Souvenirs du comte de SEMALLÉ*, p. 228).

(2) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 87.

(3) *Mémoires de FAUCHE-BOREL*, t. IV, p. 315-325.

(4) SEMALLÉ, p. 231-232, Semallé commet d'ailleurs deux erreurs : en croyant se souvenir que Laborie et Bertin de Vaux sont arrivés en même temps que lui, alors qu'ils sont à Gand depuis le début d'avril, d'autre part en disant que Guizot fut retenu une dizaine de jours à Bruxelles : les dates des lettres de Guizot s'y opposent. Semallé connaissait Guizot qu'il avait rencontré chez la marquise de Saint-Chamans.

(5) *Mémoires du général de SAINT-CHAMANS*, p. 298.

(6) Tous les détails qui suivent sont empruntés aux lettres de Guizot à sa femme (VAL-RICHER, *Correspondance avec Mme Guizot née de Meulan*), lettres très longues inédites sauf des fragments de la deuxième, 4 juin (Mme de Witt, *M. Guizot*, p. 51) et de la dernière, 29 juin (*Mémoires*, p. 90). Guizot s'est lui-même servi de la première pour le récit de son entrevue avec le roi (*Mémoires*, p. 85).

plus fou et plus actif que jamais, le parti constitutionnel dans l'inaction et dans l'attente, M. de Blacas encore en plein crédit ». Successivement il se rend ensuite chez Anglès, Mounier, Beugnot, Chateaubriand, Lally-Tollendal, partout même déclarations, mais, déception inattendue, « j'ai de plus observé avec peine qu'ils n'étaient pas aussi intimement unis d'opinion et de projets qu'ils auraient besoin pour exercer une grande influence ; les idées des uns sont trop peu approfondies, celles des autres trop exclusives ; il manque encore *the leading man*, ils le sentent eux-mêmes et ils espèrent que M. de Talleyrand viendra ». Il était là au milieu d'amis et de compagnons d'idées ; il aborda le groupe de Coblenz par une visite au duc de Feltre, l'atmosphère était différente ; les préventions éveillées par son attitude au ministère de l'Intérieur avaient été renforcées par une note perfide du *Moniteur Impérial* du 14 mai 1815 qui faisant une confusion, volontaire sans doute, entre lui et son frère employé au ministère, l'avait représenté comme ayant conservé ses fonctions avec Carnot ; les ultra de Gand avaient si bien adopté cette version que nous la retrouvons dans une dépêche de l'ambassadeur prussien (1). Le duc de Feltre le reçut froidement et Guizot dut commencer par s'expliquer sur cette question de serment : le nuage dissipé, ils causèrent longuement, Guizot donna au ministre des renseignements qu'il tenait d'un employé des bureaux de Davoust sur les effectifs et la composition de l'armée impériale (le duc de Feltre s'empressa d'ailleurs de les communiquer à l'ambassadeur prussien) (2) ; en le quittant, le ministre lui déclara avec effusion, « Monsieur Guizot, il y a plus d'un an que je n'ai eu une aussi bonne conversation. » Ses amis l'emmenèrent dîner à la campagne et là, dans la solitude discrète, on lui apprit la plus étrange folie : un mémoire fait par le parti émigré sur la conduite que le roi aurait à tenir à son retour : sur dix hommes qui ont servi le roi, disent-ils, il y a sept à pendre, deux à envoyer aux galères et le

(1) Lettre de Goltz à Hardenberg, 2 juin, transmettant certains renseignements qu'il tient de Guizot arrivé depuis deux jours à Paris, où il avait continué ses fonctions sous le nouveau ministre Carnot, dans le dessein d'être utile à la cause du roi, on a fini par le destituer parce qu'on se méfiait de lui (MALET et ROMBERG, t. II, p. 247).

(2) Feltre à Goltz, 30 juin, annexe à la dépêche citée ci-dessus. Guizot ignore sans doute le fait, car il n'en mentionne rien dans ses lettres.

dernier peut à la rigueur être honnête homme. Ils se proposent de demander à l'empereur Alexandre des terres en Sibérie pour les acquéreurs de biens nationaux ; M. de Jaucourt avait le mémoire en poche. Le 31 dans la matinée il alla voir Blacas qui le reçut avec sa morgue froide. Singulière conversation de plus d'une heure : « Je lui ai dit à peu près tout ; il a demandé ce qu'on pensait de lui à Paris, je lui ai répondu qu'on craignait beaucoup de l'y revoir. — Quels reproches me fait-on ? — Alors je suis entré en matière et il m'a écouté ; il en est venu à l'abbé de Montesquiou, m'a parlé de leur brouillerie, s'est plaint des vivacités de l'abbé, etc. Je suis entré dans quelques détails sur les causes de cette brouillerie, sur le fâcheux effet qu'avait produit, dans le ministère comme dans le public, le crédit presque exclusif qu'il avait voulu conserver : il était, je suis sûr, plus embarrassé que moi, et il a fini cependant par m'engager à revenir causer avec lui le matin ; je serais bien trompé si la plupart de ses torts ne tenaient à la médiocrité de son esprit. »

Le même jour, sur le désir de Jaucourt, il entama le cercle des ambassadeurs. Le ministre prussien Goltz le reçut aimablement : il fut si frappé des renseignements de Guizot, qu'il lui demanda d'en composer un petit mémoire. Guizot se mit à l'œuvre le soir même, remit son mémoire le lendemain matin et Goltz l'expédia à Hardenberg comme venant d'un homme d'esprit et fort bon observateur (1).

C'est en effet une page intéressante et habile où il montre le revirement de l'opinion en France après que la stupeur et la crainte se sont dissipées, que la réflexion et la préoccupation de l'avenir sont revenues : il fait un tableau de l'opinion royaliste impuissante à agir par suite de la surveillance de la police, mais qui se traduit en chansons, affiches, pamphlets, que les gens du peuple distribuent aux passants, que les bouchers envoient dans les provinces par les marchands de bœufs, dont les femmes de la halle enveloppent leurs denrées ; l'opinion universelle des partisans de Bonaparte comme de ses ennemis, de Bonaparte lui-même, « c'est qu'il ne peut pas durer, qu'il fait chaque jour un pas vers sa chute et

(1) Dépêche n° 9 du 2 juin contenant en annexe le mémoire de Guizot daté du 30 juin (MALET et ROMBERG, t. II, p. 247).

que tous ses efforts ne serviront qu'à la rendre plus violente et plus douloureuse », les grands fonctionnaires ne songent qu'à se ménager une issue. L'argumentation de Guizot est habile : s'étant débarrassé ainsi du bonapartisme, il pose la question entre révolution et royalisme. La France, dit-il, est devant un dilemme : ou les Jacobins ou la Monarchie, mais en vérité son choix est fait : les jacobins n'ont pu rallier la bourgeoisie et les propriétaires ; leurs chefs même, comme Sieyès, sont mécontents d'avoir été troublés dans la sécurité que leur valait l'oubli. Conclusion qui s'impose : les alliés doivent mettre tout en œuvre pour appuyer les Bourbons ; mais les termes de cette conclusion montrent la préoccupation des constitutionnels de Paris qui s'inquiètent par avance des fourgons de l'étranger : « Les Alliés seront reçus en libérateurs, ils ont déjà joué ce beau rôle ; la nation espère qu'ils seront encore ce qu'ils ont été ; mais il faut le dire, elle se sent humiliée et blessée d'avoir encore besoin de leur secours... Les sentiments patriotiques sont plus forts en France qu'on serait disposé à le croire, en ne jugeant que d'après les derniers événements ; la modération des Alliés est l'arme la plus puissante dont se serve le parti royaliste ; les excès des troupes donneraient à Buonaparte tous les hommes qui ne sont d'aucun parti, c'est-à-dire la masse de la population. Il dépend des Alliés d'avoir pour eux presque toute la France ou de la livrer tout entière à Buonaparte qui s'en servira contre eux avec son énergie accoutumée. La nation française veut la liberté et la paix ; elle ne l'espère pas de Buonaparte, elle l'attend des Alliés et du roi ; rien n'importe davantage que de ne pas tromper son attente. »

Jusqu'ici la mission de Guizot s'annonçait heureuse ; il s'était fait écouter avec attention, même de ses adversaires, et avait frappé. Restait cependant la démarche essentielle. L'audience du roi lui fut accordée le 1^{er} juin. Voici le récit, tout naïf, de cette entrevue, aussitôt noté par Guizot : « Quatre heures, — je sors de chez le roi — qu'on est sot la première fois qu'on se trouve en tête-à-tête avec un roi ! La bonté avec laquelle j'ai été accueilli m'a plus embarrassé que ne l'aurait fait de la sécheresse ou de la hauteur ; j'arrivais avec l'intention de dire des vérités qui pouvaient être désagréables ; mon courage a failli à l'aspect du visage paternel de ce souverain détrôné ; je n'ai pu parler d'abord que des bons

sentiments des Parisiens, de leur désir de revoir le roi, de leur activité pour le servir, etc. J'en ai parlé assez gauchement, je n'étais ni intimidé ni mal à mon aise, mais j'étais embarrassé et incertain. Le roi m'a beaucoup questionné, et ses questions m'ont remis en train. Je lui ai dit alors que l'idée la plus funeste pour la cause royale, celle qu'on ne pouvait se trop presser de combattre, c'était la crainte que son rétablissement ne fût de courte durée et qu'une nouvelle révolution ne l'exilât encore du royaume. — Comment pourra-t-on conserver cette crainte quand la force motrice des révolutions n'y sera plus? Si Buonaparte retourne à l'île d'Elbe, nul doute que tout recommencera; mais en finissant de Buonaparte, on finira des révolutions. — Sire, la crainte dont j'ai l'honneur d'entretenir Votre Majesté ne disparaîtra pas tout à fait avec lui. — Quelle en serait la cause? — La faiblesse du gouvernement, l'incertitude de sa marche, la lutte des anciens et des nouveaux intérêts, des anciennes et des nouvelles opinions, la facilité que trouveraient peut-être les divers partis à manifester encore leurs prétentions et à renouer leurs intrigues, la désunion et l'incapacité du ministère. » Le roi n'a rien répondu. Je lui ai parlé des protestants du Midi, des luthériens d'Alsace et des acquéreurs des biens nationaux; je lui ai dit comment les prétentions et les imprudences d'un parti insensé avaient suivi la même marche et produit les mêmes effets que les manœuvres d'un parti ennemi; j'ai cité quelques faits, le roi m'a écouté avec attention et m'entendant raconter quelques-unes des scènes qui se sont passées à Nîmes, il a répété plusieurs fois : « C'est mal, c'est fort mal. » Dans le cours de la conversation, il m'a redit deux fois : « Je tiendrai tout ce que j'ai promis dans la Charte ». Mais j'ai vu avec chagrin qu'il ne pénétrait pas plus avant et qu'il croyait que, sans Buonaparte, le gouvernement aurait fort bien pu marcher toujours, comme il marchait depuis dix mois. Ce n'est pas dans un entretien d'un quart d'heure qu'on peut traiter de pareilles questions : aussi ne l'ai-je pas essayé. D'ailleurs j'avais mal débuté, j'avais été faible en entrant, médiocre ensuite, je commençais à en dire beaucoup et à le bien dire, quand le roi m'a fait un signe de tête et je suis sorti. » Pauvre Guizot ! de quel poids pouvait être la parole d'un petit professeur de vingt-sept ans et demi, sur un monarque prévenu ! Il faisait l'expérience

de cette bienveillance indifférente de Louis XVIII, qui semblait toujours écouter avec attention et approbation, jusqu'à ce que fût écoulé le temps que sa courtoisie savante avait dosé à la situation de l'interlocuteur. Et puis ce prestige de la majesté souveraine, le spectacle inattendu de la sérénité hautaine de ce vieillard immobile : « Je comprends, ajoute-t-il mélancoliquement, je comprends à présent non pas qu'il soit difficile de dire la vérité à un roi ; mais qu'il soit aisé de se laisser aller à la lui taire. » Et avec son intelligence, il a aperçu tout à coup l'impossibilité d'une mission qu'il avait acceptée avec tant de confiance juvénile. « Le roi attendait de moi des nouvelles et non des conseils et j'avais à lui donner plus de conseils que de nouvelles. » Ce récit, écrit au sortir de l'audience n'indique pas, à la différence du récit des *Mémoires* littérairement arrangé, qu'il ait même osé ou réussi à citer le nom fatal du comte de Blacas ; sans doute la mémoire plus tard s'attachant d'avantage à l'objet de sa mission, a-t-elle perdu le souvenir de son impuissance humiliée, comme elle s'est fait illusion sur la longueur de l'entretien ; la vérité psychologique dépose en faveur de la sincérité des premières impressions.

Cette audience marquait évidemment la faillite de la téméraire mission. Aucun résultat n'en sortit et ne pouvait en sortir. La domination du parti ultra sur l'esprit du roi n'en fut pas ébranlée. Comment Guizot aurait-il réussi, quand Beugnot et Louis venaient d'échouer malgré la force d'argumentation du mémoire écrit le 10 mai (1), quand les intimes mêmes comme Gain de Montagnac, le 16 mai, conseillaient en vain à Blacas de se retirer (2), quand Talleyrand n'obtenait rien malgré le poids de sa propre parole et les remontrances des souverains dont elle était l'écho ! Au reste, Blacas avait beau jeu d'opposer aux réclamations des constitutionnels de Gand et de Paris l'autorité si puissante de Lainé, un libéral pourtant, qui, pas plus au cours de sa visite secrète à la

(1) DUVERGIER DE HAURANNE, t. II, p. 573, met en doute l'existence de ce mémoire. A tort. En effet cf. dépêche de Pozzo di Borgo à Nesselrode, de Bruxelles. 23 mai, n° 31 (*Correspondance diplomatique POLOVTSOFF*, p. 237). J'ai trouvé la minute de ce mémoire d'ailleurs, dans les papiers de Beugnot, de sa main. (*Archives nationales*, AB. XIX. 349.)

(2) NETTEMENT, t. II, p. 392.

fin d'avril que dans ses lettres nombreuses du mois de mai (1) ne paraissait même avoir l'idée que Blacas ne dût pas présider au retour du roi? N'est-elle pas la preuve convaincante de l'échec de la mission Guizot, cette furieuse ordonnance préparée par Dambray et Chateaubriand sur la punition des dommages et persécutions infligées aux sujets fidèles et dont les ministres, les juges et les agents d'exécution étaient déclarés responsables? Elle formait des commissions militaires, aux sentences exécutoires dans les vingt-quatre heures au fur et à mesure de la réoccupation du territoire : il fallut l'intervention des ambassadeurs sollicitée par Beugnot, Louis et Jaucourt pour la suspendre (2 juin) (2). Et ne voyons-nous pas le gouvernement royal revenir, dans les premiers jours de juin, à cette guerre de chouans que Montesquiou avait su faire écarter le 16 mars (3)? Le 13 juin, enfin, des instructions sont données à Hyde de Neuville, de se rendre à Paris pour organiser un gouvernement provisoire (4). Quelle liste lui est-il donnée pour former ce gouvernement? avec les deux maréchaux Macdonald et Oudinot, Dubouchage, Chabrol, le bailli de Crussol et le général de Viomesnil, Hyde de Neuville et Vitrolles, Pasquier (5); sauf ce dernier, qui venait de se mettre par l'intermédiaire de Guizot à la disposition de Louis XVIII (6), aucun nom de constitutionnel. Pasquier s'étonne dans ses *Mémoires* de n'y point voir figurer Royer-Collard; celui-ci serait déplacé dans cette compagnie d'ultra. C'est au parti des coups de main que se confiait le roi, et non au comité des constitutionnels.

(1) NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, t. II, p. 268-269, 384-387 (analyse de ces lettres qu'il a consultées aux archives de Blacas).

(2) Cf. le projet d'ordonnance dans MALET et ROMBERG, t. I, n° 22, la lettre de Charles Stuart à Castlereagh du 2 juin, racontant leur intervention (*idem*, t. II, n° 89).

(3) Voir les instructions données à cet effet au duc de Tarente, au duc de Bourbon, au maréchal Gouvion-Saint-Cyr, au vicomte de Bertier (*idem*, t. I, n° 27 à 31 d'après les archives de Blacas), rédigées sur le conseil du comte d'Artois (*idem*, n° 65, p. 113) le tout en vertu de l'article 14 de la Charte.

(4) MALET et ROMBERG, t. I, n° 32. HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires*, t. II, p. 94.

(5) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 266-267.

(6) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 86, dit que deux grands fonctionnaires impériaux se sont fait recommander par lui au roi, l'un est Molé d'après DUVERGIER DE HAURANNE, t. III, p. 180, l'autre me paraît être Pasquier. Le roi aurait répondu de l'un qu'il comptait sur lui, était heureux de ses dispositions et savait ce qu'il valait, de l'autre qu'il ne voulait rien entendre. Molé fut en effet tenu à l'écart par la deuxième Restauration.

IV

Alors commencèrent les jours monotones, désœuvrés, de l'exil, où la solitude était plus douloureuse dans l'agitation d'une petite ville subitement bondée d'étrangers, encombrée de recrues belges et anglaises qui accouraient rejoindre le camp de Wellington, défilant et s'exerçant au son du petit clairon ou de la musette écossaise dans le désordre des troupes et des trains d'artillerie, où les émigrés erraient fébrilement, courant des uns aux autres, du roi à Monsieur, d'un ministre à l'autre, aux nouvelles ou aux cancans, secouée tout à coup au début de l'après-midi par le grand équipage à six chevaux du roi de France emporté à toute allure au milieu de ses gardes du corps, ville de province haussée tout à coup au rang de capitale et abritant au milieu de ses tranquilles béguinages et de la placidité de ses bourgeois tout un corps diplomatique et des quartiers généraux. Guizot, comme les autres, sans trop d'argent, vivait à l'auberge à trois francs de pension. Le matin, il allait faire sa promenade sur la Grand'place, arpentant les belles allées d'arbres en frac noir avec la cocarde blanche au chapeau : il y rencontrait ses compagnons d'exil (1). Il avait eu d'abord l'illusion de pouvoir être utile ; mais s'il avait repris le titre de secrétaire général du ministère de l'Intérieur, il n'y avait pas dans un ministère sans territoire à administrer plus de besogne pour le secrétaire général que pour le ministre. Il composa un article pour le *Journal universel* et comptait en faire d'autres : son article déplut-il, ou Lally et les siens suffisaient-ils à la besogne ? On ne voit au journal rien qu'on puisse attribuer à sa main et plus tard, en effet, il démentira y avoir jamais collaboré (2). Il songea alors à étudier sous forme de mémoire toutes

(1) MAZAS, *Mémoires sur la Révolution de 1830*, p. 339. Au moment où il écrit des mémoires Mazas destitué de sa place à la bibliothèque de l'Arsenal se venge en racontant sur Guizot à Gand des histoires extraordinaires où il le montre pleurant de tendresse devant l'hôtel du comte d'Artois, réclamant des cours prévôtales, etc., p. 340 et suiv. ; les extraits de lettres intimes de Guizot que l'on va lire, joints à tout ce que nous avons montré de sa passion politique, indiquent le cas qu'il faut faire de ce récit.

(2) *Journal des Débats*, 1835.

les questions du jour et à entreprendre un grand travail sur le gouvernement de la première Restauration, ses erreurs, ses fautes et l'état du pays (1). Il ne resta rien de ses projets.

Les journées furent longues, c'était l'habitude entre émigrés de se rendre visite constamment, moins par égards et par intérêt, que pour tuer le temps : « Nous sommes si ennuyés que nous nous ennuyons réciproquement, et, quand on se cherche, c'est plutôt pour donner un but à ses pas que dans l'espoir de s'amuser ensemble. » Mais Guizot se déplut à cette « insignifiante agitation », il abandonna le monde. Il n'avait pas l'heureuse légèreté de Beugnot, ou la sensible exaltation de Lally-Tollendal qui se grisait de ses paroles et de ses larmes. Il était trop petit personnage pour aller à la cour de Monsieur ou du roi : naissance, religion, idées politiques, tout l'éloignait de la société nobiliaire. Et puis, il portait partout le poids de son cœur trop plein, de ses inquiétudes, qui s'affolaient aux mauvaises et fausses nouvelles, comme au 3 juin le bruit d'émeutes et d'incendies dans Paris, ou se désespéraient d'être encore le 8 juin sans nouvelles ; et il confiait à ses lettres les invocations passionnées et les regrets de son bonheur conjugal. Il prit le parti de rester chez lui à lire ou à écrire : « Quand je suis las d'être seul, je vais faire un trictrac ou une partie de billard dans un cercle où je me suis fait présenter ; j'aime beaucoup mieux cela que d'aller, de porte en porte, associer mon ennui à l'ennui de tous les désœuvrés, d'autant que l'ennui des autres m'ennuierait encore plus que le mien propre (2). » Ou bien il s'en allait à la bibliothèque : sur le registre d'honneur il accompagnait sa signature d'une devise où il affirmait sa foi : *Patriæ totus, et ubique* (3). Les seuls bons moments étaient le dîner, avec quelques hommes que, en tout temps et partout, il aurait été bien aise de rencontrer, Malgré la maigre chère dont on laissait Beurnonville faire justice en quelques mots, les convives demeuraient parfois jusqu'à la nuit, retenus par la conversation étincelante de ces hommes d'esprit et de savoir, Beugnot, Capelle, les saillies

(1) Lettre à sa femme du 4 juin.

(2) Lettre du 12 juin.

(3) A la date du 8 juin 1815, p. 9 du Livre d'or, M. Willem de Wroesse, bibliothécaire en chef de l'Université, a bien voulu faire pour moi cette recherche, il n'a découvert aucune autre mention de Guizot sur les registres, aucune non plus dans les deux journaux locaux, le *Journal de Gand* et la *Gazette van Gent*.

et la verve entraînant de Mounier, l'amour de la discussion de Guizot et l'ampleur qu'il lui imprimait par l'étendue et la variété de ses connaissances. Parfois, par d'admirables journées, Capelle, l'économe de la bande, organisait des excursions dans la campagne : Chateaubriand se joignait à eux, et on partait à pied, on allait manger des matelotes de poisson blanc à la guinguette du *Strop*, avec un plat de pommes de terre à l'anglaise, arrosé de bière de Louvain ; on n'avait plus le droit que de parler de littérature ou de beaux-arts, la politique était proscrite, on s'attachait et l'on revenait au coucher du soleil, à travers la plaine où les barques des innombrables canaux avaient l'air de glisser sur l'herbe (1).

Mais c'étaient là de rares diversions qui faisaient plus lourds ensuite le désespoir solitaire et la lassitude. Sur ce milieu de gens désœuvrés, entassés les uns sur les autres, il passait parfois un vent de découragement : dans l'ignorance où l'on était de l'état réel des choses, les pessimistes voyaient Napoléon s'affermir, prétendaient que le temps travaillait contre les Bourbons et Guizot avait besoin de faire appel à tout ce qu'il avait observé pendant deux mois à Paris, de se raidir contre l'impatience, de se persuader que « si Buonaparte emploie bien son temps, les alliés ne le perdent pas non plus », pour ne pas douter du succès (2). D'autres jours, c'était l'écœurement des racontars, des médisances, de la malignité : « Je suis sûr qu'on a déjà débité sur mon compte cent propos ridicules, qu'on a colporté et commenté de cent façons tout ce que j'ai pu dire depuis mon arrivée, que j'ai été l'objet d'une multitude de questions, d'observations, de préventions ; et malgré mon indifférence de ce que peuvent dire ou penser de moi les hommes qui ne me connaissent point, malgré mon dédain pour ces misérables tracasseries, je ne puis me défendre d'un sentiment très pénible en me voyant réduit à une oisiveté qui ne me laisse aucun moyen de montrer ce que je suis » ; dans ces moments il faisait un retour sur lui-même : « Je cherche dans l'amour de mon pays, dans ma haine contre Buonaparte, dans le désir de servir la plus juste des causes, de la force contre

(1) BEUGNOT, *Mémoires*, t. II, p. 283. CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, t. III, p. 504.

(2) Lettre à sa femme du 5 juin.

mon chagrin. Sûr de n'avoir été conduit à Gand que par des sentiments honorables et désintéressés, je les appelle à mon secours contre le découragement et l'impatience, et ils viennent presque toujours relever et affermir mon âme abattue (1). »

Dans sa solitude, il méditait et son éducation politique s'achevait. L'incompatibilité de cette société d'ancien régime qui étalait sous ses yeux son aveuglement, ses légèretés, ses mille petites ambitions vigilantes, et la sottise qui lui cachait sa propre responsabilité dans la catastrophe (2), avec la France nouvelle issue de la Révolution, lui apparaissait lumineuse. Il avait eu une conception théorique de ce danger inhérent à la Restauration, il en avait désormais l'expérience. « S'ils savaient combien la France d'aujourd'hui ressemble peu à celle dont ils se souviennent, s'ils connaissaient cette nation nouvelle, dont les intérêts, les opinions, les sentiments, les habitudes n'ont aucun rapport avec ce qu'ils ont vu et ce qu'ils supposent encore, s'ils pouvaient comprendre dans toute son étendue cette métamorphose politique à laquelle nous avons tous participé, ils éviteraient, je n'en doute pas, la plupart des fautes où ils sont tombés et où ils tomberont peut-être encore. » S'il avait pu penser autrefois que la Restauration pouvait être une fusion, la réflexion sur les causes de la catastrophe, la connaissance directe des hommes de l'émigration l'amenaient à des conclusions plus radicales : « tant que le gouvernement des Bourbons ne sera pas *moderne* et *national*, les souvenirs et les idées dont ils cherchent à se faire un appui, ne seront pour eux qu'une source d'obstacles et de dangers (3) ».

Chateaubriand a raconté, dans son magnifique langage, l'affolement du gouvernement royal à la nouvelle des succès de Napoléon à Ligny, le faux bruit d'une défaite de Wellington, les préparatifs de départ pour Anvers. Les *Souvenirs* du comte de Semallé ont précisé tous les détails de ces journées (4). Il n'y a rien de plus dans les lettres de Guizot : le 16, il avait appris à la fois le début des hostilités et l'arrestation de son beau-frère, et il

(1) Lettre du 12 juin.

(2) Voir le passage de la lettre du 4 juin publiée par Mme DE WITT, p. 51.

(3) Lettre du 5 juin.

(4) *Mémoires d'outre-tombe*, édition Biré, t. IV, chap. I. SEMALLÉ, *Souvenirs*, p. 250-257.

faisait comme les autres, des préparatifs de fuite, « navré, honteux, humilié » ; et puis le 17, il avait « le ravissement inexplicable » de recevoir des nouvelles de sa femme datées du 13 ; il passait la nuit du 18 sur pied, le sang-froid revenu avec l'assurance que les siens étaient saufs ; enfin, le 19, à 11 heures, la nouvelle de Waterloo. Les émigrés de Gand négligèrent de penser que cette victoire, leur victoire, était remportée sur des Français, que Prussiens et Anglais ne cessaient pas d'être les ennemis de la France pour être les alliés du roi : ils se réjouissaient sans arrière-pensée. Il n'en fut pas de même de Guizot : il faisait un retour sur les conditions de la victoire et il s'assombrissait ; l'intellectuel en lui concevait un amour de la patrie plus pur, désincarné de toute force militaire ; il avait besoin, pour apaiser son trouble, de pitié pour les âmes simples trop facilement abusées par l'ardeur de leur foi nationale sur les mobiles des chefs qui les entraînaient : « Quelle victoire ! elle m'a comblé de joie et cependant j'ai eu peine à en supporter les détails ; jamais l'armée française n'avait déployé tant de bravoure et essuyé de si affreux revers ! Quel dommage que la bravoure ne soit qu'une vertu aveugle aux ordres de quiconque sait s'en emparer ! » Et c'est contre Napoléon que son imprécation exhale la rage d'avoir à se réjouir d'une victoire remportée sur des malheureux qui se font tuer pour l'ennemi de la France, « avec le courage qu'ils auraient mis à défendre la France même » ; « pourra-t-on s'indigner jamais assez contre le misérable qui a étouffé dans le cœur de tant d'hommes tout sentiment d'indépendance et qui a abruti leur raison au point de leur persuader qu'en combattant pour lui, ils combattaient pour la patrie ! Jamais je ne lui pardonnerai d'avoir réussi à déshonorer de la sorte la valeur française ». Le lendemain il allait à Bruxelles et revenait le cœur navré du spectacle des blessés déposés dans les rues, des colonnes de prisonniers tristes, abattus et il se courbait sous l'humiliation (1). Il y a là une note de pitié, de charité patriotique, qu'on n'entendait guère dans l'armée des princes. Autour de lui la victoire avait tourné les têtes : « Il n'y a pas d'ancienne bêtise qu'on ne répète encore, on en invente chaque jour de nouvelles.... on passe à chaque instant

(1) Lettre du 22 juin.

de l'abattement le plus absolu à la confiance la plus aveugle : on ne paraît pas se douter qu'il y ait aujourd'hui quelque difficulté à régner ». « Quant à moi, ajoute-t-il, mon parti est bien pris : s'il ne s'établit pas un système de gouvernement raisonnable et conforme aux besoins du temps, si l'on continue à marcher à l'aveugle, sans plan, sans prévoyance, sans force, comme on l'a fait l'année dernière, je ne m'associerai pas à une telle incapacité ; je ne veux pas perdre ma réputation en faisant partie d'un gouvernement que je me serais en vain efforcé de bien servir ; je suis assez jeune pour attendre, je suis trop peu connu encore pour me hasarder sans inconvénients au milieu d'un déluge de fautes dont je recevrais les éclaboussures ! »

Guizot quitta Gand le 23 au soir, trente-six heures après le roi, Mounier et lui firent route dans la même voiture. Une dernière lettre à sa femme du 29 juin (1), de Cambrai, raconte les péripéties du retour et tout le drame de la démission de Talleyrand qu'ils apprirent en même temps que le renvoi de Blacas, en arrivant à Mons, les longs conciliabules entre ministres et ambassadeurs, la démission de Louis, Beugnot et Jaucourt qui font cause commune avec le prince. Guizot assiste en simple spectateur, mais passionné, à toutes les révolutions de palais où se jouait le sort de la monarchie constitutionnelle (2). « M. Anglès, M. Mounier et moi étions décidés à suivre (les ministres démissionnaires) et à attendre à Bruxelles le moment où la crise finie d'une manière ou d'une autre, nous pourrions rentrer en France pour y vivre hors des affaires. » Au rétablissement qui remit Talleyrand en selle, aux décisions et proclamations successives du roi, à tous ces chassés-croisés d'intrigues par où Louis XVIII

(1) Guizot en a publié une partie dans ses *Mémoires*, t. I, p. 90 en la raccourcissant, en l'expurgeant de tout ce qui est l'expression de ses sentiments personnels et en en résumant certains passages.

(2) Mme DE CHATEAUBRIAND, *Cahiers*, p. 157, prétend qu'à Mons, Guizot et l'abbé Louis firent tout ce qu'ils purent pour empêcher Talleyrand de rejoindre le roi à Cambrai, pour l'aigrir et le fortifier dans son ressentiment. Guizot ne dit rien de tel dans sa lettre du 29 à sa femme : il parle au contraire de « son chagrin » en entendant Talleyrand développer le programme de gouvernement qu'il fallait suivre et qui se trouvait par là même abandonné. D'ailleurs Guizot est bien peu de chose pour intervenir dans cette délibération de six heures des ministres et des ambassadeurs. Mme de Chateaubriand grandit rétrospectivement son rôle.

remonta sur le trône et le parti constitutionnel au pouvoir avec Fouché pour introducteur, Guizot n'eut naturellement aucune part : tout cela se passait dans une sphère où il n'avait pas accès. Il arriva à Cambrai le 26 juin dans la soirée : « En remettant le pied sur le sol français, j'ai cru renaitre à la vie, il me semblait que je respirais plus doucement et que mon sang circulait plus librement dans mes veines : nous étions en France, tout nous annonçait que nous serions bientôt à Paris et nous espérions que la raison reprendrait enfin son empire ». L'optimisme le reprenait : « Nous avons décidément pris l'avantage sur les fous : que nous soyons tranquilles à Paris et tout pourra aller ».

Le 3 juillet, dès que la capitulation lui en ouvrit l'enceinte (1) il rentrait dans la capitale : son « émigration » n'avait pas duré deux mois et demi.

V

Le Guizot qui rentre de Gand n'est plus celui qui, un an auparavant, devenait secrétaire général de l'Intérieur. Une année aussi remplie d'événements, faite d'occupations si nouvelles, n'a pas impunément passé sur sa tête. N'y aurait-il que la pratique de l'administration, la connaissance de la *technique* des affaires, que l'expérience n'aurait pas été vaine. Il n'est pas indifférent pour l'explication des idées politiques d'un homme, que son premier contact avec les affaires se soit fait non par l'intermédiaire de la spéculation ou de l'éloquence, mais, comme disait Fouché, « en mettant la main à la pâte » : il y a un certain sens de l'action gouvernementale, des réalisations, par lequel un administrateur économise l'assagissement d'un jacobin ministre. D'autre part, en ces douze mois de l'histoire de France, les choses politiques se sont, du fait de la première Restauration et des Cent-Jours, tellement définies qu'elles ont entraîné une définition aussi nette de l'attitude des hommes : il n'est plus de position indécise possible. Guizot était au début de 1814, incertain, peu satisfait de l'Empire sans être royaliste, assez peu hostile au gouvernement

(1) *Mémoires*, t. I, p. 98. Cf. dans les *Mémoires de Molé* publiés par le marquis DE NOAILLES, t. I, p. 254, les renseignements que Guizot rapporte à ses amis.

impérial pour en rester le fonctionnaire, ayant plutôt la conscience de certains besoins mal apaisés que la vision du problème politique. Désormais aucune obscurité : il est royaliste, pour toujours anti-bonapartiste ; royaliste, il est bourbonien : le voyage de Gand prouve que la pensée d'une couronne orléaniste ne l'a pas effleuré. Mais ce n'est pas tout : il concevait en 1814, dans son Mémoire, le gouvernement royal comme une sorte de pouvoir suprême, allant sa route sans s'occuper des partis, il avait seulement le sentiment du danger possible qu'on voulût restaurer une ancienne France dont le souvenir était perdu. Cette volonté, il l'a reconnue à l'œuvre et avec une précision toujours plus grande, il s'est efforcé dans la mesure de sa compétence de l'enrayer. Il vient de la voir à Gand dans la nudité de ses prétentions et de son incapacité : son incompatibilité avec la France nouvelle lui est apparue avec une clarté aveuglante. Il pourra osciller encore dans la conception du détail du gouvernement représentatif, mais il y a pour lui une conviction désormais entière : le gouvernement royal sera « moderne et national » ou il ne sera pas ; il ne s'agit plus pour lui d'être en dehors des partis, il faut qu'il soit hostile au parti de l'ancien régime : Guizot exprimera maintes fois désormais, qu'il y a un abîme entre la société issue de la Révolution et l'ancienne ; ce sont deux mondes irréductibles. Les incidents de la lutte contre l'ancien régime achèveront de lui apprendre les conditions de la liberté, mais sa position est désormais établie, sa pensée fixée : avec la fougue de son tempérament, il lui arrivera de saisir des armes jusque sur le râtelier de ses adversaires, mais le but restera clair et ses adversaires ne s'y tromperont pas.

Du même coup, ses relations se sont modifiées. Il a souffert déjà à Gand de l'éloignement que la politique mettait entre telles de ses admirations d'autrefois et sa position d'aujourd'hui : ainsi pour Chateaubriand (1). Le cercle de ses relations s'est considérablement élargi, il a pénétré dans un monde nouveau. Son nom est déjà mêlé à tant de noms, qui vont l'accompagner pendant tant d'années, Pasquier, Molé, Talleyrand, Mounier, Lally-Tollendal, le baron Louis qui s'ajoutent à ceux de Royer-Collard,

(1) *Mémoires*, t. I, p. 11.

de Jaucourt. Il vient de faire, avant son départ pour la Belgique, connaissance d'un homme avec lequel il nouera une amitié de toute la vie, Prosper de Barante. Le milieu des littérateurs, des professeurs, le cède à celui des hommes politiques et des hauts fonctionnaires. L'insistance qu'un personnage comme Pasquier va mettre à imposer la collaboration de Guizot, montre que celui-ci n'est plus un homme négligeable.

Surtout il vient d'être révélé à lui-même. Il était entré dans la nouvelle carrière avec hésitation, avec une certaine appréhension de ses agitations et de ses luttes. Aujourd'hui, s'il envisage, comme dans sa lettre du 22 juin, d'abandonner la vie publique, ce n'est que momentanément : la politique l'a conquis. Il a senti en lui-même assez de puissance pour ne plus vouloir être que lui-même, il a acquis assez de confiance en soi pour se croire capable de fléchir les opinions des autres dans la direction des siennes. « Je sais ce que c'est que d'être de l'opposition dans l'intérieur même du gouvernement, je ne m'exposerai pas de nouveau à ce danger ; si je devais être placé en première ligne, je ne craindrais pas de m'y engager parce que j'espérerais acquérir assez d'influence pour faire changer de système : mais, en seconde ligne, on est condamné à suivre, et les efforts qu'on fait pour éclairer et ramener ceux qui s'égarent, ne sont ni assez puissants pour obtenir de grands résultats ni assez connus pour qu'on ne porte pas la peine des erreurs qu'on a combattues et des fautes auxquelles on s'est opposé (1). » L'intellectuel est devenu homme d'action, l'homme de lettres à tout jamais homme politique.

(1) Dernière lettre écrite de Gand à sa femme.

LIVRE II

LA POLITIQUE DOCTRINAIRE (1815-1820)

CHAPITRE IV

LA LUTTE CONTRE L'ANCIEN RÉGIME

(Juillet 1815. — Septembre 1816)

- I. *Guizot au ministère de la Justice avec Pasquier.* — Situation des constitutionnels au retour de Gand. Participation de Guizot à la politique générale : la loi électorale, le comité constitutionnel. Son rôle au ministère de la Justice : la correspondance avec les magistrats ; son attitude et son action vis-à-vis de la Terreur blanche, notamment dans le Gard ; la réorganisation du Conseil d'État, choix du personnel. Chute des constitutionnels : ministère Richelieu. —
- II. *Lutte de Guizot au ministère de la Justice contre les ultra.* — Relations de Guizot avec Barbé-Marbois : son influence sur celui-ci. La circulaire du 2 octobre 1815 et le projet de Guizot contre les cris séditieux, et la circulaire du 8 décembre pour l'application de la loi sur la liberté individuelle : comment Guizot en fait des armes contre les ultra, l'émeute de Nîmes du 12 novembre et les mesures inspirées par Guizot. La circulaire du 5 février 1816 contre les associations secrètes royalistes, l'organisation des cours royales et l'épuration des tribunaux. Guizot sacrifié à la fureur des ultra (8 mai). —
- III. *Lutte de Guizot contre les ultra par brochures et par conseils.* — La constitution du groupe modéré autour de Pasquier : position de Guizot dans le groupe. Premières théories politiques exprimées dans les notes jointes à la traduction du livre d'Ancillon : leur caractère incomplet, mais ce qu'elles contiennent pour l'avenir. La défense de l'Université par son *Essai sur l'Instruction publique*. Participation de Guizot à l'ordonnance de dissolution de la Chambre introuvable : le mémoire remis au roi le 20 août. Consultation demandée à Guizot sur le système à employer pour les élections. Situation que Guizot s'est acquise dans les sphères gouvernementales.

I

La mission que Guizot avait tentée à Gand avait échoué. Son parti rentrait cependant victorieux : l'ancien ministère, en déposant sa démission, avait dans un testament rédigé par Beugnot, et remis le 1^{er} juillet (1) confessé ses torts, conseillé une politique basée sur la Charte, recommandé l'unité ministérielle ; de la première liste ministérielle arrêtée à Cambrai, les derniers tenants de la politique de droite étaient éliminés à Roye ; Fouché qui s'y glissait à leur place, puis Pasquier, accentuaient cette couleur. Louis XVIII rentrait avec une proclamation libérale, un ministère constitutionnel et homogène. En un mémoire rédigé par Barante, il affirmait aux puissances son programme et ses raisons d'espérer (2) : on croirait une réplique des idées développées par Guizot dans le mémoire du 31 mai.

Guizot reçut la récompense de son dévouement des mauvais jours. Pasquier, ministre de la Justice, mais chargé par intérim du ministère de l'Intérieur, à la fois pour s'appuyer sur un « collaborateur habile » et pour payer sans doute les recommandations dont il l'avait chargé pour le roi, voulut le réinstaller comme secrétaire général de l'Intérieur. Le souvenir de l'abbé de Montesquiou était trop odieux à Talleyrand, pour qu'il n'opposât pas un refus irréductible. Il fallut toute la fermeté de Pasquier et sa volonté nettement exprimée de n'être aucunement gêné au moins dans l'organisation de son propre cabinet, pour que le prince renonçât à ses préventions et acceptât (3) que Guizot fût nommé, par ordonnances des 14 juillet et 24 août, secrétaire général du ministère de la Justice et maître des requêtes en service extraordinaire : Prosper de Barante le remplaçait à l'Intérieur et l'accompagnait au conseil d'État (4). Becquey, Royer-Collard, Molé reprenaient ou conservaient leurs anciennes directions. C'était la revanche des constitutionnels.

(1) Papiers de BEUGNOT, *Archives nationales*, AB. XIX, 349.

(2) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 169 ; PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 381.

(3) PASQUIER, t. III, p. 347.

(4) *Moniteur* du 16 juillet, p. 808, du 27 août, p. 952.

Ne voyons pas cependant ces hommes sous les traits qu'ils auront plus tard. Ce qui sera le groupe doctrinaire n'existe pas ; s'ils ont en commun d'être les représentants de la société nouvelle et d'y tenir, leurs physionomies présentent des différences notables. Decazes n'est encore qu'un ultra : son salon est le rendez-vous des exclusifs, à la Chambre il attaquera à chaque instant les collègues de Talleyrand tombé ; sa hauteur et sa brutalité lui alièneront les commissions parlementaires (1). Royer-Collard est encore loin de son futur libéralisme ; il est partisan du bannissement des hommes les plus marquants du parti impérial et va déchirer lui-même l'ordonnance du 17 février 1815, sur l'Université, effrayé retrospectivement d'une solution si radicale ; dans chaque discussion, comme le comte de Serre ancien émigré, c'est en faveur de la puissance royale et non des solutions parlementaires qu'il combat (2). Becquey est la prudence et la timidité mêmes. En réalité, le vrai chef des constitutionnels est Pasquier. Une année encore, et les rôles seront intervertis. Or Pasquier est, de par la légèreté et l'incapacité de Talleyrand, l'isolement de Fouché, la « spécialité » des autres, le vrai ministre dirigeant. La trop lourde charge de deux ministères, des réunions quotidiennes du conseil, des relations constantes avec les autorités des armées d'occupation, l'obligent à laisser la main à ses deux collaborateurs, Guizot et Barante sur qui retombe le poids de la conduite de leur département (3). Pour des raisons différentes, Guizot voit donc comme l'année précédente au ministère de l'Intérieur, son action dépasser celle d'un simple secrétaire général. La confiance de son chef l'appelle même à une collaboration politique. Pasquier se livre aux conseils d'une sorte de commission officieuse qu'il réunit à son ministère et par les avis de qui il se dirige. Guizot en fait partie avec Royer-Collard, Molé, Beugnot, Becquey et Barante. (4) Lorsque, pour étudier quelque projet législatif d'im-

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 51 à 52. *Mémoires de la comtesse DE BOIGNE*, t. II, p. 154.

(2) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 190, *Vie de Royer-Collard*, t. I, p. 162 ; PASQUIER, t. IV, p. 15.

(3) *Mémoires du comte Molé*, publiés par le marquis DE NOAILLES, t. I, p. 285. Molé ajoute plus tard (p. 295) : « Il accordait à Guizot bien plus de confiance qu'à Barante, parce que son amour-propre était beaucoup plus en sécurité avec lui. »

(4) BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. I, p. 162, NETTEMENT, t. III, p. 458.

portance, le gouvernement juge utile de réunir quelque commission d'hommes compétents, Guizot est désigné pour y siéger; ainsi pour une loi électorale, dont Royer-Collard, Molé, Guizot, Mounier et Barante sont chargés de mettre sur pied le projet; ils s'arrêteront à deux principes : l'élection directe, l'appel, à titre égal, pour concourir à l'élection, de tous les contribuables payant trois cents francs d'impôts directs. Plusieurs projets, divers quant aux détails, furent préparés, celui de Guizot plus démocratique, celui de Royer-Collard plus aristocratique; celui de Molé l'emporta : la chute du ministère interrompit ce travail (1). Ces deux idées resteront, sur la question électorale, la pensée définitive de Guizot. L'élection directe figurait déjà dans la note qu'il avait remise à Montesquiou le 19 mai 1814. Sa doctrine en matière électorale est fixée.

Guizot est donc véritablement associé à la politique de Pasquier. Mais il ne faut pas s'exagérer son action : ainsi n'a-t-il aucune part à la mise en train du système électoral et au mouvement administratif, œuvre de Barante (2); pas davantage à l'exclusion des vingt-neuf pairs, ayant accepté de siéger dans la Chambre haute des Cent-Jours, réglée par Pasquier (3). Il faut cependant noter deux mesures, qui, sans qu'on puisse savoir si la main de Guizot y coopéra, sont intéressantes, parce qu'elles révoquent des lois ou ordonnances, auxquelles, sous la première Restauration, il avait été partie : l'ordonnance du 20 juillet, qui suspend l'exécution de la loi de presse et dispense de surveillance les brochures inférieures à vingt feuilles d'impression; — la réorganisation de l'Université le 15 août; les besoins d'argent interdisant toute réforme dispendieuse et les idées de Royer-Collard

(1) Comte MOLÉ, *Mémoires*, t. I, p. 304-305; GUIZOT, *Du gouvernement de la France et du ministère actuel* (1820), p. 21; BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. I, p. 271; DUVERGIER DE HAURANNE, t. III, p. 356; BARANTE, dans ses *Souvenirs*, t. II, p. 238, déclare qu'ils furent tous d'avis d'abaisser le cens de 300 à 200 francs et de séparer l'élection des villes de celle des campagnes : il est le seul à formuler ces deux renseignements; pour le second il fait certainement confusion avec des idées émises par le comte de Serre en 1816 lors de la préparation de la loi Lainé; pour le premier, tous les autres mémoires sont catégoriques sur le chiffre de 300 francs; il paraît donc ou qu'on n'en doive pas faire état, ou que ce chiffre de 200 francs soit ce projet « plus démocratique » de Guizot dont parle Molé.

(2) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 177.

(3) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 370 et suiv.

s'étant modifiées dans l'intervalle (1), l'ordonnance de Guizot et de Royer-Collard fut rapportée et l'on se contenta de substituer un Conseil royal au Grand Maître. Collaboration peut-être, accord certainement pour l'ordonnance encore qui créait l'hérédité de la pairie (œuvre de Pasquier bien que portant le contreseing de Talleyrand) (2) puisque telle était alors la doctrine des constitutionnels, en opposition à celle de la cour et des royalistes ; ce fut lui d'ailleurs qui prépara l'ordonnance réglementant la transmission de la pairie héréditaire (3).

* * *

On peut préciser le rôle de Guizot dans l'administration même de la justice. Pasquier, du fait de son travail écrasant, s'était déchargé sur le secrétaire général de la besogne administrative. Il lui a laissé rédiger sa circulaire d'entrée en fonctions (4), et la correspondance du cabinet de la Justice telle qu'elle figure aux Archives nationales (5) permet de s'en rendre compte. C'est la main de Guizot qui annote les lettres des procureurs généraux, procureurs du roi et autres fonctionnaires, les renvoie aux bureaux en indiquant le sens de la réponse à faire ; en général, besogne courante qui a trait surtout à la remise en état et au fonctionnement des tribunaux de toute instance (6). On l'y voit modérer les ardeurs royalistes trop vives, par exemple en accueillant de façon dilatoire un projet de fédération royaliste d'un avocat de Sarlat (26 juillet) ou une circulaire que le procureur général de Besançon veut envoyer à ses juges de paix et procureurs pour leur recommander de surveiller et réprimer les délits politiques (10 août). Quelquefois il lui faut intervenir pour écarter des difficultés créées aux magistrats par les autorités militaires d'occupation, ainsi au mois d'août dans l'Isère et dans la Nièvre, ou

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 396.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 401.

(3) *Archives nationales*, BB³⁰ 725.

(4) *Mémoires* du comte MOLÉ, t. I, p. 295,

(5) *Archives nationales*, BB³⁰ 191 (2).

(6) Notamment les réponses aux lettres des procureurs généraux de Metz (25 juillet), de Rennes (16 août), qui ont des difficultés pour réinstaller les magistrats.

à Colmar; mais en général c'est Pasquier lui-même qui s'est réservé de traiter cette question des rapports avec les troupes ennemies. Les circulaires aux magistrats ne présentent pour la plupart que le seul intérêt professionnel (1).

Deux questions cependant, d'un intérêt politique éminent, ont sollicité son action. La première est celle des excès royalistes du Midi. La lecture des instructions envoyées aux diverses autorités locales, administratives, judiciaires ou militaires (2) ne laisse guère subsister le doute que le gouvernement n'ait fait, dans la mesure où il était informé, dans la mesure où il n'était pas désarmé par la distance (3), tout son possible pour réprimer ce qu'on pourrait appeler la Terreur spontanée. Le ministre de la Justice (4) pour sa part fut saisi de trois séries de faits concernant les départements des Bouches-du-Rhône, de la Haute-Garonne et du Gard. Le procureur général d'Aix signale le 14 août les « effets très inquiétants » que cause l'effervescence des esprits dans l'arrondissement de Tarascon : arrestations arbitraires notamment à Salon, extorsion d'argent par des hommes armés dans la commune de Cabannes, pillages et incendies de maisons à Noves; il n'espère pas « que les témoins osent signaler les coupables à la justice, la Terreur est répandue dans ces contrées ». Guizot répond

(1) Une analyse des circulaires a été faite par un ancien magistrat Gillet. Il existe d'autre part aux *Archives du ministère de la Justice* un recueil, en plusieurs volumes, des originaux des circulaires avec lesquels sont reliées les minutes qui subsistent de certaines d'entre elles. Ni l'un, ni l'autre de ces recueils ne sont absolument complets, il faut les compléter l'un par l'autre.

(2) Il faut chercher la correspondance des préfets avec le ministre de l'Intérieur, correspondance, il va sans dire, d'un intérêt capital, dans la série intitulée : « Situation des départements 1815-1830 » (en réalité cela ne dépasse guère 1820) F⁷ 9627 à 9712 à raison d'un numéro par département (deux pour la Seine : F⁷ 9699 et 9700); le dossier du Gard porte le n° 9657 (c'est ce que Ernest Daudet intitule *Archives nationales, dossier des événements du Midi en 1815*). La correspondance de la Justice est dans BB⁴⁰ 191, 2. Quant aux instructions adressées aux autorités militaires qui figurent aux archives du ministère de la Guerre, je ne les ai point consultées, mais elles sont analysées dans DAUDET, *la Terreur Blanche* ou dans HENRI HOUSSAYE, 1815, t. III, liv. III, chap. II.

(3) Il fallait en général sept ou huit jours aux rapports pour parvenir à Paris, autant pour la réponse. Ainsi une lettre partie de Nîmes le 1^{er} octobre est enregistrée à l'arrivée à Paris le 8; une du 9 novembre enregistrée le 17. Un tel délai entre le départ des rapports et l'arrivée des instructions en période de révolution réduit l'action gouvernementale à rien.

(4) Il va sans dire que les lettres que j'analyse sont effectivement de la main de Guizot et non de celle de Pasquier.

aussitôt : « Je sais que les circonstances sont difficiles et que l'action de la justice est quelquefois sans force contre les excès populaires : cependant une conduite ferme et impartiale en impose parfois aux plus insoumis... La cause du roi ne doit pas être soutenue par des vengeances et des excès ; c'est aux magistrats seuls qu'il a délégués, qu'appartient le soin de juger et de punir les coupables. » Il lui ordonne d'ouvrir des instructions, de déployer lui-même, et d'exiger de ses subalternes, la plus grande activité, de vérifier avec soin toutes les informations et arrestations, de lever toutes celles qui ne seraient pas motivées. Il développe cette politique : « En poursuivant avec rigueur les délits qui ont été commis pendant l'absence de Sa Majesté, vous acquerez le droit de poursuivre également ceux qui peuvent se commettre aujourd'hui en sens contraire. » Guizot sait bien d'ailleurs qu'à pareille distance le ministre ne peut juger sainement des faits locaux, « des ménagements qu'exigent l'état du pays et la disposition des esprits, » et il est bien obligé de conclure en s'en remettant pour le surplus, à la sagesse du procureur. Cette doctrine : acquérir par une rigoureuse poursuite des délits des Cent-Jours le droit de s'opposer victorieusement à l'exagération des royalistes et de rétablir l'autorité des lois et des magistrats réguliers, Guizot l'exprime dans ses autres instructions, ou l'approuve quand elle lui est proposée. Par exemple dans sa correspondance avec le procureur général de Toulouse ; mais ici un cas plus précis se présentait, l'assassinat du général Ramel. Le procureur général informe le ministre de cet « événement bien affligeant » par une lettre du 17 août ; Guizot répond aussitôt le 24, en demandant un prompt rapport sur les détails de l'événement et la marche de la procédure qu'on a dû immédiatement ouvrir. Sans attendre, le procureur général lui avait adressé le 19 août un second rapport alarmant : « De nouveaux excès nous menacent ; l'autorité des lois, les intentions du roi, les conseils de la sagesse sont méconnus ; les partis sont en présence, l'exagération est partout ; les extrêmes se réunissent pour troubler ; la sûreté publique et individuelle est compromise ; l'existence d'associations secrètes, armées, indépendantes est certaine ; les hommes sages qu'on regardait, il y a quelques jours, comme les défenseurs les plus zélés et comme les martyrs de la cause royale, sont à peine comptés aujourd'hui parmi les amis du

trône et de la patrie, leur modération est un crime et ce n'est pas sans danger que quelques-uns d'entre eux peuvent hautement professer leurs principes et condamner ouvertement d'aussi déplorables excès ». La réponse de Guizot est expédiée le 29 août ; elle est énergique et précise : « La ligne de conduite que vous avez à suivre est fort simple : faire respecter les lois et les ordres du roi et punir tous ceux qui s'en écartent, quel que soit le prétexte de la désobéissance, tel doit être le but de vos efforts » ; « ne rien négliger » pour découvrir et punir les assassins du général : « Il importe qu'une juste sévérité intimide tous ceux qui seraient tentés de commettre des excès aussi coupables. » Suit le développement du système exposé déjà à propos des affaires de Tarascon : « Employez tous les moyens qui sont en votre pouvoir pour faire sentir que l'autorité du roi ne peut et ne doit s'établir que par le rétablissement de la justice et de l'ordre. » L'analyse de cette correspondance dégage complètement le gouvernement de toute accusation de compromission et de complaisance dans « l'étouffement » de l'affaire Ramel.

Restent les affaires du Gard, plus graves, et qui touchaient personnellement Guizot. Or, sur ce point, il se trouvait désarmé pour la raison péremptoire que la justice a été de fait suspendue à Nîmes tout le mois de juillet, par l'absence de magistrats (1). D'après une lettre du président Noailles (26 juillet), le départ des autorités bonapartistes n'a laissé que lui seul en fonction, et encore se trouvait-il à Beaucaire ; répondant à une demande que le ministre lui a adressée le 14 juillet, c'est-à-dire avant les troubles qui sont du 16 et 17 juillet, il signale la belle conduite pendant les Cent-Jours d'un certain nombre de magistrats qui, pour empêcher de mauvaises nominations et paralyser l'action bonapartiste, sont restés en fonction, tout en refusant l'adhésion à l'Acte additionnel et en cessant de correspondre avec le ministère. Guizot annote la lettre : « Lui ordonner de faire reprendre leurs fonctions à tous les membres de la cour, qui n'ont reçu aucune nomination de Bonaparte, et de ne rien négliger pour contribuer à maintenir l'ordre dans le ressort de sa cour. » A la fin d'octobre

(1) Le préfet de son côté signale aussi au ministre de l'Intérieur cette désorganisation des tribunaux le 5 septembre, le 17 octobre, le 25 octobre.

encore, le parquet n'existe pas : deux³ juges⁴ font office de juges d'instruction, mais se trouvent encore le 16 octobre en présence de soixante-deux procédures à instruire, provenant du nombre énorme d'emprisonnements tant de bonapartistes que de royalistes. Guizot répondit à l'un d'eux le 28 octobre, qu'il s'occupait de recomposer le tribunal de Nîmes et recommanda de « poursuivre les délits quels qu'il soient et de ne souffrir aucune espèce de désordre. » A s'en tenir à ces documents d'ordre judiciaire, l'action de Guizot serait faible.

A la vérité, ce n'est point le ministère de la Justice qui avait à intervenir, mais le ministère de l'Intérieur : cela ne signifie point que Guizot fut impuissant. D'abord c'est Pasquier qui est à la fois chef des deux départements ; d'autre part le secrétaire général de l'Intérieur est Barante, avec lequel collabore Guizot pour toutes les grandes mesures politiques, et cette collaboration très vite a fait naître entre eux amitié et confiance. Enfin Guizot a auprès de son collègue un instrument à lui, son frère Jean-Jacques, chef de bureau, par lequel il pouvait à la fois renseigner et agir : or précisément tout le travail de dépouillement et de correspondance avec le préfet du Gard est l'œuvre de Jean-Jacques Guizot ; les minutes des lettres d'instruction sont rédigées par lui (1). Il semble donc impossible d'admettre que la politique du gouver-

(1) *Archives nationales*, F⁷ 9 657. L'écriture de J.-J. Guizot ressemble beaucoup à celle de son frère, bien qu'un peu plus longue et un peu plus couchée : des lettres de lui au *Val-Richer* m'ont permis de faire la comparaison des écritures. Mais à défaut de déduction graphique voici des preuves : sur une lettre du préfet d'Arbaud-Jouques du 28 juillet enregistrée d'abord par erreur à la première division le 5 août, n° 17533, cette mention d'enregistrement est biffée et accompagnée de cette note au crayon : « Ceci regarde M. Guizot » ; elle est alors enregistrée au secrétariat le 6 août sous le n° 7654. Une autre lettre du 24 août porte l'annotation « M. Guizot, répondre pour 3 h. ». Vérification faite, le bureau où est enregistrée toute cette correspondance et d'où partent les minutes est bien celui dont J.-J. Guizot était le chef. Les lettres du préfet, contrairement à ce qui se passe en général dans les ministères, ne portent pas d'indications sur le sens de la réponse à faire par les bureaux : d'autre part les minutes de J.-J. Guizot portent des ratures, des corrections mais de sa plume et non de la main de Barante ou de Pasquier. Il semble donc : ou que la correspondance soit faite entièrement par J.-J. Guizot, ce qui est peu probable étant donné l'importance de l'affaire : ou que les instructions étaient données et les réponses approuvées ou corrigées oralement par le secrétaire général ou le ministre, méthode de travail favorable à l'influence du fonctionnaire subalterne. Comme contre-preuve, on peut signaler une réponse ministérielle du 2 septembre, minutée par un rédacteur qui n'est pas J.-J. Guizot, et qui est alors corrigée de la main de Barante.

nement vis-à-vis des troubles du Gard ait échappé à l'influence de Guizot. D'autant que nous le verrons plus tard, en 1817 et en 1819, sans fonctions officielles lui en donnant le droit, dicter des instructions aux préfets d'Argout et d'Haussez. Si Barante nous dit que le gouvernement fut en ces affaires de la Terreur Blanche mal et lentement renseigné (1), Guizot l'était plus précisément : sa mère et une partie de sa famille continuaient à résider à Nîmes ; d'autre part des amis de longue date, les Chabaud-Latour, fuyant la ville, étaient arrivés à Paris au début d'août : « Il y a eu des troubles affreux dans le Midi, écrit J.-B. Say à son fils le 17 août (2), la ville de Nîmes est dans la désolation, les nombreux et riches protestants qu'elle renfermait ont été mis en fuite et leurs maisons sont saccagées. Mme et Mlle Chabaud-Latour qui comptaient y rester, viennent de se réfugier à Paris. On ne met point cela dans les gazettes, non plus que beaucoup d'autres choses, afin de ne point alarmer la masse de la nation. » Si le baron Rolland, ancien préfet du Gard, le 3 août, Jaucourt, le 16 août, Forbin des Essarts, président du collège électoral de Vaucluse, le 28 août, transmettent à Barante les nouvelles qui leur parviennent, il est légitime de penser que Guizot, renseigné de première main et en relations journalières avec son collègue, a dû jouer près de lui le rôle d'informateur. Dans certaines lettres, le ministre fait état de renseignements, qui ne figuraient pas dans les rapports du préfet, ou d'indications sur la valeur des magistrats municipaux dont il n'indique pas la source : n'est-il pas vraisemblable qu'ils provenaient de Guizot (3)? A lire les instructions envoyées par Paris, on apprend d'ailleurs peu de choses. La plupart du temps, elles en sont réduites à approuver les mesures prises sur place, faute de pouvoir à distance dicter des mesures précises : la ligne de

(1) *Souvenirs*, t. II, p. 214.

(2) « Lettres inédites de J.-B. Say à son fils pendant les Cent-Jours, » publiées par le *Journal des Débats* du 5 mai 1921.

(3) Ainsi le 2 août : « Je crois aussi, d'après les informations que j'ai reçues, que l'administration municipale, telle qu'elle était au 20 mars, était composée de manière à mériter la confiance de la ville et à y exercer de l'influence. Le maire s'est, à ce qu'on m'assure, conduit avec beaucoup de courage et de fermeté. Il paraît qu'on a eu tort de l'écartier. » Ce maire était M. de Daunant, protestant et ancien ami de la famille Guizot. C'est également par source indirecte que le ministre est informé des troubles du 20-21 août, avant d'en avoir le compte rendu par le préfet.

conduite tracée est d'affirmer l'égale protection que tous, sans nulle acception de croyance, ont le droit de réclamer du gouvernement royal (12 août), d'agir avec vigueur contre tout fauteur de trouble, quelle que soit son origine ; comme moyen pratique de rétablir le calme, le ministre ne peut prescrire que la réorganisation de la garde nationale, en utilisant les éléments qu'elle comprenait avant les Cent-Jours (1). Sauf ce dernier point, plus précis, ces instructions sont si vagues, elles étaient si clairement indiquées par les circonstances, qu'il est de peu d'intérêt de savoir si Guizot y a personnellement quelque responsabilité ; elles ne font d'ailleurs que confirmer, sans le savoir, les mesures prises sur place. D'ailleurs il ne semble pas que ces troubles aient apparu au début, et aient été effectivement, jusqu'à l'émeute du 12 novembre, une lutte entre protestants et catholiques, mais entre bonapartistes et royalistes, où l'excitation méridionale et de bas instincts de criminalité populaire ont plus de part que la volonté réfléchie des partis : c'est ce qui faisait la difficulté et la précarité de la répression, en dépit des efforts indéniables des autorités locales.

Il est à penser que l'influence de Guizot est plus à trouver dans la proclamation que Pasquier fit signer au roi le 1^{er} septembre (2) : elle s'élève rigoureusement et « avec douleur » contre les coupables excès du Midi. Elle ne semble pas d'ailleurs penser qu'il y soit mêlé quelque rivalité religieuse. Ce qu'elle condamne, c'est que, « sous prétexte de se faire les ministres de la vindicte publique, des Français satisfaisant leur haine et leurs vengeances privées, aient versé le sang des Français », c'est « cette odieuse entreprise de prévenir l'action des lois et de notre autorité », « cet attentat contre nous et contre la France » ; elle s'affirme résolue à y mettre fin, « quelque vive douleur que nous en puissions ressentir, rien ne sera épargné par nous pour punir de tels crimes ». La proclamation a commencé d'ailleurs par affirmer que la punition des crimes et des « infâmes trahisons » des Cent-Jours serait exercée par les lois. Ce n'est pas autre chose, mise en système, que la ligne de conduite tracée par Guizot, le mois précédent, aux procureurs

(1) *Bulletin des lois*, 7^e série, t. I, p. 185.

(2) Lettres des 1^{er}, 2 et 26 août, 6 septembre.

généraux. Il sera bientôt plus net et plus exclusif contre les excès royalistes.

En une dernière ordonnance, peut-être, faut-il encore chercher la trace de la collaboration de Guizot avec Pasquier : celle du 23 août 1815 qui réorganisa le Conseil d'État (1). Elle visait, dit le préambule, à en mettre l'organisation et les attributions en harmonie avec les formes du gouvernement ; elle rapportait donc la singulière ordonnance inspirée par Montesquiou et Dambray le 29 juin 1814. Elle le recomposait en comités, présidés par le ministre compétent, en établissait la méthode de travail, en fixait les attributions sur le modèle du Conseil d'État impérial. Cette ordonnance donnait raison aux objections, que Guizot formulait l'année précédente et satisfaction à ses propositions : ce n'est pas une raison suffisante pour lui en attribuer l'inspiration, car l'expérience de Pasquier en la matière suffit à tout expliquer. Cependant celui-ci, qui, d'ordinaire dans ses Mémoires, s'étend avec complaisance sur ses initiatives et sur leurs mérites, se borne à énoncer celle-ci sans commentaires (2).

C'est plutôt dans la nomination du personnel, qu'il faudrait voir l'œuvre de Guizot : d'abord parce que tout le monde lui en a attribué le choix ; ensuite parce que, si Pasquier, écrasé de besogne, abandonnait à la même date les nominations, pourtant capitales, du personnel administratif à Barante, il est à présumer qu'il en fit autant pour les nominations judiciaires ; parce qu'enfin aux Archives nationales se retrouvent des lettres sollicitant de Guizot lui-même, expressément nommé, des emplois de maîtres des requêtes (3). Or ces nominations sont très significatives de la conception qui a présidé à la réorganisation du conseil, comme de la tendance politique du ministre. Sur les vingt-neuf conseillers d'État ordinaires, il n'y a pas une nomination d'incompétent : tous sont : soit d'anciens membres du Conseil d'État, soit de hauts fonctionnaires impériaux ou de la première Restauration. Au titre extraordinaire figurent cinq préfets, sept directeurs des grandes

(1) *Bulletin des lois*, 7^e série, t. I, p. 157.

(2) *Mémoires*, t. III, p. 401.

(3) *Archives nationales*, BB³⁰ 725 : Conseil d'État, organisation du personnel 1807-1847, dossier n° 5 ; F^{1a} 293-300, correspondance entre les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

administrations ; les neuf autres sont d'anciens conseillers que le chiffre maximum fixé par l'ordonnance n'a pas permis de maintenir en service ordinaire, mais auxquels on continue le traitement normal. Quant aux maîtres des requêtes, le trait caractéristique de l'ordonnance est d'associer au conseil à titre extraordinaire, soit les principaux magistrats (conseillers à la cour de cassation ou procureur du roi à Paris), soit les principaux préfets (au nombre de treize), soit de grands fonctionnaires des ministères, dont Guizot lui-même. Le Conseil d'État apparaît donc comme un organe de travail, composé d'hommes compétents, de juristes ou d'administrateurs, bref un corps de fonctionnaires conçu comme devant participer, non au gouvernement sans doute, mais au travail préparatoire du gouvernement, en aidant à l'étude et à la rédaction des lois et ordonnances, ou au travail d'exécution et d'administration par l'élaboration des règlements divers et l'exercice du contentieux administratif. C'était ainsi rentrer dans la tradition impériale, dont la première Restauration s'était écartée. Quant à la couleur politique de ces choix, le nombre prépondérant des anciens fonctionnaires impériaux indique assez qu'aucune pensée de réaction n'y a présidé : des cinq préfets qui deviennent conseillers, les deux Chabrol l'étaient déjà lors de la première Restauration, Valzusenay était un des préfets impériaux conservés en 1814, Vaublanc, qui venait de Gand, était parmi les hommes sages avant que son portefeuille ne lui tournât la tête, le dernier était un Talleyrand. Les préfets maîtres des requêtes sont pris, non parmi les royalistes exaltés, mais parmi les constitutionnels et modérés. Cette réorganisation du Conseil d'État va être le premier des longs griefs que le parti ultra-royaliste commence à accumuler contre Guizot.

Aussi bien, toute cette administration de la justice le montre-t-elle en effet solidement campé sur le terrain constitutionnel et aidant pour sa part la politique libérale de son ministre, la faisant pénétrer dans les rouages et le fonctionnement du grand organisme judiciaire. Pourtant s'il la dégage et s'efforce de l'isoler de la contagion contre-révolutionnaire, on ne le voit point encore parti en guerre contre l'ultra-royalisme. Il est l'administrateur représentant, avec Barante, des idées et des intérêts de la France révolutionnaire ; d'une position libérale plus nette que celle de

Royer-Collard et autres compagnons futurs de ses luttes, il n'est encore que le satellite de Pasquier. La chute du ministère Talleyrand et son remplacement par le ministère Richelieu, le 24 septembre, transformèrent les conditions politiques.

II

Louis XVIII n'abandonnait pas, en se défaisant du ministère Talleyrand, le principe de l'unité ministérielle qu'on lui avait représenté comme la condition première d'un gouvernement moderne, mais il la réalisait à droite ; le nouveau gouvernement était en effet une combinaison de « royalistes » faite d'émigrés du premier ban ou de celui de Gand. Les constitutionnels en sont éliminés : Pasquier parti, Barante éloigné de l'Intérieur par l'installation de Vaublanc, Royer-Collard et ses amis sont sans action. Un seul homme va faire tache : Barbé-Marbois, ministre de la Justice, un homme d'ancien régime et déporté à la Guyane au temps de Fructidor, un royaliste par conséquent, magistrat austère à la physionomie froide et blanche, aux allures empesées, à l'abord glacial et dédaigneux, qui ne hasardait pas sans garanties sa fortune dans cette affaire puisqu'il conserva la présidence de la cour des Comptes, mais représentant de cette noblesse de 1789 gagnée aux idées des philosophes, qui se satisfaisait de la Constituante, très différent par là de l'esprit qui dominait chez ses collègues et va enflammer la Chambre introuvable ; au reste, un de ces hommes dont les allures sont d'autant plus rigides que leur âme est faible, d'autant plus cassants que leur capacité est médiocre. Guizot le connaissait beaucoup, pour l'avoir fréquemment rencontré chez Mme de Rumford et chez Mme Suard (1). Il garda près de lui son poste de secrétaire général : il survivait, ainsi, dans la haute administration ministérielle, au ministère dont le programme avait répondu à ses propres idées. Il restait le seul instrument, par lequel le groupe des modérés pouvait encore espérer agir sur les décisions d'une partie du gouvernement. Que de chemin ont à faire encore ces hommes pour être au niveau du gouvernement

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 106.

parlementaire ! Les uns comme Pasquier, Molé, sont des fonctionnaires impériaux qu'un gouvernement d'autorité n'est pas pour effrayer ; les autres comme Royer-Collard ou le comte de Serre, qui dans le cours de la session vient grossir leur groupe, se croient tenus par le respect de leur passé royaliste à faire triompher l'autorité du roi. La répulsion pour les procédés révolutionnaires de la Chambre introuvable chez les uns, la révolte de leur sentiment de la justice en face des outrances et atrocités de la Terreur blanche chez les autres, ou l'expérience, acquise au gouvernement de la première Restauration et sous les Cent-Jours, des folies et de l'incapacité politique des hommes d'ancien régime, parfois des incidents personnels, chez tous, hommes issus en définitive de la Révolution et dont la situation personnelle est liée au maintien de ses conquêtes, la conviction que la royauté tombera à vouloir rétrograder, tous ces sentiments et intérêts complexes vont les grouper en un parti d'opposition à l'ultra-royalisme avant d'en faire, à proprement parler, un parti constitutionnel. Les étranges théories, développées par Royer-Collard lors de la discussion de la loi électorale sur le droit de suffrage et la représentation, montrent que leur politique est négative, que leurs théories sont des armes de combat, qu'ils manquent encore du sens et de l'intelligence du gouvernement représentatif. Tout cela agit sur Guizot comme sur ses amis ; mais il est plus jeune, d'une nature plus ardente, d'un tempérament qui s'excite au combat : il marche plus vite sur le chemin constitutionnel. De plus il croit devoir, dans une certaine mesure, garder le rôle d'intermédiaire, qu'il avait assumé au temps de Montesquiou, entre son ministre et les parlementaires. Il reçoit beaucoup de députés dans son cabinet (1). Il n'est pas homme à dissimuler et à atténuer l'expression de ses idées. Une certaine âpreté dédaigneuse va concentrer sur lui les animosités ; connaissant le ministre pour docile aux influences, on attribue au secrétaire général la responsabilité d'une politique qui déplaît. En quelques mois il devient pour les gens de droite « cet affreux M. Guizot » (2).

(1) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 219.

(2) MME DE BOIGNE, *Mémoires*, t. II, p. 234.

* * *

Barbé-Marbois débute en effet par un acte qui est en contradiction si formelle avec la position du ministère où il vient d'entrer, qu'il ne peut s'expliquer que par la volonté délibérée de poursuivre une politique personnelle, volonté qui suppose un instinct combatif et une énergie qui n'est guère de son fait, ou par l'abandon à une influence qui en profite pour lui couper la retraite. Le 2 octobre, il adresse une circulaire (1) annonçant aux magistrats son installation : « Vous m'aidez, monsieur, à dissiper les alarmes qui ont été répandues touchant des objets de la plus grande importance ; ce sont principalement les domaines, de quelque espèce qu'ils soient, qui ont été aliénés par l'État depuis le commencement de la Révolution ; ce sont les droits anciens abolis pour toujours, tels que ceux qui résultaient de la féodalité, les dîmes, les privilèges en matière de contribution ». Il ne veut citer là que les principales de ces inquiétudes qui se sont manifestées sans fondement. Il sait dans quelle intention et par quels moyens elles ont été répandues. Il faut « les dissiper pour toujours, sans négliger néanmoins la poursuite de ceux qui auraient tenté de semer d'injustes méfiances ». La circulaire engage à fond la volonté du roi de voir en cette matière les lois ponctuellement exécutées. Cette circulaire avait presque l'air d'une réponse aux adresses d'un excessif dévouement, votées par certains collèges électoraux, et une déclaration de principes se hâtant de prévenir les initiatives de la Chambre.

Elle n'était pas inutile et les inquiétudes étaient si réelles, qu'elles se traduisent pendant tout cet automne 1815 par des manifestations pacifiques ou violentes, cris et placards injurieux pour le roi et le gouvernement, appelant naturellement des manifestations en sens contraire, état de trouble qui va jusqu'aux assassinats, violences, incendies (2). L'état de la France est tel

(1) *Archives du ministère de la Justice ; Recueil des circulaires originales*, n° 28 ; la minute est annexée ; ce n'est pas une minute à proprement parler, c'est la copie, par une main quelconque, envoyée à l'imprimeur : elle porte des annotations de Guizot, mais sans intérêt (indications pour l'impression).

(2) En voir le détail dans Henri HOUSSAYE, 1815, p. 543 et suiv.

que le gouvernement impuissant à ramener l'ordre par les moyens ordinaires, est amené à envisager des mesures qui correspondent à ce que nous connaissons sous le nom d'état de siège : ces mesures n'ont rien en elles-mêmes, qui soit ou ne soit pas réactionnaire, elles doivent être interprétées comme des mesures d'ordre. Ce sont les projets de loi sur la suspension de la liberté individuelle et sur les cris séditieux présentés les 16 et 18 octobre. Ce dernier émanait du ministère de la Justice : il était l'œuvre de Guizot (1). Les quatre premiers articles, définissant ce qu'il fallait entendre par séditieux, atteignaient aussi bien les violences de droite que celles de gauche : menaces et injures contre la puissance du roi et de sa famille, provocation à l'occupation et au renversement du gouvernement ou au changement à l'ordre de succession, à l'enlèvement du drapeau blanc et des signes de l'autorité et au port d'emblèmes interdits ou non autorisés, mais aussi provocation « à s'armer contre l'autorité royale, à désobéir à la Charte constitutionnelle et aux lois, à méconnaître l'autorité des magistrats ou agents du gouvernement légalement institués, à troubler la paix publique par des actes de violence envers les personnes et les propriétés. » Voici même qui est précis « article 3 : Sont coupables d'actes séditieux, toutes personnes qui répandraient et accréditeraient des alarmes touchant l'inviolabilité des propriétés qu'on appelle nationales » (2); l'article 5 prononçait la peine d'emprisonnement, de trois mois au moins à cinq ans au plus, suivie de mise en surveillance de la haute police; l'article 6 refusait implicitement de qualifier ces actes de crimes puisqu'il les renvoyait devant les tribunaux de police correctionnelle. Ainsi la loi armait le bras du gouvernement en introduisant dans le code pénal une qualification nouvelle de délit, mais la répression n'en était guère lourde et à se placer sur le terrain politique, on

(1) *Archives nationales* BB³⁰. 190, la minute est de la main de Guizot, corrigée ensuite par le ministre, mais celui-ci n'y fait que quelques changements de forme. Le discours par lequel le ministre présenta la loi, par contre, est de Barbé-Marbois sans collaboration de son secrétaire général; la minute est tout entière de sa main, surchargée de ratures d'ailleurs.

(2) Le ministre qui trouve sans doute cet article, réduit à ces mots, un peu trop péremptoire, essaie de l'édulcorer en ajoutant au texte de Guizot : « soit des nouvelles tendant à alarmer les citoyens sur le maintien de l'autorité légitime et à ébranler son autorité. »

pouvait dire qu'elle accordait une garantie nouvelle aux intérêts issus de la Révolution puisqu'elle plaçait l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux et l'intangibilité de la Charte sous la protection directe des tribunaux. Elle permettait d'atteindre les auteurs des manifestations bonapartistes ou républicaines sans doute, mais à un gouvernement libéral, fournissait aussi un moyen efficace de mettre fin aux campagnes de l'ultra-royalisme. Or, dans la pensée de Guizot, il ne s'agissait pas là d'une loi d'exception, mais d'une adjonction définitive à la législation pénale (1). Un tel projet souleva à la Chambre et dans les journaux royalistes une explosion d'indignation ; le projet fut refait par la commission, qui substitua la qualification de crime à celle de délit et les cours d'assises aux tribunaux correctionnels, qui frappa ces crimes de la déportation et d'indemnités pécuniaires, qui exigea de la « candeur » de Barbé-Marbois l'institution de cours prévôtales : et encore les royalistes purs voulurent-ils frapper les provocations séditeuses de la peine de mort et supprimer l'article sur les biens nationaux (2). Guizot ne se tient pas pour battu ; car, dans la circulaire d'application adressée aux procureurs le 12 novembre (3), s'il analyse les qualifications de crimes portées par la loi et prescrit d'indiquer au jury leur gravité et les inconvénients de l'indulgence, le ministre insiste sur les articles de la loi qui définissent les délits nouveaux et comblerent « une lacune du Code pénal », et il répète qu'il faut comprendre, dans les atteintes à la Charte, « les fausses et perfides alarmes répandues à dessein pour ébranler la fidélité des citoyens, entretenir entre eux des sujets de désaccord » contre « l'inviolabilité des propriétés dites nationales et l'abolition perpétuelle des dîmes et droits féodaux. » La loi interdisait la mise en liberté provisoire : la circulaire dégage cette signification que les juges doivent éviter tout retard inutile.

Quelques jours après, une autre circulaire du 8 décembre (4)

(1) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 117.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. III, p. 273 et p. 280 et suiv. NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, t. III, p. 315. Cf. sur le travail de la commission PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 10 et 11.

(3) *Archives du ministère de la Justice : Recueil des originaux des circulaires*, n° 29.

(4) N° 30.

faisait subir à une autre loi, celle du 29 octobre sur la suspension de la liberté individuelle, un adoucissement analogue ; sous couleur de préciser des dispositions qui pouvaient être mal comprises, elle restreignait le droit d'arrestation, défini par l'article 2, aux fonctionnaires qui par le code ont le droit de décerner des mandats, c'est-à-dire aux juges d'instruction, aux préfets, le déniait aux procureurs, aux officiers de police judiciaire et aux sous-préfets même dans le cas de flagrant délit ; elle ordonnait aux procureurs, dans le cas d'arrestation par mandat du préfet, d'attendre l'ordre de poursuite qui leur viendra du ministère ; sous aucun prétexte enfin, les autorités judiciaires ne pourront ordonner une détention par mesure de sûreté générale (1). Ainsi se réintroduisaient dans la loi, par le seul effet d'une circulaire ministérielle, les amendements rejetés par les Chambres.

Les exaltés de la Chambre, fort mécontents du projet apporté sur les provocations séditieuses, avaient essayé de se débarrasser du ministre de la Justice en révisant la loi sur la Cour des comptes, puis en proposant (23 octobre) d'ajourner à un an l'inamovibilité des magistrats : mais le terrain était mauvais, le seul résultat avait été de montrer aux députés modérés la nécessité d'une défense commune (2). Guizot plus tard fut accusé d'avoir organisé, sinon conseillé, les cours prévôtales, d'avoir choisi et dirigé les prévôts (3). L'examen des papiers des Archives permet de le laver de ce reproche : pour quelque raison que ce soit, il n'a en rien coopéré à cette œuvre sinistre ; tout ce qui concerne les Cours prévôtales, l'étude de la législation antérieure, l'établissement du projet de loi, les instructions données aux prévôts, est dû à la collaboration directe et exclusive de Barbé-Marbois et du directeur des affaires criminelles et des grâces, Le Graverend (4). Il

(1) Guizot fit procéder (circulaire du 20 novembre 1815) à une statistique des détenus politiques à la fin de l'année (le modèle d'état à remplir est de sa main) ; il en résulta qu'au 31 décembre 1815 il y avait au total 2 906 détenus pour cause de délits politiques, dont 1 359 jugés et 1 547 non-jugés : l'état n'indique aucun détenu pour les cours royales d'Aix, Ajaccio et Nîmes (les renseignements sans doute n'avaient pas été fournis en temps voulu). A Paris, il y en eut 403 dont 184 jugés ; à Toulouse, 280 ; Bordeaux, 206 ; Montpellier, 203 ; Dijon, 184 ; dans les autres villes ils sont moins de 150 (BB³⁰. 190).

(2) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 15.

(3) DULAURE ET AUGUIS, t. V, p. 193. VAULABELLE, t. IV, p. 83.

(4) *Archives nationales*, BB³⁰. 190. Le dossier intitulé *Rétablissement des juri-*

en est de même pour la préparation de la loi d'amnistie et sa mise en application, affaire traitée par Barbé-Marbois, Le Graverend et un employé du ministère nommé Germeau (1).

Guizot, à peu de temps de là, eut l'occasion de diriger contre l'ultra-royalisme un coup dur : et cette fois les députés de droite n'eurent aucun doute sur l'origine de cette riposte. Depuis l'arrestation de Trestaillons, les crimes et brigandages paraissaient terminés dans le Gard ; le voyage du duc d'Angoulême semblait promettre et effectuer la réconciliation. Le 12 novembre, à Nîmes, sur l'invitation des autorités et malgré leurs appréhensions, les protestants rouvrirent leur temple et célébrèrent leur service ; une explosion de fanatisme chez le populaire catholique déclencha une émeute ; le temple fut forcé et saccagé, le général de Lagarde, en essayant de ramener le calme, fut assassiné (2). Aussitôt la nouvelle connue à Paris, le ministre fit signer au roi, le 21 septembre, une ordonnance ouvrant des poursuites immédiates contre l'auteur de l'assassinat, les auteurs et complices de l'émeute et rappelant des troupes dans la ville. Des considérants virulents flétrissaient le crime atroce qui a souillé la ville de Nîmes : « Au mépris de la Charte constitutionnelle, qui reconnaît la religion catholique pour la religion de l'État mais qui garantit aux autres

dictionnaires prévôtales contient le dossier de préparation de la loi ; la commission qui fit le projet était composée de : Portalis, Dudon, Royer-Collard, Séguier, conseillers d'État, Barris, président de la cour de cassation et Jacquinet, procureur près le tribunal de la Seine, le projet était prêt le 25 octobre. BB³⁰. 126, « ministère de la Justice, affaires criminelles, questions prévôtales, 1816 » contient la correspondance du ministre avec les magistrats ordinaires et les prévôts.

(1) BB³⁰. 191. 3 : ordonnance du 24 juillet 1815 et loi d'amnistie du 12 janvier 1816 ; BB³⁰. 259, Restauration, divers (un dossier de correspondance et circulaires relatives aux bannis, 1816). Enfin la minute de la circulaire aux procureurs généraux et procureurs du roi, du 16 janvier, qui figure au recueil des originaux des *Archives du ministère de la Justice* (n° 13) est de la main de Barbé-Marbois, elle est d'ailleurs rédigée en style sentimental.

(2) Pasteur A. BORREL, *Histoire de l'Eglise réformée de Nîmes*, p. 263-268. Les conclusions du préfet sur cette journée après enquête sont contenues dans sa lettre du 27 novembre. (*Archives nationales* F⁷ 9 657). Les protestants renoncèrent sagement au culte public et fermèrent leur temple : dans la pensée que le fanatisme populaire s'expliquait en partie peut-être par ce fait que le temple était une ancienne église catholique, les autorités municipales et le Consistoire entrèrent en négociations pour abandonner les deux édifices qui avaient été attribués aux protestants, en échange de deux temples que la municipalité ferait construire. Le rétablissement de l'ordre rendit ce transfert inutile.

cultes protection et liberté, des séditieux attroupés ont osé s'opposer à l'ouverture du temple protestant », le commandant militaire a été assassiné ; « si un tel attentat restait impuni, il n'y aurait plus d'ordre public ni de gouvernement, et nos ministres seraient coupables de l'inexécution des lois ». De pareilles expressions exaspérèrent une Chambre qui, quelques jours auparavant, s'était soulevée pour imposer silence à un orateur, Voyer d'Argenson, pourtant bien timide à simplement évoquer les massacres de juillet. Les ultra découvrirent aussitôt, derrière le ministre, son secrétaire général et s'en prirent à lui : « On voyait bien que M. de Marbois n'était entouré que de bonapartistes et que le secrétariat général de son ministère était confié à un protestant (1) ! » Guizot d'ailleurs ne se faisait pas faute de répandre les informations qu'il recevait de Nîmes et de s'en indigner hautement ; car les deux députés du Gard, les anciens commissaire et préfet extraordinaires de 1815, le comte de Bernis et le baron de Calvières, lui écrivirent une lettre violente le 21 novembre, pour se plaindre du bruit venu de lui, leur affirmait-on, que, dans l'émeute du 12, trois filles protestantes auraient été violées : « Lorsqu'une personne revêtue de votre caractère avance de pareils faits, ils prennent une telle gravité, que mes collègues et moi y aurions donné créance si, etc... » ; ils le sommaient de leur indiquer la source de ces informations. Guizot répondit le jour même : il ne veut pas chicaner sur le mot *maltraitées* ou *violées*, car, ce qui importe, c'est d'obtenir « la répression et la punition des excès de tous genres qui ont été commis, sans se jeter dans le chaos des récriminations et des dénégations » ; les lettres particulières qu'il a reçues, lui ont fait le récit d'atrocités ; plusieurs femmes sont mortes à l'hôpital de leurs blessures ; il croit fermement qu'il ne faut pas exagérer et imputer ces crimes à ceux qui, sans les avoir prévus, auraient voulu les arrêter ; il se refuse à rien dissimuler ; il n'obéit à aucun esprit de parti, « je les crois trop dangereux et égarés » ; il ajoute fièrement : « Je me sens assez bon royaliste pour ne pas craindre de me montrer modéré. Je crois qu'il est indispensable que tous les gens de bien, tous les vrais serviteurs du roi unissent leurs efforts, leur franchise et leurs démarches

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 17.

pour rétablir dans notre malheureux pays la justice et la paix. Vous me trouverez toujours disposé à vous seconder dans cette utile tâche, vous me trouverez toujours étranger à toute prévention, à toute animosité, je ne conçois pas comment on peut en apporter lorsqu'il s'agit du service du roi et du repos de la France (1). » C'était bien là le dernier langage que pussent comprendre des députés de la Chambre introuvable. Dès ce moment la colère du parti va poursuivre Guizot d'une haine qui ne faiblira pas.

Il fallait d'ailleurs une attention constamment en éveil pour réprimer les excès de tout ordre. Ainsi le procureur général d'Aix rendait compte le 22 février (2) qu'à Tarascon les royalistes, pour enlever l'acquittement de deux terroristes, Gouvenet et Aubert, voulaient brûler le tribunal et détruire le greffe ; il dénonçait leurs « honteux propos » contre le roi et le gouvernement, l'impunité dont ils se vantaient. Il fallut transporter le tribunal à Arles pour le mettre à l'abri.

La réaction triomphait partout. Tandis qu'à la Chambre, par leurs propositions ou leurs discours, les députés semblaient avoir pris à tâche d'exaspérer et d'inquiéter successivement toutes les classes, tous les intérêts, tous les sentiments, en province il s'était constitué, dans chaque département, à côté des autorités régulières, un comité des royalistes les plus purs, surveillant les fonctionnaires, exigeant des destitutions d'employés. Sous leur pression, en maint endroit, préfets et magistrats ne tenaient pas compte des instructions de modération qui leur venaient des ministres de la Police et de la Justice et détournaient en instrument de vengeances les lois sur les cris séditieux ou la liberté individuelle (3). Le mot d'ordre leur venait d'une espèce de gouvernement occulte constitué autour du comte d'Artois comme administration de la Garde nationale, ou d'associations secrètes dont l'existence avait été découverte au ministre de la Police par des rapports des préfets du Gers et du Tarn-et-Garonne le

(1) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux* n° 8, pièces n° 5.

(2) *Archives nationales*, BB³⁰, 191. 2.

(3) Chercher le détail dans DUVERGIER DE HAURANNE, t. III, p. 353 et p. 424. Sur les destitutions faites par les autorités locales VAUABELLE, t. IV, p. 96 à 108.

6 novembre 1815, et que Decazes avait prescrit de dissoudre par un ordre formel du 4 décembre (1). Celle qui portait le nom des *Francs-régénérés* est la plus connue. Elles avaient survécu à l'ordre de Decazes. S'armant de la loi contre les provocations séditieuses, Guizot prit l'offensive : il écrivit et fit signer à son ministre, une énergique instruction du 5 février 1816 (2) aux procureurs généraux. Des associations formées sous les Cent-Jours et d'abord animées d'intentions pures, se sont perpétuées une fois l'usurpation terminée, bien que leur existence soit contraire aux lois, à l'ordre et à la tranquillité publique. S'autorisant de ces sociétés, des gens se livrent aux exactions et violences, lèvent des contributions qu'ils déguisent sous le nom de quêtes, faites quelquefois même au profit de gens poursuivis par la justice : ils forcent des citoyens paisibles à s'enrôler dans leurs bandes ou à se racheter à prix d'argent. Ces sociétés portent des dénominations singulières et mystérieuses ; certaines s'affilient de département à département, d'ailleurs si peu scrupuleuses sur leurs adhérents, qu'elles admettent parfois des membres des fédérations des Cent-Jours. Ces sociétés sont coupables, quels que soient leur nom et leur déguisement : « leurs chefs s'en servent dans des desseins ambitieux, cupides ou même encore plus criminels » ; leur moindre mal est de troubler l'ordre. Si ce « fléau », cette « calamité » a envahi le ressort de la cour, le procureur général en rendra compte avec soin, en fera connaître les auteurs, se concertera avec le préfet pour les dissoudre : il ira, s'il le faut, jusqu'aux poursuites : « Si ces pratiques sourdes et secrètes étaient continuées, vous les réprimeriez conformément aux lois. » Naturellement, — paragraphe obligé pour faire passer le reste, — il faut également redoubler de surveillance à l'égard des partisans de l'usurpation. La circulaire conclut : « Sa Majesté ne tolérera dans son royaume aucune faction, ni même aucun parti sous quelque forme que ce soit, surtout ceux qui entreprendraient de porter la moindre atteinte à la Charte constitutionnelle. C'est sur elle, en effet, que repose la tranquillité de l'État, et ceux qui oseraient l'attaquer doivent être, comme autant d'ennemis publics, l'objet de votre attention

(1) *Archives nationales*. F⁷. 6694.

(2) *Recueil des originaux des circulaires*. (*Archives du ministère de la Justice*), n° 22. La minute est de la main de Guizot.

et de votre vigilance. » — Les « royalistes » traités d'ennemis publics dans une circulaire officielle d'un ministre du roi, quel scandale ! Mais sur ce point encore c'était peu de fulminer des circulaires, si les autorités locales se dérobaient : qu'il n'y eût rien ou qu'ils ne voulussent rien voir, les procureurs généraux, sauf deux, celui d'Aix et celui de Limoges, répondirent qu'il n'y avait rien de semblable dans leur ressort (1). Les autorités judiciaires avaient beau jeu à désobéir, quand elles voyaient leurs collègues de l'administration préfectorale ou leurs camarades militaires recevoir de leurs ministres des instructions contraires. Ainsi Guizot luttait, poussait son ministre à la lutte contre l'ultra-royalisme, sans beaucoup d'autre profit que de récolter des haines farouches.

* * *

Un des principaux griefs du parti contre-révolutionnaire était les modifications effectuées dans le personnel. C'était en quelque sorte la fonction propre que Guizot avait reçue, tâche bien difficile, dit Decazes dans ses notes (2), en raison des changements nécessaires à opérer. La Charte prévoyait l'inaéquivocité des magistrats, mais la première Restauration avait posé une condition préalable, l'institution royale. Dambray en avait appliqué le principe à la Cour de cassation, éliminé un certain nombre de conseillers impériaux. Les Cent-Jours avaient grandement compliqué la question ; certains magistrats avaient refusé le service de l'empereur, d'autres avaient été révoqués, des remplacements avaient été effectués. Conférer en bloc l'institution royale à la magistrature telle qu'on la retrouvait au retour de Gand, était donc politiquement impossible : une ordonnance rétablit dans leurs fonctions les juges antérieurs au 20 mars, mais décida que les nominations postérieures à cette date ne seraient valables que par une nouvelle institution royale (12 juillet). On ne se borna pas à combler les vides : le corps judiciaire fut réorganisé en entier. Cette interprétation donnée à l'ordonnance du 12 juillet

(1) *Archives nationales*, BB³⁰. 191. 2.

(2) Cité par Ernest DAUDET, *Louis XVIII et Decazes*, p. 51.

sous l'influence de Guizot, dit-on (1), que l'inamovibilité ne serait acquise à aucun magistrat qu'à la suite d'une nouvelle investiture, pouvait entraîner un bouleversement systématique en vue de servir des intérêts de parti.

Le mouvement opéré par Guizot, souleva un double mécontentement. Chez les bonapartistes et opposants de gauche, parce que les magistrats de l'Empire n'étaient pas purement et simplement conservés. Chez les royalistes, parce que cette épuration ne fut pas faite au gré de leurs passions. Il y eut une vaste épuration en effet : dans les quatorze cours royales sur lesquelles s'étendit l'opération, de juillet 1815 à mai 1816, 137 magistrats furent révoqués ou déplacés, sur 419. Le travail fut fait avec méthode : les préfets, spontanément ou sur demande, envoyèrent des renseignements sur les magistrats du département (2). Les unes après les autres, les ordonnances de constitution se suivirent à des intervalles qui prouvent un sérieux travail d'examen : les deux grandes cours d'abord, Paris le 18 septembre, Lyon le 25 octobre ; puis en janvier, Bordeaux ; en février, Dijon, Orléans, Aix ; en mars, Metz, Nancy, Ajaccio, Pau, Grenoble et Besançon ; en avril, Colmar et Douai. Le renvoi de Guizot interrompit cette œuvre. La moitié des premiers présidents et présidents de Chambre, le tiers des conseillers furent changés ; au parquet davantage encore, naturellement, plus de la moitié des procureurs et avocats généraux. Quatre cours seulement restèrent à peu près intactes : Metz, Nancy, Grenoble, Douai ; les deux plus atteintes, — pour la moitié de leurs membres, — furent celles de Bordeaux et d'Ajaccio ; pour les autres les mutations allèrent du quart (Colmar et Orléans) au tiers. Quant aux parquets, ceux d'Ajaccio et d'Orléans furent à peu près totalement renouvelés ; Bordeaux, Pau, Grenoble et Besançon perdaient les deux tiers de leurs anciens titulaires. Les historiens de gauche, écrivant sous la Monarchie de Juillet, reprocheront à Guizot d'avoir été « l'agent très actif

(1) VAULABELLE, t. IV, p. 5 et p. 231.

(2) *Archives nationales* : par exemple, lettres des préfets de Meuse, 29 septembre ; Pyrénées-Orientales, 10 octobre ; Indre-et-Loire, 24 novembre ; Vosges, 5 décembre ; Mayenne, 5 décembre (F⁷ 9700). Le préfet du Calvados envoie le 19 janvier 1816 un tableau classant les magistrats de la cour royale et des tribunaux, en trois catégories : ceux qu'il y a lieu d'écarter, ceux qu'il couvre d'éloges, les indifférents ou faibles, et il propose des candidatures (F⁷ 9688).

et des plus implacables de la persécution (1) ». Les contemporains en jugèrent autrement, parce qu'ils eussent voulu expulser de la magistrature tous les fonctionnaires « d'origine usurpatrice ». Or un ancien magistrat voyait avec indignation qu'en avril 1816 sur 2 923 magistrats en fonctions, 2 182 provenaient des temps néfastes de la Révolution et de l'Empire (2); Villèle, dans ses lettres à son père ou ses notes, se désolait de voir remplir le *Moniteur* d'ordonnances, qui ont organisé la magistrature « dans un sens hostile à la monarchie »; ces choix soulevaient la réprobation et l'indignation de la Chambre (3).

Elle s'était habituée à ne plus accepter d'obstacles : des projets de lois présentés par le ministère, elle faisait des instruments de contre-révolution, tirant de la loi sur les cris séditieux les cours prévôtales, de la loi d'amnistie les catégories de proscription, du budget la reconstitution de la fortune du clergé. Le duc de Feltre et Dubouchage lui sacrifiaient l'armée et la marine; Vaublanc mettait à son service l'administration, puis, par un projet de loi ridicule, le corps électoral; Richelieu et Decazes, peu à peu épouvantés de cette Chambre ingouvernable, s'efforçaient, par entente secrète avec les modérés et avec les Pairs, à limiter le mal, mais croyaient devoir faire ouvertement la part du feu. Le ministère de la Justice était le seul môle où se brisait l'élan contre-révolutionnaire. Malgré de violentes attaques, lorsque le duc de Richelieu, ayant en poche son budget, se hâta de clore la session (29 avril), Barbé-Marbois et Guizot étaient encore debout.

Pour peu de temps encore. Les yeux ouverts enfin sur l'incapacité du ministre de l'Intérieur et sur sa trahison politique

(1) DULAURE et AUGUIS, t. IV, p. 192; VAULABELLE, t. IV, p. 83 et p. 225.

(2) *De l'épuration des tribunaux et administrations demandée par les deux Chambres législatives au nom de la France entière et solennellement promise par le ministère au nom de Sa Majesté*, par C. A. L. C., ancien magistrat, in-8°, 1816 (*Bibliothèque nationale*, L⁴⁸ 545). L'épuration fut poursuivie après lui. Béranger donne en effet dans sa brochure *De la justice criminelle en France* (p. 220) les chiffres suivants des mutations opérées dans les trois premières années de la Restauration, en face desquelles je mets celles prononcées sous l'influence de Guizot jusqu'en mai 1816.

Présidents, 55; jusqu'en mai 1816 : 22.

Procureurs généraux et avocats généraux, 41; jusqu'en mai 1816 : 21.

Conseillers, 202; jusqu'en mai 1816 : 69.

(3) *Mémoires et correspondance*, t. I, p. 377, 379.

vis-à-vis de son chef jusqu'à la tribune, Richelieu se décida à remanier son cabinet, à remplacer Vaublanc par le président de la Chambre, Lainé, libéral brouillé par un incident de tribune avec la droite. Pour faire contrepoids, Barbé-Marbois et Guizot furent sacrifiés (8 mai) ; Dambray redevint ministre de la Justice ; Guizot, secrétaire général, protestant de Nîmes, fut remplacé par un des plus intolérants catholiques de Nîmes, membre fougueux de la majorité, M. de Trinquelague, qu'on nomma sous-secrétaire d'État. Il avait espéré recevoir en compensation, la place de conseiller d'État que le comte de Serre, premier président de Colmar, laissait vacante au comité de législation ; il pria Barante d'agir auprès de Decazes et de Richelieu (1). Il n'obtint que la place de maître des requêtes ordinaire et fut mis au comité du contentieux (16 mai) (2).

III

Les violences contre-révolutionnaires de la Chambre avaient créé un parti constitutionnel. Le noyau en fut la réunion, au début de novembre, chez Pasquier, de quelques députés après la proposition Hyde de Neuville de suspendre l'inamovibilité des juges : à l'imitation des ultra, le petit groupe avait essayé de s'élargir en un groupement de députés modérés, tenant ses assises rue Saint-Honoré ; mais il ne dura pas trois mois. Le parti n'exista donc que par cet état-major de quelques députés qui se rencontraient secrètement, s'entendaient à l'avance pour se partager les rôles à la Chambre et les arguments, sans autre force que la puissance de leur talent ; trois d'entre eux se connaissaient de longue date, Pasquier, Royer-Collard et Becquey ; des magistrats s'étaient joints à eux : le comte de Serre et son ami F. de Wendel, Blanquart de Bailleul et Bourdeau (3). Guizot fréquentait la réunion : il en était le seul représentant dans les sphères gouvernementales. Il est vraisemblable que son intermédiaire fut employé lorsque le duc de Richelieu et Decazes, effrayés de l'exagération de la

(1) Lettre du 9 mai 1816 (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 79).

(2) *Moniteur* du 18 mai 1816, p. 573.

(3) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 25, 62.

Chambre, le dernier brouillé avec la majorité à la suite de l'évasion de Lavalette, éprouvèrent le besoin de s'entendre sous main avec eux ; Pasquier parle en effet de ces négociations secrètes avec les ministres Richelieu, Corvetto et Barbé-Marbois, qui firent demander aux députés modérés de jouer ce rôle ingrat de combattre à la Chambre les mesures auxquelles le gouvernement ne croyait pouvoir ouvertement s'opposer sans se compromettre (1). Le renvoi de Guizot faisait perdre tout contact avec le gouvernement : ils réussirent à le maintenir, en faisant adjoindre Becquey comme sous-secrétaire d'État au nouveau ministre de l'Intérieur, Lainé. De plus, Barante rapprocha Pasquier et Royer-Collard de Decazes, avec lequel il était lié d'amitié. Quand commence l'été de 1816, les éléments du futur parti doctrinaire sont donc agrégés ; il n'y manque plus que le duc de Broglie et le jeune Charles de Rémusat ; ils ont trouvé, par leurs relations avec Decazes, leur moyen d'action sur le gouvernement. Mais ils sont encore mêlés d'éléments étrangers et le chef qu'ils suivent, Pasquier, n'est pas un futur doctrinaire. Il y a d'ailleurs encore entre eux des secrets : on a eu besoin de Royer-Collard et du comte de Serre pour l'action parlementaire, mais les vrais confidents de Pasquier et ses instruments sont les deux administrateurs, Guizot et Barante : ce sont ces trois hommes qui vont, à l'insu des autres, lier partie avec Decazes pour la dissolution de la Chambre.

* * *

Parce que l'arme du pouvoir lui avait été arrachée des mains, Guizot ne renonça pas pour autant à la lutte contre l'ultra-royalisme. Mais les conditions en devenaient différentes. Il est rare qu'il lui soit donné encore de faire œuvre de défense pratique. Pourtant au Conseil d'État, comme maître des requêtes, il fut appelé à rapporter sur l'affaire d'un sous-préfet de la Drôme rallié aux Cent-Jours, Pons, de Nyons, accusé de participation ou d'organisation de complot bonapartiste pour avoir abandonné ou distribué des munitions aux gardes nationaux rassemblés pour lutter contre les volontaires du duc d'Angoulême. Dans un rap-

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 54.

port vigoureux (1), Guizot écarta toute une série d'accusations annexes et plaça résolument la question sous son vrai jour : le danger politique de poursuivre sur une tête, « un délit, pour ainsi dire général, dont un grand nombre d'hommes se sont rendus coupables ». « Est-il prudent de semer ainsi les alarmes en exécution d'une loi d'amnistie? de perpétuer des souvenirs qui ne sont propres eux-mêmes qu'à perpétuer l'agitation? de poursuivre, enfin, dans la personne d'un individu obscur et peu important, d'une part des hommes plus considérables qu'on n'a pas l'intention d'atteindre, de l'autre cette tourbe populaire qu'on a besoin de calmer? » Il concluait au refus d'autoriser les poursuites.

De telles occasions sont rares. A leur défaut, Guizot porta la lutte sur le terrain spéculatif. En juin 1816 il faisait paraître, — n'osant pas encore voler de ses propres ailes, — une traduction de l'ouvrage d'Ancillon, *De la souveraineté et des formes du gouvernement* (2). Une préface en tête et six notes en fin du volume, étaient le véritable objet de cette publication. Malgré le caractère théorique de l'ouvrage, la préoccupation de l'actualité n'est pas absente; ces petites dissertations au contraire visent en réalité à la réfutation de théories émises pendant la session par les députés de droite : elles sont de la politique, plus que de la doctrine. Guizot y renouvelle le programme, qu'il n'a cessé d'indiquer comme le seul juste et politique, marcher sans s'inféoder à un parti, rallier autour de soi les intérêts nationaux, les opinions modérées, les sentiments seuls patriotiques (3); il prétend (4) que l'utilisation de tout ce qu'il y avait de bon et de sain dans la France de la Révolution, dont il refuse de juger et de condamner la valeur morale sur les violences de ces temps de crise, est le moyen sûr d'éviter des séditions comme celle de Grenoble qui vient d'éclater au moi de mai. Mais l'intellectuel formé par les

(1) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 8 : « Notes et avis politiques de moi », pièce n° 6.

(2) *De la souveraineté et des formes du gouvernement, essai destiné à la réfutation de quelques principes politiques*, par Frédéric ANCILLON, accompagné de notes du traducteur. Paris Le Normand, 1816, in-8° (*Bibliothèque nationale*, E 2126), anonyme.

(3) Note 5 : *Du danger pour un gouvernement d'adopter l'esprit de parti*, p. 159.

(4) Note 6 : *De l'état moral de la France pendant la Révolution*, p. 163, et la note précédente, p. 161.

idéologues et le protestant moraliste se retrouvent, quand, réfutant Ancillon, il n'admet (1) pas qu'un gouvernement aille au hasard, jouet des événements, quand il exige des hommes politiques, une théorie de la société, c'est-à-dire « l'ensemble des faits qui constituent l'état de cette société et des lois par lesquelles ces faits s'unissent et coexistent », une théorie des institutions, soit « l'ensemble des principes auxquels les institutions peuvent être rapportées, qui en font la base et en déterminent la nature », une théorie enfin de la morale en prenant ce mot dans le sens très large de l'ensemble des idées et des sentiments moraux de la société ; car, dit-il, la vraie cause des révolutions est non dans des intérêts particuliers, des passions ou des opinions individuelles, mais dans un changement de l'état moral de la société auquel ne sont plus adaptés les institutions et le gouvernement.

Trois de ces notes ont une application plus directe, elles traitent du principe représentatif, de l'initiative des lois et de la décentralisation, c'est-à-dire des trois questions qui ont fait le thème des discussions parlementaires. La solution lui en est dictée par la considération de la polémique avec la droite : il n'y a pas ici le résultat d'un travail de réflexion indépendante sur des idées pures, mais l'argumentation d'un plaidoyer. Dans deux discours prononcés lors de la discussion de la loi électorale, Royer-Collard avait exposé sa doctrine du gouvernement représentatif, ou pour mieux dire une doctrine qui le niait ; car dans le premier il limitait les Chambres à un rôle consultatif, et dans le second il déclarait péremptoirement que le gouvernement de la Charte n'était et ne pouvait être un gouvernement représentatif ; l'opinion d'une nation devait être cherchée, non dans la volonté d'une Chambre élective, mais dans la connaissance des intérêts véritables du pays. Guizot lui emprunte des arguments mais en se séparant de telles théories. Pourtant comme il s'agit d'opposer une digue aux prétentions parlementaires affichées par la Chambre introuvable, il se dépense à chercher une théorie de la représentation (2) qui, sans détruire la base même du régime, en restreigne le développement. S'attachant au sens littéral du mot représentation,

(1) Note 3 : *Sur le rôle des théories en matière de législation*, p. 142.

(2) Note 1, p. 122, 133.

il voit dans le représentant un mandataire, auquel est déléguée une certaine fonction et dont le pouvoir, par là même, n'est légitime que pour le but et dans les limites de son mandat. « Le mandat de nos représentants législateurs est dans la Charte » ; « quand ils prétendent représenter les opinions, les intérêts, les volontés nationales, quand ils parlent au nom de la nation qui les a élus, alors ils s'arrogent un mandat illimité, antérieur et supérieur à celui que la Charte leur assigne..., ils remettent en question l'existence même du gouvernement, dans lequel ils n'ont été appelés que pour occuper un certain emploi (1). » Le principe de la souveraineté du peuple, incompatible avec la Charte, seul en justifierait. Par un recours semblable à la Charte, Guizot déniait à la Chambre le droit, réclamé pendant toute la session, de l'initiative des lois : comme Royer-Collard, il croyait que là où s'établit l'initiative de la loi, là est le mouvement et la vie, là est le gouvernement : « que ceux qui sont appelés à gouverner conservent précieusement l'initiative ; car si elle leur échappe, le gouvernement la suivra dans le lieu où elle aura pris son séjour ». Mais là où il s'éloignait complètement de Royer-Collard et entrevoyait la vérité du gouvernement parlementaire, c'est quand, envisageant l'avenir, il ne craignait pas d'affirmer qu'un jour viendrait où la pénétration des pouvoirs serait telle que la question de l'initiative n'aurait plus de sens : « le gouvernement l'exercera par les Chambres mêmes... la nature de nos institutions amènera nécessairement ces conséquences (2) ». Sur la question de la décentralisation (3), par contre, une des questions qui dans quelques années lui tiendront le plus à cœur, il ne prend pas la peine de dissimuler qu'il lutte contre les ultra : Villèle et son parti réclamaient des libertés locales, qui signifiaient pour eux l'indépendance et la tyrannie administrative des grands propriétaires terriens. « L'esprit de localité », dit Guizot, a disparu, le pays n'est pas mieux préparé aujourd'hui pour le système municipal et provincial qu'en 1789 pour la représentation nationale et l'unité, toute son éducation serait à faire ; le mouvement qui réclame la décentralisation, a un objet précis, « s'emparer, sur les lieux mêmes, d'une autorité

(1) Pages 132-133.

(2) Note 2 : « Proposition des lois par le roi, » p. 136.

(3) Note 4 : « De l'uniformité des lois dans un pays, » p. 149-159.

qui paraît trop difficile à acquérir au centre du gouvernement ».

Tel est ce premier livre politique fort imparfait et inexpert encore, mais intéressant parce qu'on y voit, outre une position politique très nette, une pensée qui se forme et qui se sent à l'étroit dans les limites où la nécessité de la polémique enserme encore son raisonnement ; que la crainte d'ouvrir la porte à la contre-révolution disparaisse, et la pensée de Guizot, sans entrave, ira franchement jusqu'aux solutions libérales.

* * *

L'actif combattant se porta rapidement sur un autre point menacé.

L'Université avait été violemment attaquée à la Chambre introuvable et pour donner satisfaction aux haineuses diatribes développées par les députés Murand de Saint-Romain et de Marcellus le 23 janvier 1816, Lainé avait nommé une commission (16 juillet) destinée à préparer la réforme de l'enseignement ; les considérants de l'ordonnance (1) et la composition de la commission où deux évêques, Chateaubriand et Fontanes devaient faire pièce à Royer-Collard, indiquaient assez le danger qui menaçait le corps universitaire : « Secourons l'Université, demandait déjà Royer-Collard au comte de Serre le 31 mai (2), contre des ennemis, qui presque tous sont les ennemis de la Charte et de la raison », mais il avait fort à faire (3).

Guizot lui apporta le secours de sa plume dans un *Essai sur l'histoire et l'état actuel de l'Instruction publique en France*. En voici la doctrine : les établissements scolaires n'ont pas pour tâche unique de dispenser l'instruction ; ils ont à former les hommes nécessaires à la stabilité et au bonheur du pays, animés de l'attachement aux lois fondamentales de l'État et au souverain. « Or, ce sentiment ne peut naître que de la concordance des doctrines publiques et des habitudes nationales avec les institutions politiques, la nature et les principes du gouvernement. » Un système d'éducation natio-

(1) *Moniteur* du 31 juillet 1816.

(2) *Correspondance* du comte DE SERRE, t. II, p. 115.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 150 et 151 et PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 204.

nale, qui ait souci « de propager sous les rapports de la religion, de la morale, de la politique, etc..., les doctrines qui conviennent à la nature et à la direction du gouvernement », donnera au régime une puissance qui pourra défier les écarts de la liberté d'esprit et les tentatives séditieuses.

C'est à cette mesure que Guizot apprécie la méthode et les résultats de l'instruction publique depuis le seizième siècle, qu'il condamne le système d'enseignement de l'ancien régime, qu'il rend hommage à la beauté de l'édifice entrevu par la Constituante et la Législative, qu'il critique les Écoles centrales, non pour leur doctrine et leur méthode, mais pour les erreurs de leur organisation. La loi du 1^{er} mai 1802 aperçoit enfin la nécessité essentielle de fonder une éducation nationale en rapport avec les institutions politiques, mais en la faussant au profit du despotisme personnel. Et l'Université impériale de 1808, si Guizot en condamne l'organisation tyrannique et l'étroitesse des programmes, il en loue chaleureusement le principe fondamental, que l'instruction publique appartient à l'État, et l'organisation corporative, qui lui évita d'être l'instrument flexible conçu par le despote.

Un victorieux exposé de son œuvre est la réponse de Guizot aux attaques des ultra-royalistes. Une analyse précise et documentée de ses rapports avec le clergé, fait justice des reproches d'athéisme et d'immoralité lancés à la Chambre. Il lui fait honneur des progrès des études classiques et du réveil des études de littérature, de ses efforts dans l'enseignement scientifique ; ses programmes trop restreints en sciences naturelles et historiques, l'absence des langues et littératures étrangères, sont le fait du souverain lui-même. Enfin il met en vue toute la difficulté du choix des hommes, le tact et l'esprit de justice qui y a présidé. L'Université, en vérité, a fait dans tous les domaines, tout le bien que lui permettait le despotisme de l'empereur.

Guizot s'en tient donc au principe du monopole ; il refuse de remettre l'enseignement aux mains des partis : les esprits sont trop flottants, les mœurs trop agitées, « il faut qu'une autorité supérieure choisisse et adopte dans ces idées et dans ces mœurs encore si incertaines, ce qui peut et doit devenir le fondement de véritables doctrines publiques ; il faut que les opinions vraiment nationales soient démêlées, concentrées, mises en évidence et

réduites en préceptes dans les écoles (1) ». Le gouvernement seul peut assumer ce rôle. Guizot se prononce donc pour le maintien du corps universitaire, gardant son indépendance, ne relevant que de soi-même, débarrassé de tout élément étranger, se recrutant par ses propres soins, ayant des droits et des obligations déterminés par les lois et protégés par des pénalités spéciales. Il est hostile à toute réforme qui ne laisserait pas le gouvernement de l'Université au Conseil supérieur dirigé par un président, — autrement dit à toutes les réformes préconisées par la droite.

Cet essai marque sur l'ordonnance du 17 février 1815 un recul de doctrine, mais un progrès de politique. Guizot, dominé par la crainte de laisser la contre-révolution envahir l'État, préfère différer une organisation libérale pour sauver la liberté et les conquêtes révolutionnaires.

La commission Lainé dut se dissoudre sans arriver à aucune réalisation.

* * *

Le couronnement de toute cette période est dans la part que prit Guizot à l'ordonnance du 5 septembre 1816 qui dissolvait la Chambre introuvable. Elle est révélatrice à la fois de la route parcourue dans l'évolution des idées et de la situation à laquelle dans le monde politique il était parvenu.

Decazes conduisit de longue main le délicat travail de persuasion par lequel il devait arracher au gouvernement et au roi la décision salulaire. Mais la proposition et la discussion même de la mesure furent l'affaire du mois d'août tout entier. Guizot fut parmi les premiers confidents de ses projets avec Pasquier, Molé et Barante (2) : toutefois cette confiance ne doit pas être placée aussi tôt que le fait Barante ; car une lettre, que Molé lui écrivait le 29 juillet, prouve que celui-ci ignorait complètement à ce moment les intentions de Decazes, et Pasquier date des derniers jours de juillet une conversation que Decazes se menagea avec lui à un diner chez le duc de Dalberg et au cours de laquelle il lui exposa sa résolution et lui demanda son alliance : Pasquier devait se

(1) Page 130.

(2) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 250, 253.

charger, en s'adjoignant à cet effet Molé, de travailler le duc de Richelieu (1). Dans le mémoire (2) qu'il a rédigé sur cette dissolution, — beaucoup plus tard d'ailleurs, postérieurement à la Révolution de 1830, — Decazes dit que « la question de la dissolution fut portée officiellement au conseil du roi dès le commencement de juillet 1816 ». S'il en fut question en juillet, la discussion n'en pouvait donc être qu'entre quelques ministres et d'après les indications données par Decazes lui-même à sa femme, c'est seulement dans la première quinzaine d'août, que le ministre aborda la question devant le roi (3). L'appel à Pasquier et à ses amis s'expliquerait donc par la résistance que Richelieu et Lainé avaient opposée à ses premières ouvertures : Richelieu et Lainé furent en effet convertis avant le roi (4). Le rôle de Guizot, jusque-là et pendant plusieurs semaines, se borna donc à recevoir des confidences. Il est intéressant d'ailleurs de noter combien restreint est le nombre de ces confidents, puisque Royer-Collard lui-même, comme les autres membres du parti modéré, n'apprendra la résolution que deux jours avant la signature de l'ordonnance (5).

Nous voici au 18 août : malgré les notes déjà remises par Decazes et Pasquier (6), le roi n'est pas encore décidé : il a rejeté toutes les demi-mesures et palliatifs qu'on lui a proposés (7) ; mais,

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 121.

(2) Decazes l'a communiqué à Guizot le 15 janvier 1858 au moment où celui-ci écrivait le premier volume de ses *Mémoires* et Guizot en a gardé copie : VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, portefeuille n° 27, dossier, n° 1.

(3) DAUDET, *Louis XVIII et Decazes*, chap. III.

(4) Cf. *Bibliothèque nationale, manuscrits* : lettres du duc de Richelieu à Decazes (1815-1817), n° 20 280.

(5) Pasquier qui parle de Royer-Collard comme au courant au milieu d'août, fait très évidemment une erreur, car c'est le 3 septembre que Decazes reçoit à dîner les chefs de la minorité constitutionnelle, les met au courant de tout le travail par lequel il avait préparé et enlevé la décision et enfin annonce le succès qui a couronné son effort, la signature imminente de l'ordonnance, Royer-Collard transporté se lève, l'embrasse et s'écrie qu'il faut lui élever une statue. (BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 254 ; *Vie de Royer-Collard*, t. I, p. 266). Tout ce que rapporte Pasquier de cette conversation coïncide avec le récit de Barante, il fait erreur sur la date ; il ajoute d'ailleurs, ce qui montre combien peu intimes étaient les relations des deux hommes, que Royer-Collard, en sortant, leur confie qu'il n'aurait pas cru Decazes capable d'un travail de cette force, t. IV, p. 123.

(6) DUVERGIER DE HAURANNE, auquel Decazes les a communiquées, les analyse, t. III, p. 473 et suiv., ainsi que sommairement celle de Guizot.

(7) Notamment Lainé qui vers le milieu du mois est retombé dans les hésitations, compromis et confusions ; le mémoire contenant les propositions si

entre les deux solutions : dissoudre la Chambre ou accepter le combat, c'est pour cette dernière qu'il se prononce (1). Tout le travail du ministre de la Police va-t-il donc échouer au dernier moment? Il faut donner un dernier assaut à la volonté du roi. Decazes s'adresse à Guizot et tandis que lui-même rédige un dernier et volumineux rapport (2), lui demande une note pour le roi. Elle fut remise le 20 août (3).

Guizot représentait la Chambre comme l'obstacle dressé contre la pensée profonde du roi, l'écueil où pouvait se heurter le rôle réservé par la Providence à sa gloire de terminer la Révolution, de « rendre la paix à la France divisée, la prospérité à la France épuisée, son rang parmi les nations à la France vaincue ». Contre cette œuvre se lèvent les partis dont la lutte s'efforce à prolonger la Révolution; le 20 mars les a remis en présence : la Chambre des Cent-Jours n'a pas été la Chambre de Bonaparte, mais un réveil du parti révolutionnaire; la Chambre introuvable n'est pas davantage la Chambre du roi, « elle s'est formée hors de l'influence royale et sous l'influence du parti qui, longtemps vaincu par les révolutionnaires, espérait les vaincre à son tour ». « Le trône est étranger à leurs combats et à leurs desseins; le parti du roi, c'est la France; le parti de la France, c'est le roi; la France et le roi n'ont rien à démêler avec les autres. » Ainsi en face du roi qui veut clore la Révolution, la Chambre qui veut en prolonger le fléau.

Guizot la montre dressée contre l'intérêt national; tandis que la présence des troupes étrangères commandait l'union et la prudence, quand tous les soins devaient tendre à abrégér l'invasion, à en réparer les maux et à raffermir l'autorité du roi, quand la France et l'Europe aspiraient au repos, la Chambre soulevait les questions que le roi avait prescrit d'écarter, tirait des plus simples propositions royales « une source d'agitations au dedans, un motif de surveillance au dehors ». Il la montre dressée, de dépit, contre les principes fondamentaux de la monarchie et « s'armant des

étranges de Lainé est publié par Guizot dans ses *Mémoires*, comme pièce historique, t. I, p. 431.

(1) Lettre du roi à Decazes le 18 août au soir, publiée par E. DAUDET, *op. cit.*, p. 138.

(2) DAUDET, *op. cit.*, p. 142; CAPEFIGUE, *Histoire de la Restauration*, a publié ce rapport.

(3) VAL-RICHER. *Dossiers spéciaux*, n° 8, pièce n° 9.

mêmes théories qui, en 1789, ont servi à renverser le trône » : il reproduit habilement le langage qu'on tenait à la Chambre, dans les journaux royalistes, « dans les salons même des Tuileries ». Conduite inexplicable, si « la Chambre (ne s'était) rendue l'organe et l'instrument d'un parti qui cherche dans la Restauration, non le rétablissement du trône, mais son propre triomphe, non les intérêts de la royauté, mais ses intérêts personnels, non l'affermissement de l'autorité royale, mais sa propre domination ». Le roi ne se prêtait pas aux desseins du parti? le parti les réaliserait malgré lui, en attirant dans la Chambre l'autorité gouvernementale que les ministres lui refusaient. Il a échoué pendant la session? Il a donc poursuivi son dessein après la clôture : à défaut du gouvernement, il a voulu s'emparer de l'administration, il a envahi les conseils généraux et municipaux, réclamé l'expropriation de l'autorité publique au profit des assemblées locales, sans souci « d'énervier et de démembrer ainsi l'autorité royale, de lui enlever l'inappréciable avantage d'une administration uniforme qui assure partout la prompte et facile exécution de ses ordres ».

Les royalistes en rébellion contre le roi, les bases de la monarchie sapées par les monarchistes, « comment arrêter un parti qu'on ne peut espérer de combattre avec succès tant qu'il aura un centre légal de ralliement? La dissolution de la Chambre, c'est-à-dire du parti lui-même, est évidemment le seul moyen d'y réussir ». La dissolution rendra le repos à la France, la stabilité au trône, la prérogative à la couronne. Guizot ne craint pas de rappeler que la force de Napoléon, la solidité de son pouvoir fut d'avoir apaisé les querelles intérieures, de déclarer que « l'Europe ne croira la dynastie rétablie à jamais que lorsque la France sera calme, non seulement de ce calme extérieur qu'impose à un peuple l'action du pouvoir, mais de ce calme réel et profond qui naît de la tranquillité des esprits et de la sécurité des existences », de lier la destinée de la monarchie à l'intégrité de la constitution : « entre les mains du roi la Charte est monarchique ; entre les mains de la Chambre, elle changerait bientôt de nature et dans notre situation actuelle, les changements sont des révolutions ».

Comme il a au début rappelé les empiétements que Charles I^{er} a souffert du Long Parlement, Guizot conclut par un autre exemple tiré de l'histoire d'Angleterre, celui de Pitt sauvant l'autorité

royale et assurant la paix en 1782 par la dissolution de la Chambre, et termine : « Le roi gouvernera-t-il la France et tous les partis dans l'intérêt de la nation et de la monarchie, ou un parti gouvernera-t-il dans son intérêt particulier le roi et la France? La Chambre actuelle ne s'est montrée propre qu'à ce dernier gouvernement. La dissolution peut seule en préserver l'avenir. » Le mémoire de Guizot et le rapport de Decazes enlevèrent la décision royale : dans un dernier conseil du 20 août au soir, la dissolution fut arrêtée ; on commença le lendemain l'étude des questions d'application, on eut encore besoin de Guizot.

Une question capitale se posait : en l'absence de loi électorale, sous quel régime se feraient les élections? Fallait-il, pour l'élection de la nouvelle Chambre, conserver le système qui avait produit la Chambre introuvable? Guizot consulté, remit, avant la fin du mois, un nouveau mémoire (1). De l'organisation de l'Assemblée législative, la Charte a tout réglé, nombre de députés, conditions d'éligibilité, mode de renouvellement : il faut « rentrer complètement et absolument dans la Charte », Guizot conseille de renoncer aux innovations de 1815 (2). A l'égard des collèges électoraux, au contraire, la Charte s'est bornée à renvoyer à une loi future, tout en fixant à celle-ci les conditions de 300 francs de contributions et de trente ans d'âge. « On n'est (donc) lié ni dirigé par rien ; les dispositions constitutionnelles qui s'y rattachent, sont obligatoires pour la loi à faire, mais non pour le temps où cette loi n'est pas faite. » Guizot n'est pas d'avis qu'il soit possible en si peu de temps, ni légitime, de suppléer par une ordonnance à toutes les lacunes de la Charte. Seuls subsistent légalement les collèges électoraux de l'Empire, il faut s'en accommoder. L'ordonnance du 13 juillet 1815 a fait élire les députés par les collèges de département avec obligation d'en prendre la moitié parmi les candidats présentés par les collèges d'arrondissement. Guizot propose un procédé plus sûr et plus simple : faire élire les députés directement et librement par les collèges de département, supprimer les collèges d'arrondissement. Double profit : moins de réunions électorales, donc moins de passion, moindre risque

(1) VAL-RICHER, *Documents historiques pour mes mémoires*, pièces du t. I^{er}.

(2) L'ordonnance du 13 juillet 1815 avait maintenu les collèges électoraux de l'Empire, mais augmenté le nombre des députés et abaissé l'âge d'éligibilité.

d'agitation d'une part, meilleur choix de l'autre : « les électeurs réunis au chef-lieu de département, auprès des autorités supérieures, tirés des classes les plus élevées de la société, offriraient plus de garanties de sagesse et de la bonté des choix ». Autre avantage : se rapprocher de plus près des conditions de la Charte, car il y a toute probabilité que les six cents plus imposés, qui constituent les collèges, payent les 300 francs de contribution. Guizot conseille donc au roi de « rentrer dans la Charte en ce que la Charte a complètement et définitivement réglé, révoquer ainsi ce que les ordonnances des 13 et 21 juillet 1815 contiennent de dérogação à la Charte, et s'emparer ensuite des éléments d'élection qui subsistent encore pour les combiner et les faire agir comme il le jugera convenable ».

Le gouvernement ne suivit qu'en partie ce conseil : il adopta les vues de Guizot sur les conditions d'éligibilité et sur l'impossibilité d'improviser par ordonnance un règlement électoral ; mais il maintint les collèges d'arrondissement. Et même sur l'instance de Dambray et de Dubouchage (1) il n'osa pas revenir sur le droit donné aux préfets d'ajouter quelques électeurs à chaque collège.

L'ordonnance fut signée le 5 septembre et parut au *Moniteur* du 7. Elle libérait la route de la Restauration. Avec enthousiasme ou colère, les contemporains jugèrent que par elle l'ancien régime était une fois de plus abattu. Ainsi l'interpréta Guizot, et ainsi sa collaboration à cette œuvre se trouve-t-elle achever par la victoire la lutte contre l'ancien régime qu'à Gand il méditait, à laquelle, depuis son retour, il s'était voué. Dans cette lutte, il a singulièrement grandi : il s'est acquis dans le monde politique une position de premier plan : tout jeune, ni électeur, ni éligible, il n'est plus seulement l'entraîneur et l'inspirateur de ses chefs, mais l'avocat consultant des ministres : le gouvernement ne fait plus seulement appel à son talent, mais à son conseil.

(1) Mémoire de Decazes sur la dissolution.

CHAPITRE V

COLLABORATION OFFICIEUSE
(septembre 1816 - avril 1817)

I. *Premières études politiques.* — Travail entrepris par Guizot sur la Charte : plan de cet ouvrage : idées qu'il comptait y développer. La brochure *Du gouvernement représentatif*. Première ébauche de théories futures. — II. *Guizot avocat de la loi électorale.* — Élaboration de la loi Lainé : exposé des motifs que rédige Guizot. Les deux articles de Guizot au *Moniteur* en faveur de la loi : raisons par lesquelles il la justifie. Conseils que lui demande Lally-Tollendal pour son rapport aux pairs. — III. *Lois sur la responsabilité des ministres et la Cour des pairs.* — Rédaction du discours de Decazes sur la loi de suspension de la liberté individuelle. Efforts de Pasquier pour associer Guizot au ministère : ses promesses. Correspondance de Guizot et de Lally-Tollendal sur la question de la responsabilité des ministres en 1816. Les nouveaux projets Pasquier en février 1817 : le discours fait par Guizot pour Pasquier : ses théories sur la responsabilité politique et juridique des ministres. — IV. *Intervention de Guizot dans l'administration du Gard.* — Lettre au préfet du Gard, 24 mars 1817. Tableau qu'il trace de la situation du département. Programme qu'il dicte au préfet. Signification de cette initiative. Guizot récompensé de tout ce rôle officieux par sa nomination de conseiller d'État.

I

Les deux années écoulées avaient emporté Guizot dans un tel tourbillon d'événements, d'affaires, de polémiques, qu'il n'avait pu trouver le loisir de s'en déprendre et de méditer. Les idées politiques lui avaient été comme imposées par les circonstances. Sa sortie du ministère de la Justice et le répit qu'il connut dans les mois qui la suivirent, lui permirent de creuser des questions, si étrangères jusqu'en 1814 à ses préoccupations. Il prit pour base de ses méditations non pas quelque doctrine abstraite ou quelque

doute méthodique, mais un texte, un fait : la Charte. Démarche intellectuelle significative de cet esprit à la fois réaliste et dogmatique, de ce tempérament de méditatif et d'homme d'action. Il entreprend donc un ouvrage (il n'imagine pas de penser pour lui seul, il songe aussitôt à la publication), un vaste ouvrage sur la nature du gouvernement représentatif, la Charte, la session de 1815 et l'état actuel du pays (1).

Les notes retrouvées dans ses archives (2) permettent de reconstituer ce qu'il devait être : une introduction sur la Charte que Guizot présentait sous un double aspect : transaction avec le passé d'une part, par laquelle la Charte terminait la Révolution, fondement d'autre part d'une forme nouvelle de gouvernement. Auraient suivi six chapitres :

- I. Droits publics des Français.
- II. Formes du gouvernement du roi.
- III. De la Chambre des pairs.
- IV. De la Chambre des députés des départements.
- V. Des ministres.
- VI. De l'ordre judiciaire.

Dans chacun de ces chapitres venaient prendre place les articles de la Charte, expliqués, commentés, discutés ; on y eût trouvé toute une philosophie du gouvernement de la Restauration. Une seconde partie aurait confronté la doctrine avec les faits, étudiant l'application de ce gouvernement pendant la législature dissoute et la situation politique. Sans insister sur une tentative avortée, il faut noter quelques idées arrêtées déjà dans l'esprit de Guizot. La première, qui contient en germe la « doctrine », est la critique de la théorie des « droits naturels ». Proclamer une *déclaration des droits*, écrit-il, c'est en réalité instruire les citoyens des devoirs d'autrui ; « enseigner au peuple les *droits du peuple*, c'est instruire le peuple des devoirs des rois ; parler au souverain des *droits des souverains*, c'est instruire le souverain des devoirs du peuple ; en sorte que chacun d'eux se trouve savoir ce dont il n'est pas chargé. » Exercer ses droits n'est plus alors qu'obliger les autres à remplir

(1) Préface de la brochure *Du gouvernement représentatif et de l'état actuel de la France*, 1816.

(2) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 2 : « Papiers sur les lois et travaux de M. G. sur la Charte ».

leurs devoirs. Par quelle ressource? Il n'est que la contrainte : « L'idée de droit considérée comme base primitive de la société, borne donc le commerce des hommes à l'emploi de la force. C'est l'état de guerre. » A ces droits naturels, Guizot oppose « les droits publics : » ceux-ci (et la démonstration n'est pas esquissée dans ces premières notes de Guizot) reposent d'une part sur la morale, de l'autre sur l'intérêt public, la société doit être fondée sur une combinaison des lois morales avec les lois politiques. Ainsi dès l'origine de ses méditations politiques, Guizot se place sur un autre terrain que toute l'idéologie révolutionnaire. Protestant, il veut à la société une base morale : « que la société repose sur l'idée de devoir et tend même constamment à ne reposer que sur cette idée. » Voilà le germe de la souveraineté de la raison.

Sur une autre question importante, s'indique avec assez de netteté la pensée de Guizot : celle du rapport du gouvernement et des Chambres. Il y revient à trois reprises, à propos de l'initiative des lois, de l'amendement et du ministère. L'union du ministère et des Chambres est inéluctable : « Comment elle peut s'opérer — que tout y pousse » ; la fusion des pouvoirs lui paraît « une nécessité absolue prouvée par les principes et par les faits ». On peut encore de-ci de-là apercevoir où il en est sur quelques points controversés : la liberté individuelle manque en France des garanties qu'on trouve dans l'*habeas corpus* ; le fondement nécessaire de la tolérance est dans « la séparation absolue de l'état civil d'avec l'état religieux » (autrement dit de la vie religieuse et de l'activité politique, non de l'Église et de l'État) ; il se prononce contre toute indemnité aux émigrés dont les terres ont été vendues comme biens nationaux ; il considère les cours prévôtales comme une justice abusive ; il espère et prévoit une grande extension du jury, mais, par contre, voudrait voir réglementer le droit de pétition et combler les lacunes du code pénal par une loi sur les délits de presse.

Il y a dans l'esquisse de cet ouvrage un premier et sérieux effort de doctrine, des idées fécondes. Il fut interrompu, de nouveau les circonstances le réclamèrent. Aux environs de la dissolution comme pendant le cours de la session, et à l'approche des élections, avaient pullulé les brochures des adversaires du gouvernement,

droite ou gauche (1) ; le parti gouvernemental restait muet, une brochure de Lourdoux ne suffisait pas à établir sa doctrine. Guizot et Villemain s'en chargèrent. Guizot fit paraître en novembre, au moment de l'ouverture de la session, un opuscule important : *Du gouvernement représentatif et de l'état actuel de la France* (2) ; il lui avait fallu, pour l'écrire, abandonner son grand dessein et restreindre son sujet aux nécessités des circonstances.

Car, si tout un chapitre est bien consacré à la discussion constitutionnelle, la polémique encadre les considérations de droit. La Charte a arbitré la querelle de la Révolution et de l'ancien régime, satisfait les intérêts véritables de la monarchie et de la liberté (3). Les vrais révolutionnaires ne peuvent être que ceux dont les conceptions sont assez blessées par les bases sur lesquelles la Charte assait la société actuelle, l'égalité sociale, la liberté de conscience et la liberté de presse, pour nourrir des desseins subversifs : c'est le parti d'extrême droite. Il n'est par contre point raisonnable de craindre un mouvement révolutionnaire de gens dont les places et les propriétés ont été conservées et garanties inviolables (4). Guizot démasque (comme dans son mémoire au roi) la tactique des ultra ; il montre dans leurs théories soi-disant démocratiques, dans leurs revendications parlementaires, la seule volonté de s'emparer du pouvoir, dans leurs sombres tableaux des périls jacobins un faux épouvantail pour retenir de leur bord le roi et la nation (5).

Cependant, quand il s'agit de sortir de la critique et d'opposer aux théories de Vitrolles un système de gouvernement représentatif, la subtilité de Guizot, condamné par la position de son adversaire à défendre une solution autoritaire, est mise à rude épreuve pour réserver l'avenir, tout en évitant l'application présente. Afin de désarmer la majorité d'une Chambre introuvable, il lui faut bien réserver au roi l'exercice officiel du pouvoir, dénier aux ministres

(1) On les trouvera analysées dans le dernier chapitre du t. III de DUVERGIER DE HAURANNE. La plus célèbre fut celle de CHATEAUBRIAND, *la Monarchie selon la Charte*, que le gouvernement fit saisir.

(2) Paris, Maradan, in-8°, 1816. Bibliothèque nationale, L^{b46}, 687.

(3) Chap. I. « État de la question ».

(4) Chap. IV. « Des intérêts et des factions révolutionnaires ».

(5) Chap. III. « Deux idées principales ».

un pouvoir personnel et indépendant (1), refuser à la majorité parlementaire le droit de renverser ou de composer le ministère (2), comme le droit de propositions législatives (3). Mais il est pris dans la contradiction d'une tactique autoritaire et de convictions libérales. Il s'en tire en faisant des trois organes constitutionnels le roi, les pairs et les députés, non trois pouvoirs équivalents dont l'équilibre constituerait le gouvernement représentatif, mais les éléments d'un pouvoir souverain, unique au fond, quoique divisé en apparence : « Le roi, la Chambre des députés et la Chambre des pairs forment une seule et même puissance, qui gouverne avec les forces des trois éléments réunis (4). » Il invoque l'exemple de l'Angleterre, où les trois pouvoirs, loin de s'affaiblir et de s'annuler mutuellement, se fortifient. Mais il n'ose aller jusqu'au bout de la logique et de l'exemple : il ne laisse point prévoir en quel de ces trois pouvoirs viendraient se fondre les autres. De même quand, pour refuser à la majorité le droit de renverser le ministère, il proclame que le gouvernement doit pouvoir objecter à la Chambre qu'elle n'est qu'une majorité temporaire et factice et consulter le pays par la dissolution, son argumentation amène à conclure que vaincu aux élections, le ministère devra se retirer, mais il évite de le dire. Guizot se débattait dans des contradictions, mais c'est ainsi que sa pensée peu à peu mûrira.

Cette brochure obtint dans le monde gouvernemental un grand succès. Le *Moniteur* en fit un compte rendu élogieux, essayant seulement d'adoucir un peu l'âpreté de la polémique (5). Elle passa pour « un chef-d'œuvre » et alla réjouir dans les provinces les tenants du libéralisme, tandis qu'elle exaspérait la droite (6).

(1) Chap. III. « Du gouvernement représentatif et de la monarchie selon la Charte », p. 23 à 39 : « C'est le roi qui veut et agit, qui seul a le droit de vouloir et de pouvoir agir... les ministres sont chargés d'éclairer sa volonté, » p. 39.

(2) *Ibid.*, p. 41 à 46.

(3) *Ibid.*, p. 48.

(4) *Ibid.*, p. 30.

(5) Numéro du 20 novembre, p. 1299.

(6) *Correspondance de RÉMUSAT*, t. II, p. 244, 280, 290, 331, d'une part ; et *Mme DE BOIGNE, Mémoires*, d'autre part t. II, p. 234.

II

Comme il se faisait l'avocat du ministère, Guizot en restait le conseiller ou dans les coulisses du parlement l'interprète.

Aussitôt terminées les élections et sûr de sa majorité, le ministère eut à préparer fébrilement le travail de la session. Il fallait enfin en finir avec le régime électoral : une commission officieuse (1) prépara un projet de loi, composée du petit groupe des constitutionnels qui se réunissaient chez Pasquier ; Guizot en faisait partie. Les vues qu'il avait exposées dans la commission analogue réunie sous le ministère Talleyrand et dans la note récente sur la procédure des élections, n'eurent pas grande difficulté à prévaloir : le droit de suffrage attribué à tous les contribuables de trois cents francs et l'élection directe, à l'exclusion à la fois de toute assemblée primaire de cens moins élevé et de toute distinction au-dessous de ce chiffre entre moins ou plus imposés. Lainé pourtant craignait l'inconnu, la hardiesse d'une telle expérience. Pasquier, toujours réaliste et opportuniste, considérait la question de l'élection directe comme d'expérience, que la pratique seule pouvait amener à résoudre ; Royer-Collard et Barante en font au contraire comme Guizot un principe absolu, une des conditions fondamentales du gouvernement représentatif. Un autre point sérieusement chicané, fut l'organisation et le nombre des collèges ; Guizot était partisan du collège unique de département, Royer-Collard et Lainé l'approuvaient par considération politique, la crainte que la prépondérance des influences locales dans les collèges d'arrondissement ne favorisât le parti ultra. Barante et Ravez au contraire objectaient le trop libre jeu laissé dans les collèges de département à l'esprit de parti, aux mots d'ordre dictés par des comités étrangers ; ils comptaient davantage sur les choix personnels et les relations de député à électeur pour fonder la stabilité du régime. Le scrutin départemental l'emporta (2). Les principes adoptés par la com-

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 132, 133 ; BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 263, 265 ; GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 165 et suiv. DUVERGIER DE HAURANNE, t. IV, p. 22.

(2) *Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 177. Le comte de Serre,

mission : suffrage à tous les contribuables de trente ans payant trois cents francs de contributions directes, élection directe, collège unique de département, fondèrent le projet présenté le 28 novembre.

C'étaient les idées du groupe d'hommes qu'on commence à appeler *doctrinaires*, plus que les siennes propres, que Lainé soumettait à la Chambre. Tout en s'y ralliant, il gardait des perplexités. Il s'en ouvrit à Guizot, fit appel à son conseil et lui demanda la rédaction de l'exposé des motifs (1). Pour justifier (2) que tous les contribuables payant 300 francs fussent appelés à concourir à l'élection, Guizot n'invoqua pas seulement le texte de la Charte, il fit valoir que ces électeurs tout en comprenant dans leur sein l'aristocratie naturelle du pays appartenaient à toutes les classes sociales et que, par là, se créerait entre eux un nouveau lien durable, dont profiteraient à la fois la monarchie et la liberté. Il recommandait l'élection directe, parce qu'elle instituait entre députés et électeurs des rapports immédiats de confiance et d'autorité et ferait naître ce sentiment de « responsabilité morale », qui doit animer les institutions représentatives. Des considérations analogues avaient fait adopter le collège unique au chef-lieu, seul moyen de connaître le vœu véritable du département et d'élever les élections au-dessus des mesquineries locales. Guizot légitimait ensuite les dispositions de procédure de l'élection, où, d'ailleurs, le projet se montrait moins libéral que sur le fond même des choses. En regrettant que le nombre des Français appelés au droit de suffrage fût encore si restreint, l'exposé des motifs annonçait l'intention d'étendre l'élection au recrutement des conseils d'administration locale.

Tandis que ses amis à la Chambre recevaient l'assaut des ultra-royalistes, Guizot défendit la loi dans deux grands articles insérés au *Moniteur* des 31 décembre 1816 et 22-23 janvier 1817 (3). A

éloigné par la présidence d'un collège électoral d'Alsace, avait adressé, dans une note, des vues originales : danger de l'éparpillement des individus produit par la législation révolutionnaire, distinction des deux grands intérêts économiques industriels et agricoles, nécessité, par suite, de distinguer les collèges électoraux des villes et ceux des campagnes.

(1) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 165.

(2) *Archives parlementaires*, 2^e série, t. XVII, p. 561. Séance du 28 novembre 1816.

(3) VAL-RICHER, *Documents historiques pour mes mémoires*, pièces du t. I^{er},

côté de raisons qui prenaient leur place dans la discussion générale ouverte aux Chambres le 26 décembre, Guizot y rencontra déjà la doctrine, sur laquelle il appuiera toute sa vie les restrictions au droit de suffrage. Il écartait en débutant les idées de Fiévée et de la droite, qui prétendaient appuyer la représentation sur les ordres et les corporations, c'est-à-dire sur le vide, puisqu'il y faudrait auparavant une réforme complète de la société. Il refusait de se placer sur un autre terrain que celui de la société moderne et de la Charte. Il se trouvait immédiatement en présence de la question soulevée par la droite : convient-il d'appeler « la multitude », c'est-à-dire des citoyens d'un cens très bas, à élire des électeurs ? Il répondait par un axiome moral et un fait : « La vraie bonté des institutions consiste à appeler les citoyens aux fonctions qu'ils sont propres à remplir » ; il peut être légitime de demander à un propriétaire payant 50 ou 100 francs d'impôt de concourir à la formation d'un conseil municipal ; il serait absurde de le consulter sur la nomination d'un ambassadeur ou d'un général. « Dans tout État bien réglé et pour toutes les parties du gouvernement c'est d'après la *capacité* présumée de bien élire que le droit d'élire est accordé ou refusé ». Cette théorie de la capacité n'est pas en elle-même conservatrice ou libérale : tout dépend de la définition de la capacité et de la mesure employée à la reconnaître ; pour le moment, Guizot n'en discute pas, mais il objecte avec justesse : « Si la multitude était en état de bien faire le choix, elle serait aussi capable de nommer les députés que les électeurs ». La Charte a fixé à 300 francs de contributions et trente ans d'âge les garanties exigées. Guizot veut, dit-il, en tirer l'application la plus large. Faire nommer par des assemblées primaires des électeurs choisis parmi les contribuables de 300 francs, serait écarter de la véritable opération politique, la nomination du député, une partie des citoyens que la Charte a reconnus capables. Il démasquait ainsi ce qu'avaient de spécieux et de faussement libéral les amendements de la droite. Il abordait même plus franchement encore la question. Villèle avait objecté qu'en appelant à l'élection tous les contribuables payant au moins 300 francs, on la remettait en réalité

enveloppe n° 3 ; l'article du 30 décembre n'est pas donné dans ses notes comme étant de lui.

aux mains des électeurs de 300 à 500 francs qui seront toujours la majorité dans les collèges. Guizot répondait : Sans doute, mais c'est justement ce que la Charte a voulu et c'est par là que le roi a consolidé son gouvernement, car il importait d'effacer « ces tristes conséquences du passé, qui ont légué à certaines classes de citoyens des intérêts étrangers, quelquefois même contraires à l'esprit public » ; impossible de dire plus crûment que la Charte avait pour but d'éliminer les partisans de l'ancien régime. Pour définir la capacité de l'électeur, une double condition était à trouver : qu'ils fussent personnellement intéressés au maintien de l'ordre public d'une part, que leurs intérêts personnels se confondissent avec les grands intérêts nationaux de l'autre. Si le cens était fixé à 6 000 francs, la première condition sans doute serait remplie, mais non la seconde ; car ce n'est pas seulement pour garantir leur propriété personnelle que cent vingt mille citoyens sont appelés à concourir à l'élection, c'est pour garantir à la nation tout entière sa sûreté, ses intérêts, ses droits. « Il faut que la majorité d'entre eux ait, outre ses intérêts personnels, des intérêts communs et inséparables de l'intérêt de tous, afin que les élections soient nationales » ; du moment que les électeurs de 300 francs à 500 francs sont jugés capables d'élire, leur nombre même en fait évidemment ceux dont les intérêts se rapprochent le plus des intérêts de la nation. « Leur prépondérance dans les élections est donc naturelle, légitime, nécessaire ». D'ailleurs, ajoutait-il, les intérêts aristocratiques ont leur représentation spéciale à la Chambre des Pairs. « Si ces intérêts, qui sont d'une nature distincte et spéciale, pouvaient envahir également la Chambre des députés, le gouvernement représentatif serait détruit ou plutôt usurpé au profit de quelques-uns ; tel n'a pas été le vœu de la Charte, tel n'est pas le besoin de la France, tel n'est pas non plus l'intérêt du gouvernement du roi ». Mais tels étaient le vœu et l'intérêt des ultraroyalistes.

Dans son second article, Guizot, voulant éclairer la nature des garanties électorales fixées par la Charte, supposait dans la bouche du roi ces paroles frappantes : « Si j'ai fixé une limite à la capacité d'élire, c'est uniquement pour écarter des élections, dans l'intérêt de tous, ceux en qui cette capacité ne m'a pas paru probable, et non pour créer en faveur de quelques-uns un privilège ; en fixant

cette limite, je n'ai pas cherché les plus riches, j'ai cherché tous ceux dont la richesse offrait une garantie suffisante... Ce n'est pas en partant des fortunes les plus élevées que je suis descendu jusqu'à cette limite à laquelle s'arrête la capacité d'élire, c'est au contraire en m'élevant des petites fortunes jusqu'aux fortunes qui m'ont donné les garanties qu'exigeait le bien de l'État ; dès que je les ai reconnues, je n'ai pas eu besoin d'aller plus loin ; au-dessus, je ne faisais plus aucune différence. » Et Guizot donnait à l'éloge du projet de loi, qu'en s'en tenant exactement à la Charte, il fit disparaître les distinctions de classes et d'intérêts imprudemment rappelées par les partisans de l'ancien régime. En faveur de l'élection directe, il reprenait les arguments, qu'il avait donnés dans sa note du mois d'août 1816 ; il insistait sur ce fait que, par elle, les différentes influences sociales, réunies en un seul collège, étaient à même de se reconnaître, de se combiner, de se faire les concessions nécessaires, que l'élection prenait un caractère national qu'on ne pourrait lui donner autrement.

Les théories de Guizot étaient raisonnables et politiques. Il n'attachait au suffrage restreint aucune pensée d'aristocratie conservateur ; le projet de loi qu'il défendait et auquel il avait collaboré représentait en ce temps la solution libérale, et la gauche de l'assemblée n'en demandait pas davantage.

Dans l'intervalle des deux articles, le projet avait été voté par la Chambre le 8 janvier et présenté aux pairs ; on prévoyait un dur combat et le sort de la loi n'était rien moins qu'assuré. Lally-Tollendal avait été nommé rapporteur. Il prit consultation de Guizot pour la confection de son rapport. Celui-ci lui répondit par une très longue lettre le 19 janvier 1817 (1), un véritable mémoire de huit grandes pages très denses. Il indique les objections possibles, les arguments les plus propres à les écarter, donne des conseils pour la composition générale du rapport, ce qui est à développer, ce qui est à passer sous silence. Et de fait, Lally-Tollendal mit de ce que Chateaubriand appelait son éloquence joufflue, autour du squelette que lui fournit Guizot : son rapport n'est autre chose que la transcription de la lettre de Guizot.

(1) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, portefeuille n° 8, pièce n° 11.

III

Ce rôle de conseiller officieux du gouvernement, de rédacteur ou d'avocat des projets gouvernementaux, Guizot le joua encore en faveur du projet qui prorogeait d'un an la loi de sûreté générale du 29 octobre 1815, en restreignant d'ailleurs, notamment sur les facilités d'arrestation et d'inculpation, le recours à l'arbitraire. Sur la demande de Decazes, Guizot rédigea le discours par lequel le ministre de la Police le présenta le 1^{er} décembre à la Chambre et le justifia (1). La plus grande franchise à reconnaître le caractère arbitraire de la loi et l'espoir d'en avoir à peine, et pour peu de temps encore, besoin, la netteté à désavouer les fonctionnaires trop zélés, la précision, par chiffres, des conditions et mesures de son application (en se faisant gloire de l'avoir étendue aux associations secrètes royalistes), la volonté affirmée d'en restreindre le fonctionnement aux décisions délibérées en conseil et portant la signature des ministres responsables, la fierté enfin avec laquelle le ministre invite à comparer la situation à un an de distance, voilà les sentiments exprimés en ce discours.

De l'autorité que s'était acquise Guizot dans les cercles ministériels et de l'importance que ses adversaires eux-mêmes attachaient à son action, s'il en fallait une preuve nouvelle, les tentatives que Pasquier fit pour l'attacher à nouveau aux fonctions gouvernementales la donneraient. Rajeunissant peu à peu son libéralisme, le ministère Richelieu renvoya doucement Dambray (2) à la chancellerie et confia le portefeuille de la Justice à Pasquier (19 janvier 1817). Celui-ci pensa reprendre son ancien collaborateur comme secrétaire général. Mais Guizot était devenu « un objet

(1) 1^{er} décembre 1816, lettre de Guizot à Decazes redonnant les pièces que celui-ci lui a communiquées pour faire le travail et le texte du discours rédigé par Guizot : VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, portefeuille n° 8, pièces n° 10. A quelques expressions près, Decazes le prononça tel que Guizot l'avait écrit.

(2) Dambray avait essayé de s'opposer à la promulgation de la loi électorale (FERRAND, *Mémoires*, p. 193). Au moment de la discussion entre ministres de l'ordonnance de dissolution il en avait parlé à Ferrand malgré le secret de la mesure et celui-ci avait essayé de combattre la décision du roi par ses notes (*id.*, p. 171, 173).

d'aversion pour le parti ultra ». Le duc de Richelieu pour ne pas ajouter aux griefs du comte d'Artois contre le ministère, demanda « instamment » à Pasquier d'en faire le sacrifice. Au moins voulait-il faire quelque chose pour Guizot : il déclara à Richelieu et à Decazes son intention de le nommer conseiller d'État en service ordinaire. Le duc se récria. Mais Pasquier tint bon. Il fit observer que son autorité morale serait ébranlée, s'il commençait par être infidèle à « ses amitiés politiques les plus avérées ». Il lui fallut pourtant consentir à différer l'exécution, mais sous condition qu'il pourrait en faire à Guizot la promesse formelle, car celui-ci s'inquiétait : « N'y a-t-il rien encore de décidé? écrivait-il à Pasquier le 28 janvier 1817 ; je m'en fie tout à fait à vos bons soins, mais il me tarde beaucoup que cette incertitude finisse : elle est embarrassante et peu convenable (1) ». Mis au courant des obstacles que Pasquier avait à surmonter, il lui témoigna sa reconnaissance avec chaleur et lui offrit son concours entier (2). Pasquier le mit immédiatement à contribution pour deux projets de loi, d'ailleurs connexes, sur la responsabilité des ministres et sur l'organisation de la Cour des Pairs.

Ni la question n'était intacte, ni Guizot n'y était novice. En décembre 1814, la Chambre avait déjà ouvert le débat et voté une résolution. Au début de la session de 1816, instruit par les efforts de mise en accusation dirigés contre Barbé-Marbois et Decazes à la Chambre introuvable, le ministère voulut barrer la route à une initiative de la droite, et pria Lally-Tollendal de proposer *motu proprio* une résolution tendant à la rédaction d'un projet de loi sur la responsabilité des ministres. En même temps, Lainé transformait, pour sa part, la résolution votée au début de l'année en un projet de loi sur la compétence et le mode de procéder de la Cour des Pairs (23 novembre 1816). Son projet reproduisit d'ailleurs, presque littéralement, la rédaction proposée par Molé et votée par la haute assemblée.

Lally-Tollendal, embarrassé, se tourna vers le conseiller habituel, et, le 9 novembre, pria Guizot de l'aider dans la rédaction et l'exposé des motifs du projet de loi, que lui demandait le ministère (3).

(1) Extrait de la lettre citée plus loin.

(2) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 157 et 158.

(3) Lettres de Guizot à Lally-Tollendal et réponse de celui-ci : VAL-RICHER :

Guizot souleva dans une longue réponse du 13 novembre, une question préjudicielle : était-il possible de faire, en la matière, une loi qui atteignit vraiment son but ? Deux sortes de responsabilités étaient à distinguer, l'une politique, l'autre criminelle. La première, il la comprenait nettement : « L'inviolabilité du roi place les actes de la volonté royale au-dessus de toute atteinte ; mais le roi est entouré de conseillers qui influent sur sa volonté ; les conseillers légaux sont les ministres et sont responsables des conseils qu'ils donnent au roi, lorsque ces conseils ont déterminé quelque acte de la volonté royale ; tout acte du gouvernement est donc censé fait par le conseil des ministres, il n'y a, par conséquent, aucun acte du gouvernement dont les ministres ne soient responsables ». Cette large responsabilité ne peut faire l'objet d'une loi. Quant à l'autre, la Charte l'a restreinte à deux cas : trahison et concussion. La loi ne pourrait donc proposer que la définition de ces deux crimes. Or, une telle définition serait parfaitement vaine et inefficace : rien ne pourra empêcher une Chambre hostile d'appliquer ces définitions, si précises et nombreuses soient-elles, au ministre qu'elle voudra mettre en accusation ; d'un autre côté, la précision des définitions fournira au ministre le moyen d'esquiver le danger d'une condamnation, sinon d'une accusation, en lui montrant exactement de quoi il doit, à la lettre, se garder pour éviter la culpabilité. La loi aurait ainsi, « par une bizarre alliance, le double inconvénient de multiplier à l'infini les moyens d'accusation plausibles contre le ministre innocent et de fournir au ministre coupable mille subterfuges pour échapper à la conviction légale ». Une loi en ces matières devrait, en réalité, évitant de vouloir limiter par des définitions illusoires le droit d'accusation de la Chambre, se préoccuper de la procédure et du jugement par les Pairs. Définir les faits, qui entraîneraient condamnation, est, pratiquement impossible et, en équité, injuste, car ici l'intention et les circonstances politiques dominent le fait ; les peines au contraire doivent être précisées pour être soustraites à l'arbitraire des juges. La loi devrait donc se cantonner dans la procédure et la définition des peines, sans vouloir plus préciser que la Charte ne l'a fait, les deux chefs d'accusation.

Dossiers spéciaux, n° 2. « Papiers sur les lois et travaux de M. Guizot sur la Charte », (dossier sur la responsabilité ministérielle).

Le gouvernement demandait une loi générale et précise : il fallut donc entrer dans son plan. Une seconde lettre de Guizot, du 28 novembre, donna au comte un cadre général et des définitions plus précises. Il rangeait sous trois chefs les faits entraînant responsabilité des ministres : atteintes à la fortune publique, atteintes à la liberté publique, atteintes à la sûreté publique. Il semble que Guizot, puisqu'on le poussait dans ce domaine, voulut tirer de cette occasion une sorte de *habeas corpus* français, faire servir cette loi sur la responsabilité ministérielle à fonder les garanties de la liberté individuelle. Ainsi, « toute atteinte, dit-il, portée à la liberté des personnes, à la liberté des cultes, à la liberté de la presse dans un pays où les libertés individuelles sont reconnues par les lois, est une atteinte à la liberté publique. La responsabilité des ministres en ce qui concerne la liberté publique, s'applique donc aux rapports qu'ont les ministres, en leur qualité de premiers agents du pouvoir exécutif, avec les citoyens. Toutes les fois que les ministres prennent, en leur qualité de ministres, telle ou telle mesure à l'égard d'un individu, ils sont responsables de ce que cette mesure peut avoir d'attentatoire aux diverses libertés individuelles, dont tous les citoyens jouissent, soit par le silence, soit par la déclaration expresse des lois... En résumé, tout acte par lequel un ministre exerce sur un citoyen un pouvoir que la loi ne lui permet pas d'exercer et empêche ainsi ce citoyen de jouir de l'une des libertés individuelles que la loi lui reconnaît ou lui accorde, entraîne la responsabilité et peut par conséquent devenir le sujet d'une accusation ». Le même souci inspire un développement sur la sûreté publique, où, à côté de la sûreté d'État, Guizot distinguait celle des individus ; il la définit par l'ensemble des garanties judiciaires données par la loi aux coupables ; il verrait, par exemple, la responsabilité du ministre juridiquement engagée, pour avoir déféré à une commission un coupable que la loi renvoie devant le jury. Guizot avait retenu l'expérience des législations d'exception.

Lally-Tollendal le remercia avec des élans de sensibilité (1). Le

(1) « Cher monsieur, je me crois près de vous et il me semble que je vous presse contre mon cœur, tout ému de reconnaissance. J'ai déjà ajouté un paragraphe, etc... Nous nous verrons, nous nous combinerons. Je vous remercie, aime et embrasse de tout cœur. Mes respects et félicitations aux pieds de la mère de votre enfant qui est, me dit-on, parfaitement bien. »

discours qu'il prononça en déposant son projet — un pauvre petit projet en douze articles et qui n'était guère que la reprise du projet de décembre 1814 — emprunte tous ses arguments aux deux lettres de Guizot, à la fois pour ses théories générales sur l'inviolabilité royale et de la responsabilité ministérielle, sur les trois chefs de responsabilité (fortune publique, liberté publique, sûreté publique), et pour ses développements de détail, reprenant souvent les termes mêmes de Guizot ; il habille le tout de son emphase, de ses retours sur l'histoire, de ses larmes. Il fit cependant une réserve grave, que n'avait pas faite Guizot ; il soustrayait à la responsabilité les actes ministériels résultant de l'application des lois d'exception (1). Les auditeurs ignorant qu'à travers le verbe de Lally-Tollendal ils entendaient la voix de Guizot, furent choqués des théories radicales qu'il exposait ; Chateaubriand lui demanda, en sortant, s'il ne s'attendait pas à être pour de telles déclarations rayé, lui aussi, de la liste des ministres d'État, et les champions de la prérogative royale s'empressèrent de les réfuter par des brochures (2).

Ni le projet Lainé sur la Cour des Pairs, ni le projet Lally-Tollendal sur la responsabilité des ministres ne devinrent lois : les commissions les mettaient à mal ; Pasquier leur substitua deux projets qu'il avait fait étudier par Siméon et par le comité de législation du Conseil d'État. Guizot, les termes mêmes de ses lettres l'indiquent suffisamment, n'eut point de part à leur élaboration, mais l'exposé des motifs, qui est « fort délicat à faire », qui « demande à être soigné », Pasquier en chargea Guizot, lui donnant seulement quelques indications très générales. Or, sur le projet d'organisation de la Chambre des Pairs en cour de justice, Guizot n'était au courant ni des discussions soulevées par la commission parlementaire lors de l'examen du premier projet, ni des raisons qui avaient amené Pasquier à le modifier (3) ; le texte d'ailleurs lui paraissait

(1) *Archives parlementaires*, 2^e série, t. XVI, p. 621-671, séance du 24 décembre. *Moniteur* des 12, 13, 14 janvier 1817.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. IV, p. 147.

(3) Le nouveau projet bien qu'organisé plus logiquement que le premier (étant divisé en quatre titres : organisation, compétence, mode de procédure et jugement, application des peines et exécution des arrêts et jugements, ces deux derniers divisés chacun en deux sections) et plus complet sur certains points (toute la section de l'exécution des arrêts était nouvelle) présentait encore bien des lacunes et des confusions. Il utilisait en général les articles du projet Lainé : notamment la compétence restait définie de la même façon (sauf qu'il négligeait

« incomplet, inconséquent, obscur, mal rédigé et victorieusement attaquant sur plusieurs points » ; il signalait, par exemple, la contradiction où tombait le projet en définissant l'application des peines par la Cour en matière correctionnelle, sans qu'aucun article lui attribuât de compétence correctionnelle. « Je trouve, écrivait-il à Pasquier, que vous ne devez pas débiter par une loi aussi mal faite ». Sur la responsabilité des ministres, au contraire, il connaissait la matière (1). Pasquier le tira d'embarras en l'autorisant à ne faire qu'un exposé commun. Guizot envoya sa rédaction le 28 janvier 1817, content lui-même de son œuvre. « Les principes y sont, et j'ai cherché à les exposer sur le ton haut et ferme qui convient à un ministre parlant de responsabilité. J'ai été trop heureux de n'être pas obligé de m'étendre sur le premier projet de loi : je sais faire des concessions comme un autre, mais je ne sais pas trouver de mauvaises raisons quand je n'en vois pas de bonnes (2). »

Ce discours d'une langue ferme et claire est, en effet, d'une belle venue. Il rappelle d'abord les conditions de présentation et d'élaboration des deux projets de lois, montre leur connexion et les articles de la Charte sur lesquels ils s'appuient, justifie en quelques phrases le projet sur la Cour des Pairs ; puis il présente longuement toute une doctrine de la responsabilité des ministres ; enfin il analyse, en les commentant, les principaux articles du projet spécial sur la responsabilité. La pensée de Guizot qui se dégageait peu à peu dans ses commentaires d'Ancillon, ses notes sur la Charte et sa brochure de 1816, qui présentait déjà une ligne plus nette dans les lettres à Lally-Tollendal, est arrivée ici à sa maturité. La distinction entre responsabilité criminelle et responsabilité politique apparaît maintenant en pleine lumière ; la responsabilité politique du ministère est conçue désormais comme la garantie essentielle du gouvernement représentatif ; et sans dire ouvertement encore que l'existence politique des ministres est liée à la

geait de spécifier que les Pairs, même en matière correctionnelle, étaient seulement justiciables de la cour) ; au titre III le nouveau projet ajoutait le droit de récusation d'un dixième des pairs et la nécessité d'un quorum du quart au moins des Pairs ; dans le titre IV il introduisait les circonstances atténuantes.

(1) Lettre de Guizot à Pasquier, 24 janvier 1817 (*Archives nationales*, BB³⁰ 254 et VAL-RICHER, dossier cité.)

(2) Lettre de Guizot à Pasquier, 28 janvier 1817.

volonté de la Chambre, ce qui serait en contradiction avec les déclarations du gouvernement royal depuis la Restauration et dépasserait singulièrement la conception politique de Pasquier, de Royer-Collard, à plus forte raison de Richelieu, Lainé ou Decazes, bref de tous ses amis politiques, les expressions qu'il emploie pour définir cette responsabilité signifient qu'il est à peu près arrivé à la théorie parlementaire du gouvernement. La responsabilité politique, dit-il, « existe par cela seul que le gouvernement est obligé d'obtenir pour ses actes principaux, pour les actes sans lesquels il serait réduit à l'inaction ou à l'impuissance, l'assentiment des deux Chambres ». C'est dire que le refus d'assentiment des Chambres condamne le gouvernement à disparaître. Il se sert des termes de « tribunal », « juges », ou bien « lutte », « combat » « défense » ; « la discussion (parlementaire) doit être considérée comme une véritable *instruction nationale* sur toutes les grandes mesures du gouvernement, instruction dans laquelle il est *obligé* de réfuter des adversaires et de convaincre des *juges* » ; les ministres sont « contenus et réglés... par la *nécessité de sortir vainqueurs de cette lutte permanente* à laquelle ils ne sauraient échapper » ; il parle du gouvernement « succombant... à la *nécessité de se faire approuver* ». Il s'est élevé également à la notion du *cabinet*. « Chaque ministre a sa part de cette responsabilité permanente et inévitable. Elle accompagne nécessairement le pouvoir qui lui est confié, ne s'en sépare jamais et influe, plus que toutes les lois, sur la manière dont il l'exerce ; car il n'est aucun de ses actes, aucune de ses propositions qui ne puisse lui en faire sentir le poids ». C'est par comparaison avec cette responsabilité politique que Guizot envisage cette nouvelle « garantie contre les erreurs et les excès du pouvoir » inscrite dans la Charte, la responsabilité criminelle attachée aux faits de trahison et de concussion. Mais celle-ci lui paraît d'un bien moindre intérêt : « La responsabilité politique constitue l'essence même de nos institutions » ; la seconde n'est pas nécessaire à son fonctionnement. « On conçoit que le gouvernement représentatif pût exister par la seule nécessité de la discussion publique et du consentement des Chambres. » Il en déduit — comme il l'exposait dans sa première lettre à Lally-Tollendal et en reprenant parfois les mêmes termes — l'impossibilité de faire une loi qui définisse les cas de responsabilité politique et la nécessité de s'en

tenir à des qualificatifs vagues pour la responsabilité criminelle.

Il ne manque à ces pages, pour établir la complète doctrine parlementaire, que l'idée de l'influence des Chambres dans le choix des ministres ; sur la nécessité pour le gouvernement d'obtenir la majorité parlementaire et par suite l'obligation du ministère de se retirer en cas d'absence de majorité, elles ne laissent rien à désirer en fait de précision. Aussi n'est-il pas étonnant que les députés et les pairs aient manifesté leur surprise d'entendre un ministre du roi reprendre à son compte les théories qui, moins nettes, moins absolues et enveloppées de tant de mots qui les délayaient et affaissaient, les avaient choqués déjà dans la bouche de Lally-Tollendal (1). L'explication est simple : théories de Lally-Tollendal et théories de Pasquier, théories de Guizot.

IV

Le conseiller ne craignait pas de devenir donneur d'ordres. Le préfet du Gard, marquis d'Arbaud Jouques, le préfet de la Terreur blanche, fut remplacé en mars 1817 par M. d'Argout.

Guizot écrivit à celui-ci, le 24 mars, une longue lettre confidentielle qu'il le priait de brûler après lecture (2). Il se recommande, pour lui écrire ainsi sans le connaître, de leur confraternité au Conseil d'État et de l'amitié commune de Becquey et de Beugnot. Il lui trace le tableau de la situation du département, théâtre depuis trois siècles « des excès du fanatisme sectaire et du fanatisme persécuteur ». Ils se sont perpétués et ont même survécu à l'élan de la foi : « Il m'a paru, aux divers séjours que j'y ai faits, que des deux religions, il restait surtout la haine ; la méfiance et l'inimitié sont là de tradition et d'habitude ; si les basses classes ne se haïssaient pas, elles ne seraient pas dévotes et dans les classes supérieures, l'absence de la dévotion n'a pas éteint toutes les préventions. » Guizot analyse alors la transformation des divisions religieuses en divisions politiques du fait de la Révolution, l'assoupissement des haines, plutôt que la réconciliation, sous

(1) DUVERGIER DE HAURANNE, t. IV, p. 148.

(2) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, portefeuille n° 8, pièce n° 12, minute de la lettre.

la main de fer de l'Empire. L'état des esprits en avril 1814 ne fut pas différent au fond de ce qu'il était dans le reste de la France : soulagement mêlé d'une certaine inquiétude dans les classes protestantes élevées, inquiétude allant jusqu'au mécontentement dans les classes populaires protestantes, joie mêlée de l'espoir de reconquérir leur prépondérance chez les catholiques : « La Restauration eût été un beaucoup moins grand événement pour les deux partis, si elle n'avait pas fait craindre à l'un et espérer à l'autre la contre-révolution. C'était là l'aspect de toute la France ; les traits en furent beaucoup plus prononcés dans le Gard ». Guizot est persuadé, qu'il aurait été facile d'arrêter, par une politique un peu habile, l'effet de ces dispositions réciproques ; mais par l'absence d'une administration sagace, l'inquiétude et le malaise croissant chez les protestants, la hardiesse grandissante et de plus en plus menaçante chez les catholiques ont provoqué la double et inverse réaction, qui suivit les Cent-Jours, puis le retour du roi. Il est à remarquer que Guizot dans cet exposé, fait avec un détachement vraiment supérieur, s'abstient d'incriminer les personnes et de discuter sur les faits.

Il dicte ensuite à M. d'Argout sa conduite : « La première chose à faire, c'est de ne point demander, de ne pas même consentir à savoir qui a eu tort et qui a eu raison ; si on entre dans cet insoluble problème, on se perd et on perd le pays ; la vérité est impossible à trouver et, quand on l'aurait trouvée, il serait impossible de la faire entendre et admettre aux deux partis ». Il faut donc les prendre tels qu'ils sont : « Les protestants croient que l'autorité leur veut du mal ; les plus violents voient sa coopération dans tout celui qui leur a été fait, les plus raisonnables ont quelque peine à croire qu'elle en ait été fâchée... Les catholiques sont très étonnés que l'autorité ait voulu les empêcher d'écraser leurs adversaires ; ils ont cru d'abord, et ils ont dit, que sa résistance était une feinte et qu'au fond elle approuvait ; je pense qu'ils commencent à voir qu'elle désapprouve et qu'elle veut empêcher ; cette conviction les irritera, tant que leur impuissance ne leur sera pas démontrée ». Aux protestants, il faut donc assurer la sécurité, qui peu à peu leur rendra la confiance ; « pour qu'ils puissent retrouver la sécurité, il faut qu'ils soient bien persuadés qu'ils ne peuvent troubler celle du gouvernement ; peut-être aimeraient-ils

mieux être délivrés de leurs craintes par sa chute que par sa protection ; il faut qu'ils ne croient pas avoir le choix et qu'ils soient bien convaincus que l'autorité qui veille pour eux, veille également sur eux ; il faut les contenir de telle sorte qu'ils ne puissent concevoir aucune espérance seditieuse ; il faut les protéger assez efficacement pour qu'ils ne croient pas avoir jamais besoin d'être protégés par eux-mêmes ». Peu à peu, sécurité et résignation aidant, reviendra la confiance : Guizot conseille à d'Argout de leur faire des avances, de les appeler à lui : « Longtemps maltraités, ils ne se présenteront pas d'eux-mêmes », de leur rendre peu à peu leurs places dans la garde nationale, dans les fonctions municipales. Aux catholiques, faire sentir avant tout leur impuissance à désobéir à l'autorité et à attaquer malgré elle leurs adversaires, les empêcher d'aigrir et d'aliéner de plus en plus les protestants, se défendre contre leur tactique de représenter les protestants comme irréconciliables avec la Restauration, se méfier des pièges où ils essayeront de le faire tomber, des calomnies, des faux rapports. « En résumé mettre les deux partis dans l'impuissance absolue de se nuire réciproquement et de désobéir à l'autorité ; rendre aux protestants la sécurité et par elle la confiance, faire perdre aux catholiques l'espoir d'opprimer ; ne croire ni les uns ni les autres sur les torts passés ; voir et juger, par soi-même et non par les préventions locales, la conduite des uns et des autres ; tels sont, je crois, les seuls moyens de mettre un terme aux réactions ». Il lui donne pour terminer cette longue lettre, quelques indications sur les personnes, protestantes ou catholiques qui peuvent lui inspirer le plus de confiance et lui recommande de ne rien laisser ignorer au gouvernement, car « l'on fait ici, dans les deux sens, beaucoup d'efforts pour l'induire en erreur sur la véritable situation du département ».

Le passage de Guizot aux ministères lui avait vraiment fait, s'il l'avait jamais eu, perdre tout esprit de fanatisme, comme toute mesquinerie locale. Dans cette lettre singulière qui aurait furieusement scandalisé et ému les Nimois des deux religions, on croit sentir qu'il se défie de lui-même et fait effort pour ne pas laisser obscurcir à ses propres yeux par la sympathie, la situation politique exacte de ses coreligionnaires : il met un scrupule de conscience à ne pas dissimuler, tout en l'expliquant, la part d'hostilité qu'ils

nourrissent pour le régime, à présenter franchement la question sous cette face que l'intérêt de parti aurait soigneusement couverte : la confusion entre catholicisme et royalisme d'une part, protestantisme et opposition d'autre part. L'esprit de gouvernement a passé là.

Pourtant quelque explicable que soit par les considérations d'origine et de parenté, l'étrange initiative que représente cette lettre d'un homme, qui, n'étant rien qu'un maître des requêtes, envoie de véritables instructions à un préfet, il faut y voir quelque chose de plus. Guizot se fatigue d'être « à la suite » : il sent le désir de marcher sans guide, le besoin d'agir sans chef, de secouer tout joug, de se camper en pleine lumière. Ses idées se sont précisées : il vient d'aborder, et non pas seulement dans le domaine de la pure spéculation, toutes les grandes questions constitutionnelles, droit public, loi électorale, fonctionnement du régime dans ses rouages administratifs, relations des ministres avec les Chambres. En quelques enjambées il lui reste à sortir des coulisses, à monter pour son compte sur la scène.

Fidèle à sa promesse, Pasquier le nommait le 19 avril 1817 conseiller d'État attaché au comité du contentieux (1).

(1) *Moniteur* du 20 avril 1817, p. 435. Cette ordonnance du 19 avril achevait l'organisation du Conseil d'État et créait les conseils de cabinet ; cf. le dossier d'élaboration de cette réforme, *Archives nationales*, BB³⁰ 725, dossier « Conseils privés » ; on n'y rencontre pas la main de Guizot.

CHAPITRE VI

A L'AVANT-GARDE DU GROUPE DOCTRINAIRE

(Avril 1817 — Décembre 1818)

I. *Guizot et la formation du groupe doctrinaire.* — Guizot à trente ans : sentiment qu'il a de sa supériorité : raisons de cette conviction. Comment du groupe ministériel se détachent les doctrinaires. Ce qu'il faut entendre par doctrinaires : les divers doctrinaires ; ce qu'est la méthode doctrinaire. — II. *Les Archives philosophiques.* — Les conseils de Guizot dans le *Moniteur*. Conditions politiques au milieu desquelles sont fondées les *Archives*, les premiers articles de Guizot sur le vrai patriotisme, sur les prochaines élections, sur la presse. A la suite des élections et pendant la session, accentuation à gauche de la campagne de Guizot. Jugements de Guizot sur la Révolution française, articles de l'été de 1818. Position où se met Guizot par cette campagne par rapport au ministère et à ses amis. — III. *Collaboration de Guizot au travail législatif.* — Rédaction du discours de Gouvion-Saint-Cyr pour la loi militaire. Guizot au Conseil d'État. Sa participation aux deux lois sur la Cour des Pairs et sur la responsabilité des ministres. Sa part dans la discussion d'un projet de réforme administrative : idées qu'il développe à ce sujet dans les *Archives*. — IV. *La fin de la campagne des Archives.* — L'appel de Guizot à une majorité de gauche. Comment il définit la majorité sur laquelle il voudrait appuyer le ministère. Conception où il est arrivé de la liberté de la presse. La dislocation du ministère Richelieu. La victoire des doctrinaires avec la formation du ministère Dessolles.

I

Guizot atteignait ses trente ans. Son talent et son ardeur à la tâche l'avaient poussé à une place éminente, mais au second plan du théâtre politique : il n'était encore que le subalterne, dont les renseignés aperçoivent le visage derrière la silhouette du chef responsable ; c'est le nom qu'on murmure pour expliquer les initiatives inattendues, le personnage dont les habiles cherchent la

protection pour arriver à l'oreille des puissants, que les malveillants chargent de toutes les responsabilités, des siennes et de celles qu'on préfère par calcul ne pas imputer au ministre. Son action réelle déborde sa fonction, mais cette fonction reste celle d'un sous-ordre. Dans la nuée de brochures qu'ont soulevée l'emportement des passions ou la curiosité neuve pour les questions constitutionnelles, les siennes ont été remarquées mais sans exciter l'intérêt des ouvrages des Chateaubriand, des Bonald, des Benjamin Constant ou le scandale des polémiques d'un Méhée de la Touche. Qui peut savoir, en dehors de quelques initiés, la part qu'il vient de prendre à la loi électorale, aux discours et propositions de Lally-Tollendal ou même de Decazes, aux projets de loi du garde des Sceaux?

Quelqu'un, cependant, dès cette date, est persuadé que Guizot grandira, qu'il est « appelé à une haute autorité sur son pays et sur son temps, à une position suprême, peut-être à l'exercice du pouvoir » : Guizot lui-même. « Il avait trop de sens et trop d'esprit pour rien dire de pareil, mais cette conviction intérieure changeait son ton et ses manières (1) ». Bien des choses conspiraient à lui donner ce sentiment de sa supériorité. D'abord cette expérience qu'aux fonctions diverses que le hasard des circonstances l'avait appelé à remplir, dans l'enseignement ou dans l'administration, il s'était trouvé, sans préparation, par la seule vertu de son intelligence et de sa culture, à la hauteur de sa tâche. Dans cette vie nouvelle des affaires d'autre part, n'avait-il pas vu la confiance, rapidement gagnée, de ses chefs élargir à son profit la fonction propre qu'on lui avait confiée? Comment n'aurait-il pas cru en lui-même, quand un homme comme Pasquier, réputé un des plus habiles administrateurs de l'Empire, une de ces compétences indispensables, imposait sa collaboration en dépit des mauvaises volontés de la Cour, quand des personnages considérables, des chefs de parti, un Lainé, un Lally-Tollendal, un Decazes, faisaient appel non pas même à sa plume et à son talent de rédaction, mais à ses avis, et l'associaient aux plus graves mesures du gouvernement? A l'acquiescement de ses amis, à la foi de sa femme, il pouvait orgueilleusement ajouter encore cet argument de l'im-

(1) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 375.

portance que tendaient à lui reconnaître, par l'animosité de leur haine, ses adversaires eux-mêmes. Enfin, et surtout, il y a une conscience de ses propres forces, de tout ce que l'on sent en soi de disponible, de supérieur à ce qu'on a déjà manifesté, qui légitime, vis à vis de soi-même, la conviction où l'on est de sa supériorité : Guizot possédait cette conscience.

S'il est vrai que les hommes se fassent instinctivement une philosophie de la vie et de la société telle que l'activité, dont ils se sentent capables, soit le fondement des relations sociales et la mesure de la valeur individuelle, il faut ajouter aux raisons politiques qu'avait Guizot de détester la société de l'ancien régime, des motifs psychologiques puisés dans cette confiance en sa supériorité personnelle. Il avait dès lors en effet, nous dit Pasquier, « la conviction que le monde entraînait dans une crise dont le résultat serait la disparition de toutes les anciennes influences, de toutes les anciennes forces sociales pour faire place au talent (1) ». En ses méditations solitaires à Gand, il se promettait de ne pas risquer sa réputation dans une aventure où sa personnalité, mal armée par sa jeunesse et sa notoriété trop médiocre encore, porterait le poids des fautes d'autrui sans avoir les moyens d'imposer ses vues : il a pris depuis lors plus d'assurance, mais l'action qu'il vient d'exercer, lui fait désirer davantage de quitter son rôle officieux. On le sent, dans ces années 1817 et 1818, très préoccupé de se dégager de toute tutelle, de se libérer des influences et des couvertures étrangères. Ce souci, joint à un tempérament combatif, à un secret plaisir du choc et de la lutte des idées, donne à son attitude un certain air de hauteur, à ses propos une certaine brutalité dogmatique, que remarquent jusqu'à ses amis. Mme de Rémusat raconte à son mari le 7 octobre 1817 que leur cousin Bastard arrivant de Lyon, saisi au débotté chez Decazes par Guizot, pour avoir exposé avec une trop naïve bonhomie ses idées et ses espérances, se voit traité d'ultra et rabroué avec une telle chaleur, « qu'il a une peur mortelle dès que Guizot l'aborde » (2). Il prend le goût de la formule coupante : ainsi au moment de l'opposition des Pairs à la loi de recrutement, soutenue sous main par la Cour, « on ne s'en

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 278.

(2) *Correspondance de M. DE RÉMUSAT*, t. III, p. 282.

tirera jamais, disait l'autre jour M. Guizot, à moins que le roi ne fructidorise les Tuileries (1) ». Il a de ces ironies qui fixent le trait, telles que de demander avec détachement à un des ministres : « Quand vous êtes avec vos collègues, parlez-vous par hasard politique (2)? » Aussi, quand on n'est pas dans le secret de Guizot ou que la sympathie n'est pas là pour adoucir le jugement, on commence à le trouver froid et tranchant. Il faut savoir en effet, que, pour les doctrinaires, « le monde se divise en hommes qui *comprennent* et en hommes qui *ne comprennent pas* (3) ». Guizot se détache de plus en plus de ceux-ci et, avec un reste d'intransigeance de jeunesse, il les supprime de son existence : la vie de salon ne le satisfait plus. Il a « renoncé à peu près au monde », entendons : ce qui n'est pas le cercle de ses intimes : « Que voulez-vous, écrit-il à Mme de Rémusat qui vient de lui recommander son fils (4), j'ai été tantôt très occupé de ce que je faisais, tantôt fort attristé de ce que je voyais ; la société est sans pouvoir pour me délasser du travail, ou me soulager de la tristesse. Ses intérêts, ses conversations, ses plaisirs sont d'un genre bâtard, moitié sérieux, moitié frivole ; il me faut ou mon cabinet ou les jeux de mon fils ». On le trouve distant : il transparait qu'il juge chacun de haut. Ce n'est pourtant pas malveillance ou dédain ; mais il est si absorbé par le cycle ordinaire de ses pensées, qu'à l'égard des opinions ou des personnes étrangères, il apporte un détachement dans les jugements facilement pris pour de la hauteur. Les amis ne s'y trompent point : tout en notant cette transformation de son attitude, ils ne se blessent pas de cette confiance « ferme et tranquille » en soi-même, et se bornent à « jouir de sa conversation spirituelle et instructive, de la douceur et de l'égalité de son commerce, de l'élévation de ses sentiments » (5). Il règne d'ailleurs, dans ce petit milieu, une tolérance et une liberté de discussion qui étonneraient beaucoup leurs adversaires et dont Mme de Rémusat et son fils ne se lassent point d'être charmés. Seuls commencent

(1) *Correspondance* de M. DE RÉMUSAT, lettre de Ch. de R. à sa mère, 12 mars 1818, t. IV, p. 171.

(2) *Ibid.*, lettre de Mme de R. à son mari, 12 novembre 1818, t. V, p. 74.

(3) *Ibid.*, lettre de Ch. de R. à sa mère, 8 avril 1819, t. V, p. 339.

(4) *Ibid.*, t. IV, p. 431, note 1.

(5) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 376.

à être choqués les anciens protecteurs qui croyaient avoir droit à une déférence éternelle, Pasquier et Royer-Collard, heurtés, le premier dans son louchement perpétuel et sa peur de se compromettre par la netteté et la rigidité de Guizot, le second dans son orgueilleuse susceptibilité de maître qui n'admet pas l'émancipation de ses disciples.

D'ailleurs à cette intime conviction de sa supériorité et à cette volonté de se dégager d'autrui, s'ajoute un si impérieux besoin d'activité, que ni son travail au Conseil d'État, ni le soin de ses publications littéraires, que, même au milieu des besognes administratives, il n'a pas interrompues (1), ne suffisent à le satisfaire. Mais le tout aujourd'hui se combine en une volonté d'agir sur les autres, une sorte de « manie de prosélytisme » comme dit Pasquier (2). Guizot se sent à l'étroit dans le groupe de ses amis : il faut que ses idées débordent ce cadre : il ne lui suffit plus de persuader ses intimes ; il veut connaître pour ses vues l'ample domaine de la discussion publique ; il désire une tribune, un journal : il va les trouver dans les *Archives Philosophiques* après le *Moniteur*. Son esprit, comprimé jusque-là dans le domaine politique par le travail administratif ou les précautions exigées par une position officieuse mal définie, va brusquement s'épanouir en une incessante floraison d'articles.

De cette figure se dégageait une incontestable autorité : les personnes supérieures mêmes y sont sensibles ; son ascendant s'impose, à des degrés divers, à Pasquier, à Decazes, au comte de Serre ; il suffit de lire les lettres de Charles de Rémusat, qui fait alors sa connaissance, pour se rendre compte du singulier attrait qu'il exerce sur la jeunesse. C'est que Guizot a une telle passion des idées et un tel goût de la supériorité d'esprit, qu'il les salue où qu'il les trouve, sans considération d'âge et de dignité ; il traite en égal Rémusat qui a vingt ans. Tandis que Pasquier appuie ses conseils de prudence de l'autorité des convenances ordinaires à la jeunesse, Guizot s'indigne que Mme de Rémusat veuille mettre un frein à l'ardeur de son fils : « Vous

(1) Il fait les notices du *Musée français*, publication de Henri LAURENT, un recueil de gravures d'après les tableaux, statues et bas-reliefs des collections royales, 2 vol. in-8°.

(2) *Mémoires*, t. IV, p. 281.

voulez donc arrêter un jeune arbre dans sa sève ! vous vous plaignez qu'il ait trop de verdure, vous le gênez dans ses sentiments généreux ! C'est un suicide, Madame, et ce n'est pas à vous à le commettre. D'ailleurs, je l'invite, après tout, à soutenir une cause gagnée ; nous sommes les vainqueurs et j'enrôle votre fils dans un parti noble et fort (1) ». Comment les jeunes gens auraient-ils résisté à ces accents ? Mme de Rémusat rencontrait dans le salon de Guizot toute l'École normale. Un autre charme de Guizot était la séduction, avouée par tous, de sa conversation, variée, nourrie, ardente ; comme le dira un peu plus tard Mme de Broglie (2), « toutes ses idées sont pleines pour ainsi dire d'autres idées ». Pasquier, recherchant les raisons d'une autorité disproportionnée à ses trente ans, signale encore l'étendue de ses connaissances, beaucoup plus vastes et plus profondes qu'on ne les attendrait de son âge, sa capacité de travail et son aisance à écrire ; il faut tenir compte aussi de l'ampleur des relations qu'il a su se créer « en Angleterre, en Allemagne, en Italie avec tous les personnages marquants, soit dans l'opposition aux gouvernements établis, soit dans la propagation des idées nouvelles » (3). A Paris même, la petite réunion que Pasquier avait rassemblée autour de lui en 1815 existe toujours, mais elle n'est plus seule. Guizot et ses amis dînent le mercredi chez Molé, le jeudi chez Decazes, le vendredi chez Pasquier (4). Ils se rencontrent encore chez Guizot avec le monde universitaire, chez le comte de Sainte-Aulaire dont Decazes va épouser la fille en 1818, chez le duc de Broglie où ils voisineront avec les débris de la société de Mme de Staël (5).

(1) Mme de Rémusat à son mari, 22 novembre 1818 (*Correspondance*, t. V, p. 109.)

(2) Dans une lettre à Prosper de Barante du 23 août 1825 (*Souvenirs de Barante*, t. III, p. 267.)

(3) *Mémoires*, t. IV, p. 278.

(4) *Correspondance* de RÉMUSAT, t. IV, p. 77. Cf. PASQUIER, t. IV, p. 213, qui ne donne pas les mêmes jours pour ces dîners : la lettre de Rémusat écrite au moment même est sans doute plus exacte sur un détail d'aussi peu d'importance que les souvenirs plus lointains de Pasquier. Comte MOLÉ, *Mémoires*, t. I, p. 286.

(5) *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. II, p. 9 et suiv.

**

Mais dans cette vaste compagnie, une sélection s'opère et c'est dans l'été de 1817 que s'est dégagé le groupe doctrinaire. Cette année 1817 est d'ailleurs celle où s'individualisent les différents partis : en janvier à la réunion Piet s'organise la droite ; en août la réunion de la gauche, chez Lafayette et Laffitte, devient en vue des élections le comité directeur. La division massive en deux groupes de la Chambre introuvable et de la session 1816-1817 se nuance et se diversifie. Jusqu'ici Royer-Collard et ses amis ne se sont pas distingués de Pasquier, Decazes, Lainé. Deux questions amenèrent une scission : en août 1817, celle du Concordat, auquel Camille Jordan et Royer-Collard se montrèrent irréductiblement hostiles (1) ; peu de temps après, celle de la presse. Le comité de législation avait élaboré un projet qui maintenait pendant trois mois le régime de l'autorisation préalable. Guizot, instruit par la multiplicité des procès intentés aux journaux et révolté par les théories du ministère public, en voulait déférer la juridiction des tribunaux correctionnels au jury. Sans action au comité de législation, étant de celui du contentieux, il avait fait partager ses vues à Royer-Collard (2) qui, seul de son avis, échoua. Devant le conseil réuni, Guizot, Camille Jordan, Barante, reprirent avec Royer-Collard l'amendement. Pasquier s'y opposa et triompha. A ce désaccord s'ajoutèrent des froissements personnels, sur les questions d'enseignement entre Royer-Collard et Lainé, également ombrageux, également autoritaires, également emportés ; entre Royer-Collard et Pasquier qui glissa dans l'exposé des motifs du projet de loi sur la presse (3) une allusion blessante pour le phi-

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 199 et suiv. Cf. *Correspondance du comte de SERRE*, t. II, les lettres de Pasquier au comte de Serre, 21 juillet, p. 217, de Royer-Collard à Serre, juillet, p. 222 ; 23 août 1817, p. 229 ; Serre à Royer-Collard, 27 août, p. 232 ; Pasquier à Serre, 27 septembre, p. 245. Voir sur l'ensemble de la question Ph. SAGNAC, « le Concordat de 1817 » (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. VII, 1905-1906).

(2) *Ibid.*, t. IV, p. 202 et suiv.

(3) « *L'orgueil des opinions* a peut-être, aussi souvent que *l'indiscret abus des souvenirs*, compromis le salut des États et des libertés publiques. » Pasquier avoue avoir dirigé les deux expressions contre Royer-Collard qui s'en montra justement blessé (17 novembre) (*Mémoires*, t. IV, p. 210).

losophe. Au début de novembre 1817, quand s'ouvre la session, la désunion est faite ; la discussion de la loi sur la presse à la Chambre la révèle publiquement.

Est-il légitime de parler d'un *parti doctrinaire* (1) ? Si l'on entend par parti, non pas même une organisation politique, mais un système d'idées communes, une discipline et une tactique, c'est trop dire qu'appliquer ce terme aux doctrinaires. Il serait mal aisé de définir leur programme : il est aisé d'établir leur position. Maintenir les conquêtes sociales et les acquisitions législatives et civiles de la Révolution, barrer la route à un retour de l'ancien régime, fonder un gouvernement représentatif sur la base de la Charte, mais élever cet édifice constitutionnel sans reconnaître à l'ensemble de la nation une participation effective à la conduite des affaires et mettre hors d'atteinte les droits individuels sans reconnaître aux citoyens des droits naturels, tel est en effet le but des doctrinaires (2), mais qu'y a-t-il là, qu'ils ne partagent avec tous les hommes politiques du temps, ultra-royalistes et indépendants exceptés ? Que l'on prenne les questions positives : fondement de la représentation nationale, organisation du suffrage et de la législature, rapports du ministère et des Chambres, initiative des lois, administration des départements et des communes, liberté de la presse, garantie de la liberté individuelle, chaque doctrinaire a ses conceptions personnelles, chaque doctrinaire a eu successivement sur chaque point des conceptions différentes. Il n'y a pas une doctrine doctrinaire : il y a une politique doctrinaire. Les élections de 1817, le Concordat, le jury appliqué aux délits de presse, voilà les points précis, où les doctrinaires, se séparant du ministère, s'intercalent entre le centre ministériel et la gauche. Mais il y a eu jusqu'ici, il y aura toujours, sur l'organisation générale et sur chaque détail de la politique, entre les doctrinaires, des différences d'opinion : à presque aucun moment ils ne se présente-

(1) Le *Nain jaune réfugié*, p. 324 (d'après DUVERGIER DE HAURANNE, t. III, p. 534, note), a inventé le nom en avril 1816.

(2) Henry MICHEL, *l'Idée de l'Etat* (liv. III, chap. II, p. 291) tombe dans cette erreur : quand on a montré en quoi les doctrinaires diffèrent de l'école de Bonald ou de l'individualisme de Benjamin Constant, on n'a pas défini les doctrinaires, il reste à les distinguer de la masse que l'on a simplement délimitée de droite et de gauche. Il est, de même, bien étroit, voire inexact, de ne voir en eux que des opportunistes.

ront en groupe compact, avec un front uni. Cela tient aux différences de tempérament, d'âge, d'origine ; cela vient aussi de ce que tous sont des hommes supérieurs, qui ne se reconnaissent pas de vassalité des uns aux autres. Ils discutent entre eux, librement, sincèrement et à fond, de leurs idées et de leurs projets, mais ils maintiennent leur droit à conserver leur opinion personnelle. Si bien même qu'il faudrait dire : il n'y a pas de politique doctrinaire, il y a la politique de chaque doctrinaire. Il devient donc nécessaire de marquer la position de Guizot en regard de celle de ses compagnons.

Royer-Collard est plus âgé que les autres, Jordan excepté : il est entier et dogmatique, d'une susceptibilité perpétuellement en éveil et d'un orgueil incommensurable, qui se soulagent par des coups de boutoir ou des jugements dédaigneux. Les rapports avec lui ne sont pas faciles ; ses discours, écrits avec application et lus d'une belle voix grave, sont des cours éloquents de philosophie politique et morale, mais le besoin de tout ramener au principe et l'habitude de présenter comme une vérité éternelle chacune des opinions du moment, ne font que désagréablement ajouter des contradictions de doctrine aux variations de conduite ; car sur chaque question, il a changé comme les circonstances. Sous la rigidité des allures, il est indécis et timide ; il redevient plus autoritaire que libéral, du moment que son orgueil ou son activité personnelle, qui ont besoin d'un champ absolument libre, sont à l'abri des obstacles et des atteintes. En face de ce curieux mélange de scrupules indécis et d'impétuosité, Camille Jordan (1) est plus simple et tient dans le groupe une moindre place : il en est le splendide improvisateur ; mais ce n'est pas à lui qu'il faut demander de fixer la doctrine, car la noblesse de l'âme et la délicatesse de la sensibilité ne corrigent pas une certaine étroitesse d'esprit et une obstination à ne se point laisser convaincre ; et le manque de décision ne le laisse pas d'un grand secours dans les questions pratiques. Le plus sincère, le plus vibrant du groupe, est le comte de Serre (2), âme extraordinaire-

(1) HERRIOT, « Camille Jordan et la Restauration », *Revue d'histoire de Lyon*, 1902 ; BARANTE, *Etudes historiques et biographiques*, t. I, p. 311.

(2) Charles DE LACOMBE, *le Comte de Serre, sa vie et son temps*, 2 vol. in-8°, 1881.

ment émotive, emportée sans retenue par sa passion et par la flamme de la discussion ; n'ayant pas eu le temps, absorbé qu'il avait été par ses devoirs de magistrat impérial et royal, de composer dans la méditation son système politique, il était à l'excès impressionnable aux influences ; elles lui dictaient des opinions, qu'il adoptait avec enthousiasme et poussait à l'extrême ; la lutte contre les ultra de la Chambre introuvable l'a d'abord rapproché de Royer-Collard, avec lequel il s'était lié et par lequel il a connu Guizot. Il se livre alors avec abandon à l'influence de Guizot ; mais chez cet ancien émigré de l'armée de Condé subsiste plus d'aristocratie ; il a une idée personnelle et profonde des dangers de l'éparpillement des individus produit par la législation révolutionnaire, de la nécessité de recomposer des groupes sociaux autour des seuls intérêts qui aient survécu à la tourmente, agricoles et industriels. Barante au contraire formé par l'administration impériale, un des plus intelligents et tout pétillant d'esprit, est beaucoup plus concret, beaucoup plus au fait de la pratique et des hommes ; c'est l'homme d'affaires du groupe, le seul qui soit au courant des questions financières, simple et plein de vertus domestiques d'ailleurs, d'un esprit moins élevé peut-être. Infiniment moins abstrait que ce jeune et sérieux duc de Broglie, qui dans l'hiver de 1817-1818 abandonne le parti de la gauche pour se joindre à eux : mis en relations avec Barante et Jordan par Mme de Staël, avec Royer-Collard par Barante, c'est avec le comte de Serre qu'il se lie intimement pendant la session et par lui qu'il s'agrège au groupe doctrinaire : ce n'est qu'en 1818 qu'il noue avec Guizot (1), cette belle amitié de toute leur vie où ils pourront se rendre cet hommage de ne s'être mutuellement jamais dit que la vérité. En son esprit, ouvert à la politique par les notes manuscrites de Necker et les *Considérations* inédites de Mme de Staël sur la Révolution française, il ne subsiste rien des préjugés de race : la préoccupation essentielle de ce grand seigneur est de fonder à l'anglaise les garanties de la liberté individuelle ; c'est un juriste, tout spéculatif, peu à son aise dans la politique. Ayant à lui seul beaucoup ou quelque chose des qualités de tous, Guizot, plus

(1) Guizot, « Notice sur le duc de Broglie », *Revue des Deux-Mondes*, 1871, t. V, p. 240.

complet, est, selon le mot de Pasquier qui ne l'aime guère au moment (1828) où il trace son portrait dans ses *Mémoires* (1) « l'âme du parti doctrinaire » ; il en est « incontestablement le plus habile et le plus ardent ». Ayant « des vues plus longues », c'est lui qui va fixer dans les *Archives philosophiques* la politique du groupe : si l'action des doctrinaires entraîne, parfois malgré lui, le ministère hésitant, Guizot est l'entraîneur des doctrinaires ; mais son ascendant n'est pas tel que la petite troupe sache marcher d'un pas égal, et que les membres ne s'en égaillent point au cours de la route.

Si « doctrinaire » ne veut dire ni un parti, ni une doctrine, ni une politique, cela signifie au vrai une méthode. Voici le néophyte Charles de Rémusat, qui se plaint à sa mère le 7 janvier 1817 (2) de l'incertitude des affaires : « Cela vient de ce que la politique est loin d'être encore une science ou même d'être reconnue pour telle, et sans doute l'ambition et l'intérêt personnel retarderont encore bien longtemps le jour où l'on établira d'une manière philosophique l'art de gouverner la société, en l'appuyant par des observations et des raisonnements ». Un peu plus tard, à son ami qui vient de se marier, Guizot écrit (3), avec quelque ironie sur eux-mêmes : « Certainement vous avez choisi à merveille, en vrai doctrinaire, en vous dirigeant d'après une idée générale dans une recherche individuelle ; vous avez agi systématiquement et empiriquement tout à la fois, c'est normal ». Empiriquement : à la base de toutes les théories doctrinaires, il y a des faits, des nécessités politiques ; leur explication préférée est « la force des choses », c'est-à-dire l'enchaînement naturel des faits, une sorte d'irrésistible pesée des événements. Systématiquement : le fait a quelque chose d'aveugle qui leur répugne, de matériel qui leur semble méprisable s'il ne comporte une justification rationnelle ; ils croient pénétrer dans l'essence des choses et se rendre maîtres de la conduite des événements et des hommes, s'ils en ont dégagé la philosophie et peuvent travailler sur les idées pures. Guizot plus tard exposera (4) que l'influence des doctrinaires a tenu à ce

(1) T. IV, p. 278-279 ; la date de 1828 est donnée par Pasquier dans les notes, p. 244 et 268.

(2) *Correspondance*, t. II, p. 343.

(3) *Lettres de M. Guizot à sa famille et à ses amis*, n° 18, p. 58.

(4) *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 157.

que seuls ils ont essayé, entre les deux écoles opposées de l'ancien régime et de la Révolution, d'établir la doctrine philosophique de la Restauration et de la Charte; ils durent en réalité leur influence à leur talent, mais leur originalité, incontestablement, à cette méthode de penser et d'argumenter. Ce qui les unit plus que la communauté des vues politiques, c'est cette parenté du mécanisme intellectuel. En contact permanent avec la réalité politique, Guizot n'a pas encore versé dans l'abstraction, mais ses expériences capitales sont faites : il commence à raisonner sur elles. A l'effarement de ses contemporains, ce n'est pas par esprit de contradiction, mais parce qu'il rétablit dans l'abstrait une logique interne que les autres restés sur le plan de la réalité n'aperçoivent pas, si à un récit de quelque étrangeté il répondait : « Je le crois, cela doit être, » ou démentait quelque prévision jugée toute simple : « Non, cela ne sera pas, cela ne peut pas être (1) ». Royer-Collard appliquait la même méthode quand il s'écriait : « Quoique je ne le sache pas, je l'affirme, sur la foi de l'histoire, de l'expérience universelle et des lois immuables du cœur humain (2) ». Le monde se divise en gens qui comprennent et en gens qui ne comprennent pas.

II

La situation politique (3) restait dans l'été de 1817 fort incertaine : l'apaisement n'intervenait pas, le parti de 1815 était aussi violent et provocateur. Le ministère à l'origine formé de représentants de la droite avait peu à peu, par conversion des uns, élimination des autres, glissé vers une homogénéité constitutionnelle; Gouvion-Saint-Cyr y remplaçait le 23 juin Dubouchage. Mais il restait hésitant, effrayé des pas qu'il faisait si timidement vers la gauche. Guizot essaya tout à la fois de le pousser et de le rassurer. Dans un article inséré au *Moniteur* du 13 juin 1817 (4),

(1) Lettre de Charles de Rémusat à sa mère, 16 septembre 1818 (*Correspondance*, t. I, p. 431).

(2) Discours sur la pétition en faveur des bannis.

(3) DUVERGIER DE HAURANNE, t. IV, chap. XIV à XVIII.

(4) Page 647, col. 3. Indication de l'auteur dans BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 286 et RÉMUSAT, *Correspondance*, t. III, p. 169.

il refuta les sinistres prophéties de Chateaubriand qui, dans les *Débats* du 5 juin, menaçait la monarchie d'une révolution déchaînée par le republicanisme et l'incrédulité. Il niait que la royauté eût quelque crainte à concevoir de la république : jadis la nation dans sa fièvre révolutionnaire et l'inexpérience de sa jeunesse avait pu détruire des institutions qui n'étaient pas contraires à l'accomplissement de ses vœux, mais l'inconvenance de la république à réaliser ceux-ci l'avait éclairée : « La renaissance de la monarchie démontra qu'elle n'avait péri que par accident, dans des convulsions dont sa présence n'avait pas été la cause, dont sa destruction n'était pas le but. Le but, nous pouvons le nommer sans crainte, car c'était la Charte, c'est à-dire, l'égalité des citoyens devant la loi, la juste répartition de l'impôt, l'admissibilité de tous à tous les emplois, la liberté de la presse, la liberté des cultes, le jugement par jurés et, en dehors de tous ces principes, des formes de gouvernement propres à en assurer l'application et la durée ». Les peuples ne font point de révolutions pour des mots : « C'est en poursuivant des réalités que les peuples se laissent égarer par des chimères ; quand les réalités sont obtenues, les chimères perdent tout crédit ». Or « la monarchie a accompli toutes les promesses raisonnables de la Révolution ». Guizot refusait de s'effrayer de ces désordres, de ces agitations sociales qu'on dénonçait dans les deux hémisphères pour en faire un épouvantail : les monarchies qui sauront donner satisfaction aux besoins profonds de la société nouvelle demeureront paisibles et fortes. « Que le système de notre monarchie constitutionnelle soit compris et suivi, que son esprit pénètre dans toutes les parties de l'administration et l'on verra bientôt si ce prétendu esprit républicain est à craindre... Après des secousses telles que les nôtres, la société met du temps à se rasseoir ; son cours est trouble encore, quoiqu'elle ne soit plus agitée ; mais la force de sa marche entraîne ou précipite rapidement les éléments hétérogènes qui lui donnaient cette apparence ». Aussi vaine lui paraît la menace de l'incrédulité : au siècle dernier sans doute elle a combattu contre la religion, mais parce que la religion combattait contre la liberté de conscience ; l'esprit religieux aujourd'hui se réveille et « à la vérité ce mouvement est un progrès et non un mouvement rétrograde ; si l'on voulait changer sa nature, si l'on essayait de le con-

traindre à nous ramener vers des opinions ou des institutions contraires à l'état présent de la société et de la raison, ce mouvement s'arrêterait peut-être, et à sa place renaîtrait l'incrédulité qui mourra si l'on ne se donne pas la peine de la ressusciter ». En réalité cette sollicitude effarouchée des périls que feraient courir à la monarchie la république et l'incrédulité, dissimule mal le désir de nous ramener en arrière vers un régime disparu.

Mais l'effet de ces conseils était détruit par le soulèvement des communes du Rhône (6 juin). Le ministère était divisé : Richelieu, Lainé, le duc de Feltre, en formaient la droite et leur direction se traduisait par les procès de presse, la négociation du Concordat à l'insu de Pasquier lui-même (1). L'agitation, amenée par la publication du Concordat et par la constitution des majorats, qui risquait de faire perdre la bataille des élections, les convainquait pourtant de consentir à remplacer le duc de Feltre par Gouvion-Saint-Cyr et à introduire Molé au ministère (12 septembre), mais après les élections la tendance à rétrograder (2) s'accrut ; Pasquier se rapprocha de la droite au début de l'année et l'évolution se précipita dans le courant de 1818. En face, au contraire, Decazes appuyé sur la faveur royale, renforcé par Gouvion-Saint-Cyr et Molé, réagit vers la gauche ; tandis que Pasquier s'éloigne peu à peu vers l'autre groupe, les doctrinaires convertissent Decazes et Molé et les détachent du duc de Richelieu et de Lainé (3). Cette oscillation ministérielle qui se traduit par des résolutions réactionnaires comme le maintien de la censure ou la décision de modifier la loi électorale (4), ou des projets libéraux comme la loi de recrutement et des cadres, selon qu'une influence ou l'autre l'emporte, les négociations délicates entraînées par la fixation des créances étrangères et la libération du territoire, le désaccord entre les députés de plus en plus libéraux et les pairs de plus en plus royalistes, tels sont les éléments de la situation politique en présence de laquelle Guizot développe dans

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 195.

(2) Sur les craintes du ministère relativement à l'élection de Pasquier et l'effroi d'un succès possible de Lafayette et de Manuel, cf. lettres de Richelieu à Decazes, Bibliothèque nationale, *Manuscrits*, n° 20 280.

(3) *Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 295 (note remise en août par Barante).

(4) FERRAND, *Mémoires*, p. 203, 205 ; dès le mois de mars la fraction de droite du ministère y est décidée.

les *Archives Philosophiques, Politiques et Littéraires* une campagne de presse qui dure une année et demie. L'ambition de ce recueil mensuel (1) que dirigèrent Royer-Collard et Guizot n'était pas à proprement parler politique. Il prétendait offrir à l'universelle curiosité des esprits, des éléments de toute science, ne se point cantonner dans la littérature et non pas même dans la production nationale : bibliographie et comptes rendus ne devaient laisser échapper aucune manifestation de la pensée contemporaine. Pourtant un dessein d'éducation politique ne laissait pas de se reconnaître : « Ce n'est plus un simple amusement, c'est une occupation forte et utile, que l'intelligence cherche aujourd'hui dans l'étude ; les institutions que la France a reçues de son roi, sont favorables à cette tendance ; pour des citoyens appelés à connaître des intérêts de l'État, une instruction étendue et approfondie est une nécessité comme un devoir ». Guizot, grand recruteur d'articles, y rédigea pour sa part la « politique spéciale ».

Trois questions agitaient le monde politique : l'excitation des idées « révolutionnaires » qui se marque par le complot de Lyon, par la publication du *Mercure* et la réapparition du *Censeur*, par les pamphlets de P. L. Courier et les chansons de Béranger ou le succès assuré des nombreuses brochures développant les théories de l'égalité sociale et la haine de l'occupation étrangère, — la campagne électorale, — les procès de presse. Guizot les aborda toutes trois, et franchement, dans ses premières chroniques de juillet, août et septembre.

Les brochures de Scheffer (2) lui donnèrent occasion de définir comment il concevait le véritable patriotisme : il désavoue les excitateurs qui s'attachent à entretenir les douleurs morales de la France : « Le bien ne se fait que par l'ordre, par l'ordre seul le mal se guérit sans mal nouveau ; quiconque, avant d'y être réduit par une nécessité actuelle, cherche le remède dans le désordre, mérite d'être taxé de folie ou cherche autre chose que la guérison (3) ». Tout en rendant hommage au noble amour de l'aven-

(1) 5 vol. in-8°, juillet 1817-décembre 1818 (Bibliothèque nationale Lc² 1087).

(2) C.-A. SCHEFFER, *Essai sur quatre grandes questions politiques et Essai sur la politique de la nation anglaise et du gouvernement britannique*, deux articles de Guizot, n° 1, juillet 1817 (t. I, p. 5 à 18) et n° 3, septembre 1817 (t. I, p. 265-279).

(3) Page 8.

ture et de la gloire, il se refuse à ce que nous appelons le militarisme : « Il est temps enfin de comprendre que l'armée est à la patrie et non la patrie dans l'armée (1) ». Il attache la gloire de la France, non à ses conquêtes de naguère, mais aux vertus qui les ont permises ; il demande qu'on reconnaisse les erreurs qui ont conduit le pays au bord de sa perte, le mépris des engagements, le désir d'agrandissement, l'appel à l'aventure et qu'on regarde aux vrais intérêts de la nation : « la paix intérieure, la défaite des partis, l'union de tous les bons citoyens autour du trône, le jeu régulier des institutions, le libre développement des vertus publiques et civiles, rendront bientôt à la France toute la dignité qui lui appartient (2) ». Par ces doctrines Guizot s'écarterait donc nettement des Indépendants à qui l'exaltation chauvine permettait de maintenir en un seul camp des libéraux purs, des révolutionnaires et des bonapartistes. Il était ici sur le terrain même du gouvernement.

Par contre sur la question électorale, il s'avancait davantage. Sa chronique du mois d'août traçait un programme électoral (3). Il faisait le même appel à l'union et prononçait la même condamnation de l'esprit de parti, mais il donnait de la Charte une définition assez audacieuse : la Charte, c'est la Révolution dégagée de ses désordres, de ses divisions, de ses violences ; par elle la royauté impose silence aux ambitions de revanche de l'ancienne société : « Elle a reconnu, dans l'état actuel de la France, des principes et des intérêts vainqueurs, des principes et des intérêts vaincus ; elle a placé la monarchie sur le terrain de la victoire », et la loi électorale a consommé cette œuvre, « en appelant à l'exécution de la Charte la France riche et éclairée telle que la Révolution l'a faite ou l'a laissée (4) ». Il recommande aux suffrages des électeurs les candidats à la fois partisans de la légitimité et de la monarchie constitutionnelle ; mais il interprétait le premier point beaucoup plus largement que ne l'aurait fait le ministère : il suffit pour être partisan de la légitimité de n'en point désirer la chute. Il

(1) Pages 10 et 11.

(2) Page 17.

(3) N° 2, article intitulé, *le Manuel des élections ; Des prochaines élections*, par Olivier DE VILLEMARSAIS, t. I, p. 137-148.

(4) Page 141.

désigne aussi nettement les candidats dangereux : les ennemis de la monarchie légitime, et les ennemis de la monarchie constitutionnelle, ceux-ci plus puissants et plus redoutables ; pour Guizot le péril est surtout à droite. Sous réserve de l'exclusion des révolutionnaires, il ne fait pas de distinction de libéraux, doctrinaires ou ministériels : « Ouvrons deux larges portes dans ce camp nouveau où seront réunis la royauté et la France ; que tous ceux qui voudront s'y rendre, y puissent arriver sans peine (1). »

Sur la question de la presse enfin, en septembre (2), rendant compte de la brochure de Benjamin Constant *Questions sur la législation actuelle de la presse en France*, il répudiait nettement la politique ministérielle ; l'expérience avait dégagé définitivement sa pensée, il est très loin maintenant de ses théories de 1814, il a rattrapé Benjamin Constant son contradicteur d'alors. Il a le courage de condamner la législation imposée à la presse depuis le retour des Bourbons, née de la méfiance réciproque du gouvernement et de la nation. Il faut sortir de ces incertitudes, se sentir assez fort pour n'avoir pas peur de la liberté. Le fondement de cette législation doit être le jury : « il semble que la détermination de la peine appartient plus spécialement à la loi, et que la détermination de la culpabilité appartient plus spécialement aux hommes (3) » ; dans les questions de presse, où il n'y a pas de « corps du délit », où tout est dans la présentation des choses, dans les circonstances extérieures, la culpabilité ne peut être prononcée rigoureusement par la loi et par conséquent par les juges esclaves de la loi ; le jury s'impose. D'ailleurs « la presse est l'action de l'opinion sur l'autorité » ; il serait injuste « de livrer l'opinion au jugement de l'autorité » (4).

Au moment où paraissait ce troisième fascicule des *Archives*, les élections s'effectuaient : la majorité du ministère restait la même. Mais un esprit nouveau s'était manifesté : la gauche avait gagné la douzaine de sièges perdus par les ultra, les Indépendants avaient à Paris conduit le combat contre les candidats ministériels ; surtout il y avait eu bataille, campagnes ardentes, partici-

(1) Page 146.

(2) N° 3, septembre 1817, t. I, p. 280 à 299.

(3) Page 146.

(4) Page 295.

pation passionnée de l'opinion à la lutte électorale, et le ministère, au moins dans sa fraction de droite, Pasquier, Richelieu, Lainé, s'en montrait inquiet (1). Guizot en tira une conclusion tout autre dans l'article qu'il leur consacra en octobre (2). La préoccupation essentielle du gouvernement, dit-il, doit être d'écouter la voix profonde de la nation sans se laisser étourdir par les cris des factions : ce qui a fait la force de Bonaparte au 18 brumaire fait la force de la Charte, de la politique du 5 septembre 1816, de la loi électorale de 1817. Les élections ont accusé les divisions politiques que l'on connaissait : les deux factions ennemies du régime à droite et à gauche, et la masse des constitutionnels de nuances diverses ; la première est vaincue, la seconde s'est manifestée plus ouvertement, mais déjà, de droite et de gauche, des ralliements à la cause constitutionnelle se sont opérés. A droite comme à gauche, la Charte suffit à déjouer les factions. Il faut donc se hâter de vivifier cet esprit constitutionnel, rempart réel contre le désordre : au gouvernement de lui inspirer sécurité et confiance en se montrant hardi et franc dans son œuvre quotidienne. « Tout est affaire de confiance... Il ne s'agit que d'être le gouvernement du public pour obtenir de lui tout ce qui sera nécessaire à sa cause... Que l'esprit constitutionnel se sente protégé et il rendra au centuple la protection qu'il aura reçue ; qu'il se sache adopté à jamais et il paiera son adoption de l'affection filiale la plus dévouée et la plus énergique (3) ». Guizot accentua cet appel le mois suivant, dans un article intitulé *Du choix des hommes* (4) : il voudrait voir le gouvernement apporter dans ses rapports avec les fonctionnaires « de la confiance et de la largeur » ; beaucoup depuis quinze ans ont servi l'État, non un parti, et leurs intérêts sont conformes à l'intérêt général ; il ne faut pas voir dans le personnel administratif impérial des hommes de parti ; assez de gens se sont tenus éloignés des luttes politiques pendant ces quinze ans de paix intérieure, pour fournir un corps de fonctionnaires à la monarchie. Seulement il faut les rassurer, il ne faut pas les forcer, en sondant

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 193 ; *Correspondance* du comte DE SERRE, t. II, p. 258.

(2) N° 4, octobre 1817 (t. I, p. 456-468).

(3) Pages 464 et 467.

(4) N° 5, novembre 1817, t. II, p. 55.

leurs antécédents, à s'abriter derrière un parti : « Si on ne prend soin de le leur rappeler, ils oublieront ce qu'ils ont dit ou fait, pour dire et faire ce qu'on leur demandera après leur avoir inspiré confiance ; et au lieu d'oublier la patrie pour ne voir que le gouvernement et les partis, ils continueront de voir la patrie dans le gouvernement et ils auront en le servant le sentiment qu'ils servent ce qui doit durer, ce qui peut les faire durer eux-mêmes ». Guizot conseillait même de tâcher de rallier les chefs locaux des partis qui, symboles utiles à conquérir, deviendraient des gages de sécurité et des gages de réconciliation. Une large politique orientée à gauche, travaillant à donner satisfaction aux besoins profonds exprimés par les élections, à rallier à une monarchie franchement constitutionnelle le personnel administratif de l'Empire et de la Révolution, voilà là leçon et le programme de gouvernement, que Guizot tirait du scrutin de septembre.

Pendant la session, ouverte le 5 novembre, où les doctrinaires soit au fauteuil présidentiel avec le comte de Serre, soit en commission ou en séance avec Camille Jordan et Royer-Collard, jouèrent véritablement le rôle de l'état-major constitutionnel, entraînant la majorité, soutenant le ministère dans ses initiatives libérales, s'en séparant hardiment quand il s'attardait dans son « constitutionnalisme bâtard », Guizot eut l'occasion dans ses articles mensuels, d'aborder toutes les grandes questions contemporaines (1). Sur chacune la position est nette et libérale ; s'il s'agit du Concordat, une vigoureuse étude historique montre la politique française des rois ou de Napoléon dominée par ce principe : « Là où l'Église forme un établissement public, hiérarchiquement constitué et exerçant des pouvoirs que la loi lui confie, cette société particulière excéderait bientôt ses limites et ne tarderait pas à devenir un État dans l'État, si on ne prenait soin de la rattacher fortement en tout ce qui touche le temporel à la seule

(1) Le Concordat en novembre 1817 (n° 5, t. II, p. 90), les débats des Chambres et les questions qui les alimentent en décembre (n° 6, t. II, p. 183) et en janvier 1818 à propos d'une brochure de B. CONSTANT, *Annales de la session de 1817-1818* (n° 7, t. II, p. 257), la politique de la droite à propos de la brochure de CHATEAUBRIAND, *Du système politique suivi par le ministère* (*idem*, p. 278), la question du recrutement et de l'armée en général en février et mars (n° 8, t. II, p. 465 et n° 9, t. III, p. 56), le rôle du conseil d'État dans le gouvernement constitutionnel en avril et mai (n° 10 et n° 11, t. III, p. 129 et p. 326).

puissance temporelle qui gouverne la société tout entière (1) ». Toujours la même idée revient comme un *leit-motiv* : « Constituer le gouvernement par l'action de la société et la société par l'action du gouvernement (2) », autrement dit : faire pénétrer à tous les étages de la société l'esprit constitutionnel, mettre toutes les institutions en harmonie avec le gouvernement représentatif : presse, armée, Conseil d'État, administration locale. Chaque mois, ses idées gagnent en précision et en libéralisme. Ainsi pour les rapports du ministère et des Chambres, il adopte le régime anglais ; « nous n'en sommes pas encore, dit-il, à cet amalgame profond du gouvernement et des Chambres », mais « la force des choses nous y conduira ». En attendant, il trouve cette jolie formule : « Il faut suppléer à l'unité par l'union (3) ». Il commence à sentir qu'une des conditions nouvelles du gouvernement représentatif est l'organisation de la majorité. La discussion du projet gouvernemental sur la presse lui fournit l'occasion de déclarer que le droit d'amendement par les Chambres est sans limite (4). Il met toute sa verve, en analysant la brochure de Chateaubriand *Du système politique suivi par le ministère* (5), à déchirer l'équivoque qui masque le fond de la politique ultra : la haine de l'égalité sociale. Tandis que les Chambres discutent le projet de loi Gouvion-Saint-Cyr, il en défend les dispositions dans les *Archives* ; s'il n'ose préconiser encore le système de la nation armée, c'est que l'éducation de l'esprit public n'est pas assez développée pour qu'on n'ait pas à craindre de voir le peuple se servir de ses armes contre la liberté (6). Il se porte au secours des institutions constitutionnelles de quelque côté que surgisse l'attaque : il combat contre le *Censeur* pour le Conseil d'État sur l'aide duquel il compte pour compléter progressivement les institutions, pour « transplanter doucement la France du despotisme dans la Charte » (7).

(1) CHATEAUBRIAND, *Du système politique suivi par le ministère*, Tome II p. 114.

(2) *Ibid.*, p. 184.

(3) *Ibid.*, p. 187.

(4) *Ibid.*, n° 7, p. 257 à 277. Ce qui lui valut une polémique avec le *Publiciste* et son directeur (lettres de Charles Loyson dans les *Archives*, t. II, p. 408).

(5) *Ibid.*, n° 7, p. 278 à 296.

(6) *Ibid.*, n° 8, p. 466.

(7) T. III, p. 139.

Avec la clôture des séances parlementaires le 11 mai, il put élargir son horizon. Il aborda le grand problème : l'interprétation de la Révolution française (1). A cette date, la Révolution n'est pas entrée dans l'histoire : elle a été systématiquement oubliée par les hommes de l'Empire, déformée par les hommes de l'ancienne France ; ses représentants sont morts ou l'ont reniée, elle ne vit que dans des souvenirs, des intérêts, des haines ; pour les uns elle est la Terreur, la guerre aux prêtres, aux honnêtes gens ; pour les autres, elle est la lutte nationale contre l'Europe. Les *Considérations* de Mme de Staël sont le premier ouvrage qui commence à la faire connaître. La mémoire de Guizot aussi a gardé quelques impressions d'enfance : la visite dans la prison, avec son petit frère, à leur père condamné à mort, l'échafaud, leur mère volontairement cloîtrée chez elle par son refus de sortir sans vêtements de deuil, la prière d'action de grâce sur la terrasse de leur maison à la nouvelle du 9 thermidor, les années de gêne et d'exil à Genève ; l'effort de justice et l'adhésion de l'esprit écartant des images si douloureuses, y gagnent singulièrement en valeur politique, car Guizot expose de la Révolution une conception élevée. En prenant argument du livre de Mounier, il se refuse à faire au gré de l'extrême gauche et de la droite, un bloc de la Révolution ; il distingue au contraire le grand élan des idées libérales et philosophiques du dix-huitième siècle et de 1789, avec lequel, en analysant l'ouvrage de Mme de Staël, il marque à nouveau son accord, du jacobinisme où il découvre une résurrection de la raison d'État. Il persiste à voir dans la Révolution un principe de vie, il s'indigne que Montlosier puisse s'imaginer qu'il suffirait de tailler belle la part aux intérêts et aux hommes de la Révolution, pour faire accepter une Restauration de l'ancien régime : « Nous n'avons pas subi la Révolution pour que cette terrible destinée aille ignoblement expirer dans celle de quelques

(1) Mars 1818, *De l'influence attribuée aux philosophes, aux francs-maçons et aux illuminés dans la Révolution française*, par J.-J. MOUNIER (t. III, n° 9, p. 47 à 55). Juin 1818, *De la monarchie française depuis la deuxième Restauration jusqu'à la fin de la session de 1816 avec un supplément sur la session actuelle*, etc., par le comte DE MONTLOSIER (t. III, n° 12, p. 385 à 409). Juin et juillet 1818. *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, ouvrage posthume par Mme la baronne DE STAEL (t. III, n° 12, p. 410 à 435 et t. IV, n° 13, p. 63 à 85).

révolutionnaires habiles ou heureux (1)! » La Révolution est toujours vivante et poursuit son œuvre : « Qu'on se l'avoue sans détours ; en tant que destructive, la Révolution est faite, il n'y a pas à y revenir ; en tant que fondatrice elle commence (2) ». Il en exalte la vertu morale ; la grandeur de son œuvre est comparable au bouleversement produit par le christianisme dans les relations de la divinité et des hommes (3), car, aux maux de l'ancien régime, elle a trouvé ce remède : assurer la justice à tout individu quel que fût son niveau social. Aussi se refuse-t-il à chercher l'âme de la Révolution, comme Montlosier, dans l'esprit d'indépendance et d'envieuse égalité, dans l'opposition de l'esprit individuel à l'esprit de famille, dans la haine du passé, dans la souveraineté de la majorité numérique : il voit battre l'âme révolutionnaire d'un principe supérieur, « celui d'une justice universelle » ; il s'explique : « Il s'agit d'empêcher que l'individu, seul être réel et sensible, ne subisse dans la famille, dans la cité, dans la commune, à raison de sa pauvreté et de son obscurité, une injustice qui le dépouille dans son existence positive de quelques-uns des droits qui découlent de sa nature morale (4) ». Injustice fatale, si la législation politique et civile ne prend pas la défense des droits des individus pour fondement. La pensée de la Révolution guide toujours la société moderne ; nos institutions ne sont que des applications de ce principe de justice : égalité des charges, admissibilité à tous les emplois, liberté de conscience, ou des moyens de travailler à « l'extension indéfinie » de la justice : gouvernement représentatif, liberté de la presse, jury. Là où Montlosier dénonce une société en voie de dissolution, Guizot voit battre la vie, confuse encore et incohérente sans doute ; il termine par un acte de foi : « Quand une multitude d'idées nouvelles, de besoins jusque-là inconnus, de sentiments puissants, de dessein hardis poussent en avant les peuples, quand c'est pour l'avenir que les hommes actifs pensent, écrivent, travaillent, alors, on n'en saurait douter, l'avenir leur appartient en effet et ils le pos-

(1) Mme la baronne DE STAEL, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, Tome III, p. 394.

(2) *Ibid.*, p. 397.

(3) Page 404.

(4) Page 406.

sèderont, quelque chère qu'en puisse être la conquête (1). » Comme pour accentuer davantage le relief qu'il donnait à la valeur morale de la Révolution, il insistait, dans le deuxième article consacré à Mme de Staël, sur l'appel de Napoléon aux intérêts individuels, son mépris de la personne humaine et le triomphe avec lui des appétits qui ont besoin de la servitude des hommes (2). Guizot laissait bien loin en arrière les timidités de Royer-Collard ou les nostalgies politiques du comte de Serre. Il y a là un sentiment de la Révolution que, le duc de Broglie peut-être excepté, on chercherait vainement chez ses compagnons doctrinaires.

III

Quelques mois avant ces articles, il avait fait aux hommes de gauche une beaucoup plus retentissante avance et, par personne interposée, remporté son premier succès oratoire.

Le 29 novembre 1817, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr avait déposé un projet de loi sur le recrutement et sur l'avancement de l'armée, produit direct de la collaboration doctrinaire avec le ministre de la Guerre (3). La part spéciale de Guizot dans cette collaboration, au moins sa part visible, fut la rédaction de l'exposé des motifs (4) ; rédaction peu réussie d'ailleurs, embarrassée, atténuant les originalités et les idées profondes du projet ; il le faisait tout bénin, en insistant sur le caractère défensif de l'armée nouvelle ; il expliquait l'appel aux vétérans impériaux pour constituer les réserves, par l'intention de laisser à l'agriculture et aux études libérales le plus grand nombre possible de jeunes gens ; il glissait vite sur les points dangereux, tels que le service général, s'étendait au contraire sur des accessoires comme le recrutement régional. La discussion parlementaire du 14 au 27 janvier, passionnée comme l'avait été l'année précédente celle de la loi électorale, remit tout en pleine lumière. Le ministre de la Guerre défendit son projet dans

(1) Mme la baronne DE STAEL, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, t. III, p. 409.

(2) Tome IV, n° 13, p. 63 à 85.

(3) Duc de BROGLIE, *Souvenirs*, t. II, p. 6. BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 322 à 328. DUVERGIER DE HAURANNE, t. IV, p. 288 et suiv.

(4) BROGLIE, t. II, p. 8.

la séance du 26 janvier 1818. De son discours, Guizot était l'auteur ; le conseil des ministres ayant redouté, en laissant le champ libre au maréchal, d'éveiller les susceptibilités de l'Europe, avait demandé au doctrinaire de s'en charger ; Guizot l'apporta au ministre quelques instants seulement avant la séance ; le maréchal sut cependant en faire valoir les effets (1).

Il y a déjà dans ce discours de belles qualités oratoires : la netteté et la vigueur de la dialectique, une vive chaleur de discussion, le nombre de la phrase, déjà ce don des formules frappantes et de l'apostrophe. L'orientation politique en allait nettement à gauche, dans l'explication des deux titres les plus controversés de la loi : l'avancement à l'ancienneté et l'incorporation des vétérans impériaux dans les réserves. Après avoir invoqué le principe révolutionnaire de l'égalité de tous devant les charges sociales, Guizot rappelait les promesses de la Charte d'admettre tous les Français aux emplois civils ou militaires et réclamait que l'on donnât aux officiers, en échange de leur dévouement, la garantie d'une justice fixée à des règles invariables ; il refusait pour la prérogative royale la faculté de l'arbitraire et s'écriait qu'« il y a aujourd'hui plus de force dans la loi que dans l'arbitraire... l'autorité s'affaiblit de l'arbitraire qu'elle essaie de retenir ; elle se fortifie au contraire de tout ce qu'elle reçoit de la loi ». On était peu habitué à entendre de telles paroles dans la bouche d'un ministre. Mais ce qui donna surtout au discours toute sa portée politique, ce fut, à propos des réserves, la justice rendue à l'armée impériale, à ces soldats qu'on avait coutume d'entendre dans les sphères gouvernementales traiter de « brigands de la Loire » ; pour la première fois depuis la Restauration et dans une envolée magnifique, le gouvernement royal adoptait les héros de l'épopée révolutionnaire et impériale et revendiquait leur gloire (2). Le succès en fut immense : en face

(1) DUVERGIER DE HAURANNE, t. IV, p. 306. *Souvenirs du duc de BROGLIE*, t. II, p. 8. Texte de ce discours dans les *Archives parlementaires*, 2^e série, t. XX, p. 510.

(2) « La franchise est ici un devoir... Il s'agit de savoir s'il existe parmi nous deux armées, deux nations dont l'une sera frappée d'anathème et regardée comme incapable de servir le roi et la France... il s'agit de savoir si nous appellerons encore, à la défense de la patrie, les soldats qui ont fait sa gloire, ou si nous les déclarerons à jamais dangereux pour son repos. Ce dernier arrêt serait rigoureux et injuste, car ces soldats étaient admirables aux jours de combat ; une

de soixante députés de droite figés et mornes, plus de cent autres, les larmes aux yeux, applaudissant, la foule pressée dans les tribunes criant et battant des mains, l'émotion telle que personne, le bureau pas plus que les adversaires, ne s'aperçut de ces manifestations irrégulières (1). Au dehors, dans tous les partis, l'effet fut plus grand encore : « C'était beaucoup plus qu'un beau discours, c'était un grand acte. » Personne ne s'y méprit : le discours de Gouvion-Saint-Cyr coupait les ponts qui communiquaient avec la droite ; le ministre se trouvait engagé presque malgré lui dans une « nationalité » dont il s'était fait jusqu'ici un épouvantail : un rapprochement des chefs militaires de l'Empire s'esquissa, Suchet et Rapp se montrèrent aux réceptions du ministre ; une certaine inquiétude pénétra dans la pensée des ambassadeurs étrangers. Du jour au lendemain le discours de Guizot faisait de Gouvion-Saint-Cyr le ministre populaire (2).

* * *

Dans de plus pacifiques domaines, une besogne analogue se poursuivait. Guizot réclamait dans les *Archives* le développement des institutions, la mise en harmonie des organes de la vie publique avec les principes de la Charte. C'est au Conseil d'État que le travail s'en pouvait exécuter ; il y prenait sa part. Le Conseil d'État était alors une institution singulière ; c'était autre chose que le grand conseil administratif du Consulat et de l'Empire,

ardeur infatigable les animait, une patience héroïque les soutenait ; jamais ils n'ont cessé de croire qu'ils sacrifiaient leur vie à l'honneur de la France ; et quand ils ont quitté leurs drapeaux, ils avaient encore à lui offrir d'immenses trésors de force et de bravoure. Faut-il que la France renonce à les leur demander ? Faut-il que dans ses adversités elle cesse de s'enorgueillir de ces hommes que l'Europe n'a pas cessé d'admirer ? Non, messieurs, je ne puis le croire ; notre salut ne réside pas dans l'oubli de tant de services, dans la méfiance de tant de courage, dans l'abandon d'un boulevard si sûr. Les empires, messieurs, ne se fondent point sur la méfiance ; le roi le sait ; le roi ne veut pas qu'il existe en France une seule force nationale qui ne lui appartienne, un seul sentiment généreux dont il ne fasse la conquête. Nos soldats ont beaucoup expié, car ils ont beaucoup souffert ; qui donc s'obstinerait à les repousser encore ? »

(1) Lettre de Charles de Rémusat à sa mère, 31 janvier 1818 (*Correspondance*, t. IV, p. 75-76) ; VAULABELLE, t. IV, p. 328.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. IV, p. 308, 309 et 314 ; NETTEMENT, t. IV, p. 341-344.

composé de fonctionnaires de grande habileté technique, mais qui n'avaient qu'à mettre en forme juridique la volonté du maître. Ce n'était pas un élément obligé du pouvoir législatif, car on voit le gouvernement créer des commissions en marge du conseil d'État ou s'écarter délibérément des consultations qu'il en a sollicitées ; et pourtant, il a une certaine part au législatif. Il est devenu un organisme d'études législatives, où l'on approfondit peu à peu, lentement et sur toutes ses faces, une question vingt fois remise sur le chantier. C'est un corps de fonctionnaires d'ordre administratif et pourtant une bonne partie de ses membres sont des hommes politiques, voire des parlementaires, et on y institue des débats, non point académiques mais pleinement politiques : la discussion y est seulement plus libre, plus documentaire à la fois et plus pratique. Les différents régimes ont dans son personnel comme laissé leur dépôt ; il y reste, à côté du groupe entier des doctrinaires survivants du premier ministère Pasquier, bon nombre de conseillers impériaux tels que les Siméon, Portalis, Molé, Mounier, mêlés à des membres de la droite, tels que Ballainvilliers ou Laporte-Lalanne, ou à d'obstinés libéraux comme Béranger, au milieu desquels un Cuvier met à la disposition de tous les ministres son grand nom, un talent inégal et un dévouement indistinctement fidèle. Les différents courants du royalisme s'y coudoient comme les conceptions opposées de l'État, depuis la grande machine administrative d'impulsion gouvernementale à la mode impériale, jusqu'au régime de souveraineté populaire. Guizot, qui en garda un souvenir profond (1), y fit une sorte d'apprentissage de la discussion parlementaire. Les grandes questions qui allaient alimenter la vie des Chambres, prenaient jour au Conseil, et ses archives, si elles avaient subsisté, seraient révélatrices de l'éducation politique de toute cette génération (2). En cet été de 1817 et dans l'année 1818, Guizot y collabora à la discussion des deux projets de loi, déposés par Pasquier, sur la Cour des Pairs et la responsabilité des ministres, dont il avait rédigé les exposés des motifs.

(1) Voir le tableau de ce Conseil d'État dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 182-184.

(2) On peut connaître une série des questions traitées dans les tableaux des affaires soumises par le ministère de l'Intérieur au Conseil d'État, *Archives nationales*, F I^a 274 (années 1813 à 1815), 275 (années 1815 et 1816), 276 (année 1817), etc...

Le premier projet fut étudié en juillet et en août 1817. Les notes prises par Guizot en séance, jointes aux différents états du projet, permettent de suivre ce travail d'« élaboration » (1). A vrai dire, il n'apparaît pas qu'il fût procédé avec beaucoup de méthode (2). Les notes de Guizot n'indiquent pas la part prise à la discussion par les différents conseillers, non plus que la sienne propre ; mais ses opinions antérieurement exprimées et des réflexions notées à propos de tel article ou de tel argument, éclairent pourtant sa position. Il s'était préparé soigneusement : l'ambassadeur des États-Unis lui avait rempli un questionnaire sur la législation et la procédure américaines relativement à la responsabilité et au jugement des agents de l'État. A la fin de mars, sir Samuel Romilly lui avait remis sur sa demande des notes sur la législation anglaise. Il avait rédigé pour lui-même, « sur la poursuite par et devant les Chambres » aux États-Unis et en Angleterre, une note très documentée de références à la législation, à la procédure, aux précédents historiques (3). La discussion remania fortement le projet gouvernemental : une doctrine se dégagait, que la Cour des Pairs devait rester nettement un tribunal politique, ne connaissant que les crimes « que les autres tribunaux ne sont pas propres à bien juger, soit dans l'intérêt de l'État, soit dans celui de l'accusé » (séance du 24 juillet) ; que par là-même sa compétence doit être

(1) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 2, *papiers sur les lois et travaux de M. Guizot sur la Charte*. Le dossier sur la Cour des pairs comprend en dehors des lettres échangées avec Pasquier dont il a déjà été parlé à la page 154 : un projet manuscrit non daté, antérieur au projet du 23 juillet ; le projet imprimé du 23 novembre (comte Siméon rapporteur) ; les notes de Guizot résumant la discussion des séances du Conseil d'État des 24 et 29 juillet, 2, 7 et 14 août 1817 ; la copie du projet, tel qu'il fut adopté dans la séance du 14 août.

(2) Un projet différent de celui du ministre distribué le 21 juillet (le projet manuscrit qui figure sans date au dossier du Val-Richer) était annulé le 23 par le dépôt d'un texte rétablissant le projet Pasquier ; celui-ci formait alors la base d'une longue discussion en cinq séances dont le seul plan fut de le suivre article par article ; c'est ainsi que des questions de principe, dont la solution entraînait la refonte complète ou l'existence même du projet, ne sont abordées qu'incidemment à propos de telle stipulation de détail, et l'examen des articles ramène parfois à plusieurs reprises la discussion de ces principes eux-mêmes ; telle la question de la nature et de la compétence de la Cour des Pairs soulevée trois fois, le 24 juillet à propos de l'article définissant la compétence, le 2 août quand l'article 10 établissant le rôle du procureur général met en question la collaboration des autres autorités judiciaires et les pouvoirs du président de la cour, le 7 août quand la discussion s'attaque à la procédure de la poursuite.

(3) Ces documents figurent au dossier du Val-Richer.

définie par la qualité des personnes, c'est-à-dire leur situation et la nature de leurs fonctions (ministres, pairs, etc.) combinée avec la matière de certains crimes (haute trahison, attentat contre la sûreté de l'État, concussion) ; que la Cour ne doit rien entreprendre *proprio motu*, que le jugement seul est son objet, qu'elle doit attendre d'être saisie par la plainte de la partie lésée s'il s'agit d'un pair, par l'action du gouvernement dans la poursuite des crimes contre l'État, par l'accusation portée par la Chambre des députés contre les ministres (séances du 2 et du 7 août). La tendance du Conseil, et Guizot, d'après ses observations, adhérerait à cette tendance, fut d'assimiler la procédure de la Cour des Pairs à celle des tribunaux ordinaires, par exemple pour le droit de récusation. L'objection que Guizot faisait à Lally-Tollendal en 1816 ou à Pasquier au début de l'année, de la difficulté de définir dans la loi la responsabilité ministérielle, fut exprimée, par lui sans doute, à plusieurs reprises, le 29 juillet et le 7 août. Certaine fraction du Conseil regrettait vivement d'être liée par la Charte à faire bénéficier les pairs d'une juridiction spéciale : le nouveau projet leur en retira le privilège en matière correctionnelle et militaire. Guizot partageait cette opinion : « privilège odieux » écrit-il à propos de cet article du projet ; plus loin quand il s'agit de définir les peines applicables par la cour : « Les peines doivent être égales et semblables pour tous les citoyens, la Charte le prescrit ; c'est une conséquence de l'égalité devant la loi ; on n'a pas été jusqu'à dire que les Pairs seuls seraient à l'abri des peines infamantes et on a ôté à la Cour des Pairs le pouvoir de les infliger à tout prévenu jugé par elle, quelle que soit sa qualité. Est-ce par des privilèges de cette nature qu'on pense fonder la dignité d'une aristocratie ? » Guizot ne serait pas éloigné de la plus grande latitude laissée à la Chambre élective, car il écrit, sur la discussion du 7 août : « On n'a pas pu arriver à faire discuter la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'adopter complètement le système anglais, savoir : la Chambre des Pairs ne jugeant que les Pairs et les accusations de la Chambre des députés, et la Chambre des députés accusant devant la Chambre des Pairs qui il lui plaît ». Il note le 14 août : « Il devient toujours plus évident que la compétence de la Cour des Pairs doit se restreindre aux crimes des Pairs et aux accusations de la Chambre des députés contre les ministres. » Effrayé peut-

être de la figure que prenait son projet, le gouvernement l'abandonna.

Le projet sur la responsabilité ministérielle dut succéder au projet sur la Cour des Pairs dans le cours de 1818. Mais il n'en subsiste pas de traces. Toujours est-il que Guizot, de lui-même ou par délégation du Conseil, rédigea un projet nouveau qu'il présenta au ministre avec une justification article par article (1). Une préoccupation paraît l'avoir dominé : le procès d'un ministre accusé par la Chambre est un procès politique, il faut donc à la fois limiter l'affaire par une législation d'une précision rigoureuse et protéger l'accusé contre l'arbitraire. Toute résolution, tout acte de la Chambre dans une procédure de ce genre, doivent être la conséquence d'un débat qui donne à l'accusé l'occasion de s'expliquer et à ses amis celle de le défendre. Un ministre que la Chambre accuse est un ministre qui a perdu la majorité : il faut donc lui donner « pleinement garantie contre tout procédé arbitraire du parti qui s'apprête à le poursuivre. Il ne faut jamais oublier que cette loi ne recevra guère d'application qu'à des périodes de passions politiques et qu'on doit prévoir, pour les interdire, toutes les mesures arbitraires auxquelles le pouvoir accusateur pourrait être entraîné » ; pour assurer le contrôle de la minorité, il accorde à tout député le droit de réclamer communication de tout document et d'assister à toute séance de la Commission. Il émousse les armes

(1) Le dossier de cette loi se trouve aux *Archives nationales*, dans les papiers du Cabinet de la justice, BB³⁰, 254, n° 114. Outre deux séries de pièces qui ne se rapportent pas à ce projet (savoir : la correspondance de Guizot et de Pasquier relative au projet du 3 février 1817 déjà citée p. 154 d'une part, trois manuscrits semblables dits « projet de la commission » avec des notes incomplètes que la mention portée sur l'un d'eux : « M. Bedoch est venu pour avoir l'honneur de voir son collègue M. de Courvoisier, etc... », permet de reconnaître pour le projet de la commission parlementaire de 1819) ce dossier comprend :

1° Le projet de loi rédigé par Guizot en sept feuillets entièrement de sa main, partagés en deux colonnes, d'un côté les articles qu'il propose, de l'autre les motifs pour lesquels il les propose ;

2° La copie du précédent avec des corrections au crayon sur feuille séparée de Pasquier et reportées à l'encre sur la copie ;

3° Une note détaillée pour le copiste qui doit relever le projet définitif, indiquant par numéros les articles de tel ou tel projet (1817 ou nouveau projet) qui doivent former le texte définitif ;

4° Le texte définitif imprimé portant la date du 3 novembre 1818 (plusieurs exemplaires). Il en existe d'ailleurs également un exemplaire dans le dossier déjà cité du VAL-RICHER.

des partis, en retranchant des peines applicables la mort, les travaux forcés et l'amende. Pasquier n'entra pas dans toutes les vues de Guizot : il tint à rétablir la définition des crimes de trahison et de concussion que Guizot jugeait inutile et dangereuse ; il refusa à la Commission de la Chambre tout pouvoir d'enquête et aux députés le droit d'assister aux séances de la Commission ; il supprima un article auquel Guizot attachait grand prix : que le ministre accusé fût, par ce fait même, suspendu de ses fonctions ; il renonça à limiter les peines autrement que par la suppression des travaux forcés et du carcan. Avec ces corrections le projet fut arrêté et imprimé à la date du 3 novembre 1818 ; la chute du ministère en suspendit la publication.

Guizot vit aborder au Conseil d'État d'autres projets : le projet Pasquier par exemple sur la presse, où il avait persuadé Royer-Collard d'essayer d'introduire le jury ; il soutint son opinion avec chaleur quand le projet arriva devant les sections réunies du Conseil (1). Il y batailla de même contre le Concordat. Il y connut un premier essai de réforme administrative : en janvier 1817 le ministère avait communiqué pour étude au Conseil un projet sur les pouvoirs et l'élection des administrations locales ; le Conseil le transforma en un texte, qu'il adopta en juin 1817, « un misérable projet » fort loin des idées doctrinaires (2). La question resta en discussion toute l'année 1818, sans que les doctrinaires pussent faire triompher leurs vues (3). Les interventions de Guizot restent inconnues. Ses idées en la matière, cependant, sont claires : il prit prétexte d'un ouvrage de Duvergier de Hauranne : *Réflexions sur l'organisation municipale et les Conseils généraux de département* pour les exposer en octobre 1818 dans les *Archives* (4).

En réclamant des libertés locales, Guizot vise un tout autre objet que cette décentralisation politique par où les ultra comptaient démembrer l'autorité gouvernementale au profit de l'influence locale du grand propriétaire et du curé. Les garanties des droits civils et politiques sont aujourd'hui dans les lois générales du

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 202 et 203. NETTEMENT, t. IV, p. 312.

(2) *Correspondance* du comte DE SERRE, t. II, p. 223, lettre de Royer-Collard au comte de Serre, juillet.

(3) *Correspondance* de RÉMUSAT, 25 octobre 1818, t. V, p. 40.

(4) N° 16, t. IV, p. 427 à 464. Barante y avait déjà donné un article sur la question en avril.

royaume et dans le contrôle de l'exécutif par les Chambres ; le temps n'est plus où pour se défendre contre le pouvoir les sujets devaient s'efforcer de transformer en corps politiques tous les organismes provinciaux. Guizot restreint donc la compétence des administrations locales aux questions financières, aux questions d'ordre social et économique, aux intérêts locaux. Il transpose dans l'administration le principe de la constitution politique, soit la responsabilité des agents du gouvernement devant des corps élus chargés de pourvoir aux besoins et de contrôler la gestion. Pour l'élection de ces délégués, il n'admet d'autres règles que celle de l'élection des députés : il écarte le choix par les plus imposés, comme créant un privilège et un privilège instable, il réclame un cens fixe, choisi comme garantie de capacité. Pour les conseils municipaux, il en ferait varier le chiffre selon l'importance de la commune ; en faveur des plus petites il descendrait jusqu'à cinq francs de contribution comme cens d'électorat, dix francs comme cens d'éligibilité ; pour la plus grande, Paris, il adopterait les mêmes conditions qu'aux élections législatives. Le maire doit rester un agent du gouvernement, mais Guizot voudrait qu'il fût obligatoirement désigné parmi les membres du conseil municipal. Il est d'avis de supprimer l'arrondissement, qui ne correspond à aucun intérêt local et le sous-préfet ; un organisme cantonal, formé de délégués des communes répartissant l'impôt entre elles et ménageant aux municipalités le moyen de se concerter pour des dépenses et des travaux communs, serait une garantie plus efficace de justice et correspondrait à une réalité plus vivante. Guizot se moque de la timidité des gens qui s'épouvantent dès qu'on parle de contrôle, de délibération, de blâme : s'il y a réellement des intérêts départementaux, il faut admettre des délégués de ces intérêts à en discuter. Dans les limites de leurs attributions financières qu'il voudrait élargir à toutes les dépenses locales et même à certaines dépenses d'intérêt général qui exigent une étroite surveillance locale (telles que prisons, assistance, enfants trouvés), il assimile le préfet vis-à-vis de son conseil général au ministre vis-à-vis de la Chambre : il donnait même au conseil l'examen des comptes des communes. Il le composerait de membres élus à raison d'un par canton, avec un cens électoral de cent francs et d'éligibilité de trois cents francs. Tous ces corps élus, conseils municipaux et

généraux, le seraient pour sept ans, et renouvelables en totalité.

Ces idées libérales devançaient de bien loin les concessions que le ministère était disposé à consentir, et heurtaient les habitudes d'administration despotique que les anciens fonctionnaires impériaux apportaient au Conseil d'État. Au reste l'évolution de ses idées et de celles de son groupe accusait-elle de plus en plus leur éloignement de la politique gouvernementale.

IV

La campagne de Guizot dans les *Archives* se poursuivait en poussant de plus en plus à gauche. Il prenait texte des brochures publiées dans l'année sur les troubles du Gard en 1815 (1), pour définir au mois d'août la situation des protestants vis-à-vis du régime et l'attitude réciproque des partis et du gouvernement. Il reprenait, pour revenir sur les événements passés, les traits dont il avait composé sa lettre du mois de mars 1817 au comte d'Argout, mais en insistant sur l'identité de l'intérêt protestant avec celui de la France nouvelle, et, s'il déclarait que les protestants ne demandaient pour laisser tomber leur méfiance que de voir « la Charte se développer librement et en plein air » (2), il s'emparait de cette idée pour exposer les inquiétudes du parti constitutionnel et il appelait celui-ci à devenir un grand parti de gouvernement, travaillant d'accord avec le ministère à achever l'œuvre politique et administrative de la Révolution : se tournant vers la gauche, il lui expliquait que l'intérêt du gouvernement ne pouvait être différent de celui de la France nouvelle : « C'est donc, non en parti opposant mais en parti gouvernant, que les défenseurs des principes et des intérêts nouveaux doivent travailler à se constituer (3) », il les invitait à se dégager des éléments bonapartistes ou jacobins et, tout en restant inflexibles sur les principes, à se montrer patients et larges sur les questions mesquines et les intérêts locaux.

Mais pour que pût se constituer cette majorité de gauche, Guizot

(1) *Correspondance de RÉMUSAT*, N° 14, août 1818, t. IV, p. 129-157.

(2) *Ibid.*, p. 144.

(3) *Ibid.*, p. 153.

jugeait bien que le gouvernement devait donner des gages et offrir des garanties : « La conduite que tiendra le parti national décidera du sort de la France, mais elle sera déterminée elle-même par celle du gouvernement (1) ». Or l'ultra-royalisme relevait audacieusement la tête en cet été 1818, avec les manifestations théâtrales des missions en province, avec la *Conspiration du bord de l'eau* à la fin de juin, la *note secrète* de Vitrolles aux puissances alliées en juillet, la fondation du *Conservateur*. Il fallait rompre ouvertement avec lui. Les *Archives* essayèrent en octobre de faciliter cette opération (2) : la France gouvernée selon l'esprit de la Charte n'offre rien de dangereux pour l'Europe ; la paix intérieure et la stabilité du gouvernement n'ont d'autres ennemis que le parti ultra-royaliste, tel est le thème (3). A l'ouverture de la session, Guizot consacra au manifeste que Camille Jordan avait adressé aux électeurs de l'Ain et du Rhône un article qui fit sensation (4) ; il y définissait la majorité nécessaire et il la trouvait dans une sorte de bloc des gauches. De ce qu'on appelle « jacobins » et « républicains », il refuse de prendre peur, car dans les premiers on comprend des gens qui tiennent leur position de la Révolution et sont des alliés naturels de tout gouvernement qui leur donnera des garanties d'existence ; pour les seconds, s'ils trouvent dans une monarchie constitutionnelle ce qu'ils iraient chercher dans une république, le règne de la justice et de la liberté, « c'est une puérilité que cette distinction de principes monarchiques et de principes républicains ». Parmi ce qu'on appelle les ultra-libéraux, il voit des méfiants : ce ne sont pas là gens dangereux : « Je demande qu'on les rassure. Quiconque a peur est hostile » ; il voit aussi quelques bonapartistes, mais il faut se garder d'appeler de ce nom tous ceux qui ont servi l'Empire et sans les libéraux les vrais bonapartistes ne peuvent rien. « Enfoncez-vous dans le terrain des principes et des intérêts

(1) *Correspondance de RÉMUSAT*, p. 156.

(2) N° 16, octobre 1818 (t. V, p. 362-373), *De l'opinion de l'Europe sur les dispositions de la France*.

(3) Depuis trois ans, dit-il, « on a vu la force et le crédit du pouvoir, comme la confiance et le calme du peuple, hausser ou baisser ensemble, selon que le parti contre-révolutionnaire a paru écouté ou repoussé, triomphant ou abattu, » p. 368.

(4) N° 17, novembre 1818, t. IV, p. 80-105. Cf. la lettre de Mme de Rémusat à son mari, du 25 novembre (*Correspondance de RÉMUSAT*, t. V, p. 117).

nationaux, qui sont ceux de la Révolution comme de la Charte ; professez-en les maximes ; adoptez-en les conséquences ; poursuivez-en les applications, surveillez-en la pratique. Placez-vous hardiment à la tête de ce mouvement social, qui emporte à tous risques les gouvernements et les peuples ; et soyez sûrs que la confiance et le succès ne demeureront pas à ceux qui persisteront dans l'hostilité ». Guizot veut élargir le parti ministériel jusqu'à comprendre « tous les principes, tous les intérêts, tous les besoins de la France nouvelle » ; il s'élève contre la manie des partis de s'épurer et de se rétrécir ; ultra-libéraux, libéraux, doctrinaires, constitutionnels ne sont en réalité que les figurants d'un même principe ; loin d'être opposés, ils ne peuvent connaître le succès que par une action commune et « il n'y aura de stabilité et de liberté en France que lorsque le gouvernement du roi les aura réunis et marchera à leur tête dans une même direction ». Un dernier article sur la législation de la presse, sorte de préface aux lois de Serre, termina la campagne de Guizot aux *Archives* en décembre 1818. Après quatre ans de discussions répétées, Guizot s'approchant chaque fois un peu davantage, était arrivé enfin à la vraie doctrine libérale : la liberté de publier n'est pas autre chose que la liberté de parler, formes l'une et l'autre de la publicité qui est le fondement d'un gouvernement libre ; quelle qu'elle soit, une opinion ne peut être un délit et le fait qu'on l'a publiée n'y change rien. Après dix-huit mois de discussion publique, il dégagait donc avec une netteté et une vigueur croissantes une politique orientée à gauche s'appuyant, pour donner à la Charte tout le développement libéral dont elle était susceptible, sur une majorité où entraient sans exclusion à gauche tous les éléments de la France nouvelle, et répudiant toute législation d'exception et de contrainte : « Le moment est venu de réaliser pleinement la Charte, d'adopter hardiment tous ses principes, de convertir en lois ses conséquences, de lui faire enfin porter tous ses fruits, qui seront en même temps des racines pour le trône et la liberté... A la liberté seule, il est désormais donné de dompter la licence, de maintenir la paix, de procurer la vigueur du pouvoir (1) ».

(1) *Correspondance de RÉMUSAT*, t. IV, p. 241.

* * *

Cette accentuation progressive de la campagne des *Archives* accusait la rupture des doctrinaires avec le côté droit du ministère. La fissure que leur insistance à réclamer devant la Chambre, après avoir échoué au Conseil d'État, l'application du jury aux procès de la presse, avait provoquée, s'était élargie par l'échec de la loi sur le Concordat ; Richelieu leur en attribua la responsabilité : il en conserva une profonde amertume (1) : « C'est impossible, lui arrivait-il de répondre avec sarcasme aux sollicitateurs, MM. Royer-Collard, de Serre, Camille Jordan et Guizot ne le veulent pas (2) ». Ses lettres adressées d'Aix-la-Chapelle au comte Decazes expriment fréquemment ce mécontentement impatient (3). Ses collègues le vengent, en rabaisant la superbe des doctrinaires par des mesquineries qui les irritent (4).

Cette rupture était en réalité le symptôme d'une dislocation plus profonde du ministère, et elle aggravait en retour cette dislocation ; car les doctrinaires avaient sur deux ministres une influence croissante, sur Molé (5) et sur Decazes. Les injures dont le parti ultra abreuvait celui-ci, le rejetaient dans leurs bras ; aux insultes, aux projets d'assassinat même, il faisait répondre par des folliculaires à lui, dans les journaux anglais le *Times* et le *Sun*, le *Courrier*, le *Morning Chronicle*, dont les attaques visaient expressément le comte d'Artois (6). Il s'était fait au Conseil des ministres, l'inter-

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 228. Sur son antipathie et celle de Lainé pour Royer-Collard particulièrement, voir p. 205.

(2) *Mémoires* de GUIZOT, t. I. p. 197.

(3) Cf. ERNEST DAUDET, *Louis XVIII et le duc Decazes*, chap. VI, voir quelques-unes des réponses de Decazes à Richelieu aux *Manuscrits* de la Bibliothèque nationale, n° 20 280, notamment une lettre du 11 novembre.

(4) *Mémoires* de GUIZOT, t. I, p. 209.

(5) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 213. Cf. dans les lettres de RÉMUSAT (t. IV et V) les approbations enthousiastes qu'il donne par exemple aux articles de Guizot dans les *Archives*.

(6) Ces articles ont été recueillis et traduits dans les *Mille et une Calomnies ou extraits de correspondances privées insérées dans les journaux anglais et allemands pendant le ministère de M. le duc Decazes*, 3 vol. Paris (1827-28). Voir dans NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, t. IV, p. 423 et suiv. une longue discussion sur l'origine de ces correspondances. PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 300-301.

prête de l'opposition des doctrinaires au Concordat. Par contre Pasquier leur échappait de plus en plus : bien que les relations extérieures fussent restées les mêmes, depuis l'affaire du jury, l'intimité et la confiance réciproques n'existaient plus (1). Fatigué, mécontent d'une situation où il fallait enfin prendre figure définie, autoritaire par habitude d'administrateur impérial, libéral sans conviction et par la seule nécessité d'éviter une réaction nobiliaire, « tirailé au Conseil par Guizot, agité par les ultra », il en arrivait à dire à Mme de Rémusat : « Le gouvernement de l'ancien régime valait mieux que celui-ci (2) ». Si les manifestations ultra-royalistes poussaient vers la gauche Guizot, les doctrinaires et Decazes, l'activité des libéraux qui avaient maintenant des cadres et une organisation (la *Société des amis de la liberté de la presse*, « la réunion Laffitte » à la Chambre, le comité directeur électoral (3)), inclinaient de plus en plus à la réaction Richelieu et Lainé, irrités encore par la besogne libérale que Gouvion-Saint-Cyr poursuivait dans l'armée. Le résultat des élections d'octobre 1818, pourtant soigneusement préparées par le gouvernement (4), qui envoyèrent à la Chambre Manuel et Lafayette avec une quinzaine d' « Indépendants », où le ministère pensa être battu à Paris, acheva le revirement à droite. Au retour d'Aix-la-Chapelle (28 novembre), Richelieu, suivi ou poussé par Lainé, se décida pour une orientation nouvelle de la politique, la constitution d'une majorité centre droit et droite, la transformation de la loi électorale et de la loi sur la presse (5). Dès ce jour on peut dire que la crise ministérielle est ouverte, bien

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 213.

(2) Lettre de Mme de Rémusat à son mari, 26 novembre (*Correspondance de RÉMUSAT*, t. V, p. 122).

(3) Toute cette organisation libérale de ces différents comités et de ces sociétés et d'autre part le début de l'organisation du parti d'action révolutionnaire sont très nettement et précisément décrits dans VAULABELLE, *Histoire des deux Restaurations*, t. IV, p. 312, 366, 367, 424, 439 à 446.

(4) Cf. FAUCHILLE, « Comment se préparaient les élections en 1818 », *Revue de Paris*, 1902, 1^{er} juillet. Cette étude est faite d'après le dossier des *Archives nationales* F⁷ 4351 (élections, objets généraux 1818) qui contient les circulaires gouvernementales et les dossiers d'élections, mais aussi un gros travail manuscrit intitulé *Historique* résumant par départements toute la correspondance des préfets relativement à ces élections de septembre 1818, travail très intéressant et très précieux pour l'étude de l'esprit public.

(5) Analyse des lettres de Richelieu adressées pendant la conférence d'Aix-la-Chapelle dans E. DAUDET, *Louis XVIII et le duc Decazes*, chap. VI, § 2, p. 269 à 286.

qu'elle ne doive aboutir qu'à la fin de décembre. La défection de Molé, qui passa brusquement à droite du côté de Richelieu, Pasquier et Lainé, changea la majorité du ministère, acquise désormais au nouveau programme : sous le patronage caché de Richelieu et avec l'appui de Molé, une concentration des droites à la Chambre des Pairs se forma autour du cardinal Bausset ; le comte de Serre fut battu pour la présidence de la Chambre, par le candidat de la droite Ravez. Éclairée par ces indications, la campagne de Guizot aux *Archives* pour la constitution d'une majorité de gauche, prend une signification nouvelle : elle est comme le manifeste de tout un parti, qui sait même ? d'une fraction du ministère (1). L'alarme fut très vive dans le monde libéral pendant la seconde quinzaine de décembre. La politique préconisée par Guizot remporta pourtant un premier succès : Camille Jordan et Beugnot obtinrent à la *réunion Ternaux* (les constitutionnels centre gauche) qu'elle s'engageât à fond dans les élections du bureau de la Chambre, se concertât avec la *réunion Laffitte* ; cette coalition du centre gauche et de la gauche que réclamait Guizot dans les *Archives*, emporta toutes les nominations des vice-présidents et secrétaires. La crise ministérielle (2) proprement dite (21 au 29 décembre) se résolut par la même victoire : Richelieu ne put mettre sur pied un ministère orienté à droite. Le cabinet Dessolles-Decazes-de Serre parut un nouveau 5 septembre : la joie fut aussi vive dans tous les partis de gauche que l'inquiétude avait été grande. Les publicistes d'extrême

(1) DUVERGIER DE HAURANNE, t. IV, p. 469, dit que Decazes avait connu et approuvé la brochure électorale de Camille Jordan.

(2) Sur toute la crise, les documents originaux sont constitués par :

a) Les lettres échangées entre Decazes et le roi : voir ERNEST DAUDET, *op. cit.*, p. 287 à 312.

b) Un mémoire écrit par Louis XVIII lui-même que Lamartine a publié dans *Histoire de la Restauration*, DUVERGIER DE HAURANNE, et DAUDET déclarent que ce manuscrit qu'ils ont collationné sur l'original est fidèlement reproduit ;

c) Un mémoire rédigé par Pasquier et annoté par le duc de Richelieu auquel Pasquier fait allusion dans ses *Mémoires*, t. IV, p. 268, que BARANTE a utilisé dans sa *Vie de Royer-Collard* et dont Decazes envoya à Guizot en 1858 une copie qui subsiste aux archives du VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 123. Le récit de Duvergier de Hauranne est tout à fait complet et exact (t. IV, p. 501 à 530) ; le chapitre d'Ernest Daudet y ajoute seulement quelques textes et des indications intéressantes sur le rôle de Molé. Voir encore le récit de BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 345 ; de PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 271 et suiv. ; de VILLÈLE, *Mémoires et correspondances*, t. II, p. 247 et suiv.

gauche, Étienne et Benjamin Constant eux-mêmes, se félicitèrent : la Charte et l'œuvre poursuivie depuis 1815 étaient sauvées.

Avec la victoire de Decazes, avec la nomination du comte de Serre comme garde des Sceaux, l'influence des doctrinaires s'installait au gouvernement.

CHAPITRE VII

APOGÉE DE L'INFLUENCE DE GUIZOT (1819)

I. *Orientation à gauche.* — Premiers dissentiments chez les doctrinaires. Influence de Guizot sur Decazes et sur de Serre. Ses efforts pour orienter le ministère à gauche, les changements de personnel judiciaire et administratif auxquels il fait procéder. Ses luttes contre tout réveil de la réaction : troubles du Gard, article du *Moniteur*, conseils de dissolution et de modification de la Charte par ordonnance pour répondre à la proposition Barthélemy. Fureur de la droite contre Guizot. — II. *Efforts d'organisation constitutionnelle.* — Rédaction d'un nouveau projet sur la responsabilité des ministres. Rédaction des projets de loi sur la presse : projet Guizot, élaboration des projets de Broglie-Guizot ; rôle de Guizot dans la discussion à la Chambre. Projet de loi sur l'administration départementale et communale. Projet de loi sur le jury et la législation criminelle. — III. *Guizot directeur de l'administration départementale et communale.* — Les attributions de Guizot et l'organisation de sa direction. Souci des intérêts communaux. Côté humanitaire et social de son administration. — IV. *Le Courier.* — Raisons de la fondation du nouveau journal. Objet politique du journal : direction de Guizot. La polémique contre les révolutionnaires et les ultra ; le programme développé par le journal. Importance du rôle de Guizot pendant cette année 1819.

I

La victoire de la *Doctrine* marqua le début de son éparpillement. Les doctrinaires pendant le ministère Richelieu étaient restés groupés ; l'entrée au gouvernement d'un des leurs fut une première cause de désaccord. Royer-Collard, sans aucun désir d'être ministre, fut blessé pourtant de n'en avoir pas été prié ; son orgueil se froissa que le comte de Serre, dans son empressement à accepter les Sceaux, n'eût sollicité ni assentiment, ni conseil. Le philosophe célèbre, le grand orateur trouvait, enfin, déplacé d'être au Conseil de l'Ins-

truction publique le subordonné d'un ministre jeune, parvenu de la faveur royale, Decazes. Il ne tarda donc pas à parler des « doctrinaires » comme d'un groupe d'étrangers et sans bienveillance, à se défendre d'être leur chef (1). Il affectait dans ses jugements une liberté et une outrance qui laissaient des empreintes douloureuses sur ses adversaires et même ses amis. Les questions de personnes menaient le philosophe plus qu'il ne le pensait lui-même. Faute de pouvoir le garder en tutelle, il prit Guizot, pourtant déférent et patient, en « une déplaisance qui devient peu à peu de l'antipathie » et qu'il dissimulait à peine : « Il me regarde, prétendait-il, comme une pièce de son jeu d'échecs : c'est ce que je ne veux pas en souffrir (2) ».

Guizot avait déjà laissé en arrière sur la route libérale deux de ses premiers protecteurs : l'abbé de Montesquiou, puis Pasquier ; voilà qu'il se détache de Royer-Collard. L'année 1819 ne sera pas terminée, qu'il n'ait encore distancé Decazes et de Serre.

Pour le moment leur liaison est intime, son influence sur eux entière. Il a déjà joué près de Decazes ce rôle d'inspirateur officieux : au début de 1819, Pasquier, en une image quasi romantique, nous représente le ministre « plutôt subjugué que gagné » et ne tardant pas « à sentir peser sur lui la sourde influence de M. Guizot » ; le comte de Serre, au contraire, « subissait sa domination d'une façon absolue » (3). Aux moyens d'action que donnaient à Guizot ces relations personnelles, les ministres en joignirent un autre : avant la crise déjà Decazes n'envisageait pas son portefeuille de l'Intérieur sans la collaboration de Guizot (4) ; il créa pour lui le 6 janvier 1819 une *Direction générale de l'administration départementale et communale* (5).

Or ces premières semaines du ministère sont encore pleines d'incertitudes et de lenteurs ; ni majorité organisée à la Chambre, ni

(1) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 348 ; *Vie de Royer-Collard*, p. 334-423.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 375-376.

(3) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 277-279. Cf. également BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 348 ; voir dans les p. 348, 349 et 350 un portrait du comte de Serre.

(4) RÉMUSAT, *Correspondance*, t. V, p. 126, lettre de Mme de Rémusat à son mari, du 29 novembre 1818.

(5) *Moniteur* du 7 janvier 1819, p. 25. Par une étrange omission Guizot ne parle pas dans ses Mémoires de cette nomination et de son rôle à la tête de cette direction.

réelle activité du cabinet. Guizot s'impatientait de cette incertitude : il avait interprété la chute du duc de Richelieu comme un choix définitif entre deux politiques ; il comptait voir le ministère travailler à la constitution d'une grande majorité libérale. Son caractère impétueux ne comprenait pas que l'on remit perpétuellement en question des résultats acquis. Dans des lettres fougueuses, il presse le comte de Serre de prendre nettement position à la Chambre : « Tout le monde s'étonne et tout le monde a raison. On se demande si le ministère est paralysé, muet, mort, et en effet il en a l'air... Je vous proteste que cela est grave : voyez comme nous allons, nous nous isolons chaque jour, nous ne rallions personne à la Chambre, on ne sait où nous marchons, où nous sommes... Pour Dieu ne dormez pas sur le banc des ministres ; votre présence, vos paroles demain sont indispensables, et placez-vous en parlant, non seulement dans la loi, mais dans la situation. La matière est belle et vous en êtes capable (1) ». Le ministre obéissait : il prenait enfin la parole le 15 février et groupait une majorité de cent trente-deux voix des gauches et d'une portion du centre. Mais quelques jours après Guizot reprenait ses injonctions, impatient et inquiet : « J'ai un chagrin bien profond, écrivait-il le 25 février, je ne sais plus quand vous finirez, comment vous finirez et si vous ne finissez pas, on finira sans vous, malgré vous, contre vous (2). »

Presque tous les mois Guizot avait réclamé dans les *Archives* la collaboration du gouvernement et de la nation. Il voulait tirer la politique au grand jour et l'appel à l'opinion lui paraissait un moyen de gouvernement. Aux parents de Ch. de Rémusat, qui craignaient que Guizot ne compromît leur fils dans une carrière de journaliste, il répondait que « faire des affaires aujourd'hui, ce n'est pas se confiner dans les dossiers, que c'était bon du temps de Bonaparte, que la publicité étant l'âme de ce gouvernement, il faut être toujours en mesure de rendre compte au public et que, lorsqu'un ministère se trouve dans la position de celui-ci, continuellement obligé d'assurer son pavillon, il faut bien qu'il emploie ceux qui ont quelque franchise dans le langage et quelque loyauté dans

(1) *Correspondance* du comte DE SERRE, t. II, p. 386, lettre du 14 février 1819, minuit.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 394. Cf. de même 16 février, p. 387.

les intentions à défendre non seulement les projets de lois, mais encore son système (1). »

Ses occupations, trop lourdes depuis le nouveau ministère, avaient amené la disparition des *Archives*, qui en restèrent au numéro de décembre 1818, mais au moins se fait-il pourvoyeur en articles des journaux officiels comme le *Moniteur* ou le *Journal des maires*, officieux comme les *Annales politiques, morales et littéraires* : il inspire ou corrige certains articles, en fait rédiger par ses amis, en adresse au ministère sur les grandes questions en discussion (2). Il veut donner la plus large diffusion aux actes du gouvernement, presse par exemple le garde des Sceaux de publier promptement au *Moniteur* ses circulaires libérales aux procureurs généraux (3). La même pensée lui fait envisager la collaboration des préfets aux grandes lois d'administration (4).

Les polémiques de presse, l'expérience des élections de 1818 lui ont apporté un autre enseignement, que les institutions ne sont rien sans les hommes. Partout où les préfets étaient nettement engagés dans le système libéral, les élections avaient donné des députés ministériels, ainsi en Seine-et-Marne, dans la Manche, le Gard, le Nord. Le progrès des « Indépendants » au contraire se marquait quand les populations avaient toujours en face d'elles les administrateurs de 1815, ultra-royalistes dont la présence rappelait les actes de la Chambre introuvable et de la Terreur blanche : les électeurs avaient voté contre les « petits despotes » des tribunaux, des préfectures, des mairies. Guizot ne reculait pas devant les conséquences. Il fallait rompre ouvertement et définitivement, comme il l'avait réclamé dans les *Archives*, avec

(1) Lettre de Ch. de Rémusat à son père, 14 mars 1819 (*Correspondance de RÉMUSAT*, t. V, p. 286).

(2) Il retouche un article sur les fonctionnaires pour les *Annales* (*Correspondance* du comte de SERRE, t. II, p. 387) en envoie un pour le *Moniteur* sur la loi électorale et en annonce d'autres. Le 18 février (*id.*, p. 388) c'est pour le *Moniteur* ou plutôt les *Annales* un article sur la réclamation des protestants de Bordeaux relativement aux collèges d'enseignement secondaire. Le 25 février, ce sont trois nouveaux articles pour les *Annales* (*id.*, p. 394) ; il a honte de ces puérilités, mais il ne faut pas que la feuille dont le ministre a la responsabilité reste muette sur la question du jour.

(3) Lettre du 18 février (*id.*, p. 388) ; elles parurent en effet au *Moniteur* du 21 février.

(4) Lettre de Mme de Rémusat à son mari, 29 novembre 1818 (*Correspondance* de RÉMUSAT, t. V, p. 126).

la clientèle ultra-royaliste. Sa connaissance du personnel du Conseil d'État qu'il avait réorganisé en 1816 et au milieu duquel il siégeait depuis deux ans, dicta au ministre de la Justice les éliminations nécessaires : cinq conseillers ordinaires, tous ultra-royalistes, et les quatre vice-présidents, sous-secrétaires d'État du précédent ministère (1). Ses fonctions lui permirent de procéder directement à l'épuration du personnel administratif (2), de véritables « abatis de préfets » comme dit Barante. En quatre ordonnances des 9 et 10 janvier, 10 et 24 février, vingt-trois mutations de préfets réorganisèrent le personnel. Les préfets qui n'avaient pas su éviter l'élection de ces ennemis notoires des Bourbons, Lafayette, Manuel et Bedoch, dans la Sarthe, le Finistère et la Vendée, et en Corrèze étaient déplacés. Mais tous les autres coups portaient à droite ; il ne faisait pas grief aux préfets de la Moselle et du Gard, que tous les députés « royalistes » eussent été balayés, à l'effroi du dernier gouvernement, par les candidats libéraux. Par contre quatorze préfets ultra-royalistes étaient destitués (3). On n'avait jamais vu opération si radicale. Le choix des successeurs achevait de donner à ces changements leur signification politique ; cinq anciens préfets impériaux, fonctionnaires des Cent-Jours, destitués à la seconde Restauration, étaient réintégrés dans le personnel, parfois dans de grandes préfectures comme la Côte-d'Or ou dans des postes touchant profondément au cœur de la monarchie comme la Vendée (4) ; trois maîtres des requêtes de la promotion Pasquier-Guizot de 1815, les accompa-

(1) Les conseillers sont : Belmont de Malcors, Deblaire, Laporte-Lalanne, Bugon, de Pernety. Les vice-présidents : Ravez (législation), Tabarié (guerre), de La Bouillerie (finances) et Chabrol de Crussol. Cf. l'ordonnance du 20 janvier 1819 (*Bulletin des lois*, 1^{er} semestre, 1819, p. 17) et les tableaux de Auccoc, *le Conseil d'Etat avant et depuis 1789*, p. 310 et 327.

(2) PASQUIER (t. IV, p. 279) déclare formellement que ces épurations sont son œuvre. Il est de fait d'ailleurs que Barante qui était, avec Guizot, le conseiller de Decazes, était hostile à ces mouvements de personnel (Cf. lettre à Decazes, 6 février 1819, *Souvenirs*, t. II, p. 361).

(3) Ce sont Duhamel (Vienne), de Kerespertz (Vendée), de Saint-Luc (Côtes-du-Nord), de Breteuil (Eure-et-Loir), Delassale (Ardennes), de Barrin (Haute-Vienne), d'Indy (Ardèche), Milon de Mesme (Hautes-Pyrénées), Dalmas (Charente-Inférieure), de Vaulchier (Saône-et-Loire), Terray (Loir-et-Cher), Choiseul d'Aillecourt (Loiret), Cromot de Fougy (Aude), de Bouthillier (Bas-Rhin).

(4) Rognat (Vendée), Finot (Corrèze), Camille Perier (Meuse), Stanislas de Girardin (Côte-d'Or), Didelot (Aude).

gnaient (1). Enfin le maire de Nantes, cinq sous-préfets notés comme libéraux complétaient la troupe des remplaçants (2). Les neuf autres nominations étaient seulement des mutations de place. Contrairement à l'opinion qui parlait couramment d'une centaine de destitutions, les sous-préfets furent beaucoup moins atteints ; trois grands mouvements des 1^{er}, 14 et 25 février ne remuèrent que trente-quatre titulaires, moins de trente si l'on tient compte des cinq sous-préfets devenus préfets. Ce sont donc les têtes d'administration, à l'inverse de 1814, qui furent frappées. Guizot s'était attaqué au grave problème avec une audace qui s'inquiétait peu des rancunes. Barante, qui était de la carrière, trouvait quelque injustice à frapper des hommes, qui en somme avaient suivi la ligne de leur ministre ; il représentait à Decazes les conséquences : « Allez doucement quant aux personnes, mon cher ami, c'est par là qu'on fait des plaies incurables... On perd à jeter dans l'hospitalité un homme qui, en tombant, vous donne vingt ennemis de plus par sa famille et ses amis (3) ». Guizot ne craignait pas le combat et n'était pas pour les demi-mesures.

Au contraire dès qu'il croit voir la réaction royaliste relever la tête, il accourt au point menacé. S'il s'agit des protestants du Gard et qu'il y ait lieu de craindre le retour des événements de 1815, tout naturellement il s'épouvante. Il avait conservé peu de relations à Nîmes, mais rien de ce qui se passait là-bas ne le laissait indifférent : il assiste ainsi au banquet donné le 11 octobre 1818 par les Nimois de Paris, à Sainte-Aulaire et à Chabaud-Latour, candidats libéraux à la députation (4). Pour remplacer le préfet d'Argout, promu conseiller d'État, avait été nommé, le 3 février, le baron d'Haussez, qui lors d'un intérim au début de 1817 avait essayé de réconcilier les deux partis. Mais, avant qu'il n'ait pu rejoindre son poste, des troubles éclatèrent

(1) Paulze d'Ivoy (Ardèche), Feutrier (Saône-et-Loire) et Pelet de la Lozère (Loir-et-Cher).

(2) Ce sont les sous-préfets de Provins, Moreau de la Rochette (Vienne), de Wissembourg, Sers (Haut-Rhin), de Thionville (Finistère), de Libourne. Angelier (Landes), de Verdun, Jahan de Belleville (Hautes-Pyrénées) ; Saint-Aignan, maire de Nantes, fut préfet des Côtes-du-Nord.

(3) *Souvenirs*, t. II, p. 362, lettre du 8 février.

(4) *Moniteur* du 13 octobre 1818, p. 1211. Les journaux anglais qui s'intéressaient aux protestants du Midi l'annoncèrent également. *Morning Chronicle* du 28 octobre (*les Mille et une Calomnies*, t. I, p. 89).

le 7 mars, dont le prétexte fut une manifestation libérale contre un acteur ultra-royaliste Huet, dont la cause profonde était le mécontentement provoqué chez les catholiques par l'administration libérale du comte d'Argout ; celui-ci suivant les conseils donnés par Guizot en mars 1817 avait révoqué un grand nombre de maires compromis par leurs exagérations royalistes, rétabli les protestants dans la garde nationale et sur les listes électorales. La défaite aux élections avait achevé d'exaspérer le parti de droite ; il s'était constitué en une fédération secrète ayant des chefs, des armes, des courriers, des lieux de réunion, un représentant à Paris dans la personne de l'ancien député à la Chambre introuvable baron de Calvières. Les troubles du 7 mars parurent au gouvernement un réveil de la guerre civile. Guizot avait eu déjà plusieurs entrevues avec d'Haussez, après sa nomination, pour lui communiquer ses vues sur la politique à suivre, notamment sur les indemnités à distribuer aux protestants victimes des troubles de 1815. Aux nouvelles de l'émeute, d'Haussez fut immédiatement mandé au ministère ; il y trouva réunis chez Decazes, Guizot, Sainte-Aulaire, Boissy-d'Anglas et d'Argout émus de la perspective de nouveaux massacres. On le munit d'ordonnances révoquant le maire et le conseiller de préfecture faisant l'intérim du préfet et les remplaçant par un procureur général des Cent-Jours et un avocat fils de régicide ; on lui rédigea des notes sur la conduite à tenir vis-à-vis des hommes et des choses ; on le mit immédiatement en voiture, en lui ordonnant de télégraphier à chacun des relais. Le nouveau préfet eut besoin d'ailleurs d'énergie et d'habileté, pour apaiser les émeutes qui recommencèrent à Nîmes le 10 mars et dans deux communes du département. Guizot continua de suivre de Paris la pacification de son département natal : toute l'administration fut réformée : au maire nouveau s'ajoutèrent trois adjoints nouveaux : deux conseillers de préfecture furent changés, la police fut entièrement renouvelée ; assez forte était pourtant encore l'intimidation des partis pour paralyser les témoins protestants du procès à Riom d'un des assassins de 1815, en novembre 1819, et pour que d'Haussez lui-même voulût obtenir de Decazes la grâce de l'un d'eux : il se heurta à l'opposition de Guizot et d'Argout (1).

(1) BARAGNON, *Abrégé de l'histoire de Nîmes*, t. IV, p. 356 à 361, *Mémoires*

On croirait presque que Guizot s'acharnait à créer de l'irréparable entre le ministère et la droite. Le 18 février en effet le *Moniteur* publiait un article d'une grande violence contre « certains hommes sans cesse vaincus », les ultra-royalistes. « Il y a vraiment dans leur conduite et dans leurs discours, je ne sais quelle déraison aveugle, dont s'étonnent les esprits même les plus familiers avec le spectacle des folies humaines. Ces hommes-là ne veulent donc pas qu'on guérisse le mal qu'ils ont fait? Ils ne veulent même pas qu'on l'oublie. A peine la France se rassure et s'apaise, qu'aussitôt ils redoublent d'efforts pour l'alarmer et l'irriter encore ». On était peu habitué à lire de pareilles apostrophes dans le Journal officiel. L'effet désiré fut produit : les journaux de droite s'exaspérèrent contre cette « carmagnole Jacobino-ministérielle » comme disait le *Drapeau blanc*, y dénoncèrent la preuve de l'alliance entre le cabinet et l'extrême gauche ; les journaux de gauche applaudirent. Guizot était l'auteur de l'article ; il en avait rédigé le début, et, faute de temps, fait écrire la fin par Charles de Rémusat (1).

En réalité le choix du ministère n'était pas encore arrêté et Guizot, sans doute, voulait jeter Decazes hésitant dans les bras de la gauche. La proposition Barthélemy, votée à la Chambre des Pairs le 2 mars, de modifier la loi électorale, et le rejet du projet de loi financière deux jours après, en indiquant une hostilité systématique des ultra, produisirent plus sûrement ce résultat. L'émotion soulevée à Paris se propagea dans les départements (2).

du baron D'HAUSSEZ, t. I, p. 260 à 300. Naturellement d'Haussez, écrivant après 1830, est très violemment hostile à Guizot dont les inquiétudes en 1819 lui paraissent de l'hypocrisie et qui trace de lui ce portrait : « Aux défauts de caractère et de forme qui m'avaient déjà choqué en lui, se joignait une intolérance religieuse poussée jusqu'au fanatisme ; c'était un parti pris de ne pas se laisser ramener, une haine à la fois taquine et violente, un besoin d'écraser tout ce qui n'appartenait pas à son culte, ni à ses opinions, dispositions qu'au reste je trouvai chez tous les habitants du Gard, à quelque secte qu'ils appartenissent. » (p. 260.) Cf. un récit des troubles des 9-10 mars dans les journaux anglais : *British Monitor* du 21 mars, *Sun* du 27 mars, qui en exagèrent l'importance, le dernier parlant d'un projet de Vêpres siciliennes et de Saint-Barthélemy, le *Courrier* du 7 mars (*Mille et une Calomnies*, t. I, p. 201, 206, 227).

(1) RÉMUSAT, *Correspondance*, t. V, p. 247 et 256.

(2) Cf. les rapports des préfets des : Basses-Alpes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Calvados, Cantal, Charente, Eure, Drôme, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre, Isère, Nièvre, Nord, Haut-Rhin, Seine-Inférieure, Vienne et Vosges, dans *Archives*

Le gouvernement prit nettement position contre la droite et trouva à la Chambre une majorité centre et gauche pour parer cette offensive ; mais le conflit était entre les deux assemblées. Guizot se déclara partisan de saisir l'occasion d'une grande mesure, d'une sorte de coup d'État libéral, qui élargirait les bases de la vie parlementaire et engagerait définitivement la monarchie. Voici son plan : changer la majorité à la Chambre Haute par la nomination de quatre-vingts pairs, faire le pays arbitre du conflit en dissolvant la Chambre, doubler le nombre des députés par ordonnance et abaisser l'âge de l'éligibilité. C'était, disait-il, « le moyen unique d'entraver les ultra en un clin d'œil et par le seul secours de la nation, sans laisser aux *Indépendants* la possibilité de se déclarer les seuls sauveurs du ministère, ce qui arrivera cependant si l'on n'en prend pas le parti » (1). Entreprise hardie et combien dangereuse en créant un précédent à la violation de la Charte par voie d'ordonnance ! Ses amis virent le péril : Barante, tout partisan qu'il fût aussi d'une dissolution, s'effrayait d'une telle hardiesse et, tout en poussant Decazes à l'énergie, suppliait : « Mais, au nom de Dieu, pas de violation de la Charte (2) ». Une solution moins radicale fut adoptée : une simple fournée de soixante pairs, qui parut le 5 mars.

Ces efforts de Guizot pour pousser le cabinet dans une direction vivement libérale n'étaient pas ignorés. Aussi dans la société du faubourg Saint-Honoré elle-même, apparaissait-il comme un des plus dangereux inspireurs des ministres, le plus exécrable de ces doctrinaires que la droite et l'extrême gauche accablaient de sarcasmes et d'injures. Il suffisait de la fréquentation de Guizot pour brouiller le jeune Rémusat avec sa famille et la société de ses parents, dont Pasquier et Molé étaient les oracles. Une tante de Mme de Rémusat la conjure (3) d'arracher Charles à ce Guizot « qui en fait l'instrument de sa violence », ce Guizot qui a fait

nationales, F⁷ 6 740. Ain à Jura et F⁷, 6 741, Landes à Yonne. Sur l'origine de la proposition cf. NETTEMENT, t. V, p. 28 et suiv., et *Mémoires de FERRAND*, p. 208 ; ce serait, d'après PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 283, une initiative de Molé ; celui-ci était donc bien loin maintenant des doctrinaires.

(1) Lettre de Charles de Rémusat à sa mère, 23 février 1819 (*Correspondance de RÉMUSAT*, t. V, p. 235-236).

(2) Lettre à Decazes, 5 mars 1819 (*Souvenirs de BARANTE*, t. II, p. 364).

(3) *Correspondance de RÉMUSAT*, t. V, p. 183, note.

tant de mal à Montesquiou et à Pasquier, « ce Guizot, enfin, *homme de parti* ». Ce n'étaient pas seulement les allures, la parole dogmatique, le ton dédaigneux du doctrinaire, « un peu fêru comme il disait ironiquement lui-même (1), de la fantaisie de dire aujourd'hui ce qu'on fera demain et d'avoir raison quelques jours avant tout le monde », qui les éloignaient : il n'y avait vraiment plus grand'idées communes entre ce groupe de Pasquier, Lainé et autres, et Guizot.

II

Le programme exposé dans les *Archives* triomphait dans un autre de ses chapitres. Guizot avait réclamé un développement des institutions, qui les mit en harmonie avec les principes du gouvernement représentatif : le travail commença aussitôt.

Guizot remit en chantier cette loi sur la responsabilité ministérielle (2) qui, depuis trois années, n'aboutissait pas. Les objections de Pasquier ne l'avaient ni satisfait ni convaincu. Plus certain de son influence avec le nouveau ministre, il formula sur le projet arrêté le 3 novembre 1818 des *Observations* (2). Persistant à penser qu'en de telles matières, on ne saurait trop multiplier la discussion parlementaire, il voulait l'étendre à la fois à la mise en accusation et à la rédaction de l'acte d'accusation. Il assurait l'action du Parlement, en suspendant de ses fonctions le ministre accusé et en poursuivant la procédure malgré clôture ou même dissolution. Par contre, il insistait, afin de désarmer les vengeances de partis, sur la suppression de la peine de mort. Il critiquait surtout le projet de porter les traces de la répugnance du gouvernement à accepter franchement la responsabilité ministérielle. Il craignait avant tout le reproche de timidité ou de mauvaise foi : « On dira que le gouvernement ne veut pas de la responsabilité des ministres, comme on dit qu'il ne veut pas de la liberté de la presse : de deux méfiances

(1) Dans une lettre du 10 septembre 1818 à Mme de Rémusat (*id.*, t. IV, p. 431).

(2) Dossiers déjà cités *Archives nationales*, BB³⁰, 254, n° 114 et VAL-RICHER : *Dossiers spéciaux*, n° 2 (responsabilité des ministres).

qui se rencontrent, il ne sort pas la confiance ; de deux résistances qui se choquent il ne naît pas la force ». A vouloir trop préciser la définition des cas de trahison et de concussion, le ministère ne manquerait pas d'apparaître dans la discussion, comme désireux de restreindre la liberté d'accusation de la Chambre. Aussi vain et aussi maladroit serait de disputer à la commission parlementaire les pouvoirs d'enquête. L'écueil pour le gouvernement est, avant tout, aux yeux de Guizot, de « se montrer encore incertain et méfiant, d'essayer de retenir ce qu'on se sent forcé d'abandonner » : « Je crois cette discussion et l'attitude dans laquelle s'y présentera le ministère beaucoup plus grave qu'on ne pense ».

Le garde des sceaux se rendit à ses raisons. Guizot rédigea un nouveau texte : ce fut, avec quelques modifications, celui que le comte de Serre présenta à la Chambre le 28 janvier 1819 et dont Guizot lui-même donna lecture en qualité de commissaire du roi. Il n'avait pu obtenir la suppression de la peine de mort ; mais il l'emportait à la fois sur les pouvoirs d'enquête de la commission de la Chambre et sur la publicité à donner aux séances et documents de cette commission ; la loi ne prévoyait pas le cas de clôture et la dissolution, la procédure ne pouvait subir de ce fait interruption ; un nouvel article (article 13), permettant à la Chambre de déclarer à tout moment qu'elle abandonnait l'accusation et de faire ainsi tomber toute la procédure engagée, l'accusé pouvait ainsi bénéficier des revirements ou renversements de la majorité. Il avait réussi enfin à éliminer du projet cette définition des crimes de trahison et de concussion, qu'il ne cessait, depuis 1816, de proclamer à la fois vaine et dangereuse : l'exposé des motifs s'en expliqua. Le succès de Guizot s'arrêta là : son projet ne devint jamais loi. La commission le remania, le rapporteur Courvoisier présenta le 25 mars un texte (1) qui faisait disparaître la plupart des améliorations de Guizot ; la Chambre décida le 10 avril d'en renvoyer la discussion après celle de la loi de presse, elle ne l'aborda jamais.

Le dépôt des projets de loi sur la presse (22 mars) marqua le triomphe de l'avant-garde doctrinaire. On avait le droit d'attendre le parti à l'épreuve. Cette législation fut discutée et adoptée par

(1) *Archives parlementaires*, 2^e série, t. XXIII, p. 447.

un conseil officieux de doctrinaires travaillant sur des projets établis d'abord par Guizot, puis par le duc de Broglie (1). Guizot rédigea un projet de loi générale sur la presse, comprenant 44 articles disposés en 7 titres, où il envisageait à la fois la définition des crimes et des délits commis par la voie de la presse (titres I, II et III), la procédure de la poursuite et du jugement (titres IV et V) et les dispositions propres aux journaux et écrits périodiques. Ce n'est autre chose, mises en forme de loi, que les idées exprimées par lui dans le dernier article des *Archives* intitulé « des garanties légales de la liberté de la presse » (2). Il reposait sur cette conception profonde, qu'une opinion ne pouvant présenter en elle-même, ni recevoir du fait de sa publication le caractère de délit, l'objet d'une législation sur la presse doit être non de spécifier des crimes ou délits, mais de définir dans

(1) Sur l'élaboration des lois sur la presse :

I. BROGLIE, *Souvenirs*, t. II, p. 35 à 40 ; PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 289-290 et DUVERGIER DE HAURANNE, t. V, p. 69 et suiv. Pasquier commet une erreur en parlant de la présence des députés de gauche dans la commission : de Serre les invita bien à siéger mais leur parti leur en refusa l'autorisation (BARANTE, *Souvenirs*, p. 383).

II. Documents d'archives : la série des projets successifs se trouvent : *Archives nationales*, BB³⁰, 254, n° 105 (papiers du cabinet du ministre de la Justice) dossier qui comprend :

1° Une série de projets de lois relatifs à la répression des abus de la liberté de la presse élaborés par le ministère précédent : projet rédigé par Mounier, corrigé par Siméon (numérotés 2, 5 et 6) puis par Pasquier (n° 7) ;

2° Les projets de 1819 ;

3° Les deux projets de loi de 1820.

Les projets de 1819 comprennent :

1° Deux projets généraux :

A. Un projet de Guizot en dix feuillets sur deux colonnes : articles proposés, motifs de la proposition. Le même recopié avec correction et objections du comte de Serre.

B. Copie d'un projet, également sans titre et avec indication également des motifs, sans indication d'origine.

2° Le dossier d'élaboration des trois lois définitives : I. sur la définition des crimes et délits (comportant quatre projets distincts : sur les insultes envers les autorités constituées, sur la diffamation entre personnes privées, sur les calomnies dirigées contre les agents de l'autorité publique, sur les insultes envers les gouvernements étrangers) ; II. sur la provocation aux crimes et délits ; III. sur la diffamation ou l'injure (projets manuscrits et texte imprimé daté du 9 février 1819).

Archives du VAL-RICHER, rien.

Archives de BROGLIE, un dossier XV C : *Travaux préparatoires pour la loi de la presse*.

(2) *Archives philosophiques*, dernier numéro décembre 1818, t. V, p. 184.

quelle mesure, par complicité ou tentative d'exécution, la presse participe à des actifs qualifiés par le Code pénal criminels ou délictueux. Le principe de Guizot est extrêmement clair et simple : il réduit la culpabilité éventuelle de la presse en une provocation à un crime ou délit tombant sous le droit commun ; l'existence de cette provocation est un point de fait qu'il appartient au jury d'établir. « La liberté de la presse, écrit-il dans les motifs de son projet, c'est la liberté des opinions et de la publication des opinions. Une opinion quelle qu'elle soit ne devient pas criminelle en devenant publique. Mais la liberté des opinions n'est pas la liberté des provocations à un crime ou délit quelconque. Toute provocation à un acte que les lois qualifient crime ou délit, est elle-même un crime ou un délit. Il n'y a point d'autre abus de la presse, du moins en ce qui concerne la société, et tout ce qui est provocation à un crime ou délit est abus de la presse. La loi pénale doit donc n'atteindre aucune opinion et atteindre toutes les provocations possibles ». A l'égard de la société, provocation ; à l'égard des individus, diffamation, ainsi définie : « toutes imputations dont l'effet serait de porter à l'honneur, à la réputation, à l'état ou aux intérêts légitimes de la personne diffamée, une atteinte qu'elle n'eût pas soufferte si l'écrit qui les contient n'eût pas été publié », question de fait encore rentrant dans la compétence du jury. Sur le jugement par jury, il jugeait inutile de donner des raisons : l'idée était acquise. Sur le lieu de la poursuite, la question de la saisie (dont il n'était partisan en aucun cas) avant ou après publication, il proposait une législation libérale appuyée d'une argumentation libérale : elle fut maintenue dans la loi définitive. Pour les peines, il n'admettait que l'emprisonnement et l'amende et introduisait le bénéfice des circonstances atténuantes. Ses propositions relatives aux journaux, enfin, passeront dans le projet définitif.

Cette législation, dans sa pensée, était une charte de la presse. La crainte de ne point paraître assez libéral qu'il manifestait à propos de la responsabilité des ministres, s'exprime plus clairement encore : « Il ne faut jamais perdre de vue dans tout ceci qu'il s'agit, non point de détruire, mais de fonder légalement la liberté de la presse... C'est une grande erreur de ne chercher dans les lois que des remparts ou des armes contre les libertés publiques.

Les lois ont pour objet de défendre les citoyens contre les désordres du pouvoir, comme le pouvoir contre le désordre des citoyens. C'est en voulant leur ôter le premier de ces caractères et les réduire au second, qu'on s'attire le reproche de manquer de franchise et de travailler à reprendre ce qu'on est forcé d'accorder. Par là aussi, on est amené à donner à toutes les mesures les plus conformes à l'opinion politique, le caractère de *concessions*, caractère qui fait perdre au gouvernement tous les profits de ses propres bienfaits et qui le conduit à périr par ses largesses après s'être discrédité par ses refus. »

Le projet de Guizot souleva des objections. Le comte de Serre (1) voulait élargir la loi à toute manifestation d'opinion, les emblèmes et les paroles comme les décrets, et il donnait de la provocation une définition beaucoup plus rigoureuse, l'étendant à toute opinion qui déclarait licite ce que la loi réputait crime ou délit ; il se demandait s'il ne fallait pas faire pour les fonctionnaires une loi spéciale ; il restait hésitant sur la question de la saisie. Le duc de Broglie avait un tout autre plan qu'il fit triompher. Il fit scinder en trois projets distincts la loi générale de Guizot : définition des crimes et délits, procédure, régime des journaux ; il rédigea les deux premiers ; Guizot fit le troisième. Sur le détail de la discussion en réunion préparatoire, le duc dans ses souvenirs donne peu de détails : à peine voyons-nous que Guizot n'abandonna pas sans lutte à une définition élargie relevant de quatre chefs (provocation aux crimes et délits, outrages à la morale publique, offense envers les autorités constituées, diffamation et injures) ce qu'il avait voulu réduire à la provocation et à la diffamation ; qu'il soutint au contraire vigoureusement le duc dans les dispositions spéciales au fonctionnaire public, tenu, en portant plainte, à supporter la preuve du fait dont il était incriminé. Le projet spécial aux journaux resta dans ses grandes lignes conforme au projet primitif de Guizot : pourtant on aggrava certaines dispositions. Le projet de Guizot supprimait toute censure ou autorisation spéciale et soumettait les journaux aux règles communes de toute publication ; il se bornait à requérir l'éditeur de justifier que son journal sortait d'une imprimerie

(1) Remarques portées sur la copie du projet de Guizot.

autorisée, à instituer un cautionnement, à appliquer le maximum de la peine en cas de condamnation. La discussion rendit le projet plus sévère : les fondateurs furent tenus de donner les noms de deux propriétaires responsables, — le cautionnement fut porté de la valeur prévue par Guizot, de mille abonnements pour un quotidien, de 500 pour les autres périodiques ce qui était peu de chose, à 10 000 et 5 000 francs de rentes, ce qui était fort lourd (1), — enfin les condamnations pouvaient non seulement entraîner le maximum de la peine, mais porter les amendes au double, voire au quadruple en cas de récidive. Les amis de Guizot ne s'avançaient pas aussi loin que lui en libéralisme.

Son rôle ne se termina pas avec la préparation de la loi. Guizot n'est plus au temps des discours préparés dans la coulisse et prononcés par un autre. Maintenant on l'avoue et on le pousse en avant. Il fut commissaire du roi pour la discussion des lois de presse. Il tint fort honorablement son personnage et ces débuts parlementaires ne sont point médiocres. A ne retenir que l'essentiel, il intervint trois fois ; le 16 avril pour soutenir la responsabilité individuelle des imprimeurs, le 2 avril pour s'expliquer sur les obligations du journaliste rendant compte des débats parlementaires, le 3 mai surtout pour exposer et défendre contre Benjamin Constant et Daunou les principes et dispositions essentielles du projet de loi sur les journaux (2). S'il bataillait pour une cause d'apparence autoritaire comme en refusant aux imprimeurs et parlementaires un privilège d'immunité, c'était avec des paroles libérales : « Ce n'est point par de telles concessions qu'on fait pénétrer dans le cœur de l'homme la science et l'habitude de la vraie liberté ; quand on a garanti que l'abus fait du droit serait puni, il faut laisser chacun courir ses propres chances et répondre de ses actes. Il faudra du courage, dit-on ; mais depuis quand les

(1) La rente 5 pour 100 oscillait en 1819 aux alentours de 70 francs (65,75 à 73,15), c'était donc un capital de 140 000 et 70 000 f. environ à présenter.

(2) Premier projet de loi : séance du 15 avril sur l'enlèvement et la dégradation des emblèmes royaux en réponse à Bedoch (*Archives parlem.*, 2^e série, t. XXIII, p. 646) ; 16 avril, réponse à Benjamin Constant sur la responsabilité des imprimeurs (p. 652) ; 19 avril, discussion avec Chauvelin et Bedoch sur le sens du mot « considération » (p. 697-698) ; 21 avril, sur le compte rendu des séances parlementaires (p. 720), sur les brevets d'imprimeurs (p. 732) ; — deuxième projet : des observations insignifiantes le 23 et le 30 avril ; — troisième projet : séance du 3 mai, discours sur l'ensemble du projet (t. XXIV, p. 164).

lois, après avoir garanti la justice à quiconque usera d'un droit, sont-elles chargées en outre de le dispenser du courage de s'en servir? (1) » Parce que Guizot venait de montrer qu'il comprenait le rôle de la publicité dans le gouvernement représentatif, Chauvelin, un indépendant, rendit hommage « au bon esprit de Monsieur le commissaire du roi » (2). Il se montra personnel en ce rôle ingrat et équivoque. Il révéla des dons naturels d'orateur : son disciple enthousiaste applaudissait : « Il n'a dit que quelques mots, mais ils ont fait impression. La beauté du son de sa voix, la facilité de son improvisation et l'accent avec lequel il disait à Constant que la liberté supposait le courage, tout cela était frappant et le journal ne vous en donnera qu'une faible idée ». Impression nouvelle, cette lutte de la tribune et qui le passionna : il passait ses journées à la Chambre, discutait hors séance dans les couloirs, fermant la bouche parfois à ses adversaires par quelque apostrophe ironique (3). Il fit à la séance du 3 mai la théorie du cautionnement, et, chose curieuse, par des considérations de politique pratique : dans le cens électoral, dans le cautionnement des journaux, il ne voit encore que des garanties prises par la société « à cause de la jouissance que ces droits confèrent et des résultats que peut entraîner pour le bien et le mal publics la manière dont ils sont exercés » (4). Pour justifier une sévérité spéciale à l'égard des journaux, il se borne à invoquer la puissance redoutable que leur confèrent l'instabilité d'un régime cherchant son équilibre après des années de révolution, la susceptibilité aux suggestions, aux influences, d'une société formée d'individus éparpillés, un système de centralisation qui rend le gouvernement vulnérable partout dans ses moindres agents. Mais derrière tout ce réalisme le protestant moraliste transparaissait : « c'est l'habileté des lois d'amener tous les éléments de la société à s'élever et à s'épurer sans cesse. Par là elles assurent en même temps le maintien de l'ordre et

(1) *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 652.

(2) Lettre de Charles de Rémusat à sa mère, 20 avril (*Correspondance de Rémusat*, t. V, p. 365).

(3) Dans une lettre à sa mère, 30 avril, Rémusat raconte une scène amusante entre Guizot et un député du centre Ribard qui reste coi devant une apostrophe dédaigneuse du doctrinaire : « Mais, monsieur, c'est vouloir éclairer avec un flambeau la marche du soleil. » (*id.*, p. 391).

(4) *Archives parlementaires*, t. XXIV, p. 164.

le progrès, comme les droits de la liberté ». On sentait assez en lui le sens profond de la liberté pour que Benjamin Constant son contradicteur se déclarât d'accord avec nombre de ses idées et applaudît à son tableau de la société, issue de la Révolution.

Les lois passèrent aux Chambres après une remarquable discussion sans modifications sérieuses : elles fondèrent l'influence des doctrinaires sur l'assemblée qui s'abandonna à l'impulsion du petit groupe décidé et sûr de lui-même. Ils étaient lourds de projets et, dans leurs conversations d'après dîner, agitaient la réforme du code criminel ou la réorganisation administrative (1). Telle était leur impatience à réaliser leur programme qu'à peine le ministère constitué, une commission de conseillers d'État était formée, sous la présidence de Siméon, pour préparer un projet de lois sur l'administration départementale et communale, Guizot, Barante, Cuvier, Maine de Biran, Mounier, Capelle, Hély d'Oissel, de Gérando : elle se mit à l'œuvre dès le 12 janvier (2). Le projet (3) établi par le conseil d'État en juin 1817, ne répondait plus aux vues d'un ministère doctrinaire ; il était fort peu libéral : seuls les membres des conseils municipaux auraient été élus ; le roi nommerait les membres des conseils d'arrondissement et de département sur des listes de candidats ; à l'élection pour les premiers, et à la présentation des listes de candidats pour les autres, auraient seuls part les notables choisis parmi les plus imposés des communes, arrondissements et départements, en proportion de la population mais en nombre fort restreint, puisque les communes de plus de

(1) Ch. de Rémusat à sa mère, 15 février 1819 (*Correspondance*, t. p. V, 224).

(2) *Moniteur* du 31 décembre 1818, p. 1518, et du 13 janvier 1819, p. 50.

(3) Les documents pour l'étude de ces projets sont :

1^o VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux* n° 2, un dossier « organisation communale » comprenant :

a) Texte imprimé en deux colonnes des projets de janvier et juin 1817 avec remarques manuscrites de Guizot ;

b) Notes de Guizot : 8 feuillets.

c) La première rédaction de la commission.

2^o ARCHIVES DE BROGLIE, *Papiers du duc Victor de Broglie*, dossier n° 44 bis, « administration départementale et communale », contenant trois rédactions successives du projet de 1819.

3^o ARCHIVES NATIONALES, *Papiers du cabinet de la justice*, BB³⁰, 251, dossier « conseils généraux et municipaux », contenant les divers projets annotés par Barante, Decazes, de Serre, etc. : un tirage à part de l'article de Guizot dans les *Archives*.

100 000 habitants n'en comportaient que 300, les 700 000 habitants de Paris 2 500. C'est à peine si la discussion avait obtenu, par la suite, quelques concessions dans l'augmentation du nombre des notables et dans la suppression du droit réservé au gouvernement de leur adjoindre un dixième de citoyens à sa dévotion. Guizot s'élevait avec vivacité contre un tel projet (1), qui lui semblait « un artifice indigne d'un gouvernement loyal », fait peut-être pour « discréditer d'avance l'institution » des conseils locaux ; il se prononçait contre le système des plus imposés et contre le système des candidatures ; en vérité tout le projet était à refaire. Lorsqu'il s'agit de reprendre l'affaire en 1819, la méthode doctrinaire réclama ses droits. Guizot posa d'abord quelques principes préliminaires : ce que doivent être les conseils municipaux et généraux « d'après la nature des choses », « d'après nos institutions actuelles », « d'après les lois de leur organisation ». Les notes (2) qui subsistent dans ses dossiers, paraissent un plan et quelques idées classées et jetées sur le papier pour soutenir une discussion orale : elles n'offrent rien qui ne figure déjà dans son article des *Archives philosophiques* d'octobre 1818. Certaine, la plus longue : « *Qu'est-ce que la commune dans l'Etat* », est bien une des pages les plus abstraites et les plus obscures qu'il ait jamais écrites : il est encore peu à l'aise dans la philosophie politique. La commission mit sur pied une « première rédaction » qui fut terminée en février (3). Si l'absence de toute annotation de sa main sur les différents états du projet ne permet pas de préciser sa part à la rédaction ou à la discussion du texte, au moins y retrouve-t-on nombre des dispositions préconisées par l'article des *Archives* : une large, mais exclusive, compétence financière, un cens très bas et variant

(1) Remarques manuscrites en marge du projet du Conseil d'État de juin 1817 (dossier du VAL-RICHER).

(2) Ces notes ne sont pas datées, mais elles sont rédigées sur du papier à en tête du ministère de l'Intérieur. Elles ne peuvent donc être antérieures à l'entrée de Guizot au ministère comme directeur et par conséquent ne se rapportent pas aux discussions de 1817 et de 1818.

(3) Lettre de Barante à Decazes, 8 février 1819, lui annonçant qu'il a déposé à son cabinet (*Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 361) cette première rédaction intitulée *Projet de loi sur l'organisation et les attributions des conseils généraux de département, des conseils d'arrondissement, des conseils municipaux, et sur l'administration des dépenses départementales ou communales* ; elle figure à la fois aux archives de Broglie et à celles de Val-Richer.

avec la population des localités (de 10 à 300 francs), une limite d'âge inférieure à celle des élections législatives, le cens d'éligibilité triple du cens électoral, le renouvellement intégral après cinq ans. La présence dans les papiers laissés par la commission d'un tirage à part de l'article, semble indiquer qu'elle y chercha son inspiration. Le projet constituait une véritable charte administrative. La discussion s'en poursuivit lentement, avec des interruptions ; en septembre il y avait toujours débat et incertitude sur l'administration départementale ; pour les municipalités, l'élection directe, le choix du maire parmi les conseillers municipaux, la rédaction, par le conseil, du budget de la commune semblaient acquis (1). Tout sera remis en discussion par une évolution nouvelle du ministère. A ce moment Guizot pressera encore Decazes d'aboutir : le ministre lui répondra « par des douceurs ou des calembredaines (2). » Le développement des institutions constitutionnelles par la réforme administrative échoua.

Comme avorta une autre réforme, chère aux doctrinaires : celle du jury et de la législation criminelle. La session parlementaire close en juillet, Guizot et Broglie se mirent à l'étude de la réforme du jury. Le duc y consacra (3) deux mois de villégiature à Coppet, s'inspirant de la législation anglaise et s'entourant des conseils d'amis suisses, rédigeant pour lui-même des études qu'il utilisera à l'automne pour une suite d'articles du *Courier* ; il dressa un projet complet en huit titres qui formera la base de la discussion. Guizot (4), de son côté, fidèle à sa méthode de travail, commença par mettre au net les vingt et une questions que devait résoudre le projet de réforme : conditions de capacité nécessaires pour être juré, formation de la liste, désignation du jury pour chaque session, droit de récusation, etc. ; puis il entreprit un mémoire théorique : *du Jury ; de l'institution du jury considérée*

(1) Lettre de Ch. de Rémusat à sa mère, 23 septembre 1819 (*Correspondance de RÉMUSAT*, t. VI, p. 319).

(2) *Ibid.*, du 11 septembre 1819 (*id.*, p. 95).

(3) *Souvenirs* du duc de BROGLIE, t. II, p. 45-46, 63, 72, 78. *Archives de Broglie, Papiers du duc Victor de Broglie*, dossier n° 32 : « Travaux relatifs à la réforme du jury », contenant deux études du duc en huit petites liasses correspondant chacune à un titre du projet, le rapport sur ce projet, le texte imprimé du projet du 16 novembre 1819.

(4) Notes et corrections au dossier des *Archives nationales* cité plus loin, VAL RICHER, *Dossiers spéciaux* n° 2 du jury.

en elle-même. La besogne de sa direction et la surveillance de son journal l'empêchèrent d'aller plus loin : son mémoire en resta à la septième page et il s'en rapporta au projet du duc de Broglie. Quand le travail fut assez avancé, le garde des sceaux nomma, vers le milieu d'août, une commission composée de parlementaires, de conseillers d'État et de magistrats : Guizot et le duc de Broglie en faisaient naturellement partie (1). Elle commença ses travaux en septembre : on lui remit, avec une masse de documents, le projet du duc. La discussion fut vive : des notes prises en séance par quelques membres, les *Souvenirs* du duc de Broglie en indiquent la marche générale et quelques détails : elle aboutit enfin à un projet, le 16 novembre 1819, assez différent du texte primitif. La part de Guizot n'y paraît pas importante ; les objections ou corrections qu'il proposa au projet du duc, sont de détails et sans conséquences (2). Le projet disparut, comme celui de l'administration locale, dans l'inquiétude et la polémique soulevées par les élections partielles de 1819. A plus forte raison sombrèrent les vastes projets du duc de Broglie de refondre, à la mode anglaise, la législation criminelle, la tenue des assises, la procédure, mandat d'arrêt et détention préventive (3).

(1) *Moniteur* du 20 août 1819, p. 1107 ; en faisaient encore partie le comte Daru, Siméon, Royer-Collard, de Barante, Zangiacomi, Girod de l'Ain, etc... Des études préparatoires avaient été confiées à Charles de Rémusat (lettre du 24 juin 1819, *Correspondance*, t. VI, p. 23).

(2) Archives nationales, *Papiers du cabinet de la justice*, BB²⁰, 252, n° 80, contenant :

a) Des documents réunis à cet effet, Mémoires ou lettres de Ricard-Ballanche (6 septembre 1819), Gablatin (16 septembre), Crespel (2 septembre) ; Mémoires sur l'organisation du jury aux États-Unis, en Écosse ; recueil des lois, décisions, etc., sur le jury depuis sa formation jusqu'au 1^{er} juillet 1819 ; rapport de Siméon au ministre, 3 décembre 1818, transmettant un projet rédigé par lui et Ravez ;

b) Notes de Guizot et du duc de Broglie sur les différentes questions qui se posent relativement au jury ;

c) Projets rédigés par le duc de Broglie sur le jury, sur la tenue des assises, sur la publication des listes de jurés ; copie du projet sur le jury avec les corrections du duc et des corrections de Guizot ;

d) Des notes non datées avec des observations manuscrites attribuées, par mentions ajoutées, à Cottu, Girod, etc... et des notes détachées de Guizot ; visiblement prises en séances ;

e) Copie et texte imprimé du projet du 16 novembre.

(3) *Souvenirs* du duc de BROGLIE, t. II, p. 78 à 82. *Archives de Broglie*, Papiers du duc Victor de Broglie, dossier n° 31 bis : « liberté individuelle » ; contenant « des notes diverses », recueil de faits, de notes sur les codes français et étrangers,

III

Tant d'activité réformatrice n'allait pas sans faire tort à la simple administration. M. de Rémusat préfet du Nord se plaignait à Guizot, par son fils, de l'organisation déplorable, des lenteurs et des oppositions des bureaux, des questions inutiles et des dépenses superflues (1).

Les attributions du *Directeur général de l'administration départementale et communale* avaient été fixées par un arrêté du 19 janvier 1819 : Decazes avait taillé à Guizot la part belle. La direction nouvelle absorba deux divisions anciennes du ministère, l'administration générale et l'administration communale, et centralisa toutes les affaires ne rentrant pas dans les affaires ecclésiastiques (1^{re} division) les affaires économiques (commerce et industrie 3^e division, agriculture et subsistances 7^e division), le statut des fonctionnaires et les élections (2^e division) d'une part, et dans les questions tout à fait spéciales de l'instruction publique, de la police et de la comptabilité (4^e, 5^e et 6^e divisions) de l'autre. La compétence du directeur général s'étendait ainsi sur toutes les questions d'administration et de contentieux des départements, en y comprenant même les voies de communication, la statistique générale, et la liquidation des réquisitions et levées extraordinaires restant encore à opérer, sur l'administration communale dans tous ses domaines, l'assistance publique et la police sanitaire de Paris et du territoire, les prisons et enfin tous bâtiments et travaux publics, qui dépendent du ministère de l'Intérieur et non des Ponts et Chaussées. Certaines questions, qui seraient plutôt des affaires de secrétariat général, s'y ajoutaient, comme l'examen

de notes sur la législation anglaise ; deux manuscrits de rapports et un projet de loi pour la réforme du code d'instruction criminelle relativement aux arrestations et, en général, aux garanties de liberté individuelle ; deux états d'un projet réglementant le droit et les formes d'arrestation. (Tous ces projets manuscrits de lui). Cf. BB³⁰, 252 : dossier 80 cité, un projet du même sur la tenue des assises ; et 250, dossier 34, « modification au code d'instruction criminelle. » Cf., sur l'état de la réforme, deux notes dans le *Courier* du 24 octobre 1819 et du 20 novembre.

(1) *Correspondance de RÉMUSAT*, 15 avril 1819, t. V, p. 354.

et la discussion des actes des préfets et des arrêts des conseils de préfecture, les rapports avec les conseils généraux, les questions de préséance. Le directeur réserva à son bureau personnel l'instruction préliminaire des affaires, la réunion des informations et documents, la présentation et rédaction des ordonnances et des exposés des motifs, les nominations aux emplois. Il divisa sa direction en six autres bureaux : affaires départementales, militaires, communales, assurances et services sanitaires, travaux publics et prisons, poids et mesures ; il conserva d'ailleurs les chefs de bureaux au courant des affaires. Toute l'administration proprement dite aboutissait ainsi à une impulsion unique : besogne énorme, dont la prodigieuse activité de Guizot ne s'effraya point. Elle lui assurait sur le ministre une influence considérable, d'autant plus certaine que le secrétaire général du ministre était Mirbel, par lequel naguère Decazes avait été mis en relations avec les doctrinaires. Le secrétariat général, qui, sous la première Restauration, était avec Guizot devenu le rouage essentiel du ministère, retombait à une situation subalterne, écrasé entre le secrétariat particulier du ministre et cette énorme direction nouvelle qui centralisait la besogne propre du ministère.

Il ne peut être question de suivre cette impulsion administrative dans ses différents domaines. Mais à parcourir les sommiers d'enregistrement de la correspondance (1), ou à lire les circulaires qui en sont émanées (2), on aperçoit que quelques questions ont sollicité davantage son intérêt. Ce sont d'abord les affaires communales. Guizot se fit adresser par le chef de bureau compétent un rapport détaillé (3) sur l'état des ressources et des budgets des communes, l'usage qu'elles faisaient de leurs droits d'octroi, de péages, d'impositions extraordinaires, les recettes qu'elles pourraient se créer par les dessèchements et défrichements ou l'affermage des propriétés communales. La défense des biens des communes contre les usurpations et contre les défauts des gestion

(1) *Archives nationales*, F. préliminaires 1381 (le 1182 est postérieur à Guizot).

(2) *Ibid.*, F¹^a 34. Cf. *Recueil des circulaires et instructions émanées du ministère de l'Intérieur de 1790 à 1830* : t. II ; le recueil est incomplet.

(3) VAL-RICHER, dossier n° 2 déjà cité : « organisation communale » ; le rapport est intitulé « observations succinctes sur l'administration communale » et signé Frerson, chef de bureau des communes.

même, paraît avoir été une de ses préoccupations dominantes. La plus grande partie de la correspondance administrative et plusieurs circulaires (1) ont pour objet la remise en état des finances des municipalités. Il leur donne des conseils pour le placement de leur caisse de dépôts en rentes sur l'État (14 mai), leur envoie les statuts de la tontine perpétuelle d'amortissement (4 juin), leur expose l'intérêt de l'ouverture de grands livres auxiliaires de la dette publique dans les départements par la loi du 14 avril (20 juin). A la même pensée d'administration paternelle peut se rattacher le désir de développer les communications rurales par la création de bons chemins vicinaux; l'idée ne lui fut pas personnelle, car le conseil d'État étudiait déjà à la fin de 1818 un projet de loi de cette nature; mais la question fut reprise dans son ensemble en mai 1819 et le conseiller d'État Ramond présenta le 7 au conseil d'agriculture un rapport d'ensemble (2): le régime existant qui faisait des chemins vicinaux, des propriétés communales à entretenir à leur charge par des prestations en nature était, d'après le rapport, « le meilleur moyen trouvé jusqu'ici pour faire à la fois le moins de travail et le plus mauvais ouvrage, avec la plus grande perte de temps et la plus grande dépense d'efforts possibles »; le seul remède paraissait de dessaisir l'autorité municipale au profit de l'autorité départementale. Le 1^{er} octobre, sous la direction de Guizot, fut donc constituée une commission chargée d'établir le projet de loi nécessaire sur les chemins vicinaux (3).

Une autre préoccupation, à laquelle il convient de prêter attention, car il y a là un ordre de faits que l'éducation protestante a disposé Guizot à saisir et auquel il va se donner après 1820 avec beaucoup d'élan, c'est le côté humanitaire et social de l'administration. Il ne se passe guère de mois qu'il n'envoie une

(4) Exemple : ordonnance du 23 juin, circulaire du 22 juillet sur les moyens de poursuivre la restitution des biens communaux usurpés. Nombreuses circulaires donnant des conseils ou règles pour l'établissement des budgets, le relevé des impositions extraordinaires, la liquidation des dettes, etc.

(1) Le projet de décembre 1818 et ce rapport du 7 mai 1819 figurent au dossier de VAL-RICHER cité ci-dessus.

(2) *Archives nationales*, F^{1b} I. 10, 4; composée sous la présidence de Guizot, des conseillers d'État d'Argout et Ramond, des députés Delaire et Bondy, et de trois anciens préfets, Bessières, Faucher et Gamot; le secrétaire général du ministre faisait fonctions de secrétaire.

circulaire (1) relative à l'Assistance publique, aux hôpitaux, aux enfants trouvés, aux aliénés, ou qu'il ne s'inquiète de l'organisation ou de la surveillance des prisons : il se fait tenir au courant des mouvements de population des établissements publics d'assistance ou de détention. Une ordonnance du 9 avril a créé un conseil royal des prisons : Guizot est membre de ce conseil et chargé de l'inspection de la 17^e circonscription (formée des départements de Lot-et-Garonne, Isère et Aisne). Il est membre fondateur, le mois suivant, 11 mai, de la *Société royale pour l'amélioration des prisons* à laquelle le duc d'Angoulême donne le patronage de son nom (2). Il en commente l'objet et les statuts, et donne connaissance des règlements du conseil royal par une circulaire du 3 septembre aux autorités locales. Ses fonctions administratives l'ont ainsi mêlé à tout ce courant humanitaire que guide le duc de la Rochefoucauld. Ce mouvement rejoignait celui qu'il essayait, avec ses amis les doctrinaires, de faire prévaloir dans la législation criminelle. Le même esprit l'animait, issu à la fois de la charité évangélique et du respect de la liberté individuelle, quand il présidait le 21 juillet 1819 la séance publique du comité central de la vaccine (3) et qu'il voyait l'honneur et l'espoir de son époque

(1) 22 janvier : relative aux admissions dans les hospices et bureaux de charité.

6 février : soins à apporter dans les propositions de grâce et adoucissements de peines.

avril : questionnaire relatif aux établissements d'aliénés.

14 mai : sur le placement des fonds des hospices.

4 juin : sur la *tontine perpétuelle d'amortissement*.

16 juillet : circulaire relative aux soins et surveillance des aliénés.

20 juillet : participation des conseils généraux à l'entretien des enfants trouvés.

6 août : sur l'obligation de surveiller l'application du *Codex*.

24 août : établissement des états de population des hospices, hôpitaux, etc...

3 septembre : règlement et pouvoirs du conseil royal des prisons, organisation des commissions locales.

8 octobre : établissement de budgets spéciaux pour le service des enfants trouvés.

14 octobre : mesures sanitaires contre la fièvre jaune.

13 décembre : recensement des détenus pour dettes ; façon dont ils sont traités.

24 décembre : états de mouvement de population dans les prisons.

15 février : réclamation des états de population des hôpitaux.

15 février : réclamation des états des détenus susceptibles d'une amélioration de peine.

(2) *Moniteur* des 10 avril, 14 juin, 15 juin 1819.

(3) *Courier* du 22 juillet 1819 ; texte du discours de Guizot.

dans l'empressement des gouvernements à « soulager les misères communes, à favoriser et à répandre les inventions bienfaisantes », ou quand il adressait aux préfets en avril un questionnaire si précis et complet sur l'installation matérielle des asiles d'aliénés et entraînait par une circulaire du 16 juillet dans les prescriptions les plus minutieuses d'hygiène, de soins et d'humanité.

Chaque année révélait à Guizot une forme nouvelle d'activité. Celle-ci ne sera pas la moins féconde.

IV

Le démon de la politique pourtant était encore le plus fort. Et, sans doute, Guizot ne lui sacrifiait-il pas assez à son gré, puisque, à sa besogne administrative, aux séances du Conseil d'État et à son importante participation à l'œuvre législative, à ses commissions dont le nombre croissait sans cesse, auxquelles en juillet le ministre ajoute, — à son instigation sans doute — un conseil mensuel relatif aux questions protestantes (1), il joignit la charge de diriger un journal quotidien.

La disparition des *Archives* avait laissé le groupe doctrinaire sans organe. Depuis le 1^{er} mai la presse était libre ; pour disputer contre les journaux de droite et ceux des Indépendants, le ministère était réduit au *Moniteur* et au *Journal des maires* ; la tribune parlementaire n'était pas une voix suffisante. D'autre part, Guizot avait grande fantaisie d'avoir un journal : la publicité était pour lui une condition fondamentale du gouvernement représentatif ; il portait dans l'activité littéraire une exubérance méridionale, qu'il refusait à son maintien : si soigneux à cacher son cœur, il livrait son cerveau à la foule. Sa femme l'y poussait qui avait toujours vécu de journalisme. Le ménage était, comme dit Mme de

(1) Le *Courier* du 3 juillet 1819 annonce que le ministre de l'Intérieur a formé près de lui « un conseil composé d'hommes recommandables choisis parmi les protestants et les luthériens et qui sera appelé à lui donner des renseignements et avis sur tout ce qui pourra intéresser ces deux communautés chrétiennes. » En faisaient partie : Boissy d'Anglas, marquis de Jaucourt, Pelet de la Lozère, Benjamin Delessert, Chabaud-Latour, lieutenant-général Maurice Mathieu, Turckheim, Bartholdy, Guizot...

Rémusat, un peu imprimeur (1). Convainquant les uns, pressant les autres, il arriva à ses fins. Une société par actions fut formée de Royer-Collard, Beugnot, Germain, Kératry, Barante, Villemain, Loyson, Ch. de Rémusat et Guizot ; elle racheta à Villenave les *Annales politiques, morales et littéraires* et, le 21 juin 1819, avec une faute d'orthographe dans le titre à la mode anglaise, parut le premier numéro du *Courier* (2).

Le but du journal était moins de soutenir le combat contre les adversaires du gouvernement, que de dégager d'alliés compromettants une politique nettement libérale. Le *Courier*, il va sans dire, menait vigoureusement l'attaque contre les partis de droite, mais, développant systématiquement l'attitude déjà définie par Guizot dans les *Archives*, il entreprenait une opération délicate : obliger la gauche à se séparer des éléments hostiles au régime lui-même, impérialistes ou républicains. Il ne laisse donc passer aucune occasion de démasquer ceux qu'il considère comme de faux libéraux ; il s'en prendra vivement à la *Renommée*, polémiquera contre le *Constitutionnel*, contre les « popularités de coin de rue ». Mais Guizot comprenait bien que pour réussir, il fallait qu'aucun doute ne subsistât sur la sincérité libérale du ministère ; car l'opinion gardait, depuis la Terreur blanche, une telle susceptibilité, qu'il lui suffisait de voir reparaitre quelque trace de 1815 pour se jeter dans les bras des Indépendants. Les violences de langage du comte de Serre, qui à la tribune, le 17 mai, répondait un « jamais » imprudent à la demande de grâce pour les quelques bannis survivants, ou les mesures rigoureuses de Royer-Collard contre un professeur de droit, Bavoux, accusé d'enseignement révolutionnaire et contre les étudiants qui prenaient parti pour leur maître, compromettaient l'œuvre tentée par le *Courier* et risquaient d'établir entre le ministère et la gauche ce fossé que Guizot voulait creuser entre la gauche et l'extrême gauche. Les amis de Guizot ne concevaient pas tous la nécessité de sa campagne : Royer-Collard ne dissimulait pas les impatiences que lui donnait

(1) Lettre à son mari du 31 janvier 1819 (*Correspondance de RÉMUSAT*, t. V, p. 198).

(2) Sur la fondation du *Courier* cf. BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 374-376 ; lettre de Ch. de Rémusat à ses parents, 11 juin 1819, 16 juin (*Correspondance*, t. VI, p. 5 et 15).

le journal ; il était troublé par la vivacité des polémiques, il restait « agité et incertain sur ce qu'il faut dire et faire » : il « sermonnait » Guizot tous les jours ; celui-ci montrait « une patience extrême », mais la tâche n'en était guère facilitée (1). Enfin pour le succès d'une opération si difficile, peut-être aurait-il fallu plus de souplesse, d'habileté insinuante, de science des ménagements, que n'en avaient les doctrinaires. Mme de Broglie, sympathique pourtant à l'entreprise, ne pouvait s'empêcher de déplorer le ton que Guizot donnait à son journal : « Je trouve le *Courier* un peu trop dogmatique ; quoiqu'il ait beaucoup d'esprit, il ressemble trop à la manière d'un de nos amis. Je ne crois pas que ce ton méprisant puisse le rendre populaire. Lors même qu'il a raison, on a de la peine à se décider à être du même avis que quelqu'un qui a l'air si sûr de son fait (2) ». Le *Courier* ne réussira guère qu'à multiplier les ennemis de ses rédacteurs.

Guizot était trop occupé pour le remplir d'articles personnels. Il fixait la ligne et surveillait la rédaction. Sa femme lui prêtait le secours de sa plume alerte et mordante. Il faisait appel à de jeunes polémistes comme Salvandy. Il se servait surtout de Charles de Rémusat ; plein de talent, de vivacité, d'intelligence, nourrissant un enthousiasme ardent pour son maître qui le traitait en camarade, le jeune homme faisait les recherches documentaires, rédigeait les articles politiques dans le sens indiqué par Guizot ; au bout de quelques semaines le poids du journal reposait en grande partie sur ses épaules (3). De petits jeunes gens ignorés faisaient la besogne matérielle. L'entreprise se poursuivait ainsi sept mois avec une réelle supériorité.

(1) Lettre de Mme de Rémusat à son mari, 3 juillet 1819 (*Correspondance*, t. VI, p. 42). Souvent d'ailleurs de simples considérations personnelles provoquent la fureur du philosophe : Mme de Rémusat raconte à son mari le 28 juin 1819 une scène violente qu'il fit un jour à Guizot, parce que le lendemain d'un dîner qu'il avait offert à Corbière il avait trouvé, dans le journal, une sortie virulente contre les ultra (*Correspondance*, t. VI, p. 27).

(2) Lettre à P. de Barante, 12 juillet 1819 (*Souvenirs de BARANTE*, t. II, p. 373).

(3) Voir les lettres de Ch. de Rémusat et de sa mère, *Correspondance*, t. VI, p. 22, 26, 28, 37, 47, 51, 59, 65, etc... « Guizot me disait l'autre jour, écrit Mme de Rémusat à son mari le 28 août 1819 (*id.*, p. 80), qu'il ne connaissait personne qui comprit aussi vite et aussi complètement que Charles, qu'il suffisait de lui dire un seul mot pour qu'il enfantât tout un système d'idées, et que son esprit s'étendait chaque jour de plus en plus ».

Ce fut d'abord, pendant un mois, une tactique offensive. Il dénonça le bonapartisme de la *Renommée*, caché derrière un faux libéralisme, ou ses excitations jacobines à la mode de 93 (1). En même temps il se moquait, ou s'indignait selon les jours (2), de la discipline autoritaire qui régnait au groupe d'extrême gauche ; il défendait contre les constitutionnels le droit des fonctionnaires à solliciter le mandat législatif (3). La droite n'était pas pour autant oubliée : le *Journal des Débats* se faisait vivement relever pour n'apercevoir dans le gouvernement représentatif qu'une lutte de la nation contre le gouvernement (4). Le 15 juillet commençait une campagne contre les Jésuites, dissimulés sous le nom de Pères de la Foi. Parfois quelque indication plus politique se mêlait à cette polémique ; ainsi, à propos des troubles de la faculté de droit, le journal observait que si l'on avait offert aux étudiants un enseignement sincèrement constitutionnel, ils ne se seraient pas engoués de mauvaises doctrines (5) ; le 12 juillet il engageait le ministre à poursuivre une politique de ralliement. Il était peu adroit de débiter par ces attaques et de frapper d'abord à gauche : ce n'était pas, ainsi que Barante le fait remarquer (6), le moyen, en face de l'hostilité certaine de la droite, de s'attirer une large clientèle d'abonnés ; mais les exigences de la méthode doctrinaire sont là : déblayer d'abord, poser des définitions, le travail de construction ne viendra qu'ensuite.

Il vint, quand un mois de polémique eut bien établi, que la politique doctrinaire n'ouvrait pas la voie aux révolutions. C'est alors contre la droite seule que le *Courier* frappe, et à coups redoublés, le *Drapeau blanc*, M. de Bonald, Lamennais, le *Conservateur*, la *Quotidienne* ou les *Débats*, il n'est presque pas de numéro qui ne les harcèle. S'il est encore question de l'extrême gauche, c'est pour dénoncer l'alliance qu'elle ébauche, et nouera en effet dans certains départements, avec les ultra. Le programme du *Courier*, par contre, se dégage, d'abord dans deux articles des

(1) 2, 4, 13, 28 juillet. Cf. l'article de Salvandy le 3 juillet démontrant l'incompatibilité de Napoléon et de la liberté.

(2) 3, 8, 9, 10, 13 juillet.

(3) 3 et 6 juillet.

(4) 6, 12, 15 juillet.

(5) 7 juillet.

(6) *Souvenirs*, t. II, p. 375.

26 et 27 juillet : fonder ce grand parti national de tous les amis de la liberté, personnifiant tous les grands intérêts de la France nouvelle, dégagé de ces compromettants alliés d'extrême gauche avec lesquels les ultra, ces faux amis de l'ordre, prétendent les confondre ; puis, à l'occasion de la clôture de la session, il le montre à l'œuvre dans trois tableaux historiques de la politique ministérielle, ses résultats et les espérances qu'elle justifie (1). Il s'affirme dégagé de toute politique de routine, indépendant de toute solution de parti, attaché à la raison et à la justice (2) ; il considère la Charte comme un plan qu'il invite le gouvernement à compléter hardiment, en réformant le jury, en abaissant les conditions d'âge des députés et en augmentant leur nombre, en introduisant l'élection dans l'administration locale ; il l'exhorte à ne pas s'effrayer de l'ardeur de la jeunesse, à la grouper au contraire autour de soi (3). A l'approche des élections, il passe en revue les candidats : il les classe en trois groupes seulement : gens de droite, révolutionnaires et constitutionnels de différentes nuances, entre lesquels il ne veut pas faire de distinction ; il conseille aux électeurs de se méfier des influences extérieures, de ne voter que pour des gens qu'on connaît bien, de ne pas trop croire aux conversions, de craindre à la fois les révolutionnaires, notamment Grégoire et Étienne (4), et les ultra ; après deux lettres où il se refusait à prêter la main à toute restauration d'une aristocratie (5), le journal terminait le 15 septembre ses deux mois de campagne en faisant gloire aux doctrinaires de recevoir les attaques de la droite et de l'extrême gauche, d'avoir des doctrines et de n'être pas un parti, d'être la voix de la majorité du pays.

Ces neuf mois de 1819 sont le beau moment de la Restauration, la période de foi, d'ardeur sincère, d'activité réformatrice. Guizot y a largement sa part : pas de réforme, pas de grande mesure gouvernementale, où l'on ne trouve sa main. Il est l'animateur du ministère ; il a lancé de Serre dans l'arène, il presse Decazes hésitant : il s'est jeté en entier, sans ménagements, dans la lutte.

(1) 29 et 31 juillet, 7 août.

(2) 1, 3, 4, 5 et 6 août.

(3) 3, 6, 12 et 25 août, 9 septembre.

(4) *Revue électorale*, 24 et 27 août, 2 et 3 septembre ; derniers conseils aux électeurs, 6 septembre. Les élections avaient lieu le 11.

(5) 11 et 13 septembre.

Jamais il n'aura été plus près de voir passer dans les faits tout son programme : rallier à la dynastie toute la masse de la France, toute la « vraie nation », par une politique hardiment libérale qui réduirait à l'impuissance les restes du bonapartisme et de la Révolution. Plus logique que ses amis, Guizot l'a peu à peu dégagé de l'expérience journalière ; plus impatient, plus jeune, il a laissé en chemin les protecteurs et compagnons de ses débuts, qui ne le suivaient point du même pas ; plus ardent, plus homme d'action, il a mis une activité prodigieuse à le réaliser avec eux, malgré eux le cas échéant. Comme il est proche du succès, il s'est adouci. Mme de Rémusat, qui ne l'avait point revu depuis plusieurs mois, le trouve en cet été 1819, plus modéré, plus prêt aux ménagements : « Il juge le temps, la France et les hommes avec une grande perspicacité : il démêle les embarras causés par l'ignorance et la peur, et il est d'avis qu'il ne faut rien brusquer et ne point montrer de mépris pour la médiocrité (1) ». Comme on le connaît pour l'homme influent, à Paris les députés se pressent dans son salon (2). Comme son attitude est nette, son *Courier* sans ambiguïté, en province où l'on ne s'attache qu'aux hommes qui représentent une opinion, la bourgeoisie libérale, industrielle ou commerçante, se reconnaît dans les doctrinaires : « M. Guizot, s'il n'est plus à la mode à Paris, pourra s'en dédommager en province (3) ». Mme de Rémusat donne son nom parce qu'elle est au courant des choses ; pour les non-initiés, les doctrinaires, c'est le garde des Sceaux, cet éloquent comte de Serre, auquel sa netteté et son ardeur donnent une allure de chef, éclipsant Decazes plus ondoyant, plus divers.

Mais dès la fin de septembre 1819, de Serre, Decazes, ce n'est déjà plus Guizot.

(1) Lettre à son mari, du 30 juin (*Correspondance* de RÉMUSAT, t. VI, p. 31).

(2) *Ibid.*, (*id.*, t. VI, p. 26)

(3) Lettre à son fils du 26 septembre 1819 (*id.*, p. 117). Cf. également p. 119-120.

CHAPITRE VIII

DÉCLIN ET DISGRACE

(Octobre 1819 — Juillet 1820)

I. *Premiers dissentiments.* — Les causes de dissentiment : différence des tempéraments. Conversion de Decazes et du comte de Serre à droite : le projet de réforme électorale de Broglie-de Serre. Opinion de Guizot et du *Courier* sur les élections, sur la politique nécessaire, sur les modifications de la loi électorale : divergence d'opinion avec le ministère. — II. *Guizot à l'écart.* — Remaniement ministériel. Hostilité de Guizot et du *Courier* : maintien de son programme antérieur. Raisons de cette hostilité : les rapports des préfets. Guizot sans influence. Transformation du projet constitutionnel dans le sens de la droite : éparpillement des doctrinaires, disparition du *Courier*. L'assassinat du duc de Berry et projets de loi d'exception. Opposition des doctrinaires. Chute de Decazes ; démission de Guizot. — III. *La rupture.* — Abattement de Guizot : impuissance des doctrinaires. Reprise des doctrinaires : leur politique de coalition de gauche pour une modification de la loi électorale ; rôle de Guizot : ses lettres au comte de Serre. Efforts de Guizot et des doctrinaires pour détacher de Serre du ministère à son retour ; échec final de cette tentative. Opposition violente de Guizot et des doctrinaires contre le ministère Richelieu. Leur révocation. Effet de la révocation, sur eux et sur l'opinion. — IV. *Conclusion.* — Comment Guizot a acquis peu à peu ses théories politiques de 1814 à 1820, et lesquelles. Ce qui les explique : l'action des événements et notamment la lutte contre l'ancien régime. Action et doctrine.

I

Cette équipe gouvernementale ne s'était pas groupée sur un programme : les événements ont, à chacun comme à Guizot, composé une attitude et dicté des idées ; l'évidente nécessité de parer au danger ultra-royaliste, le hasard et l'agrément de relations personnelles, ont créé et maintenu leur union. Mais les tempéra-

ments étaient trop divers, pour qu'une saute du vent politique ne vint pas disperser leur assemblée ; il y suffit que s'esquissât à gauche un péril révolutionnaire. Guizot fait figure au milieu d'eux d'un homme plus ferme et mieux en place qui résistera davantage au courant.

Decazes, entre ces doctrinaires, apparaît comme l'homme d'action, tout aux questions pratiques, à cent lieues de toute abstraction, dépaycé dans le jeu des idées, merveilleusement habile dans le maniement des hommes ; il se moque des déductions de Guizot, il vit au jour le jour, satisfait des solutions du moment : « A force d'expédients, il se passe de principes... il s'est si souvent tiré d'affaire avec des provisoires, qu'il y compte toujours (1) ». Il s'est engagé dans la politique libérale, sans passion pour la liberté ; il n'aimait pas les opinions des doctrinaires, disait Guizot à Mme de Broglie, mais il aimait leur personne, et il est fidèle, délicat, incapable de trahir ceux qu'il aime (2). Il n'a pas cette conception de l'alliance avec la gauche, nécessaire selon Guizot ; satisfait d'avoir arraché le gouvernement à la droite, rallié la bourgeoisie par une administration libérale et préoccupée des intérêts matériels, il est prêt à abandonner les réformes. Il s'est impétueusement lancé contre les ultra pour sauver la dynastie, il va s'inquiéter d'avoir peut-être ouvert la voie aux révolutionnaires qui la combattent. Il y a donc entre Guizot et lui une différence de conception profonde sur l'orientation politique, reflet d'une dissemblance plus profonde de tempérament ; comme il est significatif ce jugement de Guizot où perce quelque dédain : « Le tort de M. Decazes, c'est de vouloir toujours de petits remèdes aux grands maux ; il croit que tout peut se guérir avec de la tisane (3) ».

Le comte de Serre fait un contraste frappant avec Decazes ; celui-ci est « d'une grâce infinie », séduisant, l'autre est timide, de physionomie peu agréable, de manières simples et rudes ; Decazes est toute souplesse, de Serre toute passion ; il est de ces hommes

(1) Lettre de Ch. de Rémusat à sa mère, 11 septembre 1819 (*Correspondance de RÉMUSAT*, t. VI, p. 94-95).

(2) *Souvenirs du duc DE BROGLIE*, t. III, p. 95, 98.

(3) Mot de Guizot à Mme de Broglie (*Souvenirs du duc DE BROGLIE*, t. II, p. 99).

dangereux en une période difficile, dont on n'est jamais assuré que l'élan de leur conviction du moment ne va pas brusquement abattre une situation parlementaire péniblement édifiée. Les rapports des deux ministres sont parfois difficiles, et Barante, leur ami commun, intervient pour les réconcilier (1). Après s'être abandonné entièrement à l'influence de Guizot, il se livre en cet automne 1819, au duc de Broglie qui devient l'inspirateur de ses travaux et de ses discours (2). Le comte de Serre, comme Decazes d'ailleurs, avait surtout avec Guizot cette dissemblance de n'être pas un intellectuel : « Je n'ai presque rien lu, avouait-il à Mme de Broglie (3), et je n'ai plus le temps de lire à présent ». Sur ces deux hommes en qui repose toute la décision gouvernementale, les théories et les raisonnements sont sans force, en face des conclusions, que leur instinct d'hommes d'action va tirer des événements. Guizot va être desservi près d'eux, par ce qui naguère avait permis sur eux sa mainmise.

Quant au duc de Broglie, c'est par des traits opposés qu'il différait de Guizot. Le duc est un pur intellectuel, un logicien qui ne connaît pas les demi-mesures et les accommodements. Aucune considération d'intérêt personnel ne le conduit ou le retient : il s'est détaché en 1818 de la gauche pour se joindre aux doctrinaires : allant jusqu'au bout de sa nouvelle ligne, nul n'est plus dédaigneux de ses anciens compagnons. Son seul plaisir est de faire des lois : la législation lui paraît l'unique tâche du gouvernement et son principal moyen d'action. C'est un jurisconsulte, pénétré de la toute-puissance de la loi et qui travaille dans l'abstrait (4). Guizot se prêtait à ce genre, plutôt par prétention à l'universalité et à la philosophie que par goût : car à côté de l'opportuniste Decazes, s'il fait figure de théoricien, il a trop d'esprit politique et fut trop mêlé, depuis cinq ans, à la besogne gouvernementale, pour perdre ainsi le sens de la réalité.

Les autres compagnons de lutte se sont peu à peu écartés. Royer-Collard « plein d'humeur contre tout et contre tous »,

(1) *Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 368.

(2) *Souvenirs* du duc de BROGLIE, t. II, p. 44.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 97.

(4) Cf. lettre de Charles de Rémusat à sa mère, 3 juin 1819, et les deux notes rédigées par lui en 1819 sur ses amis (*Correspondance* de RÉMUSAT, t. V, p. 354 ; t. VI, p. 113 et 253).

avait fait, par ses sarcasmes et ses critiques, le vide autour du ministère : « Aucun projet ne lui semblait bon à adopter, aucune route bonne à suivre. Il blâmait bien haut chaque opinion, se complaisait à montrer l'inanité de chaque expédient ». Il a éloigné de Decazes, Beugnot, Courvoisier, La Boulaye et quelques autres (1). Il s'en sépare lui-même avec éclat, et au moment le plus mal choisi, celui des élections : humilié d'une position subalterne, désarmé en face des manifestations d'étudiants à Montpellier et à Paris, mécontent enfin des complaisances de Decazes envers les Frères des écoles chrétiennes, qui prétendaient soustraire leurs établissements au regard de l'Université, il donna sa démission de président du Conseil royal de l'Instruction publique (2).

En dehors du duc de Broglie, il ne restait donc près du ministère à côté de Guizot que Prosper de Barante. Du moins avec celui-ci, les vues continuaient-elles de s'accorder ; mais Barante n'a pas la puissance d'esprit de Guizot, il est sans crédit près du public et des parlementaires, il est « étourdi » (3) et, s'il n'est pas dogmatique comme son ami, il est « colère » (4). Son esprit d'ironie n'est pas une force. Sans que rien soit changé aux positions extérieures et à l'intimité des rapports, Guizot peu à peu s'isole.

A une heure grave pour la Restauration, la décision se trouvait remise à un opportuniste capable de jouer l'avenir pour triompher d'une difficulté présente et à un passionné qui obéissait entièrement à ses émotions et aux suggestions d'un juriste.

(1) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 388.

(2) La démission fut donnée une première fois le 31 juillet ; il la renouvela le 20 août, une troisième fois le 2 septembre : il fallut bien le 4 se décider à l'accepter. On le remplaça par Cuvier (copies des lettres de Royer-Collard et Decazes (juillet à septembre) remises par Decazes à Guizot en 1858. VAL-RICHER, dossiers spéciaux portefeuille n° 27, liasse n° 4). Sur les causes de cette démission cf. lettres de Ch. de Rémusat à sa mère, 11 septembre, (*Correspondance*, t. VI, p. 91 et suiv.) ; PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 307 ; lettre de Barante à Decazes, 4 septembre (*Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 382). Voir NETTEMENT, t. IV, p. 160, et DUVERGIER DE HAURANNE, t. V, p. 193, 199, 219 et 220.

(3) *Correspondance* de RÉMUSAT, t. VI, p. 3, Ch. de Rémusat à sa mère, 11 juin.

(4) Mme de Broglie à Barante, le 12 juillet 1819 (*Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 374).



Ils dérivèrent à droite. Decazes, inquiet des progrès de l'opinion libérale aux élections complémentaires et du déchainement de la presse de gauche, désirait élargir la base parlementaire du ministère par une entente avec la droite, mais il avait échoué au mois de juin contre les irréductibles défiances des amis de Monsieur. D'autre part heurté par les exigences doctrinaires, il regrettait la compétence et les complaisances de Pasquier (1). Cependant, dans l'impossibilité de vivre sans l'éloquence du comte de Serre et l'appui des doctrinaires, il se taisait. Du jour où le résultat des élections du 11 septembre par la nomination de Grégoire dans l'Isère et la défaite des ultra et des ministériels au profit des Indépendants, eut convaincu à son tour le comte de Serre du danger de la politique de gauche, l'évolution vers la droite se précipita. Dès la fin de septembre il entra en pourparlers avec Monsieur, puis avec Villèle : en octobre, il entama des poursuites contre la *Société des amis de la liberté de la presse* (2). L'entente entre les deux ministres se fit sur deux points : élargissement vers la droite du ministère et de sa majorité parlementaire, révision de cette loi électorale dont le jeu menaçait à brève échéance d'une Chambre libérale. Le duc de Broglie entra avec conviction dans ces vues (3). De concert avec de Serre, il rédigea dans le courant d'octobre un projet de loi électorale qui créait, au-dessus des collèges d'arrondissement formés des électeurs de 300 francs, un collège départemental des électeurs de 600 francs favorisés du privilège d'un double vote, instituait le renouvellement intégral et le vote public sur registre pendant un scrutin de trois jours ; pour dissimuler le caractère réactionnaire de ces dispositions, le duc de Broglie introduisait quelques faux semblants libéraux, tels que l'augmentation du nombre des députés, la réduction de l'âge d'éligibilité à trente ans, le nom de « parlement » donné aux Chambres,

(1) RÉMUSAT, *Correspondance*, t. VI, p. 32-39.

(2) Cf. *Archives nationales*, BB³⁰, 192, Bibliothèque nationale, le procès de la société Lb⁴⁸. 1397.

(3) Le duc de Broglie se dégagait de ses anciens collègues de la *Société des amis de la liberté de la presse* par une lettre du 29 octobre qui ne fut pas un des moindres arguments du ministère public en faveur d'une condamnation.

quelques usages de procédure anglaise (1). Le duc, aveuglé par la joie de mettre sur pied un édifice entier de « législature », se dissimulait à lui-même qu'une vaste réforme n'était pas, de soi, une réforme libérale : « Ce n'était plus un expédient, en quelque sorte honteux de lui-même, écrit-il ; c'était l'inauguration du système parlementaire pris par les grands côtés. La grandeur de la loi et la libéralité du fond couvraient largement, selon nous, ce que le vote pouvait avoir, à juste titre, d'impopulaire. C'était un coup d'État *légal* et un coup de force libéral. » C'était en réalité un pas délibéré en arrière. Le comte de Serre adopta avec enthousiasme ce projet, qui satisfaisait aux reproches qu'il adressait au régime en vigueur et flattait son idée profonde de reconstituer une aristocratie ; car il fondait la pairie sur des dotations de majorats d'un revenu minimum de 20 000 francs.

Ces projets du duc de Broglie et du comte de Serre amenèrent la dislocation du groupe doctrinaire. Royer-Collard, Beugnot et Camille Jordan se prononcèrent pour une mesure beaucoup plus simple et radicale, mais parfaitement arbitraire : retrancher des listes électorales un nombre déterminé d'électeurs les moins imposés ; le caractère réactionnaire de la réforme ne prenait pas la peine de se dissimuler.

Guizot dont les premiers soupçons dataient du début d'août, quand Decazes avait paru disposé à des modifications dans son ministère (2), se montra au contraire nettement hostile. Il n'avait

(1) Cf. *Souvenirs* du duc de BROGLIE, t. II, p. 67 à 72. DUVERGIER DE HAURANNE, t. V, p. 260 ; LACOMBE, *Comte de Serre*, t. II ; les documents originaux sur l'élaboration du projet de loi consultés par moi sont :

1^o AUX ARCHIVES DE BROGLIE, *Papiers du duc Victor*, dossier 38, « projet de la loi électorale (changement) », qui contient ses notes, les trois manuscrits successifs de son projet, l'exposé des motifs et le projet tel qu'il l'a proposé au comte de Serre.

2^o Au VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, portefeuille n° 27, liasse 5, correspondance entre le comte Decazes et le duc de Richelieu octobre-novembre 1819, qui contient le projet de loi tel qu'il sortit définitivement élaboré de la discussion entre les ministres et leurs conseillers, un peu différent du projet de Broglie. *Documents réunis pour mes Mémoires*, t. I, p. 2, notes originales de M. de Serre sur les vices de la réforme et la loi électorale du 5 février 1817 (1819 ; la 2^e de décembre).

3^o AUX ARCHIVES NATIONALES, BB³⁰, 251, dossier « élections », les états successifs du projet avec annotations de Decazes, Barante, Villemain, etc...

(2) Lettre de Ch. de Rémusat à sa mère, 4 août 1819 (*Correspondance* de RÉMUSAT, t. VI, p. 62).

pas envisagé le résultat des élections avec la même inquiétude. Son *Courier* y avait vu surtout la défaite des ultra, dont il s'applaudissait, et la victoire de cette portion de la gauche amie à la fois du repos et de la liberté, le triomphe de la vérité et de la France sur des factions (1). Aux alarmes que soulevait l'élection, assurément déplorable, de Grégoire, il répondait en observant que les mêmes craintes l'année précédente avaient été dissipées par la sagesse des élus pendant la session. En ce mois d'octobre où s'élabore le projet de Broglie-de Serre, le journal paraît insister à dessein sur la nécessité d'une politique élargie et neuve, excluant toute participation de la droite, travaillant hardiment « à élever une constitution nouvelle sur un plan large et élevé ». Il préconise une coalition du centre gauche et de la gauche allant jusqu'à Casimir Périer et Lafitte (2). Loin d'admettre qu'une alliance avec la droite soit commandée par les progrès des révolutionnaires, il rejette sur les hésitations du gouvernement la responsabilité de la méfiance dont ils sont le signe. Une polémique incessante contre les ultra, les missionnaires et les jésuites (3) achève de définir l'attitude que Guizot, inspirateur et directeur du *Courier*, entendait garder.

Aussi ne pouvait-il se satisfaire du projet du duc de Broglie ; il se refusait à l'institution du collège départemental et du double vote. « J'ai constamment désapprouvé, dit-il dans sa brochure de 1820, et repoussé toute atteinte au principe de l'égalité des électeurs une fois reconnu capables et appelés comme tels... Toute atteinte portée à l'égalité des électeurs portait, à mes yeux, un cachet de contre-révolution qui menaçait de détruire l'effet, ou du moins le crédit des améliorations constitutionnelles que d'ailleurs je jugeais désirables (4) ». De même refusait-il toute collaboration de la droite : des réformes n'étaient possibles qu'avec l'appui du parti national, et en brisant tout lien avec la contre-révolution (5). Il était cependant quelque peu troublé par les

(1) 16, 20, 21, 25 septembre.

(2) 7, 15, 16, 20, 21 et 26 octobre.

(3) 24, 27 et 29 septembre ; 8, 11, 19, 22 octobre ; 8, 10, 13, 16, 17, 19, 23 octobre.

(4) *Du gouvernement de la France depuis la Restauration*, p. 85 et 87.

(5) *Ibid.*, p. 84.

alarmes de ses amis et confessait de l'incertitude (1), mais comme précaution contre les progrès de l'extrême gauche, il lui paraissait suffisant de renoncer au scrutin départemental pour rétablir le scrutin d'arrondissement (2) : encore réclamait-il en compensation pour la gauche la réintégration des Pairs éliminés aux Cent-Jours et le rappel des bannis. Il n'accepterait donc du projet que les dispositions libérales qu'il réclamait depuis longtemps, dans les *Archives philosophiques* déjà : le renouvellement intégral et l'abaissement de l'âge des députés, ou les concessions nouvelles par lesquelles en cours de discussion les auteurs du projet crurent masquer le privilège du double vote accordé aux plus imposés : la diminution du cens d'éligibilité à 600 francs, du cens électoral à 200 francs (3). Barante, qui d'abord s'était rangé à l'opposition de Guizot, se rallia au projet ministériel (4). De fait Guizot se tint en dehors de l'élaboration du projet ; aucune trace de sa main, à côté de celles de ses amis, dans les manuscrits successifs qui en subsistent avec leurs corrections (5). Il tenait à marquer son indépendance en soulevant par exemple au conseil d'État des difficultés pour l'entérinement des bulles pontificales de création d'évêques : il y voulait la sanction des Chambres (6).

Le lien du faisceau doctrinaire est devenu bien fragile en ce

(1) *Correspondance* de Ch. DE RÉMUSAT, 19 octobre, t. VI, p. 161.

(2) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 389.

(3) Encore faut-il dire que les centimes additionnels étaient déduits du calcul de la contribution, réduite ainsi au principal ; l'abaissement du cens était donc plus apparent que réel.

(4) Dans la lettre en effet par laquelle Decazes, le 7 novembre 1819, communique au duc de Richelieu le projet définitivement arrêté (lettre portée par le baron Trigaud-Latour), il signale « que Barante est à merveille dans tout ceci », qu'il a travaillé à la rédaction des notes et projet de discours qui accompagnent le projet et il ajoute : « M. Guizot est aussi pour les mesures, sauf celle du collège départemental pour laquelle il a d'autres idées ». VAL-RICHER, dossier cité.

(5) Duvergier de Hauranne parle de notes, mémoires, exposé de motifs, préparés par le duc de Broglie, de Serre et quelquefois Barante et Guizot (t. V, p. 271). Des trois premiers j'ai trouvé, en effet, de nombreuses notes, mais pas plus aux Archives nationales qu'à Broglie, qu'au Val-Richer, que dans le dossier des documents sur la préparation du projet communiqué par Decazes à Guizot en 1858, je n'ai trouvé même une annotation de Guizot ; Duvergier de Hauranne conclut certainement, et à tort, du rôle des autres au rôle de Guizot. D'ailleurs, il ne cesse de parler de la réforme comme d'une mesure libérale : on voit et on verra, par les aveux mêmes de Decazes, ce qu'il faut en penser.

(6) DUVERGIER DE HAURANNE, t. V, p. 214 ; LESUR, *Annuaire historique*, année 1819, p. 250.

début de novembre 1819. Tout minuscule que soit le groupe, il se partage en une droite, un centre, une gauche. Voici Guizot isolé à la gauche.

II

Le remaniement ministériel va le mettre à l'écart. Le président du conseil Dessolles, le baron Louis et Gouvion-Saint-Cyr reculèrent, quand Decazes et de Serre parlèrent d'un changement profond de la loi électorale. D'autre part la répugnance apportée par Villèle à entrer en relations avec les ministres, indiquait assez qu'il ne suffisait point de se présenter des projets de réforme à la main, pour rallier la droite. Les deux ministres furent donc amenés à envisager au début de novembre, un remaniement du conseil. La chute du duc de Richelieu avait marqué la rupture avec la droite, sa rentrée au pouvoir serait l'aveu de la conversion ; avec lui reviendraient les hommes du centre droit exclus en 1818, sinon Lainé, au moins Pasquier, Roy. Les voies furent préparées à cette nouvelle alliance par une entrevue du roi avec le duc de Richelieu le 4 octobre (1). A la fin du mois, Decazes, pensant encore qu'il serait possible d'obtenir le concours de la droite sans modification du cabinet, écrivit au duc, le 24, de hâter son retour de Hollande pour être présent à l'ouverture de la session (2). Après l'échec des négociations avec la droite, il lui offrit franchement la présidence du conseil : « Vous seul pouvez rallier à ce plan, tous les ultra de bonne foi, nous donner au dedans et au dehors la force et la considération dont nous avons besoin (3) ». En même temps, il essayait de négocier un rapprochement avec Chateaubriand (4), et obtenir du comte d'Artois son appui en échange d'un ministère « dans la couleur de MM. Portal et Pasquier » (5) ; c'était donc la résurrection de la combinaison ministérielle et parlementaire du premier ministre Richelieu.

(1) Récit de cette audience dans une lettre du roi à Decazes, DAUDET, *Louis XVIII et le duc Decazes*, p. 369.

(2) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 27 (documents communiqués par le duc Decazes à Guizot en janvier 1858).

(3) Lettre du 7 novembre (VAL-RICHER, *dossiers spéciaux*, n° 27).

(4) DAUDET, *op. cit.*, p. 371.

(5) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 322-323.

Cependant de même que pour la réforme électorale on essaya de déguiser la palinodie ; dans sa lettre du 7 novembre, Decazes avouait au duc en lui adressant le projet de réforme de la « législation » : « Vous y verrez que, pour n'avoir pas l'air d'attaquer la loi des élections, nous avons réuni dans un cadre commun, toutes les mesures que nous avons crues propres à consolider et à affermir ». Pour le changement de personnes, on crut habile de noyer dans un « grand ministère » la rentrée du centre droit aux affaires : le duc de Broglie, beaucoup plus converti à la droite qu'on ne pouvait généralement le penser, et Royer-Collard y feraient contre-poids au duc de Richelieu et à Pasquier. Cette ingénieuse combinaison échoua, d'abord par le refus formel du duc de Richelieu malgré les arguments et les supplications (1) ; puis après la démission des trois ministres libéraux le 17 novembre, par les exigences et perplexités de Royer-Collard (2) d'une part, par l'opposition irréductible d'autre part élevée par Pasquier contre « le gros dogue », ce « pédant ridicule » « à l'orgueil de Satan » (3). Le comte de Serre attaché passionnément à son projet, en était arrivé à accepter n'importe quel homme politique qui y souscrivit ; tant de vastes pensées n'aboutirent qu'à un pauvre ministère mal assorti où les trois libéraux furent remplacés par trois hommes du centre droit, Pasquier, Roy et Latour-Maubourg.

Guizot avec le sentiment de la gravité de l'heure, s'inquiétait et s'irritait de l'incertitude des idées, du manque d'ampleur et d'énergie du personnel politique : « Il n'y a point d'hommes, disait-il à Mme de Broglie (4) au milieu d'octobre, j'ouvre tous les matins l'*Almanach royal* pour y chercher des ministres. C'est une chose inconcevable que cette pénurie d'hommes, que ce souffle de mort qui a passé sur le pays ». Decazes et de Serre trop assurés

(1) VAL-RICHER, dossier cité : lettre du 7 novembre portée par le baron Trigaud-Latour, accompagnée du projet du discours du trône auquel le duc ajouta ses observations en marge, du « projet de loi complémentaire de la charte » avec annotations de Pasquier et d'un mot du roi au duc de Richelieu ; réponses du duc La Haye, 13 novembre, au comte Decazes et au roi.

(2) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 389-390 ; *Correspondance* du comte DE SERRE, t. II, p. 442, 444, 453, 461.

(3) Quatre lettres de Pasquier à Decazes : trois du 6 novembre : l'une à 5 heures du soir, l'autre plus tard dans l'après-midi, la troisième dans la soirée et une du 17 novembre dans la matinée (VAL-RICHER, dossier cité).

(4) 18 octobre, *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. II, p. 100.

de sa désapprobation, lui avaient caché leur démarche auprès du duc de Richelieu (1) et laissaient s'installer entre eux un malentendu ; au moment où le *Courier* proclamait absurdes tous les bruits de rapprochement avec les ultra, Decazes constituait un ministère de droite et avec l'approbation du comte d'Artois. Les amis de Guizot eurent l'impression qu'il était joué dans cette affaire (2), et lui-même sans vouloir récriminer et sans se laisser emporter aux plaintes de Royer-Collard, ne dissimula pas l'inquiétude et le chagrin que lui causa la composition du nouveau cabinet : « M. Guizot est affligé, grave et imperturbable, écrit Charles de Rémusat à sa mère, jugeant toutes les fautes et n'en reprochant aucune (3) ». Le *Courier* prit immédiatement position, et avec vivacité. Si réellement, disait-il, le 21 novembre, la crise ministérielle s'était produite sur la question électorale, il se prononçait sans hésiter contre la nouvelle combinaison : « La loi des élections est le palladium de la France contre les ultra : il n'est pas permis à de bons citoyens de travailler à la lui ravir ; il est de leur devoir de lutter pour la lui conserver... Aucune des garanties données soit par la Charte soit par la loi des élections, contre le retour de l'ancien régime et les tentatives de contre-révolution ne doit être ébranlée. Il faut au contraire que toutes les nouvelles mesures, que toutes les nouvelles lois soient en définitive des garanties nouvelles ». Deux jours après, le journal reprenait le thème tant de fois répété, qu'il fallait élargir le gouvernement représentatif, écarter définitivement l'influence des ultra par une réforme administrative et une loi sur la discipline ecclésiastique et l'ordre public, fortifier l'action de la Chambre par le renouvellement intégral, l'abaissement de l'âge et l'accroissement du nombre de députés ; mais « rien, absolument rien, ne doit donner à ces mesures un caractère de réaction, ni les apparences d'une politique qui essaierait par des concessions rétrogrades d'en altérer l'impartialité, ou d'une tactique aussi vaine que dangereuse qui chercherait dans un projet un palliatif, non un perfectionnement, une dispense, non une obligation, un expédient et non une institution. »

(1) *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. II, p. 108.

(2) Lettre de Mme de Rémusat à son mari, 20 novembre (*Correspondance*, t. VI, p. 204).

(3) 24 novembre (*id.*, p. 215).

Le dissentiment est donc profond entre Guizot et le nouveau ministère et va jusqu'à l'opposition. Le *Courier* apporte plus de dureté dans ses jugements et plus d'aigreur (1) que Guizot lui-même n'en mettait dans ses paroles, mais il exprimait son opinion (2). Cette vue plus juste de la situation à laquelle Guizot était arrivé, il faut peut-être en trouver l'explication, en dehors d'un sens politique plus aiguisé, dans une souplesse plus grande à comprendre l'enseignement des faits : directeur de l'administration départementale et communale, il était mieux à même que personne de se rendre compte des répercussions dans l'opinion des mesures politiques du ministère. La joie à peine dissimulée des ultra qui ne virent dans le nouveau cabinet qu'une étape vers la reprise du pouvoir, les inquiétudes du monde industriel et commerçant (3), Guizot les lisait dans les rapports des préfets (4). La plupart signalaient un état d'esprit général d'« attente anxieuse » qu'il suffisait parfois d'un détail mal compris d'administration pour transformer en inquiétude ; ainsi les campagnes protestantes des Charentes voyaient dans le dénombrement de la population la préparation d'une Saint-Barthélemy. Le mouvement de pétitions en faveur de la loi électorale qui avait répondu à la proposition Barthélemy, avait repris et se généralisait dans les deux derniers mois de l'année (5). Elles émanaient généralement de la classe bourgeoise, soit des hommes de loi, avocats, magistrats

(1) *Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 216.

(2) Une note du 3 décembre à propos d'une insinuation des *Débats* déclare en effet que sans avoir part à la rédaction du journal M. Guizot en approuve les sentiments et les principes. Rémusat est encore la main dont il se sert pour les articles politiques de la rubrique *Paris* (*Correspondance* de RÉMUSAT, t. VI, p. 240).

(3) Lettres de Mme de Rémusat à son fils et à son mari, des 21 et 23 novembre (*Correspondance* de RÉMUSAT, t. VI, p. 206, 208).

(4) *Archives nationales*, F⁷, 6740 et 6741.

(5) Des pétitions circulent ainsi dans les départements suivants : Ain, Allier, Ariège, Aude, Bouches-du-Rhône, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Doubs, Drôme, Eure, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Ile-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Loire, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Marne, Morbihan, Moselle, Nièvre, Orne, Pas-de-Calais, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure, Somme, Var, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges, Yonne ; soit dans cinquante et un départements. Ces rapports ont été vus par Guizot car certains (notamment Haut-Rhin) portent des mentions de sa main (sans intérêt d'ailleurs).

ou officiers ministériels, soit des commerçants et industriels, parfois des chambres de commerce elles-mêmes. Dans ce mouvement d'opinion Guizot trouvait la justification de la thèse soutenue depuis des mois, que la dynastie n'aurait de sécurité que par une alliance déclarée et confiante avec la France issue de la Révolution.

Il lui répugnait pourtant de rendre publique la divergence qui le séparait des hommes politiques, avec lesquels il avait jusqu'ici marché et à qui l'amitié affectueuse l'attachait. N'approuvant pas, il ne rompit point comme Royer-Collard et Camille Jordan ; tant que le projet ne fut pas déposé, il s'en tint à cette mise en garde ; son journal consentit même à rendre le service d'établir théoriquement la possibilité de modifications de la Charte (1). Les relations personnelles restent intimes, mais sa position dans les sphères gouvernementales est bien changée. Son crédit, si puissant au début de l'année, s'est dissipé : il en convient ou tient à le marquer (2). Les faits sont là d'ailleurs qui le prouvent. Pour la réforme administrative à la fin de l'été déjà, Decazes répondait à ses instances « par des douceurs et des calembredaines » : en octobre, il dessaisit la commission pour pouvoir exclure Guizot et Barante de la discussion de la réforme (3), et, dans le conseil privé composé de ministres et de quelques personnes dociles, auquel il remit l'affaire, Royer-Collard resta seul à soutenir avec énergie le combat libéral contre la tendance autoritaire des Pasquier ou des Cuvier (4) : la réforme sombra. Des beaux projets auxquels Guizot et les doctrinaires se donnaient avec tant d'ardeur six mois auparavant, aucun n'aboutit.

*
* *

Pendant ce temps le nouveau ministère se trouvait aux prises avec des difficultés inextricables.

La volonté de maintenir intacte la loi électorale agrégeait au

(1) Novembre : 21, 23, 26, 27 ; décembre 1^{er}, 2, 9, 12, 30.

(2) *Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 451.

(3) *Ibid.*, t. VI, p. 162.

(4) *Courier* du 17 octobre 1819. Cf. sur les séances de la Commission. *Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 163 et surtout p. 174 et suiv.

bloc des députés de gauche, le centre gauche de la réunion Ternaux, les doctrinaires de la Chambre, Royer-Collard, Jordan, Beugnot, Courvoisier; de 91 voix le 17 décembre, l'opposition montait à 112 le 15 janvier. Le cabinet devenait ainsi prisonnier de la droite. Or, une partie de celle-ci, les ultra intransigeants dans leur haine de Decazes (1), se dérobaient : cramponné à cet appui qui fléchissait, le ministère transformait son projet de législature (2) : il le restreignait d'abord à une simple réforme électorale, substituait au système du double vote une division en trois collèges, les uns payant 900 francs de contributions, les autres 600 francs, les troisièmes nommés parmi les contribuables d'au moins 300 francs par des électeurs communaux; il en ajournait la présentation, jusqu'au rétablissement du comte de Serre malade; quand celui-ci fut envoyé par les médecins dans le Midi, il fallut pourtant agir. On adjoignit au cabinet pour l'étude du projet le duc de Richelieu, Dambray, Lainé, Garnier, Cuvier, en un conseil privé auquel Villèle et Corbière refusèrent de prendre part; on en revint le 8 février au projet du double vote Serre-Broglie, mais en supprimant toutes les compensations libérales. Le ministère n'échappait pas à la logique de ses origines.

Les doctrinaires étaient complètement dispersés. Camille Jordan et Royer-Collard étaient décidés à la bataille (3). Victor de Broglie, dans le projet que lui communiquait le ministre, ne reconnaissait plus le sien et ne cachait pas sa désapprobation (4). Barante et Guizot, qui s'en tenaient au renouvellement intégral

(1) Sur les divergences entre royalistes, voir toutes les lettres de Villèle à sa femme ou à son père en novembre, décembre 1819 et janvier 1820 (*Mémoires et correspondance* du comte DE VILLÈLE, t. I). Ils songeaient à lui refuser les douzièmes provisoires et lui faisaient la guerre dans le *Conservateur*.

(2) Sur les modifications successives de projet, cf. les lettres échangées entre de Serre et Decazes dans *Correspondance* du comte DE SERRE (t. II, à la fin du volume), PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 331-335; les lettres du roi et de Decazes dans DAUDET, *Louis XVIII et le duc Decazes*, p. 333 à 400; les lettres et notes de VILLÈLE, ses *Mémoires et correspondance*, t. I, p. 314, p. 330 à 333; enfin DUVERGIER DE HAURANNE qui travaille sur les papiers de Decazes, t. V, p. 327-332, 357-358, 363-365. Dans les *Documents historiques pour mes Mémoires* (t. I) du VAL-RICHER figure la note du comte de Serre sur les trois collèges (écrite de sa main) que Decazes a remise à Guizot en 1858.

(3) Ch. de Rémusat à sa mère, 23 janvier 1820 (*Correspondance*, t. VI, p. 284).

(4) Journal de la Duchesse, 25 janvier (*Souvenirs du duc DE BROGLIE*, t. II, p. 124).

et au scrutin d'arrondissement, approuvaient au fond l'opposition agressive de Royer-Collard ; par amitié pour Decazes, ils n'avaient pas voulu ajouter à ses embarras par leur démission (1), mais ils se tenaient à l'écart ; il leur paraissait clair qu'on était dupe. Quelle confiance Guizot pouvait-il conserver, quand ses amis avaient des raisons de penser que le refus d'abaisser l'âge d'éligibilité avait pour objet de l'écartier de la députation (2) ? A rester par scrupules d'amitié près de Decazes, il ne gagnait que d'encourir les attaques des journaux qui lui attribuaient, à tort, une part de responsabilité dans la réforme, et les soupçons de Royer-Collard dont la mauvaise humeur « accusait Broglie de subtilité et d'aveuglement, Guizot d'intrigues, M. de Serre de duperie et de faiblesse, Decazes d'instabilité, de manque de sang-froid et de tenue, tout le monde d'incapacité de gouverner ». (3) Comment dans ces conditions rester liés dans une entreprise de journalisme ? L'association du *Courier* se rompit au mois de janvier ; le journal disparut. Il fut racheté par un groupe de gauche et ressuscita, organe d'un nouveau parti, sous le nom de *Courrier français* le 1^{er} février.

Dans la nuit au 13 au 14 février, l'assassinat du duc de Berry bouleversa la situation. Decazes allait tomber (4) victime de cette erreur étrange et pourtant commune, d'avoir cru ramener des ennemis irréductibles par des concessions, qui ne pouvaient avoir pour résultat que de lui aliéner ses amis. Il déposa aussitôt des projets de loi d'exception, suspendant la liberté individuelle et rétablissant la censure pour cinq ans. Guizot avait voulu l'en dissuader (5). Le premier mouvement des doctrinaires fut d'une

(1) DUVERGIER DE HAURANNE, t. V, p. 334.

(2) *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. II, p. 124.

(3) *Correspondance* de RÉMUSAT, note de Rémusat, t. VI, p. 254. Cf. lettre à sa mère, du 23 janvier : « Quant à mes amis (Barante et Guizot), ils sentent leur position, ils savent bien qu'on leur mettra tout sur le dos et qu'ils seront obligés de dire chaque soir : Ce n'est pas cela que nous voulions » (p. 285).

(4) Cf. DUVERGIER DE HAURANNE, t. V, p. 371 à 377, et surtout DAUDET, *Louis XVIII et le duc Decazes*, p. 410 à 440 ; tous deux se sont servis d'un récit écrit par Decazes lui-même, dont j'ai eu connaissance par la copie que Decazes envoya à Guizot en 1858. (VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, portefeuille n° 27, 1^{er} dossier) mais Daudet y ajoute de nombreuses lettres du roi qui permettent de suivre la crise d'heure en heure et ne laissent place à aucune incertitude.

(5) C'est du moins ce qui semble résulter d'une phrase de DUVERGIER DE HAURANNE (v. p. 376).

opposition violente (1). Devant le déchainement de la droite, ils se reprirent et comprirent que Decazes était le seul obstacle à la réaction : ils se déclarèrent, pourvu qu'il jetât de nouveau le gant aux ultra et retirât son projet sur la liberté individuelle, prêts à lui accorder la censure jusqu'à la fin de la session : Benjamin Constant et le général Foy y donnaient la main et répondaient de la gauche. Dans la nuit du 17 au 18, Guizot réussissait par une démarche près de Laffitte, à arrêter une déclaration de guerre du *Constitutionnel* (2). L'obstination de Royer-Collard à exiger le retrait du projet de loi électorale auquel tenait le roi, fit manquer l'affaire (3). Decazes, abandonné par les gauches, s'effondra sous les coups de la droite, le 20 février : Guizot qui n'était resté en fonctions que par amitié pour lui, démissionna aussitôt ; la direction générale de l'Administration fut supprimée. Il reprit sa place de conseiller d'État.

III

L'avènement du ministère Richelieu changeait la position politique de Guizot et de ses amis. Le groupe doctrinaire, amputé du comte de Serre, se reconstitua dans l'opposition. Mais ce rude coup avait provoqué chez la plupart d'entre eux, chez Guizot par exemple, un moment d'abattement. Decazes avait foi dans la volonté, affirmée par Richelieu et Pasquier, de ne point dévier de la ligne modérée et de résister à l'extrême droite (4) ; il supplia ses amis de se rallier pour éviter un ministère ultra (5). Barante perplexe posait des alternatives et retardait sa démission (6). Camille

(1) Cf. la lettre du duc de Broglie au comte de Serre, 15 février (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 12) ; celle de Barante à Decazes, 16 février ; et la belle réponse de celui-ci (*Souvenirs* de BARANTE, p. 400) ; Mme de Rémusat à son mari, 23 mars (*Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 376).

(2) Charles de Rémusat à sa mère, 20 février ; Mme de Rémusat à son mari, 4 mars (*Correspondance*, t. VI, p. 325-326, 379-380), lettre du duc de Broglie au comte de Serre, 22 février (*Correspondance* DE SERRE, t. III, p. 94).

(3) Récit personnel de Decazes.

(4) Lettre de Decazes, 22 février (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 63).

(5) Lettre du 28 février (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 124).

(6) Lettre de Barante au comte de Serre, 21 février, 20 mars (*Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 406 et 419).

Jordan se préparait à la résistance parlementaire. Guizot et le duc de Broglie étaient accablés. Ils voyaient la situation désespérée ; ils n'étaient point dupes de l'attitude modérée du nouveau ministère, ou, plutôt, comprenaient que ses partisans lui en imposeraient une autre : « Le règne du roi est fini, écrivait le duc à M. de Serre, celui de son successeur commence ». Une attitude de défense leur paraissait la seule position qui leur restât : « Il n'est plus du tout question de liberté ni de gouvernement constitutionnel ; il est question de se défendre, de se rallier et d'employer, à parer les coups qui vont être portés, le peu d'armes qui restent entre nos mains (1) ». Royer-Collard au contraire consentit à accorder au duc de Richelieu les deux lois d'exception, se bornant à limiter la durée de la censure à la session parlementaire. Ses amis lui en voulurent du silence qu'il garda dans la discussion de la loi suspendant la liberté individuelle et les lettres de Charles de Rémusat laissent percer des récriminations douloureuses sur cette défection (2). Jusqu'à la fin de mars, Guizot évita Royer-Collard et celui-ci, par dépit et par embarras, bouda (3). Il est un point en tous cas où tous étaient d'accord : le comte de Serre ne devait pas s'associer à une politique réactionnaire, à un ministère de « têtes à perruque » ; les uns lui conseillaient de se retirer, Guizot s'abstint jusqu'au milieu d'avril de paroles inutiles.

Chez l'homme ardent à l'action et de pensée décidée qu'était Guizot, la dépression ne pouvait se prolonger ; dès la fin de mars il réagissait et, tandis que son ami Barante, de plus en plus pessimiste et gêné peut-être de n'avoir pas donné sa démission, s'isolait, il quittait cette attitude passive et se lançait dans de nouvelles combinaisons politiques. Heureux que Royer-Collard ait enfin le 25 mars rompu son silence complaisant, il revint à lui dès le lendemain (4). Ce ne fut pas la seule conséquence du discours contre la censure, la gauche commença un mouvement de rapprochement. Les doctrinaires étaient, depuis la chute de Decazes,

(1) Lettre du duc de Broglie, 22 février (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 95).

(2) 10 mars, 15 mars, 24 mars (*Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 352, 364, 381).

(3) Lettre de Froc de la Boulaye à M. de Serre, 27 mars (SERRE, *Correspondance*, t. III, p. 250).

(4) *Ibid.*, 27 mars (SERRE, *id.*, t. III, p. 251).

l'aversion de tous les partis, hais des ultra, redoutés des ministériels, suspectés par les libéraux (1). Guizot fut au dire de La Boulaye, le diplomate de la nouvelle alliance : « Ces messieurs, ajoutait-il avec aigreur, pensent qu'on ne peut pas établir le gouvernement représentatif avec les éléments qu'offre le côté droit, qu'il faut faire du centre gauche sa pierre angulaire, consacrer de plus en plus l'égalité révolutionnaire et sous son ombre combiner un despotisme libéral qui trouve et prene partout ses agents (2) ». La lutte commune des libéraux et du centre gauche sous la conduite de Royer-Collard dans la commission contre le projet de loi électorale, scella ce rapprochement. Tant qu'à faire de soutenir la lutte, Richelieu préféra la soutenir pour une cause qui fût sienne, et au projet Decazes substitua le 17 avril un autre, qui faisait élire les députés par des collèges de départements formés seulement du cinquième des plus imposés, sur des listes de candidatures dressées par les collèges d'arrondissement.

Dans la pensée de Guizot, la tête de la coalition des gauches était naturellement placée dans le centre gauche et les doctrinaires, car il n'était pas sans craindre un péril révolutionnaire. Dans une longue lettre qu'il adressa au comte de Serre le 12 avril (3) il insista sur la transposition des rôles provoquée par la discussion des lois d'exception ; le silence de Royer-Collard a laissé glisser la direction du combat pour la liberté du centre gauche à la gauche, tandis que la droite avait l'habileté de se couvrir du centre droit, « de sorte que maintenant, dans l'esprit de beaucoup de bons citoyens, la peur de la droite et la méfiance de la gauche ont également diminué ». Contre cette déviation de l'axe politique, Guizot voudrait réagir et sa pensée serait évidemment d'une coalition du centre gauche et d'une partie de la gauche disciplinée derrière les doctrinaires : c'est ce que veut dire La Boulaye, quand il prétend que le rêve de Guizot serait de faire de Royer-Collard un premier ministre (4). Guizot connaît trop ce dernier pour lui

(1) Mme de Rémusat à son mari, 3 avril (*Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 396).

(2) Froc de la Boulaye à Serre, 28 mars (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 251).

(3) *Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 318 ; Guizot l'a reproduite en appendice au tome I de ses Mémoires, p. 456.

(4) Lettre du 9 avril (*Ibid.*, t. III, p. 312).

assigner un rôle pareil ; c'est au comte de Serre qu'il réserve ce personnage, et ses efforts tendent à le détacher de Richelieu, c'est tout un programme qu'il lui offre le 12 avril. Il voit la situation grave, le moment critique : le but avoué du nouveau projet de loi électorale est non de corriger les vices de la loi de 1817, mais d'amener des élections d'exception, de revoir, comme on le dit tout haut, quelque chose d'analogue à la Chambre de 1815 : « si (la loi) passe et passe après le débat qu'elle ne peut manquer d'amener, la question fondamentale, la question de l'avenir, sortira de la Chambre et ira chercher sa solution au dehors dans l'intervention des masses ». La seule solution pacifique du problème, c'est le rejet de la loi par la Chambre et, par là même, la chute du ministère. Les circonstances placent le choix « entre une révolution extérieure déplorable et une révolution ministérielle très profonde ». Il essayait donc de prouver au garde des Sceaux, que sa présence dans le cabinet de Richelieu le « garrottait » à un système qui n'était pas le sien, le trainait sur une pente qui menait la monarchie à la ruine. Il le suppliait « avec la plus brutale franchise » de s'en dégager pour être prêt à saisir le pouvoir, « à offrir au pays pour l'avenir un ministère hardiment constitutionnel ». Le même pessimisme règne dans les lettres des autres doctrinaires à leur ancien compagnon, mais sans cette perspective de révolution, sans cette contre-partie d'espoir et cette vue d'une solution hardie : Royer-Collard poussait le découragement à l'extrême, réveillé de son « beau rêve » libéral (1). Barante entraînait dans les vues du ministre, persuadé autant que le comte de Serre « que la liberté et l'ordre ne peuvent s'asseoir que sur la même base aristocratique », s'accordait à réduire le nombre des électeurs à cinquante mille, trente s'il le fallait (2). Le duc de Broglie se révoltait, mais ne proposait d'autre solution que d'expirer honorablement en défendant la constitution contre l'anarchie gouvernementale (3). Guizot comme en 1817 et en 1818, envisageait donc la situation d'un regard plus aigu ; seulement les hommes s'y dérobaient : il avait beau tourner les yeux vers

(1) Lettre du 5 avril (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 288).

(2) Lettre du 18 avril (*Ibid.*, t. III, p. 361). Cf. *Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 429).

(3) Lettre du 18 avril (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 364).

Decazes, faire appel à l'ambition, au désir de revanche, l'expérience de l'année précédente avait suffi à celui-ci et il se dégageait (1).

Tous eussent désiré au moins que le comte de Serre ne se compromît dans cette aventure, réservât, comme disait Guizot, « un sauveur à la monarchie ». Son retour à Paris, à la voix de Richelieu et de Pasquier, pour le combat parlementaire engagé depuis le 15 mai, était à lui seul pour les doctrinaires une défaite. Il arriva le 17, le jour même où un discours de Royer-Collard déclarait la guerre au ministère. Il rentrait beaucoup plus rapproché des idées de Pasquier et de Richelieu, que ne pouvaient le penser les doctrinaires. Ceux-ci firent un vigoureux effort pour le ressaisir : Guizot fut le plus pressant. Dès le 16 mai, le retour du ministre étant annoncé pour le soir, il était passé à la Chancellerie et y avait laissé un billet (2) « le conjurant » de lui accorder une demi-heure d'entretien, de suspendre jusque-là tout engagement, d'être en garde contre le tableau qu'on lui fera de la situation : « On vous dira, j'en suis sûr, des choses qui ne sont pas ; on vous en taira qu'il faut que nous connaissiez... Vous pouvez en un instant saisir ou manquer une immense destinée, et le duc de Broglie et moi, nous sommes certainement les deux personnes qui avons le plus à vous dire ». Serre arriva le lendemain seulement ; le jeudi matin 18 de très bonne heure, poussé par « le besoin profond, irrésistible », de lui faire connaître sa pensée, Guizot lui adresse une longue lettre pathétique (3), angoissé de se dire que faute d'avoir pu causer à fond, « peut-être dans huit jours, nous trouverons-nous séparés sans nous être rien dit, sans avoir entendu ce qui eût empêché, ce qui eût sauvé tant de choses ». Comme au 12 avril, mais avec un accent plus anxieux, il essaie de lui montrer son incompatibilité avec les hommes de droite, le danger d'être enchaîné malgré lui aux ultra. Il admet que devant le péril révolutionnaire, il faut gagner quelque délai par quelques modifications à la loi électorale, mais les opérer par la droite, c'est se faire le prisonnier des ultra ; il laisse entendre que la gauche est disposée à consentir des modifications, mais pas à

(1) Lettre de Decazes à Barante, 10 mai (*Souvenirs de BARANTE*, t. II, p. 434).

(2) *Correspondance* du comte DE SERRE. t. II, p. 428.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 429.

Richelieu : « Avec vous, c'est autre chose, on peut traiter avec vous, on ne le peut pas avec tout le monde. Il y a de l'avenir à espérer, il y a une bonne conduite possible avec vous qui êtes loyal et sincère, il n'y a rien à espérer de la faiblesse et de l'incapacité.... Que si vous ne vous liez pas au ministère actuel, si la loi est rejetée, vous serez immédiatement le noyau d'un autre ministère, le négociateur d'une autre loi, qui, j'en conviens, ne servira qu'à gagner du temps, mais qui enfin n'aura pas, comme celle-ci, la fatale propriété de perdre ceux à qui elle fera gagner du temps et qui vous replacera sur le terrain national ». Royer-Collard, le duc de Broglie, Mme de Broglie elle-même, sollicitaient également une entrevue (1). Mais le groupe ministériel avec son obsession du péril de gauche et sa rancune contre les doctrinaires, avait immédiatement accaparé le comte de Serre et c'est le 19 seulement, son siège fait, qu'il se rencontra avec ses anciens amis.

Leurs entrevues furent passionnées et inutiles. Le comte de Serre, tout en avouant que le projet gouvernemental n'était qu'un expédient, et mauvais sans doute, ne voyait plus d'autre solution ; il niait qu'il fût possible d'obtenir de la gauche les modifications nécessaires au prix du retrait du projet (2) ; il était plus obsédé de la crainte des révolutionnaires qu'effrayé du fanatisme des ultra. Il voyait son honneur engagé à ne pas abandonner ses collègues menacés à la Chambre. Ce sont ces sentiments qui se firent jour surtout dans son entretien avec Guizot, car les deux hommes se trouvèrent beaucoup plus proches qu'on ne pourrait le croire : « Ils se sont entendus sur tout », le comte de Serre confessa la même anxiété, le même doute de l'avenir que Guizot. Seulement ses souffrances, sa faiblesse physique lui interdisaient de se charger du pouvoir et de reconstituer le ministère. Les retours sur sa maladie, l'énergie mélancolique avec laquelle il entrevoyait que les combats à la tribune pouvaient lui coûter la vie, donnèrent à leur entrevue un tel caractère d'angoisse que Guizot, tout ferme qu'il fût et tout attaché à ne pas laisser percevoir ses émotions, avait, en la racontant à Mme de Rémusat, continuellement les

(1) *Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 432, 433.

(2) *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. II, p. 152, 153 ; lettre de Royer-Collard, 20 mai (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 435).

larmes aux yeux (1). Il y a dans les soubresauts de cette amitié, que la politique, dans quelques semaines, va briser, quelque chose de profondément émouvant.

Et pourtant cette grande pensée de rompre l'alliance du ministère avec la droite, de reconstituer, sous le commandement du comte de Serre et le patronage des doctrinaires, la coalition de gauche, et de procéder avec cette nouvelle majorité à quelques changements dans la loi électorale, faillit aboutir. Les doctrinaires avaient enfin réussi, dans la seconde quinzaine de mai, à couper en deux la gauche, d'un côté 20 députés irréductibles d'extrême gauche, de l'autre 45 environ avec le général Foy, Bignon, Delessert, Benjamin Constant consentant à s'agréger à la réunion Ternaux du centre gauche (2). Fort de ces éléments nouveaux de majorité, Royer-Collard, dans son discours du 29 mai, se disait prêt à une modification de la loi électorale ; le lendemain Camille Jordan précisait l'offre par un amendement où il faisait sien le système mis en avant depuis des mois par Guizot : le scrutin d'arrondissement ; aussitôt après le vote qui en ordonnait la discussion immédiate par 128 voix contre 127, le comte de Serre, sans avoir consulté ses collègues, faisait un pas à la rencontre de Camille Jordan et, au grand mécontentement de la droite, abandonnait le projet ministériel pour en revenir à l'ancien projet Serre-Brogie. Le plan doctrinaire paraissait réussir ; l'hostilité du reste du ministère arrêta de Serre sur cette voie, la défection de quelques députés provoqua le rejet de l'amendement à 5 voix.

Quelques jours après, tandis que les manifestations grondaient au dehors, les doctrinaires essayèrent une nouvelle transaction ; Guizot par lettre du 3 juin (3) proposa en leur nom au garde des Sceaux, une combinaison qui acceptait la division des électeurs en deux collèges d'arrondissement et de département, mais sans double vote, Royer-Collard se faisait fort d'y faire consentir le centre gauche ; Guizot suppliait encore de Serre de se rallier à eux : « Que si vos collègues veulent se faire les instruments aveugles d'une faction, ne partagez pas cette responsabilité.

(1) Mme de Rémusat à son mari, 20 mai (*Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 468).

(2) *Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 456.

(3) *Ibid.*, p. 438.

Voyez enfin si ce que vous allez obtenir à 2 ou 3 voix de majorité vaut ce qu'on vous offre ; et quant aux hommes, pensez-vous qu'il soit utile de vous séparer à jamais de ceux vers qui vous pouvez faire un pas aujourd'hui ? » Cette transaction était formulée par Courvoisier à la tribune en un amendement le 5 juin, et le 6, à la réunion Laffitte, la très forte majorité des députés de la gauche l'acceptaient, cinquante d'entre eux allaient se réunir au centre gauche (1). Le garde des Sceaux paraissait ébranlé : il ne se montrait pas hostile à première vue. L'acceptation représentait en réalité un choix, non entre deux textes législatifs, mais entre deux politiques (2). Or, les collègues du comte de Serre n'étaient disposés à abandonner ni l'alliance avec la droite, puisqu'ils lui faisaient convoquer Villèle et Corbière en consultation (3), ni la pensée d'une réforme électorale, puisque Pasquier se déclarait intransigeant sur la question du double vote et repoussait les avances de Camille Jordan (4). Le plan doctrinaire échouait, du moment que le comte de Serre, ne consentait pas à abandonner ses collègues. Le double vote, réincorporé dans la loi par l'amendement Boin, fut voté le 8 juin.

* *
* *

La raison de cette intransigeance du ministère était dans les émeutes qui répondaient à Paris aux violences des gardes du Corps, et les manifestations en province ; le gouvernement avait connaissance par un indicateur, d'une conspiration déjà nouée de concert avec des députés d'extrême gauche, tels que Lafayette ou Voyer d'Argenson, à l'insu des Benjamin Constant, des Périer, des Foy, et autres libéraux, à plus forte raison des doctrinaires et du centre gauche (5). Emporté par sa passion qui voyait hypocrisie de la gauche là où il y avait ignorance, le comte de Serre

(1) Lettre de Laisné de Villevêque à M. de Serre, 7 juin (*Correspondance du comte DE SERRE*, p. 466).

(2) Lettre de Ch. de Rémusat à sa mère, 8 juin (*Correspondance de Ch. de RÉMUSAT*, t. VI, p. 92).

(3) Billet de Serre à Corbière et à Villèle, 6 juin (*Correspondance du comte DE SERRE*, t. III, p. 464).

(4) Lettre de Pasquier au comte de Serre, 7 juin (*Ib.d.*, t. III, p. 469).

(5) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 390 à 394.

dénonça avec violence, le mot d'ordre de révolution, qu'à l'abri de leur immunité parlementaire les députés libéraux lançaient, disait-il, de la tribune : il détruisait tout possibilité de rapprochement. La dernière occasion d'arrêter la Restauration sur la pente dévalant à droite, s'évanouissait. Le dilemme entrevu par Guizot le 12 avril se posait en pleine lumière : réaction ou révolution.

Pour lui, avec le sentiment que la Restauration jouait sa partie décisive, il n'avait, de toute la discussion, quitté la tribune réservée aux membres du conseil d'État (1). Il avait suivi les débats avec passion, pénétrait dans la salle des conférences. Du jour où toute transaction était devenue impossible, il s'était mis à prêcher la résistance au gouvernement, il éprouvait son éloquence et la vivacité de sa dialectique sur les députés indécis : « Conduite intolérable, dit Pasquier, de la part d'un conseiller d'État ». De plus, ses relations suivies avec ces jeunes professeurs et ces étudiants, dont l'agitation avait été remarquée dans les écoles ou avait éclaté dans la rue, le compromettaient. La droite n'ignorait pas la part qu'il avait eue dans les négociations du comte de Serre avec la gauche et les doctrinaires ; elle n'admettait pas que le ministre poursuivît ses rapports avec ses anciens compagnons. Aussi, bien que la fin de la session ne fût à propos du budget qu'une lutte ardente, sans ménagements, de toute la gauche et des doctrinaires contre le gouvernement et particulièrement contre le ministre de la Justice, la droite exigea-t-elle dès les débuts de juillet (2) un gage éclatant de rupture. Après de longs combats intérieurs chez de Serre, des hésitations chez Pasquier, le gouvernement se décida à destituer les quatre conseillers d'État doctrinaires. La passion, exaspérée encore par la fatigue et la maladie sans doute, chez le comte de Serre était telle que son amitié ne fit aucune difficulté à sévir contre Guizot et Camille Jordan. Les formes parurent presque combinées pour rendre la mesure plus blessante et plus cruelle (3). Il les avertit le 17 juillet de leur révo-

(1) PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 433.

(2) Lettres de Villèle à sa femme, 2 juillet, 11 juillet (Comte DE VILLELE, *Mémoires et Correspondance*, t. I, p. 408 et 412). Cf. PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 430.

(3) Sur les conditions de la révocation cf. BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 444-448. *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. II, p. 167 ; GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 228 ; PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 431-437 ; BARANTE, *Royer-Collard*, t. II, p. 65.

cation par des lettres individuelles (1), lettre sèche et dure pour Guizot auquel on n'accordait même pas l'honorariat, à peine adoucie pour Camille Jordan, douloureuse pour Royer-Collard ; pour Barante (moins compromis dans l'opposition) une modification dans l'organisation des contributions directes permit de lui retirer sa direction et par là même sa place au conseil d'État ; on lui donna une compensation en le nommant ministre à Copenhague.

Les doctrinaires supportèrent le coup dignement. Royer-Collard rejeta par une noble lettre la pension qu'on lui offrait ; Camille Jordan répondit par quelques pages pleines d'ironie sarcastique, Guizot par quelques mots dédaigneux : « Je me félicite de n'avoir rien à changer à ma conduite ; demain, comme hier, je n'appartiendrai qu'à moi-même et je m'appartiendrai tout entier. » Il relevait avec fierté une erreur par laquelle on avait pris pour une pension sur le budget des Affaires étrangères ce qui n'avait été qu'une subvention accordée au *Courier* ; il exigea de Pasquier une rectification. Cette attitude froide et hautaine couvrait, non de la surprise, mais l'amertume profonde d'une affection déchirée, avec un certain mépris pour la lâcheté qui les immolait à la droite. Les doctrinaires n'échangèrent jamais une parole avec leur ami persécuteur. Particulièrement leur fut sensible à tous la brutalité commise envers Guizot, que la révocation rejetait sans fortune à la médiocrité d'un traitement universitaire de 4 500 francs partagés avec son suppléant : Royer-Collard, dont l'orgueil se satisfaisait de l'éclat d'une disgrâce, avouait à La Boulaye (2), que « la seule chose qu'il eût trouvée poignante », c'était cette disgrâce de Guizot « que de Serre en d'autres temps avait beaucoup plus caressé, beaucoup plus écouté qu'il ne lui convenait de le faire et qu'on ne l'y engageait ». Mme de Broglie en écrivait à Barante une lettre indignée (3) : « Il y a là-dedans une telle médiocrité de vues que cela me révolte, et vis à vis de Guizot

(1) On trouvera toutes ces lettres et les réponses dans la *Correspondance* du comte DE SERRE, t. III, p. 495 et suiv., celle de Camille Jordan, p. 525 ; Guizot a reproduit en appui de ses *Mémoires*, t. I, p. 471, la lettre de Serre et sa réponse ainsi que celle qui fut échangée avec Pasquier.

(2) Lettre de Froc de la Boulaye au comte de Serre, 22 juillet (*Correspondance* du comte DE SERRE, t. II, p. 536).

(3) Lettre du 21 juillet (*Souvenirs* de BARANTE, t. II, p. 448).

surtout. Il y a une abnégation du sort de ses amis, un sacrifice de leur existence qui me paraît sans exemple, j'en souffre beaucoup et je sens qu'il me sera insupportable de le revoir ».

Si quelque chose était de nature à consoler notre orgueilleux doctrinaire, avec le témoignage de ces amitiés, ce fut l'effet de stupeur, d'indignation ou de triomphe selon les partis : « J'ai encore assez de malice dans l'âme, écrit Guizot à Charles de Rémusat, en lui annonçant la nouvelle (1), pour me divertir de la peur que fait aux poltrons leur victoire ; je m'applique à leur prouver qu'ils ont eu raison de vaincre et qu'ils ont raison de trembler. Tout cela fait passer le temps jusqu'à des jours plus sérieux. Je n'ai qu'un chagrin, c'est de Serre ». Et avec cette ironie que les doctrinaires employaient volontiers pour parler d'eux-mêmes, il lui raconte l'affaire des pensions : « Vous pensez bien que l'insolence doctrinaire a frémi de se voir atteinte par l'insolence ministérielle et qu'elle s'est hâtée de grandir encore ». Puis l'homme d'action qui reprend la barre ajoute : « Au fait, nous voilà dans une position nette et j'espère que nous l'accepterons, nos amis y paraissent décidés et je ne négligerai rien pour les maintenir dans cette bonne voie. Nous verrons s'il est déjà possible de substituer l'opposition parlementaire à l'opposition révolutionnaire. Je n'en désespère point. »

IV

Cette disgrâce éloignait Guizot de toute participation aux affaires gouvernementales : il y reviendra ministre ; mais il y faudra dix ans et une révolution, toute une longue carrière remplie d'une activité d'un autre ordre.

Ces six années écoulées ont orienté sa vie. Son esprit, vide encore en 1814 des préoccupations politiques, s'est meublé peu à peu de toutes les idées, dont il lui reste à faire un système. Il est en possession des conceptions fondamentales du régime parlementaire : elles ont peu à peu éclos en lui sous l'action des événements. La première acquise a été en somme celle du régime

(1) VAL-RICHER, *Correspondance* : n° 83, de Guizot et de Rémusat.

électoral devant laquelle il a dû prendre position sous la première Restauration ; dès le retour du roi en 1815, il en adopte à la commission réunie par le ministère Talleyrand, les deux principes fondamentaux, l'élection directe (que déjà il préconisait dans une note le 19 mars 1814) et l'égalité des électeurs à 300 francs ; il collabore à leur succès dans la loi Lainé de 1817, en y ajoutant le collège unique de département ; la polémique contre les théories de Villèle l'a amené, dès la fin de décembre 1816, à bâtir une théorie du cens électoral fondée sur la capacité ; qu'il y ajoute, en octobre 1818, dans les *Archives*, le renouvellement intégral et l'abaissement de l'âge des députés, et sa pensée sur ce point est fixée pour toujours. Pourtant, faute d'admettre la souveraineté populaire, il n'a pas encore de théorie satisfaisante de la représentation nationale et s'il est partisan décidé du principe électif et de son application qu'à partir de 1816 il veut de plus en plus large dans les institutions, il reste là devant un fait admis, non justifié.

La première Restauration l'avait mis en présence du problème de la liberté de la presse ; sur ce point, il a flotté davantage. Ses brochures de 1814 le montrent très loin encore d'en comprendre la signification et les conditions, puisqu'il accepte et défend délibérément la censure. L'année 1816 et le début de 1817, les procès intentés aux journaux et la polémique qu'ils excitent, font son éducation ; dès le début de 1817, il veut évoquer les délits de presse devant le jury. En septembre de la même année, il en est arrivé à condamner sans restrictions la politique et les conceptions jusque-là suivies, à reconnaître dans la presse l'action de l'opinion sur l'autorité, à réclamer pour elle la garantie d'un statut légal. En décembre 1818 il a rejoint Benjamin Constant ; il ne conçoit plus, qu'il y ait des délits de presse et dans l'année 1819 travaille avec le duc de Broglie à faire passer ces théories dans la législation.

Les rapports des pouvoirs publics sont la clé de voûte du régime constitutionnel. Le gâchis où s'ébattait le gouvernement de la première Restauration, l'a convaincu dès décembre 1814 de la nécessité des ministères homogènes ; sans soupçonner encore le jeu parlementaire, il aperçut également que le ministre doit retremper sa force dans la Chambre élective. Mais, toujours lié par le texte même de la Charte, en défiance d'une chambre ultra-

royaliste ardente à réclamer la réalité du pouvoir, il lui dénie encore en 1816 dans ses commentaires d'Ancillon, l'initiative législative. Cependant dans ses notes sur la Charte, dans sa première brochure sur le gouvernement représentatif, s'il ne s'est pas encore élevé à la théorie du ministère responsable, il aperçoit pourtant la fusion des trois pouvoirs : royal, ministériel et parlementaire comme l'avenir auquel tendent les institutions représentatives. L'étude, à la demande de Lally-Tollendal en novembre 1816 et de Pasquier en février 1817, de la procédure du jugement des ministres devant la cour des Pairs, en précisant le sens de la responsabilité au double point de vue juridique et politique, éclaircit pour lui cette notion fondamentale des rapports des ministres et des Chambres : il ne dissocie plus dès lors l'existence du cabinet de la nécessité d'une majorité parlementaire et, si la question du choix obligatoire des ministres au sein de cette majorité n'est pas ouvertement posée en axiome, les articles des *Archives* au début de 1818 laissent entendre clairement que la force des choses, la nature des institutions représentatives instaureront fatalement en France le régime anglais ; déjà, sans ambiguïté, il voit dans l'organisation de la majorité une des règles du fonctionnement du gouvernement représentatif et il a déjà armé la Chambre de la plénitude de ses droits d'initiative et d'amendement.

A résoudre les questions que soulevait chaque jour l'organisation du gouvernement libre, de nouveaux développements s'ouvraient devant sa pensée. Ainsi de la question des libertés individuelles : ayant débuté par le régime des lois d'exception, il tente à la fin de 1816 de faire sortir de la loi sur la responsabilité des ministres, une sorte de charte juridique des libertés personnelles et réclame depuis lors un *Habeas Corpus* français. Ainsi de la réforme administrative : jusqu'en 1816, il se montre hostile à toute décentralisation ; dans l'exposé des motifs de la loi électorale de 1817, on voit poindre l'idée d'une application du suffrage aux administrations locales et le grand article des *Archives* en octobre 1818 développe un programme de réforme qui ne laisse rien à désirer en précision et en libéralisme.

Quel principe a donc présidé à cette éducation progressive ? Y faut-il voir le développement organique et logique d'une pensée qui s'élançant d'un postulat en a successivement déroulé les

corollaires, ou qui, partie d'un dogme et armée d'une méthode, a systématiquement exploré et éclairé le domaine politique? Nullement. Est-ce plutôt l'image d'un pays, dont son admiration cherche à transposer en France les institutions modèles? Non, il n'est pas encore occupé de l'Angleterre; à peine dans ses notes trouve-t-on quelques faits empruntés à son histoire, quelque consultation demandée à des spécialistes ou correspondants, s'il s'agit de la procédure du jugement des ministres par exemple. Guizot ne s'inspire pas encore de la constitution britannique. Il a vécu, il s'est formé sous la pesée des événements : ils l'ont dominé et mûri. « La force des choses » est le principe auquel obéit ce doctrinaire, c'est-à-dire qu'il se borne à tirer les conclusions logiques et intelligentes d'un fait ou d'une situation : du système à base d'opportunisme, de la méditation sur de l'expérience. Il n'est point seul dans ce cas : tous ses compagnons sont partis de la même ignorance et se sont instruits des mêmes leçons ; mais l'interprétation et la suite qu'ils leur ont données, n'ont pas été pour tous les mêmes. Sur toutes les questions politiques, dans tous les domaines, Guizot a avancé d'un pas plus délibéré et plus rapide, et avancé plus loin ; successivement il a laissé derrière lui Montesquiou, puis Pasquier, Lainé et Lally-Tollendal, puis Royer-Collard, puis Decazes et de Serre, même dans les derniers temps Broglie et Barante. Il n'a pas connu leurs hésitations, leurs haltes ou leurs retours en arrière. Et par l'autorité naturelle et l'exemple d'une volonté dogmatique, non seulement il va, mais souvent il entraîne.

Ainsi c'est à la politique, non à la doctrine, qu'il faut nous adresser pour comprendre cette formation et toute cette évolution. Écoutons-le au lendemain de sa disgrâce : « Le gouvernement représentatif n'est point comme la légitimité, impartial et neutre de sa nature. Il appartient à qui l'a voulu, à qui l'a conquis. C'est un instrument de triomphe, une place de sûreté. Si cet instrument tombe aux mains des ennemis, si la place est livrée aux assaillants, tout est changé ; ce qui était garantie, devient péril... Les institutions ne sont rien par elles-mêmes : ce n'est point pour elles qu'on les veut ; elles ont un but déterminé, une utilité pratique ; ce sont des moyens d'attaque ou de défense, et lorsque le pouvoir qui est le centre et le moteur de toutes les insti-

tutions, a été envahi par des adversaires, une seule chose est urgente c'est de le reconquérir (1) ». Paroles de défi qui échappent à l'homme d'action, privé de la victoire, non de ses armes ni de la volonté de combattre, mais qui éclairent singulièrement une physionomie. En effet une lutte a dominé pour Guizot ces six années : ce sont ses conditions et ses épisodes qui l'ont formé, qui ont fait naître et développé ses idées politiques : la lutte contre le parti de l'Ancien Régime. A la lumière de ce combat tout s'éclaire. Il en a eu le pressentiment dès l'origine et l'a dénoncé dans son mémoire de 1814, il en a vu la menace grossir pendant toute la première Restauration, il a visité le camp ennemi et pénétré ses desseins à Gand ; pendant plus d'une année jusqu'au 5 septembre 1816, il fut tout à la lutte ardente, débusquant les ultra de leurs places administratives ou judiciaires, forgeant pour sa part et tournant contre eux et contre leurs associations des armes d'exception, engageant parfois son ministre au delà de sa volonté. Puis, quand l'ordonnance de dissolution de la Chambre introuvable a asséné à ses adversaires un coup mortel, c'est d'abord contre un retour de leur offensive qu'il va chercher un rempart dans les institutions libérales : la polémique lui enseigne les conditions de la liberté de la presse ; la nécessité de les vaincre par le suffrage fixe sa doctrine électorale dans la recherche de conditions de capacité également éloignées, à la fois par leur libéralisme et leur caractère bourgeois, de l'aristocratie et d'une démocratie qui ne serait alors que le nombre au service des nobles et des prêtres. La nécessité de défendre la France nouvelle contre le sursaut de l'ancien régime, l'incline à placer le centre de gravité du pouvoir dans l'union du ministère et de la Chambre. Dans tous ses gestes, dans toutes les déclarations de cet obstiné lutteur on trouverait l'obsession des ultra à vaincre ou à achever.

Mais, il est une logique et une séduction dans la voix de la liberté, qui, une fois passé le péril imminent qui l'avait conduit sur cette route, entraînèrent Guizot toujours plus loin vers le progrès libéral : c'est à la fin de juillet 1817 et dans le courant de 1818 que, sans perdre jamais de vue le côté droit de l'horizon politique où gronde toujours la menace ultra-royaliste, il cède

(1) *Du gouvernement de la France..... 1820, p. 211-212.*

avec complaisance au nouveau courant ; la campagne des *Archives philosophiques* montre le début du mouvement et c'est d'une âme moins obsédée, d'un cœur plus désintéressé des soucis de la lutte, avec une foi et une ardeur neuves, qu'il s'attache en 1819 à réaliser cette collaboration de la nation et du gouvernement. Or, brusquement, en pleine marche, ses amis à la fin de l'année s'affolent d'un péril nouveau, qu'ils croient apercevoir sur la route ; il les voit se retourner imprudemment vers la droite : il essaie dans son *Courier* de maintenir énergiquement la barre dans la direction choisie ; après l'assassinat du duc de Berry, dégagé par sa démission des responsabilités et des contraintes, il fait effort, de toute son angoisse, de toute sa rage, pour retenir le seul de ses amis qui reste au pouvoir, dans la panique qui jette le gouvernement constitutionnel aux bras de ses adversaires. Il y succomba.

Il n'y avait pas cependant en lui le seul homme d'action qui lutte ; il y avait le méditatif, un philosophe qui n'est pas satisfait de simplement saisir des armes et de combiner des ruses. Dès 1816, commentant Ancillon, il proclamait que l'homme d'État ne devait pas se livrer au hasard, qu'il fallait à un gouvernement une doctrine politique, une philosophie sociale et une morale. En 1819, quand il travaille aux réformes constitutionnelles, il commence à étayer ses projets pratiques de réflexions abstraites. Mais dans ces années si remplies des événements, la doctrine a eu tort, les faits l'ont reléguée à l'arrière-plan. Elle va prendre sa revanche, et les rôles vont se transposer ; la disgrâce crée les loisirs nécessaires à la méditation. Si Guizot continue, et de toute son ardeur, la lutte et l'œuvre auxquelles il s'est dévoué depuis 1814, il va les élever au-dessus des contingences et les porter dans le domaine de la spéculation.

LIVRE III

OPPOSITION (1820-1829)

CHAPITRE IX

GUERRE DE PLUME (1820-1822)

I. *Guizot après sa révocation.* — Les difficultés de sa situation : la vie à la campagne. Résultat de ce recueillement. — II. *Attaque à la contre-révolution.* — Le pamphlet *Du gouvernement de la France après la Restauration et du ministère actuel*, 1820 : situation au moment de la publication. Les théories et les critiques qu'il contient. Polémiques soulevées par cette brochure. — III. *Guizot et le mouvement révolutionnaire.* — Les mouvements révolutionnaires en Europe : l'enthousiasme de Guizot pour eux. Sa lettre du 4 mai 1821 à un révolutionnaire espagnol. Les conspirations en France. La première organisation libérale et le complot de 1820 ; publication par Guizot *Des conspirations et de la justice politique* (février 1821). La Charbonnerie et les complots de 1821-1822 ; publication par Guizot *De la peine de mort en matière politique* (juin 1822). Effort pour enrôler Guizot dans le mouvement des sociétés secrètes. — IV. *Début d'une polémique nouvelle.* — L'ouvrage *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France* (octobre 1821). La polémique contre le ministère. Établissement d'une doctrine de gouvernement et d'une doctrine d'opposition. Les grandes conclusions politiques auxquelles est parvenu Guizot. — V. *Changement d'attitude.* — Lassitude de Guizot devant les résultats négatifs de ce genre d'opposition. Tâche nouvelle à laquelle il va se vouer.

I

Cette révocation brutale, si elle donnait à l'orgueil de Guizot la satisfaction consolante de mesurer au triomphe de ses adversaires et aux sympathies de ses amis l'importance que quelques années

avaient suffi à lui acquérir dans le monde politique, le rejetait à la vie difficile d'homme de lettres. Il n'avait encore donné en librairie que la menue monnaie de son talent, aucun de ces ouvrages dont la vente survit à l'opportunité. Dans les lettres qu'aux rares moments d'absence il échangea pendant ces années 1820 et 1821 avec sa femme, résonne plus d'une fois l'écho de ces difficultés d'argent : discussion des conditions faites par les éditeurs, projets de publications à longue échéance, déception d'occasions manquées, regret parfois que la notoriété d'aujourd'hui interdit les simples travaux de librairie de jadis (1). Comme en 1812 Gibbon, il réédite Rollin en l'accompagnant de notes (2) ; il donne, en le doublant, une seconde édition de son *Dictionnaire des synonymes* (3). Mme Guizot reprend ses romans et ses contes moraux (4) ; elle revoit la traduction de Shakespeare par Letourneur et, lui, écrit une *Etude de Shakespeare et de la poésie dramatique* (5). Cette gêne donne toute leur valeur à l'indépendance que Guizot entendra garder, aux leçons de politique qu'il professe, au risque de révocation nouvelle, du haut de sa chaire de Sorbonne, à la vigueur de son opposition. D'autant que tout le monde dans sa famille ne perdait pas l'espoir d'une réconciliation avec le gouvernement : « L'idée de Théodore, lui écrit un jour sa femme de son beau-frère (6), est, je le vois bien (et à un point qui m'étonne), que tu dois rentrer dans les affaires ; et tout ce qui écarte cela, qu'il ne regarde nullement comme difficile, lui est désagréable. Je lui ai dit hier, parce que nous avons parlé à fond de ce qui m'intéresse, que cela était impossible tant que durerait ce ministère-ci, à moins qu'il ne changeât de marche à tel point qu'il ne serait plus lui-même et ne pourrait tenir. J'ai ajouté, ce que je suis bien aise qu'on sache, que nous étions persuadés que cela durerait long-

(1) De ces lettres qui subsistent au VAL-RICHER, Mme de Witt a publié quelques-unes ou partie de quelques-unes dans *M. Guizot dans sa famille et avec ses amis* ou *Lettres de M. Guizot à sa famille et à ses amis*. Cf. sur ces préoccupations par exemple la lettre de Mme G. dans le premier de ces ouvrages, p. 64-65.

(2) Paris, Lequien 1820 et années suivantes, 30 volumes et un atlas.

(3) 1822, 2 vol. in-8°.

(4) *L'Ecolier ou Raoul et Victor*, 4 vol. in-12, 1821 ; *Nouveaux contes*, 2 vol. in-12, 1823.

(5) 1822, Paris, Ladvocat, in-8°.

(6) VAL-RICHER, *Correspondance avec Mme G., née de Meulan*, n° 47.

temps et très décidés à nous arranger pour n'en être ni gênés ni troublés. »

Pour le moment, il fallut quitter Paris (1), n'y garder qu'un pied-à-terre dans une maison amie, accepter l'hospitalité que Mme de Condorcet offrit dans une petite maison de campagne à Meulan. Dans cette *Maisonnette*, qui, à mi-coteau, dominait la petite ville, ses deux églises et son vieux pont, plongeant sur la Seine, sur ses îles, ses prés et ses peupliers, en face de ces horizons si calmes et si fins avec leurs plans amenuisés et bleuis par le lointain, Guizot, assez isolé puisqu'il fallait quatre heures de voyage pour y atteindre, soustrait à la fièvre de ce Paris qu'en dix-sept ans il n'avait quitté que pour deux courts séjours à Nîmes et son « émigration » de Gand, tandis que s'agitait la première conspiration sérieuse du mois d'août 1820, se recueillit. Il y connut le tranquille bonheur de ne vivre que pour sa femme, pour son fils et lui-même, et quand il lui arriva de rentrer pour quelques jours à Paris, cette agitation politique lui pesait. Il avait apporté avec lui une partie de la bibliothèque des Condorcet et en l'installant y trouvait la lecture et la documentation que complétaient les envois de ses amis. Il aimait à errer dans le jardin anglais contourné et touffu qui entourait la maison, dans les bois qui escaladaient le coteau : « On me reproche, écrivait-il à Fauriel le 12 août (2), de ne pas aimer à faire de longues courses hors du jardin et j'avoue que je ne connais rien de plus doux que de me coucher sur le gazon ou de lire à l'ombre lorsque je veux me mettre à travailler une heure après... On est si bien (ici). Je doute seulement que les moineaux se réjouissent autant de notre séjour ; j'ai trouvé un fusil avec lequel je fais quelque dégât parmi eux ». Ses amis Broglie ou Rémusat les venaient voir et les trouvaient « quoique tout occupés du monde et de l'avenir... très gais et très tranquilles ; ils ne ressemblent pas plus à des disgraciés qui rongeraient leur frein et maudiraient leur retraite, qu'à de faux philosophes qui déclameraient contre la société et qui, en prenant d'éternels engagements de solitude et d'obscurité, donneraient leur rancune pour du déta-

(1) Note de Guizot accompagnant sa correspondance avec sa femme (VAL RICHER, dossier cité). Cf. *Mémoires*, t. I, p. 290. Cf. GUILLOIS, *la Marquise de Condorcet*, p. 186, 221.

(2) *Nouvelle Revue*, t. XIII, 1901, p. 351.

chement. Ils jouissent du présent, de l'indépendance, du grand air, du soleil (1) ». Guizot y écrivit sa première brochure politique, y prépara son cours de Sorbonne. Il regagna Paris à la fin de novembre pour la rentrée de la Faculté : « Je l'ai trouvé plein d'âme, de vigueur, d'énergie, écrit Mme de Broglie dans son journal (2)... La disgrâce a ajouté à ce qu'il y a de bon dans son caractère. Sa fierté et sa noblesse ressortent plus que jamais ».

Dans sa vie de labeur et de lutte, cette moitié de 1820 et les deux années qui suivent, marquent une sorte de détente, coupées de quelques mois de repos passés en été chez son beau-frère, le général de Meulan, au Bois-Milet, près de Montereau. Et voilà que cet infatigable batailleur de la politique, cet intellectuel passionné de la discussion, connaît tout à coup la satiété de la vie sociale : « Bonheur à part, je quitterai très volontiers Paris pour le Bois-Milet : pendant quelques jours j'ai pris plaisir à en voir la physionomie et à causer ; mais je prends un dégoût inexprimable pour la parole inutile... J'aime bien mieux la conversation des arbres, du vent, du soleil, des nuages (3) ». Moments de pessimisme et besoins de silence qu'ont connus tous les grands travailleurs.

Ce recueillement a laissé des traces dans son œuvre. Tout en inaugurant de nouvelles études, son esprit obéissant à l'élan qui l'avait jeté dans la vie publique, poursuit ses efforts politiques. Mais comme de moins en moins il peut s'agir de résultats immédiats, la préoccupation du moment cède au besoin de la méditation, la polémique à la doctrine. Guizot va réfléchir sur l'origine historique, sur les tenants philosophiques des idées dont il s'est armé au cours du combat ; il va tenter d'en faire un système. D'autre part, débarrassé des besognes administratives ou des travaux parlementaires, le théâtre purement politique va paraître au protestant habitué à regarder l'aspect moral des choses, vide

(1) Lettre de Ch. de Rémusat à sa mère, 8 septembre 1820 (*Correspondance de REMUSAT*, t. VI, p. 513).

(2) 24 novembre, *Souvenirs du duc DE BROGLIE*, t. II, p. 185-186.

(3) Cité par Mme DE WITT, *M. Guizot*, p. 79 et *Mémoires*, t. I, p. 293 où la citation est légèrement arrangée. Cf. dans une lettre à Barante du 21 mai 1822 datée du Bois-Milet : « Pour moi je me trouve à merveille dans le repos où je vis et j'y passerais volontiers un an. Paris m'a ennuyé cet hiver : je prends une grande aversion du mouvement sans but et de la parole sans dessein. J'aime mieux attendre que remuer en ne marchant pas. » (*BARANTE, Souvenirs*, t. III, p. 6).

ou insuffisant ; quand Guizot reprendra la tâche, il en élargira singulièrement le domaine.

II

Mais ce n'est pas au lendemain de la défaite, les armes encore à la main, qu'un homme de combat abandonne la lutte. Guizot la poursuivit sans presque reprendre haleine : dès le 12 septembre il rentrait à Paris pour communiquer à ses amis un manuscrit qu'il venait de terminer et en octobre, par un livre de plus de trois cents pages : *Du gouvernement de la France depuis la Restauration et du ministère actuel* (1) faisait sa rentrée sur la scène politique.

C'était une machine de guerre lancée en pleine campagne électorale sur le parti ultra-royaliste (2). Les espérances et les desseins, clairement avoués, de celui-ci se fortifiaient d'incontestables succès : la loi du double vote et la loi de censure lui assuraient l'avenir ; la répression des émeutes spontanées de juin et l'échec de la conspiration du 19 août marquaient sa force présente ; les révocations de fonctionnaires et d'officiers, la poursuite devant la cour de cassation du procureur de Nîmes, Madier de Montjau, coupable d'avoir dénoncé le gouvernement occulte du comte d'Artois, les procès intentés aux publicistes Cauchois-Lemaire, de Jouy et même à l'abbé de Pradt soulignaient la tutelle où il réduisait le ministère. Dans ses journaux, fort de la partialité évidente de la censure (3), il ne prenait même plus le masque de la soumission à la Charte. Toute la machine gouvernementale et administrative fonctionnait à son profit. La lutte, quoique inégale était fièrement acceptée par la gauche : Decazes, inquiet de la conjuration d'août, s'était en vain efforcé de rapprocher ses amis du ministère. La réponse de Camille Jordan témoigna qu'il n'y avait plus rien de com-

(1) Registre du dépôt légal, 1820, *Archives nationales*, F¹⁸II, 7, n° 2644, Paris, Ladvocat, in-8°, 1820, p. vi-324 (une préface datée du 28 septembre et deux notes). Bibliothèque nationale, Lb⁴⁸ 1762.

(2) Cf. Tableau de la situation politique au moment des élections de 1820 dans DUVERGIER DE HAURANNE, t. VI, chap. xxii, p. 1 à 66.

(3) Sur le fonctionnement et les résultats de la censure, cf. CRÉMIEUX, *la Censure politique en 1820-1821*.

mun entre les doctrinaires et le ministère (1), le duc de Broglie se fit à la Cour des Pairs le sauveteur des députés compromis dans la conjuration (2) ; et c'est à Benjamin Constant, aussi bien qu'à Royer-Collard et à Barante, que Guizot alla montrer son manuscrit (3). Son livre n'est qu'un entre plusieurs : les libéraux remplaçaient par des brochures les journaux que la censure leur interdisait : Stanislas de Girardin et Jay, Kératry et Benjamin Constant bataillèrent comme lui pour les élections, mais son succès les rejeta dans l'ombre et la polémique s'acharna sur lui.

* * *

Il y retraçait d'abord, en quelques chapitres, la marche de la Restauration jusqu'au moment présent, puis analysait les données politiques et le programme qui s'imposait à la monarchie. La première partie malgré l'âpreté du ton, est véritablement d'un historien, claire dans l'exposé, juste et solide dans l'argumentation. La formation du ministère Richelieu-Serre a brisé la ligne politique suivie depuis le retour du roi : de 1814 à 1820, au milieu d'oscillations, d'erreurs, sous des titulaires divers, le gouvernement « a constamment fait la guerre avec et pour la France de la Révolution contre le parti ennemi » ; chaque ministre remplacé, chaque ministère nouveau marquait un progrès dans la cause libérale : les grandes mesures législatives ou gouvernementales répondaient aux coups du parti ultra-royaliste contre l'administration (4). En 1820, volte-face complète. Le pouvoir a subitement changé de camp ; « il a constamment agi, parlé, voté, avec les amis publics ou secrets de l'ancien régime ». Son attitude à la Chambre, la brutale répression des troubles de juin, le bouleversement du personnel administratif ont montré les ministres prisonniers de la droite : « la contre-révolution a la main sur eux ; elle ne lâchera pas prise ; elle les remorquera avec plus ou moins d'efforts, mais elle les traîne à sa suite. Les factions sont bien plus habiles, bien plus

(1) Cf. son analyse dans DUVERGIER DE HAURANNE, t. VI, p. 34-35. Voir également la lettre de BARANTE, t. II, p. 458.

(2) *Souvenirs* du duc de BROGLIE, t. II, p. 195 à 206.

(3) Lettre à sa femme, du 14 septembre (VAL-VICHER, *dossier cité*).

(4) Chap. II, de 1814 à 1820, p. 9-94.

actives, bien plus vivaces que les ministères ; elles ne servent que celui qui les sert ; elles le brisent, quand il ne les sert plus (1) ». Moins de trois mois après, la chute du cabinet Richelieu donnait raison à cette prédiction.

Guizot parle aujourd'hui en homme de gauche de la politique à laquelle il a collaboré six ans. Sa pensée n'a plus une hésitation, plus une obscurité. Du point d'arrivée où sa marche plus rapide et plus directe que celle de ses amis l'a conduit, les détours, les stations, les chemins qui s'égarent, le temps perdu, lui apparaissent ; il est dédaigneux pour les timidités du ministère Richelieu, en lutte contre la Chambre introuvable (2), sévère pour la marche tâtonnante après le 5 septembre 1816, pour les projets de loi conçus « sous l'empire de cette idée fatale, qu'il fallait non pas accorder tout ce qui était nécessaire, mais retenir tout ce qu'on ne serait pas forcé d'accorder (3) ». « Je les blâme de n'avoir pas compris qu'il fallait fonder la liberté pour assurer le trône et que le triomphe plein, définitif, éclatant d'un principe constitutionnel était un rempart nouveau, élevé au profit de la royauté légitime (4) ». Ce n'est pas qu'il réserve sa complaisance pour les œuvres de ses amis : le ministère Dessolles-Decazes n'a pas su sortir de « l'ornière », comprendre que « sous le système représentatif, la formation du ministère doit être l'organisation complète et forte de l'opinion qui prévaut dans les Chambres et dans le pays (5) ». Il a le ton ironique de Benjamin Constant pour l'opportunisme mesquin du ministère qu'on avait appelé doctrinaire, et pour la conversion de la peur après les élections de 1819. Guizot a réfléchi : l'échec du royalisme modéré aux élections de 1818 et de 1819, il l'explique par les inquiétudes nationales devant la marche trop hésitante du gouvernement ; quand jadis on y découvrait la conjuration des forces hostiles à la dynastie, il n'y voit même pas la volonté d'abattre le ministère, mais celle de dompter le parti de l'ancien régime et

(1) Chap. II, de 1814 à 1820, p. 132, tout le chapitre III : *De 1820 et du ministère actuel*, p. 95-135.

(2) Page 15. « On eût dit qu'il aimait mieux se défendre timidement contre une majorité ennemie, que de faire ce qu'il eût fallu pour rallier et garder la majorité. »

(3) Page 34.

(4) Page 35.

(5) Page 61.

d'élever contre ses tentatives ou ses espérances d'insurmontables barrières. Si l'élection de l'abbé Grégoire fut une insulte et une faute, il se refuse pourtant à exagérer le péril : « Nous sommes singulièrement timides et enclins à voir l'esprit de désordre là où éclatent seulement le mouvement des masses et l'ardeur naturelle aux partis (1) ». Visible déjà dans les *Archives*, plus nette au *Courrier*, cette tendance de Guizot à pousser vers la gauche s'accroissait ; des confins de la droite il avait glissé aux confins de la gauche : les derniers événements, loin de l'arrêter sur la route, l'ont installé en pleins rangs de la gauche.

L'horizon s'élargit : il rattache le problème actuel à toute l'histoire de la France. Il discerne dans la rivalité des deux partis de droite et de gauche un épisode d'une lutte gigantesque, séculaire, la lutte de deux classes sociales, qui formaient comme deux peuples superposés en France, le peuple des opprimés et le peuple du privilège : « La Révolution a été une guerre, une vraie guerre, telle que le monde la connaît entre deux peuples étrangers. Depuis plus de treize siècles la France en contenait deux, un peuple vainqueur et un peuple vaincu. Depuis plus de treize siècles le peuple vaincu luttait pour secouer le joug du peuple vainqueur. Notre histoire est l'histoire de cette lutte. De nos jours une bataille décisive a été livrée. Elle s'appelle la Révolution (2) ». Dans une phrase assez équivoque où l'on pouvait voir le dessein d'établir une filiation historique, il montre ces deux races distinctes, ces deux situations sociales se perpétuant sous la physionomie commune de la nation : « Francs et Gaulois, seigneurs et paysans, nobles et roturiers (3) ». La Révolution a changé de camp la victoire : par la Charte, les Bourbons restaurés ont pris parti pour les vainqueurs : « Le roi se fit, par ce seul acte, le chef des conquérants nouveaux. Il se plaça dans leurs rangs et à leur tête, s'enga-

(1) Chap. III, *De 1820 et du ministère actuel*, p. 79 et 80.

(2) Page 1.

(3) Page 2, dans sa préface, craignant une interprétation abusive, il s'en expliquait : « Je n'ai point entendu établir une filiation historique ni supposé que le double fait de la conquête et de la servitude s'est perpétué constant et identique à travers les siècles. Une telle assertion serait évidemment démentie par les réalités, » etc... Mais il n'en maintenait pas moins le fait de la superposition de deux classes sociales restées l'une en face de l'autre en position de combat (p. III et IV).

geant à défendre, avec eux et pour eux, les conquêtes de la Révolution qui étaient les leurs (1) ». Mais le peuple des oppresseurs ne sut pas se résigner à la défaite et n'a pas cru à la défection de son roi ; le régime représentatif en lui fournissant les armes de la liberté, le 20 mars en exaspérant ses haines, lui permirent de relever la tête, de se cacher sous le masque d'un parti politique et de poursuivre, sous le couvert de la lutte pour la conquête du pouvoir parlementaire, la revanche du privilège. Guizot recule ainsi jusqu'à l'origine de l'histoire nationale ce qu'on affectait de réduire à une dispute d'intérêts et de places. Dans la seconde partie de son ouvrage il se demande alors si « la Révolution » (ainsi nomme-t-il le peuple de la roture, vainqueur depuis 1789) est vraiment incapable de fonder un gouvernement, si « la contre-révolution » est compatible avec la Charte et la monarchie constitutionnelle (2).

La Révolution a été une revanche, mais elle a voulu davantage que la conquête : « Elle se proposait d'introduire la justice, c'est-à-dire l'empire de la loi morale, dans les relations des citoyens entre eux, dans celles du gouvernement avec les citoyens (3) » ; elle a des intérêts à assurer, mais aussi un besoin de justice à satisfaire. Voulant tenir pour acquis les grands intérêts consacrés par la Charte, Guizot recherche si, hors d'eux, il existe vraiment dans les forces que l'on prétend hostiles à la monarchie constitutionnelle, des éléments d'anarchie : dans le monde du commerce et de l'industrie, dans la masse des paysans petits propriétaires, dans cette jeunesse ardente dont on effraie le roi, il voit au contraire un appui naturel pour tout gouvernement qui s'abstiendra d'inquiéter leurs intérêts et leurs aspirations. S'agit-il des ennemis de la dynastie, il n'aperçoit pas de péril républicain ; les bonapartistes lui paraissent plus dangereux, car « il y a là une religion, une légitimité, une source de préjugés, de sentiments, de regrets, de désirs qui n'est point tarie », mais « c'est par les intérêts nouveaux eux-mêmes qu'il faut les combattre, c'est avec l'aide du parti national qu'on peut les vaincre (4) ». La Révolution peut donc former la

(1) Chap. III, *De 1820 et du ministère actuel*, p. 3.

(2) Chap. v, *De la Révolution*, p. 138-167, et chap. VI, *De la contre-révolution*, p. 168-200.

(3) Page 139.

(4) Pages 162 et 163.

base d'un solide gouvernement, mais « tout pouvoir qui, volontairement ou involontairement, à mauvaise intention ou par malhabileté, n'acceptant pas ou ne comprenant pas la Charte, refusera ou ignorera les moyens d'action, d'influence, de stabilité qu'elle lui fournit, sera incapable de gouverner la France (1) ».

Guizot accable au contraire la contre-révolution d'arguments massifs, dénonçant par des paroles dures la vanité des forces qu'elle veut mettre en ligne, la cour, la noblesse des départements, « ces tyrannies de petite ville, ces insolences de village, cette nuée de hobereaux obscurs, suscités tout d'un coup dans la France entière pour la vexer, la menacer, faire l'angoisse de leur campagne ou l'humiliation de leur quartier » (3), le clergé dont on compromet l'influence au fatal dommage de la religion et de l'État, quand on en veut faire un instrument de réaction ; l'ancienne aristocratie n'est plus qu'une ingouvernable force de destruction ; « son besoin, son travail aujourd'hui, c'est de détruire. Il faut, avant tout et à tout prix, qu'elle démolisse la Révolution (4) ». Comment fonder un gouvernement sur des passions acharnées à saper les bases mêmes de la société ? Que Guizot montre ensuite dans la légitimité (5) une institution neutre par nature, payant en 1792 de sa chute la funeste erreur d'avoir lié sa cause à celle de l'ancien Régime, mais ayant su se dégager en 1814 par la Charte de cette compromettante alliance, et son raisonnement s'achève, qui représente la monarchie et la Révolution comme des alliées naturelles appelées à joindre leur force conservatrice pour défendre la société moderne des fureurs révolutionnaires de la contre-révolution.

Guizot terminait son ouvrage en examinant la situation au double point de vue des élections et de la politique extérieure (6). Convaincu que le ministère Richelieu ne survivrait pas aux élections, la majorité n'en pouvant sortir que contre-révolutionnaire ou libérale, il donnait comme mot d'ordre au « parti national »,

(1) *De la Révolution*, p. 166.

(2) Page 180.

(3) Page 184.

(4) Page 169.

(5) Chap. VII, *De la légitimité*, p. 201-212.

(6) Chap. VIII, *Que le ministère actuel ne saurait subsister*, p. 215-240 : chap. IX, *De l'état actuel de la France envers l'Europe et de l'Europe envers la France*, p. 241-280.

tout en évitant la faute de patronner un Grégoire, de n'accepter que des candidatures claires et décidées : « Nous ne sommes plus aux jours des ménagements et des complaisances ; nous avons besoin d'esprits arrêtés et qui sachent bien ce qu'ils veulent et le veuillent avec courage (1) ». Il affichait d'ailleurs l'optimisme et, prévoyant que la contre-révolution aux abois ferait peut-être, comme aux temps de la *Note Secrète*, appel à l'étranger, il s'efforçait de prouver que la situation en 1820 n'offrait rien qui pût justifier une attitude des cabinets étrangers différente de leur politique d'encouragements au libéralisme en 1814.

Sa conclusion (2) plaçait délibérément dans les Chambres le centre de gravité du pouvoir : « Contester aux Chambres une influence décisive sur la formation du ministère... c'est refuser le gouvernement représentatif (3) ». Le principe le commande, mais aussi l'intérêt : « Voulez-vous annuler l'influence de la cour, déjouer les tentatives contre-révolutionnaires, les intrigues, les sociétés secrètes et toutes les manœuvres de ce parti ? Voulez-vous délivrer la France de ce fantôme qui l'agite, et le trône de ce joug qui l'expose à tant de périls ? Les Chambres seules peuvent procurer le ministère qui tentera cette œuvre et fournir à ce ministère les forces dont il a besoin pour l'accomplir (4) ». Or, là était la tâche urgente. Il resterait ensuite à développer le régime de la Charte, à doter les Chambres de l'initiative des lois, abaisser l'âge d'éligibilité, établir le renouvellement intégral ; mais « aujourd'hui et au milieu de la lutte si vive de la France nouvelle et de la contre-révolution, c'est de cette lutte elle-même que nous devons surtout nous occuper. Tout doit être subordonné au besoin de la soutenir avec succès (5) ».

*
* *

Depuis la *Monarchie selon la Charte* de Chateaubriand, aucun écrit politique, au dire de Duvergier de Hauranne (6) n'avait fait

(1) *Que le ministère actuel ne saurait subsister*, p. 230.

(2) Chap. x, *De l'influence des Chambres sur la chute et sur la formation du ministère*, p. 281-295.

(3) Page 283.

(4) Page 285.

(5) Page 293.

(6) Tome VI, p. 41,

un bruit comparable. Au reste, il révélait un bien vigoureux talent. Une argumentation serrée, un mélange de véhémence et de logique froide, une foi ardente que l'on sentait derrière l'effort de jugement impartial, parfois le don des formules qui se gravent dans la mémoire (1), une étrange puissance de dédain qui blessait plus que l'invective, comme dans ces trois pages cinglantes sur la noblesse provinciale (2) : voilà de bonne littérature politique.

Certains de ses amis furent un peu effarouchés par une allure si libérale : « Le livre de M. Guizot est très populaire, note Mme de Broglie le 18 octobre (3) ; il y a bien quelques concessions au côté gauche, c'est à présent le penchant des doctrinaires ». La gauche en effet fut conquise ; malgré le rapprochement que la lutte en commun contre la loi du double vote avait opéré, elle avait conservé quelques préventions envers l'homme de confiance de Decazes et le directeur de ce *Courier* qui disait si nettement son fait à la *Renommée* ; la brochure fit tomber les dernières défiances. Guizot lui-même n'en espérait pas tant d'éloges : « Le livre, écrit-il à Rémusat (4), fait plus d'effet que nous ne l'espérions. Je ne m'attendais pas du tout à ce qu'on s'en occupât de la sorte, ni à ce que les libéraux l'adoptassent si absolument. Ils continuent bien à me regarder de temps en temps, moi, un peu de travers, mais, pour l'ouvrage, ils en ont fait leur affaire. A la bonne heure, dites la vérité aux hommes et affirmez-leur que c'est là ce qu'ils croient, c'est la meilleure manière de les persuader. »

La droite au contraire se déchaîna. Le ton monta du coup à l'injure : la *Quotidienne* se dit honteuse d'avoir à conduire ses lecteurs dans le labyrinthe de la métaphysique doctrinaire : « Jamais fausseté historique ne fut dite avec plus d'assurance » ; elle l'accusa de prêcher la guerre civile (5). Un correspondant, Beaulieu, parlait le 17 octobre, de « ces sectaires qu'on pourrait comparer à ces vilains oiseaux dont parle Virgile qui infectaient de leurs sales ordures tout ce qu'ils ne pouvaient dévorer » ; le fils de Bonald évoquait Oreste qui déchire le sein de sa mère et Penthée qui, dans sa

(1) Page 143, ex. : « La Révolution n'a pas labouré la France et ébranlé l'Europe pour venir se reposer dans le giron d'un ministère endormi. »

(2) Pages 184^k à 186.

(3) *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. II, p. 182.

(4) VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83 (correspondance avec M. de Rémusat).

(5) 11 octobre 1820 (Bibliothèque nationale, Lc² 728).

manie voyait double (1). Bonald lui-même dans le *Défenseur* ne craignit pas de noter des ressemblances entre les réponses de Louvel, l'assassin du duc de Berry, et les doctrines de Guizot (2). On insistait sur l'abîme qui se creusait entre Guizot et le gouvernement (3) et les *Débats* concluaient : « Quand on est descendu aussi bas, le retour est désormais impossible. »

La polémique se porta avec complaisance sur la théorie des deux peuples, où elle affecta de voir un système historique complet, rattachant aux envahisseurs Francs la noblesse d'ancien régime et confondant la masse des vilains et du Tiers État avec les Gaulois dont la Révolution aurait été la revanche. La théorie de Guizot n'avait pas cette outrance et l'eût-elle présentée, qu'elle n'eût pas été originale : elle eût été, en sens inverse, renouvelée de Boulainvilliers (4) et de Montlosier (5), de Sieyès dont on venait en 1820 de rééditer le pamphlet sur le Tiers (6) ; Augustin Thierry en faisait le fond de sa polémique du *Censeur européen* (7).

Malgré les précautions prises dans la préface, les deux mots malheureux de « Francs et Gaulois » avaient attiré l'orage : les uns le prirent sur le mode ironique : « M. Guizot est-il donc bien assuré d'être d'origine gauloise et ne peut-il être pas issu de quelque chef sicambre dont les hoirs-manziens auraient été privés de leur fief (8) ? » Le philosophe du parti ultra le réfuta doctement tout en s'indignant : « Si c'est là l'histoire telle que l'enseignait l'auteur quand il était suppléant à je ne sais quelle chaire d'histoire et qu'il

(1) 1^{er} novembre.

(2) Numéro du 25 novembre 1820 (Bibliothèque nationale, Lc³ 1133).

(3) *Quotidienne*, 15 octobre 1820.

(4) BOULAINVILLIERS, dans son *Etat de la France...* publié après sa mort à Londres, 1727 ; le *Mémoire sur l'histoire du gouvernement de la France depuis le commencement de la monarchie* : *Etat de la maison française* notamment le § 2. Noblesse des Français (Français=Francs), t. I, p. 18 de l'édition in-folio de 1727) ; puis dans son *Essai sur la noblesse de France* (Amsterdam, 1732), *Mémoires*, t. I. Dissertation sur la noblesse de France. (Cf. Henri SÉE, *les Idées politiques du comte de Boulainvilliers* dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, juin 1921, p. 98).

(5) MONTLOSIER, *De la monarchie française*, t. I, p. 163, 174, 181.

(6) Pages 59 et 70 de l'édition de 1820.

(7) *Censeur européen*, 2 avril 1820 : « Sur l'antipathie de races qui divise la nation française » (*Dix ans d'études historiques*, p. 292, 294, 297-298) ; 1^{er} mai 1820 « sur l'ancien esprit et sur l'esprit actuel des légistes français » (*id.*, p. 274) ; 12 mai 1820 « Histoire véritable de Jacques Bonhomme » (*id.*, p. 310-311).

(8) 30^e livraison du *Défenseur* (octobre, p. 145, manziens=bâtards).

la faisait lui-même lorsqu'il était sous-ministre, il ne faut pas s'étonner que la jeunesse ait pris dans ces étranges leçons des sentiments de révolte et de haine contre l'ordre établi (1) ».

Les critiques aussi s'élevèrent violentes contre cette idée que la Charte était une option entre la Révolution et la contre-révolution (2) : les royalistes n'admettaient pas que la Révolution confisquât le roi. Telle brochure distingua la satisfaction légitime des intérêts issus de la Révolution de tout le système politique que celle-ci impliquait (3). Telle autre réfutant Guizot pas à pas montra dans la Charte la condamnation de la Révolution et rétrécit à une querelle de partis le débat que Guizot avait prétendu élargir (4). Une troisième essayait de porter la discorde dans le parti national en opposant par un dialogue assez piquant, fait de citations empruntées à leurs brochures, Benjamin Constant et Guizot (5).

La gauche soutint, autant que toutefois le permettait la censure, Guizot dans cette polémique (6). Il lui vint pourtant de ce côté, de quelque farouche libéral, une assez vive attaque (7). Le succès du livre lui permit de se défendre lui-même : deux éditions s'enlevèrent en quinze jours, deux autres suivirent (8). A la troisième il joignit un avant-propos d'une cinquantaine de pages où il prit corps à corps ses adversaires, exposa en quelques pages la lutte

(1) *Défenseur* du 25 novembre, p. 385.

(2) *La Quotidienne*, 15 octobre 1820.

(3) *Du système des doctrinaires ou observations sur un écrit de M. Guizot intitulé : Du gouvernement de la France depuis la Restauration et du ministère actuel*. Paris, octobre 1820, in-8°, 51 pages (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁸, 1764).

(4) P. L. B. *De la Restauration considérée comme le terme et non le triomphe de la Révolution et de l'abus des doctrines politiques; en réponse à l'ouvrage de M. F. Guizot intitulé : Du gouvernement de la France depuis la Restauration et du ministère actuel*. Paris, décembre 1820, in-8°, 148 pages (Bibliothèque nationale Lb⁴⁸, 1867).

(5) *Trois têtes dans un bonnet ou MM. Benjamin Constant, Jay et Guizot*, Paris, 1820, in-8°, 39 pages (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁸, 1829).

(6) Cf. *le Constitutionnel*, *le Courrier français* et *les Tablettes universelles*, fasc. 1, octobre 1820, p. 49, 63, 66, 69 ; fasc. 2, novembre, p. 252, 259 ; fasc. 6, mars 1821, p. 470.

(7) Benjamin LAROCHE, *Lettres de M. Grégoire, ancien évêque de Blois, adressées l'une à tous les journalistes, l'autre à M. de Richelieu; précédées et suivies de considérations sur l'ouvrage de M. Guizot intitulé : Du gouvernement de la France depuis la Restauration et du ministère actuel*. Paris, 1820, in-8°, 95 pages (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁸, 1849).

(8) Registres du dépôt légal : 1820, 2^e édition ; n° 5065, 3^e édition, 21 novembre ; 1821, 4^e édition, 11 janvier (*Archives nationales* F¹⁸II, 7 et 8).

du Tiers-État contre la noblesse, précisa le sens des mots *révolution* et *contre-révolution*, défendit le parti national de vouloir installer à son profit un nouveau système de privilèges pour en accabler l'aristocratie abattue : « Grâce à Dieu, la justice politique s'est élevée au-dessus de la loi du talion. Ce qu'on vous demande, c'est d'accepter l'égalité qu'on vous propose. Le peuple nouveau a secoué le privilège, non pour vous l'imposer, mais pour vous offrir le droit (1) ». Dans l'opinion Guizot resta pourtant le théoricien des deux Frances gauloise et franque, et Chateaubriand lui en faisait encore grief en 1829 (2).

III

La crainte de l'épidémie révolutionnaire qui enfiévrerait l'Europe en ces années 1820 et 1821, excitait la polémique de droite à cette violence. C'était en Espagne, en janvier 1820, l'insurrection de Riego et de Quiroga autour de Cadix, fin février celle d'Espinosa en Galice et de Mina en Navarre, couronnées par le soulèvement de la population madrilène le 7 mars qui imposait au roi Ferdinand la constitution très libérale de 1812. Peu à peu, par mesures individuelles et par décrets, toute la législation, tout le système administratif du temps des Français étaient reconstitués. Les Cortès, ouverts le 9 juillet par le serment du roi à la constitution, en quatre mois de travail instauraient un nouvel ordre social. Pourtant la Révolution ne dégénérait pas en violences. Ce n'est qu'à la fin du printemps et dans l'été de 1821 seulement que la conjuration formelle des contre-révolutionnaires provoqua la formation du parti avancé quasi républicain des *Comuneros* et que le nouveau régime, par le divorce entre modérés et exaltés, commença de dévier vers la guerre civile. — Cinq mois après Madrid, la révolution s'allumait à Naples, infligeait au roi le 7 juillet, la constitution espagnole, restaurait l'organisation militaire muratiste, faisait pulluler clubs et journaux, convoquait un parlement national qui, réuni le 1^{er} oc-

(1) Page 19. Cf. sur cette édition lettre de Guizot à Barante, 28 octobre (*Souvenirs de BARANTE*, t. II, p. 474).

(2) Lettre à Augustin Thierry, 8 janvier 1829 (*Mémoires d'outre-tombe*, t. I, p. 106).

tobre, abolit la féodalité et la dime ; le nouveau pouvoir faisait preuve d'énergie pour réprimer la sanglante tentative d'indépendance sicilienne à la fin de juillet, y réussissait en septembre ; mais, en face de l'hostilité des évêques et du clergé, en l'absence de toute classe moyenne, et du fait de l'indifférence de la masse, la Révolution se trouvait porter sur une base si étroite, qu'il était visible qu'elle tomberait dans l'un ou l'autre péril : la violence ou la lâche soumission aux injonctions des puissances réunies en un congrès à Laybach dans les premiers jours de janvier 1821. — Le Portugal avait plus fière allure, quand la révolution surgie à Oporto le 24 août et à Lisbonne le 15 septembre, se présentait comme un sursaut du patriotisme national contre la mainmise de l'Angleterre ; si le parti démocratique réclamant la constitution espagnole l'emportait à la fin de l'année sur le parti traditionaliste qui visait seulement à restaurer les anciens Cortès nationaux, le mouvement n'en restait pas moins fidèle à la dynastie des Bragance ; le triomphe au Parlement du principe de la souveraineté du peuple et sa mise en œuvre dans la constitution du 9 mars 1821, transformait profondément le royaume où le roi débarquait revenant du Brésil le 4 juillet, mais la transformation s'était opérée sans violence.

Il y avait dans ces mouvements presque simultanés, succédant aux agitations allemandes grossies à dessein par Metternich, précédant l'insurrection du Piémont de mars 1821, dans ces révolutions qui paraissaient s'acharner spécialement sur la famille des Bourbons, il y avait là pour les ultra-royalistes français secoués par l'assassinat du duc de Berry, les troubles de juin et la conspiration avortée du 19 août, quelque chose d'affolant, un argument admirable tout au moins pour dénoncer la grande conjuration européenne tramée par les Jacobins. Ils ne manquèrent pas à s'en servir contre Guizot.

Car celui-ci vibrail d'enthousiasme pour les conquêtes de la liberté. Il entrevoyait de vastes horizons, qui sait ? la coalition internationale des libéraux. De Paris, il annonçait à sa femme le 14 septembre 1820, les événements du Portugal, les bruits de révolution piémontaise et de défaite des Autrichiens : « Il est bien difficile que tout ceci n'éclate pas en une grande guerre et si nous reprenions le dessus ici, alors se réaliserait le Ligue libérale dont

nous parlions. Mais ceci surpasse la prévoyance humaine (1) ». Par comparaison les Anglais lui paraissaient bien pâles, il se montrait sans confiance dans les whigs : « Ces libéraux-là n'en savent pas assez (2) ». « La liberté, s'écriait-il dans sa brochure (3), est si bonne et si belle, elle est si évidemment aujourd'hui la seule source possible de justice et de repos que rien n'égalerait le bonheur de la voir s'établir, sans se souiller, dans les lieux mêmes où elle semblait moins attendue ». Tout un chapitre (4) était consacré à expliquer et légitimer les trois révolutions, à exposer qu'une politique franchement libérale était le seul topique à ce mal dont on se déclarait épouvanté (5). Il traçait un tableau complaisant de ces trois révolutions, insistant sur le calme, dont faisaient preuve ces Espagnols et même ces Napolitains, opposant leur modération aux violences de 93, voyant dans l'énergie du sentiment populaire la preuve d'une virilité, dans l'accord maintenu entre Chambres et dynasties une maîtrise de soi, dignes de fonder un gouvernement solide. Sans doute cette constitution commune calquée sur celle de 1791 lui paraissait comporter des dangers, trop restreindre la part de la couronne, mais il avait foi dans les mœurs et la pratique du gouvernement pour corriger les vices des institutions (6). Au reste, les peuples aujourd'hui, disait-il, ont besoin d'être gouvernés avec justice, se rendent compte de ce besoin, savent qu'ils ont droit à le voir satisfait, sentent qu'ils possèdent la force de le réclamer ; « le besoin, le droit, la force, aujourd'hui tout cela marche ensemble, tout cela est clair, avéré pour tous ceux dont l'imprévoyance ou un aveugle intérêt n'offusque pas la vue : est-ce tout cela que les gouvernements d'Europe appellent révolutionnaire (7) ? » En historien Guizot montrait l'intérêt, pour la paix d'Europe, d'une renaissance de l'Italie et de l'Espagne (Napoléon aurait-il pu se lancer

(1) VAL-RICHER, *Correspondance avec Mme Guizot, née de Meulan*.

(2) Id., Lettre du vendredi matin, 15 septembre.

(3) Page 260.

(4) Chap. IX, *De l'état actuel de la France envers l'Europe et de l'Europe envers la France*, p. 241-280.

(5) « Lorsqu'un système de gouvernement raisonnable en soi et conforme aux intérêts généraux du pays a été adopté, les conspirations, loin de l'en détourner, ne sont qu'une raison de plus d'y persévérer et d'y chercher le remède contre les conspirations elles-mêmes, » p. 249.

(6) Pages 255, 257.

(7) Page 266.

dans ses conquêtes indéfinies en Europe centrale s'il avait senti derrière lui ces deux États vigoureux?) L'équilibre européen exigeait que l'Autriche n'imposât point sa loi à l'Italie, l'Angleterre à la péninsule ibérique. Le succès de cette partie de son livre, lui fut particulièrement sensible : « Ce qui m'a fait un grand plaisir, écrit-il à Rémusat, ce sont les lettres anonymes d'étrangers qui me remercient avec effusion de ce que j'ai dit sur l'état de l'Europe (1) ».

Le pitoyable échec des gouvernements constitutionnels de Naples et de Turin le navra : il voyait les répercussions de ces mouvements sur la situation intérieure en France : « Si Naples et l'Espagne, avait-il écrit à Barante le 28 octobre 1820 (2), continuent à se tenir sagement, ce sera d'une salubre influence pour nous ». L'élan de confiance et d'insolence que leur chute donna aux ultra, l'abattement succédant d'un coup aux prétentions et espoirs exagérés de l'extrême gauche, « le ridicule inséparable d'une telle issue après un tel fracas », le désolèrent. « J'y ai bien regardé, j'y regarde bien, confia-t-il le 4 mai 1821 dans une longue lettre et vraiment très curieuse, à un homme politique espagnol (3) ; je n'ai, j'ose le dire ni l'espoir timide ni le caractère irrésolu. Il n'y a, quant à présent, rien à faire qu'à voir venir, à soutenir l'opposition avec confiance, dignité, sagesse, à user de tous les moyens qui nous restent pour défendre, sans en rien céder, les vrais intérêts nationaux et propager les principes de la liberté sans faiblir sur aucun ; mais en tenant cette conduite, il faut savoir qu'on sème pour l'avenir, qu'on ne recueillera pas demain, et qu'en se tenant en mesure de saisir toutes les occasions pour reprendre le gouvernail, on fait tout ce que permet aujourd'hui l'état des choses à un homme de sens et de cœur. » Et il donnait à son correspondant espagnol des conseils politiques : il ne croyait pas au danger d'une intervention européenne ou française dans la péninsule, le ministère français aurait trop peur de donner si vive impulsion aux ultra, « il redoute tout événement quel qu'il soit, qui l'obligerait à se jeter dans quelque résolution violente... il n'est point assez ferme ni assez accrédité pour conduire sa barque au milieu de tels orages : le calme, un calme assez plat,

(1) VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83 (extrait de la lettre citée, p. 272.)

(2) BARANTE, *Souvenirs*, t. II, p. 47.

(3) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 6, pièces et lettres politiques. Le nom du destinataire n'est pas indiqué (la lettre est recopiée de la main de Mme Guizot).

est la seule condition où il puisse vivre ». Que l'Espagne constitutionnelle en profite donc pour gagner du temps ; « la plus grande force que puisse posséder une révolution, c'est d'avoir duré ; les corps politiques sont comme les plantes ; pour pousser des racines il leur suffit jusqu'à un certain point, de rester longtemps debout ». Il conseille donc une politique d'observation et d'attente, ne donnant pas à l'Europe l'occasion de se prononcer, car l'ennemi est puissant : « La Sainte-Alliance est un Buonapartisme collectif qui porte des forces matérielles immenses et que le système constitutionnel n'est pas en état d'attaquer de front avec espoir de succès. Il faut lutter contre cet ennemi ; et lutter énergiquement, et lutter sans cesse, mais sur le terrain où nous sommes et avec les armes qui conviennent à l'état général des choses ». Le plus grand danger pour l'avenir de l'Espagne serait l'appel à la violence : il donne l'exemple de la France et le mal profond qu'y a causé le système de la Terreur ; « il nous a valu Buonaparte, il nous vaut le ministère actuel, et le crédit des ultra parmi les honnêtes gens timides, et le découragement de tant d'amis des institutions libres, et la froideur des masses populaires, et cette espèce d'incrédulité politique, qui fait que tant d'hommes se tiennent à l'écart, ne comptent sur rien et doutent que la liberté soit possible, tout en n'aimant pas le despotisme et en détestant la contre-révolution ». Etre impitoyable pour les tentatives de contre-révolution, mais ne pas se laisser déborder par les masses populaires, établir un gouvernement légal et régulier, voilà le problème urgent à résoudre pour l'Espagne. Guizot donne un dernier conseil : que le ministère espagnol mette promptement en vente les biens nationaux ; « il faut se hâter de lier beaucoup d'intérêts matériels à la cause de la liberté ». Il réclamait passionnément des renseignements précis, car, dans l'effondrement du mouvement libéral en Europe, « l'Espagne est devenue pour nous d'un intérêt immense ; si la contre-révolution était faite là, je ne sais où l'on s'arrêterait ici. »

*
* *

Ces révolutions européennes avaient leur pendant en France dans des conspirations. Guizot adopta à leur égard la même attitude de complaisance.

L'année 1820 marque un tournant ; une partie de l'opposition, pour combattre le triomphe de la contre-révolution, s'organise en sociétés secrètes et adopte une politique d'action directe. A côté de l'opposition parlementaire, réduite par ses échecs électoraux mais composée toujours des mêmes éléments, chemine désormais un grand courant d'opposition extra-parlementaire où confluent des mouvements d'origine assez diverse, les uns révolutionnaires, les autres simplement libéraux, d'autres philanthropiques qui, selon les occasions ou les moments, se mêlent ou s'écartent, opposition diverse dans ses formes et dans ses manifestations, plus ample et plus profonde que l'effort constitutionnel de 1815 à 1820, et qui avec des physionomies différentes durera jusqu'à la Révolution de 1830 dont elle est comme la préface et la préparation. Guizot dès 1820 se mêle à ce courant, tantôt restant sur la rive, encourageant de la voix ou, tourné vers l'intérieur, faisant front à l'ennemi, tantôt s'embarquant à plein flot, parfois — plus tard — mettant la main au gouvernail, position intermédiaire qui comporte des attitudes variées, assez délicates parfois à dessiner sur ce fond lui-même mouvant.

Depuis la mort du duc de Berry, les anciens centres de réunion de toute la gauche, foyers d'opposition ardente sans doute, mais au grand jour, s'étaient dispersés (1) ; la *Société des Amis de la liberté de la presse*, d'elle-même et quelques jours après l'attentat, la société de la *Souscription nationale*, formée le 31 mars pour venir en aide aux citoyens victimes de l'application des lois répressives, après le procès que lui avait intenté le gouvernement, en juillet. Ce sauve-qui-peut eut pour effet de séparer les timides et les énergiques et ceux-ci, de la fin d'avril à juillet, avec Lafayette, Voyer d'Argenson, Dupont de l'Eure, l'avocat Mérilhou, le général Tarayre avaient reconstitué une sorte de comité directeur. Par ailleurs deux groupes parfaitement distincts à l'origine, s'étaient organisés ; l'un formé de jeunes gens, étudiants, clercs, employés de commerce, ardemment libéraux et même républicains, réunis d'abord dans la *Société diablement philosophique*, puis dans la *Loge des amis de la*

(1) Sur tout ce mouvement, cf. VAUIABELLE, *Histoire des deux Restaurations*, t. IV, p. 546-563 ; DUVERGIER DE HAURANNE, t. VI, p. 17 à 30 ; DE CORCELLE, *Documents pour servir à l'histoire des conspirations*. Sur la dissolution de la Société des Amis de la Presse, cf. ROZET, *Chronique de juillet 1830*, t. I, p. 3 et 4.

vérité; l'autre composé de militaires bonapartistes, débris de l'armée impériale et officiers des légions d'infanterie casernées à Paris, siégeant au *Bazar de la rue Cadet*. Ce sont ces derniers qui, excités par l'exemple espagnol, conçurent et tramèrent la conspiration du 19 août 1820; pour en dissimuler le caractère réel, ils s'adressèrent au groupe des étudiants et, par l'intermédiaire de deux d'entre eux Joubert et Beslay, aux chefs du comité directeur qui leur fournirent la caution libérale et le cadre d'un gouvernement provisoire en cas de succès (1). L'avortement de l'entreprise n'avait pas permis à la police de remonter jusqu'aux députés conspirateurs; arrêter en chemin l'instruction de la Cour des Pairs avant qu'elle ait pu s'engager sur cette piste, fut l'œuvre à laquelle se dévouèrent quelques parlementaires libéraux et les doctrinaires. Le duc de Broglie lié avec les conspirateurs par la parenté comme avec Voyer d'Argenson, ou par l'amitié survivant à l'ancienne camaraderie politique, réussit, avec l'aide du grand référendaire Sémonville, à faire restreindre l'inculpation à un petit nombre d'accusés, les grands chefs politiques étant laissés en dehors (21 février) (2).

Guizot joua sa partie dans cette œuvre, en publiant, dans les premiers jours des discussions de la Cour sur les résultats de l'instruction, une brochure intitulée *Des conspirations et de la justice politique* (3). Opuscule de circonstance et méritant dans une certaine mesure le reproche que lui faisait le *Drapeau blanc* du 12 février, d'être un plaidoyer pour les conspirateurs du 19 août, c'était en même temps un ouvrage doctrinal, où se marque la nouvelle manière de Guizot d'élever la polémique à la controverse philosophique. Il y dénonça la collusion de la politique et de la justice. Il partait, pour assurer sa base, de la définition de leur rôle (4). Établir le fait, le comparer à la définition de la loi, appliquer la loi, constitue exclusivement la fonction du pouvoir judiciaire; « étu-

(1) J.-T. FLOTARD, « Une nuit d'étudiants sous la Restauration », dans *Paris révolutionnaire*, t. II, p. 449.

(2) *Souvenirs*, t. II, p. 194-206. Cf. PASQUIER, *Mémoires*, t. V, p. 72 et suiv.

(3) Paris, l'avocat, 1821, in-8°, p. vi, 119. Cf. Registres du dépôt légal 1821, *Archives nationales*, F¹II, 8 n° 254 bis, 25 janvier 1821; 2^e édition, n° 434, 9 février; 3^e édition, n° 563, 21 février. Il lui avait donné cette épigraphe significative d'Isaïe : « Ne dites pas *conjuraton*, toutes les fois que ce peuple dit *conjuraton*. »

(4) Chap. II, *De la politique et de la justice*, p. 5-20.

dier les besoins (de la société) et les satisfaire, démêler de loin les périls qui l'attendent, porter des remèdes à la source même des maux, propager les dispositions qui préviennent les crimes, changer celles qui y conduisent, empêcher enfin que la conservation de l'ordre social exige sans cesse l'intervention de la forme matérielle, bientôt funeste et impuissante quand on lui donne trop à faire (1) », c'est œuvre au gouvernement et à la politique. Que dans les temps de mauvaise politique, le gouvernement incapable de remplir son objet, fasse appel aux tribunaux pour la tâche à laquelle il n'a pu suffire, et voilà introduit dans la justice un germe de fausseté et de mort. De telles prémices, — et en limitant leur application à la seule question des complots contre la sûreté de l'État, — donnaient à Guizot un terrain solide pour dresser contre le ministère un puissant réquisitoire ; il le montrait (2), se heurtant à l'indifférence de l'opinion, puis à l'inquiétude et à l'irritation des intérêts, entraîné alors à incriminer en quelques-uns cette hostilité que les élections, les pétitions, l'impopularité de ses agents lui révélaient et, « poussé de l'inhabileté à la peur et de la peur à la violence, n'ayant d'autre ressource que l'iniquité (3) », finissant par avoir besoin de complots, les provoquant peut-être. Il ne reste alors à cette politique asservie à la police, qu'à envahir la justice et Guizot flétrissait les procédés auxquels le gouvernement se condamnait (4) : emploi des faits généraux pour qualifier une accusation, recours aux agents provocateurs, partialité passionnée du ministère public, restrictions apportées à la publicité des débats. Au milieu d'une dissertation juridique, tout à coup, l'indignation éclatait : « Quand l'autorité descend dans la boue, la responsabilité y descend avec elle », « le pouvoir poussant à la conspiration quelques malheureux sans nom, sans crédit, qui vivent dans les cabarets et se laissent induire, pour un verre de vin, à risquer leur tête pour renverser l'État, en vérité c'est avilir la provocation elle-même, c'est prodiguer le crime sans mesure et hors de saison (5) ».

(1) *De la politique et de la justice*, p. 7.

(2) Chap. III, *Des conspirations*, p. 21-33.

(3) Page 24.

(4) Chap. IV, *Des faits généraux*, p. 34-52 ; chap. V, *Des agents provocateurs*, p. 53-66 ; chap. VI, *Du ministère public*, p. 67-80 ; chap. VII, *Des restrictions apportées à la publicité des débats judiciaires* p. 81-94, .

(5) Pages 62 et 65.

En juriste qui s'est occupé de fixer en ces matières la compétence de la Cour des Pairs, Guizot opposait à ces pratiques la définition légale du complot ; en politique qui a passé par les arcanes du pouvoir, il analysait avec finesse l'état d'indifférence et de mécontentement d'où peut surgir une conspiration, l'état d'incertitude et d'inquiétude qui suggère aux ministres le soupçon (1). Sa conclusion définissait la justice comme le terrain choisi par la Charte pour fonder une société nouvelle, suppliait le pouvoir de « reconnaître qu'il est des temps où la justice est une habileté savante, et la morale une force utile » ; « la société ne demande pas mieux que d'avoir un refuge et une espérance ; elle n'affronte pas le chaos par plaisir et le naufrage de gaieté de cœur. Donnez à la justice un point d'appui sûr, et elle marchera de là à la conquête de toutes choses, du gouvernement comme de l'esprit public (2) ».

Cette analyse de la politique ministérielle et de ses empiétements sur le domaine judiciaire était pénétrante ; il n'en restait pas moins que la conspiration du 19 août était un fait réel et qu'il eût fallu à un gouvernement tiraillé par les désaccords intérieurs et prisonnier de ses alliances une bien grande largeur de vue, à la majorité enflammée par le succès une bien rare sérénité, pour adopter la politique libérale qui en eût prévenu peut-être le retour. Guizot n'y gagna que d'être dénoncé comme un partisan, sinon un complice (3), et l'année ne se passait pas sans que de trop véritables complots, et trop bien définis légalement, ne vinssent prouver, selon les interprétations de parti, ou son aveuglement ou sa clairvoyance.

*
* *

L'échec du mois d'août avait dispersé toute l'organisation libérale : dès le début de 1821 (4) une nouvelle surgissait, beaucoup

(1) Chap. VIII, *Du complot dans le sens légal*, p. 95-109.

(2) Pages 111, 117. chap. IX : *Que si la mauvaise politique corrompt la justice, la justice est une bonne politique*, p. 110-119.

(3) Cf. la *Quotidienne* du 10 février 1821, le *Défenseur* du 18 mars, le *Drapeau blanc* du 12 février, le *Journal des Débats* le traita par le mépris en n'en parlant pas.

(4) Cf. DUVERGIER DE HAURANNE, t. VI, chap. XXII, p. 384-398 ; VAULABELLE, t. V, p. 142-154, p. 270-272 ; E. DE CORCELLE, *Documents pour servir à l'histoire des conspirations* ; TRÉLAT, « la Charbonnerie », dans *Paris révolutionnaire*, t. II, p. 273 ; A. CALMETTE, *les Carbonari en France sous la Restauration*

plus vaste et beaucoup mieux montée, attestant la profondeur de l'irritation et de la haine soulevées par la politique des ultra, dont le triomphe à la fin de l'année balaye le ministère Richelieu et installe au pouvoir Villèle, Corbière et Peyronnet. Comme en 1820, deux groupements d'origine distincte, une association angevine déjà ancienne, les *Chevaliers de la liberté* et une association parisienne formée dans les premiers mois de 1821, la *Charbonnerie*, fusionnèrent; comme en 1820, elles s'abritèrent derrière l'autorité et le mot d'ordre des chefs libéraux d'extrême gauche, Lafayette, Dupont de l'Eure, Voyer d'Argenson, Manuel, Kœchlin députés, Mauguin, Barthe et Mérilhou avocats, le magistrat de Schonen, les publicistes Cauchois-Lemaire et Arnold Scheffer; dès la fin de l'année le mouvement était assez vaste pour avoir des affiliations dans trente-cinq départements et grouper quelques dizaines de milliers peut-être de jeunes gens, de militaires, de propriétaires de biens nationaux, de négociants et d'industriels, d'intellectuels, tous animés d'une foi si fervente que la police ne sut y trouver de délateurs. L'esprit républicain dominait dans la Vente suprême, le bonapartisme dans les groupements locaux, malgré la mort de Napoléon; on pouvait se croire maître de l'armée, sûr d'une ou deux provinces. De la propagande, à la fin de l'année on passait aux actes: les complots se tramaient à l'automne, se laissaient surprendre à Saumur et à Marseille en décembre, avortaient en Alsace dans les derniers jours de décembre 1821 et les premiers jours de janvier 1822, éclataient et échouaient à Saumur le 23 février et à la Rochelle. L'instruction menée avec passion aboutit à l'inculpation de vingt-quatre accusés pour le complot d'Alsace, mit la police sur les traces de l'organisation secrète, donnait l'espoir de parvenir au Comité directeur des chefs libéraux, réussit enfin à s'emparer par un guet-apens du général Berton chef de la conspiration de Saumur (17 juin), et, en Alsace, par un pseudo complot fomenté par des agents provocateurs, du colonel Caron le 2 juillet. Les assises devaient s'ouvrir à Colmar le 22 juillet.

Les violences déchaînées de la presse de droite, les procédés

(Révol. de 1848, t. IX, 1913, et t. X, 1914); Georges WEILL, *Histoire du parti républicain de France*, 1900, chap. I; P. THUREAU-DANGIN, *le Parti libéral sous la Restauration*, III^e partie.

auxquels recourait le gouvernement, laissaient prévoir un dénouement tragique ; déjà trois condamnations à mort avaient été prononcées à Tours, une autre à Toulon au début de mai. Pour sauver les têtes, Guizot se jeta dans la mêlée avec une nouvelle brochure parue à la fin de juin 1822, *De la peine de mort en matière politique* (1). Il l'avait commencée au milieu de mai (2), après la condamnation à mort de Vallé le conspirateur de Toulon ; malgré sa hâte l'exécution de celui-ci devança la publication (3) ; au moins réussit-il à paraître avant l'ouverture des assises de Colmar et de Poitiers, « car j'ai écrit surtout dans ce dessein », confiait-il à Rémusat (4). Craignant de nuire à sa cause par une polémique trop vive, jusqu'au dernier moment il corrigeait les épreuves pour en adoucir l'âpreté (5) et le succès lui importait à ce point qu'il s'étonnait de ne pas voir de prompts comptes rendus dans les journaux libéraux, dépêchait Rémusat à Étienne et à Chate lain et recommandait au *Constitutionnel* d'en charger « un M. Thiers qui a du talent (6) ». Il ne dissimulait pas en effet dans sa préface que son dessein était de provoquer un mouvement d'opinion, capable de forcer la main au gouvernement : « La société, disait-il (7), est faite aujourd'hui de telle sorte que le pouvoir est à demi vaincu quand le public juge qu'il a tort ». Le lendemain d'une révolution sanglante lui paraît un moment favorable pour réveiller dans le bon sens national l'horreur de la violence ; les contradictions d'un parti d'ancien régime qui recourt aux procédés de la Convention, lui sont un argument pour jeter, comme il dit, la vérité au milieu des partis, non qu'il se flatte qu'elle deviendra leur règle, mais parce qu'elle « opère comme un dissolvant », parce qu'elle oppose la conscience individuelle à

(1) Paris, Béchét, in-8°, p. xxii-185 (Bibliothèque nationale, R. 38 047). Cf. registres du dépôt légal, 1822 ; *Archives nationales* F¹II 9, n° 1 999, 19 juin ; 2° édition, n° 3 441, 23 octobre.

(2) Lettre de Guizot à Barante, Bois-Milet, 21 mai 1822 (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 6).

(3) Lettre de Mme Guizot, 10 juin : « P.-S. — Voilà Vallé exécuté ! Hélas ! mon Dieu ! j'ai peur que tu n'aies que trop raison de publier ton ouvrage. » (VAL-RICHER, *Correspondance avec Mme Guizot, née de Meulan*).

(4) VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83.

(5) Lettre à sa femme, 21 juin (VAL-RICHER, *dossier cité*).

(6) Lettre à Rémusat déjà citée.

(7) Page vi.

l'esprit de parti et travaille pour un succès lointain : « L'opposition n'est pas vaine ; elle a dans le présent peu d'effets directs et visibles ; mais elle peut semer et l'avenir recueillera certainement le fruit de ses efforts (1) ». Il y a dans ce livre un curieux mélange d'esprit de parti et d'idéalisme humanitaire : les deux causes se pénètrent et se recouvrent tour à tour, la morale et la politique fournissent à tour de rôle des raisons, et c'est une bonne fortune pour Guizot, en défendant la thèse de l'humanité, de remporter une victoire libérale.

Il feint de discerner une hésitation dans le ministère et dans l'opinion quant à l'emploi de la peine de mort : l'un « cherchait la sécurité, on dirait qu'il a trouvé la peur », l'autre « s'effraie de cette rigueur comme d'un désordre », admet difficilement « que le pouvoir ait besoin de tuer un homme ». Pourtant « l'emploi de l'échafaud ne peut pas être une routine (2) » : est-il donc commandé par la nécessité ? Et Guizot examine l'efficacité de la peine de mort (3) : matériellement vaine en face d'émeutes, elle perd dans les causes politiques son action morale d'éveiller l'aversion du crime ou d'inspirer l'effroi. Bien plus : rétrogradant vers l'état de guerre civile, elle sera dangereuse à une Restauration dont la raison d'être a été de substituer l'empire du droit au règne de la force, funeste à un gouvernement représentatif dont la vie s'alimente à la conscience nationale, en leur donnant l'apparence de poursuivre par les supplices des soins de défense personnelle (4). Inefficace et inutile : « la lutte n'est plus entre des hommes, elle est entre des systèmes de gouvernement » ; « en cessant d'être des puissances, les hommes sont devenus comme des symboles, et on ne peut ni abolir dans leur personne ce qu'ils représentent, ni toucher à leur personne, sans que leur sort retentisse dans le vaste ensemble auquel ils sont liés... La peine de mort est un périlleux anachronisme (5). »

Sans demander l'abolition de la peine de mort, Guizot montrait

(1) Page **xxii**.

(2) Pages 4, 5 et 6.

(3) Chap. II, *De l'efficacité naturelle de la peine de mort*, p. 9 à 33 ; chap. III et IV, *De l'efficacité morale de la peine de mort*, p. 34-78.

(4) Chap. V, *Double caractère du gouvernement*, p. 79-92 ; chap. VI, *De la justice*, p. 93-115 ; chap. VII, *De la nécessité*, p. 116-132.

(5) Pages 121 et 123.

que la législation était assez souple pour permettre au gouvernement d'éviter la qualification entraînant la condamnation capitale et réclamait un large usage du droit de grâce. La perspective de la mort n'arrêtera pas les complots ; seule une bonne politique fera disparaître le péril et permettra au gouvernement « de se dispenser de tuer (1) ».

Cette brochure si terriblement doctrinaire par ses méthodes de raisonnement qu'elle ravit Royer-Collard (2), de style tendu, abstrait, pouvait peut-être gagner la cause devant l'opinion : elle n'atteignit pas son but pratique. Neuf exécutions en moins de trois semaines (3) s'ajoutèrent aux trois précédentes. La colère de la droite contre Guizot s'exaspéra : peu s'en fallut qu'on ne vit en lui un complice de Berton ou de Caron, comme on avait dénoncé en Decazes un complice de Louvel (4). Quant aux chefs d'extrême gauche, le langage tenu par Guizot était si libéral qu'ils s'y trompèrent. Peu après sa brochure *Des conspirations*, c'est-à-dire au printemps de 1821, un des meneurs du mouvement révolutionnaire, Lafayette sans doute ou Voyer d'Argenson, vint le solliciter d'entrer dans la Charbonnerie, « la seule arme efficace pour renverser un gouvernement qui nous humilie et nous opprime » ; Guizot s'y refusa (5). Manuel dans le courant de 1822 renouvela la tentative et s'ouvrit en confidence sur son programme : substituer Napoléon II aux Bourbons ; il ne rencontra pas plus d'adhésion (6). Guizot ne poursuivait pas un changement de régime, mais de politique ; les Bourbons ne lui paraissaient pas incompatibles avec la liberté : une politique de gauche n'impliquait pas une entreprise antidynastique. Guizot n'était pas plus orléaniste que républicain ou bonapartiste. Ces démarches au moins sont signi-

(1) Quatre derniers chapitres.

(2) Lettre de Royer-Collard à Barante, 1^{er} août (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 29).

(3) Les quatre sergents de la Rochelle (20 septembre), le colonel Caron (1^{er} octobre), le général Berton et ses complices, Café, Saugé, Jaglio (les 5 et 7 octobre).

(4) Cf. la *Quotidienne* du 8 juillet 1822.

(5) *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 309. Le contexte semble bien indiquer Lafayette.

(6) *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 310. Il n'y a pas à s'arrêter aux termes de la réponse qu'il aurait faite, tels qu'il les donne en 1858, à tant de distance : le fait seul est à retenir.

ficatives de la position prise par lui dans le combat pour la cause libérale ; la date de la première établit encore que le doctrinaire fut mis, dès l'origine et avant l'explosion des complots, au courant de l'existence des sociétés secrètes et du but qu'elles se proposaient. C'était, sans conspirer, côtoyer au plus près la conspiration. Mieux que n'importe quel document, ces confidences prouvent que l'extrême gauche le considérait comme un des siens. D'ailleurs, ces relations survécurent aux conspirations : Guizot fut au courant des espoirs que suscita chez les révolutionnaires l'expédition d'Espagne ; tandis qu'autour de Talleyrand où Barante fréquentait, on pensait au duc d'Orléans, que le duc de Broglie se tenait à l'écart, Guizot « recevait les confidences de quelques carbonari et acceptait peut-être un peu trop leurs illusions (1) ». Il n'en avait pas fallu davantage à l'avocat général de Poitiers, Mangin, pour incriminer Benjamin Constant, le général Foy, Laffitte et Kératry.

Peut-être le souci de dégager clairement sa position inspira-t-il à Guizot de publier un nouvel ouvrage.

IV

Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France, tel en était le titre. Il parut à la fin d'octobre 1821 (2).

Guizot poursuivait contre le ministère Richelieu la campagne entreprise une année auparavant. Le problème politique était établi avec force : « Nous avons tout ensemble l'ordre constitutionnel à fonder et l'ancien régime à repousser (3) ». Or, le minis-

(1) BARANTE, *Note sur l'opposition et la guerre d'Espagne (Souvenirs*, t. III, p. 76).

(2) Paris, *Ladvoeat*, in-8°, p. IX-398. Cf. déclaration du dépôt légal : 1821, 1^{re} édition, n° 3230, 16 octobre ; 2^e édition, n° 3242, 24 novembre (*Archives nationales*, F¹⁸II, 8). Guizot avait commencé la rédaction de son ouvrage pendant un voyage fait à Nîmes et à Nevers dans l'été de 1821. Les trois premiers chapitres seuls en étaient écrits quand il rentra à Paris pour l'achever à la fin de septembre, laissant sa femme au Bois-Milet ; il mena rondement son travail, il signait son traité avec l'éditeur le 9 octobre sans avoir terminé, le 14 il ne lui restait plus que la conclusion à écrire, l'impression commença le lendemain : la rédaction fut achevée le 17 octobre (détails pris dans les lettres de Guizot à sa femme : dossier déjà cité du VAL-RICHER).

(3) Pages 1 et 2.

tère s'est imposé la tâche contraire, d'où trouble et incertitude : son alliance avec la contre-révolution dont cependant il a peur, le condamne à l'immobilité, à « un machiavélisme furtif et timide, qui s'affuble, en servant l'ancien régime, des ornements du système représentatif (1) », à un système misérable de coteries et d'intérêts, combinaison de despotisme impérial et d'intrigues de cour : « Prenant l'immobilité pour insigne et la peur pour drapeau, (les ministres) invitent dans la France de la Révolution et dans le parti de l'ancien régime tous les hommes faibles, abattus, dépourvus d'opinions arrêtées ou préoccupés d'intérêts personnels, à venir partager avec eux l'héritage du gouvernement impérial. A ce prix ils se flattent d'échapper, d'une part aux conséquences de la Charte qu'ils ne peuvent ni exécuter ni abolir, de l'autre à celle de leur alliance avec la contre-révolution qu'ils ne peuvent ni accomplir ni rompre (2) ». Guizot cherche dans la composition du ministère une première raison de cette attitude et de cette impuissance : il trace des quatre principaux ministres des portraits (3) dessinés avec tant de relief et de vérité mordante qu'ils furent un élément important du succès. Pasquier pour sa part ne pardonna jamais (4) à Guizot ce dédaigneux et malicieux tableau de ses variations, de sa complaisance à accepter le pouvoir, de son habileté à esquiver la responsabilité ; le comte de Serre, mieux au fait du cœur de l'ami ancien par lui persécuté, en sentit tout le mépris et l'amertume : il eût voulu faire poursuivre l'ouvrage ; ses collègues se souvenant de la faute commise jadis par Decazes en saisissant la *Monarchie* de Chateaubriand, ne se prêtèrent point à ses représailles (5). L'étude de la session de 1820, que Guizot montre toute remplie d'intrigues et du soin d'intérêts personnels, impuissante à mettre sur pied aucune grande loi d'institution, celle des procédés d'administration et de la politique extérieure du ministère, sont l'occasion de dénoncer les palinodies des royalistes qui, partisans dans l'opposition des

(1) Page 25.

(2) Page 31.

(3) Richelieu, p. 42 ; Pasquier, p. 43 ; Villèle, p. 48 ; Serre, p. 53.

(4) Cf. dans ses *Mémoires*, t. IV, note, p. 271.

(5) Lettre de Ch. de Rémusat à son père, le 14 novembre 1821 (*Correspondance*, t. VI, p. 559-560). « Il n'y a que M. de Serre, disait Guizot, qui puisse se fâcher ; car ce que j'en dis sent le mépris. »

libertés municipales, ne songent plus, au pouvoir, qu'à installer l'ancienne aristocratie dans les institutions du despotisme impérial, l'occasion de flétrir l'esprit de vengeance du clergé contre l'Université coupable de résister « aux envahissements d'un jésuitisme mal déguisé », ou le réveil de l'intolérance qui s'essaye à dépouiller peu à peu les protestants de leurs droits constitutionnels (1), l'occasion enfin de déplorer l'inintelligence où l'on est du gouvernement représentatif. L'attaque est aussi dure et directe qu'en 1820 et ce second tableau des débris de la noblesse d'ancien régime (2) a l'âpreté des pages de son premier pamphlet.

C'était encore le pamphlétaire libéral de 1820 qui avertissait du discrédit où pourront tomber les institutions administratives, si le peuple les voit servir au réveil de l'ancien régime : qui sait, alors, si « pour ramener la confiance, il (ne) faudra (pas) un jour porter la hache beaucoup plus avant que ne le conseilleraient peut-être la raison (3) » ; le même libéral qui, s'indignant contre la Sainte-Alliance, invitait la France à « se placer à la tête des réformes et contre les artisans des révolutions et contre ceux qui les amènent en refusant des réformes,... à diriger, dans l'Europe occidentale, le mouvement constitutionnel, à le régler, à mettre la Charte sur plus d'un trône (4) » ; le libéral enfin qui analysait le sentiment d'inquiétude du pays sur la stabilité de la dynastie (5). Pourtant, s'il n'avait été mis au courant de l'existence du mouvement révolutionnaire préparé par les sociétés secrètes, peut-être n'eût-il pas marqué avec tant d'insistance le caractère périmé du système impérial, les maux que Napoléon a déchainés sur la France et les difficultés que l'éclat de sa grandeur a léguées à ses successeurs (6) ; peut-être n'eût-il pas si vigoureusement condamné les préjugés d'extrême gauche à abaisser l'autorité gouvernementale (7), peut-être pas mis tant de soin à établir les progrès de l'éducation du pays dans les idées constitutionnelles et sa volonté pacifique de développer la Charte sans compro-

(1) Cf. la note en fin de volume.

(2) Pages 254 à 259.

(3) Page 101.

(4) Pages 108, 110 et 111.

(5) Page 121.

(6) Chap. XI, p. 227.

(7) Pages 162 et suiv.

mettre par « de périlleuses chances » les résultats acquis (1).

La polémique pourtant n'absorbe pas la pensée de Guizot ; un traité de politique s'ajoute au pamphlet. Quels éléments de force un gouvernement pourra trouver dans la France actuelle et, dans quelle mesure les opinions et préjugés, les intérêts, les passions politiques sont utilisables pour la fondation d'un régime constitutionnel solide ; où chercher et comment retenir les individus qui puissent composer un personnel administratif, quelle conduite tenir envers les fonctionnaires, comment attirer et grouper autour du pouvoir toutes les forces vives de la société ; telles sont les questions qu'il pose. Et sans doute leur donne-t-il la solution que sa position de tenant du parti libéral lui dictait à l'avance, car cette thèse surgit constamment, que, là où un ministère allié au parti de l'ancien régime ne rencontre qu'obstacles, un gouvernement libéral puisera force et trouvera stabilité. Mais il y a une vue réfléchie et juste de la physionomie de ce qu'il appelle la France nouvelle, la France de la Révolution ; ses opinions ? souveraineté du peuple, égalité sociale, défiance de l'action gouvernementale ; ses intérêts ? les biens nationaux, la liberté de conscience ; ses passions ? la haine de la noblesse, la haine du clergé, le besoin de grandeur. L'expérience aussi de l'homme sorti de la veille des milieux gouvernementaux et au fait de l'administration, explique le réalisme exact de ses conclusions sur les individus, sur le degré de désintéressement et d'appui qu'un gouvernement constitutionnel peut attendre d'un personnel d'ancien régime, sur tout ce que recèle de vie latente la société provinciale. Et comme il a dégagé un système du gouvernement, il édifie aussi une doctrine de l'opposition. Loin d'admettre que le pouvoir eût lieu de se plaindre de la résistance qu'il rencontrait, il présentait l'opposition comme une des conditions inhérentes au régime représentatif ; la tribune parlementaire était même insuffisante pour lui permettre de jouer ce rôle de surveillance, dont se devait féliciter le pouvoir comme d'un encouragement et d'une obligation d'être juste et sage. Il demandait pour elle des garanties, et donnait comme d'une habile politique de l'associer aux responsabilités de la justice, de l'administration, de l'éducation nationale :

(1) Pages 113 et suiv., p. 378.

« Vous voulez chasser de partout l'opposition ; c'est la réduire à tout risquer pour vous chasser vous-mêmes... Vous multipliez les chances de crises, en faisant d'une crise le seul remède possible contre une mauvaise administration (1) ». Il se tournait ensuite vers l'opposition, il lui enseignait un programme et des moyens d'action.

Sans analyser une argumentation aussi vaste, quelques idées pourtant sont dignes d'attention, car elles condensent le résultat de l'expérience et la méditation de Guizot depuis 1814, elles commandent son action dans les années qui suivent.

La première est la conviction déjà ancienne de l'incompatibilité absolue de la France nouvelle avec l'Ancien régime, de l'obstacle insurmontable que les débris de celui-ci et ses passions opposent à la fondation de l'ordre nouveau. Il ne voit d'ordre et d'organisation constitutionnelle possibles que si l'Ancien régime se sent et se reconnaît définitivement vaincu, s'il perd tout espoir de revanche (2). Mais ce n'est plus seulement dans la pensée de Guizot la considération du pouvoir qui prononce ; la lutte contre l'Ancien régime paralyse jusqu'au parti constitutionnel ; contre l'ennemi déjà combattu on reprend en effet les armes déjà brandies, les arguments du dix-huitième siècle : contre les maximes renaissantes du pouvoir absolu la souveraineté du peuple jacobine, contre les superstitions et le fanatisme réveillés l'impiété de Voltaire. Une défaite définitive de l'Ancien régime seule peut libérer les voies, ouvrir le champ au progrès non seulement des institutions mais des idées politiques, permettre le renouvellement intellectuel de l'opposition elle-même (3). La pensée de Guizot, dégagée depuis sa disgrâce de ce qu'on pourrait appeler les nécessités professionnelles de la politique, a dépassé ce stade où l'on se satisfait de la lutte, du petit bagage d'idées qu'elle comporte, de son caractère négatif ; même sur ce terrain, depuis longtemps parcouru, il veut du nouveau, il veut bâtir.

Faut-il mettre ce besoin nouveau en relations avec le sentiment qu'un grand mouvement profond emporte et brasse la société

(1) Pages 301 et 306.

(2) Page 276. Cf. tout le chap. XIII : *Des effets qu'aurait sur l'Ancien Régime un gouvernement constitutionnel*, p. 273-294.

(3) Pages 355 et suiv.

issue du dogme de l'égalité? Il voit en effet la Révolution poursuivant ses effets, l'ascension irrésistible des classes moyennes bouleversant les valeurs sociales, achevant d'éliminer les anciennes supériorités. Il prend en pitié les efforts qui prétendent revenir sur vingt-cinq années d'histoire, « et quelles années! des années où s'est déployée la plus prodigieuse force qui ait jamais ébranlé le monde! » Il voit cette force continuer son œuvre : « Il est vrai qu'une partie de la France nouvelle n'a pas encore déployé ses ailes, n'est pas encore montée au rang visible que lui assigne sa force véritable, n'a pu remplir encore toutes les conditions, ni prendre toutes les habitudes, tous les dehors de la supériorité. C'est un mal pour elle, mais prenez-y garde : c'est aussi pour vous un piège... La France de la Révolution sent ce qu'elle est, bien qu'elle ne soit pas tout ce qu'elle doit devenir (1) ». Fort de cette vision profonde, il avertit sur un ton de menace : « Lasse encore, la France se repose sous un régime qui lui déplaît plus qu'il ne la tourmente; mais ne croyez pas qu'il suffise à son avenir. Le principe d'un grand mouvement est en elle; elle se remettra en marche; et comme vous vous serez montrés incapables de la précéder, elle ne vous demandera pas si vous pouvez la suivre (2) ». Il voit la jeunesse se précipitant vers l'avenir et fait un tableau ému de l'ardeur et du sérieux de la génération qui monte (3). Et ce spectacle assure sa foi dans la victoire des idées libérales; car l'homme qui écrivait naguère aux Espagnols : liez à la révolution le plus possible d'intérêts matériels, exprime encore cette vue réaliste que les opinions ne sont point séparables des intérêts et que c'est en s'étayant et se masquant les uns les autres qu'ils alimentent la vie publique (4).

Sa vision politique s'est élargie. Il place le secret de l'art de gouverner dans une collaboration intime et profonde du pouvoir avec toutes les forces vives du pays; il est à l'opposé de la conception napoléonienne ou monarchiste de l'État, d'un système de machines superposées au pays et le faisant mouvoir sous l'impulsion du pouvoir central : « Les vrais moyens de gouvernement

(1) Pages 214 et 215.

(2) Page 226.

(3) Pages 361 à 363.

(4) Pages 137-138.

ne sont pas dans les instruments directs et visibles de l'action du pouvoir. Ils résident au sein de la société elle-même et ne peuvent en être séparés. C'est là qu'il faut les chercher pour les trouver, là aussi qu'il faut les laisser pour s'en servir... Le public, la nation, le pays, c'est donc là qu'est la force, là qu'on peut la prendre. Traiter avec les masses, c'est là le grand ressort du pouvoir (1) ». L'art de gouverner ne s'arrête pas aux relations parlementaires; le régime représentatif resterait incomplet et fragile s'il ne se répandait dans la masse du pays, par le jury, par des administrations locales élues, par une certaine autonomie financière des communes, par un corps enseignant garanti dans ses droits, s'il n'allait puiser la vie où elle est. Les pages les plus neuves du livre sont peut-être un tableau de la société provinciale, réserve de forces inutilisées, que l'autorité laisse s'étioler dans l'isolement : « Ne faites point du pouvoir ce que l'avare fait de son or; ne l'entassez pas pour le laisser stérile... Vos trésors d'autorité vous accablent; distribuez-en quelque chose à ceux qui ont en eux-mêmes de quoi faire valoir ce qu'ils tiendront de vous (2) ». A cette œuvre de gouvernement, Guizot associe l'opposition, collaboratrice du pouvoir qu'elle oblige à se modérer, à s'adapter aux besoins et aux volontés du pays : « Elle soutient, en lui résistant, le pouvoir même qu'elle combat (3) ». Mais elle n'a pas par là fini toute sa tâche : une opposition bornée à la critique serait stérile autant qu'un ministère absorbé par l'action parlementaire; qu'elle soit une sorte de gouvernement en disponibilité; « comme le ministère, l'opposition est tenue d'avoir un système et un avenir. Elle ne gouverne point; mais le gouvernement est son but nécessaire, car si elle triomphe il faudra bien qu'elle gouverne à son tour (4) ». Ainsi conçu, le régime représentatif où vient aboutir tout ce qu'il y a de vie éparse dans le pays, carrière ouverte où toutes les activités s'appellent pour l'œuvre commune, où le pouvoir et la nation collaborant et rivalisant s'excitent par leur émulation à avancer dans la voie du progrès, acquiert aux yeux de Guizot ce caractère de grandeur dont plus

(1) Pages 129 et 133.

(2) Page 271.

(3) Page 307.

(4) Page 320.

de vingt années de gloire militaire ont fait contracter aux Français le besoin (1).

Bien d'autres idées seraient à noter qui se retrouveront plus tard, telle l'argumentation, dirions-nous pragmatique, par laquelle il explique et discute la souveraineté du peuple (2), tel son plaidoyer en faveur de l'ambition (3). Celles-là suffisent à montrer comment la pensée de Guizot s'est élargie, le besoin de construire, de fonder, qui le hante, à marquer l'originalité que ce traité, presque didactique, de politique, présente sur les ouvrages antérieurs.

Il connut, bien que n'offrant point le même piquant d'actualité et de polémique que sa brochure de 1820, ni les mêmes qualités de forme, car il est souvent prolix et touffu, le même succès : en moins d'un mois, les trois mille exemplaires de la première édition étaient épuisés, il fallait rééditer à la fin de novembre. Mais ni l'adhésion, ni l'attaque ne furent aussi unanimes. A gauche les libéraux se divisèrent (4) : la fraction du parti engagée dans les conspirations ne pouvait admettre un programme, qui retenait la lutte sur le terrain légal et, tout en reconnaissant que le plus pressant intérêt était de s'emparer du pouvoir, affirmait avec intention que « le droit de l'opposition dans les Chambres c'est de diriger, non de suivre son parti au dehors ; elle est une tête, non une queue (5) ». Par contre, les plus violents de la droite s'abstinrent des injures de l'année précédente (6) ; les mordantes attaques contre les ministres dont venaient de se séparer Villèle et Corbière, les rendirent plus indulgents au reste. Le *Moniteur* (7), au contraire, entreprit en cinq articles de le réfuter point par point.

(1) Page 234.

(2) Pages 143 et suiv.

(3) Page 325.

(4) *Correspondance* de Ch. de RÉMUSAT, t. VI, p. 552. Cf. DUVERGIER DE HAURANNE, t. VI, p. 432.

(5) Page 345.

(6) Cf. *la Quotidienne* du 5 novembre 1821, le *Drapeau blanc* du 1^{er} et du 17 novembre. Rien dans *les Débats*.

(7) Cinq lettres sur le parti de l'opposition 5 novembre, p. 1515 ; 11 novembre, p. 1539 ; 18 novembre, p. 1567 ; 25 novembre, p. 1595 ; 30 novembre, p. 1615.

V

Mais déjà Guizot ne se satisfaisait plus de ce genre de gloire. « A présent, écrit-il à sa femme quelques jours avant l'apparition du livre, je voudrais que le succès fût passé, s'il doit être ; non que j'y sois indifférent, tant s'en faut : j'en jouirai beaucoup ; mais les petits détails du succès, cette cuisine de compliments, d'éloges, de phrases me déplaisent et m'importunent ; je voudrais que l'œuvre accomplie, l'effet produit, le succès convenu, on se dispensât de ce vain bavardage, vulgaire plaisir d'une puérile vanité. Je prends d'ailleurs, comme toi, pour ma réputation, une susceptibilité que je me reproche ; je ne peux rien faire qui ne soit approuvé qu'à demi. Après tout, cependant, je crois cela bon ; il en adviendra ce qui pourra ; tu sais qu'en fait d'actions ou de livres, quand j'ai fait de mon mieux, je suis fort disposé à prendre mon parti de l'événement quel qu'il soit (1) ». Quelques jours après, il annonça à sa femme l'intention de dire adieu à ce genre de politique (2).

Cette guerre de plume restait en effet assez vaine ; elle n'était pas d'assez de poids pour entraver le triomphe de la droite. La démission de Villèle et de Corbière le 23 juillet 1821 présageait la chute prochaine du ministère Richelieu, mais sans nul doute au profit des exagérés. La première application du double vote aux élections d'octobre renforça encore la position parlementaire de ceux-ci aux dépens du centre ; pour déblayer le chemin du pouvoir d'un ministère timoré, ils n'eurent point scrupule d'obtenir le concours de l'extrême gauche à un vote de défiance ; le 14 décembre le ministère Villèle, de complicité avec le comte d'Artois, prenait le pouvoir (3). Les lois de presse des 17 et 25 mars 1822 émoussaient entre les mains des libéraux l'arme des

(1) Lettre du 10 octobre (VAL-RICHER, *Correspondance avec Mme G.*, née de Meulan, lettre n° 34), publiée déjà (avec une erreur de date), par Mme de WITT : *M. Guizot dans sa famille...*, p. 67.

(2) Lettre du 16 octobre (*id.*, n° 44) publiée sans date dans *Lettres de M. Guizot à sa famille et à ses amis*, p. 24.

(3) Sur la chute du ministère Richelieu, cf. le Mémoire rédigé par Richelieu lui-même, le 2 janvier 1822 dans *Revue de Paris*, 15 octobre 1897.

journaux comme le double vote faussait la représentation nationale. Aux élections de mai 1822, la majorité ministérielle grossissait de vingt-deux sièges gagnés sur les libéraux. Comme l'assassinat du duc de Berry jadis, les conspirations avaient réussi à jeter dans ses rangs les timides. Le gouvernement se servait de toutes ses armes : la justice se montrait féroce aux conspirateurs, dure aux journalistes. La guerre d'Espagne s'apprêtait dans les couloirs du congrès de Vérone (1).

Si Guizot avait cru encore de son devoir d'intervenir en faveur des accusés par sa brochure sur la *Peine de mort*, les illusions n'étaient plus permises. Le bel élan d'idéalisme politique qui emportait son ouvrage *Des Moyens de gouvernement*, se brisait sur l'inertie et l'impuissance des hommes : « Jamais aucun temps, écrivit-il à Barante le 20 octobre, n'a été marqué comme celui-ci de l'empreinte de la fatalité ; pas un parti, pas un homme qui fasse ce qu'il veut, qui veuille ce qu'il fait... Les événements arrivent comme d'eux-mêmes, sans que les hommes qui s'y associent soient capables ni de les faire ni de les éviter ; jamais la conduite des choses humaines n'a plus complètement échappé aux hommes... Il faudra bien du temps et quelque chose de bien nouveau pour rendre aux individus quelque consistance personnelle, pour qu'on puisse voir en eux, dans leurs passions, dans leurs idées, le principe des événements. Ils ne sont aujourd'hui que de vieilles marionnettes effacées, absolument étrangères aux scènes que la Providence leur fait jouer (2) ». Le découragement allait-il inspirer le renoncement au lutteur passionné ?

Il se ressaisit ; mieux : aux pires moments d'impuissance, il réconfortait ses amis accablés : « Je suis aussi frappé que vous, écrivait-il à Barante le 10 juillet 1823, de la dissolution de la société, de son inertie, je me demande d'où lui viendra ce qui fait que les hommes agissent et agissent en commun. Je suis hors d'état de me répondre ; et pourtant je suis sûr que cela sera, que ce pays-ci n'est point en train de périr, ni de s'as-

(1) Guizot exprime ses inquiétudes à maintes reprises dans sa correspondance Cf. Lettres à Barante, 1^{er} juillet 1822, (*Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 19), 22 septembre (*id.*, p. 42), 20 octobre (*id.*, p. 49), 14 juin 1823 (*id.*, p. 89).

(2) *Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 49 (la même dans *Lettres de M. Guizot*, p. 46). Cf. Lettre à Barante, 22 septembre 1822 (*id.*, p. 42).

servir... Il n'y a vraiment pas lieu au découragement (1) ».

Il a déjà entrevu une autre tâche. Un voyage fait à Nîmes en juillet et août 1821 lui avait révélé la vie cachée qui, faute d'éducation politique, s'éteignait dans l'indifférence ou l'inaction provinciales (2). Dans les départements, mille sources vives qui se perdent faute d'emploi ; au centre, des luttes de parti stériles, d'où ne sortent ni chaleur ni lumière. Où trouver la place d'une activité ardente que six ans d'habitudes et un tempérament de lutteur et de dominateur ont vouée à la politique ? Conspirer ? poursuivre cette polémique dont l'amour-propre peut être tenté de prendre l'éphémère succès pour une action utile ? Solutions mesquines ou menteuses. Guizot renonce à la politique militante.

Il se voue à une œuvre plus profonde ; il va travailler pour l'avenir.

(1) *Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 99.

(2) Voir ses lettres de Nîmes à Barante, 7 juillet 1821 (*Souvenirs*, t. II, p. 495) et à Rémusat, juin 1821 (*Lettres de M. Guizot à sa famille et à ses amis*, p. 12), à rapprocher du chap. XII de la brochure *Des moyens de gouvernement*, p. 264 et suiv.

CHAPITRE X

L'ENSEIGNEMENT DE GUIZOT : LA POLITIQUE ET L'HISTOIRE (1820-1830)

- I. *La politique dans les premières œuvres historiques.* — L'histoire en 1820 : les grands systèmes historiques en discussion : conception et objet politiques qu'ils recouvrent. Objet politique du cours de Guizot : ce qu'il apporte cependant de nouveau en histoire. Part de la politique dans les *Origines du gouvernement représentatif* et dans les *Essais sur l'histoire de France* : 1^o les chapitres politiques du cours de 1820-1822 ; 2^o les déformations que la politique fait subir à l'histoire : allusions, conclusions hasardeuses, prétendues lois historiques ; 3^o les théories historiques fondamentales inspirées par la politique : la politique fondée sur l'histoire, matérialisme et déterminisme historiques, théorie du progrès et de l'évolution vers le gouvernement représentatif. — II. *Le système politique de Guizot.* — Œuvres où on le trouve : chapitres des *Origines du gouvernement représentatif*; ouvrage inédit de *Philosophie politique*; article de l'*Encyclopédie progressive*. La souveraineté de la raison substituée au droit monarchique et à la souveraineté du peuple. Conception morale de la raison et ses conséquences : théorie du gouvernement et de la liberté ; la légitimité politique ; les conditions fondamentales du gouvernement de la raison. Conséquences pratiques : le gouvernement représentatif et les droits individuels ; la capacité et les signes auxquels on la reconnaît ; le droit de suffrage. Les différents éléments qui ont concouru à la formation de ce système. — III. *La politique dans l'Histoire de la civilisation.* — Suspension du cours et réaction anti-universitaire ; travaux historiques de Guizot de 1822 à 1828 : influence qu'ils ont eue sur sa méthode ; reprise du cours en 1828. Corrections faites dans un sens plus historique aux théories antérieures ; ce qu'il reste de politique dans les conclusions historiques. Les quelques conceptions profondes où l'on peut discerner encore l'influence de la politique. Ses jugements sur les questions religieuses. Ce qui est nouveau : les préoccupations morales introduites dans l'histoire.

I

Guizot, se retrouvant professeur, entreprit l'éducation du pays. Il puisa cet enseignement dans l'histoire. Dans quelle

mesure, croyant faire de la science, fit-il de la politique?

A vrai dire la tâche était ingrate. Le public était à former, la discipline à dégager. Il fallait secouer cette apathie intellectuelle que laissaient derrière elles quinze années de despotisme après dix années de révolution, cette indifférence aux travaux de l'esprit où le spectacle des bouleversements sociaux et des gloires militaires avait incliné la jeunesse. Toute une génération à instruire. A côté des élèves des grandes écoles qui, par devoir, assistaient à ses leçons, plus d'un auditeur, sans doute, dans « l'affluence considérable (1) » qui se pressait le 7 décembre 1820 à l'inauguration du cours était amené par la curiosité, plus que par le désir de s'instruire. Le talent du professeur sut retenir son public : dès la fin du mois le succès est assez assuré pour le satisfaire (2).

Quant à l'histoire elle-même, elle n'était encore qu'un reflet de la politique ou de la philosophie. Car le travail obscur d'érudition par où les méthodes modernes se rattachent à la grande lignée du seizième siècle, s'il s'était poursuivi en silence dans les grandes collections de textes, dans les travaux bénédictins et les mémoires de l'Académie des Inscriptions (3), n'avait pas atteint la grande lumière de la scène et appris aux Lacretelle, aux Michaud et aux Lemontey (4) le métier historique. Il en fallait rester aux fantaisies romanesques et aux récits grotesques de Mézeray ou de Daniel, de Velly ou d'Anquetil, contre lesquels Augustin Thierry à la veille de l'ouverture du cours de Guizot lançait dans le *Courrier français* du 13 juillet 1820 une diatribe indignée (5). En

(1) *Tablettes universelles*, numéro de décembre 1820, p. 411.

(2) Lettre de Guizot à Ch. de Rémusat, décembre 1820 (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83).

(3) Pour ne citer que les travaux que Guizot a utilisés : pour les œuvres bénédictines les recueils de Dom BOUQUET, *Rerum Gallicarum et Francicarum Scriptores*, l'*Histoire littéraire de la France*, l'*Histoire du Languedoc* de Dom VAISSETTE. Dans les collections de l'Académie des Inscriptions : les *Ordonnances des rois de France*, la *Table chronologique des diplômes* ; ou dans les *Mémoires* ceux de BRÉQUIGNY, 1869. Parmi les œuvres particulières : le *De Re Diplomatica* de MABILLON, le *Glossaire* de DUCANGE, les *Capitulaires* de BALUZE.

(4) LACRETELLE, *Précis historique de la Révolution* (1801-1806), l'*Histoire de France pendant le dix-huitième siècle* (1808) ; MICHAUD, *Histoire des croisades* (depuis 1808) ; LEMONTEY, *Essai sur l'établissement monarchique de Louis XIV* (1818). Ce sont les seules œuvres contemporaines sur l'Histoire de France parues au moment où Guizot commence à travailler.

(5) Réimprimé dans *Dix ans d'études historiques*, p. 322, et dans les *Lettres*

dehors de ces misérables manuels, l'histoire pour les gens de 1820 consistait en quelques grands systèmes nés au dix-huitième siècle, qui n'avaient d'historique que leur sujet, vastes théories dont le sens en réalité était de couvrir d'une argumentation en apparence érudite une thèse politique. Le conflit, qui depuis 1814 jetait les uns contre les autres partisans de l'Ancien régime et tenants de la France révolutionnaire avait redonné à leur controverse une actualité passionnante. Dans l'immense fatras de ces œuvres à multiples tomes (1), quatre grands courants sont perceptibles entre lesquels en 1820 se partage encore le public.

Il y a d'abord la thèse de la noblesse d'ancien régime, avide de réclamer, fût-ce contre la royauté, la possession du pouvoir. Le comte de Boulainvilliers (2) l'a formulée en 1727, en divisant la nation française en deux races ; les agriculteurs gaulois, vaincus par la conquête germanique et dépourvus de tous droits, pouvoirs et honneurs, les nobles descendants des Francs, vainqueurs et dominateurs, mais entre les rangs desquels régnait l'égalité, armés de libertés politiques, ayant le droit de délibérer en assemblées nationales, de voter les lois, organisation sociale à la fois libérale et aristocratique, ruinée peu à peu par le mouvement d'affranchissement des serfs et l'usurpation progressive des charges par les roturiers que favorisa depuis Philippe-Auguste une royauté avide de pouvoir absolu et désireuse de briser par cette alliance les libertés de la noblesse. Montlosier (3) venait en 1814 de donner à cette thèse un éclat nouveau ; il voulait voir la vraie nation française dans la noblesse, postérité des hommes

sur l'histoire de France (édition de 1827), p. I. Dans ce dernier recueil (même date), cf. aussi les autres articles de 1820 sur la même question : *Sur les fausses couleurs données aux premiers temps de l'histoire de France et la fausseté des méthodes suivies par les historiens modernes*, p. 10, *sur l'Histoire de France*, de Velly, p. 20, de MÉZERAY, DANIEL et ANQUETIL, p. 28, *Sur les trois grandes méthodes historiques en usage depuis le seizième siècle*, p. 53.

(1) Cf. Augustin THIERRY, *Considérations sur l'histoire de France* (imprimées comme préface au t. I de *Récits mérovingiens*).

(2) *Mémoires sur l'histoire du gouvernement de la France dès le commencement de la monarchie*, 1727 Londres, notamment au t. I « État de la nation française ». *Essais sur la noblesse de France*, 1732, Amsterdam (les « observations » ne sont qu'une reproduction ou une analyse des premiers mémoires), *Lettres sur les anciens Parlements de la France que l'on nomme Etats généraux*, 1727.

(3) *De la monarchie française*, 1814. Voir notamment au t. I, p. 163, 174, 181 et les notes de ce volume.

libres des trois races gauloise, romaine et franque, seule force constitutive de l'État jusqu'au douzième siècle, contre laquelle les agents du roi par une propagande véritablement révolutionnaire avaient soulevé la tourbe dont on fit un Tiers État, peuple nouveau, issu des esclaves et des tributaires de toutes les races et de toutes les époques. Cette thèse nobiliaire était-elle autre chose que la justification soi-disant historique des exigences politiques dont les seigneurs du début du dix-huitième siècle demandaient au Régent la satisfaction ou de ces libertés privilégiées dont les ultra de la Chambre introuvable ou de la Chambre retrouvée voulaient se réserver l'usage? — L'abbé Dubos (1), fils de bourgeoisie échevinale de l'Ile-de-France, avait élevé, en face d'elle, la théorie du pouvoir monarchique, en prenant le parti de nier qu'il y ait eu une conquête germanique et par là même une prééminence de race et les droits d'une victoire : il faisait dater la barbarie et les ténèbres de la féodalité des neuvième et dixième siècles ; il voyait au contraire survivre à la chute de l'empire, l'administration et l'ordre civil romains et, dans la royauté française, reconnaissait l'*imperium* avec tous ses droits, transféré, par délégation formelle, des empereurs aux rois francs. — Les philosophes du dix-huitième siècle, en lutte avec le pouvoir royal, ne pouvaient admettre une histoire si favorable à l'absolutisme et s'acharnèrent contre Dubos et contre la survie de la civilisation romaine ; ils firent au contraire un immense succès à l'abbé de Mably (2), qui, admettant de Boulainvilliers ce qui ruinait Dubos et de Dubos ce qui démolissait Boulainvilliers, ressuscitait les vieilles idées de la *Franco-Gallia* d'Hotman, voyait dans l'organisation primitive de la France un gouvernement mixte à la fois monarchique, aristocratique et démocratique, où un Charlemagne philosophe et ami du peuple introduisait l'élément représentatif dans les Champs de mai, premier organe de la souveraineté populaire (3) ; toute l'histoire postérieure à l'empereur d'Occident,

(1) *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules* (1734-1742).

(2) MABLY, *Observations sur l'histoire de France*, 1765 à 1788 (édition de Guizot en 3 volumes in-8°, 1823).

(3) C'est cette idée fort ridicule qui est reprise dans le préambule de la Charte. THOURET, dans son *Abrégé des révolutions de l'ancien gouvernement*

était faite alors de la lutte de cette souveraineté populaire et de la royauté. Mably restait encore, à l'époque où Guizot travaille, le prophète de l'école philosophique et libérale : les *Essais sur l'histoire de France* s'abriteront derrière l'autorité d'un si grand nom. — Les juristes enfin avaient fondé à leur tour les droits historiques de l'individu ; Montesquieu (1), en critiquant à la fois avec quelque complaisance Boulainvilliers et Dubos avec véhémence, laissait à l'individu la faculté même de déterminer sa situation juridique et politique par l'option volontaire entre la loi romaine et les lois franques ; et Mlle de Lézardière (2), engouée des libertés des Germains de Tacite, en prolongeait la constitution jusqu'à Charles le Chauve et faisait à la prévoyance et au grand sens politique des rois francs, le mérite d'avoir admis les vaincus à revêtir individuellement, avec la situation juridique des Germains, leurs droits civils et leurs libertés politiques.

Ainsi dans le grand débat qui se poursuivait encore en 1820, sous les apparences d'histoire, se dissimulent quelques grands systèmes politiques : pouvoir monarchique, privilèges aristocratiques, souveraineté populaire, droits de l'individu. L'origine de la noblesse, les conditions et les conséquences de l'établissement des Francs en Gaule, la querelle des romanistes et des germanistes, le rôle des assemblées nationales germaniques et l'organisation de la féodalité restent sous leur aspect de questions purement érudites, le domaine où se rencontrent les partis politiques. L'histoire est un arsenal d'arguments pour la polémique : Augustin Thierry, avant la fin de 1820, n'y cherche pas autre chose que des aliments à ses articles antiministériels du *Censeur européen* et du *Courrier français* : lorsque, converti à l'histoire par la lecture des chroniques, il voulut faire de la science, il cessa d'intéresser ses lec-

français (1800), suit les thèses de Mably en reprenant certaines conclusions de Dubos sur les institutions romaines.

(1) *Esprit des lois*, liv. XXX. Théorie des lois féodales chez les Francs dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la monarchie ; liv. XXXI, dans le rapport qu'elles ont avec les révolutions de leur monarchie.

(2) *Théorie des lois politiques des Gaules et de la France appuyée sur les monuments originaux*, Paris, 1801, ouvrage étrangement divisé en trois parties : « discours » ou conclusions, « sommaires de preuves » ou renvoi aux sources, et « preuves » ou textes et documents. Guizot tout en soutenant des thèses fort différentes s'est servi de cet ouvrage : beaucoup des textes cités par lui dans les discussions des *Essais* sont extraits des « preuves » de Mlle de Lézardière.

teurs et la direction de son journal interrompit sa collaboration. (1)

* * *

Guizot aussi vit dans son cours un moyen de poursuivre son œuvre et chassé de la politique active, l'occasion de « travailler à faire des doctrinaires sous le feu même de l'ennemi » (2) : le présent se dérochant, il porta son regard sur l'avenir. « On peut encore agir sur les esprits par ce qui sera un jour et il faut le faire ; quand ce jour viendra, nous trouverons que c'était bon (3) ». Lorsque son cours sera suspendu, il regrettera « cette petite tribune », d'où il exerçait encore « quelque action directe sur des hommes qui se mêleront de l'avenir (4) ». La jeunesse, écrivait-il dans son premier pamphlet de 1820 (5), n'a hérité que de besoins et d'instincts : « elle cherche sa nourriture morale ». Et pourtant elle est destinée à une tâche immense : « Elle n'est pas seulement appelée à continuer la société ; il faut qu'elle la reconstruise ». L'ambition de Guizot est de lui fournir cette nourriture morale et des plans d'architecte. L'arrière-pensée, qui plie l'enseignement historique à cette œuvre d'éducation politique, s'exprime ingénument par le choix du sujet de son cours : *Les origines du gouvernement représentatif en Europe*, et, lorsque après plusieurs mois d'études sérieuses, arrivé au quatorzième siècle, terme de la période qu'il s'est fixée, et jetant un regard en arrière, il est bien obligé de conclure que rien sur le continent et même en Angleterre n'annonce encore la formation du gouvernement constitutionnel (6), n'avoue-t-il pas ainsi lui-même qu'il avait encadré l'histoire dans une idée *a priori* à laquelle elle se refuse, que la pensée profonde du cours était moins dans ses études critiques du passé que dans les théories de poli-

(1) *Préface de dix ans d'études historiques*. Cf. Louis HALPHEN, *l'Histoire de France depuis cent ans*, in-12, 1911, chap. I-II, et Camille JULIAN, l'Introduction aux *Extraits des historiens français du dix-neuvième siècle* (Hachette, 1897).

(2) Lettre de décembre 1820 à Ch. de Rémusat déjà citée.

(3) Lettre à Barante du 24 août 1822 (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 39).

(4) *Ibid.*, du 20 octobre 1822 (*id.*, p. 50).

(5) *Du gouvernement de la France*, p. 152.

(6) Conclusion de la 21^e leçon de la première année et première leçon de la deuxième année.

tique contemporaine, qu'il était le prétexte et l'occasion d'exposer? Au reste, en ouvrant sa première leçon, il reconnaissait que « le passé change avec le présent », que l'expérience de la vie contemporaine transforme l'intelligence des choses mortes. Il admettait qu'il fût non seulement naturel, mais nécessaire, d'étudier les institutions passées à la lumière de l'ordre politique nouveau. S'il promet ici de tenir, et se vante plus tard dans ses *Mémoires* (1) d'avoir tenu son travail historique à l'abri de la politique et de la partialité, il peut être dupe de soi-même, mais il a la coquetterie de ne point dissimuler ce qu'il attend de ce travail : ce qu'en attendait Augustin Thierry à la même date, une justification de son idéal politique et une argumentation en sa faveur. Pour ne s'en pas étonner, il suffit de se souvenir que c'est à peine si Guizot jusqu'en 1820, a fait de l'histoire : il n'a derrière lui qu'une année complète d'enseignement ; la seconde avait été interrompue à la fin du premier semestre par son entrée au ministère de l'Intérieur. Il a encore à apprendre son métier d'historien, en l'exerçant, comme il lui a fallu apprendre la politique par la pratique des affaires. Ses deux premiers ouvrages : les *Origines du gouvernement représentatif* et ses *Essais sur l'histoire de France* sont des ébauches et, comme on dirait d'un artiste, des « études ».

Séparer ce qui est histoire de ce qui est politique, rechercher ce que celle-ci a introduit dans celle-là, comment elle l'a déformée, doit donc faire l'objet d'une critique très serrée. Mais cela ne devra pas faire oublier l'énorme supériorité de Guizot historien sur ses prédécesseurs et contemporains, ce qu'il y a de sérieux, d'honnête, même dans ses premiers livres, le recours aux sources et les longues discussions critiques, l'abondante bibliographie dépouillée, si riche notamment en ouvrages allemands, le sens déjà si clair de la complexité des phénomènes historiques qui refusent de se laisser réduire à quelques théories (2), de l'étude des origines nécessaire à l'intelligence des événements et des institutions adultes (3), cet appel, enfin, si nouveau, aux faits matériels et économiques pour

(1) Tome I, p. 312.

(2) Voir ses lettres à Fauriel des 25 et 31 octobre 1820 (*Nouvelle Revue*, 1901, p. 352 et 356) contre la méthode de ne retenir qu'une partie des faits, la fausseté des vues que l'on prend par là de l'histoire, sur l'effort nécessaire pour « saisir les masses ».

(3) Préface des *Essais*.

rendre compte de faits politiques et juridiques (1). C'est en historien, non en philosophe ou en politicien, qu'il résout les grandes controverses disputées entre les Boulainvilliers, les Dubos, Mably et Montlosier. Il refuse de faire sortir la liberté des forêts de la Germanie, objecte que, en ces temps d'origine et de chaos, il ne faut chercher ni règle ni principe, mais les situations que crée la force brutale (2) : éclairé par l'étude des textes et le bon sens, il ramène à leur insignifiance et à leur progressive décadence les assemblées nationales mérovingiennes et carolingiennes, chères à l'école nobiliaire et à Mille de Lézardièrre (3). Mais il décrit justement la conquête que niait l'abbé Dubos, faite de multiples incursions de bandes, de pillages répétés longtemps sans occupation du sol, prolongée pendant un siècle, resserrant les relations humaines et bouleversant tous les fondements de la société (4). Comme Mably, mais en la réduisant à sa juste proportion, et s'inspirant des travaux encore en cours de publication de Savigny, il montre la persistance du droit romain et de son régime municipal (5) : son Charlemagne est déjà proche de la réalité et les traits du beau portrait qu'il en trace dans l'*Histoire de la civilisation* s'esquissent déjà. Enfin, sur l'origine de la noblesse, les fantaisies de Boulainvilliers et de Montlosier, voire de Montesquieu, ont disparu : une théorie réaliste la rattache à des situations de fait, que les bénéficiaires d'origine gauloise aussi bien que germanique, anciens hommes libres aussi bien que leudes nouveaux des rois francs, ont revêtues peu à peu, par l'héritage et la durée, des formes et du caractère d'un droit (6). S'il y a encore bien des imprécisions, bien des conclusions hasardeuses (7), le travail his-

(1) Ainsi en définitive explique-t-il l'origine des transformations juridiques de l'état des terres et des personnes qui ont produit le régime féodal, par la substitution de l'établissement territorial des Francs à la vie errante et de la propriété foncière à la propriété des objets et richesses mobilières (4^e *Essai*), par l'absence de communications et l'étroitesse des relations locales (3^e *Essai*, p. 51). Cf. sur Guizot ancêtre de l'histoire économique, H. HAUSER, *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*, in-8°, 1920, chap. I, p. 10 et suiv.

(2) 4^e *Essai*, p. 126-129. *Gouvernement représentatif*, 13^e leçon in fine.

(3) *Gouvernement représentatif*, 20^e leçon. 4^e *Essai*, chap. III, p. 215.

(4) *Ibid.*, 9^e leçon. 2^e *Essai*.

(5) *Premier essai*.

(6) *Gouvernement représentatif*, p. 50-51, p. 228 ; 4^e *Essai*, t. II, sur l'état des personnes, notamment p. 146-148.

(7) Telle que sa théorie de l'avènement des Carolingiens considéré comme

torique, retrempé dans les documents et les œuvres d'érudition, se dégage et pose déjà quelques assises solides.

La politique cependant, en ces premières œuvres, tient une place considérable. Parfois même elle chasse complètement la science. Tout à coup le cours d'histoire s'interrompt : un exposé de doctrine politique le remplace. Ainsi l'étude des institutions anglo-saxonnes avant la conquête normande est suivie de trois leçons sur le principe, les formes et les garanties du gouvernement représentatif (1). Ainsi une théorie de la représentation, une discussion du système de Jean-Jacques Rousseau s'intercalent dans l'histoire d'Angleterre entre l'analyse des chartes et celle des Provisions d'Oxford (2). L'étude du mode d'élection au quatorzième siècle donne lieu à un « examen philosophique du système électoral (3) », qui a son pendant dans une théorie du bicamérisme quand se pose la question de la division du Parlement en deux Chambres (4). Ou bien à propos du fonctionnement du parlement anglais, Guizot discute les questions débattues à la même date à la Chambre des députés et dans la presse, du droit de pétition ou de l'initiative parlementaire (5). La chaire de Sorbonne est alors une tribune : l'homme politique fait taire le professeur. Peut-être, d'ailleurs, en dehors du besoin dont le premier, éloigné des luttes contemporaines, était tourmenté de s'affirmer et d'agir, le second éprouvait-il parfois l'insuffisance de sa préparation, la difficulté de remplir avec des études improvisées le cadre qu'il s'était fixé de haut, avec une grande imprudence scientifique : les chapitres de doctrine politique servent peut-être à boucher les trous ou combler les vides de la préparation historique. Guizot saisissait en tout cas l'occasion de bâtir tout le système de la politique doctrinaire, dont il avait, au courant de ses polémiques antérieures, amassé les matériaux.

En d'autres moments, la politique au lieu de s'étaler, s'insinuait dans l'histoire pour la déformer. C'est la forme sous laquelle on la

une sorte de seconde conquête germanique (*Gouvernement représentatif*, 10^e leçon, *Essai* 3^e), théorie qu'il abandonna dans l'*Histoire de la civilisation*.

(1) Leçons 6, 7 et 8 de la première année.

(2) 2^e année, 10^e leçon.

(3) 15^e leçon.

(4) 18^e leçon.

(5) 21^e et 25^e leçons.

rencontre dans les *Essais*, car la doctrine est chassée de cette œuvre déjà beaucoup plus solide et d'une érudition plus précise. Parfois des allusions transparentes, telles que ce portrait de Clovis : « Un de ces hommes que rien ne satisfait ni ne lasse, qui ne trouvent dans le repos qu'impatience et fatigue, nés pour le mouvement, parce qu'ils portent en eux-mêmes la force qui remue toutes choses, et incapables de s'arrêter devant un crime, un obstacle, ou un danger », et, comme pour forcer le lecteur le plus rebelle à reconnaître Napoléon, cette conclusion : « Quand la civilisation s'est développée, de tels hommes sont des fléaux stériles ; dans les temps d'ignorance et de barbarie, ils sont aussi des fléaux, mais par eux commencent les grands États (1) ». De même un tableau de la France à l'avènement de Charlemagne, justifiant, par la nécessité de l'ordre et la fin de l'anarchie, le pouvoir despotique du grand homme, n'est, de toute évidence, qu'une transposition des origines et de l'œuvre du Consulat (2). Comment les auditeurs de 1821 n'auraient-ils pas saisi la pointe quand Guizot condamnait l'usurpation politique du clergé ou les funestes effets de l'aristocratie de cour chez les Wisigoths (3)? Ces allusions sont voulues. Peut-être Guizot se rendait-il moins compte que ses idées politiques conduisaient son imagination historique, que son désir de décentralisation seul, par exemple, et non l'esprit critique, lui faisait dénoncer comme une des causes de l'effondrement de l'Empire romain et utiliser en même temps pour expliquer un phénomène contraire au quatorzième siècle, la liaison nécessaire, organique pourrait-on dire, entre un régime de libertés municipales et un régime de libertés parlementaires (4). Il arrivait que le besoin d'aboutir à une conclusion politique faussât ses propres assertions historiques ; alors qu'il venait d'établir par l'étude des textes qu'on ignorait la composition du corps électoral des comtés anglais et que l'arbitraire réglait celui des bourgs, il conclut pourtant, cherchant dans cette expérience la théorie des droits électoraux : « Si l'on considère chacune de ces sociétés (bourgs ou comtés) isolément et en elle-même, on trouve que les droits poli-

(1) *Essais*, p. 44.

(2) *Gouvernement représentatif*, t. I, p. 251-252 et 275.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 375, 381.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 327.

tiques y étaient égaux entre les citoyens appelés à en jouir » ; quand il a montré, dans les villes, ce droit électoral restreint et arbitrairement distribué, il lui fait l'honneur pourtant d'avoir attribué le droit à la capacité (1). Ou bien il formulait des lois historiques qui n'avaient véritablement qu'une application contemporaine, telle que celle de la marche balancée du pouvoir qui parti d'un régime de libertés locales fait progressivement triompher la centralisation pour en revenir ensuite, quand le point culminant a été atteint, à ressusciter les libertés locales : naturellement ce summum de centralisation aurait été atteint sous la Révolution et l'Empire, la Restauration commencerait à redescendre la pente libérale (2). Telle la loi d'évolution de la liberté : libertés de fait obtenues par la force et qui deviennent des droits, les droits obtenant des garanties légales, ces garanties produisant les forces sociales qui les soutiennent et par lesquelles elles s'exercent (3). Telle encore la relation nécessaire qu'il aperçoit, entre la concentration de la propriété et les violations de l'ordre public, le morcellement des biens et les garanties de la sécurité légale (4). Souvent, d'ailleurs, sans qu'il s'en rende compte, ces prétendues lois ne reposent que sur une confusion de termes ou sur une imprécision de langue : ainsi, en vérité, pour établir la première, confond-il centralisation et unification ; ainsi la seconde n'a-t-elle de sens qu'à condition de ne pas préciser si « libertés » ne signifie autre chose que « institutions » et « garanties » autre chose que « pouvoirs ».

En creusant davantage, on trouve encore une action plus profonde de la politique sur l'histoire, telle que ce soit là qu'il faille chercher l'inspiration première de ses théories historiques fondamentales. Une des préoccupations les plus anciennes de Guizot, — ne l'a-t-on pas vue déjà dans les campagnes des *Archives philosophiques* en 1817? — était de trouver une justification théorique des conceptions politiques que les circonstances l'ont amené à adopter : ce besoin est proprement ce qui constitue un « doctrinaire ». Or, deux justifications seulement s'offraient à lui : la logique

(1) *Gouvernement représentatif*, t. II, p. 226, 228.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 57-60.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 77. Cf. encore *Essais*, p. 273 à 297.

(4) *Essais*, p. 134 et suiv.

pure, abstraite, des philosophes du dix-huitième siècle, le recours au droit naturel, — ou le fait d'ancienneté, le respect des droits acquis, l'obéissance à la tradition. Par réalisme d'esprit, par métier, par nécessité aussi d'échapper à certaines conséquences telles que la souveraineté populaire, Guizot choisit la solution historique. La première leçon du cours sur le *Gouvernement représentatif*, la préface des *Essais sur l'histoire de France* revendiquent le droit, et affirment la nécessité de l'appel à l'histoire ; mais les polémistes de droite, les Chateaubriand, les Montlosier, ne procédaient pas autrement, et au dix-huitième siècle comme alors, c'est pour échapper aux droits du passé que les libéraux avaient fait appel à des théories rationnelles, car l'histoire ne semblait justifier que l'autorité monarchique. La position politique de Guizot l'obligeait à en faire sortir de tout autres enseignements. De là son effort acharné pour dissocier l'idée de liberté de toute l'époque féodale et de toute organisation aristocratique, pour détruire l'édifice de Montlosier. Il consacra un *Essai* entier à prouver que l'époque féodale fut un temps d'oppression, que « le nom de féodalité ne réveille dans l'esprit des peuples que des sentiments de crainte, d'aversion et de dégoût ; (qu') aucun temps, aucun système n'est demeuré aussi odieux à l'instinct public ;... (que) de tout temps quiconque lui a porté un coup a été populaire en France » (1). Ou bien il montre que les périodes de civilisation avancée ne connaissent plus le besoin des clientèles, des groupements aristocratiques ou corporatifs (2).

Mais encore faut-il établir que l'état actuel de la société et des institutions est quelque chose de définitif, que l'histoire qui les a créées ne comporte pas de retour en arrière, qu'on ne peut invoquer contre elles son autorité et ses exemples. Il importe que l'ancien régime soit bien périmé, ses institutions inutilisables, son passé bien mort. Et Guizot se trouve ainsi amené à formuler deux idées qui donnent à ses premiers ouvrages comme une allure de matérialisme historique, étonnante pour cette époque et chez cet homme. La première est que les institutions ne sont qu'un reflet de la société : il reproche aux historiens d'avoir voulu peindre la

(1) Le cinquième intitulé : *Du caractère politique du régime féodal*, p. 239 et 240.

(2) *Essais*, p. 140.

société à travers ses institutions politiques : « Il eût été plus sage d'étudier d'abord la société elle-même pour connaître et comprendre ses institutions politiques. Avant de devenir cause, les institutions sont effet ; la société les produit avant d'en être modifiée (1) ». A quoi Daunou, avec bon sens et justesse, objectait qu'en l'absence d'autres documents sur ces époques lointaines, il fallait bien juger la société d'après ses institutions et que lui-même n'avait pas autrement procédé (2). Sans doute, mais cette relation qu'il énonce, peu importe à Guizot qu'elle ne trouve pas son application aux temps mérovingiens : c'est pour la France de 1820 qu'elle est faite, pour une société basée sur l'égalité sociale qui « produit » naturellement le gouvernement représentatif et dont il faut abriter les institutions derrière un dogme intangible. Un peu plus loin d'ailleurs il précise que la législation se borne à enregistrer l'état de fait des situations sociales : la supériorité sociale ne trouve sa protection dans la loi qu'après s'être nettement affirmée dans les faits, « les prééminences sociales ne deviennent légales qu'après avoir été longtemps réelles ; c'est seulement quand elles se sont clairement constatées et affirmées par la possession qu'elles passent dans les institutions et les lois » (3). Si ce n'est pas la loi qui crée la situation sociale, la loi, sans doute, est impuissante à reconstituer des situations sociales disparues ? Sûreté prise en ces années où le camp ultra s'efforce ouvertement de ressusciter le droit d'ainesse. La seconde théorie fondamentale est celle d'un véritable déterminisme historique (Chateaubriand dira « fatalisme »). Et celle-ci, Guizot l'exprime et la répète avec toute la netteté désirable : « Le monde moral a, comme le système des corps célestes, ses lois et son mouvement », prononce-t-il dans sa leçon d'ouverture en 1820 (4), et le début du troisième *Essai* en 1823 reparle de « cet enchaînement nécessaire des événements qui fait qu'ils naissent constamment les uns des autres et que le premier jour portait dans son sein l'avenir tout entier » ; « indépendamment même de ce lien éternel et universel de tous les faits », il voit les hommes et les accidents historiques sortir

(1) *Essais*, p. 59.

(2) *Journal des savants*, décembre 1823, p. 707.

(3) *Essais*, p. 145. Il revient sur cette idée à la p. 216.

(4) Page 16.

de la suite immense des événements qui les dominent et les emportent (1).

La tâche de l'historien doit donc être de dégager les courants qui emportent l'histoire. Et voici jaillir les grandes conclusions politiques, arrière-pensées qu'on a devinées toujours présentes. La théorie, d'abord, du progrès nécessaire à la durée des empires, si transparente dans son application contemporaine. Stériles sont les civilisations où manquent les idées neuves, les grandes espérances, qui s'abandonnent aux pensées vieilles et aux regrets : « Ce n'est pas quand des idées neuves fermentent qu'il y a décadence ; mais lorsque dans un empire la société qui se sent opprimée et malade, ne conçoit aucune grande et nouvelle espérance, lorsqu'au lieu de s'élancer vers l'avenir, elle n'invoque plus que les souvenirs et les images du passé, c'est là une décadence véritable ; peu importe combien de temps un tel état met à tomber, il croule d'une ruine continue (2) ». Prenant prétexte du droit de suffrage anglais au quatorzième siècle, Guizot répète un peu plus tard cette leçon de l'histoire : « Toute institution immobile est vicieuse, parce qu'elle finit par constituer un privilège en contradiction avec l'état réel de la société (3) ». Alors apparaît comme couronnant l'édifice, la grande idée inscrite au frontispice de son cours, cette idée pour laquelle en réalité il a bâti sa philosophie historique, abordé ses études d'érudition : mettre toute l'histoire au service du gouvernement représentatif, décrire l'Europe moderne en mal de son enfantement depuis les invasions barbares, trouver des titres séculaires de noblesse à la monarchie constitutionnelle pour les opposer victorieusement aux théories du droit divin et de l'aristocratie : « Telle a été presque depuis leur naissance, la situation des sociétés modernes, que dans leurs institutions, dans leurs vœux, dans le cours de leur histoire, le gouvernement représentatif à peine soupçonné des esprits, se laisse constamment entrevoir comme le port tantôt rapproché, tantôt lointain où elles s'efforceront d'entrer en dépit des orages qui les en écartent ou des obstacles qui leur en ferment l'accès (4) ».

(1) *Essais*, p. 46.

(2) *Gouvernement représentatif*, 2^e leçon, t. I, p. 34.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 214, 235.

(4) *Ibid.*, 1^{re} leçon, p. 18.

II

Idée qui n'était pas historiquement défendable. Guizot était un trop puissant esprit et un trop consciencieux travailleur pour ne s'en pas rendre compte promptement : déjà dans son cours il fut amené à des conclusions contradictoires : dans les *Essais* prudemment il n'en est plus question. L'historien, en se fortifiant dans sa méthode, écouterait de moins en moins le souffleur politique. Mais celui-ci dont nous avons recherché le murmure derrière la voix du professeur d'histoire et de l'écrivain, a pour son compte organisé en système les idées doctrinaires. Les chapitres de doctrine des *Origines du gouvernement représentatif* (1) (1821), un ouvrage inachevé intitulé *Philosophie politique* (2) (1822), un article de l'*Encyclopédie progressive* (3) sur les élections et le droit électoral (1826), sont les débris ou l'ébauche de ce qui devait être une réplique doctrinaire à l'*Esprit des lois* et au *Contrat social* : elle se laisse pourtant reconstituer. Quel est ce système ? De quels éléments s'est-il formé ?

* * *

Il n'en faut pas chercher l'origine dans une spéculation profonde, mais dans la réalité contemporaine. Le point de départ en est un fait : la nécessité qu'impose à Guizot sa politique, d'échapper à toute théorie pouvant légitimer, soit la tendance du gouvernement royal à l'absolutisme, soit la poussée de l'extrême

(1) T. I : chap. vi : « Principe du gouvernement représentatif ; la souveraineté de droit ; classification des gouvernements. » Chap. vii, « comparaison des types de gouvernement avec le vrai principe du gouvernement et de la souveraineté ; le gouvernement représentatif est le seul qui y réponde. » Chap. viii : « Formes essentielles du gouvernement représentatif. » T. II. Chap. x : « Théorie de la représentation. » Chap. xv : « Système du droit électoral, théorie de la capacité. » Chap. xvi : « Les modes d'élection. » Chap. xviii : « La division du parlement en deux Chambres. » Chap. xxii : « Le droit de pétition. »

(2) VAL-RICHER, *Dossiers spéciaux*, n° 11, manuscrit de 91 pages : 28 chapitres dont le dernier à peine commencé.

(3) *Encyclopédie progressive*, t. I, 2^e livraison (septembre 1826), article : *Élections ou de la formation et des opérations des collèges électoraux*, p. 393-422 (Bibliothèque nationale Z. 11488, in-8°).

gauche à la révolution populaire. De là une double critique qu'il dirige contre le principe de la « monarchie pure » et contre le principe de la souveraineté du peuple. Il sait bien que la monarchie n'a de sens que si le monarque est souverain, c'est-à-dire armé du droit de commander, de déterminer la règle sociale et de l'imposer, et que « la force qui possède essentiellement ce droit possède le pouvoir absolu, c'est-à-dire le droit de tyrannie ». Pour en désarmer la monarchie, il est conduit à l'accuser d'usurpation : il lui reproche de jouer d'une habile confusion entre le souveraineté de fait et la souveraineté de droit, entre le pouvoir et le droit de commander : le système monarchique, « en plaçant la souveraineté sur la terre, la personnifie, lui prête un corps, un nom, de l'éclat, tout ce qui peut induire les hommes à y croire. Il agit comme les religions qui pour imprimer l'idée de leur Dieu dans l'esprit des peuples, le représentent sous des traits matériels, placent dans les temples ses statues ou ses images et leur attribuent le pouvoir du Dieu (1) ». Comme la souveraineté par définition ne comporte ni restrictions, ni partage, pour n'être pas contraint d'attribuer au monarque la plénitude du droit, il lui fait grief de son unité même, il y voit une preuve d'abus : « Partout où la souveraineté de fait sera unique, la souveraineté de droit sera usurpée » (2). Dépouillant la monarchie de la pérennité et de l'inaliénabilité du droit, il proclame « le droit de résistance » : « Qu'elle fut ancienne ou nouvelle, quels qu'aient été les adversaires dont les coups l'ont fait succomber, dès qu'elle était la tyrannie sa chute a été légitime comme leur résistance. (3) »

Mais la souveraineté refusée au roi, est-il d'autres solutions que de l'attribuer à la nation tout entière? Or la politique a pu faire de Guizot un allié de plus en plus cordial de la gauche, il n'ira pas jusqu'à admettre le dogme révolutionnaire de la souveraineté du peuple. Il soumet le nouveau dogme à la même critique, une critique toute positive (4). Sa logique dénonce une pétition de principe dans l'hypothèse de Rousseau que le citoyen puisse demeurer

(1) *Philosophie politique*, chap. IX « De la monarchie ».

(2) *Ibid.*, chap. II : « Que toute souveraineté de fait doit être divisée ».

(3) *Ibid.*, chap. XIII : « Que nulle souveraineté humaine n'est inaliénable » et chap. XIV : « Du droit de résistance ».

(4) *Ibid.*, chap. XXI : « De la souveraineté du peuple ». Cf. *Gouvernement représentatif*, t. I, p. 106-108.

libre après s'être engagé d'avance à accepter la loi sanctionnée par la majorité. Son bon sens réfute victorieusement, et dans un éloquent couplet, l'idée qu'un citoyen se puisse retirer de l'association lorsque le vœu de la majorité ne lui agréé point, qu'il en soit réduit « à se croire libre, parce qu'il est toujours maître de choisir entre sa volonté et sa patrie » ; « il n'est pas vrai que la patrie ait fait tout ce qu'elle doit à la liberté de ses enfants dès qu'elle leur permet de la quitter » ; la souveraineté du peuple, dégagée des vains subterfuges, doit avouer son essence véritable, « ce qu'elle est en effet, le pouvoir absolu de la majorité numérique sur la minorité, c'est-à-dire une tyrannie ». Guizot n'a point de peine à montrer que la majorité est le despotisme du nombre, donc une force, non un droit. Il avait aperçu, d'ailleurs, le corollaire inévitable du principe de la souveraineté du peuple : « Il est clair que si la majorité numérique donne, en faveur de la légitimité du pouvoir, plus de probabilités que toute autre combinaison, si c'est à ce signe que se révèle la solution la plus exacte du problème soumis à la société, le suffrage universel est un droit » (1). La conséquence même de sa logique lui facilite la tâche, car s'il fait appel à l'expérience, l'histoire atteste aisément que les théoriciens les plus hardis n'ont pas osé accepter leur principe dans son intégrité, étendre le suffrage aux femmes, ou bien que la majorité n'est pas soustraite à l'erreur et à l'injustice.

Tenant au fond pour légitimes au même titre, à la fois les droits du monarque et ceux du peuple, plutôt que d'attribuer à l'un un pouvoir qui exclurait celui de l'autre, Guizot prend le parti de le leur refuser à tous deux, et pour le leur refuser, de nier le principe même de la souveraineté. Il y voit le produit d'une idolâtrie. « L'homme s'est fait des idoles ; il les a appelées Dieu et il les a adorées... Comme il s'est fait des dieux, il s'est fait des maîtres. Il a essayé de placer la souveraineté sur la terre aussi bien que la divinité... Il n'a pas mieux réussi à fixer, sans limite et sans retour, son obéissance que sa foi (2) ». D'asile en asile, ressuscitant dans un symbole nouveau des ruines d'un symbole abattu, oscillant du droit de conquête au droit divin des rois, de l'absolutisme des

(1) *Philosophie politique*, chap. XXIII : « De la majorité numérique ou du suffrage universel ».

(2) *Ibid.*, chap. 1^{er} : « De l'idolâtrie politique ».

princes à la souveraineté du peuple, le pouvoir despotique a pesé sur la vie politique de l'humanité entraînée par le rêve de fonder une autorité qui ne pourrait déchoir, qu'on ne pourrait renier. Mais ces pouvoirs despotiques, quels qu'ils soient, peuples ou rois, n'osant se réclamer de la force, « se sont attribué une légitimité indépendante de leurs actes, inhérente à leur nom, à leur origine, c'est-à-dire absolue et inaliénable », et, au nom de cette souveraineté de droit, « ont soutenu que ce pouvoir définitif, indispensable aux sociétés humaines, résidait dans leur volonté seule, sans que nul eût le droit d'en contester le mérite ou d'en discuter le motif ». Cette souveraineté prétendue résulte donc d'une confusion et dissimule un fait honteux de lui-même, le pouvoir absolu : « La conséquence est odieuse, inadmissible en fait comme en droit ; nul pouvoir absolu ne saurait être légitime. Donc le principe est menteur. Donc il n'y a, sur la terre, point de souveraineté, point de souverain (1) ». « Toute souveraineté de droit attribuée à des hommes, un, plusieurs ou tous, est un mensonge et une iniquité (2) ». Critique toute réaliste que celle-là et qui procède en partant des faits et des concepts de bon sens, à la manière de ces Idéologues qui furent les premiers maîtres de Guizot.

C'est aux Idéologues aussi que Guizot emprunte la solution qui lui permet de s'échapper de l'impasse où il paraît aboutir. Destutt de Tracy avait publié en 1819 un *Commentaire sur l'Esprit des lois de Montesquieu*, où, critiquant la fameuse théorie des principes de crainte, d'honneur et de vertu, sur lesquels reposeraient le despotisme, la monarchie et la république, il concluait que « le principe des gouvernements fondés sur les droits des hommes, est la Raison » (3). Cette indication devient chez Guizot un système complet de la souveraineté de la Raison. « Les sociétés humaines ont un souverain pleinement légitime. Elles y croient, invinciblement aspirent sans cesse vers lui et ses lois, s'arrêtent quand elles se flattent de l'avoir atteint, reprennent leur course dès que leur erreur est dissipée, veulent enfin, d'une volonté infatigable, lui

(1) *Philosophie politique*, chap. IV : « Qu'il n'y a pas de souveraineté sur la terre ».

(2) *Gouvernement représentatif*, t. I, p. 90.

(3) Page 200 dans le *Résumé des douze premiers livres de l'Esprit des lois*. Cf. le chap. III : « Des principes des trois gouvernements ». (Destutt de Tracy suit le plan de Montesquieu).

obéir et n'obéir qu'à lui. Donc il est. Ce souverain tout légitime, éternellement et par sa nature, c'est la raison, la vérité, la justice (1) ». Destutt de Tracy, éclairé par l'expérience révolutionnaire, avait aperçu tout ce qu'avait de superficiel et de formel la classification des gouvernements adoptée par Montesquieu et que toute forme de régime peut dissimuler le despotisme s'il tend à satisfaire non les intérêts généraux et permanents des citoyens, mais les intérêts particuliers d'un homme sous la monarchie, d'un groupe d'hommes dans les aristocraties de degrés divers (2). Guizot adopte et transpose toute cette critique et s'il n'admet pas la classification de l'idéologue qui distinguait « gouvernements nationaux » et « gouvernements spéciaux », il en utilise la méthode en classant les régimes d'après leur « essence », quelle que soit leur forme extérieure, en deux groupes, « les uns, qui attribuent exclusivement la souveraineté de droit à des individus, un, plusieurs ou tous, fondent le despotisme en principe, quoique le fait vienne toujours plus ou moins protester contre le principe, et que jamais l'obéissance absolue d'une part, le pouvoir absolu de l'autre n'aient été pleinement en vigueur. Les autres sont fondés sur cette vérité que la souveraineté de droit n'appartient à personne, parce que la connaissance pleine et continue, l'application fixe et imperturbable de la justice et de la raison n'appartiennent pas à notre nature imparfaite » (3).

* * *

Mais comment Guizot conçoit-il cette Raison souveraine? Ici se séparent ses théories de celles des Idéologues. Ce n'est point la

(1) *Philosophie politique*, chap. II : « Que cette idolâtrie (politique) a un principe légitime ».

(2) *Commentaire sur l'Esprit des lois*, chap. II et III.

(3) *Gouvernement représentatif*, t. I, p. 93. Dans la *Philosophie politique*, deux chapitres : VII : « De la classification des gouvernements » et VIII : « Des gouvernements qui admettent l'existence de la souveraineté sur la terre. » : « D'une part se rangent ceux qui croient à la présence du souverain sur la terre et règlent leur organisation sur cette croyance, sauf à faire ensuite de pénibles et insuffisants efforts pour échapper à ses résultats. D'autre part sont ceux qui refusent à toute souveraineté de fait la souveraineté de droit, sont constitués d'après cette maxime, et recherchent incessamment le pouvoir légitime, la vraie loi, dont ils reconnaissent l'importance mais qu'ils ne se vantent jamais de posséder sûrement ni à toujours. Ceux-là seuls sont conformes aux intérêts de la liberté comme aux lois de la raison. »

raison utilitaire de Destutt de Tracy, définissant le bien et le mal, le juste et l'injuste, par ce qui est, ou non, conforme à la nature humaine et destiné à assurer son bonheur. Ce n'est pas davantage la raison kantienne, puisant son droit dans son autonomie : tout gouvernement fondé sur la volonté individuelle sombrerait dans la tyrannie, ou se dissoudrait en anarchie, pour peu qu'on voulût respecter cette autonomie dans le législateur ou dans le citoyen (1). Guizot est profondément imbu du pessimisme chrétien, convaincu de l'insuffisance et de l'impuissance de la nature humaine. Comment pourrait-il admettre que la société politique fût fondée sur le respect de la volonté des gouvernés puisqu'il nie le pouvoir de l'homme sur lui-même ? « Il n'est pas vrai que l'homme soit maître absolu de lui-même, que sa volonté soit son souverain légitime, qu'à aucun moment, à aucun titre nul n'ait droit sur lui s'il n'y consent » ; « l'homme étant, de sa nature, imparfait et sujet à l'erreur, il ne peut tomber aux mains de l'homme ni sortir du sein des hommes, nul pouvoir infailible et parfait, partant nul pouvoir investi de la souveraineté de droit ». Cette Raison, maîtresse du monde, est celle que conçoit un protestant, principe raisonnable et non principe rationnel : il va la puiser à la source de sa morale. Guizot ne dit jamais : « la raison » sans ajouter : « la justice » ; une double conviction, d'origine visiblement religieuse, est le fond de sa doctrine : de l'infirmité de l'âme humaine et de son élan vers la vérité.

S'il cherche le fondement du gouvernement, il le trouve dans l'idée de règle : de la règle morale qui s'impose à l'individu et limite sa volonté, il fait la règle même de la société. Au lieu d'élever la volonté humaine jusqu'à en faire le principe du droit social, c'est au contraire la limitation à cette volonté qu'il exalte jusqu'à en faire la loi de la société. Toute l'erreur des philosophes lui paraît provenir de ce qu'ils ont confondu la souveraineté que l'infirmité de sa nature refuse à l'homme et à tout pouvoir issu de lui, et le gouvernement (2). La société commence où apparaît la règle : sans règle, pas de société, mais des individus rapprochés et retenus par

(1) *Philosophie politique*, chap. XVIII et XIX : « De la souveraineté personnelle ».

(2) *Ibid.*, chap. V : « Des rapports de la souveraineté et du gouvernement » et chap. VI : « Du principe du gouvernement ». *Origines du gouvernement représentatif*, t. I, p. 86 et suiv.

la force ; l'hypothèse du *Contrat social* est une « absurdité » ; à l'idée de société est donc liée l'idée de gouvernement c'est-à-dire d'un pouvoir chargé de veiller à l'observation de la règle. « L'idée comme le fait de la société implique l'idée comme le fait du gouvernement. La société commence au moment où les hommes se sentent unis par un lien autre que la force, c'est-à-dire où ils reconnaissent la présence du seul pouvoir auquel le nom de gouvernement peut être donné » (1). Le gouvernement n'est donc né, n'a été reconnu que comme représentant le souverain légitime, substituant la raison à la force, la vraie loi à la volonté arbitraire de l'individu. Il n'est donc ni l'œuvre de la force, ni le fruit d'une convention. « Le contrat qui lie les hommes aux lois de la justice et de la vérité n'est point leur ouvrage, pas plus que les lois elles-mêmes. C'est un contrat divin où sont écrites, de la main du Très-Haut, les vraies règles de toutes les relations humaines et qui oblige l'un envers l'autre le gouvernement et le peuple, précisément parce qu'il leur est supérieur à tous deux, parce qu'il ne tombe point sous l'empire de leur volonté, parce que si l'imperfection de leur nature les condamne à n'en connaître et n'en observer qu'imparfaitement les lois, il n'est pas en leur pouvoir de le rompre ni même de l'oublier impunément et longtemps ». A cette conception du gouvernement répond une conception de la liberté. Guizot ne la voit point dans l'indépendance universelle : « La volonté ne confère aucun droit, aucun pouvoir légitime. Il faut reconnaître à chaque homme le droit qui lui appartient en effet, de n'obéir qu'à la raison, au lieu de lui attribuer le droit, qu'il n'a point, de n'obéir qu'à sa volonté. » La liberté de l'homme est le droit de faire respecter la force qu'il a reçue pour accomplir sa destinée morale : « C'est le droit de notre nature divine refusant de se soumettre à notre nature terrestre et réclamant le Dieu dont elle émane pour ne s'humilier que devant lui (2) ». Ainsi Guizot a déplacé la base de la philosophie politique, du domaine des droits de la volonté, sur celui de ses devoirs : pas plus de droit de commander d'un côté que de droit d'agir à sa guise de l'autre. En proclamant à la fois l'obligation et l'impuissance de l'homme d'atteindre à la raison et la justice fondements de toute

(1) *Gouvernement représentatif*, p. 37.

(2) *Philosophie politique*, chap. XX : « Du pouvoir et de la liberté ».

société, il peut conclure à la nécessité d'opposer des bornes au pouvoir du gouvernement et à la fantaisie de l'individu. Il n'y aura de gouvernement raisonnable qu'un gouvernement limité.

En même temps que cette faiblesse originelle, Guizot, protestant, découvre dans l'âme humaine un élan vers le bien, une volonté de mieux qui fait sa beauté et sa force. Il introduit par là, dans ses conceptions politiques, un principe d'évolution qui satisfait aussi à son esprit historique et rejoint la théorie du progrès que la fréquentation des Idéologues, la lecture de Condorcet et de Mme de Staël, lui ont transmise des philosophes du dix-huitième siècle dont ils l'avaient reçue. La réalisation de cet idéal de souveraineté de la Raison procède d'une élaboration continue, d'une recherche constante dont les progrès s'enregistrent et se conservent par le fait du temps : « La civilisation passe de génération en génération comme un dépôt que chacun reçoit, avec une certaine confiance, dans l'état où l'ont laissé ses pères, pour le faire valoir à son tour et le transmettre à ses enfants » ; ainsi se crée une légitimité politique qui n'est que la présomption de la légitimité morale, c'est-à-dire d'une conformité des institutions avec les besoins généraux de la société et les lois de la raison et de la justice, sanctionnée par le temps ; car « c'est aussi une majorité que celle qui se compte par générations ». La durée ne se donne point au hasard et sans motifs raisonnables. La force n'obtient point seule l'aveu des générations successives. Mais cette légitimité comme elle s'acquiert, peut se perdre, en cessant de répondre à l'état et aux besoins généraux de la société : le loyalisme la maintient quelque temps, comme le respect pour le vieillard survit à sa sagesse, « jusqu'à ce qu'une légitimité nouvelle, plus forte bien que plus jeune, se lève clairement sur l'horizon, attire la confiance des peuples, les tranquillise sur l'avenir, et se livre à son tour à l'action du temps qui peut seul la consacrer (1) ». C'est par cette théorie que Guizot reconstruit, après l'avoir renversée dans sa prétention à la souveraineté, la monarchie avec son principe héréditaire (2).

Mais sans doute un gouvernement raisonnable ne se peut-il obtenir sans la collaboration de tous. Comme l'homme a besoin,

(1) *Philosophie politique*, chap. xiv bis : « De la légitimité politique ».

(2) *Ibid.*, chap. xv : « De l'hérédité monarchique ».

pour se maintenir dans le chemin du bien, de l'aiguillon de la nécessité, des passions ennemies, du malheur, dans cette longue et pénible recherche de la raison et de la justice, les forces du pouvoir et de l'individu ont sans cesse besoin d'être réprimées, contrariées, éclairées, poussées : « c'est donc l'obstacle, le combat, que, loin de les craindre, il faut placer comme une nécessité toujours présente, dans la carrière du gouvernement. Sa nature est complexe et flottante comme celle de l'individu ; que sa vie soit, comme la vie humaine, laborieuse et éprouvée » (1). L'une des conditions essentielles d'un bon gouvernement réside donc dans la balance de pouvoirs égaux, dont les actions se neutralisant et se corrigeant meuvent la société sur le chemin de la raison. De même ne sera-ce pas trop de la collaboration de tous : « Nul homme et nulle réunion d'hommes ne connaissent et ne pratiquent pleinement la raison, la justice, la vérité, mais ils ont la faculté de les découvrir et ils peuvent être amenés à y conformer de plus en plus leur conduite. Toutes les combinaisons de la machine politique doivent donc tendre, d'une part, à extraire de la société tout ce qu'elle possède de raison, de justice, de vérité, pour les appliquer à son gouvernement ; de l'autre, à provoquer les progrès de la société dans la raison, la justice, la vérité et à faire incessamment passer ces progrès de la société dans son gouvernement (2) ». La publicité, la discussion, la responsabilité partout, à tous les échelons du pouvoir, sont les signes manifestes qui révéleront la souveraineté de la Raison (3). Il y a là une doctrine du perfectionnement du gouvernement qui évoque, avec une singulière ressemblance, les préoccupations fondamentales de la morale individuelle du calvinisme.

* *

Voilà donc, le terrain ayant été déblayé des idées fausses, établies les fondations du gouvernement de la Raison. Voici maintenant que s'élève l'édifice. A vrai dire Guizot l'avait déjà devant les

(1) *Philosophie politique*, chap. II : « Que toute souveraineté de fait doit être divisée ». Ch. XII : « De la balance des pouvoirs ». Cf. *Gouvernement représentatif*, t. I, p. 121.

(2) *Gouvernement représentatif*, t. I, p. 98.

(3) *Ibid.*, 8^e leçon.

yeux, et à la différence de Montesquieu ou de Rousseau, tous ses plans d'architecte étaient postérieurs à la construction elle-même.

Car un seul gouvernement lui paraît répondre à ces définitions : le gouvernement représentatif. Deux leçons du cours de 1821 (1) sont consacrées à montrer qu'en n'attribuant à aucun des pouvoirs qui le constituent la souveraineté de droit, en faisant de leur délibération unanime la condition de toute action politique, en appelant tous les citoyens par l'élection, la liberté de la presse et le jury à collaborer à cette recherche de la justice et de la raison, ce régime a su découvrir la vraie doctrine de la souveraineté, puis à lui comparer les régimes aristocratiques et démocratiques, qui, fondés au contraire sur cette idée fausse que la souveraineté de droit réside quelque part sur la terre et dérive du seul fait de naître homme ou privilégié, sont incapables de créer autre chose que l'inégalité et le despotisme. « Le gouvernement représentatif repose sur la répartition du pouvoir de fait en raison de la capacité d'agir selon la raison et la justice, d'où découle le pouvoir de droit... Il distribue la souveraineté selon la capacité correspondante, c'est-à-dire qu'il ne place le pouvoir de fait que là où il découvre la présence du pouvoir de droit, présumé d'après certains symptômes ou acquis par certaines preuves (2) ».

Guizot est donc arrivé à cette étrangeté de définir le gouvernement représentatif en dehors de toute idée de représentation. Il commet un véritable abus de terme : c'est que l'idée même de représentation est contraire à tout son système, car représentation suppose délégation volontaire d'un droit ou de l'exercice d'un droit : or tout l'objet de Guizot est de dégager l'exercice du pouvoir politique de la notion de volonté et de droit individuel, pour éviter d'aboutir à la souveraineté du peuple et au suffrage universel. Il ne trouve alors pour définir le gouvernement représentatif que ceci, qui est tout autre chose et pourrait s'entendre de bien d'autres régimes : « Il existe dans toute société un certain nombre d'idées justes et de volontés légitimes sur les droits réciproques des hommes, sur les relations sociales et leurs résultats. Cette somme d'idées justes et de volontés légitimes, est dispersée

(1) 6^e et 7^e leçons.

(2) *Gouvernement représentatif*, t. I, p. 109.

dans les individus qui composent la société, et inégalement répartie entre eux en raison des causes infinies qui influent sur le développement intellectuel et moral des hommes... Il s'agit (done) de découvrir tous les éléments de pouvoir légitimes, disséminés dans la société, et de les organiser en pouvoir de fait, c'est-à-dire de concentrer, de réaliser la raison publique, la morale publique et de les appeler au pouvoir. Ce qu'on appelle *représentation* n'est autre chose que le moyen d'arriver à ce résultat..., c'est un procédé naturel pour extraire du sein de la société la raison publique qui seule a droit de la gouverner (1) ». Il y a en effet confusion perpétuelle dans l'esprit de Guizot entre légitimité et liberté : on croirait le voir poursuivre la réalisation, non d'un gouvernement libre, mais d'un gouvernement moral ; ainsi encore, pour fonder en raison le droit de suffrage : « Il y a des droits permanents et des droits variables, des droits universels et des droits qui ne le sont point. Tout individu possède et porte partout les premiers, à ce titre seul qu'il est né homme et dresse son front vers les cieux... les droits permanents et universels aboutissent tous au droit de n'obéir qu'à des lois légitimes. Les droits variables sont tous contenus dans le droit de suffrage, c'est-à-dire le droit de juger en personne de la légitimité des lois et du pouvoir (2) ». Nous voilà très loin des droits naturels de la Déclaration de 1789 ou de la liberté civile de Rousseau. Logique avec lui-même, en effet, Guizot tire la conséquence nécessaire de son principe de la souveraineté de la Raison. « C'est la capacité qui confère le droit, et la capacité est un fait indépendant de la loi, que la loi ne peut créer ni détruire à volonté, mais qu'elle doit s'appliquer à reconnaître avec exactitude pour reconnaître en même temps le droit qui en découle. Et pourquoi la capacité confère-t-elle le droit ? parce que le droit est inhérent à la raison et seulement à la raison. La capacité n'est autre chose que la faculté d'agir selon la raison (3) ». Le gouvernement représentatif se définit alors simplement le gouvernement de la majorité des capables.

Tout le problème politique est réduit dans ces conditions à

(1) *Gouvernement représentatif*, t. II, p. 149 et 150.

(2) *Encyclopédie progressive* : art. cité, p. 398 et 399.

(3) *Ibid.*, p. 397. Guizot a repris en partie cet article dans la réédition du *Gouvernement représentatif* en 1851.

rechercher ces capables, à découvrir « ces électeurs naturels, légitimes, tout faits ». Guizot se borne à faire la théorie des conditions du suffrage établies par la Charte et des modes d'élection que l'expérience des années écoulées depuis 1815 lui a enseignées comme capables d'éviter la fraude : elles ont toutes pour objet de permettre à la capacité de se dégager. Il faut noter pourtant qu'il professe, des signes auxquels se présume la capacité, une conception beaucoup plus souple que celle de la Charte et des lois électorales postérieures. Il ne veut pas que les conditions en soient définies une fois pour toutes par une loi immuable : elles doivent rester essentiellement variables pour suivre les progrès de la civilisation, « les vicissitudes des faits » (1).

De ce principe de capacité, Guizot voudrait faire le facteur d'organisation de tout le corps politique et administratif. Il lui paraît que la liberté n'aura qu'une illusoire garantie, si tout un système d'institutions, fondées sur le même principe ne vient pas étayer et prolonger l'action momentanée et épuisée par son jeu même, du droit électoral. Il s'élève contre les dangers de l'esprit d'analyse appliqué aux constitutions politiques : la réalité, la vie ont une complexité qui exige le concours d'une multitude d'éléments divers. L'expérience de l'homme politique qui a vu sombrer en quelques jours dans une sorte de révolution de palais l'œuvre à laquelle il avait voué six années d'ardente activité, se traduit dans ces observations réalistes : « En politique, qu'il s'agisse de droits ou de pouvoirs, le but est de créer des forces réelles, vivantes, capables, soit de se faire obéir, soit de résister (2) », « la liberté ne vit que par les droits et les droits ne sont rien, s'ils ne sont eux-mêmes des pouvoirs, des pouvoirs fortement constitués et pleins de vie » (3).

Telle est la doctrine de Guizot. Il y a là un système véritable, un ensemble cohérent, à la différence des doctrines de Royer-Collard qui ne sont que des fragments contradictoires et n'ont que la valeur momentanée d'une discussion parlementaire. Guizot s'est efforcé de dresser une construction logique (4). On distingue les

(1) Cf. *Gouvernement représentatif*, t. II, 15^e leçon, p. 234 à 237.

(2) *Encyclopédie progressive*, p. 393. Cf. *Gouvernement représentatif*, t. II, p. 218 et suiv.

(3) *Gouvernement représentatif*, t. II, p. 223.

(4) L'Exposé de Henry Michel, exact pour ce qui est de Royer-Collard, est tout à fait superficiel pour ce qui est de Guizot.

matériaux qui ont servi à l'édifier : un souci de moraliste, où transparaissent les origines protestantes et l'habitude de l'analyse intérieure ; — certaines méthodes et quelques idées retenues de la fréquentation des Idéologues ; — l'influence décisive des circonstances politiques, de la position spéciale de Guizot et des doctrinaires dans le problème posé depuis 1814 entre la France révolutionnaire et l'ancien régime ; — le coefficient personnel enfin, le mécanisme propre de la pensée de Guizot, cette perpétuelle oscillation entre les faits et l'abstraction, cet esprit qui pense en partant de la réalité, mais auquel celle-ci ne donne pas satisfaction, qui éprouve le besoin de la reconstruire dans l'abstrait, qui, à l'âge où nous le voyons en ce moment, a encore assez de souplesse pour ne pas perdre de vue la réalité première, mais qui, plus tard, sans s'en rendre compte, se figera dans son système, s'en tiendra à cette réalité factice et ne s'inquiètera plus de réadapter ses théories aux faits.

Or il y a une faiblesse dans tout ce système (1). Il n'est en réalité que la justification après coup d'un régime qui a son nom et sa date, la Charte. Toute cette analyse du gouvernement représentatif n'a de vie et de réalité que si elle suppose l'organisme constitué par le roi, les pairs et les députés censitaires collaborant à des titres égaux au fonctionnement d'un régime de compromis. Ainsi Guizot esquivé, ou ne pose pas, le problème capital qui l'aurait obligé à choisir entre le droit du roi et celui du peuple, l'origine de la constitution : octroi gratuit de la monarchie ou œuvre d'une constituante ? Ainsi pose-t-il la capacité comme condition du pouvoir, mais en quoi la fortune est-elle une preuve de la capacité à découvrir et à suivre la raison et la justice ? Et comment justifier quand on définit l'aristocratie comme une forme de tyrannie, la présence d'une Chambre des pairs ? Il y a là des imprécisions ou des confusions que la subtilité de Guizot ne résout pas.

Mais il y a, dans ce système, un élément de vie et de progrès : cette idée d'élaboration continue, de perpétuelle évolution dont il anime sa théorie de la souveraineté, du droit, de la capacité. Par là, ce système est capable de souplesse et si l'on y joint cette autre

(1) La critique la plus pénétrante de Guizot, d'un point de vue individualiste et kantien, est celle de RENOUVIER et de PILLON, dans la *Critique philosophique*, 1872, p. 355, 367 et 399, 1873, t. II, p. 275).

qu'il faut faire œuvre d'ensemble, faire pénétrer la vie nouvelle dans toutes les parties du corps social, une grande faculté d'élargissement. La suite dira si Guizot a tiré de son système les possibilités qu'il comporte, et répondu à ses propres espérances. Mais on voit sans peine, comment cette conception en quelque sorte pragmatique de la philosophie politique, se relie aux leçons que Guizot tirait de l'histoire.

III

Cette œuvre d'éducation de la jeunesse fut interrompue par une brutale mesure : le Conseil royal de l'Instruction publique, dans sa séance du 12 octobre 1822 suspendit, par arrêté, les cours de Guizot et de Victor Cousin (1). Ce n'était au reste qu'un détail dans le mouvement de réaction qui s'attaquait à l'Université depuis deux ans. La Congrégation avait réussi, dès 1821, par les Frères de la Doctrine chrétienne, à mettre la main sur l'enseignement primaire : la résistance énergique de Royer-Collard avait longtemps fait échouer l'envahissement des deux autres ordres d'enseignement. Une réorganisation du Conseil de l'Instruction publique permit de l'entreprendre : les pouvoirs du président furent progressivement accrus jusqu'à faire de lui, organe direct du gouvernement, un chef sans contrôle, maître du recrutement de toute l'Université et du Conseil lui-même. En même temps pour détruire « la pépinière laïque pour les collèges » comme disait Guizot, l'École normale fut progressivement démembrée, puis supprimée. L'enseignement des collèges prit pour base « la religion, la monarchie, la légitimité et la Charte », fut mis sous la surveillance et l'inspection des évêques, partagea ses privilèges avec les maisons particulières d'éducation. La réaction atteignait les hommes comme les institutions et les programmes : l'abbé Nicolle, homme du duc de Richelieu fut, au grand déplaisir de l'Université, introduit dans le Conseil royal, puis nommé recteur de Paris ; le premier aumônier du roi, l'abbé Frayssinous devint grand maître de l'Université, suivi peu après, au Conseil, de deux autres ecclésiastiques.

(1) *Archives nationales*, F¹⁷⁶, G, 116.

tiques. Une échelle de pénalités sévères frappa les étudiants et les professeurs qui « dans leurs discours, leurs leçons ou leurs actes, s'écarteraient du respect dû à la religion, aux mœurs et au gouvernement » (1). La suppression de l'École normale avait convaincu Guizot que des mesures personnelles n'étaient pas loin ; celle qui le réduisait au silence ne l'étonna ni ne le troubla (2).

Elle le rejeta dans l'histoire pure. Préoccupé de ne pas rester dans l'abstraction, il avait songé à appuyer sa philosophie du gouvernement représentatif d'une étude historique sur son développement en Angleterre (3) ; le cours de 1821 l'avait conduite jusqu'à la fin du quatorzième siècle, il la poursuivit en commençant aussitôt les recherches préparatoires à l'étude de la Révolution. Par nécessité d'argent, il en utilisa les résultats pour la publication d'une collection de *Mémoires* traduits de l'anglais dont les vingt-cinq volumes parurent en deux ans (4). L'entraînement du travail lui fit abandonner son point de vue primitif ; il laissa de côté les préoccupations plus étroites du droit et des institutions, pour écrire l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre*, dont les deux premiers volumes terminés à la fin de 1826 parurent en 1826 et en 1827 : une préface où les révolutions d'Angleterre et de France, les « plus grands événements que l'Europe eût à raconter », sont présentées comme réalisant le rêve de progrès poursuivi par l'humanité, quelques maximes philosophiques de-ci, de-là, un peu plus d'indulgence pour les parlementaires et les Têtes rondes que pour les Cavaliers et le roi, voilà la part où se réduit la politique. Mais avec ces tra-

(1) Les étapes de cette réaction sont marquées par les ordonnances des : 1^{er} novembre 1820, 27 février 1821, 1^{er} juin, 6 septembre, 30 décembre 1822, 2 février 1823. Cf. PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 471-476 ; t. V, p. 359 ; VAU-LABELLE, t. VI, p. 197-200 ; DUVERGIER DE HAURANNE, t. VII, p. 184.

(2) Lettres de Guizot à Barante, 22 septembre 1822 (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 44), 20 octobre 1822 (*id.*, p. 50), de Rémusat à Barante, 21 octobre 1822 (*id.*, p. 54).

(3) « Je suis rentré dans le seul travail qui puisse m'enlever absolument aux intérêts du dehors ; j'ai repris les *Principes de philosophie politique*, que j'avais entamés il y a longtemps. J'ai le projet d'exposer d'une part, en la cherchant dans ses racines, la philosophie du gouvernement représentatif ; de l'autre, son développement de fait, en écrivant son histoire en Angleterre. Voilà ce qui m'occupe. » Lettre à Barante, 24 août 1822 (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 39).

(4) *Collection des Mémoires relatifs à la Révolution d'Angleterre accompagnés de notices et d'éclaircissements historiques*. Paris, Bechet (1823-1825), 25 vol. in-8°. Cf. Mme de WITT : *M. Guizot*, p. 84.

vaux, s'ouvrait un cycle nouveau d'études et de pensées, où Guizot, peu préoccupé jusqu'ici de l'influence anglaise et ses contemporains devaient parcourir une longue carrière (1). Son regard ne va pas encore d'ailleurs à la Révolution de 1688. Ce même besoin de se créer des ressources plus régulières lui donna l'idée d'offrir à la curiosité d'un public avide de couleur locale, la naïveté des chroniques, de lui enseigner l'histoire par les documents contemporains : le succès de sa collection des *Mémoires* de l'ancienne France détermina l'éclosion d'une série d'entreprises analogues, de publications de documents ou de mémoires (2). Il promettait déjà à Lafayette son concours pour une traduction de la correspondance et des écrits de Washington (3).

Toute cette activité littéraire mûrit sa méthode : en 1821 il proclamait que l'histoire pour être scientifique devait être rationnelle et philosophique et dégager des événements la théorie qui y est incluse (4). Il a compris désormais la complexité et les contradictions des faits, il avoue que la logique fausse l'histoire, insiste sur la nécessité d'avoir toujours présentes à l'esprit la chronologie et l'idée d'évolution, met en garde contre les généralisations hâtives, contre ses propres conclusions même, quand le manque de temps l'aura contraint d'improviser (5). Le professeur qui reprit la parole à la Sorbonne en 1828, est un historien et non plus un homme politique. La décision qui suspendait son cours avait été renouvelée en 1823 et en 1824, puis omise. A l'avènement de Martignac, sur réclamation de Guizot, le ministre dut reconnaître qu'il n'existait plus d'interdiction légale et se borna, par une note du *Moniteur*,

(1) « Ce fut à cette époque que je m'adonnai sérieusement à l'étude de l'Angleterre, de ses institutions et des longues luttes qui les ont fondées. Passionnément préoccupé de l'avenir politique de ma patrie, je voulais savoir avec précision à travers quelles vérités et quelles erreurs, par quels efforts persévérants et quelles transactions prudentes un grand peuple avait réussi à conquérir et à conserver un gouvernement libre. » *Mémoires*, t. I, p. 318.

(2) *Collection des Mémoires relatifs à l'histoire de France depuis la fondation de la monarchie jusqu'au treizième siècle, avec une introduction, des suppléments, des notices et des notes*, 30 vol. in-8°, Prière, Paris, à partir de 1823. Cf. la liste des collections qui suivent celle de Guizot, dans HALPHEN, *l'Histoire de France depuis cent ans*, chap. III.

(3) LAFAYETTE, *Mémoires*, t. VI, p. 286 (Lettre de Lafayette, 6 décembre 1828).

(4) *Origines du gouvernement représentatif*, t. II, p. 4 à 13, 204, 218.

(5) *Histoire de la civilisation en Europe*, p. 144, 176, 333.

à adresser au professeur et au public des conseils de sagesse et de prudence (1). L'enseignement de Guizot recommença le 9 avril 1828.

* * *

Dans l'*Histoire de la civilisation en Europe et en France* les inspirations et les déformations politiques tiennent une bien moindre place que dans les *Origines du gouvernement représentatif* ou les *Essais*.

L'esprit historique aujourd'hui adulte a corrigé les hypothèses aventureuses de la jeunesse. Ainsi l'explication de l'avènement des Carolingiens par une sorte de deuxième conquête germanique, est non seulement abandonnée mais reniée (2). La part faite à l'élément barbare est réduite et son influence envisagée beaucoup moins en ce que contenaient ses institutions et ses lois que dans les conséquences entraînées par le fait même de la conquête ; au contraire les survivances de la civilisation romaine, non seulement dans le droit comme l'avait montré Savigny, mais dans les aspects divers de la société, des codes et de la culture, prennent une importance de plus en plus grande (3). Les prétendues « lois » que la politique lui avait persuadé de dégager de l'histoire, n'ont pas résisté au progrès de l'esprit critique. Les leçons de politique ont disparu. Parfois encore, c'est à la politique qu'il faut penser pour comprendre certains jugements, mais des jugements de détail : telle théorie des grands hommes et des types de despotes est faite pour Napoléon plus que pour Charlemagne ou Philippe le Bel (4). Les tentatives des États généraux au quinzième siècle sont traitées avec un dédain (5) qui étonne d'un homme si préoccupé de découvrir les antécédents historiques du gouvernement représentatif : c'est que, sous la Restauration, les États généraux sont constamment opposés aux Chambres constitutionnelles par les polémistes de droite comme la combinaison idéale de participation de la nation au pouvoir. C'est aussi ce Guizot polémiste de gauche, qui

(1) *Moniteur* du 7-8 avril, p. 447. *Archives nationales*, F 17c., G. 116.

(2) *Civilisation en France*, t. II, p. 259-260.

(3) Notamment dans l'*Histoire de la civilisation en France*.

(4) *Civilisation en Europe*, p. 82 ; *Civilisation en France*, t. II, p. 264 ; t. V, p. 80.

(5) *Civilisation en Europe*, p. 293-295.

félicite les légistes d'avoir travaillé à détruire la féodalité et la théocratie, mais leur fait grief d'une politique autoritaire et anti-libérale (1), lui encore que l'on retrouve toujours hostile à la féodalité, à qui la nation après avoir applaudi à toutes ses défaites a porté le dernier coup par la Révolution française : l'insistance avec laquelle il professe envers elle une impartialité désormais facile, accuse cette volonté de dissocier la société moderne de tout cet odieux passé ; il ne manque pas de faire le parallèle entre la décadence fatale de toutes les aristocraties et le mouvement continu d'ascension et de rajeunissement qui mêle les classes dans la société moderne (2). Enfin les appréciations favorables sur le grand élan du dix-huitième siècle et de la Révolution par où se termine l'*Histoire de la civilisation en Europe*, ne peuvent venir que d'un homme de gauche.

Sauf ces quelques détails, la politique n'est plus, en somme, à fleur d'eau comme dans les premiers ouvrages : ce n'est guère que dans quelques conceptions profondes qu'on peut retrouver sa trace. D'abord dans une théorie de la légitimité politique et un système des garanties de la liberté où reparaissent les conclusions de sa *Philosophie politique* (3), puis dans une conception nouvelle de la royauté française : il est préoccupé d'en faire autre chose que la volonté d'un seul, de la dégager de toute idée de patrimoine familial, de droit divin, de lui dénier, en somme, toute existence en dehors de la nation elle-même, pour en faire au contraire un élément caractéristique de notre civilisation, qui ne doive presque rien aux conceptions anciennes de la monarchie romaine, religieuse, barbare et militaire : il y voit donc une sorte de magistrature, de pouvoir public étranger aux intérêts locaux, chargé de maintenir la paix, de protéger les faibles, de rendre la justice et de faire régner l'ordre, personnifiant la souveraineté de droit, essentiellement raisonnable, centre et lien à ce titre de la société mais de ce fait aussi n'ayant qu'un pouvoir limité, « le pouvoir d'un grand juge de paix du pays ». La monarchie est ainsi une fonction plus qu'un droit, théorie qui avait sa valeur politique, mais qui ne

(1) *Civilisation en France*, t. V, p. 102.

(2) *Ibid.*, t. IV, p. 18 et suiv., pp. 24-25, 29-30, 109-110 ; t. I, p. 76 à 82.

(3) *Civilisation en Europe*, p. 68 et suiv., p. 113, 382.

sortait ni des faits ni des textes (1). Guizot enfin ébauche dans les dernières leçons sur *la Civilisation en France* une théorie appelée à lui rendre de grands services dans la polémique, mais qui n'a pas encore dans son œuvre la place que les critiques ont voulu lui donner ; sur le rôle du Tiers État dans notre histoire, « l'élément le plus actif et le plus décisif », « la force la plus puissante » qui ait présidé à notre civilisation, dont les pays étrangers n'offrent pas l'équivalent ; mais en ces temps de lutte contre le ministère Polignac, il parle avec quelque dédain de cet esprit bourgeois « peu ambitieux, peu entreprenant, timide même et n'abordant guère la pensée d'une résistance définitive et violente, mais honnête, ami de l'ordre, de la règle, persévérant, attaché à ses droits et assez habile à les faire tôt ou tard reconnaître et respecter », et, tout bien pesé, il fait, à la différence d'Augustin Thierry, bon marché des libertés communales (2).

Cherchons encore la politique dans son appréciation des questions religieuses. S'il fait très grande la place de l'Église dans la naissance et le développement de la civilisation, il apparaît cependant comme plus dégagé de ses enseignements et d'esprit plus indépendant que dans les *Essais* (3) : ainsi il se refuse à lui attribuer le bénéfice de l'abolition de l'esclavage, en observant qu'elle s'en est accommodée pendant trois siècles, ou à lui reconnaître mieux qu'une part de collaboration dans l'amélioration de la situation morale ou matérielle des hommes ; il ramène maintenant l'idée de tolérance et de liberté de pensée à sa vraie source, la philosophie grecque, et n'en fait plus honneur au christianisme (4). Il est fort loin du point de vue de la religion révélée, puisqu'il ne craint pas d'avancer que sans doute le christianisme eût disparu dans la tourmente avec l'Empire romain, s'il n'eût été solidement organisé comme société et comme gouvernement, et c'est par une analyse très fine, mais très laïque, qu'il explique pourquoi l'Église se range toujours du côté du pouvoir et des intérêts conservateurs, ou comment la religion n'est pas faite seulement de sentiments reli-

(1) *Civilisation en Europe*, p. 252-270. *Civilisation en France*, 12^e à 15^e leçon du cours de 1829.

(2) *Civilisation en France*, t. V, p. 122 à 129, 234, 243.

(3) *Civilisation en Europe*, 5^e et 6^e leçons.

(4) *Civilisation en France*, t. III, p. 191.

gieux mais d'un corps de dogmes et d'un clergé. C'est qu'il se montre en effet, par un réveil en lui de l'esprit du dix-huitième siècle, très préoccupé de l'affranchissement de l'esprit humain ; il voit dans la volonté de libre examen une des forces qui entraînent le monde (1) ; il ne perd aucune occasion d'attaquer l'absolutisme spirituel de l'Église (2) ; il explique la double révolution anglaise et française par la lutte du libre examen contre l'autre principe qui emportait la civilisation sur une voie contraire, l'autorité monarchique. Un protestant peut ici trouver son compte, mais il reproche lui-même à la Réforme d'être restée en chemin dans cette œuvre d'émancipation et, par un jugement plus politique que religieux, il inscrit au bénéfice du protestantisme d'avoir fait redescendre la religion dans les masses et rendu l'indépendance au pouvoir temporel (3). La même confiance dans l'esprit humain inspire ses jugements sur la pensée du dix-huitième siècle et l'œuvre de la Révolution. N'oublions pas que toutes ces conclusions se placent par leur date au temps du triomphe de la Congrégation et du « parti prêtre ».

* * *

Donc Guizot est beaucoup plus historien en 1828 qu'en 1820. La part de la politique s'élimine de plus en plus de l'histoire : la morale la remplace. Tout à coup résonne au milieu des exposés historiques une note de pitié pour la masse, qui ne connaît la société que par ses contraintes : « Il ne faut pas avoir assisté longtemps au spectacle du monde pour être frappé, douloureusement frappé, de cet impitoyable dédain avec lequel la puissance sociale s'exerce sur des milliers d'individus qui n'en entendent jamais parler que pour la subir sans aucun concours de leur intelligence et de leur volonté (4) ». Ses conceptions profondes ont changé ; il a renoncé au « fatalisme » historique ; les événements ne lui paraissent plus si nécessaires, puisqu'il se préoccupe d'établir qu'ils ne sont jamais entièrement illégitimes (5) ; il en vient à

(1) *Civilisation en Europe*, les trois dernières leçons.

(2) Cf. notamment *Civilisation en France*, t. III, p. 197, la comparaison entre la philosophie éprise de liberté et la volonté de domination de la religion.

(3) *Civilisation en Europe*, 12^e leçon.

(4) *Ibid.*, t. IV, p. 348.

(5) *Ibid.*, t. I, p. 102.

critiquer la théorie du dix-huitième siècle, jadis la sienne, que l'état moral de la société dépend de son état social, que la vie du monde social comme celle du monde physique est courbée sous l'empire de causes extérieures et nécessaires (1); « après tout, messieurs, quels que soient les événements extérieurs, c'est l'homme lui-même qui fait le monde; c'est en raison des idées, des sentiments, des dispositions morales et intellectuelles de l'homme, que le monde se règle et marche (2) ».

Sa conception de l'histoire est plus idéaliste. Il juge : pour juger, il se place au point de vue moral; il parle de la valeur morale de la société issue des principes de la Révolution (3). « Dans nos recherches, il est impossible, dit-il, que nous ne rencontrions pas sur notre chemin les plus grandes questions de la philosophie morale », et il décerne le blâme et l'éloge aux institutions et aux faits, selon le principe de perfectionnement intérieur qu'ils ont apporté à l'individu. Il attend de l'histoire un enseignement et lui croit une vertu éducative : « Il s'agit pour nous de bien autre chose que de savoir; le développement intellectuel ne doit pas rester aujourd'hui un fait isolé; nous avons à en tirer, pour notre pays de nouveaux moyens de civilisation, et pour nous-même une régénération morale. La science est belle sans doute, mais elle est mille fois plus belle, quand elle devient une puissance et enfante la vertu (4) ». Des leçons de morale, non plus de politique, voilà qui révèle le changement opéré en huit ans.

A vrai dire il ne distingue plus guère les faits d'ordre moral des autres. La civilisation lui paraît un fait susceptible d'observation, de mesure, le fait historique par excellence; les disciplines morales sont des sciences, les données morales des faits et il prétend appliquer à ces sciences du monde moral, à la politique, à la philosophie, à l'histoire, les méthodes scientifiques (5). La conciliation de la spéculation et de la pratique, de l'intelligence et de l'utilité est pour lui une des caractéristiques de la pensée moderne (6). Lui-même, définissant la civilisation, ne va pas bâtir des théories

(1) *Civilisation en France*, t. I, p. 140-142.

(2) *Ibid.*, p. 80.

(3) *Ibid.*, t. IV, p. 29.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 27.

(5) *Ibid.*, t. I, p. 138-140, p. 28.

(6) *Civilisation en Europe*, p. 94-97. *Civilisation en France*, t. III, p. 197.

et chercher des définitions systématiques ; il s'en tient à la notion de bon sens qu'il analyse selon la méthode des Idéologues ; il y discerne avant tout l'idée de progrès, d'un double progrès à la fois matériel et moral, dans un double domaine, les relations sociales et la valeur individuelle. L'examen de la nature humaine avait fourni à sa « philosophie politique » les données exactes sur lesquelles il bâtissait son système de souveraineté de la Raison ; ici, encore, l'analyse intérieure lui permet de conclure à l'existence de deux portions dans la vie humaine, intimement mêlées, sociale et individuelle (1). Il donne à l'une et à l'autre le même idéal dont la poursuite a fait la gloire de la France ; « la vérité seule a le droit de régner sur le monde, les faits n'ont de mérite qu'autant qu'ils l'expriment et qu'ils tendent à s'y assimiler de plus en plus ; toute vraie grandeur vient de la pensée, toute fécondité lui appartient (2) ».

L'étude de l'histoire, la méditation sur la politique, rejoignaient, au terme de la route, les commandements de la morale.

(1) *Civilisation en France*, t. IV, p. 360 et suiv.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 97.

CHAPITRE XI

ACTION SOCIALE ET POLITIQUE LOINTAINE

(1820-1827)

- I. *Guizot dans l'Église protestante.* — Guizot membre du Consistoire. L'enseignement primaire parmi les protestants de Paris. La question de la surveillance de l'enseignement religieux dans les collèges. La Société biblique et la Société protestante de prévoyance et de secours mutuel. Le milieu protestant auquel Guizot est ainsi mêlé. — II. *Guizot à la Société de la morale chrétienne.* — Fondation, but et œuvre de la Société : ses comités et ses relations. Fonction de Guizot dans la Société. Rôle qu'il y joue. Milieu qu'il rencontra à la Société. — III. *Efforts d'éducation constitutionnelle.* — Par la presse : régime de la presse ; les *Tablettes universelles*, le *Globe*, l'*Encyclopédie progressive*, sa collaboration et ses doctrines. Son rôle dans la fondation à ces périodiques. Par les sociétés constitutionnelles : la Société des sciences morales. Par l'enseignement primaire, l'enseignement mutuel, l'idée d'un enseignement primaire supérieur. — IV. *Résultats de cette œuvre profonde.* — Guizot et la nouvelle génération. Son influence sur elle. Inquiétudes du gouvernement : les rapports de la police sur ces sociétés et sur Guizot. Importance de ces années pour la carrière de Guizot.

I

Cette âme occupée de morale, il faut la replacer dans sa vraie famille ; elle est protestante. Encore que Guizot ne fût point revenu à la foi, que sa philosophie à quelque hauteur spiritualiste qu'elle se fût élevée demeurât dans l'impossibilité d'admettre une vérité révélée, par l'empreinte de l'éducation et l'influence du milieu le calvinisme restait un aliment de sa vie intérieure. La souffrance reçue de la maladie longue et cruelle et de la mort en 1827 de sa femme, au besoin l'y aurait ramené.

Il n'avait pas perdu le contact avec son Église ; même il y agissait. Il avait été élu membre du Consistoire de Paris le 18 dé-

cembre 1815, constamment réélu depuis lors (1). Il assiste cependant rarement aux séances, à moins qu'il n'y soit traité quelque question dont il ait pris le soin. Le Consistoire a cherché surtout, sans doute, à s'assurer l'appui de sa présence, puis de ses relations dans le personnel gouvernemental (2). Les affaires dont il s'y occupa, offrent cet intérêt qu'elles ont attiré son attention sur des problèmes que son esprit n'abandonna plus.

La première, l'organisation d'une école, le mit en présence de la question de l'instruction primaire. Le 30 janvier 1816 en effet, une commission de trois personnes, dont Guizot, est nommée sur la proposition du pasteur Marron, président du Consistoire, pour tenter la création d'une ou plusieurs écoles gratuites, ouvertes aux enfants pauvres de la communauté. Le banquier Benjamin Delessert offrit le 14 mars une maison lui appartenant, 5 rue Coq-Saint-Jean, et, après enquête, Guizot conclut, par un rapport du 21 mars, à l'installation dans ce local d'une école pouvant contenir environ quatre-vingts garçons et vingt filles. Ses conclusions furent adoptées ; l'école établie prospéra, la commission pouvait dès le 21 février 1817 se déclarer satisfaite du nombre des élèves et de leurs progrès. On y enseignait la lecture, l'écriture, l'arithmétique, par la méthode de l'enseignement mutuel, en y joignant les notions élémentaires de la religion et de la morale. Guizot garda les yeux fixés sur l'enseignement primaire de son église ; il faisait partie du Comité cantonal pour les écoles protestantes et compta aussitôt parmi les membres de la *Société pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestants*. Lorsque, en février 1828, Cuvier, remplissant les fonctions de grand maître et de recteur à l'égard des établissements d'instruction protestante, demanda des renseignements précis sur l'état de l'instruction dans la communauté réformée, Guizot se chargea de dresser le bilan de l'œuvre de douze ans ; il rédigea un rapport d'ensemble, que le Consistoire adopta le 11 avril et transmit au gouvernement. L'école de la rue

(1) *Archives du Consistoire de l'Eglise réformée de Paris, Registre des délibérations*, n° 2.

(2) Cf. les termes avec lesquels, le 10 mars 1821, à la suite d'une affaire pour laquelle il s'est entremis, le président du Consistoire remercie M. Guizot « qui nous a donné dans cette occasion une nouvelle preuve du vif intérêt qu'il porte à nos églises. » (registre n° 3). S'adresserait-il différemment à un étranger bienveillant et serviable ?

Coq-Saint-Jean contenait à cette date cent vingt élèves environ reçus gratuitement, partagés par moitié en deux classes de garçons et de filles ; le budget de l'école de 5 à 6 000 francs était alimenté par les souscriptions annuelles des fidèles, administré par le comité nommé au moment de la fondation. Deux autres écoles s'y étaient ajoutées, rue Bergère et faubourg Saint-Antoine, groupant un nombre équivalent d'élèves payants des deux confessions protestantes et quelques boursiers entretenus par les consistoires. Les cent-soixante-dix-sept enfants de l'Église réformée étaient tous de condition modeste ou populaire. Guizot attribuait leur petit nombre à la dispersion de la population protestante dans tous les quartiers de Paris et à l'indifférence des autorités municipales. « Il semble, ajoutait-il, que les villes se trouvant chargées par les lois de pourvoir à l'instruction primaire, et tous les cultes ayant droit, d'après la Charte, à la même protection, les protestants pourraient demander avec raison à venir, pour leurs écoles, en partage des fonds que la ville de Paris affecte au soutien des écoles primaires et qui ont été jusqu'à présent exclusivement réservés aux écoles catholiques ». Il était encore désigné, le 6 juin 1828, par le Consistoire pour étudier avec deux collègues un projet d'arrêté soumis par Cuvier, qui réglementait l'enseignement des facultés de théologie protestante (1). Le 3 avril 1830, sur présentation du Consistoire, Cuvier le nommait membre du Comité de surveillance des écoles prévu par une ordonnance du 26 mars 1829 (2) Guizot acquérait ainsi dans son Église une expérience des questions d'enseignement primaire, dont profitera plus tard son ministère de l'Instruction publique.

Par ailleurs il remplissait avec dévouement le rôle d'intermédiaire et de porte-parole de ses coreligionnaires auprès des pouvoirs publics. En septembre 1817 il réglait avec le ministère de l'Intérieur, les dispositions relatives aux legs faits à l'église consistoriale en faveur de ses pauvres (3). En février 1818 Decazes autorisa à rentrer en France le pasteur Rabaut-Pommier, proscrit par la loi d'amnistie ; l'influence de Guizot ne fut sans doute pas étrangère à cette grâce. Ou bien, Directeur des affaires départementales, il

(1) *Registre des délibérations du Consistoire* n° 4, séance du 4 juillet 1828.

(2) *Ibid.*, séances des 3 et 27 février 1830.

(3) *Ibid.*, n° 3, séance du 5 septembre 1817.

rend des services de détail ; ainsi l'ouverture à l'hôpital de Nîmes d'un quartier spécial pour les malades protestants desservi par des coreligionnaires et visité par les pasteurs (1).

Une affaire, où se débattaient de graves intérêts, occupa Guizot et le Consistoire pendant plusieurs années ; l'enseignement religieux dans les collèges secondaires. Dans le mouvement de réaction catholique qui triomphe après 1820, les droits protestants purent se croire menacés. L'ordonnance du 27 février 1821 décidait à la fois que la base de l'éducation dans les collèges serait la religion et que la surveillance en serait exercée par l'évêque diocésain ; aucune stipulation à l'égard de la religion protestante et des pasteurs, aucune allusion, non seulement à leurs droits, mais à leur existence. Le Consistoire s'émut (2) et dans sa séance du 7 mars 1821 confia l'étude de l'affaire à une commission de quatre personnes dont Guizot. La commission se réunit chez ce dernier, qui, dès le 10 mars, donnait connaissance au Consistoire, assemblé extraordinairement, de ses conclusions et propositions : faire immédiatement des démarches près du président du Conseil royal de l'Instruction publique et près du ministre de l'Intérieur afin d'obtenir pour les pasteurs, quant à la surveillance de l'éducation religieuse des élèves protestants, des droits égaux à ceux des évêques. Mais Guizot pensait que la question était plus haute qu'une affaire scolaire ; il voyait, dans cette atteinte à leurs droits, une première tentative contre la liberté religieuse ; il proposa donc de profiter de l'occasion pour exposer au ministre de l'Intérieur la situation actuelle des Églises réformées. Le Consistoire approuva les lettres qu'il avait rédigées. Sur la question scolaire, la réclamation au conseil royal rappelait les articles de l'ordonnance, dont les termes ne laissaient pas supposer qu'il y eût en France d'autre religion reconnue par l'État que le catholicisme et dans les collèges royaux d'autres enfants que les élèves catholiques, opposait à ce silence les droits formellement reconnus par la Charte et par toutes les ordonnances postérieures, soit pour l'exercice des cultes, soit pour

(1) A. BORREL, *Histoire de l'Eglise réformée de Nîmes*, p. 276-277.

(2) *Registres des délibérations du Consistoire*, n° 3 et 4 et aux pièces des Archives : Section G. Ecoles, I, dossier n° 2, *Conseil de surveillance des écoles protestantes* qui contient les minutes de la correspondance échangée entre le consistoire et le ministère.

l'instruction publique, soit pour la distribution des secours charitables. Le Consistoire ne supposait pas qu'il fût dans la pensée d'aucun des ministres de méconnaître ces droits et attribuait le silence de l'ordonnance du 27 février à un oubli, mais oubli qui excitait de légitimes inquiétudes et dont il demandait que réparation fut faite soit par ordonnance, soit par telle mesure qui confierait formellement au Consistoire et aux pasteurs le même pouvoir de surveillance qu'aux évêques. Dans la lettre au ministre de l'Intérieur, Guizot ajoutait des réflexions sur l'incertitude où il semblait qu'on voulût laisser parfois les droits constitutionnels et les intérêts de l'Église réformée ; il ne pouvait s'empêcher de rapprocher l'omission présente de quelques autres faits : difficultés apportées à l'annonce par les journaux de la décision qui donnait aux élèves des collèges la faculté de recevoir d'un pasteur l'enseignement religieux, réduction dans la dernière loi de finances des crédits affectés aux cultes non catholiques : « Nous ne saurions croire, Monseigneur, que les droits dont nous jouissons aux termes de la Charte, puissent être l'objet de réticences et d'omissions qui, répétées, ne laisseraient pas de mettre enfin ces droits eux-mêmes en péril. Il nous semble qu'il est dans la nature des droits constitutionnels d'être toujours hautement avoués et de puiser dans leur constante application comme dans leur publicité, les garanties dont ils ont besoin. Si de tels droits n'osaient se produire qu'avec hésitation et embarras, si les actes qui les consacrent demeuraient obscurs, s'il fallait en réclamer les conséquences comme autant de faveurs spéciales, nous n'hésiterons pas à dire que, si leur existence même n'était pas compromise, elle serait du moins dépourvue de cette sécurité qui en fait la force et le prix ». Le ministre de l'Intérieur ne répondit pas. Corbière fit valoir, dans une lettre assez équivoque du 20 mars, que l'ordonnance n'avait pas songé à porter atteinte au *droit* de surveillance des pasteurs, mais, le Conseil royal n'étant chargé de l'enseignement de la religion que pour les catholiques, il n'avait pu stipuler *d'obligation*, pour les pasteurs, d'exercer la surveillance d'un culte qu'on laissait aux élèves protestants la *faculté* de recevoir.

L'inquiétude du Consistoire grandit ; Guizot proposa le 13 avril et fit approuver de nouvelles lettres, qui furent envoyées telles qu'il les rédigea, le 18 avril : il insistait près du Conseil royal sur

le préjudice et le danger du silence, remarquait qu'il ne demandait rien qui n'ait été jusqu'ici à maintes reprises accordé, qu'une lettre de ministre n'a pas la valeur d'une ordonnance et qu'il y avait abus de terme à invoquer *l'obligation* de surveillance faite aux évêques pour se justifier d'omettre le *droit* des pasteurs à la même surveillance. Près du ministre de l'Intérieur, il s'étonnait et s'affligeait de son silence ; par précaution enfin il s'adressait au duc de Richelieu en lui envoyant copie de la correspondance et en sollicitant son intervention. Cette triple démarche resta sans résultat ; dès que Cuvier fut nommé président du Conseil royal, le Consistoire, toujours par lettre rédigée par Guizot, renouvela le 24 janvier 1822 ses réclamations. Tout ce qu'il obtint fut, dans une audience du ministre de l'Intérieur, l'assurance « des meilleures dispositions » en faveur des Églises réformées.

Deux années plus tard, une nouvelle mesure venait établir le bien-fondé de leurs inquiétudes ; une ordonnance du 8 avril 1824 spécifiait que les bourses dans les collèges ne seraient attribuées qu'à des enfants domiciliés dans l'académie. Or, il avait été décidé que les boursiers protestants seraient concentrés dans quelques établissements où leur nombre justifierait un service d'enseignement religieux ; malheureusement la désignation des collèges n'avait pas été faite, sauf celle de Strasbourg et Louis-le-Grand. L'ordonnance nouvelle avait donc pour résultat de supprimer l'enseignement religieux pour les boursiers protestants, qui resteraient affectés à leur académie d'origine et d'empêcher le recrutement extérieur des deux collèges désignés. Une lettre de Guizot, le 7 juillet 1824, protesta et renouvela les réclamations antérieures. A l'avènement du ministère Martignac sur l'initiative du Consistoire luthérien, Guizot fut chargé, en mars 1828 de reprendre, de concert avec les luthériens, les démarches de 1821 et 1824. Sans obtenir la reconnaissance formelle de leurs droits, les protestants avaient au moins évité de les laisser prescrire.

A la même pensée de poursuivre l'éducation évangélique et d'entretenir la ferveur des religionnaires, répondait la fondation en novembre 1818, de la *Société biblique protestante* (1) ; son objet

(1) Cf. le *Bulletin de la Société biblique protestante de Paris* publié à partir de juillet 1822 (Bibliothèque nationale, A 7969) et les rapports annuels édités à part (Bibliothèque nationale, A 7491). L'assemblée générale constitutive est du

était de faire imprimer et de distribuer des exemplaires populaires des évangiles et de la bible. Issue du mouvement du « Réveil » dont le point de départ fut Genève, la société se rattachait à des sociétés analogues étrangères, particulièrement à Londres, et fonda des filiales en province. Guizot fut souscripteur de la société française dès l'origine, mais ne paraît pas y avoir joué grand rôle. Ce n'est que le 25 avril 1827 qu'il fut élu membre du bureau, sans assister d'ailleurs aux séances, puis vice-président le 30 avril 1829 ; il paya son élévation d'un discours où, tout en engageant la société à rester sur le terrain exclusivement religieux, il se permettait quelques allusions politiques, en s'applaudissant du progrès des institutions libérales qui autorisait une propagande au grand jour et en félicitant la société de faire confiance à la force de la vérité sans prétendre l'étayer par des sociétés de missions. Il conviait son Église à une double tâche : l'enseignement des écoles élémentaires et la charité. Le zèle humanitaire l'avait porté à se donner avec beaucoup plus d'élan à l'œuvre d'une *Société protestante de prévoyance et de secours mutuel*, étudiée par le Consistoire dans l'été de 1824 et fondée le 16 janvier 1825 (1) ; moyennant un droit de souscription minime, les indigents recevaient les soins et les médicaments des médecins et pharmaciens de la société ; des dames

4 novembre 1818. En 1822 le nombre des filiales en province atteignait déjà 37, montait en 1827 à 181, les centrales étrangères et française, au nombre de 72, englobaient 2 297 sociétés auxiliaires. De 1804 à 1822, elles avaient semé par le monde près de 5 millions de Bibles.

(1) Séance du consistoire du 2 juillet 1824 (*Registre des délibérations*, n° 3). Cf. *Assemblée générale de la Société protestante de prévoyance et de secours mutuel de Paris*, du 7 mars 1827, contenant le premier rapport annuel et le procès-verbal de cette assemblée et *Archives nationales*, F⁷ 6700. L'initiateur de la société fut un horloger diacre de la communauté, Vauchez, le fondateur M. de Ségur qui fut remplacé à la présidence par Laffon de Ladébat ; la Société était divisée en sections correspondant aux douze arrondissements auxquels étaient affectées des dames visiteuses. La société s'était assuré le concours de trois médecins et deux chirurgiens consultants, cinq chirurgiens et trois dentistes titulaires, et des médecins et pharmaciens d'arrondissement. La cotisation des membres sociétaires était de 2 francs par mois avec un droit d'admission de 6 francs, payable en douze versements de 0 fr. 50. Dans la première année elle recruta 550 sociétaires, 200 membres honoraires et put traiter 163 malades ; les recettes de la société étaient montées à 28 000 francs. Des encouragements et dons étaient venus du roi, de la duchesse de Berry, du duc d'Orléans, du préfet de la Seine. Le succès provoqua des imitations à Montpellier, Lyon, Nancy, Millau et Castres et à Karlsruhe (le grand-duc de Bade envoya son adhésion à Paris). Elle publiait un bulletin trimestriel.

visiteuses recherchaient les malades et assuraient leurs soins. Guizot fut parmi les fondateurs et sa femme parmi les premières dames visiteuses. Il fut nommé vice-président à l'Assemblée générale du 7 mai 1827 et, dans un beau discours ému, mit en parallèle la charité et la prévoyance ; « pour atténuer, autant qu'il se peut, entre les hommes, les effets de l'inégale répartition du bonheur », il a confiance dans la prévoyance et la mutualité plus que dans la charité, et c'est avec un sentiment et des termes même très modernes, qu'il apprécie l'efficacité morale et sociale du travail, de l'économie et de la collaboration des classes.

Dans toutes ces sociétés, le nom de Guizot est associé aux mêmes noms, aux Jaucourt, Staël, Pelet, Boissy d'Anglas, Stapfer, Greffulhe, Laffon de Ladébat, à des banquiers Benjamin et François Delessert ou Dominique André, à des libraires Treuttel, Würtz et, naturellement, aux grands pasteurs de Paris, les Marron, Monod, Gœpp, Coquerel et tant d'autres qui figurent en commun sur toutes les listes de souscriptions. Il trouvait donc, sans sortir de la communauté protestante, des idées fécondes. Ce champ d'activité demeurerait cependant restreint et Guizot ne pouvait manquer de désirer un lieu d'où la voix portât davantage et d'où l'on découvrit un plus vaste horizon.

II

Il le trouva dans la *Société de la morale chrétienne*. Fondée en septembre 1821, elle avait trouvé son organisation définitive dans sa première assemblée générale le 20 décembre 1821, sous la présidence, toute nominale d'ailleurs, du duc de La Rochefoucauld-Liancourt, « patron banal de toutes les philanthropies de la terre » comme dit une note de police (1). Elle s'affirmait dégagée de toute

(1) *Journal de la société de la morale chrétienne*, Bibliothèque nationale, R 2932 D A. et *Assemblées générales de la société de la morale chrétienne* (id., R 2932 Dd-36). *Archives nationales*, F⁷ 6960. Cf. quelques indications dans Ferdinand DREYFUS, *La Rochefoucauld-Liancourt*, p. 492 ; les *Tablettes universelles* annoncent la société dans le numéro de septembre 1821. Un premier comité provisoire avait élaboré le règlement en une dizaine de séances, puis s'élargit et demanda au ministre de l'Intérieur Siméon l'autorisation, par une lettre signée de La Rochefoucauld, Laborde, Gérando, Gœpp, Lasteyrie, Staël, Stapfer

intention politique. Qu'elle le voulût ou non, par son objet même, par sa composition, par ses travaux et ses initiatives, elle apparut peu à peu comme une réplique libérale de la Congrégation. « Amis de l'humanité », convaincus que « la plupart des erreurs et des vices qui retardent le règne de la vérité, de la justice et de la paix parmi les hommes naissent de l'ignorance ou de l'oubli des préceptes du christianisme », ses fondateurs se donnèrent pour but de les rappeler sans cesse à l'esprit des hommes, d'exciter leur âme à la charité et à la commune bienveillance et d'établir les relations sociales sur les règles de la morale chrétienne. Une revue périodique, des publications, des recueils de documents, des discussions et discours en séances publiques, des correspondances avec toutes sociétés étrangères tendant sous des formes diverses à l'amélioration physique et morale de l'humanité, furent leurs moyens d'évangélisation. Tout sujet politique était interdit (1). Pour permettre le rapprochement de tous les hommes sur le terrain commun de la morale chrétienne, tout ce qui pouvait être objet de controverse et de doute, dogmes et conceptions théologiques, était exclu de la discussion : « c'est tout simplement une société d'encouragement de tout ce qui est moralement bien, de tout ce qui peut hâter et étendre les progrès de la civilisation (2) ».

Cette Sainte-Alliance des amis de l'humanité au nombre de 116 au 1^{er} janvier 1822, de 291 au début de 1824, de 373 en 1827, de 387 à la fin de la Restauration, partit bien vite à la croisade en faveur des persécutés, nations ou individus ; des comités spéciaux en furent les états-majors ; d'abord en faveur des nègres pour poursuivre la suppression de l'esclavage un *Comité pour l'abolition*

et Wurtz : autorisation reçue, le prospectus fut lancé. Alexandre de Laborde rédigea le projet de règlement qui fut adopté à l'assemblée générale. La société dont les membres paient une cotisation de 25 francs, est administrée par un conseil d'administration composé d'un président et de plusieurs vice-présidents, un secrétaire général et six secrétaires, trois censeurs, un trésorier : deux comités (de rédaction et des fonds) de douze membres tenant une séance par mois. Tous les membres du conseil et des deux comités sont élus pour un an par l'assemblée générale : les premières élections eurent lieu le 20 décembre 1821. Le journal ne put paraître qu'au bout de quatre mois : il s'arrêta en 1830 et fait défaut de 1830 à 1838 : il comprend pour cette première série 90 numéros en douze tomes ; depuis 1828 il est devenu plutôt une revue des questions sociales qu'un organe intérieur de la Société.

(1) Préambule, article 1^{er} du règlement.

(2) Rapport de Wilks, secrétaire à la première assemblée.

de la *Traite des Noirs*, en avril 1822 ; puis pour travailler à l'amélioration de l'état moral des prisonniers un *Comité des prisons* fondé en juin 1823 ; pour recueillir des secours, hospitaliser les Grecs fugitifs, rapatrier les réfugiés désireux de retourner combattre dans leur patrie, un *Comité de souscription en faveur des Grecs* formé en mars 1823, réorganisé en juin 1825, pour fournir aux Grecs des livres et des professeurs, des outils agricoles, des machines, etc..., lorsque la Société philanthropique en faveur des Grecs eut pris en mains la partie en quelque sorte militaire et politique de l'œuvre (1), doublé d'une société auxiliaire à Marseille en septembre 1823 ; enfin en janvier 1827 un comité d'étude de l'*Emancipation des catholiques d'Irlande*. En même temps l'œuvre de propagande et d'amélioration morales s'étendait : en août 1822, la société crée un *Comité pour la suppression des maisons de jeu et des loteries*, — prend en main en décembre 1822 l'inspection et la surveillance des maisons d'aliénés et de détention, — organise en juin 1823 un *Bureau gratuit de placement des orphelins* et en novembre de la même année un *Comité de charité et de bienfaisance*, qui centralise les dons, visite les établissements d'assistance et entretient des correspondances avec toutes les autres sociétés, — donne à ces œuvres masculines un pendant par la création en janvier 1828 d'un *Comité des dames*, — inaugure en mai 1828 la lutte contre la mendicité et étudie en septembre les secours à donner aux aveugles indigents. L'idée vint de bonne heure d'intéresser la jeunesse à l'œuvre et d'assurer en même temps l'avenir par un *Comité pour la coopération des jeunes gens aux œuvres et aux établissements d'humanité* ; il fut formé en novembre 1822 (2). Aux assemblées générales tenues en avril un rapport spécial exposait le travail et les progrès de chacun des comités et le journal de la société publiait les procès-verbaux des séances mensuelles des comités et du conseil d'administration. Tout se passait au grand jour : toute idée généreuse, la paix perpétuelle et la disparition des haines nationales, la suppression de la peine de mort, la liberté des cultes, l'abaissement du taux d'intérêt du Mont-de-Piété, les cours d'adultes et la liberté d'enseignement, trouvait un écho dans

(1) Les indications données par le journal sont corroborées et utilement complétées par des documents de police, *Archives nationales*, F⁷ 6722.

(2) Sur ce comité, cf. MONTALIVET, *Fragments et Souvenirs*, t. I, p. 33 et suiv.

les comités ou dans les pages du journal ; des concours étaient ouverts, des prix les sanctionnaient. Une correspondance active s'échangeait avec les sociétés philanthropiques de l'étranger, avec les sociétés religieuses et morales en France (1). Le *Journal* offrait un copieux mélange d'études philosophiques et de documents, d'indications pratiques et d'exhortations sermonaires.

Il y a là un mouvement philanthropique de dessein très vaste, de relations cosmopolites où coopèrent des protestants, des catholiques et des philosophes. Guizot s'y est associé dès l'origine ; son rôle y grandit d'année en année. Naguère, comme directeur de l'administration départementale et communale, il avait orienté les autorités administratives dans cette voie de libéralisme humanitaire ; les questions qui préoccupent la *Société de la morale chrétienne* : prisons, asiles d'aliénés, moralité de l'enfance, assistance sous toutes ses formes, hygiène, étaient l'objet déjà de ses circulaires aux préfets. Il poursuit ici par l'initiative privée l'œuvre gouvernementale interrompue. Il était du groupe des fondateurs et fut, dès la première assemblée, désigné pour le Comité de rédaction ; le Comité avait la surveillance et la responsabilité du *Journal* et se préoccupa, avant d'entreprendre les campagnes humanitaires, de définir, par la plume de sociétaires de confessions différentes, la position que l'on entendait prendre et garder en face des problèmes religieux (2). Au premier renouvellement du bureau en avril 1823 Guizot fait partie du Conseil d'administration, il y est assidu et à plusieurs reprises dans les années 1823 et 1824 en préside les séances. Le 15 avril 1825 l'assemblée le nomme vice-président et lui renouvelle son mandat jusqu'au moment où le

(1) Les sociétés de paix d'Angleterre et d'Amérique, la Société africaine de Londres, la Société anglaise pour l'amélioration de la discipline des prisons, la Société de colonisation des États-Unis, la Société coopérative de R. Owen, la Société de bienfaisance des provinces méridionales des Pays-Bas ; les sociétés bibliques, la Société pour l'enseignement élémentaire, la Société des traités religieux de Paris, la Société libre d'émulation de Rouen, etc...

(2) N° 1, *De l'évangile considéré sous le point de vue moral*, par KÉRATRY ; n° 2, *Quelques réflexions sur les devoirs que la Société de la morale chrétienne s'est imposés à l'égard des discussions de dogme*, par P.-A. STAFFER ; n° 3, *De la réunion des chrétiens de diverses communions dans une Société de morale chrétienne*, par l'abbé J.-A. LLORENTE ; *La morale chrétienne est-elle inséparable du dogme ?* par A. MAHUL ; n° 5, *De la morale chrétienne considérée comme la base du bonheur des hommes*, par J.-J. GOEPP.

28 avril 1828 elle l'élit président ; il sera remplacé en 1830 par Benjamin Constant. Il est de la plupart des comités ; d'abord du Comité de rédaction, puis en 1823 du Comité des jeunes gens et du Comité pour l'abolition de la peine de mort, en 1824 du Comité pour la liberté des cultes, du nouveau Comité des Grecs en 1825, du Comité des jeux en 1827. Il comptait donc parmi les dirigeants les plus actifs. Son action se fait d'autant mieux sentir qu'il a introduit dans la société tout le groupe de ses amis. Charles de Rémusat est, dès le premier jour, le plus dévoué des secrétaires, avec deux autres disciples de Guizot, L. de Guizard, entré dans la société en avril 1822, et Mahul. Tous trois sont prêts à toutes les initiatives, se chargent des rapports, font la besogne courante. Prosper de Barante est membre du conseil depuis la fondation, Auguste de Staël secrétaire général ; Victor de Broglie, entré en avril 1822, nommé aussitôt membre du Comité des noirs, s'attache aux questions de réforme législative ; on utilise l'éclat de son nom dans les grands comités, à la vice-présidence en avril 1823, à la présidence en place du duc de La Rochefoucauld-Liancourt en 1824 et qu'il passe à Guizot en 1828. Ainsi à la suite de Guizot, tout l'ancien groupe doctrinaire, — sauf Royer-Collard qui se tient à l'écart, a pénétré dans la société et y prend une place de jour en jour plus grande.

Le succès de son cours en Sorbonne et l'éclat de sa disgrâce ont popularisé son nom. Les *Tablettes universelles* rendant compte de l'assemblée générale du 17 avril 1823 (1) signalent le succès de sa brillante improvisation. Guizot se demandait dans cet intéressant discours (2) les raisons de l'anxiété à la fois bienveillante et soupçonneuse de l'Europe vis-à-vis de la France : pourquoi, jointes à une admiration affectueuse et confiante pour le puissant concours apporté par notre pays et attendu de lui à l'œuvre d'affranchissement de l'humanité, ces accusations d'indifférence et de légèreté ? Ignorance de la vraie France, répondit-il ; l'Europe nous connaît par le dix-huitième siècle et la Révolution, les deux époques qui

(1) Fasc. 30, p. 352. Elles ajoutent : « Les suffrages étaient mêlés de regrets ; l'attention était troublée par une prévoyance importune, on ne pouvait oublier que cette voix si puissante n'avait retrouvé que fortuitement un auditoire et qu'elle allait bientôt s'éteindre dans un silence que la peur impose à la vérité. »

(2) *Journal de la Société*, t. I, n° 2, p. 269-276.

« ont fait faire à la France et au monde, j'en suis convaincu, les pas les plus grands et les plus rapides qui aient jamais été faits dans la route de la civilisation et de la vérité », mais époques plus brillantes que morales ; l'Europe ne voit point que le progrès des lumières, de la prospérité publique, du bien-être individuel, ne va pas sans améliorer la moralité générale et elle ignore les vertus individuelles, la pratique des devoirs familiaux, le labeur populaire, toutes vertus sans faste ; mais la France ne possède pas les doctrines de ses mœurs et reste vacillante dans ses croyances publiques. Il appelle la *Société de la morale chrétienne* à les dégager et à les proclamer. Le 8 décembre 1823 il propose au conseil de mettre à l'étude l'abolition de la peine de mort et un comité est nommé, dont il fait naturellement partie, pour ouvrir un concours sur la question. Six mois plus tard, la société ayant accepté un legs Lambrechts pour récompenser un livre sur la liberté des cultes (juillet 1824), Guizot dresse un programme de concours ; il en fera le rapport à l'assemblée générale du 13 avril 1826, et de l'attribution du prix au Suisse Alexandre Vinet, dateront entre l'auteur et lui des relations durables. La société d'ailleurs a recours à sa compétence de professeur pour choisir les sujets de ses concours, par exemple contre les haines nationales en juillet 1826. Ses nombreux discours (1) aux grandes séances publiques ont pour thème cette nécessité de donner à la France la doctrine morale dont elle a senti le besoin impérieux même aux moments des exaltations politiques les plus troubles comme la Terreur (2) ; et sa parole

(1) Aux assemblées générales du 15 avril 1825 (*Journal*, n° 27, t. V, p. 160), 13 avril 1826 (n° 37, t. VI, p. 24), 24 avril 1828 (n° 51, t. IX), 1^{er} mai 1829 (n° 70, t. X, p. 97).

(2) « Eh bien, messieurs, précisément alors dans ces jours de sinistre mémoire, l'idée de la nécessité d'une réforme morale, complément et garantie de la réforme politique, préoccupait l'esprit des auteurs de tant de crimes et de maux. Au milieu de leur barbarie et de leur démente, un secret instinct de la vérité les tourmente ; ils parlent sans cesse de vertu, de régénération des mœurs ; et ce n'est point pure hypocrisie, ce n'est point pure déclamation ; c'est qu'en effet ils sentent que les constitutions, les décrets, les supplices, la possession du pouvoir ne sont point des garanties suffisantes pour le régime qu'ils essaient de fonder ; ils voudraient que les croyances publiques, les mœurs privées, qu'une religion même vinssent les sanctionner et les affermir. Ouvrez les monuments de cette époque ; vous y trouverez les plus nobles paroles, le vague sentiment des plus augustes vérités, à côté des rêves les plus insensés, des gestes les plus criminels ; vous y verrez la tentative d'ériger des autels à côté des échafauds. » (Discours du 15 avril 1825, *Journal*, t. V, p. 166.)

ardente puise une grande force dans sa conviction que la morale du Christ et la liberté politique sont une même cause (1). A la société de la morale chrétienne, c'est la même œuvre d'éducation sociale, à défaut de l'action politique devenue illusoire, qu'il poursuit, comme dans ses cours de Sorbonne ou ses écrits philosophiques.

Le milieu offre aussi, pour l'avenir, quelque intérêt. Il y retrouvait d'abord de nombreux coreligionnaires, une quinzaine au moins de pasteurs dont Marron, Stapfer, Gœpp, Coquerel, Monod fils, Allègre, Oberlin ; à côté d'eux la plupart de ses collègues du Consistoire, les Delessert, Dominique André, Laffon de Ladébat, l'amiral Verhuel, des professeurs de théologie protestante, Pradel, Frossard, de Montauban, Aufschlaguer, Herrensneider de Strasbourg ; d'autres plus ou moins notoires Staël, Ségur, Treuttel, Würtz, etc. Leur présence est naturelle dans une société de morale chrétienne, où l'on ne trouve par contre que deux abbés, l'un Espagnol et promptement disparu le chanoine Llorente et l'abbé Olmo. Avec eux voisinent des pairs et députés d'opposition, grands seigneurs libéraux : les ducs de La Rochefoucauld-Liancourt et de Choiseul, les comtes de Lasteyrie, de La Vauguyon, de Laborde, ou anciens fonctionnaires et généraux de l'empire, ou fils de ceux-ci : Cafarelli, Montebello, Sébastiani, Las Cases, Mollien, Lanjuinais, et le grand nom de l'opposition, Lafayette avec tout son état-major, le général Foy et le général de Thiard, Casimir Périer, Lameth ; des députés de gauche : Benjamin Constant, Ternaux, Thouvenel, Türekheim, Pavée de Vendœuvre, le baron de Bri-gode ; les publicistes de gauche sont tous là : Kératry, Villemain, Renouard, Viel-Castel, Coste, Thiessé, Jay et Étienne, les avocats de Berville, Casin et Pierre Leroux ; toute l'ancienne *Société des amis de la liberté de la presse*. Des jeunes gens provenant des sociétés secrètes, font ici leurs premières armes, avant d'entrer dans les nouvelles associations politiques : Bourgeois, Villenave, Mahul, Barthe, Chabanne, Hippolyte Carnot, suivis de nombreux étudiants en droit. Presque tout le personnel futur de la Monarchie de Juillet débute ici sous les auspices de la philanthropie : Humann, d'Argout, Dufaure, Gasparin, Piscatory, Ternaux, Duvergier de Hauranne, Dumon, Duchâtel, Dupont-White, Vivien,

(1) Cf. notamment toute la péroration du discours cité plus haut (t. V, p. 168.)

Tocqueville, Teste. On ne faisait pas de politique, sans doute, à la *Société de la morale chrétienne*, mais si toute la gauche s'y donnait rendez-vous, pour s'y enflammer en faveur de toutes les causes libérales, si l'on y proclamait le devoir de combattre « le fanatisme persécuteur qui voudrait faire de la religion et de la morale la plus douce, un pacte de domination sur les âmes et sur les consciences (1) », la société, avec ses succursales de Bordeaux et Marseille, avec ses comités et ses inspecteurs, prenait facilement l'aspect d'une organisation des opposants.

III

A cette action morale et sociale, Guizot essayait d'ailleurs de joindre une œuvre plus proche de la politique ; car, s'il a renoncé à une lutte, que le triomphe de la droite et les armes dont elle s'est servie rendent vaine, tous ses efforts travaillent à acquérir au gouvernement constitutionnel, pour les combats futurs, des cerveaux et des bras.

La Presse était naturellement le premier instrument dont il lui vient à l'esprit de se servir. Mais le régime auquel elle est soumise, en fait le maniement difficile : procès de tendance, d'issue toujours fatale devant les tribunaux correctionnels depuis mars 1822, suppressions par ordonnance au milieu de 1823, rachat par la caisse d'amortissement après octobre 1823, censure du 16 août au 29 septembre 1824, projet de « loi de justice et d'amour » voté par la Chambre le 12 mars 1827, la censure enfin, vengeant l'échec de la loi à la Chambre des pairs, le 24 juin.

Il ne peut s'agir, dans ces conditions, de campagnes analogues à celles du *Courier*. Les seuls périodiques qui puissent survivre, font de la théorie plus que de la polémique, sont des revues plus que des journaux : on retourne aux conditions des premiers temps de la Restauration. Les doctrinaires avaient projeté déjà en juillet 1821 de fonder une nouvelle revue : l'affaire avorta. Au reste Guizot ne se mêle plus aussi directement à ces campagnes. Il se contente de s'entremettre pour rapprocher les collaborateurs,

(1) *Journal*, t. X, p. 199.

de désigner des rédacteurs, de procurer des articles, d'accorder le patronage de son nom et de donner des conseils : il ne collabore que par occasion. La première entreprise fut celle des *Tablettes universelles* (1). Un journaliste gascon Coste, plein de verve, d'esprit avec un rien de charlatanisme, avait acheté ce recueil confus où l'on trouvait de tout, d'un certain Gouriet qui le dirigeait : il entreprit d'en composer un répertoire de tous les faits importants, de toutes les opinions et un résumé des feuilles périodiques. Son ambition croissant, il imagina de faire de sa salle de rédaction et de son journal, le centre de ralliement de toute l'opposition de gauche. Sa verve méridionale séduisit Guizot, auquel il s'adressa ainsi qu'à Benjamin Constant comme aux deux publicistes les plus en vue de la gauche. Guizot lui fournit toute sa jeune équipe, Charles de Rémusat, L. de Guizard, Dumon, Mahul, auxquels Manuel ajouta ses deux jeunes compatriotes aixois arrivés à la fin de 1821 à Paris et dont il avait déjà placé l'un au *Constitutionnel*, l'autre au *Courrier français*, Thiers et Mignet. Coste fit si bien qu'il attira à son entreprise tout le personnel politique qu'il rencontrait à la *Société de la Morale chrétienne*. Ces adhésions retentissantes, qui allaient de Guizot et Barante à Laffitte et au général Foy furent proclamées par une lettre rédigée par Ch. de Rémusat et adressée en janvier 1823 au directeur des *Tablettes* par trente députés (2). Un peu plus tard, la troupe se renforça de quelques universitaires révoqués, Damiron, Dubois, Jouffroy, Trognon (ce dernier suppléant de Guizot pendant les seconds semestres de son enseignement en Sorbonne). La rédaction politique en reposa sur Charles de Rémusat : Thiers y joignit à partir du mois de mars un « bulletin » dont l'esprit irrévérencieux fit le succès du journal. Guizot ne collabora pas aux *Tablettes* et s'il exprime dans ses lettres son

(1) Bibliothèque nationale, Lc^s 1169. Cf. DUVERGIER DE HAURANNE, t. VII, p. 445 et suiv. : BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 100-101, une note. Voici la division de la revue : fasc. 1 à 20 (janvier à juin 1822), direction de Gouriet, fasc. 21 à 31, premier répertoire de Coste, mensuel (juin 1822-janvier 1823), fascicule 32 à 59 le grand journal d'opposition libérale, trois numéros par mois, puis hebdomadaire à partir du n° 47 (janvier 1823 à janvier 1824) ; fasc. 60 à 68 (janvier à mars 1824), le journal racheté par le ministère.

(2) Publiée en tête du fascicule 32 et suivie de la liste des personnes de distinction qui ont souscrit à l'entreprise. Paraissent à partir d'avril en trois fascicules par mois puis deviennent hebdomadaires en octobre.

approbation (1), ce n'est que dans la ligne générale du journal et grâce à sa liaison intime avec les rédacteurs que l'on peut chercher un reflet de sa propre pensée : opposition décidée à la guerre d'Espagne, réconciliation de tous les éléments de l'opposition sur le terrain de la Charte (2), protestation contre l'hypocrisie imposée à l'Université. Mais les *Tablettes*, reconnaissantes, ne manquent aucune occasion de couvrir de louanges les écrits historiques et littéraires de Guizot ou de rendre hommage à son talent de chef d'école politique (3). Malheureusement, Coste, viveur, avait besoin d'argent : il se laissa racheter par la Caisse d'amortissement en janvier 1824.

Ce rôle de patron des jeunes écrivains, est encore le sien dans la fondation du *Globe* (4). Ici l'atmosphère était plus pure, plus sympathique à Guizot qu'aux *Tablettes universelles* et tout y tient de beaucoup plus près à sa pensée intime. D'abord les auteurs même de l'entreprise : les hommes de Manuel, les politiciens purs, sont retournés à leurs polémiques routinières ; il ne reste ici que le groupe des disciples du doctrinaire avec celui des jeunes professeurs ; quelques autres les rejoignent, Vitet et Duchâtel, le critique d'art et l'économiste du nouveau journal, élèves de Guizot qu'ils ont aidé dans la rédaction de ses notes de cours (5), Duvergier de Hauranne, tous jeunes hommes qui entrent en scène sous

(1) Cf. Lettre à Barante du 10 juillet 1823 : « Je le crois bien que vous êtes content des *Tablettes* ; elles sont charmantes et font assez d'effet pour qu'on espère qu'elles en feront davantage si Dieu leur prête vie. Certainement ces jeunes gens ont beaucoup d'esprit et vous en verrez poindre de jour en jour quelqu'un de plus. » (*Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 99.)

(2) Cf. notamment l'article signé des initiales de Charles de RÉMUSAT, *Du choix d'une opinion*, fascicule 39 du 17 août 1823, ou l'*Appel aux électeurs*, fascicule 56 du 27 décembre 1823.

(3) Fascicule 30 : compte rendu de sa *Vie de Shakespeare*, p. 3, et compte rendu de son improvisation de la *Société de la morale chrétienne* le 17 avril 1823. Fascicule 33, p. 18, appréciation de son rôle dans la littérature politique au cours d'un article *Du côté gauche, du côté droit et du centre dans la République des lettres*. Fascicule 41, p. 24, compte rendu des *Essais sur l'histoire de France*. Fascicule 54, p. 354, l'annonce de sa *Collection des Mémoires relatifs à l'histoire de France*.

(4) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 325. HATIN, *Histoire de la Presse en France*, t. VIII, p. 495. DUVERGIER DE HAURANNE, t. VIII, p. 144. THUREAU-DANGIN, *le Parti libéral sous la Restauration*, chap. III, p. 191 ; Bibliothèque nationale, sept premiers vol. in-4°, quatre suivants in-folio, Lc² 4183.

(5) Cf. VITET, *le Comte Duchâtel*, p. 48 (1875). Les notes en question sont conservées dans les papiers de Duchâtel que Mme la duchesse de la Trémoille a bien voulu me communiquer.

son patronage et dont la destinée politique sera liée pendant de longues années à la sienne. La rédaction du *Globe* n'a pas l'ingratitude de faire difficulté à proclamer le patronage de Guizot. Le but lointain qu'elle poursuit, est celui que poursuit leur maître. Il est de fournir à la France nouvelle la doctrine à laquelle elle aspire : indiquer entre les solutions surannées de la Révolution et de l'ancien régime, de l'athéisme et du cléricalisme (pour employer un terme moderne) également agressifs, une direction nouvelle, dégager par une critique impartiale des décombres des idées anciennes les solides matériaux d'une construction neuve, rénover la philosophie, l'histoire, la littérature, la politique, ce programme du *Globe* est, appliqué à toutes les formes de pensée, le programme même de Guizot dans son effort individuel. Certains éléments de cette doctrine proviennent de son enseignement : la souveraineté de la Raison sous laquelle ils s'abritent comme la doctrine du siècle, ils avouent l'avoir trouvée dans ses cours et dans ses brochures (1) ; les campagnes du journal en faveur des Grecs et des Irlandais, de la liberté individuelle et de la liberté de la presse, les comptes rendus des séances de la *Société de la Morale chrétienne* montrent le même élan pour les mêmes causes. Sauf parfois sur quelque détail, comme l'appréciation de la polémique soulevée par le *Mémoire à consulter* et la *Dénonciation* de Montlosier dont Guizot, tout en se félicitant du progrès qu'elle indiquait dans les idées de tolérance, trouvait pourtant l'impartialité excessive (2), il y a vraiment entre eux unité de pensée. Les éloges décernés à ses discours et à ses ouvrages, l'émotion douloureuse, peu commune à ce genre de notices, qui se fait jour dans l'article nécrologique consacré à Mme Guizot, révèlent l'intimité des rapports (3) : le nom de Guizot est d'ailleurs le seul à figurer au milieu de ceux

(1) Numéro du 25 novembre 1826, t. IV, p. 235. l'introduction au fragment de Guizot sur la *Souveraineté*.

(2) Lettre de Guizot à Barante, 17 septembre 1826 (BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 348).

(3) Compte rendu de la Collection des *Mémoires relatifs à l'histoire de France*, 18 octobre 1824 ; des *Mémoires relatifs à la Révolution d'Angleterre*, 8 octobre 1825 ; du t. I^{er} de la *Révolution d'Angleterre*, 22 avril 1826 ; de l'*Encyclopédie progressive*, 4 juillet 1826 ; du t. II, 2 août 1827. Hommage au rôle de Guizot dans l'enseignement historique des collèges, 20 juin 1826 ; hommages à son rôle dans la *Société de la morale chrétienne*, 21 avril 1825, 15 avril 1826, 10 mai 1827. Article sur la mort de Mme Guizot, 7 août 1827.

des rédacteurs responsables du journal, dans la protestation contre la loi de justice et d'amour (1). C'est au *Globe* que l'historien consent à donner la primeur de quelques pages de l'histoire de la Révolution d'Angleterre, et le philosophe quelque fragment sur la *Souveraineté* de son traité inédit de politique (2). En dehors de ces morceaux inédits, il y a d'ailleurs peu de collaboration directe (3) : un article sur la mort du général Foy est le seul qui offre un intérêt politique par les sentiments d'amitié et d'admiration dont cette note est pleine, et l'insistance avec laquelle Guizot fait du général le porte-parole de la France dans la revendication de son indépendance et de ses libertés.

Le dessein de Guizot apparaît plus nettement dans sa collaboration à une œuvre qui devait être, suivant un plan et dans un esprit différents, une sorte de pendant de l'œuvre de Diderot et d'Alembert : l'*Encyclopédie progressive*. Il s'agissait, à la manière de celle d'Edimbourg, d'offrir au public en fascicules périodiques et sans autre loi, semble-t-il, de publication, que les convenances des auteurs, des articles assez étendus autant de doctrine que de vulgarisation, donnant l'état d'une question et une bibliographie. L'entreprise prit corps à l'automne de 1825 (4) et le premier fascicule sortit en juin 1826 (5). A Guizot revint le soin du « discours préliminaire », qui, sous le titre des *Encyclopédies considérées comme moyen de civilisation*, fut l'article « encyclopédie » du nouveau dictionnaire. Son constant souci est de transposer dans le domaine pratique les bénéfices du pur travail intellectuel ; avoir poursuivi une telle entreprise est, à son jugement, l'honneur du dix-huitième siècle : « ce qui le distingue et fera sa gloire, c'est d'avoir recherché et accepté les conséquences pratiques de ses

(1) 2 janvier 1827, t. IV, p. 320.

(2) État de l'Angleterre à l'avènement de Charles I^{er}, 11 mars 1826 (t. III, p. 179) ; l'enlèvement de Charles I^{er} par les agents de Cromwell, 26 mai 1827 (t. V, p. 119) ; de la Souveraineté, 25 novembre 1826 (t. IV, p. 235).

(3) Lettre de M. Guizot au rédacteur du *Globe* sur la mort du général Foy, datée jeudi 1^{er} décembre (3 décembre 1825, t. II, p. 997), notice sur Auguste de Staël (27 novembre 1827, t. V, p. 9).

(4) Lettre de Guizot à Barante du 17 octobre 1825 (*Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 278).

(5) 2 Volumes in-8°, Bibliothèque nationale, Z 11488, Guizot y donna trois articles : *Encyclopédie*, *Abrégé*, *Elections* (sur le dernier article, cf. plus haut, p. 313). Parmi les autres parus, à signaler celui de Thiers sur le système de Law, celui de B. Constant sur la religion.

idées, d'avoir mis la science en contact avec la société... C'est un siècle d'application bien plus que de théorie, de civilisation bien plus que de science. Peu de choses restera de ses doctrines : il a changé sans retour les conditions de l'humanité (1) ». Telle est l'utilité des encyclopédies, leur part de collaboration à ce progrès de la civilisation, mesure de la valeur d'une société. Nous sommes ici dans cette zone mouvante où se mêlent, pour Guizot, la vie intellectuelle et la vie politique : le progrès social a produit des hommes qui, sans pouvoir consacrer aux études spéciales leur temps, en voudraient pourtant connaître les conclusions : c'est à « cette bourgeoisie du monde intellectuel » que l'œuvre des encyclopédies s'adresse et profite ; l'aristocratie intellectuelle courrait le même péril à s'isoler de cette bourgeoisie, que les hautes classes politiques à rester sans communion avec les classes moyennes. Le rapprochement progressif de toutes les classes, la tendance à une unité qui naisse du libre jeu des diversités intellectuelles et sociales, est la loi de la civilisation elle-même : « le problème de l'organisation sociale consiste donc en ceci : respecter les diversités, les inégalités de fait, en tenir compte en toute occasion et en même temps établir entre les classes qu'elles séparent, des liens nécessaires, des rapports tels qu'elles ne puissent s'ignorer réciproquement, que la circulation demeure toujours libre et ouverte de l'une à l'autre, qu'elles se sentent enfin constamment sollicitées et même contraintes l'une par l'autre à marcher ensemble dans la carrière du perfectionnement (2) ». Si la législation française n'apporte plus d'obstacles à cette ascension progressive des individus, le développement intellectuel retarde sur le code : il faut travailler à corriger ce déséquilibre, l'instruction sera « (cet) élément d'ordre et de stabilité, (ce) moyen d'affermir, de compléter ce qui est, d'assurer l'exercice régulier des forces qui possèdent l'empire (3) ».

* * *

Guizot conçoit au reste d'autres instruments que la presse au service de cette éducation civique. Il a essayé déjà de fonder des

(1) Page 3.

(2) Page 27.

(3) Page 39.

instituts de sciences sociales. Au cours de ses fonctions au ministère de l'Intérieur, il avait tenté une première Société des sciences Morales et Politiques, où voisinaient avec quelques politiciens de gauche toute la gent idéologique et toute la gent doctrinaire, dont les trente membres se répartissaient en sections de l'entendement humain, morale, législation, économie politique, histoire (1) : l'affaire tomba. Il la ressuscita en 1824 : il s'en ouvre à Barante dans une lettre du 24 janvier : « Victor (de Broglie), Auguste (de Staël), Charles (de Rémusat), Cousin, Dumon, M. Lebrun (l'auteur de *Marie Stuart*), quelques autres et moi, nous voudrions former sans bruit, sans titre, une petite société des sciences morales et politiques, qui essayât de seconder et de diriger le mouvement naissant vers des idées nouvelles en philosophie, en droit public, en histoire de la littérature ; elle proposerait quelques prix, aiderait à l'impression de quelques bons ouvrages ou bonnes traductions, dont les auteurs jeunes et inconnus ne peuvent se faire jour par eux-mêmes, correspondrait avec des hommes des départements qui prennent intérêt aux mêmes idées, deviendrait un petit centre pour des opinions plus larges et plus libérales, auxquelles pas mal de gens commencent à prendre goût, mais qui n'ont encore que des partisans isolés, sans point d'appui et ne se soutenant ni ne s'encourageant entre eux (2) ». On envisageait la composition de différents comités ; par exemple le comité littéraire serait formé de Barante, Rémusat, Lebrun, Thiers et Trognon (3). Mais quand il fallut passer à la réalisation pratique, Guizot se heurta à l'opposition de Thiers qui refusait de se laisser mener (4) ; on ajourna donc le projet, Guizot essaya en vain de le reprendre à la *Société de la Morale chrétienne* ; tout fut abandonné dans l'été de 1824 (5) ; le *Globe* réalisa dans une certaine mesure le dessein entrevu. Une dernière tentative fut faite dans l'hiver de 1828 à 1829 ; quelques jeunes juristes avaient songé à former une conférence

(1) *Moniteur* du 25 avril 1819, p. 501.

(2) *Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 170.

(3) Lettre de Rémusat à Barante, 4 février 1824 (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 178). Lettre de Mme de Broglie à Barante, même date (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 181).

(4) Lettre d'Albert Stapfer à J.-J. Ampère, 22 mai 1834 (A.-M. AMPÈRE et J.-J. AMPÈRE, *Correspondance et Souvenirs*, t. I, p. 268).

(5) *Archives nationales*, F⁷ 6700.

de discussions d'histoire et de droit politique : il en sortit une sorte de revue constitutionnelle les *Annales de législation et de jurisprudence* pour laquelle Guizot, le duc de Broglie, et Decazes donnèrent leur patronage et promirent leur collaboration à de jeunes avocats Alphonse d'Herbelot, Berville, Odilon Barrot, mais leur attente fut déçue : les *Annales* tournèrent au journal de droit, à une sorte de Gazette des tribunaux supérieure et s'arrêtèrent en novembre 1829 (1). Guizot, ministre de l'Instruction publique réalisera son projet dans la création de l'Académie des Sciences morales.

A ce cycle de préoccupations se rattache encore l'attention portée par Guizot aux questions d'enseignement primaire. Ici convergent plusieurs courants : d'abord cet examen des questions pédagogiques qu'il a poursuivi sous l'Empire dans les *Annales de l'éducation*; d'autre part l'expérience acquise dans la fondation et la surveillance de l'école du Consistoire; enfin la fréquentation de ce groupe d'humanitaires de gauche, les La Rochefoucauld, Gérando, Lasteyrie, Laborde qui ont fondé en juin 1815 la *Société pour l'instruction élémentaire* (2) : Guizot les rencontre à la *Société de la morale chrétienne* et les suit dans leur société dès le début. Comme tous les libéraux du temps, il tient pour l'excellence de la méthode de l'enseignement mutuel et son frère Jean-Jacques a traduit en 1818 de l'allemand le livre de Joseph Hammel *l'Enseignement mutuel*; mais ce qui fait l'originalité de Guizot, c'est qu'entre l'enseignement primaire et l'enseignement des collèges royaux, il voit la place d'un enseignement primaire supérieur : il fait ouvrir par les *Tablettes universelles* (3) un concours sur ce sujet : « N'y a-t-il pas dans notre système d'instruction publique entre les écoles primaires et les collèges consacrés aux études classiques une lacune qu'il serait utile de remplir par des établissements d'une nature spéciale? Quels seraient les avantages de ces établissements? Quelle organisation et quel

(1) Lettre d'Alphonse d'Herbelot à Montalembert, 21 septembre 1828 et 17 avril 1829 (*la Jeunesse libérale de 1830 : lettres d'A. d'Herbelot à Ch. de Montalembert et à Cornudet* (1828-1830), p. 12, 98). Dans les lettres suivantes il est question à plusieurs reprises de cette revue et des déceptions qu'elle leur cause.

(2) Cf. Ferdinand DREYFUS, *La Rochefoucauld-Liancourt*, chap. x. La Société publiait un *Journal d'Éducation*. Bibliothèque nationale, R 39568.

(3) Fascicule 28, janvier 1823.

plan d'études y devraient être adoptés? » A la date fixée pour le jugement du concours en mars 1824, les *Tablettes* n'existaient plus. Guizot donna donc lecture de son rapport à la *Société de la Morale chrétienne* en séance du 13 septembre 1824 (1). Il avait reçu six mémoires et proposa deux mentions honorables à G.-B. Depping homme de lettres, dont le mémoire clair et documenté contenait une étude de l'enseignement à l'étranger notamment des « écoles moyennes » d'Allemagne, et à Queuret, ancien chef d'institution à Saint-Malo, qui préconisait des enseignements différents pour les villes industrielles et les campagnes, les régions continentales et les régions maritimes, mais bannissait l'enseignement mutuel et réclamait les corporations religieuses; le prix était décerné à Charles Renouard avocat à Paris qui avait bien vu qu'il existe entre les classes ouvrières à qui suffit l'enseignement primaire et les classes aisées où se recrutent les professions libérales et qui fréquentent les collèges et les établissements d'enseignement supérieur, « une classe nombreuse à qui l'éducation classique ou philosophique (2) n'est pas nécessaire et pour qui cependant l'enseignement primaire est loin de suffire ». — Que passent une dizaine d'années et de ces différentes idées, un peu confuses encore, sortira la loi sur l'enseignement primaire de 1833.

IV

La convergence de tant d'efforts révélerait l'arrière-pensée d'action lointaine, même si Guizot n'en avait passé l'aveu. « Vous avez raison de travailler, écrivait-il à Barante (3); c'est un refuge et aussi un moyen d'action, bien éloigné, bien indirect et pourtant réel. On ne peut pas empêcher qu'il n'y ait un public et qu'on n'imprime pour lui à Paris, de vingt mille à trente mille volumes par an. Je suis aussi frappé que vous de la dissolution de la société, de son inertie; je me demande d'où lui reviendra ce qui fait que

(1) *Journal de la S. M. C.*, n° 22, p. 208.

(2) Lisez : à la mode idéologique des écoles centrales.

(3) Lettre du 10 juillet 1823 (*Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 99). Cf. également la lettre du même du 30 août 1825 (*id.*, p. 269). Voir plus haut, p. 304, citations et notes.

les hommes agissent et agissent en commun. Je suis hors d'état de me répondre et pourtant je suis sûr que ce pays-ci n'est point en train de périr ni de s'asservir. » Il ajoutait : « Je me rappelle que Baring me dit un jour que les *whigs* ne recrutaient plus en Angleterre presque aucun jeune homme distingué, qu'ils se faisaient tous *tories* ou radicaux. J'en conclus, et il en convint, que les *whigs* étaient un parti perdu. Tous les jeunes gens distingués viennent à nous ».

Guizot avait en effet compris les besoins profonds de la génération nouvelle : il les révélait au public en 1818 avant qu'elle n'en eût pris conscience elle-même, quand dans les *Archives philosophiques* il donnait accueil à un article de Charles de Rémusat sur Mme de Staël (1). Là est la supériorité de Guizot sur ses amis et la raison de son influence plus pénétrante ; il n'y a pas entre lui et la jeunesse cette différence d'âge qui en éloignait Royer-Collard ou ce restant d'esprit aristocratique qui supprimait l'intimité avec les Barante ou les Broglie (2) ; lui a dix ans à peine de plus que tous ces jeunes gens ; par métier, par goût pour la vie, il a gardé contact avec eux : il les comprend dans leurs besoins les plus intimes, dans leurs alternatives d'ardeur et d'accablement, de découragements blasés et de foi agissante (3) : sa puissance

(1) Tome V, n° 17.

(2) Mme de Broglie s'en rendait compte avec finesse et le signalait à Barante dans une lettre du 23 juillet 1822 (*Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 26).

(3) Témoin cette belle lettre à Charles de Rémusat du 27 août 1824 que je ne résiste pas au plaisir de citer (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83 : correspondance avec Charles de Rémusat) :

« Vous avez tort, mon cher ami, de croire que je prends l'impossibilité pour de la mauvaise volonté. Je déplore, bien plus que je ne vous reproche, le peu que vous faites de votre vie. J'en comprends à merveille les raisons. Pour faire autrement, il vous manque à la fois la nécessité matérielle et la provocation morale, c'est trop de moitié. Pensez-y pourtant ; c'est la grande faiblesse de notre temps que les meilleurs hommes y sont, en fait d'idées et d'activité, comme les mauvais sujets en fait de plaisir, usés et blasés avant l'âge ; nous avons de toutes choses et de nous-mêmes une science anticipée qui nous accable d'une fatigue précoce ; nous nous complaisons à étudier, à nous expliquer notre propre mollesse, nous jouissons encore par la pensée des forces que nous n'employons pas : *Je l'aurai si je veux et cela me contente.*

« Comment voulez-vous que je ne m'afflige pas de reconnaître en vous quelque chose de cette disposition ? Je serais triste de penser qu'il y a quelque part un soleil qui brille sur un monde désert ; je ne sais pas sans regret que de belles fleurs se fanent au fond des bois sans que personne les ait jamais vues. Vous valez bien mieux, vous pouvez bien plus et vous ne faites rien. Encore un coup, je ne

de volonté, la solidité de ses convictions, sa maîtrise de soi, lui donnaient, même aux moments de ses pires douleurs, une autorité et un calme près desquels ils trouvaient l'apaisement (1). Or cette génération sentait un violent désir de renouveler tout le fonds des doctrines philosophiques, littéraires et politiques, sur lequel avait vécu la génération de la Révolution et de l'Empire (2) : infiniment plus intellectuelle que ce qui survivait de celle-ci, elle prétendait joindre la théorie à la pratique, elle méprisait, comme surannées, autant les doctrines démocratiques que les anachronismes ramenés de l'émigration : pleine d'une orgueilleuse confiance en elle-même, elle dégageait la poursuite de la liberté de toute compromission

vous le reproche pas ; je ne reproche jamais rien aux gens que j'aime, mais je m'en afflige. Vous dites que vous ne vous souciez plus du succès, de la réputation, que vous n'avez plus ni amour-propre ni besoins actifs. Mon cher ami, j'ai dit cela aussi il y a quelque dix-sept ans et pour des raisons de même nature que celles qui vous le font dire aujourd'hui. Vous cesserez de le dire, j'en suis sûr. Tâchez de manger à présent si vous devez manger un jour. Je ne vous ai jamais dit et je ne vous dirai jamais l'importance que j'attache à vous, à tout ce qui vous touche. Je ne sais comment il arrive que je vous en dis quelque chose en ce moment. N'en parlons plus, mais sachez bien que vous êtes pour moi une bonne part dans mon désir de voir changer l'état actuel des affaires et que le jour où vous ferez ce que vous pourrez et serez tout ce que vous êtes, sera un de ceux auxquels, dans ma vie, je penserai avec le plus profond plaisir. »

(1) J'extrais des lettres que Rémusat lui écrit après la mort de sa femme (elles seraient toutes à citer) ce simple passage :

15 octobre 1827 : « J'admire moins votre force d'âme et le calme de votre raison, car je m'y attendais, que je ne sais quel optimisme qui survit à tout en vous. Permettez-moi de vous le dire, il n'est pas tout entier votre ouvrage : vous l'avez dans le sang et rien ne le détruit complètement. Vous êtes bien malheureux, mon ami, mais vous avez une nature heureuse ; j'en ai souvent été frappé, jamais tant qu'aujourd'hui. C'est ainsi que même sous le coup qui vous frappe et que la profonde tendresse de votre cœur ressent si cruellement, vous offrez encore un appui, un exemple de calme, une source de consolation à vos amis. C'est ainsi que j'ai sans cesse recours à vous, à vous qui me faites tant pitié. Mais il y a en vous une telle paix, qu'elle fait une sorte d'illusion sur vos souffrances intérieures. Aussi pense-je à vous avec plus de douleur que d'inquiétude. Vous êtes et vous resterez le même ; vous n'avez rien perdu que le bonheur. » (*Id.*)

(2) Cf. THUREAU-DANGIN, *le Parti libéral sous la Restauration*, chap. III, DUVERGIER DE HAURANNE, t. VIII, p. 143 ; Augustin THIERRY, *Considérations sur l'histoire de France*, p. 189-190 ; lettres de Rémusat, 7 décembre 1823, et de la duchesse de Broglie, 8 décembre 1823, à Barante. *Souvenirs*, t. III, p. 147 et 150 ; lettres de Mignet, 23 octobre 1823, et de Thiers, 13 novembre 1823, à Séverin Benoît (Ferdinand BENOÎT, « M. Thiers à la conquête de Paris », dans *Correspondant* du 10 juin 1922).

bonapartiste et de l'ancienne confiance dans l'armée. C'est parce qu'elle ne satisfaisait pas à ces aspirations que la Charbonnerie est morte à la fin de 1822, beaucoup plus que par épuisement de la veine révolutionnaire ou résignation au régime. Jamais, au contraire, la jeunesse des professeurs, des étudiants, des mondains n'a été plus ardente à l'opposition ; les manifestations aux enterrements du général Foy, de La Rochefoucauld, de Manuel, dans les théâtres ou au quartier latin le montreront ; mais, écartée des fonctions d'éligibilité, elle ne veut pourtant pas de complots et d'action directe, elle prépare une action plus profonde ; elle atteint le régime plus sûrement, en s'attaquant au système d'idées sur lequel il repose. C'est ce que Guizot a senti, a compris : il a proclamé dès sa première brochure de 1820 le devoir de fournir un aliment à cette avidité de connaissances et il a travaillé à donner à cette jeunesse la doctrine politique qu'elle cherchait, neuve dans ses fondements philosophiques, plus large dans ses aspirations sociales.

Et par là s'explique son succès. Succès incontestable. La réouverture de son cours en 1828 fut un triomphe, « attirant une foule d'auditeurs dont le souvenir est presque fabuleux » dit Augustin Thierry ; une note de police signale qu'elle reste aussi dense jusqu'à la fin (1). « Le professorat s'éleva au rang de puissance sociale ; il y avait pour lui des ovations et des couronnes civiques (2) » ; comme le professeur, les auditeurs en conserveront un souvenir ému (3). Voilà pour le succès extérieur. Quant à l'autre, plus intime, plus profond, l'influence qui dicte des idées, pénètre la façon de penser et la méthode de raisonner, si difficile à saisir

(1) Extrait des rapports journaliers, 25 juillet 1829 (*Archives nationales*, F⁷ 6772).

(2) Augustin THIERRY, *Considérations*, p. 190. Cf. DUVERGIER DE HAURANNE t. IX, p. 491.

(3) Lettre d'Ed. Laboulaye à Guizot, 22 avril 1858 (VAL-RICHER, *Documents généraux pour les Mémoires*, n° IV). A propos du t. I^{er} : « J'y retrouvais les plus doux souvenirs de ma jeunesse, et il me semblait vous entendre encore à la Sorbonne quand vous nous appreniez par votre exemple et vos paroles que la modération est la première condition de la liberté. Que nous sommes loin de cette belle époque, et comme alors, grâce à vous, nous comprenions mieux la nécessité de rompre avec la révolution et de renouer avec l'histoire, pour fonder la liberté des mœurs et des lois ! » Pour le public de ce cours voir GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 337, Mme de WITT, M. Guizot.

sur le vif, parfois il se révèle tout à coup comme dans cet article de Jouffroy, un esprit peu vulnérable pourtant et peu vulgaire, dans le *Globe* « de la marche des Révolutions » (1) tellement imprégné des idées et de la dialectique du doctrinaire. L'influence en débordait le cercle des auditeurs et celui des disciples : d'Alton Shée raconte (2) comment, étant alors au corps des pages, il réussissait avec quelques camarades à se procurer en cachette par un abonnement chez un libraire, la sténographie des cours de Sorbonne et de quelle ardeur ils dévoraient les leçons d'histoire et de littérature. Guizot connut là quelques années de l'influence la plus réelle et la plus pure.

Le gouvernement n'était pas sans en concevoir quelque souci. La police s'inquiéta de ce grand travail profond entrepris par tant de sociétés d'apparence inoffensive, et partout elle y rencontra la main de Guizot. Son attention avait été attirée en mai 1823 sur la *Société de la Morale chrétienne* (3) par un livre de Ch. Coquerel et par une dénonciation de Lourdoueix signalant d'après le *Constitutionnel* les visites de ses jeunes adhérents dans les prisons : une enquête de plusieurs mois amena le préfet et le directeur de la police à conclure que la philanthropie était une façade

(1) 17 novembre 1827, t. V, p. 521.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 36.

(3) *Archives nationales*, F⁷ 6960. L'attention du ministre est attirée sur la Société par le rapport du 6 mai 1823 sur le livre de COQUEREL, *Tableaux de l'histoire philosophique du christianisme* et la dénonciation Lourdoueix du 20 mai. Le ministre par lettre du 22 mai ordonne une enquête au préfet de police Delavau. Le préfet répond par quatre lettres au directeur de la police Franchet d'Esperey envoyant les renseignements au fur et à mesure qu'ils lui parviennent : 4 juin, 14 juin, 30 juin, 23 juillet. Entre temps, une enquête pour rechercher aux Archives la demande et la lettre d'autorisation reste vaine. Le directeur adresse au ministre de l'Intérieur quatre rapports de plus en plus détaillés sur la composition, le fonctionnement et les doctrines de la Société : 29 et 30 août 1823, 16 décembre 1823, 24 janvier 1824, avec une liste des membres de la Société (demandée par le ministre à la suite du troisième rapport) et des observations sur cette liste. Le résultat est une lettre au grand maître de l'Université, 21 février 1824, lui donnant à toutes fins civiles la liste des douze universitaires faisant partie de la Société. Après un nouveau rapport du 16 mars 1824, le directeur décide de faire un grand rapport d'ensemble (qu'il fait d'ailleurs recommencer deux fois) et qu'il expédie au ministre le 31 août 1824 : il propose de la dissoudre en vertu de l'article 291 du Code pénal, mais Corbière décide d'attendre. La police revient encore à la charge, le préfet par lettre du 5 octobre 1824, le directeur par un rapport du 13 novembre. Corbière maintint sa décision le 16 novembre.

dissimulant un but entièrement politique, qu'indique assez la composition de la société, « d'anciens et de nouveaux révolutionnaires », « des protestants et des libéraux qui ne sont ni catholiques ni protestants ». La doctrine en est anti-catholique, anti-chrétienne, l'indifférence religieuse est son principe fondamental, son but est de substituer au culte catholique le culte de la morale et d'une morale qui n'est autre chose que le déisme philosophique du dix-huitième siècle. « C'est une vaste ligue formée depuis peu par les protestants et nos libéraux non catholiques pour *décatholiciser* la France (1) ». Sans doute ne menace-t-elle pas d'une révolution prochaine, mais d'une véritable révolution dans les esprits dont l'expérience du dix-huitième siècle montre la gravité, et d'autant plus sérieuse que son prosélytisme paraît dirigé surtout vers les jeunes gens. La police s'inquiétait du patronage du duc d'Orléans et des éloges dont le journal le couvrait : or par ailleurs le préfet signalait (2) que Manuel projetait de créer en la dissimulant sous un nom philanthropique, une sorte de Charbonnerie nouvelle dans l'intérêt du duc d'Orléans ; la *Société de la Morale chrétienne* paraissait répondre au signalement. Les rapports au ministre dénonçaient spécialement Guizot ; le 30 août le directeur interprétait son discours à l'assemblée d'avril comme une répudiation des bases catholiques de la société, usées par la philosophie et la Révolution, comme un aveu que l'association se donnait pour objet de leur substituer une doctrine plus simple, en harmonie avec l'ordre nouveau, une libre morale soumise à l'examen de la raison et qui pût permettre l'expansion des principes révolutionnaires. Le 16 mars 1824, il montrait dans les propositions de Guizot en faveur de l'abolition de la peine de mort, la preuve d'une arrière-pensée, et rappelait son intervention en faveur des conspirateurs condamnés à mort. Le 13 novembre 1824 on signalait encore son programme du concours sur la liberté des cultes, qu'on représentait comme une apologie pour le protestantisme et l'incrédulité.

Or la police retrouvait le même Guizot dans d'autres entreprises qui paraissaient toutes converger au même but, ainsi une

(1) Rapport du 24 janvier 1824.

(2) Lettre du préfet de police au ministre de l'Intérieur, 3 septembre 1823 (*Archives nationales*, F⁷ 6720).

Société des sciences morales (1) que le préfet découvrait et dénonçait le 20 mai 1824 et dont par un rapport du 4 août il précisait l'historique et le but : « L'un des principaux protagonistes est le sieur Guizot, membre de plusieurs autres sociétés instituées comme le serait encore celle dont il est question, pour donner de la faveur et de la consistance aux idées libérales » ; il rappelait son rôle dans la *Société de la Morale chrétienne*, le dénonçait comme « l'un des membres les plus ardents de cette espèce de secte », « le collaborateur le plus actif et appartenant à presque tous les comités déjà organisés ». Partie de ce soupçon, la police découvrait de sombres desseins partout : dans les pauvres *Sociétés bibliques* (2), dont le ministre et le préfet de police cherchaient à démêler par quelles intrigues Stapfer travaillait à en faire les soutiens « des intérêts du jacobinisme » ; dans la *Société protestante de prévoyance et de Secours mutuels* elle-même (3), pourtant si complètement étrangère à toute espèce de politique.

Le gouvernement n'avait pas tellement tort de s'alarmer. Sans doute était-il ridicule de dire comme Delavau que ces sociétés sont animées « de principes révolutionnaires avec lesquels ni religion ni monarchie ne peuvent subsister » (4), ou de conclure comme Franchet : « Partout où je vois les révolutionnaires réunis, je vois des clubs » (5). Le sentiment d'un danger possible n'était pas sans fondement, car on portait là au ministère des blessures profondes. La politique reste à l'arrière-plan de toute cette œuvre d'éducation constitutionnelle et cette philanthropie humanitaire et libérale reçoit toute sa signification de la victoire de la réaction catholique et de la lutte engagée avec Montlosier depuis 1826 par le gallicanisme contre les Jésuites et la Congrégation triomphante. Guizot sans doute n'attendait que l'occasion de revenir à la politique active et efficace, mais combien d'idées fécondes remuées ou creusées pendant ces années d'attente, quelle ampleur donnée soudain à son horizon politique et que de semences répandues pour l'avenir !

(1) *Archives nationales*, F⁷ 6700.

(2) *Archives nationales*, F⁷ 6954 : note du ministre au préfet, 15 février 1824, rapport du préfet, 7 avril 1824.

(3) *Archives nationales*, F⁷ 6700, rapport du préfet du 11 octobre 1827.

(4) Rapport sur le livre de Ch. COQUEREL, *Tableaux de l'histoire philosophique du christianisme*, 6 mai 1823.

(5) Rapport du 24 janvier 1824 sur la *Société de la morale chrétienne*.

CHAPITRE XII

RETOUR A LA POLITIQUE MILITANTE

(1827-1829)

I. *Attitude politique* de Guizot sous le ministère Villèle et raison de sa rentrée en scène en 1827. — II. *La Société Aide-toi, le ciel t'aidera*. — Fondation de la Société : son but primitif. La préparation des listes électorales et la campagne électorale. Fonctionnement des comités locaux : tableau de la propagande en province et résultats obtenus. La victoire électorale. — III. *Guizot et le ministère Martignac*. — Ses vues lors de la formation du ministère. Poursuite de l'œuvre de la Société *Aide-toi*; résultat obtenu : la loi sur les listes électorales. Incertitude du ministère : mise en demeure adressée par Guizot d'avoir à se définir et gages réclamés : la question du personnel administratif, la réforme administrative. Étude de celle-ci par la Société : enquête Marchais. Mécontentement de Guizot devant les projets du ministère, son rôle dans la résistance au projet départemental : le rapport Sébastiani fait par Guizot et le nouveau projet. — IV. *La Revue française et la situation de Guizot à la fin de 1829*. — Fondation et direction de la *Revue française* : les articles politiques de Guizot. Orientation nouvelle de la Société *Aide-toi, le ciel t'aidera*; Guizot se rallie aux éléments avancés. Résultat de ces neuf années d'opposition : conceptions nouvelles de la politique, position nouvelle. Guizot homme de gauche.

I

Tout au long de ces quelque cinq ou six années, si Guizot s'est retiré délibérément de la mêlée politique pour se vouer à une tâche plus profonde, cette inaction n'a pas été indifférence. Il n'est que spectateur mais attentif : sa correspondance est remplie de nouvelles, d'appréciations sur les projets du ministère Villèle, d'une sorte de mépris pour l'impuissance des partis et des hommes à sortir de leurs routines, d'enthousiasme, inquiet parfois, pour la cause des Grecs. Pas de découragement toutefois :

une espèce de certitude tranquille, celle d'un homme auquel appartient l'avenir, que le doute n'effleure pas ; rien des accabllements et des sursauts de Royer-Collard ; plus trace même des sarcasmes ou des indignations de ses pamphlets ; de la résignation sans colère, comme si cette victoire des ultra était un mal inévitable, que mieux valait que la fièvre en éclatât maintenant tandis que se préparait encore, à l'abri, la force jeune qui triompherait du mal ; il n'était pas loin de penser sans doute qu'elle opérât une liquidation nécessaire des idées désuètes au sein même de l'opposition. Le ministère est solide ? « rien n'est prêt pour autre chose, et il se forme beaucoup de choses qui ont besoin de temps ! (1) ». Puis il perçoit certains frissons révélateurs d'une vie nouvelle : le pays commencerait à secouer son apathie ; au lendemain de la loi du sacrilège et de celle des communautés religieuses, du sacre et du milliard des émigrés, il voit dans ces empiètements du clergé la secousse qui réveillera l'esprit public : « Il m'apparaît impossible que la session prochaine n'appartienne pas surtout au clergé ; de là seulement viendra le progrès et aussi la réaction (2) ». De fait l'année suivante il constate que la haine grandissante contre les Jésuites marque déjà quelque reprise de vie publique. « Il n'y a là dans tout cela rien de bien profond et pourtant c'est assez pour arrêter beaucoup de choses. Je commence à croire que les peurs prendront désormais la place des maux ; les gouvernements, les peuples, les partis se feront peur réciproquement et se contiendront à ce prix ; il y aura des réactions de peur qui n'iront pas plus loin et nous autres philosophes, nous appellerons cela domination de l'opinion publique. Au fait cela y ressemble fort (3) ». Appréciation assez dédaigneuse des luttes

(1) Lettre à Barante, 25 novembre 1824 (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 237).

(2) Lettre à Barante, 30 août 1825 (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 270). Comparer avec la lettre du 17 septembre 1826 où tout en n'approuvant pas le point de vue du *Globe* qui dans la question des rapports de l'Église et de l'État arrivait à l'idée de la séparation : « Je suis charmé cependant que le *Globe* existe et soutienne sa thèse ; il fait faire à la liberté de conscience, au respect réciproque des hommes pour leurs croyances, de grands progrès parmi les jeunes gens et nous en avons besoin. Pour la première fois depuis quelques années, nous nous accoutumons un peu à supporter la liberté de nos ennemis ; c'est le pas décisif hors de l'état révolutionnaire et dans le régime légal. » (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 348).

(3) Lettre à Barante, 22 août 1826, du Bois-Milet (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 345).

de gouvernement ; jamais peut-être autant que durant cette période, Guizot n'eut le sentiment que la vie publique restait vaine si elle se cantonnait dans les sphères ministérielles et parlementaires ; comme il a creusé son sillon plus profond dans le champ des idées et de la vie sociale, il le poussera également beaucoup plus loin ; son domaine politique ne va pas rester celui des couloirs de la Chambre, des cabinets ministériels, des bureaux de rédaction et des salons, il se prolongera hors Paris, Guizot va travailler la province.

Une transformation analogue s'est opérée dans ses relations politiques : elles se sont singulièrement élargies vers la gauche. Toutes les associations où il fréquente, qu'elles soient protestantes ou simplement humanitaires, sont composées surtout d'hommes de gauche, de ceux qu'on appelait avant 1820 les *libéraux* et les *indépendants*, milieu beaucoup plus avancé que le milieu doctrinaire : les compagnons auxquels son nom est constamment accolé dans ces journaux ou ces réunions, sont les Lasteyrie, Laborde, Lameth, Lafayette, Voyer d'Argenson ou Manuel, Benjamin Constant, Bignon, De Gérando, Laffitte, Casimir Périer, le général Foy ; on n'y voit pas Royer-Collard ; on y voit peu d'hommes du centre gauche comme Ternaux ; Barante donne son nom, mais ne joue aucun rôle ; Broglie qui poursuit toujours l'élargissement du code, a de l'action à la Société de la Morale chrétienne, mais là seulement. Si l'on ajoute que ces sociétés sont le refuge des débris du carbonarisme et le tremplin de toute la jeunesse avide d'agir, on définira Guizot par ses relations un homme de gauche et non plus un homme du centre. Et cela est d'autant plus significatif que dans la fraction parlementaire des anciens doctrinaires un groupement inverse s'établit : après la mort du duc de Richelieu, Broglie et Barante se sont rapprochés de Pasquier et de Molé. « Nos rapports politiques, écrit Barante, se renouèrent facilement avec lui et ses amis du centre droit » ; c'était la résurrection de l'alliance de 1816 et leur opposition devient « un modèle d'honorable sagesse et de bonne et noble conduite » (1). Vraiment trop sage aux yeux de Guizot et de ses jeunes amis ; Rémusat ne le

(1) Note de BARANTE dans ses *Souvenirs*, t. III, p. 81. Cf. *Souvenirs* du feu duc de BROGLIE, t. III, p. 12.

cache pas à Barante à propos des élections de 1824 (1) : « Je me suis fort mêlé dans ces affaires-là et vous serez étonné des relations et des confidences au milieu desquelles je vis. Des circonstances non préparées ont, je ne sais comment, dissipé tout à coup mille préventions, et me voilà dorénavant dans l'opposition exécutive. J'y apprend beaucoup et je m'y amuse assez. Il y a peu de choses à faire, mais cela vaut encore mieux que les oisivetés du centre gauche ». La police n'hésite pas, elle range Guizot parmi les hommes dangereux : le 4 mars 1827 (2) le directeur, effrayé tout à coup « des manœuvres d'une faction qui s'agite en ce moment pour exciter de nouveaux troubles », adresse au préfet de police une liste de vingt-sept individus à surveiller et à signaler à l'attention particulière des autorités locales ; il craint qu'ils ne nouent des intelligences avec les ouvriers de tous les états et ne répandent de l'argent, il se demande dans quelle mesure ces machinations sont connues et encouragées au Palais-Royal. Guizot figure sur cette liste à côté de Talleyrand, Lafayette, Voyer d'Argenson, Rovigo, du maréchal Soult, des généraux Sébastiani, de Thiard, Exelmans, de Constant, Manuel, Lafitte, Périer. Une note de police du 8 mars signale une visite récente à onze heures du soir de Guizot chez Lafayette où allaient, sortaient, revenaient des hommes vêtus de noir fort affairés qui restaient une demi-heure ou même dix minutes : on n'est pas loin d'y voir quelque grave complot. Soupçon policier sans autre valeur, mais qui montre l'intimité des rapports.

C'est en 1827 que Guizot reparut sur le champ de bataille politique. Manuel avait tenté en 1824 (3) de reconstituer à l'occasion des élections le comité directeur ; mais, depuis la dispersion des sociétés secrètes, le parti restait dans les départements sans moyens ni organes et le nouveau comité se mourut promptement, sans avoir exercé d'action sur les élections. Pourtant il faut, de cette tentative, retenir quelques faits : que d'abord en avaient disparu tous les éléments conspirateurs de 1820 sauf Manuel lui-même :

(1) Lettre du 4 février 1824 (*Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 178).

(2) *Archives nationales*, F⁷ 6772.

(3) DUVERGIER DE HAURANNE, t. VII, p. 514, 515. NETTEMENT, t. V, p. 610, 611. Cf. lettres de Rémusat à Barante du 6 janvier 1824 qui donne par ses questions quelques indications sur les préoccupations du Comité (*Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 160).

les dirigeants en furent Laffitte, Benjamin Constant, le général Foy ; que, d'autre part, le groupe de l'avant-garde doctrinaire en était l'élément d'action, particulièrement Rémusat, Mahul, Bourgeois ; « Il est curieux, écrivait Mme de Broglie, que la vieille génération se remette ainsi entre les mains des jeunes (1) ». Guizot ne semble pas être sorti de son recueillement pour se mêler à l'entreprise. Il n'en fut pas de même en 1827. C'est d'abord qu'il lui apparaît que l'apathie qui avait accablé l'esprit public après les conspirations a cessé : la joie populaire qui a éclaté dans Paris à l'échec des grandes mesures réactionnaires (droit d'aînesse, loi de justice et d'amour), l'amertume excitée par la dissolution de la garde nationale, les manifestations qui accueillaient le retour des députés libéraux dans les départements, montraient que dans toute la France l'indifférence du public avait été secouée par la lutte sur les questions religieuses, qu'à voir triompher en même temps les prétentions des émigrés à recouvrer leurs biens ou l'équivalent de leurs biens et les prétentions du clergé à la domination, l'opinion avait enfin compris que tout l'édifice civil et politique de la Révolution était intéressé dans la lutte des partis. La politique offensive de Villèle plaçait les opposants sur cette admirable plateforme de la défense de la Charte et des institutions existantes et en même temps qu'elle inquiétait la bourgeoisie dans ses intérêts, la rassurait maladroitement elle-même sur les conséquences de l'appui à donner aux ennemis du gouvernement : quelle position plus favorable pouvait-on espérer que cette alliance du libéralisme et des intérêts conservateurs ? L'alternative qui avait détourné Guizot de la politique active, de lutter par la violence ou de lutter sans efficacité, s'évanouissait.

Des événements intimes à la fois le stimulèrent et l'entraînèrent. La douloureuse et implacable maladie dont se mourait Mme Guizot, le retint absent de Paris pendant un mois et demi du 16 juin au 22 juillet 1827, pour un séjour à Plombières ; le 1^{er} août Mme Guizot s'éteignait ; il alla peu après enfouir sa douleur dans la solitude de Broglie ; il rentra à Paris à la fin de septembre d'où il s'éloigna encore pour quelques jours au milieu de novembre (2). Après

(1) Lettre de Mme de Broglie à Barante, janvier 1824 (*Souvenirs*, t. III. p. 169).

(2) Cf. Mme de Wirtz : *M. Guizot dans sa famille*, p. 86 et suiv. Quant à ses dispositions intérieures il faut les chercher dans ses lettres à Barante et celles

l'accablement des premières semaines, le deuil lui créa comme une nécessité d'agir, par besoin de fuir dans le travail et la vie politique l'angoisse de sa vie intérieure détruite : « Je suis comme un homme qui n'a plus de chez lui et qui passera désormais sa vie dans la rue. Je me sens détaché de moi-même, sans personnalité intime ; j'appartiens tout entier à l'activité... C'est le dedans qui ne subsiste plus... Je vivrai toujours au dehors, toujours en travail (1) ». L'extraordinaire tension de sa volonté le maintenait debout et agissant ; mais il est évident qu'avec ses absences et dans une telle disposition d'âme, il faut attendre de lui, au moins au début, des conseils et une direction, plus que le détail des affaires.

II

Au lendemain d'une longue session où le ministère avait vu la plupart de ses projets échouer, la Chambre des pairs se retourner, la majorité à la Chambre des députés se disloquer de jour en jour, Paris illuminer et manifester contre lui, la magistrature et l'Académie se coaliser avec ses ennemis, les intrigues le miner à la cour, Villèle prit quelques-unes de ces décisions désespérées où sous les apparences d'énergie se dissimule l'impuissance à durer par les voies normales et qui, loin de réduire par l'intimidation, exaspèrent les haines. Il chercha d'abord la sécurité dans le silence : le 24 juin 1827 la censure fut rétablie. Puis il voulut s'assurer par surprise la complaisance des Chambres : le 5 novembre une journée de soixante-seize pairs changeait la majorité dans la Chambre haute, la Chambre des députés était dissoute et les électeurs convoqués douze jours après pour la remplacer.

L'opposition sut puiser dans les mesures destinées à l'écraser une vigueur nouvelle. Tandis que, pour neutraliser les effets de la censure, Chateaubriand et ses amis, toute l'opposition parlementaire, formaient une *Société des amis de la liberté de la presse* (2)

de Mme de Broglie publiées dans les *Souvenirs* de BARANTE (qui contiennent à peu près toute leur correspondance), dans les *Lettres de la duchesse de Broglie*, et dans ses lettres à Rémusat (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83).

(1) A Barante, 27 septembre (*Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 420).

(2) La Société se forma sous sa présidence en juillet, peu après la publication

qui inonda la France de petites brochures (1), Guizot et sa jeune équipe mirent sur pied une association d'un objet plus ample et qui fut une première tentative d'organisation et d'éducation systématiques de l'opinion provinciale. Ici aussi, les doctrinaires se partagent : les aînés, les tenants de l'action parlementaires enrôlés dans la troupe de Chateaubriand, Barante, Broglie, se bornent à la campagne de presse ; Guizot au contraire est à la tête du groupe de la jeunesse où les cadets doctrinaires, ceux de la première heure, Rémusat, Guizard, Bourgeois, comme les nouveaux venus, Mahul, Renouard, Duchâtel, Vitet, ne sont plus, depuis trois ans, à distinguer des jeunes libéraux de gauche, Mignet, Joubert, Barthe, Odilon Barrot. L'idée vint aux jeunes rédacteurs du *Globe* qu'il y avait mieux à faire qu'une campagne de presse, « qu'un comité central réunissant toutes les fractions de l'opinion libérale et se renfermant strictement dans l'ordre légal, pourrait exercer dans les départements une influence salutaire » (2). La nouvelle entre-

(30 juin) de sa brochure *du Rétablissement de la Censure*. En faisaient partie des pairs de France : Choiseul, Daru, Broglie, Molé, Barante, Pontécoulant ; des députés : Laffitte, Méchin, Benjamin Constant, C. Périer, de Thiard, Agier, Dupin, Hyde de Neuville, Humann, Bertin de Vaux, Sébastiani, Bignon, Petou, Labbey de Pompières, etc... ; des gens de lettres, magistrats, avocats, publicistes : Coste, Villemain, Keratry, Alexis de Jussieu, Pagès, Al. de Lameth, Voyer d'Argenson, Salvandy, Mérilhou, Gilbert de Voisins, Comte, Dunoyer, Étienne. Les banquiers étaient Laffitte, Benjamin Delessert, Casimir Périer et Gros-Davilliers ; des offrandes, des collectes fournissaient l'argent ; le duc d'Orléans aurait fait verser 10 000 francs. (Rapport de Delavau, 7 septembre 1827, *Archives nationales*, F⁷ 6772). Il y eut d'ailleurs d'autres tentatives : ainsi celle d'un nommé Sarrau qui, par circulaires lithographiées, envoyait toutes les semaines à des souscripteurs (25 francs) les nouvelles, avis et commentaires politiques que la censure supprimait dans les journaux ; elle est signalée dans les rapports des préfets des Côtes-du-Nord, de l'Indre-et-Loire, des Deux-Sèvres (cf. plus bas) et des procureurs du Calvados, Ille-et-Vilaine, Haute-Vienne (*Archives nationales*, BB³⁰ 260).

(1) Analyse de cette campagne et de ces brochures dans DUVERGIER DE HAURANNE, t. IX, p. 289, 294. Sur l'activité de Salvandy cf. spécialement *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. III, p. 101. Parmi celles qui eurent le plus de succès il faut citer la *Lettre d'un jeune pair de France aux Français de son âge*, in-8°, 16 pages par Montalivet (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 645). Cf. MONTALIVET, *Fragments et Souvenirs*, t. I, p. 50-51.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. IX, p. 295 et suiv. (ne pas oublier que les assertions de D. de H. ont ici la valeur de souvenirs personnels ; il fait partie de ce groupe). Cf. également GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 327, 328 ; VAULABELLE, t. VII, p. 228-230 ; ROZET, *Chronique de Juillet 1830*, t. I, p. 8 à 17 ; BOULLÉE, *Histoire de France pendant la dernière année de la Restauration*, t. I, p. 168. *Archives nationales*, F⁷ 6772 et F⁷ 6741.

prise aurait donc avec l'ancienne Charbonnerie cette ressemblance d'être un vaste organisme d'action politique d'opposition libérale et d'envelopper de son réseau les départements ; mais par grande différence avec la première, elle répudiait toute action secrète, tout dessein révolutionnaire et se tiendrait dans les limites de la stricte légalité : la loi n'interdisait pas les souscriptions, n'exigeait pas d'autorisations pour la constitution de comités de correspondance et de lectures ; une association était légale du moment qu'elle ne tenait pas de réunions quotidiennes ou à date fixe, et ne constituait qu'un organe permanent de moins de vingt personnes. L'idée fut soumise à Guizot qui approuva, et réalisée aussitôt dans la première quinzaine du mois d'août. Les gens du *Globe* et Odilon Barrot, Barthe, Lerminier, Marchais, Mignet, de Schonen, Sautelet l'éditeur, membres de la *Société de la Morale chrétienne* et en relation déjà à ce titre avec Guizot, tout ce premier groupe de fondateurs étaient gens de gauche. D'anciens carbonari, réunis sous le nom de Francs parleurs, demandèrent à se fondre dans la nouvelle société et, au nombre d'une trentaine y furent admis ; ce sont ici jeunes gens d'extrême gauche dont certains deviendront républicains, Bastide, Boinvilliers, Blanqui, Cavaignac, Cabet, Desloges, Dutrône, Joubert, Thomas, Trélat, etc. ; le nombre des adhérents monta ainsi à près d'une centaine. Une réunion d'organisation fut tenue chez le banquier Paravey, présidée par Guizot : elle décida du plan, de l'action : Vitet trouva un nom qui était une devise : *Aide-toi, le Ciel t'aidera* ; on nomma un comité entre les mains duquel pour rester dans la lettre de la loi, l'association abdiquait ; devant les résultats du vote, qui eût remis la direction aux seuls représentants de l'opinion modérée, le bureau (Guizot président) obtint que la minorité avancée fût représentée au sein du comité par quatre délégués. Ainsi fut-il composé de Guizot, président ; Odilon Barrot, Barthe, Damiron, Desclozeaux, Desloges, Dubois, Duchâtel, Duvergier de Hauranne, Joubert, Lerminier, Marchais, Paravey, Rémusat, Renouard, Sautelet et Vitet ; Marchais en fut secrétaire ; les bureaux du *Globe* prêtaient le local. Ainsi se trouva lié un faisceau de forces jeunes, non engainées dans la discussion parlementaire, allant au combat sans formules routinières, qui viennent étayer l'action plus théorique, plus lente de leurs aînés ; c'est derrière Guizot, l'entrée en scène

de la nouvelle génération ; elle va renouveler les conditions de la lutte.

Elle lança immédiatement un manifeste rédigé par L. Vitet — ce sont les disciples et protégés de Guizot qui seront les principaux rédacteurs de la société, Vitet, Duchâtel, Renouard, — intitulé : « Aide-toi, le Ciel t'aidera. Aux citoyens et aux électeurs (1) ». Invoquant l'exemple de la société Chateaubriand, tout en se confessant « la plupart obscurs et n'aspirant qu'à lutter de zèle avec leurs devanciers », elle affirmait la même volonté de substituer la publicité des brochures aux journaux, mais deux autres idées plus politiques s'indiquaient aussitôt. Il ne doit pas y avoir en France que les Pères de Jésus qui puissent marcher avec ensemble, à un but commun : « Pour qu'une association naisse et prospère, faut-il de toute nécessité que ses membres soient avides et intéressés, ses moyens perfides, ses intentions impures ? Amis de la liberté, ne pouvons-nous être unis parce que notre cause est noble et sainte ? Ne pouvons-nous être heureux et forts parce que nous sommes les plus nombreux ? » Mais l'éducation du pays en matière d'association reste toute à faire : la brochure entre donc dans les détails de la législation pour enseigner à créer en province des sociétés légales, dans les détails des frais d'édition pour encourager la publicité (2). « Aidons-nous nous-mêmes, aidons-nous les uns les autres, associons nos bourses et nos efforts ; que chacun de nous se transforme en un écrivain ou en un colporteur d'écrits » ; et, en essayant d'étouffer l'esprit public, les ministres l'auront ranimé. Voilà donc mise en œuvre l'idée féconde que Guizot ne cesse de répéter depuis 1820 : éveiller toutes les forces latentes qui risquent, faute d'occasion, de mourir dans l'inertie de la province, créer un esprit public qui assurera la collaboration du gouvernement et de la nation, condition

(1) 1827, in-8°, 8 pages (Bibliothèque nationale, Lb¹² 661), les brochures de la société sont imprimées par Gautier-Laguionie et éditées par Sautetlet.

(2) Une feuille d'impression, du moment qu'on tire à 2 000 exemplaires, revient à un sou : 4 centimes d'impression, plus un centime de frais de timbre et de distribution ; pour 150 francs on en aura 3 000 ; si la Société est de cent membres, une cotisation mensuelle de 3 francs permettra l'édition de trois ou quatre demi-feuilles ; avec les brochures envoyées de Paris, c'est toute la publicité essentielle à chaque localité. Si l'on n'a pas assez d'adhérents, que l'on constitue au moins des comités pour payer le port et assurer la distribution des envois de Paris ; si on n'a pas de moyens d'édition, qu'on envoie des manuscrits, la Société de Paris les éditera.

du gouvernement représentatif : l'entreprise de simple journalisme de la *Société des amis de la liberté de la presse* est largement dépassée. En même temps une préoccupation plus précise et plus actuelle apparaît : la société aperçoit la lutte à conduire, elle dénonce un danger : dans six semaines, le 30 septembre prochain, les listes électorales dressées pour servir au recrutement du jury seront closes et arrêtées pour une année ; passé ce délai, jusqu'au 30 septembre 1828, plus d'électeurs nouveaux ; « le ministère attend la clôture de ces listes comme un arrêt de vie ou de mort » ; s'il voit que l'on a négligé de réclamer les inscriptions sur les listes, il s'empressera de dissoudre la Chambre ; il faut déjouer ce complot ; la société ne cessera donc de répéter d'ici là le mot d'ordre : faites-vous inscrire, faites-vous inscrire vous-mêmes, ne vous fiez de ce soin aux offres ou au zèle d'aucun fonctionnaire. Un petit prospectus, signé de Vitet (1), était lancé en même temps, pour solliciter l'organisation, dans les départements, de comités de souscription et de distribution. Peu après paraissait, tiré à cent mille exemplaires, le *Manuel de l'électeur-juré* (2) qui, après avoir rappelé l'urgence de réclamer l'inscription sur la liste électorale, mettait en garde contre la paresse qui, pour éviter la charge d'être juré, négligerait de s'inscrire et entraînerait la perte du droit de suffrage, énumérait de façon très claire les conditions à présenter pour être électeur, les formalités à remplir pour se faire inscrire : pièces, délais, les vérifications nécessaires et les réclamations possibles ; une bibliographie de quelques livres élémentaires était même donnée. Dans le courant de septembre, une brochure de Renouard, au titre significatif : *Il faut semer pour recueillir* (3), lançait un appel à l'activité et à l'entr'aide, stigmatisait « les trembleurs égoïstes », sollicitait l'organisation de comités locaux et donnait le tableau de l'œuvre réalisée : « Jeunes ou vieux, salariés, rentiers ou propriétaires, songeons bien, songeons tous que les élections et le jury sont presque notre seule vie politique et que du choix de nos députés dépend la législation qui régira l'intérieur de nos

(1) Une page in-4°, Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 666.

(2) Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 670 : autant d'exemplaires reliés ensemble que de départements : sur la feuille de garde un avis demandant aux lecteurs de ne pas conserver pour eux cette brochure mais de la faire circuler.

(3) In-8°, 16 pages, Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 707.

familles » ; un *Formulaire électoral* suivait pour compléter le *Manuel* qui donnait des types de toutes les pièces ou lettres nécessaires ou possibles. D'autres brochures répétèrent les mêmes avis jusqu'à la fin du mois (1).

Cet effort porta rapidement des fruits : pour obtenir des fonds à Paris, des commissaires furent nommés dans les divers arrondissements et ouvrirent des collectes (2). En province, dans chaque ville importante, un bureau ou commission de distribution s'organisa bientôt et entra en correspondance avec le Comité de Paris ; en septembre déjà, il en existait dans vingt et un départements qu'énumère Renouard dans sa brochure : certains faisaient éditer eux-mêmes comme Rouen (3) ou Bourges ; d'autres, faute de trouver un éditeur local, s'adressaient à Paris comme ceux de Saint-Lô et de Caen (4). Les autorités furent saisies rapidement d'inquiétude : sollicité par des préfets comme ceux du Cher ou de la Seine-Inférieure, ou par le préfet de police, ou par des procureurs généraux, le directeur de la police consulta le garde des Sceaux, donna ordre au procureur de la Seine d'étudier s'il n'y aurait pas lieu à poursuite ; mais que faire ? tout se passait au grand jour et restait dans la lettre de la loi (5).

Vers le milieu d'octobre, sur rumeurs qui lui sont parvenues des

(1) *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, note circulaire pour avertir les électeurs dont les noms seraient omis sur les listes, in-4° (B. N. Lb⁴⁹ 667). *Aux électeurs de la Haute-Vienne* par Teste (Lb⁴⁹ 671), *Lettre d'un électeur du Loiret*, 1^{er} septembre, in-8° (Lb⁴⁹ 693). *Il est encore temps*, in-8° (Lb⁴⁹ 716). Toutes ces brochures sont imprimées chez Gautier-Laguionie et portent la devise de la Société, en tête ou à la fin.

(2) L'organisation atteignit vite une grande perfection : « Chaque arrondissement, dénonce le préfet de police, a un directeur principal qui choisit dans chaque rue un homme influent sur lequel il peut compter et auquel il transmet les instructions convenues. Au chef aboutissent différents agents de son choix. Ils prennent ses ordres et vont aboutir à d'autres personnes dont ils connaissent le zèle et qui, plus ou moins dans leur dépendance, transmettent à d'autres individus, pour qu'ils le propagent à leur tour, le mot d'ordre qui leur a été donné. Ainsi et au moyen de ces chaînons progressifs, un moment suffit pour hâter, suspendre ou changer le mouvement qu'il importe à la faction d'imprimer dans la capitale, pour y faire connaître sa volonté et pour agiter ou calmer l'opinion publique. » (*Archives nationales*, F⁷ 6772). Rapport du 19 septembre. De Schonen était chargé des VI^e et VII^e arrondissements (rapport du 7 septembre).

(3) *Simple avis aux électeurs de la Seine-Inférieure*, in-8°, 16 pages, 1827 (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 672). *Électeurs, vous n'avez plus que quinze jours*, Rouen, 15 septembre. *Aide-toi, le Ciel t'aidera : aux électeurs du Cher*.

(4) Rapport du préfet de la Manche, 1^{er} septembre.

(5) *Archives nationales*, BB³⁰ 260.

intentions gouvernementales, la société s'alarme et envoie avertissement et consigne à ses comités, par une brochure *Sur le projet de dissolution de la Chambre des députés* (1) : analyse des raisons qui peuvent pousser le ministère à faire un appel anticipé aux électeurs et à créer de nouveaux Pairs, — espoirs que peuvent inspirer les résultats obtenus déjà par la campagne d'inscription, le mécontentement provoqué par toutes les lois réactionnaires de la législation, la révolte des consciences devant les fraudes et les chicanes des agents du pouvoir dans l'établissement des listes, — sombre tableau des conséquences d'un triomphe du ministère et de la ténébreuse Congrégation dont il est l'instrument ; jamais la société n'avait été aussi pressante ; elle élargit son plan, elle transforme ses comités en organes de propagande électorale et commence à donner ses instructions pour une campagne éventuelle, fidèle d'ailleurs à sa méthode : « Nous vivons dans un ordre de choses où le remède à tous les maux est dans la résistance légale ». Les avis et circulaires se multiplient (2). Aussitôt prononcée la dissolution, instruction immédiate de constituer dans chaque collège électoral un groupe de notables qui surveilleront toutes les opérations de l'assemblée et dresseront procès-verbal de toutes infractions ou fraudes pouvant servir à poursuivre l'invalidation (3) ; publication d'un manuel de *l'Electeur dans l'exercice de ses fonctions* (4), où toutes les opérations, qui constituent l'élection, sont passées en revue, toutes les règles légales analysées, toutes les fraudes possibles dénoncées, tous les recours expliqués ; le comité de Paris se chargeait de faire étudier et plaider tous les pourvois, chaque comité provincial se constituerait en bureau de consultation. Le mot d'ordre politique fut lancé en même temps (5) : « Aujourd'hui nous n'avons plus d'espoir qu'en nous-mêmes. Si vous pliez, tout est fini, et bientôt la magistrature elle-même cessera de vous pro-

(1) 17 octobre 1827, in-8°, 14 pages. Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 734.

(2) *Aux électeurs*, in-8°, 2 pages, Bibliothèque nationale, Lb¹⁰ 745. *Du droit et du devoir d'un électeur*, par E. SALVERTE, in-8°, Lb⁴⁹ 755. Ajouter toutes les brochures adressées aux départements particuliers.

(3) Cette circulaire du 8 novembre signée Lucasson, agent de la société de publicité ayant pour devise *Aide-toi*. Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 752, in-4°, une page.

(4) 20 pages, in-8°, Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 753.

(5) *Aux électeurs*, 1827, Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 774.

téger. Réveillez-vous et courez aux élections » ; après examen des différents partis, libéraux, constitutionnels et contre-opposition d'une part, ministériel (« ce sont tous jésuites ou vendus aux jésuites ») d'autre part, le manifeste conjurait d'éviter les divisions, de voter pour un candidat d'opposition unique, quelle que soit sa nuance : « Les élections de 1824 ont été pour la France une autre bataille de Waterloo. Prouvons que la France sait se venger. Aidons-nous, le Ciel nous aidera ». Un *dernier avis* (1), de Duchâtel, résuma à la veille du scrutin les programmes, et fit un suprême appel au courage et à l'union. La société adaptait d'ailleurs son action aux conditions locales par une série d'écrits spécialement destinés à certains départements (2).

Comment fonctionnaient sur place les comités provinciaux, les lettres par lesquelles Duchâtel ou Rémusat par exemple, rendent compte à Guizot, pendant ses absences de Paris, de leur action, ou les rapports des préfets en donnent le spectacle. Voici quelques exemples. Dans les Charentes (3), le corps électoral dormait d'un profond sommeil : au début de septembre il n'y avait pas cinq électeurs dans l'arrondissement de Jonzac, qui eussent produit leurs pièces, les électeurs des campagnes étaient des jouets dans la main des autorités ou des nobliaux monarchistes ; les libéraux ne se recrutaient guère que dans les professions libérales, mais c'était « race ignorante et craintive ». Les brochures envoyées de Paris les réveillèrent en sursaut : dans la Charente quelques riches négociants écrivirent aussitôt au Comité de Paris et se constituèrent les distributeurs ; des comités se formèrent à Angoulême autour d'un avocat Thibault, à Barbezieux où les quinze à dix-huit avocats, médecins et propriétaires qui le composèrent s'adressèrent à un libraire local pour éditer des brochures, et dans les autres chefs-lieux d'arrondissement ; ils travaillèrent à réunir les pièces des électeurs libéraux, tandis que les royalistes inertes et divisés laissaient passer l'heure. Duchâtel pour secouer la Charente-Inférieure alla s'installer quelque temps dans son château de

(1) *Dernier avis aux électeurs*, in-8°, 4 pages, Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 777.

(2) Brochures provinciales : cf. *Essai critique*, p. 114.

(3) Lettre de Duchâtel à Guizot, 9 septembre 1827 (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 82). Rapports du préfet de la Charente-Inférieure, 10 septembre 1827 de la Charente, 4 septembre (*Archives nationales*, F⁷ 6768).

Mirambeau ; il parcourut le pays, installa des comités dans toutes les villes, composa et distribua des brochures adressées aux Sain tongeois ; il pouvait rendre compte à Guizot le 9 septembre : « La société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* a un succès qui dépasse toute espérance » ; le préfet déférait les brochures au procureur du roi, mais en vain. Une telle activité porta ses fruits : les comités réussirent à découvrir en Charente quatre-vingt-sept, en Charente-Inférieure cent cinq électeurs nouveaux. A la veille de l'élection, une dernière brochure résuma les griefs : « Le ministère et les jésuites ne sont qu'un ; les candidats ministériels ou sont jésuites eux-mêmes, ou malgré leurs belles paroles, sont serviteurs du jésuitisme » ; leur triomphe signifierait tôt ou tard pour les agriculteurs le rétablissement de la dîme, du servage et de l'ignorance, pour les protestants la destruction de la liberté du culte. Conclusion : ne voter à aucun prix pour un ministériel, le choix d'un député comme celui d'un médecin ne doit pas aller à celui qui tuerait au lieu de guérir. — Le Cher (1) fut également un des départements le plus profondément travaillés : il s'agissait d'y combattre le garde des Sceaux, Peyronnet : rien ne fut épargné, brochures de la société, brochures spéciales au département, pamphlets aussi d'Hyde de Neuville ; Montalivet, Duvergier de Hauranne et Isambert s'y transportèrent et se chargèrent en personne des démarches à la préfecture, formèrent des comités à Bourges avec des avocats et gens de loi, à Sancerre, fait plus rare, avec des propriétaires ; des agents parcouraient les cantons, les comités accablaient les autorités de questions et réclamations, ouvraient des consultations de procédure ; seule la censure, dit le préfet, atténua un peu la violence de la propagande : le nombre des électeurs augmenta de plus d'un quart ; Peyronnet fut battu. — Voici encore comment le préfet de l'Hérault décrit les élections à Montpellier (2) : « Les efforts des libéraux ont passé toutes les bornes même présumables et à l'avenir, s'il y a d'autres élections, il faudra que les royalistes condescendent à faire comme eux. Les jeunes protestants les plus distingués, de jeunes commis de négociants libéraux étaient sur la place devant le collège, toujours prêts à monter à cheval. Il y a

(1) Rapports du préfet des 31 août, 30 septembre, 31 octobre 1827, (*Archives nationales*, F⁷ 6768). Cf. MONTALIVET, *Fragments et Souvenirs*, t. I p. 52, 53.

(2) *Archives nationales*, F⁷ 6740. Rapport du 29 novembre.

plus : dès que pour le petit collège, il paraissait sur la place un paysan visiblement neuf aux élections, des libéraux l'entouraient, cherchaient à le gagner, même par les mensonges les plus éhontés et l'escortaient jusqu'à l'entrée de la salle jusqu'à ce qu'ils l'eussent remis entre les mains d'électeurs libéraux qui le conduisaient jusqu'au pied des bureaux. S'opposer violemment à ces manœuvres eût été, dans l'état des esprits, renforcer les votes libéraux ». Combien de scènes analogues seraient à citer (1) !

D'ailleurs il est un moyen simple d'enregistrer le succès obtenu par les efforts des comités de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* : c'est de comparer, sur les tableaux d'électeurs (2), les chiffres de la première liste affichée le 15 août et les chiffres définitifs après rectifications exigées par les comités : pour toute la France (moins la Corse), le nombre des électeurs est passé de 67.417 à 82.953, soit un gain de 15.536, de 23 pour 100 sur la première liste. On comprend la naïve mélancolie du préfet de Toulouse : « Certainement, dès l'année prochaine, nous ne pourrons éviter un seul électeur libéral ». Les rapports des préfets (3) permettent de dresser le tableau géographique de cette immense propagande ; l'existence de comités peut être établie pour quarante-quatre départements, qu'ils soient dénoncés par les préfets ou que les brochures de la société les indiquent ; dans douze autres les faits que rapportent les autorités sur les brochures qui circulent, les efforts déployés par les libéraux, les méthodes de polémique, ne laissent aucun doute ; cinquante-six départements ont été certainement imprégnés par la propagande de la société (4). Une trentaine au con-

(1) Particulièrement riches en détail sont les rapports, outre ceux cités, des préfets des Hautes-Alpes, Ardèche, Côtes-du-Nord, Haute-Garonne, Gironde, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Haute-Vienne.

(2) *Archives nationales*, F¹⁶¹¹, 52. Voici les gains les plus formidables : Calvados de 2 090 à 2 440 ; Gard de 613 à 1 085 ; Ille-et-Vilaine de 890 à 1 211 ; Oise de 732 à 1 069 ; Rhône de 1 072 à 2 105 ; Saône-et-Loire, 1 082 à 1 487 ; Seine de 5 182 à 8 717 ; Seine-Inférieure de 2 031 à 3 645 ; Seine-et-Oise de 673 à 1 229 ; Somme de 1 212 à 1 577 ; Haute-Vienne de 305 à 767.

(3) *Archives nationales*, F⁷ 6767 à 6772.

(4) *Premier groupe* : Aisne, Hautes-Alpes, Ardèche, Ardennes, Aube, Aude, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Drôme, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Gard, Gironde, Hérault, Indre, Isère, Maine-et-Loire, Manche, Meurthe, Meuse, Moselle, Morbihan, Nord, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire,

traire peuvent être considérés comme n'ayant pas été entamés, soit que l'effort tenté y ait totalement échoué comme dans le Cantal, soit que les préfets en signalent la tranquillité parfaite et ne trouvent à y relever aucune propagande. Ce grand filet libéral, jeté par Paris sur la France, a des trous ; ce sont les régions montagneuses qui restent réfractaires : tout le Jura, la partie occidentale des Pyrénées, toute la partie élevée (centrale et orientale) du Massif central sauf les environs de Clermont, avec sa bordure de plaine septentrionale du Bourbonnais et du Nivernais, les collines de Normandie et du Perche et de la Bretagne ; c'est encore comme une sorte de barrière séparant l'un de l'autre le Languedoc et la Guyenne libéraux, de pont royaliste jeté à travers tout le fond du bassin d'Aquitaine entre le Massif Central et les Pyrénées atlantiques, de même que dans l'Ouest le royalisme déborde des collines de Normandie, jusqu'à couvrir le Maine et la Touraine ; dans le bassin parisien, seules les parties déshéritées de Marne, Haute-Marne et Yonne, et, dans la vallée du Rhône, le Vaucluse et le sud de la Drôme, la rive droite en somme, forment vide. La physionomie du Nord et celle du Midi diffèrent ainsi grandement : tout le Nord, l'Est, la Normandie, le centre du bassin parisien sont uniformément lieux d'élection de la propagande libérale ; dans le centre et l'ouest, quelques grandes zones ardentes, le groupe des Charentes, Dordogne, Deux-Sèvres et toute la partie occidentale du Massif central (Limousin et Marche) d'une part, l'Anjou et la Bretagne jusqu'au Finistère de l'autre ; dans le Midi, par contre, des taches seulement, la Gironde et les Landes, la région de Toulouse, le bas Languedoc et les régions protestantes de la rive gauche du Rhône, la côte provençale, les deux départements alpestres, Lyon et Grenoble.

Cette propagande si nouvelle et qui a su si bien appliquer la force au point sensible, improvisée en quelques semaines est un coup de maître. Guizot, bien que confiant, n'osait pas en attendre tout ce qu'elle a donné : ne possédant pas encore les résultats, il écrivait le 18 novembre à Barante (1) : « Je ne crois pas que nous

Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Somme, Vienne, Haute-Vienne, Vosges.

Deuxième groupe : Basses-Alpes, Ariège, Dordogne, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Landes, Loire-Inférieure, Haute-Loire, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haute-Saône, Var.

(1) *Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 431.

entrions dans une période stationnaire ; je ne doute pas que le ministère n'ait la majorité, mais une majorité désordonnée, exigeante, indépendante et en face d'une opposition qui paraît devoir être assez forte, les plus sensés comptent sur 80 choix libéraux ; si la contre-opposition en faisait 30 ou 40, comme elle s'en flatte, la discussion serait redoutable pour M. de Villèle... Si on avait eu un mois au lieu de huit jours pour se préparer aux élections, je suis, en vérité, tenté de croire qu'elles auraient fini par être tout à fait antiministérielles ; d'heure en heure, l'opposition gagne visiblement ». Les élections d'arrondissement furent un triomphe et si celles de département influencées par l'effroi d'émeutes, d'origine restée obscure, qui éclatèrent à Paris les 19 et 20 novembre, furent plus conservatrices, l'opposition se trouva formée d'environ 170 à 180 libéraux et de 75 membres de la contre-opposition de droite, contre 170 à 180 « villélites ». « Vous voyez nos élections : il est certain qu'elles dépassent nos espérances et les craintes du ministère, un tel mouvement d'opinion est formidable » écrivait Rémusat à Guizot le 19 novembre (1) et Barante, Barante sceptique qui disait ne pas apercevoir dans son département la fièvre qu'on lui dépeignait (2), ne pouvait s'empêcher de faire cette remarque : « Le caractère indépendant des électeurs qui ont nouvellement atteint l'âge de voter, a été pour moi le principal sujet de remarque, surtout au grand collègue (3) ».

La tactique préconisée par Guizot était donc la bonne et la jeune génération qui se groupait derrière lui justifiait les espoirs qu'il avait mis en elle et récompensait les soins qu'il avait mis à la former.

III

Restait à cueillir les fruits de la victoire. Ils furent assez décevants. La leçon des élections fut si peu comprise, que Villèle se crut en mesure de conserver le pouvoir en changeant quelques numéros de son équipe ministérielle : obligé, après avoir essayé

(1) VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83.

(2) *Ibid.*, n° 79, lettre du 8 octobre (ne figure pas aux *Souvenirs* de BARANTE).

(3) Lettre de Barante à Guizot, 28 novembre (*Souvenirs*, t. III, p. 436).

maintes combinaisons orientées même à gauche (1), d'abandonner le gouvernail, il se survécut à la fois par ses avis au roi et par sa désignation plus ou moins explicite des hommes que nous appelons improprement le ministère Martignac (5 janvier 1828). Celui-ci fut pour les contemporains (il était, en réalité, très proche du précédent cabinet), fort en arrière du mouvement d'opinion affirmé par les élections : aussi pendant les trois premiers mois de son existence fut-il question de l'élargir du côté des deux oppositions victorieuses, du côté de Chateaubriand et du côté de Royer-Collard ; mais le premier ne voulait entrer qu'aux Affaires étrangères et de concert avec le second, et celui-ci prétendait à présider, à imposer ses hommes, dont le duc de Broglie (2). La combinaison que Guizot expose à Castellane le 14 janvier 1828 comme celle du vieux doctinaire, aurait donné sous sa présidence, les Sceaux à Broglie, les Affaires étrangères à Pasquier en conservant Portalis, Roy et La Ferronnays (3). Royer-Collard concevait donc la politique à suivre comme une résurrection de la combinaison du premier ministre Richelieu et tirait des élections cette leçon qu'il fallait travailler à constituer une majorité modérée avec tous les éléments des centres droit et gauche, s'attachant à démolir les deux extrêmes (4). Guizot, au contraire, fidèle à son programme des élections préconisait la coupure à droite et la coalition de toutes les gauches : la combinaison ministérielle qui prévalait et dont la sortie des deux anciens collègues de Villèle, Chabrol et Frayssinous changeait à peine la couleur (4 mars), ne répondait pas à ses con-

(1) Cf. DUVERGIER DE HAURANNE, t. IX, p. 356 à 377 ; PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 100 à 102 ; BROGLIE, t. III, p. 116 à 125. Voir notamment dans *Révélation sur la fin du ministère de M. le comte de Villèle ou détails des négociations pour former au nom du roi un ministère constitutionnel*, par J.-B. FLANDIN, commissaire des guerres, chevalier de la Légion d'honneur, in-8°, 1829, p. 364 (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 317) une combinaison mise sur pied et discutée dans la seconde quinzaine de décembre 1827 qui aurait adjoint à Villèle les chefs du centre gauche et même de la gauche, de Royer-Collard à Casimir-Périer par Laffitte ; elle échoua, tandis que le dernier s'y prêtait, par le refus dédaigneux des deux premiers. Dans les grandes directions dont les titulaires eussent été changés, une place était prévue pour Guizot, celle de la police générale.

(2) Cf. sur ces combinaisons HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires*, t. III, p. 388 à 395, et BROGLIE, *loc. cit.*, E. DAUDET, *le Ministère Martignac*, p. 122 à 124.

(3) *Journal du maréchal DE CASTELLANE*, t. II, p. 218.

(4) Lettre de Royer-Collard à Barante, 14 décembre 1827 (*Souvenirs de BARANTE*, t. III, p. 441).

ceptions ; il s'en expliqua dans un article de la *Revue française* (1).

Après avoir résumé l'œuvre de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* et la réponse de la France unanime faisant « avec une ardeur passionnée des élections exemptes de passion », il opposait à Villèle prisonnier de l'esprit de parti la nouvelle France qui s'est détachée progressivement des exagérations et des exigences partisans, à ce gouvernement vieilli la jeune génération sans passion révolutionnaire mais irréductible dans son attachement à l'héritage de la Révolution, débarrassée des vieilles idées et des discordes, avide d'une atmosphère nouvelle faite « du plaisir de la liberté, du respect de l'égalité morale, du goût des institutions qui élèvent l'âme et animent la vie ». Aucune des mesquines combinaisons anciennes ne peut satisfaire la France nouvelle : il s'opère un grand travail de dissolution et de refonte des partis ; « il faut avancer dans la route où nous sommes entrés ; il faut défendre, achever ce que nous avons fait. Dans les Chambres et hors des Chambres, par la tribune et par la presse, tout doit tendre à former, à consolider, à élargir, à faire prévaloir cette majorité vraiment nationale, dont les premiers traits nous apparaissent ». Et du ministère nouveau il ajoutait : « S'il comprend et s'il accepte la France, il se hâtera de se mettre en harmonie avec la majorité dont la France vient d'envoyer à la Chambre les éléments ; il travaillera lui-même à la lier, à l'étendre, à l'affermir. S'il ne veut pas, ou n'ose pas, ou ne sait pas, il n'a rien à dire : son avènement n'est alors qu'une raison de plus pour dresser vers la formation et la prépondérance du parti national toutes nos pensées, tous nos efforts. Le pays a levé sa bannière, il faut la tenir ferme et haute pour que tous s'y rallient, puis la planter au pied du trône. Cela seul vaut la peine de s'en inquiéter ». Guizot avait raison ; la Restauration jouait sa partie ; il n'ignorait pas que les espoirs révolutionnaires étaient partout abandonnés, que l'extrême-gauche elle-même se prêtait encore à l'expérience de réconcilier les Bourbons et la liberté (2).

(1) Numéro de janvier 1828, p. 22-45.

(2) Cf. la lettre de Lafayette à un de ses amis américains, 26 mars 1828 (*Mémoires de LAFAYETTE*, t. VI, p. 257). Il fait un tableau des partis et explique son attitude et celle de son groupe : « A gauche où sont des hommes d'un patriotisme moins timoré, d'opinions plus prononcées, quelques-uns tels que mon fils et moi tout à fait républicains, cherchent de bonne foi à établir de passables institutions sur le terrain de la Charte et veulent laisser au temps et au progrès

Ce n'était donc point le temps pour Guizot d'interrompre l'œuvre de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* ou de lui retirer sa collaboration (1). Une assemblée générale décida le maintien de la société. Quelques-uns, c'était le groupe du *Globe*, jugeant la mission remplie en sortirent, Damiron, Montalivet, Duchâtel, Rémusat, et Renouard. Bastide, Boinvilliers, Hippolyte Carnot, Thomas les remplacèrent au Comité. C'était une accentuation à gauche. Guizot conserva pourtant la présidence. Il restait d'abord à achever le travail électoral. Une circulaire (2) enjoignit aux comités de relever toutes les fraudes, de les dénoncer à la Chambre pour constituer les dossiers d'invalidation et de poursuivre les faux électeurs (3). D'une trentaine de départements affluèrent sur ce mot d'ordre, des pétitions contre les fraudes électorales, les irrégularités et les pressions de l'administration et la société obtint cette sanction (d'ailleurs fort insuffisante au gré des libéraux) que le gouvernement mit à la retraite trois préfets trop compromis, en déplaça quinze autres et sous la pression de la Chambre dut nommer une commission d'enquête (4). Des élections de remplace-

des lumières leur perfectionnement, mais se réservent si toute liberté est impossible, si la Charte elle-même est continuellement violée, de rester autant qu'ils le pourront dans la plénitude de leurs imprescriptibles droits. »

(1) DUVERGIER DE HAURANNE, t. IX, p. 29 ; VITET, *le Comte Duchâtel*, p. 55 ; MONTALIVET, *Fragments et Souvenirs*, t. I, p. 29, 31 (avec une phrase équivoque sur le rôle de Guizot, dont on pourrait croire, ce qui serait une erreur, qu'il est sorti de la Société). Paravey se suicida le 15 avril après de mauvaises affaires.

(2) In-4°, une page, suivie d'une « consultation » d'Odilon Barrot établissant par quelle voie on peut poursuivre l'annulation d'une élection (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 796).

(3) Le Comité recommande particulièrement d'intenter une action civile que le ministère public ne pourrait étouffer comme il ferait d'une action criminelle ; le motif serait d'avoir causé aux vrais électeurs un dommage par usurpation d'une part de leur propriété.

(4) Mis à la retraite : de Guer, préfet de la Charente ; de Meulan, des Vosges ; de Monthureux, de l'Ardèche.

Déplacés : les préfets de Bas-Rhin, Nord, Seine-Inférieure, Loire-Inférieure, Oise, Charente-Inférieure, Cher, Creuse, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Meuse, Aveyron, Corse, Deux-Sèvres, Pyrénées-Orientales. Résultat de la commission d'enquête (octobre 1828) : vingt-quatre préfets étaient accusés par des pétitions ; douze sont mis hors de cause, les erreurs relevées ne leur étant pas imputables ; deux ont commis de légères incorrections (de Juigné en Haute-Garonne et de Vansay en Seine-Inférieure) ; huit se sont rendus coupables d'irrégularités (inscription de faux électeurs, absence de suite donnée à des réclamations) peu graves (de Bastard en Haute-Loire, d'Estourmel dans la Manche, Jordan dans le Haut-Rhin, de Casteja dans la Vienne) ou graves (de Monthureux de l'Ar-

ment étaient entraînées par des décès, des doubles nominations (ainsi Royer-Collard avait été élu dans sept départements); il fallait continuer la même propagande; et pour obtenir le même succès le 21 avril, car cinq candidats de droite seulement réussirent sur quarante-cinq. Mais surtout considérant que l'éducation politique du pays était insuffisante encore, le Comité voulait donner à son organisation un caractère de stabilité et une activité qui dépasserait le cadre d'une association électorale : il poussa donc ses organes provinciaux à prendre une extension nouvelle et dans deux brochures (1) leur fixa un programme d'action. A Rouen, à Nancy, à Lyon, à Valence, le comité local avait formé des équipes de jeunes gens pour parcourir les campagnes pendant la belle saison, vérifier les matrices des contributions, guetter la naissance et le décès politiques de chaque électeur et faire opérer les mutations sur les listes; un comité central au département, un comité dans chaque arrondissement, un ou deux correspondants par canton, tel est le cadre proposé. Au moment même des élections, comme l'expérience en a été tentée à Paris le 30 mars, on s'efforcera de tenir des réunions préparatoires pour l'examen des titres des candidats et la désignation du représentant du parti (2). A ces opérations électorales, le Comité voulut encore ajouter : créer un mouvement d'opinion pour arracher des réformes législatives : « La cause de la liberté et de la civilisation n'a toujours qu'une force morale; cette force est immense, irrésistible sans doute; mais elle ne pourrait rien, au moins pour quelque temps, contre un acte de violence, contre un coup d'État : le passé nous l'a prouvé. Il faut donc donner à cette force morale du corps et de la vie par des institutions » : garanties légales de la procédure électorale, droit d'association, réforme administrative, liberté complète de presse, développement de l'instruction publique, organisation de la garde nationale, séparation de la loi civile et des exigences de tel ou tel culte, voilà le programme énoncé par la société.

dèche, de Sautivy en Corse, de Calvières dans l'Isère et de Roussy dans les Deux-Sèvres) (*Archives nationales*, F1cII, 52).

(1) *A nos correspondants*, 20 février 1828 (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 848), in-8° 8 pages, et *Circulaire*, 1828, in-4°, 2 pages (Lb⁴⁹ 863).

(2) La brochure *Aux électeurs constitutionnels de l'arrondissement de Rennes*, 16 février 1828, donne un premier exemple de cette discussion des titres des candidats possibles (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 847).

Malheureusement, passée la fièvre électorale, tomba l'ardeur à la lutte ; dans une vingtaine de départements, la victoire du scrutin et l'avènement du ministère Martignac suffirent à rétablir le calme et une certaine indifférence (1). Néanmoins dans vingt-cinq autres les comités continuèrent leur besogne avec ardeur et travaillèrent à préparer l'établissement des listes de 1828 (2). Duchâtel rendant compte à Guizot, comme l'année précédente, du travail opéré en Charente-Inférieure (3) annonçait triomphalement la radiation de vingt-quatre faux électeurs dont quatre magistrats et une quantité de maires, s'applaudissait du mouvement d'idées qu'il voyait se dessiner parmi les jeunes gens, les jeunes avocats notamment.

Ils eurent satisfaction sur un point. Rémusat et Guizot avaient envisagé la nécessité d'une refonte de la législation en matière de procédure électorale et songeaient, si le ministère restait inerte, à faire introduire une résolution par le duc de Broglie (4) : les pétitions suscitées par la société y suffirent, Martignac s'exécuta. Ce que la brochure du 20 février 1828 réclamait : la permanence des listes électorales, le droit reconnu à tout électeur de poursuivre inscription ou radiation de quiconque, l'obligation faite à tous fonctionnaires de délivrer les pièces nécessaires à ces enquêtes, le récépissé obligatoire de toute réclamation, une claire procédure des conflits, tout cela figure dans le projet déposé le 1^{er} avril. Au reste, la société fit en grande partie les frais de la discussion, félicitée et prônée par les députés de gauche, dénoncée comme tyrannique et illégale par les députés de droite, menacée en termes assez clairs par le ministère de l'Intérieur. Le projet devenu loi le 2 juillet 1828, tandis que le gouvernement par une circulaire du 21 octobre (5) s'efforçait d'en limiter l'application, la société en analysait le

(1) D'après les rapports des préfets (même référence que p. 378), Aisne, Aveyron, Calvados, Creuse, Eure, Eure-et-Loir, Gard, Hérault, Indre, Lot, Manche, Morbihan, Nord, Puy-de-Dôme, Haute-Saône, Seine-et-Marne, Somme.

(2) Ardèche, Ardennes, Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Dordogne, Drôme, Haute-Garonne, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Haute-Loire, Maine-et-Loire, Meurthe, Moselle, Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales, Bas et Haut-Rhin, Rhône, Seine-Inférieure, Tarn-et-Garonne, Var, Vienne, Haute-Vienne.

(3) 13 octobre (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 82).

(4) Rémusat à Guizot, 20 septembre 1827 (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83).

(5) *Archives nationales*, F¹58, circulaire du cabinet n° 72.

fonctionnement dans une *Instruction sur la nouvelle loi électorale* et les moyens d'y adapter la propagande (1).

Tout cela n'indique point que les relations avec le gouvernement fussent cordiales. En effet entre les libéraux et Martignac, elles passaient par des brouilles et des accommodements alternatifs. Le ministère en effet, dans l'obligation de ménager le roi, évitait de prendre nettement position : il n'accordait point de mesure libérale, qu'il ne la payât ou ne l'annulât par des concessions à la droite : ainsi pour la liberté de la presse, ainsi pour l'enseignement primaire. Il affectait de n'avoir aucun rapport personnel avec la gauche, même quand il lui empruntait ses idées (2), tenait soigneusement à l'écart de la préparation de la loi de presse ou de la réforme administrative les doctrinaires, spécialistes en ces matières. Les deux ordonnances du 16 juin 1828 le rapprochaient momentanément des gallicans, mais la fin de la session ramenait son inertie et ses complaisances. Aux libéraux, il finissait ainsi par apparaître comme une suite, honteuse d'elle-même, du « système déplorable » de l'ancien ministère. Il fallait le mettre en demeure de se prononcer.

Comme le *Courrier français*, le *Constitutionnel* ou le *Journal du commerce*, Guizot s'y employa à la *Revue française* par un article sur la session de 1828 (3), d'ailleurs avec un ton de polémique beaucoup moins âpre et d'un certain air de détachement supérieur qui sent son professeur de politique. Il oppose au contentement facile des milieux parlementaires la déception et l'impatience de la province, qui attend encore quelque bénéfice de sa victoire : « Ce préfet, ce sous-préfet, ce maire, ce capitaine de gendarmerie qui ont tout tenté pour faire échouer les élections constitutionnelles et que les électeurs ont vaincus, ils sont toujours là, toujours maîtres de leurs vainqueurs » ; rien n'a été fait pour les libertés locales, rien en fait d'économies. La France a condamné le système de Villèle, « ce je ne sais quel régime bigot et immoral, soi-disant aristocratique et honteusement subalterne qui n'était ni l'ancienne monarchie, ni l'Empire, ni la Charte, à la fois un cauchemar et une insulte pour tous les souvenirs, tous les mérites, tous les droits » ;

(1) In-8°, 13 pages. Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 937.

(2) Cf. BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. II, p. 367, 375, 385.

(3) *Revue française*, n° 5, septembre 1828, p. 301, 322.

elle en porte toujours le poids. Guizot réclame du ministère deux gages : un changement de personnel et une réforme administrative, mais il apporte à ses revendications une intelligence politique qui annonce une certaine souplesse. D'abord il remarque qu'il ne faut point tout attendre du gouvernement, réclamer d'un gouvernement libre la promptitude d'action d'un gouvernement despotique : « La Chambre, dit-il, fait les affaires du pays comme vous faites vos propres affaires, en subissant la nécessité, en s'accommodant aux circonstances, en cédant ici pour obtenir là, sans prétendre à l'application pure des principes ni à la bonté absolue des résultats ». Puis il compare avec finesse la situation du parti libéral à la Chambre mis par sa victoire électorale dans l'impossibilité d'être « national et despote à la fois » et tenu, en conservant la vigilance combative d'une opposition, à révéler les qualités de sagesse et de modération d'un gouvernement possible, à la situation du ministère « chargé de donner satisfaction à un mouvement libéral et point libéral lui-même », ayant l'un à conquérir l'adhésion des députés indécis du centre, l'autre à forcer l'assentiment du roi. Car Guizot n'est pas dupe de la fiction constitutionnelle, « le roi se révèle comme un pouvoir très réel et très influent auquel les ministres tantôt résistent, tantôt cèdent ». Guizot, de tout cela, tire, selon son ordinaire, une leçon d'activité et de confiance, un encouragement à poursuivre la lutte et la certitude que le parti national instruit au bon sens et à l'habileté sera un jour appelé à gouverner.

Le ministère suivant sa ligne indécise qui passait en louvoyant à mi-chemin du roi et des députés, pensait désarmer celui-là par des satisfactions d'amour-propre comme les acclamations qui l'accueillirent dans un voyage dans l'Est, ceux-ci par une exécution ferme des ordonnances sur les séminaires ; il se brouillait définitivement avec la droite, sans se concilier la gauche. Le retard apporté au mouvement administratif portant sur neuf préfectures et à la réorganisation du Conseil d'État (14 novembre 1828), la place qui y est faite encore aux « suppôts » de Villèle, des mesquineries comme de faire attendre à Guizot jusqu'au 1^{er} mars 1829 la réintégration dans le titre purement honorifique de conseiller d'État en service extraordinaire (1), détruisaient le bénéfice

(1) *Bulletin des lois* du 26 mars, n° 281 (VIII^e série, t. X, p. 124), ordonnance

qu'il en eût pu attendre. Un voyage de Polignac, accouru de Londres pour essayer de concert avec Charles X des combinaisons ministérielles, ne suffit pas, malgré les avis de Decazes, malgré l'évidence, à persuader Martignac de tout sacrifier aux soins d'acquérir une solide majorité libérale : elle s'offrait encore pourtant (1) et la réforme administrative en pouvait être le lien.

Mais ici, en présence de spécialistes, aucune équivoque n'était de mise. La réforme des administrations locales est un des desseins anciens de Guizot, fruit de l'expérience à la fois et de la doctrine : il en a considéré tous les aspects politique, historique ou professionnel. A tant de raisons théoriques s'ajoute en 1829 l'opportunité, et même l'urgence, après l'expérience de la campagne électorale. Duchâtel écrivait de Mirambeau à Guizot le 20 septembre 1828 (2) : « Pour améliorer l'état des provinces, qui sont à peu près aussi malheureuses que sous le ministère Villèle, il faut absolument et au plus tôt des institutions municipales. L'immense majorité de nos maires a été nommée en 1825 par la faction et en opposition aux vœux du pays : une loi seule peut nous délivrer de ce régime avec lequel il serait impossible de rien faire de bon. Les maires s'érigent ici en petits pachas » et il donnait des exemples d'arbitraire et de concussion. La société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* servit à rassembler les pièces du dossier : elle entreprit une vaste enquête en décembre 1828. Le secrétaire du comité, Marchais, adressa, à ses correspondants de province, une lettre (3) où, annonçant que la question du régime municipal allait être posée dans la session prochaine et que le ministère avait négligé d'étudier l'état présent des communes, il invitait les comités départementaux à faire fonction de commission d'enquête et à réunir tous les faits susceptibles d'indiquer les réformes à faire. Un double questionnaire était joint sous forme de note et sous forme d'état, énonçant les points sur lesquels il fallait porter les investigations : d'abord la question des personnes : position sociale, profession, chiffre de contributions du maire et des conseillers municipaux, spécialement dans quel

présentée comme un rectificatif de quelques erreurs ou omissions de celle du 12 novembre. GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 335.

(1) Cf. sur les dispositions de la gauche la lettre de Benjamin Constant à Béranger, 29 janvier 1829, citée par DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 83.

(2) VAL-RICHER : *Correspondance*, n° 82.

(3) 2 décembre 1828, in-4°, 5 pages Bibliothèque nationale, Ib⁴⁰ 980.

degré de dépendance ils se trouvent vis-à-vis du curé et du grand propriétaire du lieu ; puis la question de l'administration : exploitation des biens communaux avec indication de l'emploi des revenus et des prestations, examen des diverses attributions des autorités communales, singulièrement les délibérations du conseil municipal et les relations du maire avec celui-ci, le fonctionnement de la police et des écoles, la tenue des registres de l'état-civil, la résidence du maire ou les délégations de pouvoir aux adjoints. La société comptait sans doute que de ce vaste répertoire de faits, sortirait une accablante condamnation du régime villéliste, car la politique fort efficace du dernier ministère avait été d'abandonner à ses partisans l'exploitation des intérêts locaux en échange de leur fidélité électorale : les journaux de droite dénoncèrent la campagne de diffamation abominable, quelques préfets s'élevèrent contre cette inquisition (1), des maires démissionnaient, les successeurs possibles se récusaient craignant la surveillance du comité directeur. Le *Moniteur* complaisant à la droite, publia une note qui qualifiait l'enquête « de provocation générale à la diffamation », et laissait entrevoir des poursuites (2). Guizot président de la société protesta : trois jours après le *Moniteur* « rétractait » ce qui dans son article « avait justement blessé des citoyens recommandables » ; la polémique se poursuivit dans les journaux et le ministère revint sur ses pas.

Les projets du ministère virent enfin le jour le 9 février 1829 : fidèle à sa tactique de bascule, le ministère accolait un exposé des motifs fort libéral à des réformes fort timides (3). Pas de modifications en somme apportées aux attributions des assemblées : leur mode de recrutement seul était en cause. Les conseillers jusqu'ici considérés comme des fonctionnaires administratifs et nommés

(1) Rapports des préfets de Dordogne, 23 avril 1829 (*Archives nationales*, F⁷ 6768) ; Eure-et-Loir, 10 février 1829 ; Hérault, 24 janvier (6769) ; Meurthe, 9 juin (6770) ; Basses-Pyrénées, 20 février (6771) ; Seine-Inférieure, 22 janvier 1829 ; Deux-Sèvres, 19 décembre 1828 ; Vendée, 23 décembre 1828 ; Vienne, 4 juin 1829 ; Vosges, 1^{er} mars 1829 (6772).

(2) Numéro du 9 décembre 1828, p. 1804 ; rectificatif au numéro du 12, p. 1816.

(3) Discours de Martignac et texte des projets, *Archives parlementaires*, 2^e série, t. LVII, p. 64 à 93. Sur les conditions de préparation du projet cf. notamment BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. II, p. 387 et suiv., et PASQUIER, *Mémoires* t. VI, p. 159.

par le gouvernement, seront élus. Mais le ministère ne va pas jusqu'à en faire des représentants de la population, ils restent des administrateurs consultants pris parmi les notables au moyen d'un système qui, pour les assemblées de communes, de cantons et d'arrondissements chargées de nommer les conseillers municipaux, d'arrondissement et généraux, réservait le droit de vote aux plus imposés. Encore le nombre des plus imposés était-il infime : pour s'en tenir à la loi départementale, la seule dont Guizot s'occupa, elle réservait le droit de vote à 31 400 électeurs alors que pour les élections législatives un peu plus de 79 000 contribuables étaient compétents : le cens dans certains départements riches atteignait au chiffre de 1 150 francs de contribution directe, il fallait de très pauvres pays, comme les régions montagneuses, pour qu'il se confondît avec la cote de 300 francs exigée pour élire un député (1). En 1818 Guizot envisageait pour les élections au conseil général un cens de 100 francs ; les projets Martignac lui parurent une dérision. L'expression directe de son avis manque : il est lisible cependant dans la campagne hostile que le *Globe* entreprit aussitôt et poursuivit avec autorité et véhémence ; lisible dans l'attitude de ses amis (2) : lorsque Royer-Collard convenait en confidence près de Guizot et de Barante que le mode de suffrage proposé était véritablement indéfendable (3), la vivacité dédaigneuse de Guizot n'était certainement pas en reste ; lisible enfin dans le rôle qu'on le vit remplir immédiatement.

Bien qu'il ne fût pas député, on lui connaissait en ces matières une compétence si spéciale que plusieurs membres de la commission parlementaire appartenant à la gauche et au centre gauche eurent avec lui et avec Barante de nombreuses conversations (4). Il est impossible de préciser dans quelle mesure le projet substitué par la commission à celui du ministre sortit de ses inspirations ;

(1) Cf. les divers tableaux dressés par le comte de Rambuteau et annexés aux rapports de Sébastiani, *Archives parlementaires*, *id.*, p. 598.

(2) Cf. dans une lettre d'Herbelot à Montalembert du 20 mars où il qualifie le projet ministériel « un attrape-niais pour faire croire aux bonnes gens qu'ils sont libres quand on leur garotte les mains » et où il conclut : « le ministère est décidément d'une absurdité révoltante », « M. de Barante est furieux et il dit qu'il regardait comme un crime de la part du ministère le fait d'avoir proposé semblable loi. » *Correspondance*, p. 83 et 84.

(3) BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. II, p. 391.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 391.

mais il est de fait que plusieurs idées exprimées par lui dès 1818 y furent introduites : objet de la compétence, élection directe, suppression des arrondissements (1), création d'assemblées cantonales élisant chacune un conseiller général, renouvellement intégral des assemblées. Restait encore à fixer l'attitude à tenir dans la discussion du projet : Guizot, dit Vaulabelle (2), fût l'âme de l'intransigeance de la commission. Un groupe des hommes influents du centre gauche : Sainte-Aulaire, Sébastiani, Augustin Périer, Rambuteau, Barante députés et pairs et Guizot se réunirent en effet chez le duc de Broglie et décidèrent non seulement de présenter un contre-projet, mais d'exiger la priorité de discussion en faveur de la loi départementale sur le projet de réforme communale (3). Cette intransigeance qui fit sans le savoir le jeu du roi est en général présentée (4) comme le triomphe de la doctrine abstraite sur la politique opportuniste : or la question se posa, au contraire, sous une forme essentiellement politique. Les départements gisaient toujours sous le poids de leurs administrations villélistes, livrés aux mains arbitraires des nobliaux et des créatures des jésuites ; une raison profonde de réclamer la réforme était aux yeux de Guizot, de ses correspondants, du comité de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, de les délivrer de ce joug ; admettre la priorité de la loi municipale, alors que le temps manquait pour réaliser les deux projets de réforme, c'était reculer, pour une année encore au moins, cette délivrance. Les préfets, sous-préfets et maires n'ayant pas été changés non plus que les autres fonctionnaires, accepter ce projet

(1) Dans ses *Souvenirs* (t. III, p. 197) le duc de Broglie dit que l'idée vient de lui, qu'il en parla en passant à Guizot et à Sébastiani et que ceux-ci s'en emparèrent avec la même légèreté qu'il avait apportée à sa proposition. Guizot au moins devait d'autant mieux la faire sienne que c'était un point de son programme déjà en 1818. D'ailleurs l'obstination avec laquelle Guizot s'y tient dès lors, malgré les observations de Martignac au dire du même duc de Broglie, (p. 199), montre l'importance qu'il y attachait, et non tant de légèreté.

(2) Tome VII, p. 172.

(3) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 61.

(4) THUREAU-DANGIN, *le Parti libéral pendant la Restauration*, p. 441 et suiv. Il fait état des regrets exprimés par le duc de Broglie dans ses *Souvenirs* (t. III, p. 192 et suiv.), de la faute commise par les libéraux en 1829 en ne sacrifiant pas leurs intérêts et leurs idées à l'intérêt supérieur de conserver Martignac. Il avait déjà dit la même chose d'ailleurs lors de la chute du duc de Richelieu. Guizot lui-même (*Mémoires*, t. I, p. 341) attribue leur attitude à « l'esprit d'impatience et l'esprit de système ».

gouvernemental qui ne donnait le suffrage qu'aux électeurs du double vote, c'était remettre, et cette fois par une abdication définitive, aux ultra et à la Congrégation tous les conseils locaux. Loin d'en être affaibli, le régime villéliste y gagnait la consécration d'un choix électoral : la libération des provinces était à jamais ajournée. Tandis que la doctrine pouvait se satisfaire de voir triompher le principe électif susceptible d'application plus large, l'intérêt politique, au contraire, s'insurgeait. D'ailleurs les gauches ont interprété — Pasquier en fait la remarque (1) — la facilité avec laquelle le roi a accepté les ordonnances sur les séminaires comme la preuve qu'une énergique pression triomphe de sa mauvaise volonté. Enfin le ministère par ses atermoiements, ses menaces ou ses défaillances faisait tellement figure d'un Villèle honteux, que la gauche, le groupe Guizot tout au moins n'attachait plus à son maintien quelque importance : « Il faut convenir, écrivait *le Globe* le 14 mars, que depuis quelque temps le ministère a pris une allure et un ton qui ne méritent guère que l'on conserve avec lui les ménagements nécessaires à sa frêle existence. » Toutes raisons qui sont de politique, non de doctrine.

Guizot joua dans l'affaire un dernier rôle. Rapporteur anonyme d'une commission dont il ne faisait pas partie devant une Chambre où il ne siégeait pas, il composa le rapport que présenta Sébastien (2). Travail remarquable par la clarté et la puissance de l'argumentation, les gauches lui firent un grand succès (3). Il posait d'abord deux principes par lesquels il pensait exprimer le sentiment unanime de tous les hommes de sens et de bien : le premier était d'éloigner des conseils généraux toute invasion de la politique ; il s'agit ici d'intérêts locaux ; tout le bénéfice que l'on peut attendre du débat en commun, du rapprochement sur cet étroit terrain des esprits et des intérêts, s'évanouirait si les passions de parti et les doctrines se heurtaient dans ces assemblées locales. Le second proclamait que la loi ne devait établir en faveur d'une partie de la population aucune prépondérance artificielle,

(1) *Mémoires*, t. VI, p. 121.

(2) PASQUIER, t. VI, p. 166 ; BROGLIE, t. III, p. 197 ; DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 129.

(3) *Archives parlementaires*, 2^e série, t. LVII, séance du 19 mars 1829, p. 578 à 584.

ne donner naissance à aucun privilège, particulièrement odieux dans la sphère des intérêts locaux. Il faisait donc au projet ministériel ce grief fondamental de créer en faveur de certains intérêts un privilège exclusif et cela dans un intérêt de parti, car la politique générale peut seule avoir imaginé de restreindre le droit d'élire les conseils généraux à moins de la moitié des électeurs de députés. Jadis, dans la discussion de la loi électorale, on se défendait du reproche de concentrer la vie politique dans une trop petite fraction de la population, par la promesse de l'élargir dans l'administration des intérêts locaux : « Nous descendons dans les régions où ces promesses devaient se réaliser et, au lieu de s'étendre, les droits se resserrent. Il ne s'agit plus du gouvernement de l'État, mais de l'administration d'un département ; il ne s'agit plus d'élire l'assemblée qui participe au pouvoir législatif, qui accuse les ministres, qui parle au roi et à la France, mais un petit corps local, chargé d'éclairer et de contrôler un administrateur secondaire. Et non seulement nuls électeurs nouveaux ne sont appelés à exercer ce droit inférieur, mais presque les deux tiers des électeurs supérieurs en sont dépouillés et les hommes qui vous envoient siéger dans cette enceinte, qui vous confient l'honneur de paraître en présence du roi, ne sont pas bons pour vous faire asseoir à côté de votre préfet (1) ! » Il faisait rapidement justice des sophismes allégués et prononçait : « Il n'y a dans ces combinaisons électorales ni justice, ni prudence ;... elles introduisent (dans les conseils) deux éléments qui en doivent être soigneusement écartés, la politique et le privilège (2) ».

Le système qu'il proposait au nom de la commission, rendait, ou plutôt maintenait, à l'ensemble des électeurs à 300 francs le droit dont le ministère voulait les frustrer. Mais pour éviter toute assimilation politique entre les élections locales et les élections législatives, il transférait le collège électoral de l'arrondissement au canton et substituait au scrutin de liste l'élection directe d'un conseiller général par canton : ainsi donnait-on à la minorité qui localement, pouvait être majorité, quelques chances d'être représentée, ainsi permettait-on aux électeurs de voter dans le calme,

(1) *Archives parlementaires*, 2^e série, t. LVII, séance du 19 mars 1829, p. 579, col. 1.

(2) *Ibid.*, p. 580, col. 1.

loin des grands mouvements d'opinion publique, ainsi pouvait-on envisager sans crainte un élargissement du corps électoral. Car la commission ne s'en tenait pas aux conditions du cens législatif ; elle proposait de fixer par assemblée cantonale un minimum de 50 électeurs que l'on atteindrait, là où le nombre des contribuables à 300 francs resterait inférieur à ce chiffre, par l'adjonction des plus imposés : un quart d'entre eux seraient éligibles (le résultat de ces amendements portait le chiffre des électeurs de 31 600 à 157 000, des éligibles de 15 700 à 39 400). Ce projet remanié présentait une vive couleur libérale et ouvrait des perspectives nouvelles à la vie publique. Les conseils d'arrondissement étant ainsi réduits, leurs attributions financières devenues illusoire par l'achèvement du cadastre de répartition de l'impôt, il prenait le parti de les supprimer, de transférer au sous-préfet la répartition de l'impôt entre communes ; l'administration supérieure, disait Guizot, se trouvait ainsi mise en contact immédiat avec les localités, tandis que la sous-préfecture, déjà chargée de la formation des listes électorales du canton, devenait un organe plus vivant du système administratif. Guizot entraînait alors dans le détail des modifications proposées par la commission ; puis, il s'efforçait de dissiper les inquiétudes ressenties ou affectées par le pouvoir : « En appelant un plus grand nombre de citoyens à élire les conseils généraux, mais en ne les choisissant que dans l'élite des contribuables, nous avons fait à la propriété une part suffisante et large. Nous avons interrogé les besoins nouveaux de la société. La propriété s'est récemment distribuée en France entre un nombre immense de citoyens, et partout elle a porté ses fruits ; partout elle a créé l'esprit d'ordre et de conservation ; partout elle a révélé un bien public et des moralités sociales. Nous avons élargi le cercle des droits pour rencontrer ces hommes instruits, laborieux, actifs, dont il faut satisfaire la légitime impatience (1) ». Et il posait en terminant le problème politique devant le gouvernement et la Chambre dans toute son ampleur : « Les préventions s'éloignent, les passions se calment, l'esprit de faction est partout discrédité ; plus d'impatiences aveugles, plus d'ambitions intraitables ; un instinct général de modération, de patience se répand

(1) *Archives parlementaires*, loc. cit., p. 584, col. 1.

dans le pays ; la prudence des sages est devenue la raison publique, et les concessions d'un gouvernement éclairé, loin d'exciter des désirs sans mesures, seront accueillies comme de durables bienfaits. C'est un devoir, messieurs, de mettre à profit ces bonnes dispositions des peuples et d'employer à les satisfaire, les jours de leur sagesse : c'est au moment où ils demandent peu, où ils demandent avec réserve, qu'il faut leur donner tout ce dont ils ont besoin (1) ».

Le ministère demeura irréductible sur son projet : la droite, par mot d'ordre peut-être du roi, ou votant contre lui ou s'abstenant, il fut battu dans son débat avec la gauche, d'abord le 19 mars sur la question de priorité, puis le 8 avril sur l'amendement qui supprimait les conseils d'arrondissement : il retira son projet. Il se traîna jusqu'à la fin de la session : comme Decazes en 1820, il tombait pour n'avoir pas compris que toute concession aux ultra et au roi étant vaine par avance, il fallait chercher à gauche l'appui que la droite lui refusait par principe (2). La position de Guizot dans les deux cas est la même, il refusait de sacrifier à l'akéatoire maintien d'un ministère indécis, médiocre rempart contre la réaction, le fait ou l'espoir d'une franche liberté.

IV

Si grande était son activité, si puissant son besoin de mêler aux soins de l'action immédiate les vues plus longues du philosophe, qu'en même temps que son cours de Sorbonne, que cette entreprise électorale et cette collaboration législative, il entendait poursuivre son œuvre d'éducation constitutionnelle. Le *Globe* avait tourné peu à peu au journal politique : Guizot le relaya dans son rôle d'organe philosophique et littéraire par la *Revue française* fondée au début de 1828 (3). C'est la reprise avec plus

(1) *Archives parlementaires*, p. 584, col. 2.

(2) Sur le point de vue ministériel et l'effet que produit sur lui le rejet de son projet cf. HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires*, t. III, p. 458, 459.

(3) Bibliothèque nationale, Z 13124. Cf. GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 323 ; BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 142 ; HATIN, t. VIII, p. 345. Ch.-M. DESGRANGES : *la Presse littéraire sous la Restauration*, p. 176 et suiv.

de maturité et d'autorité des *Archives philosophiques*; les fondateurs en sont, sauf Royer-Collard, les mêmes : avec Guizot, Broglie, Barante; Guizot en a pris la direction, il assure le recrutement des collaborateurs, sa correspondance est pleine de demandes d'articles ou de rappels à des promesses d'articles : sa femme (il se remaria à la fin de 1828) dépouillait le courrier, lisait les ouvrages envoyés pour compte rendu et faisait la bibliographie (1). Les principaux rédacteurs en sont avec lui, Broglie et Barante, Rémusat, L. de Guizard, J.-J. Ampère, Rossi, Ch. Lenormand, Vitet, Saint-Marc Girardin, Villemain, Augustin Thierry, Duchâtel, Lermnier, Duvergier de Hauranne, c'est-à-dire avec quelques littérateurs ou critiques d'art, tout l'état-major qui entourait Guizot dans les sociétés humanitaires, tous ceux qui au *Globe* représentaient plus proprement son école. Le but (2) est de tenir le public au courant des ouvrages dignes de fixer l'attention dans toutes les branches des connaissances, histoire et archéologie, littérature et art, économie politique et législation, sciences et philosophie; et, soit à propos de ces publications, soit directement, de traiter de toutes questions soulevées par les circonstances et le mouvement des idées, d'en dresser l'état et la bibliographie. Il ne s'agit donc pas là d'une entreprise politique, mais d'une œuvre à la fois de critique et de haute vulgarisation qui se flatte de chercher ses opinions et des règles non dans l'élan de la passion, mais dans la connaissance critique et la raison (3).

Pourtant la politique plane sur le tout. D'abord une foi vigou-

(1) Mme de WITT, *M. Guizot dans sa famille*, p. 104.

(2) Cf. le prospectus qui est encarté avec le troisième numéro, l'article du *Globe* consacré à la revue du 8 juillet 1829 (p. 428). Le numéro de janvier 1830 contient une table des matières de tous les fascicules parus en 1828 et 1829 avec indication du nom d'auteur des articles. Il paraissait, à la mode anglaise, une livraison qui constituait un petit volume de 300 pages, tous les deux mois.

(3) Épigraphe de la *Recue*, ce vers d'Ovide :

Et quod nunc ratio est, impetus ante fuit.

Cf. dans l'introduction : « Aussi bien, dans un siècle raisonneur, tel que le nôtre, lorsque tout est divulgué et que les mystères ont fait place aux questions, cette innocence naïve du génie qui s'ignore lui-même, qui crée par instinct, est, j'en ai peur, une chimère qu'il faut renvoyer à l'âge d'or de la littérature; et peut-être la raison, à qui rien n'est interdit, reste-t-elle en droit de révéler au génie ses propres secrets, de remplir l'œuvre de la nature, de tout refaire enfin, même la poésie. » Charles de RÉMUSAT a reproduit cette introduction dans ses *Critiques et Études*, (t. II, p. 1).

reuse dans le bienfait intellectuel de la liberté inspire direction et rédaction : l'introduction que Ch. de Rémusat fut chargé d'écrire entend prouver que la liberté politique est la condition de la vie de l'esprit ; la chaîne est renouée ainsi avec le mouvement des idéologues et des philosophes du dix-huitième siècle. Puis Guizot ne manque pas d'ouvrir la revue aux questions brûlantes : c'est lui-même généralement qui s'en charge, qui tire la leçon des élections et fait entendre à Martignac les avertissements de son groupe lors de la formation du ministère (1) ; qui apprécie les résultats de la session de 1828, dégage le programme de réformes et donne le mot d'ordre à l'union des gauches (2) ; qui proteste contre l'indifférence générale en politique étrangère, réclame pour l'opinion publique le contrôle de la diplomatie et, pour préparer son éducation, trace de main de maître un tableau de l'Europe et des conditions de l'action politique des cinq grandes puissances (3) ; enfin qui amorce la campagne contre Polignac (4). A côté de la politique, il n'oublie pas et le prouve par quelques articles, qu'il est historien et moraliste (5). Rien ne montre mieux que cette entreprise, combien l'action militante et la spéculation doctrinale se confondent dans la pensée politique, adulte aujourd'hui, de Guizot.

Les forces et le temps ont cependant des limites et tant d'affaires l'absorbaient qu'il fallait faire des sacrifices. Il a cessé peu à peu de paraître à la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* : la propagande en était moins urgente. A la faveur de cette absence et de la négligence aussi sans doute des membres modérés de l'association, une sorte de révolution intérieure s'y produisit : dans ce comité, qui, pour rester en règle avec la loi, se composait de moins de vingt personnes, il suffisait de quelques abstentions pour changer la majorité et par là même l'orientation. Or, à la fin de 1828 et au

(1) Numéro 1^{er} janvier 1828, p. 22-45.

(2) *De la Session de 1828*, n° 5, septembre 1828, p. 301-322.

(3) *De l'État des Cabinets européens*, n° 9, mai 1829, p. 244-268.

(4) *Post-scriptum*, 8 décembre 1829, n° 12, novembre 1829, p. 271-272 ; *Du vrai caractère de la crise actuelle*, n° 14, mars 1830, p. 225-234.

(5) *Histoire des maires du palais*, par G.-H. PERTHS, n° 1, janvier 1828, p. 213-225 ; *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, par H. HALLAM, n° 2, mars 1828, p. 1 à 29 ; *L'Education progressive ou étude du cours de la vie*, par Mme NECKER DE SAUSSURE, n° 5, septembre 1828 ; *De la législation des Visigoths*, n° 6, novembre 1828, p. 202-244 ; *De la correspondance de Grimm et des derniers salons du dix-huitième siècle*, n° 11, septembre 1829, p. 214-235.

début de 1829, les éléments avancés, déjà plus nombreux depuis le renouvellement qui a suivi les élections, loin de s'engourdir, travaillent à mettre la main sur la direction de la société. Au printemps de 1829 reprend d'ailleurs en France un mouvement des jeunes républicains qui s'efforcent de grouper par l'intermédiaire d'organes périodiques leurs partisans de province (1) et fondent en juin la *Tribune des départements* et quelques autres journaux éphémères ; peut-être ont-ils envisagé de s'emparer de l'organisation de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*. Le terrain étant ainsi préparé, il arriva qu'un jour, dans le courant de 1828, à une séance présidée par Odilon Barrot, les membres modérés mis en minorité se retirèrent et démissionnèrent ; les autres ne jugèrent point que ce fut une raison pour dissoudre l'association, mais ne pouvant plus décemment se réunir dans les bureaux du *Globe*, le comité eut désormais ses assises chez Marchais secrétaire. Guizot, absent ce jour-là, donna tort à ses amis du *Globe*. Il savait l'œuvre incomplète, restait fidèle à son programme d'union des gauches : ses relations avec l'extrême gauche étaient assez cordiales, pour qu'à l'automne de 1829 il passât huit jours à la Grange chez Lafayette (2). Peut-être aussi tenait-il à garder en vue d'une élection personnelle, le contact avec le puissant organisme qu'il avait dirigé jusqu'ici. Il se rallia donc à la majorité nouvelle et conserva la présidence du comité, présidence nominale d'ailleurs, car il cessa momentanément de prendre une part active à la direction de la société (3) ; le but cependant restait le même et par les mêmes voies légales : diriger la propagande constitutionnelle, influencer les élections, conquérir la majorité parlementaire ; un esprit plus vif se manifeste cependant dans ses brochures (4). Guizot

(1) Prospectus de *l'Association pour établir une Presse départementale en France*, 1829. Bibliothèque nationale, Lc² 1210. Cf. Georges WEILL : *Histoire du parti républicain*, p. 21 et suiv.

(2) Lettre de Guizot à Barante, 14 octobre 1829. (*Souvenirs de BARANTE* t. III, p. 515).

(3) Odilon BARROT, *Mémoires*, t. I, p. 80-81 ; ROZET, *Chronique de Juillet* 1830, t. I, p. 8 et 9. Cf. la discussion entre Garnier-Pagès et Guizot en mars 1834 sur son action dans la Société après 1827 (*Archives parlementaires*, 2^e série, t. LXXXVII, p. 384, 407, 617) ; ce n'est pas en 1827, mais en 1828 que se produisit la scission dont il est question.

(4) Exemple : une brochure d'Adrien Lamy publiée en 1829, in-8°, 7 pages. Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 1065.

n'y reprendra son rôle actif qu'après la formation du ministère Polignac.

* * *

Ces neuf années ont donné à Guizot sa physionomie originale ; sans elles il eût pu être, historien comme lui, orateur comme lui, compte tenu des contrastes de tempérament, un autre Thiers. Mais d'un politicien et d'un homme de parti, elles ont fait un philosophe. Fils d'une génération menée par les événements, ayant lui-même reçu de 1814 à 1820 ses idées des circonstances, il a fait effort pour se guider sur des théories, pour construire un monde politique d'après un idéal raisonné, pour s'élever des faits au système. De son groupe il est le seul à mériter, par une doctrine, le nom de doctrinaire : Royer-Collard n'a point de doctrine, il colore d'abstraction et d'éloquence de l'opportunisme de conduite ; Broglie et Barante, s'ils en ont senti le besoin ou trouvé les éléments, n'ont réussi à rien mettre en forme. La souveraineté de la Raison, n'appartient, par droit d'auteur, qu'à Guizot.

Au sortir des besognes administratives et des luttes de parti, dès 1821, au jour même où échouaient les conspirations, il avait senti et il a proclamé, qu'il fallait du nouveau, qu'il était stérilisant pour l'opposition, comme pour le pouvoir, de trainer dans les anciennes ornières, qu'il importait d'arracher la vie politique à sa routine. Plus libre d'esprit que ses compagnons retenus dans les assemblées parlementaires, il a détourné son regard des luttes pour le pouvoir et annexé à son action publique les questions sociales et morales : cette orientation nouvelle l'a placé en face de problèmes aussi amples que celui de l'enseignement primaire, celui de la prévoyance sociale. Il a donné ainsi plus de profondeur à sa vision politique ; il lui a voulu aussi plus d'étendue. Il a visé au delà du pays légal ; il a réclamé la collaboration de toutes les forces vives du pays ; joignant l'enseignement de la pratique à ses leçons théoriques, il a associé la jeunesse à son action ; il a entrepris de réveiller la vie publique dans les départements. « Traiter avec les masses, c'est le grand ressort du pouvoir ». Il a fait un vigoureux effort pour se renouveler : sa conception de la politique est singulièrement plus large qu'avant 1820, plus neuve aussi dans ses procédés.

Et aussi, elle est souple encore : elle suppose le mouvement. Sa définition de la civilisation est celle d'une création continue ; il conçoit la vie d'un gouvernement comme un effort incessamment recommencé, vers une réalisation de plus en plus certaine de la raison, de la justice et de la vérité ; il place le pouvoir aux mains de la capacité, mais d'une capacité dont la mesure n'est pas une fois pour toutes étalonnée. Il a repris toutes les idées que la suite des événements et le contact des hommes avaient peu à peu déposées en lui de 1814 à 1820, les a décomposées par l'analyse historique et philosophique et les a soumises à une loi de perfectionnement moral analogue à celui que sa religion imposait à l'individu. Six années de séjour dans les milieux gouvernementaux et de pratique des affaires de l'État, neuf années de méditation, de travail et d'une opposition qui a revêtu successivement la forme du journalisme pamphlétaire, puis celle de l'enseignement des vérités constitutionnelles, sociales, morales et historiques, enfin celle d'une vaste organisation enveloppant le pays entier et travaillant à une réforme administrative par où la vie publique pénétrerait jusqu'aux plus humbles cantons, lui ont donné toutes les idées politiques dont il fera désormais usage. Mais il est trop jeune encore et les nécessités de la lutte le ramènent trop constamment à se retremper à la source, pour qu'il substitue déjà à l'examen de la réalité, les conclusions de son système.

Tels sont les traits où se marque le bénéfice de ces années aussi riches de pensée que d'œuvre.

Riches aussi de relations. Autour de lui, que ce soit à la *Société de la morale chrétienne* et dans les sociétés protestantes, au *Globe* et à la *Revue française* ou à la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, tous sont là qui constitueront le personnel de la Monarchie de Juillet. Ministre de l'Intérieur, il puisera en 1830 dans leurs rangs pour recomposer l'administration. Tout ce monde constitue à cette date l'opposition ardente et Guizot au milieu d'eux n'est plus en sa position de doctrinaire avant 1820 : cette position au centre gauche en contact avec le centre droit, ses amis Royer-Collard, Barante, Broglie l'ont conservée ou reprise ; lui, les a franchement dépassés, il a entraîné ou groupé les jeunes, il est intime avec les Indépendants d'autrefois ; il collabore avec Lafayette et se compromet avec lui aux yeux de la police ; il est chef

du plus puissant organisme d'opposition où il couvre de son autorité les éléments avancés qui en ont chassé les modérés ; il pousse à l'intransigeance, au risque de découvrir, par la chute du ministère, le conflit avec le roi. Il a, d'une marche continue, délibérément avancé vers la gauche : il y est désormais établi. Or il ne se perd plus dans la foule : aujourd'hui il est célèbre ; ses travaux d'histoire, l'éclat de son cours ont popularisé son nom ; la nouvelle génération le reconnaît pour son chef. En vérité il n'a rien perdu à être abattu en juillet 1820 par le ministère Richelieu.

Il lui reste une étape à franchir pour être à pied d'œuvre : se hisser sur la plate-forme parlementaire.

LIVRE IV

DÉBUTS AU PARLEMENT ET RÉVOLUTION (1830)

CHAPITRE XIII

GUIZOT DÉPUTÉ

(Décembre 1829-Mars 1830)

I. *La candidature.* — Guizot à la recherche d'un siège de député : Côte-d'Or, Bouches-du-Rhône, enfin Calvados. Le patronage des chefs d'extrême gauche. Comment la candidature est acceptée à Lisieux et Pont-l'Évêque. Conditions politiques dans lesquelles se présente la candidature : échange de correspondance entre Dupont de l'Eure et Guizot. — II. *La campagne électorale et l'élection.* — Conditions locales : constitution du corps électoral, la vie publique dans le Calvados et à Lisieux. L'hostilité des intérêts locaux et du particularisme normand : brochures contre Guizot. Programme de Guizot. L'élection du 24 janvier 1830. Impression causée par le succès de Guizot. — III. *Guizot à la Chambre.* — Comment Guizot envisage la situation politique créée par le ministère Polignac. Discours de Guizot dans la discussion de l'adresse des 221, caractère de ce discours. Clôture de la session.

Guizot entra au Parlement au moment où l'action parlementaire allait s'effacer devant la violence. Le roi, jetant le masque, avait appelé au pouvoir Polignac : par défi ou par inconscience, le prince avait réuni autour de lui, avec quelques comparses, tout ce que le parti d'extrême droite pouvait offrir de plus insultant à la France nouvelle : les souvenirs de la Terreur blanche avec La Bourdonnaye, les souvenirs de Waterloo avec Bourmont. Guizot fut élu député le 24 janvier. La session fut ouverte le 2 mars, close après adoption de l'adresse des 221 le 19 ; quinze jours avaient

suffi à montrer l'incompatibilité du ministère et du régime représentatif.

I

Depuis 1827, Guizot avait l'âge d'éligibilité. La brusque dissolution de la Chambre Retrouvée devança ses prévisions ; il avait tardé à faire réaliser par Casimir Périer l'achat d'une maison qui atteindrait au cens ; il n'eut pas au moment des élections l'année de possession exigée par la loi et au grand déplaisir de ses amis, « on ne peut plus vivement contrarié » lui-même, ne put répondre aux offres qui lui vinrent de Paris, de trois ou quatre départements, dont le Gard (1). Il en fut réduit à attendre le hasard d'une vacance et se tint à l'affût d'un décès, d'une démission ou d'une promotion de député à la Pairie. Successivement, à la fin de l'été de 1829, deux sièges pour lesquels il avait commencé des démarches lui échappèrent. Au mois d'août la démission de Chauvelin avait ouvert une vacance dans la Côte-d'Or : il en écrivit aussitôt à Lafayette et à Dupont de l'Eure, le *Courrier français* annonça sa candidature ; mais, comme le faisaient prévoir les réponses des deux chefs libéraux, un ancien député du département « le vieil et honorable M. Hernoux », céda aux instances des constitutionnels du pays, se présenta et fut élu (2). En septembre, même aventure dans les Bouches-du-Rhône, pour remplacer le député d'Arles décédé, bien que Thiers et Mignet eussent tâté pour lui les chances, et promis leur concours et celui de leurs amis (3). Enfin, le 14 novembre 1829, la mort du chimiste Vauquelin, qui représentait à la Chambre les arrondissements réunis de Pont-l'Évêque et de Lisieux, lui ouvrit dans le Calvados une chance qui réussit (4).

(1) Lettre de Guizot à Barante, 18 novembre 1827 (BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 431). Lettre de Rémusat à Guizot (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 83).

(2) Lafayette à Guizot, 28 août 1829 (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 116). Dupont de l'Eure à Guizot, 1^{er} septembre (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 21), d'Herbelot à Montalembert (*lettres d'A. d'Herbelot*, p. 189), Barante à Guizot, 29 août (BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 506).

(3) Lettres de Thiers à Guizot, 24 septembre et 30 septembre 1829 (VAL-RICHER, coffre IV, dossier n° 16).

(4) Cf. *Mémoires*, t. I, p. 342 (Guizot fait une erreur sur la date de la mort de Vauquelin). Sur les détails de cette élection et des suivantes cf. Charles-H. Pou-

Il partit immédiatement en campagne, désireux de ne pas être encore devancé par la désignation d'un candidat local. Dès le 20 novembre, il s'adressait à Lafayette et à Dupont de l'Eure (1). Lafayette s'empresse, écrit le même jour à deux libéraux du Calvados fort engagés dans les sociétés politiques, Tardif, avocat à Bayeux, député, et La Pommeraye, député de Caen (2) : le 23 novembre il priaît chaudement Dupont de l'Eure de mettre en œuvre ses relations qui s'étendent sur toute la Normandie et peuvent assurer le succès (3). Celui-ci près duquel le duc de Broglie était également intervenu, envoya le 25 à Guizot ses vœux et ses assurances de bonne volonté à le servir : malheureusement, il connaissait peu de monde à Lisieux, moins encore à Pont-l'Évêque ; à tout hasard il avait écrit à un de ses amis de Lisieux, influent, bien que non électeur, Louis Du Bois, et promettait de l'aider autant qu'il serait en son pouvoir (4). La candidature de Guizot se plaçait délibérément sous le patronage des chefs d'extrême gauche. Mais le danger serait sur place et Guizot y manquait d'appui, connaissant uniquement ce Louis du Bois, qui avait fait dans sa collection de mémoires de l'ancienne France, la traduction d'Ordéric Vital. Deux amis lui procurèrent les indispensables répondants, le duc de Broglie qui pour les libéraux de province restait toujours l'unique Pair de France refusant de condamner le maréchal Ney, l'autre, homme aussi d'extrême gauche, Bignon, député de l'Eure. Le duc habitant aux confins du département avait des attaches avec tout l'arrondissement ; il atteignit, par l'intermédiaire des gros cultivateurs, deux autorités locales dont l'appui était nécessaire

THAS, *les Elections de Guizot dans le Calvados*, dans *Mémoires à l'Académie de Caen* (1818-1820), p. 305.

(1) Les lettres de Guizot à Dupont de l'Eure relativement à cette élection sont en la possession de M. François de Witt-Guizot qui me les a communiquées : font partie du même dossier la lettre de recommandation du duc de Broglie à Dupont de l'Eure le 20 novembre et une longue lettre de Louis Du Bois, le 18 décembre : « Je désire beaucoup et ne m'en cache point, écrivait Guizot, entrer dans la Chambre au milieu de la crise actuelle. C'est une bonne occasion pour prendre tout de suite sa place et marquer sa ligne de conduite. »

(2) Lettre de Lafayette à Guizot, 21 novembre 1829 (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 116).

(3) Lettre de Lafayette à Dupont de l'Eure, 23 novembre 1829 (*Mémoires de LAFAYETTE*, t. VI, p. 341).

(4) Lettre de Dupont de l'Eure à Guizot, 25 novembre (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 21).

à Lisieux, un banquier Nasse et un avocat Target. Bignon, qui se dépensa en dévouement et diligence, assura de son côté à Pont-l'Évêque le concours du fils de l'ancien constituant Thouret et celui plus précieux encore, d'un rival possible et dangereux, un avocat Isabel-Desparcs. Voici Guizot en face, non plus des problèmes théoriques et de la grande politique, mais des réalités plus mesquines d'une campagne électorale et des intérêts locaux dans un pays naturellement défiant, facilement hostile à l'étranger, beaucoup plus respectueux des situations assises et solides de la fortune ou de la noblesse, que capable d'exaltation pour les programmes ou d'enthousiasme pour la personnalité brillante d'un intellectuel. Le doctrinaire va se montrer capable d'une souplesse inattendue.

La première chose était d'être accepté comme candidat. Les difficultés commencèrent. Pour mettre fin aux rivalités anciennes entre les deux sous-préfectures, il avait été décidé en 1827 que chaque ville à tour de rôle désignerait le candidat commun ; c'était affaire cette fois à Pont-l'Évêque. Or les relations acquises à Guizot étaient surtout lexoviennes. Grâce à Louis du Bois, Thouret et un négociant d'Honfleur Lecarpentier se chargèrent de présenter son nom. Une réunion préparatoire eut lieu à Lisieux le 29 novembre (1). Huit noms furent successivement présentés, tous hommes du pays, de Caen, Lisieux ou Pont-l'Évêque. Isabel-Desparcs fut, après longues discussions, choisi à l'unanimité. Ici le concours de Bignon montra son efficacité. Un ami de l'avocat de Pont-l'Évêque déclina en son nom toute candidature. Quelqu'un mit alors en avant le nom de Guizot : faute de mieux, on s'y rallia. Le premier pas était fait. Une réunion générale le 4 décembre proclama Guizot candidat unique du parti libéral. Il bénéficiait de l'absence d'un candidat local : « Nous voulions un Calvadosien », écrit le banquier Nasse à l'ami du duc de Broglie (2), en lui rendant compte le 4 décembre des démarches et de leur succès ; « l'homme de la France », comme dit le procès-verbal, sera député par l'absent d'un obscur avocat de petite ville.

Hors les relations personnelles du duc de Broglie, le patronage

(1) Procès-verbal manuscrit de la réunion du 29 novembre (VAL-RICHER, *dossiers spéciaux*, n° 1, élections de Lisieux et de Pont-l'Évêque 1830 et 1831).

(2) Les correspondances relatives à la candidature de Guizot et échangées pendant la campagne sont réunies dans le dossier cité ci-dessus.

de Dupont de l'Eure et de Bignon, dont la correspondance locale montre l'influence décisive (1), définissait aux yeux des Calvadoisiens Guizot comme l'homme de l'extrême gauche. Sa position politique à Paris n'était pourtant pas de couleur si vive. Ses patrons d'extrême gauche la connaissaient mieux que personne. Lafayette l'indiquait ainsi dans sa lettre à Dupont de l'Eure le 23 novembre : « M. Guizot est plus monarchique et moins démocrate je pense, que vous et moi, mais il aime la liberté. Il sait beaucoup, s'exprime avec talent, il a de l'élévation, du caractère, de la probité. Avec une administration doctrinaire, il s'arrêterait en deçà de nous ; jusque-là tous les projets ministériels trouveraient en lui un habile contrôleur dans le sens libéral ». A la réflexion, ils jugèrent nécessaire d'exiger quelques précisions : Dupont de l'Eure, moins engagé que Lafayette dans des relations personnelles avec Guizot et auquel de Paris certains éléments avancés commençaient déjà à reprocher de n'avoir pas présenté Thouret, s'ouvrit de ses inquiétudes au duc de Broglie le 3 décembre : « On ne doute pas que M. Guizot ne combatte avec autant d'énergie que de talent, la faction qui opprime aujourd'hui la France ; mais on va plus loin et on aime à espérer que le ministère actuel, une fois tombé, M. Guizot ne serait pas d'avis de nous livrer de nouveau aux honteuses combinaisons des Martignac, Portalis et compagnie ». On se rappelle tout le mal que l'inertie de Decazes et du comte de Serre, jadis a fait à la liberté ; or Guizot a longtemps marché sous la bannière de Decazes ; il faut « de franches explications ». Il se décida le lendemain à les demander à l'intéressé lui-même ; en lui envoyant les nouvelles reçues du pays, en lui renouvelant l'assurance de sa bonne foi et de son concours dévoué, il lui faisait part des « observations » qu'on lui avait présentées et réclamait en somme des engagements précis. « Voici, en substance, ce qu'on m'a dit : tout le monde veut le renversement du ministère actuel et nous ne doutons pas que M. Guizot ne le combatte avec autant d'énergie que de talent. Mais sera-ce au profit d'un ministère Martignac ou de l'un de ces ministères précédents, qui nous ont donné tant de lois

(1) Guizot le reconnaissait : « Il me manquera, je crois, peu de voix libérales ; j'ai été adopté par tous les hommes influents avec un zèle qui se propage bien partout. MM. Dupont (de l'Eure) et Bignon m'ont très bien servi. » Lettre à Barante, 20 décembre 1829 (BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 533).

d'exception depuis 1815 jusqu'en 1821, et surtout la loi du double vote proposée par MM. Siméon, de Serre et Pasquier. Pour nous, électeurs franchement constitutionnels, nous ne voulons pour député et nous n'appelons de nos vœux pour ministres, que des hommes qui veulent eux-mêmes le gouvernement représentatif dans toute sa sincérité. Je déclare pour mon compte que tels sont aussi mes sentiments, et la chute des ministres actuels m'importerait assez peu, s'ils devaient être remplacés par des hommes qui, par leurs faiblesses et leurs combinaisons *toutes personnelles*, nous ont amenés, tout en nous traitant de brouillons et presque de révolutionnaires, au bel état où nous sommes ». Malgré toutes les protestations de dévouement personnel dont s'enveloppaient ces « observations », Guizot était mis au pied du mur.

Or, il lui répugnait de se lier les mains ; il ne voulait pas être prisonnier de l'extrême gauche, entendait réserver l'avenir. D'autre part, les nouvelles du Calvados étaient bonnes, la candidature définitivement acceptée à Pont-l'Évêque, Honfleur et Lisieux était lancée et progressait d'elle-même. Il avait écrit, le 3 décembre, à un ancien député du Havre, Delaroche très connu et influent à Honfleur, et à l'avocat Target de Lisieux le 4, une lettre-programme destinée à être répandue, où il donnait avec quelques détails sur sa situation personnelle, ses vues sur les devoirs et la mission d'un député dans les circonstances présentes : « Nous avons d'une part à défendre les garanties et les droits que nous possédons déjà, de l'autre à conquérir ceux qui nous manquent encore. Nous avons besoin que la Charte s'affermisse et se développe en même temps, qu'elle pousse des racines et porte des fruits. Le régime constitutionnel commence seulement chez nous ; il faut qu'il grandisse, s'étende, pénètre partout, s'applique aux intérêts locaux aussi bien qu'aux intérêts généraux. Et pourtant il ne faut pas que ce mouvement, ce progrès de nos institutions nuise à la régularité, à la stabilité de l'ordre public. Concilier les nécessités diverses, ménager tous les intérêts particuliers en travaillant sans cesse à faire prévaloir les intérêts communs, soutenir dans son honneur, dans sa dignité morale, aussi bien que dans ses besoins matériels, la France que la Révolution nous a faite et dont nous sommes les enfants, telle est, monsieur, l'idée que je

me fais de la mission d'un député (1) ». Il avait suffi de ces déclarations, pourtant assez vagues, pour rassurer, lui écrivit du Bois « les quelques électeurs qui craignaient que vous n'allassiez pas siéger au côté gauche auprès de nos bons amis MM. Dupont et Bignon ». Guizot était donc bien fort pour résister aux exigences des avancés de Paris. Il répondit le 6 décembre à Dupont de l'Eure une lettre fort habile, où, tout en affirmant sa foi libérale et en déclarant n'attendre « le salut et l'honneur » que de la sincérité du gouvernement représentatif, il éludait tout engagement positif : « On vous demande si, en combattant le ministère actuel, je me propose de le combattre au profit du ministère Martignac ou de tout autre. Je me propose de ne rien faire au profit de personne. J'espère que nous arriverons un jour à la formation d'un ministère vraiment constitutionnel, qui prendra dans une majorité vraiment nationale son point d'appui et sa force ; c'est vers ce but que doivent tendre, je crois, les vœux et les travaux des amis du pays ; car, après tout, ce que le pays désire, c'est un bon gouvernement, un gouvernement qui fasse les affaires publiques. Mais nous n'y touchons pas, j'en ai peur ; nous verrons encore plus d'un tâtonnement, plus d'une vicissitude, avant qu'on se résigne à subir cette nécessité ; et je suis, quant à moi, fort décidé à attendre qu'elle soit sentie et acceptée (2) ». Il n'entendait pas davantage engager par avance son attitude à la Chambre et ses votes, car il concluait : « Critiquer ou approuver, combattre ou soutenir, avec une complète indépendance, les actes des ministères quelconques qui se succéderont, selon que les actes me paraîtront mauvais ou bons, nuisibles ou utiles pour la France, c'est là, je crois, tout ce qu'il y a à faire jusqu'au moment où viendra un ministère qui obtienne, par l'ensemble de sa conduite, la confiance publique, qui paraisse et soit par lui-même et par sa situation dans les Chambres, une véritable garantie ». Du moment que les gauches locales se déclaraient satisfaites, il était trop tard pour Dupont de l'Eure de poser des conditions ; il n'insista pas et, le 12 décembre, se borna, en lui transmettant les prévisions heureuses qu'il rece-

(1) VAL-RICHER, dossier cité.

(2) La minute ajoutait ces mots : « A attendre pour rentrer dans les affaires que... » Ne voulant pas sans doute trop préciser, même cette vague assurance, il raya ces quelques mots.

vait du pays, à lui accuser réception de sa lettre : il restait inquiet pourtant, il préférerait encore la situation nette que créait le ministère Polignac, à la « véritable calamité » d'une combinaison Portal ; « en restant au pouvoir, (Polignac) nous mettrait à l'abri pour l'avenir de ces tâtonnements, de ces vicissitudes que vous prévoyez et que je crains plus que toutes choses ; je n'en ai que trop vu de ces tâtonnements et je sais à quoi ils nous ont amenés ; et comme les hommes qui, grâce à leurs lois d'exception et à leur bascule politique, nous ont fait passer par tant de vicissitudes, sont encore là pour se saisir du pouvoir, je les redoute réellement plus que Polignac et Bourmont ». L'affaire restait ainsi sur un malentendu : les gauches locales s'en étaient rapportées aux chefs de Paris et ceux-ci n'ayant pas précisé à temps les conditions de l'alliance, étaient prisonniers du succès que leur patronage avait valu au candidat (1). Guizot gardait les mains libres ; il entendait être élu pour lui-même : il cherchait des électeurs, l'extrême gauche les lui procurait, il n'admettait point qu'elle en fixât le prix.

II

La lutte ne pouvait être, au reste, entre gauche et extrême gauche ; les avancés se savaient sans force dans le pays : « L'irritation seule produite par les événements d'août, écrit un électeur, Lebrun, à Guizot, le 21 décembre, nous permettrait peut-être de faire nommer un député d'extrême gauche, mais dans notre situation calme et habituelle, ce résultat ne serait point obtenu ». La question se débattait entre ministériels et libéraux ; à vrai dire entre la politique et les intérêts locaux, entre ceux qui voulaient élever l'élection à une manifestation d'opinion et ceux qui

(1) Louis du Bois avait eu aussi quelques craintes mais les déclarations de Guizot et les promesses qu'avait rapportées Target, la lettre que Guizot lui avait écrite pour le remercier de son concours l'avaient rassuré : « J'ai lieu d'espérer que M. Guizot est revenu de la métaphysique équivoque et nébuleuse des doctrinaires. C'est ce que m'ont assuré plusieurs de mes amis. » D'ailleurs un candidat avancé irait sans nul doute à un échec (lettre de Louis du Bois à Dupont de l'Eure, 18 décembre, dossier cité communiqué par M. de Witt-Guizot).

s'en tenaient à chercher dans leur député un serviteur et un défenseur des intérêts du pays.

Car la vie publique n'était guère active en ce coin de Normandie. Le Calvados était un des pays les plus riches et les plus calmes de France ; hors la Seine, c'était avec le Nord et la Seine-Inférieure le département ayant le plus grand nombre d'électeurs (1). Pays rural où la population des agglomérations ne montait qu'au cinquième du total, de cultivateurs et herbagers, pays de propriétaires nombreux et de toute importance (plus de 160 000 pour moins de 500 000 habitants), qui avaient acheté des biens du clergé et d'émigrés. Du département, mise à part la ville de Caen, les arrondissements de Lisieux et de Pont-l'Évêque étaient les plus opulents et les plus fournis en électeurs (2) ; il y existait un certain nombre de grosses fortunes (vingt-cinq éleveurs ont un cens dépassant 2 000 francs), toutes fortunes en terres naturellement, et le corps électoral a une composition significative de la structure sociale du pays (3) ; un peu plus de la moitié des électeurs y payait un cens supérieur à 500 francs, le quart plus de 1 000 francs et partout le cens était obtenu par la contribution foncière ; 18 électeurs seulement auraient perdu leur droit de suffrage s'ils n'avaient pu y ajouter le chiffre de leur patente. Il y avait bien quatre-vingt-douze négociants ou industriels, dont plus de la moitié dans les 2 cantons de Lisieux, mais ils étaient électeurs par leurs propriétés terriennes et non par leurs insignifiantes patentes (4). Les électeurs de profession libérale étaient aussi de très médiocre importance, au total un peu plus d'une trentaine. Le pouvoir politique n'appartenait ici qu'aux propriétaires fonciers. Il participait à la placidité de la vie terrienne. Les rapports des préfets (5)

(1) 2 400 électeurs ; Seine-Inférieure, 2 600 ; Nord, 3 763.

(2) 554 électeurs : Bayeux, 395 ; Caen, 785 ; Falaise, 262 ; Vire, 202.

(3) Sur 554 : cotes de plus de 1 500 francs = 60, de 1 000 à 1 500 francs = 71, soit 131 (25 pour 100) ; de 500 à 1 000, = 153 (28 pour 100) ; de 300 à 500, = 270 (47 pour 100).

(4) Exemple : à Lisieux (1^{re} sect.). Dubois-Detoy et Fournet, industriels, patente de 200 à 300 francs sur 1 744 et 1 236 francs de contribution totale ; à Lisieux, (2^e) Nasse, banquier, 206 sur 1 242 francs ; à Honfleur, Herbert des Roquettes, 235 francs sur 1 290 francs. Au total 9 électeurs seulement ont une patente de plus de 200 francs ; aucune n'atteint 300 francs, chiffre du cens électoral.

(5) *Archives nationales*, F⁷, 6740 et 6768.

sont pleins de tranquillité ; le commerce était prospère ; l'agriculture qui avait souffert en 1826 s'était rapidement relevée, le prix des céréales, monté à 25 francs pour la récolte de 1829 entretenait l'optimisme. La magistrature, qui jadis était libérale, avait été renouvelée peu à peu et était devenue royaliste. Un seul conseiller à la Cour, Bertauld, avait essayé d'attirer sur lui l'attention des libéraux et son nom avait été présenté comme un candidat possible à la réunion préparatoire du 29 novembre, mais écarté parce qu'étranger à l'arrondissement. Les maires, tous choisis parmi les gros propriétaires, et les fonctionnaires, comme la gendarmerie, étaient dociles à l'impulsion gouvernementale. La crainte du rétablissement du droit d'aînesse, l'imprudence du langage des jeunes ecclésiastiques, avaient provoqué à la fin de 1826 et au début de 1827 une certaine inquiétude que la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* avait mise à profit pour créer des comités dans chaque arrondissement et qui lui avait permis de conquérir des sièges électoraux, de faire ainsi passer Vauquelin que Guizot désirait remplacer. Mais la formation du ministère Martignac avait tout apaisé ; l'évêque de Bayeux s'étant sagement rallié aux ordonnances de juin 1828, la question religieuse n'avait pas remué l'opinion. La formation des listes de jury pour 1829, n'avait fait l'objet d'aucune agitation et un banquet par souscription que les libéraux avaient voulu offrir aux députés au début de l'année, était resté sans succès. Le retrait des projets de loi administrative avait laissé le pays indifférent ; les Calvadosiens étaient beaucoup plus mécontents du transfert du chef-lieu de la division militaire à Rouen, que de l'échec de la réforme administrative. En septembre 1829, le comité électoral fut réorganisé cependant. Il n'existait pas de presse locale à Lisieux : un seul journal, insignifiant, la *Feuille d'annonces* fondée en 1816 (qui prendra plus tard le nom de *Lexovien*), simple recueil d'annonces mêlées de quelques nouvelles locales ; les journaux du pays sont à Caen, particulièrement le *Pilote du Calvados*, libéral qui fit campagne pour Guizot. Pas de vie intellectuelle sérieuse : l'enseignement primaire n'existait pas, le collège était en pleine décadence : les sociétés savantes et la bibliothèque n'étaient pas encore fondées ; deux érudits locaux commençaient seulement à travailler : Louis du Bois et Daigremont. Vire, Caen présentaient encore

une certaine activité de vie publique, la lutte contre Polignac y prenait une certaine fièvre (1), mais Lisieux ne remuait pas. Guizot tombait en plein pays stagnant ; sa seule force était la crainte d'une aventure qui ne pouvait manquer de naître de Polignac, car les Normands, conservateurs, l'étaient de toutes choses établies, et, même peu libéraux, préféraient maintenir des institutions libérales qui existaient depuis quinze ans, que de se lancer dans l'inconnu d'une réaction, dût-elle répondre par son succès à leurs vues. Ce que le préfet mandait au gouvernement le 1^{er} juin 1828 : « Ne séparant pas leur dévouement au roi de leur attachement à nos institutions, les Normands désirent la conservation de tout ce que nous devons à la Restauration », Delaroche ancien député, l'écrivait du Havre à Guizot le 5 décembre : « Dans ces localités où le bon sens domine, on n'aime pas l'exagération, mais on a conscience des droits qui résultent de l'ordre politique actuel, on y est attaché et on a la volonté de les maintenir ». Louis du Bois lui-même avouait bien à Guizot, le 18 décembre, qu'on ne désirait autre chose que l'exécution littérale et complète de la Charte ; « Royer-Collard est l'opinion dominante de notre arrondissement personnifiée », disait un autre, et Isabel-Desparcs dont l'effacement avait laissé la place libre à Guizot, lui résumait ainsi l'esprit public le 22 décembre : « On s'occupe peu de politique, mais on tient aux institutions que la Charte a promises : on redoute, on hait même la Congrégation, on résiste à ce qui est arbitraire ».

On tenait surtout à ses intérêts et Guizot avait encore contre lui le tort irrémédiable de n'être pas Normand. Intérêt et défiance, voilà qui alimente toute la campagne contre lui. Il serait impossible d'y apercevoir qu'on est aux derniers mois de la Restauration, que le sort de la dynastie est en balance. Les brochures qui furent lancées contre lui (2) développaient deux thèmes qu'elles repre-

(1) *Archives nationales*, F⁷, 6740 et 6776.

(2) *Aux électeurs du IV^e arrondissement électoral du Calvados*, in-8°, Pont-Lévêque Roué, s. d. ; *Questions d'urgence à résoudre par les électeurs du IV^e arrondissement électoral du Calvados*, in-8°, 8 pages. Pont-Lévêque Roué s. d. (*Archives départementales du Calvados*, F : don Lecourt 1921 « élection de l'arrondissement de Pont-Lévêque ») ; *Questions importantes que se font en ce moment les électeurs constitutionnels de Lisieux, Pont-l'Évêque et qu'ils croient devoir soumettre à leurs concitoyens* (VAL-RICHER, dossier cité, Bibliothèque nationale, Le⁵⁴ 452). On

naient sous des formes diverses. Le premier est une querelle de personne : Guizot n'est pas de chez nous, personne ne le connaît ; il ne connaît personne ; quel contact pourra-t-on avoir avec lui ? C'est un Méridional, un protestant, — un Suisse, dit-on même, — un littérateur salarié par le Trésor, indifférent par là même aux bonnes et aux mauvaises années. Le second, plus grave encore, est l'appel à l'intérêt. Guizot est du pays du vin ; quel défenseur pourraient trouver en lui les cidres et les eaux-de-vie ? Guizot est d'un pays de mouton, disent les uns, de Suisse, disent les autres ; il immolera l'élevage normand à l'importation des bœufs étrangers. Guizot habite Paris, il sacrifiera les ports normands, Rouen, le Havre, Honfleur, pour réaliser « Paris entrepôt » et bouleversera le système des douanes protectrices des industries locales. Ces pauvretés s'énoncent sous les formes les plus naïves ou les plus cyniques. Le jour de l'élection, au moment d'ouvrir le scrutin, le président du collège électoral, le marquis Rioult de Neuville, père du gendre de Villèle, les reprit en un discours insolite, conjurant les électeurs de voter contre « tout individu... étranger à notre sol, à nos besoins, à nos personnes ».

Tout philosophe et historien politique que l'on fût, il fallait tenir compte des contingences locales. Les lettres d'électeurs influents qui s'adressaient de différents côtés à Guizot mettaient en avant des exigences positives. Honfleur veut qu'il déclare son opposition aux entrepôts des douanes à l'intérieur ; les herbagers du pays d'Auge réclament des déclarations contre l'importation des bœufs étrangers ; les cultivateurs de Pont-l'Évêque protestent contre la lourdeur des impôts qui absorberaient la moitié de leur revenu ; Lisieux, plus politique, demande l'engagement de se soumettre à la réélection, au cas où il accepterait une fonction publique. Guizot incorpore tout cela dans son programme, mais en restant dans un vague qui lui évitait tout impair. D'autre part, il voulait grouper toutes les voix de l'opposition du groupe Chateaubriand comme des groupes de gauche : à la demande du duc de Broglie, le grand écrivain écrivit à celui-ci une lettre flatteuse pour Guizot que l'on pût montrer aux électeurs

trouvera l'analyse sommaire de ces brochures dans notre article cité plus haut sur les « Élections de Guizot dans le Calvados ».

de son bord (1). Trop de précision eût pu mécontenter telle ou telle fraction de la coalition : Guizot tint donc soigneusement ses protestations de foi dans le vague, qu'il s'adressât pour les remercier de l'offre de la candidature le 9 décembre à *Messieurs les membres de la commission électorale constitutionnelle* ou qu'il lançât, le 4 janvier 1830, après la publication du décret de convocation, la circulaire à *MM. les électeurs du quatrième arrondissement électoral du département du Calvados* (2) ; la première n'est pas autre chose que la réédition des lettres des 3 et 4 décembre à Delaroche et à Target ; la seconde est plus vague encore. Il proclame les idées communes aux électeurs du Calvados et à lui-même : le dévouement à la monarchie constitutionnelle et à la Charte, garantie des biens déjà acquis et de ceux qu'on espère, le désir « du maintien de l'ordre et du progrès dans la liberté », l'amour de la paix, la haine de l'arbitraire qui, — singulier argument, — « détruit la sécurité des citoyens et leur fait perdre à défendre leurs droits un temps qu'ils emploieraient mieux à en jouir », le souhait enfin de voir le gouvernement « unir par une confiance réciproque le trône et le peuple ». Puis il rappelle quelques faits de biographie personnelle : sa démission après la chute de Decazes, ses dix années de retraite, consacrées à défendre par la presse les idées constitutionnelles et « à offrir à la génération qui avance, à vos fils, messieurs, les résultats d'un peu d'étude et de méditation », la compétence qu'à la direction des Affaires départementales il a déjà pu prendre des questions agricoles et commerciales. Il prend l'engagement de se soumettre à la réélection, au cas où il accepterait quelque fonction publique. C'était là un programme constitutionnel assez flottant, dont la couleur politique en somme venait surtout des circonstances. Les électeurs vont voter sur un nom, celui d'un homme connu pour son hostilité au ministère et son rôle à la tête des sociétés de propagande libérale, plus que sur un programme ; comme à toutes les élections en Calvados, les électeurs avaient à choisir entre un homme de gauche et un homme de droite, mais avec cette complication que l'homme de gauche était un étranger et qu'à l'esprit naturel de conservation de ces propriétaires fon-

(1) *Mémoires d'outre-tombe*, t. V, p. 252 (édition Biré).

(2) VAL-RICHER, dossier cité. La deuxième figure à la Bibliothèque nationale, Le⁵⁴, 451.

ciers, venait en renfort l'instinctive défiance du Normand envers ce qu'il appelle un « horsain ».

Si les programmes étaient peu précis, — mais, au fond, dans le pays ils sont si vains, — les démarches individuelles, et c'était de beaucoup plus de poids, étaient pressantes et multipliées. Guizot ne quitta pas Paris retenu par son cours et, sur les conseils de ses répondants locaux, se contenta d'écrire à celui-ci, d'envoyer ses œuvres à celui-là. Mais la campagne supérieurement orientée par Target, fut conduite avec activité et habileté par Louis du Bois et Lecarpentier (1) dans l'arrondissement de Pont-l'Évêque, Louis Nasse, fils du banquier, et Leroy-Beaulieu, avocat, dans celui de Lisieux ; le ministère avait songé jusqu'aux premiers jours de janvier, à présenter contre Guizot, Guernon-Ranville ministre de l'Instruction publique, originaire du Calvados, où il avait joué en 1815 un rôle à la tête de volontaires royaux, ancien avocat à Caen, entré depuis dans la magistrature et ayant conservé relations et demeure dans le pays ; le progrès de la candidature de Guizot fit craindre un échec ; on retira son nom et on laissa faire aux gens du lieu. Après hésitations, trois candidats locaux, riches et fortement attachés au sol normand, le marquis de Portes, Félix Labbey de la Roque, (une des cinq grosses fortunes de la contrée) et Pain, maire d'une commune rurale, disputèrent le terrain au professeur parisien.

La campagne, officiellement ouverte par le décret de convocation du 20 décembre, dura un mois. L'élection eut lieu le 24 janvier ;

(1) Les lettres échangées entre Guizot et Lecarpentier appartiennent à M. Albert-Émile Sorel, qui a bien voulu me les communiquer. J'extraits d'une lettre adressée le 7 décembre à Lecarpentier, agent de Guizot dans l'arrondissement, par quelques électeurs influents, ce passage révélateur de la psychologie locale : « On veut que M. Guizot fasse une profession de foi, qu'il insérera dans plusieurs journaux. Nous croyons que, loin d'être utile, cette démarche serait nuisible. Elle pourrait faire croire que nous avons subi l'influence des journaux, tandis que notre choix est spontané. Elle aurait pour résultat de détacher de nos rangs des hommes qui y entrent de très bonne grâce et qui nous resteront probablement. Nous sommes d'avis que vous devez, vous, comme mandataire de l'arrondissement, vous réunir à M. Target, mandataire de l'arrondissement de Lisieux, et, ensemble, écrire une lettre officielle à M. Guizot pour lui offrir la candidature et convenir que M. Guizot vous répondrait par une lettre en forme de profession de foi, dans laquelle, en disant assez pour les *vieux* libéraux, il évite *surtout* d'effrayer les nouveaux. Vous nous adresserez cette lettre autographe, nous pourrions alors la faire imprimer et l'adresser à chaque électeur, mais point d'insertion dans les journaux. »

le président du collège, par une dernière tentative de pression, fit appel à l'union de tous les intérêts locaux et à la crainte « des convulsions politiques qui mènent à l'esclavage ». Sur 446 votants, Guizot fut élu au premier tour par 281 voix ; Pain, le plus favorisé des battus n'en obtenait que 87. Le nombre des abstentions était élevé et montre combien peu la vie politique était éveillée dans la province : 108 sur 554, près du cinquième. Il est à remarquer d'ailleurs, qu'elles proviennent surtout des électeurs moyens ; plus du quart des électeurs de moins de 1 000 francs (exactement de 28 à 29 pour 100) n'ont pas exercé leur droit de vote, notamment dans les deux cantons d'Honfleur et de Pont-l'Évêque (1). Le sens politique l'avait donc emporté sur les considérations locales, belle victoire pour ce pays et qui montre les inquiétudes que la politique d'extrême droite éveillait jusque dans ce milieu de propriétaires fonciers. Guizot avait lieu d'être satisfait : « La chose s'est faite aussi bien, aussi agréablement pour moi que je pouvais le désirer, écrivit-il à Barante le 28 janvier (2). Je n'ai pas perdu une voix de la gauche ni du centre gauche ; j'en ai eu une vingtaine du centre droit ; assez de gens qui ne m'ont pas nommé, n'ont manifesté aucun regret de mon élection. C'est ainsi que je voulais arriver ». Le parti doctrinaire fut dans la joie ; « beaucoup d'espérance, répondit Barante le 31 janvier (3), s'attache sur vous. Vous êtes le représentant d'une opinion qui n'avait pas d'organe à la Chambre et qui est pourtant au fond celle du pays ». L'extrême gauche s'applaudit : « Je félicite, écrivit Dupont de l'Eure à Guizot le 26 janvier, le côté constitutionnel de la Chambre qui vient d'acquérir un nouveau défenseur des libertés publiques, un vigoureux athlète de plus contre un indigne ministère qui paraît résolu à braver la majorité de la Chambre des députés aussi bien que l'opinion publique (4) ». Un succès obtenu par le patronage et l'appui des avancés, créait

(1) *Archives départementales du Calvados* : dossiers d'élection. Les votants sont pointés sur les listes, à Honfleur : 11 électeurs de 500 à 1 000 francs sur 22, 13 électeurs de 300 à 500 francs sur 37 ; à Pont-l'Évêque, 7 sur 26 et 12 sur 24 des mêmes catégories se sont abstenus. Pour les électeurs de plus de 1 000 francs, le coefficient d'abstention n'est au total que de 12,8 pour 100.

(2) *Souvenirs* de BARANTE, t. III, p. 539.

(3) VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 79.

(4) *Ibid.*, n° 21.

à Guizot des devoirs ; son attitude à la Chambre va payer sa dette (1).

III

Le seul rôle qui pût être réservé à la Chambre était de renverser Polignac. La première pensée de Guizot, lors de la formation du ministère, avait été que, au moins, la situation s'établissait en parfaite clarté ; l'explosion de mécontentement et les démissions en masse qui avaient accueilli son avènement, l'incertitude où Polignac semblait plongé, le rassuraient : « J'ai donc assez bon espoir, et si l'issue est bonne, elle sera très bonne, car nous avons acquis un motif sans réplique pour tout ce qui est nécessaire. Cependant, j'ai peine à me persuader qu'une fois arrivés là, ils se laissent tomber sans résistance ; leur avènement a montré que tout est possible ; le bon plaisir qui les a élevés, peut les soutenir à tout prix. Nous verrons. Mais à coup sûr la crise décidera de bien des choses (2) ». Puis l'inaction des ministres commença à l'inquiéter. Rester en place sans rien tenter, n'est-ce pas la meilleure façon de barrer la route aux successeurs ; s'ils se bornent à proposer le budget et un budget d'économies comme ils s'en vantent, la Chambre n'a pas malheureusement assez d'esprit politique pour le leur refuser et les renverser sans raison d'apparence. Tout au moins, la situation sera-t-elle moins claire, l'opposition moins forte pour imposer des vues, on retomberait dans les tâtonnements : « cela dit, je crois à leur chute et tout le monde y croit. Le problème de leur succession est grand. La Chambre ne me paraît pas en état de soutenir le ministère qui sera sûrement appelé, ni ce ministère en état de dissoudre la Chambre et d'en appeler une nouvelle. Nous aurons des alliances dont il résultera encore je ne sais quelle neutralisation réciproque, dont nous tirerons quelque profit sans grand honneur (3) ». Dans un court article de la *Revue fran-*

(1) L'élection de Guizot fut validée dans la séance du 3 mars 1830 sur rapport d'un député d'opposition de droite, le marquis de Cordoue (*Archives parlementaires*, 2^e série, t. LXI).

(2) Lettre à Barante du 21 août 1829 (BARANTE, *Souvenirs*, t. III p. 502).

(3) *Ibid.*, 14 octobre (BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 505).

çaise (1), il avouait qu'au premier moment il imaginait qu'on aurait « à choisir entre la formation d'une administration nouvelle et les chances redoutables qu'il faut accepter mais qu'on ne mesure jamais ». Aujourd'hui, il ne croit plus aux solutions définitives s'il croit devoir faire appel à la vigilance et à la patience, à l'énergie toujours prête à recommencer plus d'une fois le combat : « Ne nous croyons jamais vainqueurs. Contenir ses prétentions et tenir fermement ses armes, savoir attendre et ne s'arrêter jamais, en cela consiste l'habileté comme la vertu politique ». Le premier contact avec les députés rentrant à Paris, le persuada enfin que la Chambre était décidée à rendre à Polignac le gouvernement à peu près impossible ; il ne croyait pas à une folie du cabinet, « à tout prendre à travers mille vicissitudes d'ici là, une révolution ministérielle assez tolérable, est, à mon avis, ce qui se prépare (2) ».

Il ne pensait point que le ministère pût survivre au contact avec les députés ; « personne ne croit, écrivait-il à Dupont de l'Eure le 20 novembre, qu'il résiste à la pression et le moment des coups d'État est passé ». « Ce qui paraît probable, ajoutait-il le 2 décembre, c'est que la venue de la Chambre et ses attaques balayeront M. de Polignac et ses amis (3) ». C'était d'ailleurs la pensée des autres doctrinaires : Royer-Collard écrivait à Barante à la fin de janvier « qu'il croyait encore à une issue paisible et constitutionnelle » (4).

Pour décider une Chambre assez molle, l'imprudence du menaçant discours du trône le 2 mars, où le roi laissait entrevoir des mesures extraordinaires contre des obstacles suscités par de coupables manœuvres, était une bonne fortune ; il ne fallut rien moins pour ouvrir les yeux à Royer-Collard. Guizot ne paraît pas avoir eu part à la rédaction de l'adresse écrite sous l'inspiration et la correction de Royer-Collard par Gauthier, un député du groupe Chateaubriand. C'était dans la pensée de ses auteurs un avertissement solennel au roi : « Rien peut-être ne sauvera la royauté, disait le vieux philosophe, mais si elle doit être sauvée c'est en

(1) Post-scriptum, 8 décembre 1829 (n° 12, p. 271-272).

(2) Lettre à Barante, 20 décembre 1829 (BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 534). Cf. également BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. II, p. 409 et 412.

(3) Dossier communiqué par M. de Witt-Guizot.

(4) Lettre de Barante à Guizot, 31 janvier 1830 (VAL-RICHER, *Correspondance*, n° 79).

la retirant de la voie qui la conduit à l'abîme (1). » Les obligations que Guizot avait depuis son élection à l'extrême gauche, la nécessité de donner des gages, le poussèrent à la tribune le 16 mars quand un député du centre, Lorgeril, voulut par amendement en édulcorer les termes. Le premier discours de Guizot député est étrange (2). Il combat l'amendement, comme va le faire après lui Sébastiani, et avec succès puisqu'il le fit rejeter malgré un beau discours de Berryer, leur premier duel oratoire. Mais tant avait été dit déjà contre le ministère Polignac, qu'il avait visiblement cherché un thème nouveau ; il lui fit grief, singulier reproche dans la bouche d'un orateur d'opposition, de son inaction même et d'avoir faussé les ressorts du pouvoir, condamné l'opposition à la lutte sans merci. Le ministère s'est formé en invoquant la prérogative royale menacée par les ennemis du Roi et mal défendue par ses prédécesseurs ; on pouvait donc s'attendre à voir le gouvernement agir vigoureusement ; « or, jamais, à mon avis, le pouvoir ne s'est montré plus faible, plus chancelant, plus empressé de reculer devant les difficultés, plus agité de doutes sur lui-même, sur ses moyens, sur son avenir ». Cette attitude non seulement a détruit le respect et la confiance en l'énergie gouvernementale, mais elle a détruit cet ascendant moral de l'autorité, dont le gouvernement représentatif plus que tout autre a besoin et que mérite plus que tout autre l'antique dynastie légitime : est-ce donc ainsi que le cabinet prétend servir les intérêts du pouvoir royal ? Il a porté le trouble dans tous les grands corps de l'État. La Chambre en est la preuve ; son rôle ne devrait point être de pur contrôle, mais de collaboration avec le gouvernement ; son goût ne la porte pas à la critique systématique et au soin de sa popularité. Or le gouvernement « l'a réduite à l'opposition » ; les hommes les plus étrangers à de telles dispositions sont « poussés hors de leurs propres voies ». L'opposition même en est dénaturée ; sa mission est de solliciter des réformes, d'éclairer la voie où doit la suivre le pouvoir, de définir le progrès et le préparer ; mais « la lutte seule, la lutte actuelle nous préoccupe tous. Qui peut

(1) Sur les conditions de la rédaction de l'adresse cf. BARANTE, *Vie de Royer-Collard*, t. II, p. 416 et suiv.

(2) *Archives parlementaires*, 2^e série, t. LXI, séance du 16 mars 1830, p. 600-602 (le texte est emprunté au *Courrier français* du 17 mars).

travailler pour un long avenir quand le présent est à ce point troublé et compromis? » Les tribunaux encore ne sont-ils pas enlevés à leur activité naturelle quand ils sont absorbés par le souci de défendre les citoyens dans leurs libertés individuelles et publiques et réprimer les excès de pouvoir? Une seule force est restée debout, fidèle à sa mission normale : la presse, qui depuis sept mois a déjoué tous les desseins, tous les efforts ; mais qu'elle soit seule à tenir ce rôle, n'est-ce pas le signe même du fâcheux bouleversement que la politique du ministère a provoqué dans le gouvernement et la société? C'est ce désordre profond, cette altération du fonctionnement de tous les rouages de l'État que Guizot reproche au cabinet et qui lui paraît plus grave que des émeutes mêmes, que l'Angleterre venait de connaître, car au moins celles-ci sont-elles pour le pouvoir un avertissement. « Nos paroles, la franchise de nos paroles, voilà le seul avertissement que le pouvoir ait à recevoir parmi nous, la seule voix qui se puisse élever jusqu'à lui et dissiper ses illusions. Gardons-nous d'en atténuer la force, gardons-nous d'énervier nos expressions... La vérité a déjà assez de peine à pénétrer jusqu'au cabinet des rois. Ne l'y envoyons pas faible et pâle. Qu'il ne soit pas plus possible de la méconnaître que de se méprendre sur la loyauté de nos sentiments ».

C'était plus un discours d'homme de gouvernement que d'opposant. Ses proches en eurent le sentiment. « Je m'aperçus, écrit sa femme dans des notes intimes (1), de ce que j'ai souvent retrouvé depuis, la difficulté de lui faire abandonner une idée bien à lui, neuve et profonde, par des considérations de succès et d'habileté. Je trouvais, et lui dis, quand il me parla du plan de son discours, que déjà suffisamment connu comme homme de gouvernement, c'était comme opposant qu'il devait chercher à se montrer et qu'un peu plus de fracas de liberté irait mieux à sa situation. Il en convint, ajouta peut-être deux ou trois mots à cette intention, en retrancha autant et crut avoir fait grand sacrifice au goût du moment ; le vrai est qu'il n'en était rien et que le discours frappa pour le talent de parole, pour les vues surtout et pour l'esprit, mais n'eut pas le succès d'opposition que nous devons, je crois, désirer ».

(1) « Mes souvenirs de la Révolution de Juillet » (VAL-RICHER, *Documents généraux pour les Mémoires*, t. II).

Guizot accompagna aux Tuileries la délégation des députés porteurs au roi de l'Adresse. Décevant l'espérance de la Chambre qui se flattait du précédent de la chute de Villèle, Charles X releva le défi et le lendemain prorogeait la Chambre, avant de la dissoudre.

Ce fut toute l'activité parlementaire de Guizot sous la Restauration. Sans sortir encore de la légalité, il s'était par ailleurs contre le même adversaire engagé dans un autre combat.

CHAPITRE XIV

GUIZOT CONTRE POLIGNAC

(Août 1829 — Juillet 1830)

I. *Guizot et le mouvement d'associations contre le ministère.* — Guizot reprend son rôle et sa place dans la Société *Aide-toi, le ciel t'aidera*. Reprise de l'activité électorale : formation de nouveaux comités, brochures. Création d'associations pour le refus de l'impôt : Guizot et l'idée du refus d'impôt. Formation de l'*Association bretonne* : son échec, mais reprise de l'idée par la Société : les associations dans les départements. Succès médiocre. Programme d'action tracé par Guizot dans la *Revue française* en mars 1830 : la résistance légale par le refus de budget et le refus d'impôt. Signification politique de ce programme. — II. *La campagne électorale* (juin-juillet 1830). — La double tendance à laquelle se heurte Guizot : orléaniste et républicaine. Il fait triompher son point de vue à la Société : le banquet des Vendanges de Bourgogne et les instructions données en vue de la dissolution. Préparation des élections. Réélection de Guizot dans le Calvados. Il va faire la campagne dans le Gard : situation politique et sociale du département. La campagne, le mot d'ordre donné par Guizot. Victoire libérale aux élections. Comment Guizot envisage la situation politique après les élections.

I

La formation du ministère Polignac avait réveillé en Guizot les ardeurs combatives de 1827. Tout en continuant d'en faire partie, il avait depuis la fin de 1828 négligé la Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*. Il y retourna dès la première séance qui suivit l'avènement du ministère. L'esprit s'en était accentué dans l'intervalle : les Garnier-Pagès et les Cavaignac y étaient plus nombreux et plus influents, mais l'adoption par le roi d'une politique d'extrême droite effaçait les nuances. Guizot fut prié de présider la réunion : il fut réélu membre du Comité, — de tous d'ailleurs avec le moins de voix, ce qui lui créait des obligations, — et pré-

sident. Il reprit aussitôt la place active qu'il y avait tenue précédemment et, loin de se laisser trainer à la remorque, se fit remarquer par l'énergie de ses résolutions (1).

La société qui avait somnolé sous le ministère Martignac retrouva aussitôt une vie nouvelle et recommença sa propagande de brochures. Le 25 août, elle lança une circulaire (2) : avant de recourir à la force, les ultra mettront en jeu la fraude : « Faire la contre-révolution par les Chambres et avec les apparences de la légalité, tel a toujours été le problème que nos ennemis se sont proposé. C'est à nous de le rendre insoluble ». Veiller sur les listes électorales, multiplier les électeurs, redevient un impérieux devoir : que les libéraux n'aient pas, lorsque le ministère sera acculé à la violence ouverte, à se reprocher d'avoir manqué du courage civique de se servir de leurs armes légales. La société remit au point ses manuels électoraux, rédigea un recueil de textes et de formules (3), réédita un *Nouveau Manuel de l'électeur* (4). La campagne reprit en province (5). Dans les départements où l'indolence des libéraux avait laissé disparaître les comités électoraux de 1827, on procéda dans le courant de septembre, à leur réorganisation ; ainsi dans le Calvados, l'Eure-et-Loir, le Gard, l'Hérault, la Seine-et-Marne, les Deux-Sèvres, le Var, la Haute-Vienne. On réussit même à en créer dans des départements restés inertes en 1827, en Vendée dans le mois d'août, dans le Tarn-et-Garonne, dans l'Ain, les Basses-Pyrénées, le Finistère, la Sarthe et l'Yonne en octobre. Partout (6) les comités se remirent au travail de rechercher les électeurs omis, de faire rayer les faux élec-

(1) Garnier-PAGÈS, discours du 19 mars 1834 (*Archives parlementaires*, 2^e série, t. LXXXVII, p. 618) ; Odilon BARROT, *Mémoires posthumes*, t. I, p. 88. Cf. VAULABELLE, t. VIII, p. 100.

(2) In-4^o, 3 pages : *Aide-toi, le Ciel t'aidera : lettre circulaire*. Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 1096).

(3) *Des droits de l'électeur, de l'inscription sur les listes électoraux, de leur rectification. Formules électoraux*, in-8^o, 12 pages (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 1102). Le formulaire de 1827 est réimprimé et mis à jour.

(4) 1830, in-8^o, 71 pages (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 1329).

(5) Rapports des préfets, *Archives nationales*, F⁷ 6740 et 6741, 6767 à 6772.

(6) Notamment, en dehors de ceux déjà cités, dans les départements suivants : Allier, Aveyron, Ardèche, Aube, Bouches-du-Rhône, Charente, Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Dordogne, Gironde, Ile-et-Vilaine, Isère, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Meurthe, Moselle, Pas-de-Calais, Haut-Rhin, Rhône, Haute-Saône, Tarn-et-Garonne, Vosges.

teurs, d'intenter des poursuites contre les fraudes. Odilon Barrot à Paris, en sa qualité d'avocat à la Cour de Cassation, était spécialement chargé des pourvois contre l'administration et donnait des consultations juridiques. L'avènement de Polignac rendait cette œuvre facile : jusque-là les comités luttaienent avec peine contre l'apathie des populations et les résistances des intérêts locaux facilement accessibles à l'administration ; désormais ils se sentaient portés par le mouvement d'opinion (1). Les élections partielles du Calvados, de la Côte-d'Or, de l'Eure et de la Gironde furent un succès ; dans le Tarn, la Mayenne, la Loire-Inférieure où n'existaient pas de comités, passèrent au contraire les candidats ministériels ; dans la Haute-Loire et les Bouches-du-Rhône, les comités ne purent éviter un échec. On songea donc à préparer les élections de longue main ; la société invita les comités à désigner à l'avance leurs candidats, sans attendre les crises, pour éviter de se laisser surprendre par les événements ou tromper par de fallacieuses protestations de la dernière heure (2). Dès la fin de l'année 1829 la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* était donc en pleine action électorale.

Elle y ajouta une autre forme de lutte, la résistance à l'impôt. Les études de Guizot sur la Révolution d'Angleterre avaient attiré l'attention sur cette arme légale employée contre un gouvernement qui sortait des voies constitutionnelles : l'article des *Débats* du 10 août contre le ministère, évoquait instinctivement le nom de Hampden. Guizot fit sienne immédiatement cette idée : « Quoi qu'il en soit, écrivait-il à Barante, en lui communiquant les nouvelles de Paris le 21 août (3), tenez que le printemps prochain ne nous trouvera pas comme nous sommes : nous aurons triomphé ou nous en serons à délibérer, s'il faut payer l'impôt. » De toutes parts, dans les journaux, dans les conversations, cette idée qui flottait dans l'air s'exprima. La société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* va en réaliser l'entreprise.

Le 10 septembre 1829 paraissait dans le *Journal du Commerce* (4)

(1) Odilon BARROT, *Mémoires posthumes*, t. I, p. 87 et 88.

(2) *Lettre circulaire* : Paris, 10 janvier 1830, sous la signature d'Odilon BARROT (Bibliothèque nationale, in-4°, 3 pages, Lh⁴⁹ 1174).

(3) BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 502.

(4) Numéro du 11 septembre 1829.

l'acte de souscription d'une association qui venait, disait-on, d'être constituée dans les cinq départements bretons à l'effet de réunir par cotisations de dix francs, un fonds destiné à indemniser de tous frais à leur charge les citoyens, qui auraient refusé d'acquitter « des contributions publiques illégalement imposées, soit sans le concours libre, régulier et constitutionnel du roi et des deux Chambres constituées en conformité de la Charte et des lois actuelles, soit avec le concours de Chambres formées par un système électoral qui n'aurait pas été voté dans les mêmes formes constitutionnelles » ; au cas de violation des formes légales, les mandataires des souscripteurs se réuniraient à Pontivy (siège de l'ancienne fédération bretonne de 1820), nommeraient des procureurs généraux chargés de recueillir et distribuer les fonds et d'engager des poursuites « contre les auteurs, fauteurs et complices de l'assiette et perception de l'impôt illégal ». De bizarres considérants où se mêlaient des souvenirs des antiques privilèges de la Bretagne au rappel des garanties constitutionnelles de la Charte, justifiaient l'association comme un dernier recours à la légalité, un dernier moyen d'éviter « l'affreuse calamité » d'une résistance par la force. L'acte était déjà revêtu, disait le journal, d'un grand nombre de signatures ; des milliers de signatures, précisait-il le 17 ; ce même jour, il annonçait, d'après le *Journal du Havre*, une association normande ; deux jours après, des associations lorraine, bourguignonne et dauphinoise, puis angevine. L'annonce était reproduite dans les principaux journaux d'opposition. Le ministère faisait déférer les uns et les autres à Paris et en province devant le tribunal correctionnel pour attaque à l'autorité du roi, provocation à la désobéissance, excitation à la haine et au mépris du gouvernement ; à la fin d'octobre et de novembre sauf à Rouen, les journaux étaient condamnés à des peines diverses (1). Les cours d'appel confirmèrent les arrêts sur le fait d'injures au gouvernement, mais avec des attendus tels qu'ils équivalaient à affirmer la légalité du refus d'un impôt illégalement établi et perçu.

En réalité le fracas fait autour de cette souscription était une

(1) A Metz, le 22 octobre, un mois de prison et 150 francs d'amende ; à Rouen, 22 novembre, acquittement ; à Paris, le 28 novembre, un mois de prison et 500 francs d'amende.

vantardise : le *Journal du Commerce* avait bien reçu l'acte de Bretagne où il avait été rédigé par un ancien député des Côtes-du-Nord, Beslay (1), mais il ne correspondait encore à rien (2). Ni en Loire-Inférieure, ni en Morbihan n'avait été et ne fut faite de tentative. Dans les trois autres départements, ce n'est qu'après l'arrivée des journaux l'annonçant, que l'association s'ébaucha : les circulaires du *Journal du Commerce* parvinrent à Rennes le 15 septembre, adressées à la société du Commerce et à la société littéraire de la ville, mais le correspondant de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, l'avocat Bernard, était à Paris à traiter de l'achat du cabinet d'Odilon Barrot ; rien ne put s'organiser. De Rennes, les circulaires furent envoyées à Brest, où elles parvinrent le 19 ; mais, ici encore, l'affaire tomba. A Saint-Brieuc un avocat parisien Ch. Lucas, en villégiature pour ses vacances ordinaires, fut l'intermédiaire qui reçut les prospectus pour l'association : vers le 20 septembre, il avait recueilli une vingtaine de signatures. A Saint-Malo enfin deux agents du comité parisien furent dépêchés en vain à la fin du mois. Le *Moniteur* avait raison de déclarer, malgré la fureur des libéraux, que la publication de l'association était une provocation à la fonder plus qu'une révélation de son existence (3). Non seulement l'association n'existait pas, même en Bretagne, mais les premiers efforts pour la constituer dans la deuxième quinzaine de septembre étaient restés sans succès. Des tentatives analogues dans le Pas-de-Calais, le Rhône, la Haute-Vienne eurent le même résultat. La société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* reprenant l'idée va en faire une réalité : ses comités provinciaux s'attelèrent à la besogne et furent le noyau des associations pour le refus éventuel de l'impôt.

(1) Le nom de BESLAY comme auteur de l'acte de l'Association bretonne est donné par les rapports du préfet des Côtes-du-Nord, 25 octobre, et du colonel de gendarmerie, 7 décembre. Les *Souvenirs* de son fils confirment le fait, le *Journal du Commerce* en avait reçu, le 1^{er} septembre, copie venant d'un citoyen respectable du département des Côtes-du-Nord (numéro du 20 septembre).

(2) Dossier de l'Association bretonne aux Archives nationales, F⁷ 6776 ; à compléter par les rapports des préfets, F⁷ 6767 à 6772.

(3) *Moniteur* du 19 septembre. Réponse du *Journal du Commerce* le 20. Les indications que ce dernier donne pendant tout l'hiver et la date des actes de fondation des associations qu'il publie prouvent d'ailleurs qu'elles sont beaucoup postérieures même au mois de septembre.

L'issue fut meilleure : la société avec son vaste organisme pouvait réussir où échouait l'entreprise privée. Tandis qu'au milieu d'octobre l'association parisienne réunissait par sa seule force tous les noms marquants de l'opposition (1), le mouvement provincial ne commença que dans la seconde moitié d'octobre : il se prolongera jusqu'en février (2). Mais la moitié des départements ne fut pas touchée par la contagion : ceux qui déjà en 1827 avaient échappé au mouvement de propagande électorale et même un bon nombre d'autres (3). Dans la plupart des départements où les comités venaient d'être constitués ou reconstitués, cet effort avait suffi à épuiser l'énergie des libéraux : on n'osa rien faire dans la Sarthe et en Vendée ; ailleurs les associations s'essayèrent assez tard, en novembre, décembre et janvier : elles n'eurent qu'un succès médiocre ; dans l'Yonne, fondée le 4 novembre à la suite d'un banquet donné à Casimir Périer, elle ne dépassa pas quelques signatures à Joigny et n'atteignit même pas Auxerre ; dans les Deux-Sèvres, les lettres des étudiants de Paris réussirent à grouper quelques jeunes gens à Niort en novembre ; en Seine-et-Marne un banquet offert à Lafayette fut l'occasion d'ouvrir une souscription au début du même mois à Provins et à Meaux ; mais ce n'est qu'en janvier que dans le Calvados les députés Tardif et La Pommeraye en organisèrent à Bayeux et Vire, groupant ici une soixantaine,

(1) Les journaux citèrent les noms des députés adhérents : Labbey de Pompière, Lafayette, Mathieu Dumas, Jacques Laffitte, Alex. de Laborde, Chardel, Eusèbe Salverte, Ternaux, Corcelles dès le premier jour ; puis le général Demarçay, Dupont de l'Eure, Mauguin, Benjamin Constant, Bignon vers le 20 octobre ; Pataille, Bavoux, Podenas, le baron Louis en novembre ; Cochin et les députés de Seine-et-Oise en décembre.

(2) Voici, d'après les journaux libéraux, notamment le *Journal du Commerce*, qui grossissent beaucoup le mouvement et donnent des chiffres très impressionnants ou vagues, les associations formées : en octobre vers le 15, l'association parisienne ; le 20, l'association lorraine ; le 29, l'association normande au Havre ; dans les derniers jours l'association bourguignonne à Dijon (remarquer qu'elles avaient été déjà annoncées en septembre, avant leur fondation) ; en novembre, le 4 à Joigny (Yonne) et Provins (Seine-et-Marne), le 7 à Grenoble, le 20 à Angers, vers le 20 à Meaux, Troyes, Épinal et en Alsace ; en décembre, au début, à Boulogne-sur-Mer, pour de là s'étendre à Béthune, Arras et Saint-Omer, en Haute-Saône, Cher, Indre, Eure, Haute-Vienne, vers le milieu du mois Rhône et Charente-Inférieure, à la fin Tarn-et-Garonne.

(3) Ainsi : Ardèche, Ardennes, Ariège, Aude, Charente, Creuse, Dordogne, Haute-Garonne, Indre-et-Loire, Haute-Loire, Manche, Morbihan, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Puy-de-Dôme, Vienne, avaient eu des comités et n'eurent pas d'associations.

là une vingtaine d'adhésions et, sous le même patronage des députés libéraux dans l'Ain. Par contre dans l'Eure-et-Loir en décembre, dans le Gard et le Var en janvier, la tentative, amorcée, avorta ; essayée, malgré l'absence de comité, dans le Doubs, le Gers, la Marne, elle échoua.

Même dans certains départements où ils étaient enracinés depuis 1827, les comités de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* n'obtinrent pas de résultats bien encourageants : inutiles efforts du président du tribunal civil de Digne, Clappier, président du comité, au début d'octobre dans les Basses-Alpes ; échecs en Côte-d'Or malgré qu'on eût mis en avant le nom du nouveau député Hernoux ; mêmes tentatives avortées dans l'Isère de la part du président du comité départemental Duchesne et du colonel Deschamps à Grenoble, Valence et Saint-Romans en fin d'octobre et début de novembre ; pas davantage de réussite pour une association picarde tentée à Amiens en novembre. Dans les départements lorrains, l'annonce de l'association lorraine par le *Journal du Commerce* du 21 octobre et le procès du *Courrier de Metz* ne doivent pas faire illusion : l'association faite à Nancy le 18 octobre, avec le concours du député Marchal, en resta à quatre signataires, auxquels se joignirent en novembre sept contribuables de Toul ; dans la Meuse et la Moselle, après avoir recueilli quelques adhésions, elle dut être abandonnée ; dans les Vosges, fondée à Épinal le 13 novembre, elle resta en souffrance. Voilà des échecs caractérisés. Voici des demi-succès, dans le Rhône une association lyonnaise, soi-disant formée dès la fin de septembre, n'exista longtemps que dans l'annonce du *Précurseur* qu'elle se couvrait de signatures ; elle paraît n'avoir pris un peu de consistance que dans la première quinzaine de décembre ; dans la Haute-Saône, une soixantaine d'adhérents dans l'arrondissement de Lure et une demi-douzaine dans celui de Gray consolèrent d'un échec total à Vesoul ; à Nérac, dans le Lot-et-Garonne, un avocat protestant réunit une douzaine de personnes ; à Figeac dans le Lot les chefs de l'opposition se dérobaient, on n'eût que quelques petits propriétaires et quelques jeunes têtes. En réalité le mouvement d'association pour le refus de l'impôt n'obtint, en dehors de la région parisienne, de succès réel que dans une quinzaine de départements formant des points très localisés : en Alsace les deux départements ;

dans le Nord, en Pas-de-Calais et Nord ; dans l'Ouest, en Seine-Inférieure où l'association resta à peu près exclusivement havraise avec des satellites à Rouen et à Pont-Audemer, dans l'Eure d'une part, à Brest avec succursales à Morlaix et Landerneau pour la Bretagne, dans l'Indre et le Maine-et-Loire pour les pays de la Loire d'autre part, la Vienne, la Haute-Vienne et la Charente-Inférieure enfin ; dans le Midi, Bordeaux, grâce au journaliste Fonfrède, Montauban dans la ferveur de son récent comité constitutionnel et Montpellier, trois sièges de comités électoraux actifs ; tout cela à la fin de novembre et dans le courant de décembre.

Ce n'était pas sans doute le grand mouvement d'opinion qu'avait espéré la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*. Il n'y avait pas là de quoi épouvanter le ministère. Lorsqu'il s'agissait de passer à un acte caractérisé pouvant entraîner des responsabilités, l'opinion provinciale, en somme, se dérobaît. Très décidé personnellement sur le refus du budget par la Chambre (1) et menant dans le nouveau journal *le Temps* dont il était un actionnaire, la campagne en faveur du refus de l'impôt (2), Guizot président de la société ne pouvait méconnaître ce demi-échec. Ce sentiment de déception, le besoin de rassurer les libéraux de province sur les dangers de leur opposition inspirèrent un article qu'il consacra dans la *Revue Française*, après la prorogation de la Chambre, au « Vrai caractère de la crise actuelle ». (3) A quelques mois de la Révolution, ces pages mesurent tout le chemin parcouru par sa pensée. On serait, dit-on, à la veille de la Révolution, elle serait le seul remède aux maux, dont la politique ministérielle menace : « Je ne vois pas le mal si avancé et je n'ai pas tant peur du remède ». Une tourmente qui emporterait la monarchie des Bourbons ? Guizot n'y croit pas : « Pas la moindre apparence de mouvement populaire ni de complot ». Guizot est donc fort loin de la campagne que le *National* depuis le 4 janvier 1830 poursuivait contre les Bourbons. Les partis qui ourdirent les conspirations de 1815 à 1822 ont disparu ; des forces nouvelles ne se sont point levées pour les rem-

(1) Lettre de Lafayette à X..., 12 février 1830 (*Mémoires de LAFAYETTE*, t. VI, p. 355).

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 396.

(3) N° 14, mars 1830, p. 225-234.

placer. « Dans le présent et dans un présent assez large pour que nul homme de sens ne se hasarde à en assigner les limites possibles, la Restauration n'est point en jeu, ni la dynastie en question. Aucun ennemi réel, actuel, ne la menace ». L'idée d'une royauté des Orléans n'a donc point pénétré Guizot. Sinon la dynastie, l'existence de la Charte est-elle engagée dans la lutte présente? On (lisez le roi) s'est vanté et flatté de ne point toucher à la Charte, de n'être point obligé de choisir entre Polignac et la constitution; Guizot a la conviction qu'on se leurre, qu'« il faudra choisir entre (un) changement de système et (des) coups d'État »; si le ministère disparaît, le péril s'évanouit. Mais s'il persiste? De deux choses l'une, dit Guizot. Ou le ministère rappellera la Chambre et essaiera de s'en accommoder; dans ce cas les députés ont une arme contre lui, le refus du budget; « sans doute une Chambre qui respecte le trône et le pays, qui se respecte elle-même, ne doit user de ces moyens qu'à défaut de tout autre, mais une Chambre qui n'oserait jamais en user, abdiquerait et se déclarerait impuissante au moment même où son pouvoir resterait seul pour tout sauver ». Au reste, justement parce qu'elle créerait une situation grave, cette combinaison serait efficace : elle amènerait sans secousse un changement de système, elle éviterait ainsi le recours à un autre moyen d'action, la force, « toujours terrible, même quand il sauve. » — Ou bien le ministère dissoudra à nouveau, pour se passer de la Chambre ou pour s'en assurer une autre par ordonnance. Ici, c'est au pays de répondre : les tribunaux ont prononcé, le refus de l'impôt est légal. Guizot insiste pour rassurer à la fois les scrupules et la peur sur quoi le mouvement en faveur des associations s'est heurté : « Du côté de la résistance serait donc la légalité... Légale, la résistance serait passive : point de démarches à faire, point de peines à prendre ; on refuse à qui n'a pas droit de demander, puis on ferme sa porte et on reste chez soi. Sur le pouvoir seul pèseraient les embarras de l'action comme de la responsabilité ». A moins d'être fou, que fera-t-il que céder? Admirable programme d'inaction pour révolutionnaires peureux ! Il y a donc encore des recours avant la violence : « Le gouvernement n'est pas encore sorti des limites constitutionnelles ; la fermeté des électeurs et des Chambres peut l'y retenir. S'il les franchit, la fermeté des citoyens peut l'y ramener. »

User de son droit jusqu'au bout : même à ce prix le succès n'est pas infailible, mais on a tout fait pour l'obtenir.

Dégagé des phrases, le plan de Guizot est clair ; en cas de convocation, refus du budget par les Chambres ; en cas de dissolution et de modification à la loi électorale par ordonnance, refus de l'impôt par les contribuables. Au delà, Guizot ne veut pas prévoir : il pourra accepter une solution révolutionnaire ; il espère l'éviter : « Ne dévorons point l'avenir, ne devançons jamais la nécessité ».

II

Polignac échappa à l'une et l'autre hypothèse : il dissout la Chambre le 16 mai, mais en faisant appel dans les règles constitutionnelles aux électeurs. L'âme de Guizot, sans doute, fut soulagée : la violence s'éloignait, la route était claire, le devoir ne comportait plus d'obligations douloureuses. Puisque le roi s'adressait au pays pour départager sans doute le gouvernement et la Chambre, Guizot se jeta tout entier dans la campagne électorale.

Pourtant, dans la société même et au dehors, un double mouvement menaçait de le déborder : avec le *National* d'une part, le mouvement orléaniste, d'autre part, avec la *Tribune des départements*, avec la création d'une association de résistance imitée des ventes carbonaristes sous la présidence d'Augustin Fabre en janvier 1830, après celle d'une association des étudiants (1), un mouvement républicain. Au comité même des difficultés surgissaient, car il comptait des impatients : derrière Guizot président et avec Marchais comme secrétaire, il était composé d'Odilon Barrot, Bastide, Bernard, Berville, Boinvilliers, Cadet-Gassicourt, Godefroy Cavaignac, Chevallon, de Corcelles fils, de Crusy, Lamy, Lanjuinais, Eusèbe Salverte, J. Taschereau et Ch. Thomas. Aussitôt prononcée la prorogation, le comité, prévoyant la dissolution, décida un mouvement d'agitation qui préparât les esprits aux élections. Il imagina de faire accueillir à leur arrivée en province par des banquets et des fêtes les députés qui ont voté

(1) MORRHÉRY, *Réponse aux outrages dirigés contre moi*, 1832, in-8° (Bibliothèque nationale, Ln²⁷, 14847) ; LACRETELLE, *Histoire de France depuis la Restauration*, t. IV, p. 417.

l'adresse des 221 : comme signal un banquet serait offert aux députés présents à Paris. Mais à cette occasion, les deux tendances au comité s'affrontèrent, les « jacobins révolutionnaires » et les « libéraux constitutionnels », Godefroy Cavaignac d'un côté, Odilon Barrot de l'autre ; une discussion violente éclata sur les termes du toast au roi, le premier menaçait de faire du scandale par une protestation publique si l'on portait la santé du roi, même constitutionnel ; un compromis intervint (fut-il l'œuvre de Guizot ? ce serait vraisemblable) par une formule « à la royauté constitutionnelle et aux deux Chambres, au concours des trois pouvoirs ». (1) Le banquet eut lieu le 1^{er} avril à l'auberge des *Vendanges de Bourgogne*, avec un succès dépassant les espérances : autour des députés invités Lafayette, Dupont de l'Eure, Benjamin Constant, Labbey de Pompières, Guizot, etc... se pressaient sept cents convives, toutes les notabilités de la bourgeoisie parisienne : Odilon Barrot prononça un discours au nom du Comité, assura les députés des suffrages de la société dans la défense des libertés publiques et que si l'on en arrivait à violer la sainteté des lois, « le courage des citoyens ne leur manquerait pas » ; l'enthousiasme de l'auditoire souligna cette allusion à la résistance de la force à l'illégalité.

La préparation des élections absorba alors l'attention du Comité. Devançant la dissolution, la société adressa à ses affiliés une brochure le 15 avril (2). L'attitude du ministère envers la Chambre ne laissait pas douter que « la violence ne soit désormais le système arrêté dans les conseils de la contre-révolution », mais pour le moment il importait de répondre aux desseins du ministère par l'exercice énergique de ses droits. La société insistait sur l'importance des élections futures : il ne s'agira point seulement de remplacer une Chambre par une autre, mais de donner aux élus un mandat spécial de maintenir les institutions libérales, de

(1) Sur cet incident et sur le banquet cf. ODILON BARROT, *Mémoires posthumes*, t. I, p. 89-91 ; VAULABELLE, t. VIII, p. 100-101 ; DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 464 ; ROZET, *Chronique de Juillet 1830*, t. I, p. 11 ; LAFAYETTE, *Mémoires*, p. 360. Il y eut des banquets en province en l'honneur des députés d'opposition : 15 avril à Villeneuve-sur-Lot, 18 à Colmar, 20 à Perpignan, 25 à Reims, 21 mai à Melun et à Mulhouse, 2 juin à La Châtre, 3 à Angers, 8 à Annanay (*Archives nationales*, F⁷ 6718).

(2) *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, lettre-circulaire, Paris, 15 avril 1830, in-4°, 3 p., Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 1237.

se refuser à toute transaction ; elle répétait donc son mot d'ordre : se concerter d'avance sur les candidatures, assurer la sincérité des listes électorales. Le programme de la société est celui de l'article de Guizot, la résistance légale : « Que si nos ennemis précipitaient leurs tentatives de coups d'État, la position se simplifierait ; usurpation violente d'une part, résistance légitime de l'autre ; il n'y avait rien là qui dût vous embarrasser, déconcerter votre bon esprit ». Comme Guizot, elle ne veut pas préciser au delà, elle a bien, comme lui, et l'exprime presque dans les mêmes termes, le sentiment qu'il y aura peut-être de plus graves décisions à prendre, mais elle semble reculer devant l'obligation de les prévoir, « nous en remettant à la sagesse et à la fermeté de nos concitoyens du soin de trouver pour des besoins nouveaux une force et des ressources nouvelles ».

Une correspondance active s'échangea entre comités siégeant en permanence. Paris envoyait des consultations juridiques sur les points litigieux (1) ; les jeunes gens parcouraient les campagnes, visitaient les électeurs, stimulaient leur zèle, préparaient les moyens de transport pour les infirmes et les vieillards. Le mot d'ordre était de réélire les 224, quels que fussent leurs antécédents politiques. Les préfets s'inquiétèrent : plusieurs exposèrent au gouvernement la dangereuse activité des comités (2).

Les chefs donnèrent en personne, chacun dans la région où il pouvait exercer quelque action. Guizot se chargea de son département natal. Il était sans craintes pour sa propre réélection à Lisieux : ses agents lui assuraient le succès, sans qu'il eût à intervenir : « Les électeurs de Lisieux préfèrent que je n'y aille qu'après. Ils disent que ma réélection est certaine et que j'aurai plus de voix, en n'ayant point l'air d'en demander. » En effet il fut réélu le 24 juin par 330 voix sur 502 votants ; la diminution du nombre des abstentions, qui sont tombées de 108 en janvier à 70, mesure l'excitation que la crise politique provoquait jusqu'en ces calmes arrondissements normands ; les petits électeurs, cette fois, n'ont

(1) *Consultation : questions électorales*, in-8°, p. 11. Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 1227 (par Odilon Barrot et trente-deux avocats ou hommes de loi).

(2) *Archives nationales*, F⁷ 6740 et 6741 : rapports des préfets des Côtes-du-Nord, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Meurthe, Nord, Pas-de-Calais, Seine-et-Marne, Deux-Sèvres, Haute-Vienne. Cf. VAULABELLE, t. VII, p. 257.

pas déserté le scrutin ; leurs voix ont profité à Guizot, car le total des voix de ses adversaires est sensiblement le même d'une élection à l'autre. Libre d'inquiétudes de ce côté, il partit pour Nîmes le 15 juin (1). Il avait pris la précaution à la fin de l'année de se faire porter sur la liste électorale du Gard (2).

Nîmes, (3) après les orages de la Terreur blanche, avait connu le calme. Des manifestations provoquées par la tournée d'un acteur en 1819, l'émotion d'un mariage mixte entre catholique et protestant célébré publiquement au temple en 1826, une rixe entre quelques hommes du peuple de religion différente en 1828, voilà tout ce qui avait troublé ou failli troubler l'ordre. La précaution prise en 1818 de désarmer totalement la population, les administrations intelligentes et libérales des préfets d'Argout et d'Haussez avaient apaisé les querelles. Le dernier préfet Herman, nommé par Martignac en janvier 1828, avait même réussi à provoquer à Nîmes le rapprochement, dans les cercles mondains, de la haute société catholique et de la haute société protestante ; les sous-préfets avaient suivi l'exemple (4). Dans l'été de 1829 l'apaisement était complet, l'attachement au gouvernement ne connaissait plus de religion. Le préfet approuvé par le ministère, inaugurerait une politique nouvelle dans l'attribution des fonctions locales : il nommait des maires protestants dans les communes à population en majorité protestante, dosant les adjoints et les conseillers municipaux selon l'importance des deux comunions (5).

Cette paix ne signifiait point d'ailleurs que les partis eussent

(1) *Mémoires*, t. I, p. 367 ; lettre de Mme Guizot à sa sœur le jour du départ de son mari, 15 juin (Mme de Witt, *M. Guizot*, p. 112).

(2) Dans un rapport du préfet daté du 5 septembre 1829, parlant de l'activité du comité libéral : « Une demande m'a même été adressée par un éligible dont le nom est très marquant, actuellement domicilié à Paris, mais qui, originaire du Gard, y aurait quelques chances de succès près des électeurs libéraux. » (*Archives nationales*, F⁷ 6769). « Mon mari qui, dans l'attente d'événements graves, s'était fait porter sur la liste de son département natal, n'hésita pas à se rendre à Nîmes. » (*Souvenirs de Mme Guizot sur la Révolution de Juillet*, p. 6 : VAL-RICHER, *Documents généraux pour les Mémoires*, portefeuille n° 2).

(3) Cf. les rapports des préfets dans *Archives nationales*, F⁷ 6769 (de 1822 à 1830). Cf. notamment BARAGNON, *Abrégé de l'histoire de Nîmes*, t. IV ; A. BORREL, *Histoire de l'Eglise réformée de Nîmes* (1844, in-8°).

(4) Rapport du 20 mars 1829.

(5) Rapport du 1^{er} juillet 1829 et lettre du ministre du 14 juillet.

disparu, ou même abdiqué. Les royalistes naturellement avaient longtemps régné en maîtres ; la fuite ou la peur des protestants d'abord, puis l'avènement des cabinets Richelieu et Villèle avaient assuré leurs succès ; depuis 1815 la représentation parlementaire leur appartenait entièrement, depuis 1824 l'administration préfectorale et toutes les administrations municipales. Appuyés sur les catholiques ou se confondant avec eux, ils étaient en assez grande majorité dans la ville pour se livrer sans obstacle aux réjouissances qui fêtèrent la guerre d'Espagne et aux exaltations d'une grande « mission » catholique en 1826, sans autre réplique que quelques pamphlets protestants. Mais à l'exemple de Paris ils s'étaient divisés : une « défection » les avait affaiblis, que l'impétuosité méridionale avait vite rendue irréductible. Les libéraux par contre avaient su très habilement se renouveler ; sous l'influence de l'humanitarisme protestant, ils s'étaient lancés dans l'action morale et sociale : ils avaient favorisé l'instruction en ouvrant des écoles d'enseignement mutuel, en organisant un cours du soir pour adultes en 1821, en obtenant du conseil général la création de bourses au collège pour les jeunes protestants. Ils avaient créé une caisse d'épargne, un mont-de-piété, une maison d'orphelines protestantes. Ils s'étaient enflammés pour la cause des Grecs. Aussi en 1827 avaient-ils recueilli le fruit de cette intelligente activité. Le comité libéral de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, encouragé en sa formation et entretenu dans son zèle par les correspondances de Guizot avec ce qu'il restait là-bas de sa famille et de ses amis, déploya une ardeur persévérante pour la révision des listes électorales et enleva les élections d'arrondissement. La victoire épuisa ce zèle et la vie politique se rendormit jusqu'au moment où la formation du ministère Polignac lui redonna un sursaut : la société reconstitua son comité. Cependant la ville elle-même restait acquise au parti royaliste. Les grandes familles riches protestantes étaient timides, libérales parce que protestantes, conservatrices parce que riches. Les affaires d'ailleurs allaient mal ; en 1826 des inondations de la Cèze et du Gardon, du Rhône en 1827, puis en 1829 une invasion de chenilles qui détruisit les oliviers, avaient entamé l'agriculture. Une crise commerciale avait attaqué en 1829 les industries textiles ; il avait fallu de considérables commandes de l'État pour éviter des ruines.

La loi élevant des droits sur les boissons exaspérait les viticulteurs. Situation politique indécise en somme, que l'impulsion d'un homme ardent pouvait suffire à orienter.

Le Comité avait préparé les voies par une révision attentive des listes. La cour royale avait été saisie par lui de nombreux litiges : les avocats refusèrent de traiter aucune affaire tant qu'elle n'aurait pas statué, en se donnant mutuellement l'assurance de n'en point profiter pour prendre défaut les uns contre les autres dans les affaires ordinaires (1). Mais la majorité en ville paraissait acquise sans espoir aux ministériels et dans la haute société protestante elle-même, assez de défections étaient à craindre pour que le succès libéral au collège de département ne fut rien moins que probable. Guizot, en arrivant, avait trouvé la division très vive, de jour en jour plus accusée, peu de confiance encore dans le succès : « Une force terrible d'égoïsme et de platitude possède et pousse l'administration ; l'opposition se débat avec une ardeur passionnée, quoique très contenue, contre les embarras et les angoisses d'une situation morale assez difficile... Même anxiété, même incomplet dans la situation morale : l'opposition méprise l'administration et la regarde cependant comme son supérieur, les fonctionnaires sont avilis et occupent encore le haut du pavé ; un souvenir de la puissance et de la grandeur impériales leur sert encore de piédestal : on les regarde en face, on leur jette de la boue qu'ils méritent, mais c'est de bas en haut, avec timidité et colère tout à la fois (2) ». Ce fut le rôle de Guizot, et ce qu'on attendait de lui, de redonner confiance et fierté aux libéraux. Il se multiplia en courses, visites, réunions d'électeurs ; il donna comme mot d'ordre (3) de porter tout l'effort sur la campagne et de travailler à détacher un certain nombre de catholiques libéraux : pour les séduire, on ne leur disputa point la composition du bureau électoral : c'est ainsi que le jour de l'élection des scrutateurs, le marquis d'Aramon fut en tête du scrutin par 136 voix sur 243 votants (Guizot fut élu lui-même quatrième par 134 voix)

(1) *Journal du Commerce*, 16 juin 1830, lettre de Nîmes.

(2) Lettre à sa femme, du 26 juin, publiée dans *Mémoires*, t. I, p. 367, et par Mme DE WITT, *M. Guizot*, p. 115.

(3) Renseignements qui m'ont été très obligeamment fournis par M. Georges Maurin, ancien magistrat, qui les tenait par tradition locale de son père mêlé au mouvement en 1830.

et qu'après l'élection du député, on tint à faire une démonstration en votant des remerciements au président du collège, le candidat malheureux du ministère, un négociant, Daniel Murjas (1). Le ministère avait habilement choisi ses présidents de collèges parmi des personnages locaux estimés et peu violents. Il essaya de contrebalancer les succès et de décourager l'activité des libéraux, en reculant tout à coup la date des élections, pour éviter à l'ensemble du pays la contagion et l'exemple de quelques départements à mauvais esprit, et pour exploiter à loisir la popularité de la prise d'Alger.

Rien n'y fit : l'ardeur des libéraux, galvanisée par la campagne électorale, était telle que le jour du scrutin, on vit un vieillard paralytique, M. Guizot d'Aubord se faisant porter à bras jusqu'au bureau de vote, un autre hors d'état de marcher porté par son fils ; pour 558 inscrits on compta 18 abstentions. Le 12 juillet aux élections d'arrondissement deux candidats libéraux l'emportèrent, à Nîmes, un conseiller à la cour, protestant, de Daunant, et à Alais le colonel Reynaud de Lascours, avec une faible majorité d'ailleurs ; à Uzès, par contre, le duc de Crussol candidat ministériel fut élu. Le 19 juillet, l'élection du collège départemental plus contestée et sujet d'angoisse, tourna bien par la victoire des deux libéraux de Chastellier, maire de Nîmes, et de Ricard, conseiller à la cour de Cassation.

Guizot quitta Nîmes le 23 juillet, fier du scrutin de son département, rassuré sur l'avenir par le suffrage de l'ensemble du pays. Il avait été en doute que l'orgueil des succès d'Algérie ne tournât la tête aux ministres : « J'espère, écrivait-il à sa femme, le 12 juillet (2), que ce succès ne fera pas faire au pouvoir les dernières folies ». La victoire électorale lui parut trancher le différend. « Notre triomphe est suffisant. La France a fait son devoir, écrivait-il à Amédée Thierry (3) : Maintenant il faut tirer de là son succès. C'est difficile, cependant j'espère que nous échapperons encore aux coups d'État. Je le désire beaucoup. Il faut en venir le

(1) *Journal des Débats* du 19 juillet rendant compte de l'élection, *Mémoires de Guizot*, t. I, p. 370. Cf. le dossier de l'élection aux *Archives nationales*, F 14111, Gard 5.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 370.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1921, p. 177.

plus tard possible aux épreuves définitives ». Il gardait cependant quelque incertitude sur la conduite parlementaire : « Nous serions pris pour des fous ou des enfants si nous ne faisons que recommencer ce que nous avons fait, il y a quatre mois. La Chambre nouvelle ne doit point reculer ; mais elle doit prendre une autre route. Que nous n'ayons point de coup d'État, que l'ordre constitutionnel subsiste régulièrement, quelles que soient les combinaisons ministérielles, le vrai et dernier succès sera pour nous. (1) » Mais que pouvait-il être si le ministère prétendait se maintenir au pouvoir ? Guizot n'osait pas en regarder en face l'issue fatale.

(1) Lettre du 16 juillet (*Mémoires*, t. I, p. 369).

CHAPITRE XV

GUIZOT ET LA RÉVOLUTION

I. *Guizot et la lutte contre les ordonnances.* — Arrivée de Guizot à Paris, 27 juillet, situation qu'il trouve. Son rôle dans la journée du 27 : la réunion des députés chez Périer ; chargé de rédiger une protestation des députés, sens de la démarche. La journée du 28 ; pendant l'insurrection populaire, réunion chez Guizot dans la matinée ; les réunions de députés dans l'après-midi ; la protestation rédigée par Guizot : analyse et signification ; la réunion du soir. En face des progrès de l'émeute, Guizot s'en tient encore au programme du retrait des ordonnances et de la chute de Polignac. — II. *Guizot et la création d'une nouvelle autorité publique.* — Importance révolutionnaire de la journée du 29 juillet : attitude de Guizot en face des progrès républicains, la création sur sa proposition de la Commission municipale : signification de cette initiative ; son incertitude. Conversion de Guizot dans la matinée du 30 à la candidature d'Orléans : ses raisons. Son rôle en faveur de la lieutenance générale à la Chambre des députés et à la Chambre des pairs : analyse de l'appel au duc qu'il rédige. Le mouvement populaire oblige les députés et Guizot à poser après coup des conditions : la proclamation des députés du 31 août rédigée par Guizot ; la marche à l'hôtel de ville. Guizot commissaire provisoire à l'Instruction publique le 31, puis à l'Intérieur le 1^{er} août. — III. *Guizot et la revision de la Charte.* — Remise en fonction de toutes les autorités : le discours du duc rédigé par Guizot le 3 août. Le mouvement populaire pose la question de la revision de la Charte : part qu'y prend Guizot, son rôle d'intermédiaire entre les députés et le gouvernement d'une part, et l'extrême gauche de l'autre. — *Conclusion.* — Guizot en 1830. Son attitude pendant la Révolution : son retard sur les événements, sa volonté de légalité et son instinct conservateur en face du peuple. Évolution libérale pourtant de Guizot de 1814 à 1830, résumé. Explication psychologique de ce revirement de Guizot en 1830.

I

Guizot s'acheminait, à son insu, vers la grande épreuve. L'heure allait sonner des résolutions qui orientent une vie politique, des

attitudes où se découvre un tempérament. En ces temps de révolution ne suffisent plus la réflexion et le dogmatisme ; l'initiative, au moins la promptitude de décision révèlent la maîtrise et créent l'autorité. Administrateur et organisateur, polémiste, doctrinaire, voire assez souple tacticien politique, Guizot s'est montré tout cela qui est assez contradictoire, mais homme d'action ? La Révolution va le peser à la mesure des chefs.

Le 26 juillet (1) à Pouilly, il eut les premières nouvelles des ordonnances, trop imprécises encore sans doute pour qu'il en conçût la portée. Il rentrait à Paris le lendemain à 5 heures du matin. « 27 juillet : retour de mon mari. Il ne sait rien. Son calme. Sa joie de nous revoir et de s'occuper d'Henriette ». (2) Plus d'alternative, de doute possibles : le gouvernement s'était engagé sur la voie sans issue du coup d'État. Guizot crut se trouver en face d'une situation déjà envisagée : il n'imaginait pas que le développement des événements avait déjà rendu impossible la solution à laquelle son esprit s'était par avance arrêté. De cette confiance, sans doute, naissait son calme. En réalité la question n'était plus entière et plusieurs positions s'étaient déjà définies dans la journée de la veille. Pendant son absence, une partie de ses amis, pairs, députés, avocats ou journalistes au nombre d'une quarantaine, Molé, Sébastiani, Odilon Barrot, s'étaient réunis le 10 juillet chez le duc de Broglie pour arrêter la conduite à tenir en cas de coup d'État : on avait décidé de refuser individuellement l'impôt, de persuader la Chambre de rejeter le budget, mais on ne consentait pas à sortir des voies légales, à envisager même l'hypothèse d'une réponse à la violence par la violence (3). Le duc de Broglie, tout entier à la résistance légale, le 26 juillet déclarait à Mme Guizot, à l'indignation de celle-ci, qu'on devait continuer à payer l'impôt jusqu'au 1^{er} janvier puisqu'il était voté jusque-là, et qu'il fallait accepter de se rendre aux convocations

(1) *Mémoires*, t. II, p. 3.

(2) Souvenirs de Mme Guizot sur la Révolution de 1830 (VAL-RICHER, *Documents généraux pour les mémoires*, portefeuille n° 2).

(3) Duc de BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 260 ; DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 507 et 524 ; VAULABELLE, t. VII, p. 282 ; ROZET, *Chronique de Juillet 1830*, t. I, p. 31-32. Ces différents auteurs (sauf Broglie) indiquent la présence de Guizot. C'est manifestement une erreur puisqu'il est absent de Paris pour son voyage à Nîmes du 15 juin au 27 juillet.

des collèges électoraux pour y élever une protestation régulière (1) ; étrange façon de résister aux ordonnances que de commencer par leur obéir. Il existait donc dès l'origine dans l'entourage de Guizot un courant en faveur des mesures strictement légales, hostile à toute résistance révolutionnaire. Ce même 26 juillet, les députés présents à Paris, avaient essayé de se concerter ; deux réunions, chez Casimir Périer dans l'après-midi, chez Alexandre de Laborde à 8 heures du soir, ne réussissaient, malgré les objurgations que leur adressaient déjà des délégués des électeurs, qu'à prouver le désarroi où les jetait la brusque nécessité d'adopter une ligne de conduite : ils renvoyaient toute décision à une réunion du lendemain. Ainsi hostilité à toute résolution énergique ou impuissance à agir, voilà ce qu'offraient ceux que leur situation officielle, leur habitude de la politique, leur attitude avant la crise désignaient pour conduire le mouvement. Au contraire s'esquissaient déjà les réactions vigoureuses du dehors : protestation des journalistes, réunions d'électeurs dans les bureaux du *National*, où l'on envisagea la création de comités de résistance (dont le noyau ne pouvait être que les comités électoraux de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*), attroupements populaires à la Bourse, au Palais-Royal, manifestations contre Polignac rentrant au ministère des Affaires étrangères. Ce sont déjà les éléments de la situation du 27 juillet, qui s'indiquent et que les premières heures de cette première journée révolutionnaire auront largement développés quand Guizot sera en mesure de s'y joindre.

Il n'en paraît pas si impatient, car on ne voit pas qu'il fit rien pour devancer l'initiative de ses collègues. Au reste ces quartiers de l'Ouest où il habite, rue de la Ville l'Évêque, sont calmes et l'on n'y peut soupçonner (et le lendemain 28 encore) l'émeute qui gronde déjà dans Paris. A onze heures il reçut un mot de Casimir Périer l'avertissant du rendez-vous, que les députés avaient pris pour trois heures chez lui (2). Heure bien tardive en vérité, qui rejetait au lendemain l'exécution de toute décision que les parlementaires auraient arrêtée. D'autant plus tardive que les journaux, publiés malgré l'interdiction du préfet de police, et la distribution dans

(1) *Souvenirs de Mme Guizot sur la Révolution*, p. 20 (VAL-RICHER, dossier cité).

(2) *Mémoires*, t. II, p. 3.

tous les quartiers de la protestation des journalistes ont provoqué une excitation de l'opinion qui s'est traduite dans la matinée par la fermeture progressive des ateliers et des boutiques, la descente des ouvriers et des étudiants vers les quartiers du centre ; qu'au moment même où les députés se réunissent, la police est en train de procéder à la destruction des presses du *National* et du *Temps* au milieu des résistances de la foule, la gendarmerie fait brutalement évacuer le Palais-Royal, et tandis que Marmont investi du commandement à midi, installé au Carrousel, donne ses ordres à la troupe d'occuper tous les points stratégiques, les premiers contacts entre la troupe et le peuple font surgir les premières barricades et, vers 3 heures, partir les premiers coups de feu ; le peuple est déjà entré en scène que les députés en sont à se réunir et pendant qu'ils seront assemblés, la foule s'entassera autour de l'hôtel Périer et sur le boulevard et l'on percevra en séance le bruit des charges de cavalerie dégageant les chaussées. Par ailleurs la résistance s'organisait : des électeurs réunis chez Cadet-Gassicourt, un des membres du comité directeur de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, mettaient en action l'idée émise la veille et nommaient 12 comités d'arrondissement pour réaliser le refus de l'impôt et concerter les mouvements (1). Les députés se rencontrent donc au nombre d'une trentaine chez Périer (2) : il y avait une belle partie à jouer ; parmi « tant de capons réunis », la timidité prévalait : on refuse d'admettre à la séance des représentants des étudiants, on éconduit avec d'insignifiantes paroles deux délégués des électeurs, il y a autant d'avis que de têtes jusqu'à celui de contester la légalité d'une telle réunion (Dupin) ; le plus hardi, émis par Bérard, ne va pas plus loin que de rédiger une protestation contre les ordonnances, il prévalut.

Quel fut le rôle de Guizot dans cette discussion ? Les comptes rendus n'en disent rien ; cependant il fut chargé de préparer un texte de protestation ; Villemain et Dupin le furent en même

(1) Sur cette réunion cf. spécialement VAULABELLE, t. VIII, p. 219 ; ROZET, *Chronique de Juillet 1830*, t. I, p. 154 ; Hippolyte BONNELIER, *Mémorial de l'Hôtel de Ville de Paris 1830*, p. 8 (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁰ 1490).

(2) Cf. spécialement les récits de cette réunion dans DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 546-547 ; BÉRARD, *Souvenirs sur la Révolution de 1830*, p. 71-75 ; BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 282 à 284 ; Armand MAREAST, *Documents pour l'histoire de France* (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁰ 1477), p. 8 à 11.

temps ; il est permis de penser que son talent d'homme de lettres ne lui vaut pas seul cette désignation, qu'elle sanctionne une attitude prise pendant la réunion ; d'ailleurs il est à observer que les deux autres rédacteurs concevront la protestation sous une forme singulière, l'un, Dupin, proposant des protestations individuelles, l'autre, Villemain, une lettre à Charles X (1) ; il faut probablement retrouver dans chacun des textes, l'écho de l'avis soutenu dans la séance. Quel est donc pour Guizot le sens de cette démarche ? Celui-ci : les députés continuent à se considérer comme régulièrement investis de leur mandat législatif, tiennent pour nulle l'ordonnance de dissolution et prétendent se réunir à la date de convocation primitive du 3 août ; les ordonnances sont prises en violation de la Charte, elles créent cette situation nouvelle prévue lors du mouvement d'association pour le refus éventuel de l'impôt, la sanction en doit être le refus de l'impôt. L'appel à l'insurrection n'effleure certainement pas sa pensée. Au moment où, vers 5 heures, la réunion se séparant, Périer reconduit sur le palier de l'escalier Guizot, Broglie et Audry de Puyraveau, arrivent avec Thiers deux jeunes gens très excités, délégués de leurs camarades, Chevalier et Hippolyte Bonnelier, qui réclament une prompt action et des chefs : « M. Guizot et M. Périer n'eurent qu'une voix : Pourquoi vous presser ? Attendez le 3 août. — Avec vous, messieurs, ou sans vous ! m'écriai-je. — Mais, malheureux jeune homme, me répliqua vivement M. Guizot, où voulez-vous nous mener ? — A l'insurrection, répondit Chevalier (1) ». Guizot n'a certainement pas encore la pensée que l'affaire s'échappe de leurs mains compétentes et que déjà le peuple s'en empare. En eût-il accepté l'idée, que le succès ne lui en eût pas paru plus assuré. « Commencement d'insurrection, note Mme Guizot pour la journée du 27, on en espère peu ». Son esprit est si plein du plan qu'il s'est forgé de la résistance légale à l'illégalité (avec ce qu'elle

(1) Pour ce qui est de Dupin, cf. ses propres *Mémoires*, t. II, p. 141 : pour Villemain, *Souvenirs de Mme Guizot sur la Révolution*. notes (VAL-RICHER, dossier cité).

(2) Hippolyte BONNELIER, *Mémorial de l'Hôtel de Ville*, p. 12. Cf. dans la *Semaine des députés*, p. 4 (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 1476) la réponse de Périer à un autre délégué des électeurs Lemoine : « Monsieur, que voulez-vous ? une révolution ? Nous n'y sommes pas, monsieur. Une révolution n'est pas possible. Nous avons la résistance légale, elle nous suffit. »

suppose de supériorité morale, qui n'est pas pour rester insensible au protestant), qu'il n'a pas le sentiment que quelque chose de plus grand se prépare et s'accomplit à côté de lui : il ne songe pas à garder le contact avec le peuple. Il reste chez lui ; il emploie la matinée du lendemain 28 à rédiger sa protestation, il ne quitte son appartement que pour se rendre à la réunion convoquée à midi, chez leur collègue Audry de Puyraveau, où l'on doit décider du texte à adopter. A cette heure-là, déjà de graves événements sont intervenus.

Il est en partie au courant cependant : dès 5 heures du matin, Louis de Guizard (qui va être pendant ces jours agités l'informateur, l'agent de liaison) est venu l'avertir (1) que l'affaire devient sérieuse, que le peuple se soulève et demande des chefs. Dans la nuit en effet, il s'est armé aux boutiques d'armuriers, a dépavé les rues, brisé les réverbères, et, dès les premières lueurs du jour, a enlevé les corps de garde et arraché les insignes royaux ; il descend en masse vers le centre de Paris ; l'Arsenal, la poudrerie de la Salpêtrière, la Manutention d'abord, puis l'Hôtel de Ville et Notre-Dame sont enlevés dans le courant de la matinée, tandis que Marmont a fait reprendre aux troupes leurs emplacements de la veille, envoie des rapports alarmés au roi et reçoit à 10 heures les pleins pouvoirs de l'état de siège. Cependant que Guizot rédige sa protestation, arrivent peu à peu des amis et des hommes politiques (2) : Cousin, Rémusat, Casimir Périer, Broglie, puis Thiers, Mignet. Vers 10 heures, c'est toute une réunion politique dans son salon. La discussion devient très vive, tourne presque à la querelle entre Cousin et Rémusat. Les jeunes, Thiers, Rémusat, Mignet, très ardents, veulent que les pairs et les députés présents à Paris prennent la tête de l'insurrection ; les autres estiment que le mouvement n'est pas assez général encore, qu'il n'y faut point compromettre les parlementaires tant que la population entière ne s'y est pas évidemment associée. D'ailleurs arrive, tout au milieu, Armand Carrel, désolé : tout est fini pour cette fois, le gouverne-

(1) Notes de Mme Guizot.

(2) *Ibid.*, BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 287 et 288 ; ROZET, *Chronique de Juillet* 1830, p. 207 et suiv. ; CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, t. V, p. 294 (avec des inexactitudes, comme celle-ci qu'à cette réunion on aurait parlé de la candidature Orléans).

ment est maître de la situation, et la discussion reprend plus tristement, quand, tout à coup, des gens de la maison entrent, en criant qu'on aperçoit le drapeau tricolore. Tout le monde sort précipitamment ; dans un angle de la place, face à la Madeleine, quelques hommes armés font mine, en riant, de les coucher en joue, des gamins sont en train d'escalader l'église pour y planter les trois couleurs, on entend le tocsin de Notre-Dame. Premier contact de Guizot avec la Révolution. Le groupe se disperse. Guizot se met en route, sa protestation en poche, pour la réunion convoquée chez Audry de Puyraveau à midi, rue du faubourg Poissonnière en plein quartier populaire, à travers les barricades du boulevard. Des espoirs s'attachaient donc à Guizot puisque les plus ardents du groupe, Thiers, Mignet, Carrel, qui depuis janvier préconisent presque ouvertement le renversement de la dynastie, sont venus spontanément le solliciter, quand la grande heure a sonné ; le spectacle auquel il assiste désormais, ne va-t-il pas lui persuader que d'autres solutions que la seule résistance légale s'imposent ?

La réunion (1) se tient, pourrait-on dire, au cœur de l'émeute, dans la salle du rez-de-chaussée d'une entreprise de roulage, portes et croisées ouvertes, presque envahie par la foule d'ouvriers, de jeunes gens en armes, qui remplissent la cour, vont et viennent de la salle au dehors, interrompent à maintes reprises la discussion, déjà confuse, par le récit des scènes sanglantes du boulevard et de l'Hôtel de Ville, dans le bruit des coups de feu et des cris. Certains députés de la veille font déjà défaut, mais Lafayette, Laffitte sont arrivés de la campagne et l'accentuation à gauche est plus nette. Guizot lit, au milieu de la plus vive agitation, le texte qu'il propose : les députés se sentaient obligés par leur devoir envers le roi et envers le pays de protester contre le renversement du système légal des élections et la ruine de la liberté de la presse, prononcés par des ordonnances contraires aux droits constitutionnels des Français, à la jurisprudence des tribunaux et propres à jeter l'État dans la confusion ; fidèles à leur serment, ils élevaient donc une protestation contre les ordonnances et les actes

(1) Voir particulièrement sur cette réunion : BÉRARD, *Souvenirs*, p. 80 et suiv. ; SARRANS, *La Fayette et la Révolution de 1830*, t. I, p. 255 et suiv. (Sarrans suivait la réunion accoudé à la fenêtre) ; la *Semaine des députés*, p. 5 et 6.

qui en seraient la conséquence ; attendu qu'une Chambre non constituée ne pouvait être légalement dissoute et que la tentative de former une Chambre d'après un mode nouveau et arbitraire de scrutin était contraire à la Charte et au droit des électeurs, ils se considéraient comme légalement élus et ne pouvant être remplacés que par une Chambre élue selon les formes légales : s'ils n'exerçaient pas effectivement leurs droits et ne remplissaient pas les devoirs de leur charge, c'est qu'ils en étaient empêchés par une violence matérielle (1). Que signifiait cette rédaction ? Observons qu'elle ne fait qu'exposer un état de fait et protester contre lui : elle n'énonce aucune sanction, n'implique aucune résolution, n'appelle à aucun acte ; elle constate que la force matérielle empêche les députés d'exercer leurs droits, n'indique pas la volonté de tenir tête ; c'est un procès-verbal, ce n'est ni un appel à la résistance ni un serment du jeu de Paume. Par ailleurs Guizot avait eu soin de distinguer la personne même de Charles X et la responsabilité des ministres qui avaient « trompé ses intentions » ; la parole jurée qu'il rappelait, l'était envers le roi comme envers la Charte ; Guizot enfin avait maintenu dans sa rédaction les expressions de dévouement et d'attachement à la personne royale. Si, derrière la lettre du texte, on cherche la pensée dont elle procède, le but qu'il poursuit et n'ose même pas énoncer, il apparaît que Guizot ne voit pas autre chose que le retrait des ordonnances et le remplacement du ministère. La protestation des députés n'eût pas été différente si le peuple n'avait pas bougé : Guizot, pour la rédiger, a négligé de regarder dans la rue. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la proposition soulève des critiques. Trois courants (2) se dessinent dans l'assemblée : pour les uns comme Dupin, c'est trop encore, il faudrait prier le roi, non protester, éviter tout ce qui pourrait être un encouragement à la révolte. Pour d'autres au contraire, elle n'est plus de saison et Mauguin, soutenu par Bavoux, Bérard, de Schonen, Lafayette, de Laborde parlent de gouvernement provisoire. La troisième position est

(1) Texte de la protestation telle qu'elle a été adoptée au *Moniteur*, p. 872, aux pièces historiques du t. II des *Mémoires* de Guizot. Texte tel que Guizot l'a proposé avec les formules de dévouement au roi qui ont été supprimées par la suite dans la *Semaine des députés*, p. 5-6.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 554.

celle de Guizot, appuyée par le général Gérard, Périer, Laffitte, Sébastiani : s'en tenir aux résolutions de la veille, à la protestation, et Guizot aurait répondu à Mauguin : « La moindre imprudence compromettrait notre bon droit ; notre devoir à nous, n'est point, comme on le dit, de prendre parti pour ou contre le peuple, mais de nous constituer médiateurs, d'arrêter le mouvement populaire et de convaincre le roi qu'il a été trompé par ses ministres (1) ». Paroles exactement rapportées ou non, la pensée est claire : les députés sont la voix de la nation auprès du roi, le mouvement populaire n'est qu'un argument dans la discussion ouverte entre le souverain et les représentants, un moyen de pression sur Charles X ; quant à interpréter le mouvement populaire comme une révolution, comme créant le droit ou même fournissant l'occasion d'obtenir un élargissement du régime, Guizot en est bien loin : son programme reste négatif, il est déjà terriblement en retard sur les faits. Pourtant il correspond au sentiment de la majorité de la réunion, puisque son texte est adopté et qu'une commission de cinq députés est envoyée à Marmont pour s'interposer entre le gouvernement et le peuple, obtenir, contre le retrait des ordonnances et la démission du ministère, la cessation des hostilités.

Les députés se sont donné rendez-vous chez Bérard à 4 heures pour entendre le résultat de cette ambassade. Mais dans l'intervalle la situation s'est aggravée. Marmont a donné à midi, à quatre colonnes d'infanterie et de gardes, les ordres de mouvement pour une manœuvre habile qui dégagera les grandes artères, assurera l'occupation des points stratégiques Madeleine et place Vendôme, porte Saint-Denis, Bastille, Hôtel de Ville, établira la liaison permanente avec le quartier général : la marche des troupes a commencé au début de l'après-midi. Aussi les députés chez Bérard (2) sont-ils déjà moins nombreux encore et certains d'entre eux, Sébastiani, Villemain, hésitent à accepter la proclamation de Guizot. Pourtant au compte rendu des négociateurs racontant

(1) SARRANS, *La Fayette et la Révolution de 1830*, t. I, p. 256.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 560 ; VAULABELLE, t. VIII, p. 373-374 ; ROZET, t. I, p. 238 ; BOULLÉE, *Histoire de France pendant la dernière année de la Restauration*, p. 284, *la Semaine des députés*, p. 7 ; BÉRARD, *Souvenirs*, p. 87-89 ; SARRANS, t. I, p. 259.

l'échec de leur mission, le refus de Polignac de les recevoir, devant les combats soutenus par le peuple contre les colonnes de Marmont, les députés comprennent la nécessité de constituer un centre de résistance : ils effacent du texte de la protestation les formules respectueuses envers le roi et quand le gérant du *Temps* apporte les épreuves d'impression et demande les signatures à joindre, Guizot propose pour donner à la démarche une autorité plus grande, d'ajouter aux noms des députés présents à la réunion qui a décidé la protestation, ceux des collègues dont on pouvait supposer l'opinion et ne pas craindre un désaveu : malgré l'opposition de Sébastiani, grâce à Laffitte, la proposition est adoptée et l'on peut réunir au bas du texte la masse de 63 signatures (1). Le sens de la démarche n'en est pas changé, et aux combattants qui à chaque moment viennent réclamer un chef, une direction et s'indignent qu'aucun ne veuille donner son nom, les députés refusent d'aller plus loin : à la sortie, Gérard, Lobau, Sébastiani sont hués par les jeunes gens dans la cour. On se donne rendez-vous chez Audry de Puyraveau pour le soir.

Périer, en sortant de chez Marmont, s'est rendu chez Guizot, où Broglie, Rémusat et quelques amis du centre gauche entouraient Mme Guizot dans l'angoisse : ici la tendance hostile à la violence populaire l'emportait, le devoir impérieux paraissait de maintenir la résistance dans les voies légales, de laisser devant le roi, jusqu'au dernier moment, ouverte la voie du retour et de ne prêter aucun appui « aux révolutionnaires de profession, aux éternels conspirateurs, aux rêveurs de bonapartisme ou de république » (2). Périer n'est pas plus révolutionnaire, mais il vient de voir l'élan intrépide du peuple, les combats, l'obstination du gouvernement (et cette expérience vaut sans doute également pour Guizot) : il a le sentiment que quelque chose d'ineffaçable s'est accompli et il considère les députés comme engagés vis-à-vis des insurgés, « après ce que le peuple vient de commencer, dussions-nous y jouer mille fois notre tête, nous sommes déshonorés si nous ne restons pas avec lui ». Louis de Guizard arrive vers 6 heures

(1) Voir dans BÉRARD, *Souvenirs*, pièce justificative 3, p. 451, la liste des députés absents dont les noms ont été ajoutés cependant à la protestation.

(2) BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 294-295. Cf. déclaration analogue de Périer à Baude du *Temps* (ROZET, t. I, p. 238-239).

avec les nouvelles de Paris : elles sont contradictoires, mais mauvaises : les troupes de Marmont en livrant des combats durs, et en fait inutiles, car les barricades se reforment derrière elles, ont pénétré jusqu'aux points assignés et l'Hôtel de Ville a été repris aux insurgés vers 5 heures. Guizot revient enfin lui-même : devant la mauvaise tournure des événements, il donne à sa femme « de nouvelles instructions », de prendre des précautions, sans doute, nécessaires à leur sûreté, car elle ajoute dans ses notes : « mes préparatifs ». Pour lui, quoique souffrant, — après les fatigues du retour de Nîmes, celles de cette dure journée, l'énervement du canon — il repart pour la nouvelle conférence rue du Faubourg Poissonnière (1).

L'accès, à travers les barricades et les combats, n'en est pas facile : on a transformé la maison de roulage en une vraie forteresse, défendue par des barricades de chariots, gardée par des hommes en armes, car on savait que le roi, confirmant une décision de Polignac (que Marmont ne fit pas exécuter), avait donné l'ordre d'arrêter les principaux députés et Marchais, secrétaire de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, et l'on disait que les troupes avaient mission de dissoudre la réunion. Aussi le courage a failli à la plupart des députés : Guizot ne trouve qu'une dizaine de collègues. On délibère, toujours dans les mêmes conditions, toujours avec la même inutilité, les uns, Mauguin, de Laborde, Chardel soulevant encore la question d'un gouvernement provisoire, les autres, Sébastiani, Méchin, Bertin de Vaux s'y opposant, Lafitte jetant le nom du duc d'Orléans, Lafayette hésitant, d'autres, Guizot, anxieux, se taisant ; tous, en somme, à peu près d'accord que l'avenir est encore trop incertain, chacun semblant chercher à s'effacer, ne pensant pas que les choses en soient arrivées au point de mettre en débat l'existence même du gouvernement. Sébastiani soutient que les députés doivent s'abstenir, n'ont pas le droit, eux, membres du législatif, de prendre la cocarde tricolore. Guizot soutient cette position de droit constitutionnel. Il n'a donc pas encore le sentiment que l'insurrection a créé un droit nouveau, qu'aux situations créées par une révolution une légi-

(1) Sur cette réunion, cf. particulièrement BÉRARD, *Souvenirs*, p. 94-95, *la Semaine des députés*, p. 7 et 8 ; SARRANS, t. I, p. 263.

timité nouvelle s'attache. Il reste un juriste, retenu devant les événements par les entraves de la méthode et le débat de l'homme de cabinet. Les députés se séparent vers minuit.

Guizot, en rentrant chez lui, apprend que Marmont, soit de lui-même jugeant trop aventurées ses troupes que le peuple assiège quand elles ont pu se maintenir sur place, soit sur instructions du roi, a donné l'ordre du repli sur le Louvre et les Tuileries, que les points importants de la rive droite sont, à la chute du jour, restés aux mains du peuple. Il rapporte à sa femme de meilleures nouvelles ; ils restent inquiets cependant. « Cruelle nuit » écrit-elle.

II

La journée du 29 est décisive — pour la marche des événements puisque le lever du jour trouve Marmont bloqué dans sa position Louvre-Tuileries-Place Vendôme par les barricades élevées dans la nuit ; qu'il est découvert par l'enlèvement du Palais Bourbon et de toutes les positions de la rive gauche au début de la matinée d'une part, par la défection des deux régiments cantonnés place Vendôme de l'autre ; puisque entre midi et une heure enfin, le Louvre est forcé et que Marmont n'a d'autres ressources que d'ordonner la retraite par les Tuileries et les Champs-Élysées, d'abord sur la barrière de l'Étoile, puis sur Saint-Cloud, — décisive aussi pour Guizot, car une évolution de sa pensée et de sa conduite commence.

Ces nouvelles successives de victoire, Guizot les apprend chez Laffitte où les députés qui doivent y tenir à midi une réunion générale, affluent pendant la matinée. Elles résolvaient de fait le problème posé depuis le début et dont la solution faisait le but de Guizot comme de ses collègues : le retrait des ordonnances et la chute de Polignac. Charles X aura beau ne se résigner à un ministère Mortemart qu'aux environs de 5 heures et disputer jusqu'au lendemain matin les concessions du programme, il est hors de doute, après la défaite du duc de Raguse, que ces résultats sont acquis.

Or de nouveaux problèmes se posent à l'esprit de Guizot. Dans la journée du 28 et dans la nuit, divers courants ont commencé à

se former qui vont s'amplifier. L'un, à peine esquissé, n'arrête pas encore l'attention de Guizot, un mouvement orléaniste, sans l'aveu d'ailleurs du principal intéressé ; avant de se rendre dans la matinée chez Guizot, Thiers et Mignet étaient passés chez Sébastiani et lui avaient parlé d'une candidature possible du duc ; Sébastiani avait été d'avis que le mouvement insurrectionnel était encore trop récent pour qu'on pût lui assigner un but (1) ; dans l'après-midi, Laffitte a parlé à ses collègues, députés avec lui chez Marmont, d'un appel au prince, et le soir chez Audry de Puyraveau a prononcé publiquement son nom (2). L'affaire est tombée, mais le 29 au matin, Lafayette écrivant aux siens laisse percer quelque soupçon et quelque inquiétude (3). On n'en est pas encore là et, pour sa part, Guizot reste fidèle à la dynastie. Cependant à la différence de Casimir Périer et du général Gérard qui sont entrés par l'intermédiaire d'un docteur Thibault et de Vitrolles en négociations avec le roi et qui vont figurer au ministère mort-né de Mortemart (4), Guizot voit entre lui et le roi un fossé : il ne pardonne pas sans doute le sang versé, car, dans la journée, il proteste à sa femme qu'« il ne sera rien par Charles X » (5).

Beaucoup plus impressionnant pour lui, est le mouvement républicain, ou tout au moins nettement révolutionnaire, qui tend à la création d'un gouvernement provisoire populaire. L'idée en a été soulevée déjà par Mauguin et de Laborde à deux reprises aux réunions des députés : maintes fois les insurgés sont venus demander des chefs. Dans la journée du 28 une affiche anonyme a été placardée annonçant la formation d'un triumvirat Lafayette-Gérard-Choiseul ; au petit jour Baude, du *Temps*, s'improvise préfet de police d'un gouvernement provisoire, qui n'existe pas. Un aventurier, le général Dubourg, se proclame commandant en chef des forces populaires et installe son quartier général à l'Hôtel de Ville (6). Paris remis à l'autorité militaire par la proclamation

(1) ROZET, *Chronique de Juillet 1830*, t. I, p. 207.

(2) *Ibid.*, p. 219 et 249.

(3) LAFAYETTE, *Mémoires*, t. VI, p. 387.

(4) VAULABELLE, t. VII, p. 373-374 ; Armand MARRAST, *Documents pour l'histoire de France*, p. 26-27 (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁹ 1477).

(5) *Souvenirs de Mme Guizot...* Notes (VAL RICHER).

(6) Sur les conditions de cette initiative de Baude et l'installation de Dubourg à l'Hôtel de Ville cf. Hippolyte BONNELIER (qui fut secrétaire de ce gouverne-

de l'état de siège, les deux préfets Chabrol et Mangin avaient abandonné leur poste, les ministres ont regagné Saint-Cloud ; voilà Marmont rejeté hors les barrières. Toutes les autorités se sont effondrées. Il y a là une situation qui frappe vivement Guizot : dans cette confusion, dans ce désordre, que va-t-il se produire ? Son esprit qui ne se sent à l'aise qu'étayé sur quelque principe clair dont il déroule les conséquences, est désorienté, sent le besoin de se raccrocher à quelque point fixe : la peur de la Révolution amène Guizot à une initiative révolutionnaire. Il va tenter de reconstituer une autorité publique. Les députés, déjà au courant de la défection des 5^e et 53^e de ligne (1), avant l'ouverture de leur assemblée chez Laffitte, à midi, exhortés à l'énergie par le maître de maison, apprennent la prise du Louvre au moment où Lafayette expose qu'on lui offre le commandement. Guizot (2) prend aussitôt la parole, supplie le général de l'accepter, de reconstituer la garde nationale, invoque la sécurité de Paris, puis il s'adresse à ses collègues, expose que les députés ont des devoirs, propose la création d'une autorité publique qui sous le nom de Commission Municipale prendra en main l'administration de la ville, le rétablissement et le maintien de l'ordre. Garde nationale, commune de Paris, ce sont les solutions du 14 juillet 1789. Comme, sur ces entrefaites, on apprend la retraite de Marmont, la double proposition est votée d'enthousiasme : la commission de cinq membres, est élue, composée de Laffitte (qui sera remplacé par Mauguin) Casimir Périer, Lobau, de Schonen, Audry de Puyraveau ; le commandement des troupes de ligne est donné au général Gérard. Lafayette va s'installer à l'Hôtel de Ville vers 4 heures, suivi de la commission (3) ; l'un et l'autre se mettent aussitôt à l'œuvre, le premier en organisant la garde nationale, la seconde en assurant les services publics essentiels : des finances qu'elle confie au

ment improvisé, puis de la commission municipale), *Mémorial*, p. 23 à 25 ; ROZET, t. I p. 300, p. 304-305.

(1) L'arrivée de ces troupes, mal comprise au premier abord, provoqua d'ailleurs parmi la vingtaine de députés déjà rassemblés chez Laffitte une panique assez risible. Cf. DUPIN, *Mémoires*, t. II, p. 144 ; BÉRARD, *Souvenirs*, p. 104.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 575 ; VAULABELLE, t. VII, p. 4.

(3) Sur l'installation, l'organisation et les premiers actes de la Commission municipale cf. Hippolyte BONNELIER, *Mémorial de l'Hôtel de Ville*, p. 28 à 42 et le rapport de la commission municipale au roi (*Moniteur*, p. 1022). Les actes et proclamations de la Commission figurent au *Bulletin des lois*.

baron Louis, de la police attribuée à Bavoux, des postes et télégraphes où s'installent Chardel et Marchal, de Laborde devenant préfet de la Seine, le tout à grand renfort de proclamations au peuple de Paris : tous les titulaires des nouveaux pouvoirs sont des députés. Significative est encore la nomination, dans la soirée du même jour, par la Commission, de maires et adjoints des arrondissements : elle les prit parmi les scrutateurs des derniers bureaux électoraux choisis peu avant les élections de juin par la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*. Comme le reconnaît Polignac dans ses *Souvenirs* (1), c'est à l'organisation de cette grande société, à la tête de laquelle était Guizot, que l'on dû de ne pas tomber dans l'anarchie : elle fournit le personnel et fut l'armature qui se substitua à l'administration défaillante. L'initiative de Guizot, bien qu'inspirée par des mobiles fort sages, était un fait révolutionnaire, puisqu'elle dessaisissait les autorités exécutives régulières au profit du pouvoir parlementaire et offrait au mouvement populaire cet organe qu'il réclamait depuis la veille : quelle garantie que ce pouvoir municipal ne va pas jouer au gouvernement provisoire ? — D'autres que Guizot avaient songé à reconstruire l'autorité ruinée et avec les négociations entamées pour faire entrer Périer et Gérard dans un ministère successeur de Polignac, a commencé ce mouvement par où quelques-uns comme Périer, Dupin, le duc de Broglie, Sébastiani, vont s'efforcer d'arracher le pouvoir aux mains de la Révolution. En tentant de reconstituer l'autorité publique, Guizot au moins l'appuyait sur la force populaire : pour en neutraliser les risques d'anarchie, il lui ménageait une certaine légalité en lui donnant des chefs choisis parmi les représentants régulièrement mandatés, seule autorité d'origine légale qui subsistait à cette heure dans Paris.

On ne voit pas que dans le reste de la journée, Guizot ait rien fait de plus que ses collègues, c'est-à-dire se réunir à nouveau chez Laffitte à 8 heures du soir pour attendre les résolutions que Vitrolles, Sémonville et d'Argout ont fini par arracher au roi, la constitution du ministère Mortemart-Casimir Périer-Gérard et la révocation des ordonnances. L'Hôtel de Ville et le peuple avaient mal reçu de si médiocres concessions, les députés au con-

(1) Pages 270, 271. Sur les conditions dans lesquelles cette désignation s'était faite cf. Odilon BARROT, *Mémoires posthumes*, t. I, p. 92.

traire étaient disposés à s'en contenter et attendirent jusqu'à une heure du matin le duc de Mortemart annoncé par d'Argout : les conditions que celui-ci va porter à Saint-Cloud dans la nuit, soit le retrait des ordonnances, la convocation des Chambres, la réorganisation de la garde nationale peuvent être considérées comme le programme de leurs exigences. Laffitte soutenu par Thiers et Mignet a pourtant ouvertement prôné l'avènement d'une dynastie d'Orléans, mais il n'a pas été suivi et, le lendemain matin, à six heures, il considérait lui-même, tout en confiant sa déception à Alexandre de Laborde, l'affaire comme arrangée sur ces bases (1). Le 29 juillet au soir, Guizot, comme ses collègues, tenait donc encore pour Charles X.

La journée du 30 juillet va opérer sa conversion. C'est en reculant devant le mouvement révolutionnaire qu'il avance vers le duc d'Orléans. Comme il était facile à prévoir, la Commission Municipale prenait des allures de gouvernement : certains de ses membres avaient voulu dès l'après-midi du 29 intituler ses arrêtés « La Commission Municipale, gouvernement provisoire... », dans la soirée elle préjugait elle-même du renversement de la dynastie en répondant à Sémonville et à d'Argout porteurs des décisions de Charles X, et au début de l'après-midi du 30, elle rédigeait une proclamation, définitivement arrêtée le soir, qui prononçait la déchéance des Bourbons (2). Par ailleurs, l'affiche de Thiers et Mignet posant le 30 au matin la candidature du duc d'Orléans, a provoqué une violente réaction républicaine : les affiches sont lacérées en certains points, les cris « Vive la République ! A bas les Bourbons ! » y répondent, des réunions se multiplient où l'on proscriit toute espèce de monarchie, des députations se succèdent toute la matinée près de Lafayette pour le sommer de constituer un gouvernement républicain : le général est obligé d'inviter les députés par un premier message à ne point prendre de décision précipitée, la commission d'enjoindre au gérant du *Moniteur* de n'imprimer aucune ordonnance émanée de Charles X ; au début

(1) BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 314 ; VAULABELLE, t. VII, p. 435. Cf. déclarations faites par Bérard à d'Argout le 29 juillet soir dans la réunion des députés, défavorables à une solution d'Orléans, dans ses *Souvenirs sur la Révolution de 1830*, p. 106-108.

(2) Hippolyte BONNELIER *Mémorial de l'Hôtel de Ville*, p. 34, 55-58, 85

de l'après-midi, les jeunes gens réunis au *Restaurant Lointier*, quartier général du mouvement révolutionnaire, envoient à Lafayette une députation portant une adresse qui réclamait, d'un ton menaçant, une consultation populaire sur la forme à donner au gouvernement, le général doit dépêcher Odilon Barrot au Palais Bourbon où il arrive, pendant que des négociations se poursuivaient entre députés et pairs de France : avant de déférer le pouvoir à qui que ce fût, un programme de garanties devait être établi et imposé (1). Pour les auteurs de la Révolution, les trois jours de combat avaient prononcé non pas une simple victoire parlementaire sur le gouvernement ultra-royaliste, comme l'interprétaient Guizot et ses collègues, mais le renversement de la dynastie et, dans la vacance du gouvernement, la nation reprenait ses droits de souveraineté et attribuerait le pouvoir elle-même et à bon escient.

Cette consultation populaire, cette souveraineté du peuple, la pensée de Guizot ne l'a jamais admise : il n'y voyait qu'anarchie. Mais les faits sont pressants, le sang du peuple ne lui a-t-il pas acquis des droits et des mérites ? La volonté nationale n'était pas portée à la république : la consulter (il y a moyen de le faire habilement) ne constituait guère qu'une concession inoffensive ? Guizot recule devant cette solution. Sa pensée a la peur de l'inconnu. Il comprend pourtant qu'il ne peut plus être question de Charles X et, comme c'est un esprit logique et réaliste, avec Charles X c'est toute la dynastie qu'il laisse condamner ; il ne retient pas l'idée du duc de Bordeaux. Il s'accroche à une autre solution qui a surgi, qui évite le pouvoir populaire et même l'appel au peuple : le recours au duc d'Orléans. Il semble que ce soit à la fin de la matinée du 30 qu'il en accepte l'idée, car il n'en est point question dans les notes de Mme Guizot avant que, sortant de la réunion des députés tenue chez Laffitte, il ne rentre chez lui vers dix ou onze heures ; les termes de ces notes laissent supposer au contraire qu'il en parle à sa femme à son retour (2). Mais il n'en a

(1) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 590, 591, 595, 599, 600, 602 ; VAULABELLE, p. 445, 458-463, 480 ; ODILON BARROT, *Mémoires posthumes*, t. I, p. 121 ; BONNELIER, p. 74, 76, *la Semaine des députés*, p. 11.

(2) Elle vient de noter ses craintes, qu'une visite de Pasquier n'a fait qu'entretenir : « M. Guizot me rassure par son retour : le duc d'Orléans. »

pas eu l'initiative : l'affiche de Thiers apposée à 8 heures du matin l'a lancée ; à la réunion des députés qui se tient chez Laffitte de huit à dix heures environ (1), la proposition a été faite par Benjamin Delessert de proclamer la déchéance de Charles X et l'avènement du duc d'Orléans, au moins (l'expédient serait de Talleyrand) (2), de lui confier la lieutenance-générale du royaume. Laffitte a fait valoir le danger républicain ; comme on ignore en somme les intentions du duc, Dupin et Persil, puis Thiers partent à Neuilly s'en informer (3) ; mais il y a beaucoup encore de députés attachés à la légitimité ; le président de la séance, Bérard, qui en lui-même a fait son choix et qu'effraie le mouvement de l'Hôtel de Ville, invoque la nécessité d'une autorité plus grande que celle d'une réunion officieuse, pour trancher une telle question et convoque les députés en séance officielle au Palais Bourbon à midi (4). Dans tout ceci, aucune intervention visible ou connue de Guizot. Mais c'est pour lui la solution désirée qui apparaît : son esprit jusque-là désorienté la fait sienne et dès lors avec sa netteté et sa volonté d'aboutir, s'y attache et devient un des plus énergiques à la réaliser.

Alors les événements se précipitent. Tandis que le pauvre duc de Mortemart (5) par ses aventures et ses maladresses achève de perdre la cause qui lui est confiée, la Chambre se réunit ; assez indécise encore, elle élit cinq commissaires chargés d'aller s'entendre avec la Chambre des Pairs « sur les moyens de concilier tous les intérêts et toutes les consciences » : Guizot fait partie de la commission, à côté de Delessert, qui est acquis depuis le matin au duc, de Sébastiani, ami personnel de Louis-Philippe, et d'Hyde de Neuville qui vient au contraire de plaider pour la légitimité. Au Luxembourg où ils arrivent vers deux heures, il semble bien que les commissaires s'engagent plus que ne le comporte leur mandat,

(1) Compte rendu dans BÉRARD, *Souvenirs*, p. 111-114 ; DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 592.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 595 et MANTOUX « Talleyrand en 1830 » (*Revue historique*, 1902).

(3) DUPIN, *Mémoires*, t. I, p. 147 ; TROGNON, *Vie de Marie-Amélie*, p. 184. Le récit écrit par Thiers lui-même, Bibliothèque nationale, *Manuscrits*, n° 20601.

(4) Conversation de Bérard et de Mortemart après la réunion, dans MAZAS, *Mémoires sur la Révolution de 1830*, p. 69-73 ; BÉRARD, p. 115-116.

(5) Sur ses actes et ses malheurs, cf. MAZAS, BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 381 et suiv.

car ils donnent, malgré les protestations d'Hyde de Neuville, la Chambre pour ralliée à la solution d'Orléans : Guizot (1) soutient contre Chateaubriand dans une assez longue discussion « que tout était rompu entre la France et Charles X, qu'il n'y avait aucun moyen de s'arranger du duc de Bordeaux et que l'appel à Mgr le duc d'Orléans était le seul parti à prendre ». Mortemart proteste, mais sur nouvelles inquiétantes parce que mal interprétées reçues de Versailles, les commissaires sont rappelés à la Chambre sans conclure. Sébastiani, en rendant compte à la tribune de leur mission, force encore la vérité et représente les Pairs comme favorables au duc d'Orléans et prêts à se joindre aux démarches des députés. Dès lors ceux-ci n'hésitent plus : par 47 voix contre 3, ils décident d'offrir au duc d'Orléans la lieutenance-générale du royaume. Pendant le voyage au Luxembourg, Guizot a été élu secrétaire de la Chambre, avec Bérard, Benjamin Constant et Villemain : les textes que Bérard et Constant avaient préparés ont reçu mauvais accueil des députés auxquels ils les ont soumis. Guizot en rédige donc un autre que la Chambre accepte : il est singulièrement timide. La réunion des députés, — car il n'est point dit : la Chambre, — pensait qu'il était « urgent » de « prier » le duc de se rendre à Paris « pour y exercer les fonctions de lieutenant-général » et de « lui exprimer le vœu » de conserver le drapeau tricolore. Pour répondre aux exigences que Lafayette vient de faire porter par Odilon Barrot, elle déclarait sentir la nécessité « de s'occuper sans relâche d'assurer à la France, dans la prochaine session des Chambres, toutes les garanties indispensables pour la pleine et entière exécution de la Charte » (2). Guizot ne faisait donc pas de l'acceptation de garanties politiques une condition préalable. Bien plus, la Chambre ne nommait pas le duc lieutenant-général : elle l'invitait à en exercer les fonctions ;

(1) *Lettre à M. Leroy-Beaulieu, avocat, à Lisieux, 21 avril 1831*, lettre imprimée où, pour répondre aux attaques dont il a été l'objet dans sa circonscription, il rappelle sa conduite pendant la Révolution (VAL-RICHER, *dossiers spéciaux*, n° 1). Cf. Charles-H. POUTHAS, *les Elections de Guizot dans le Calvados*, op. cit., p. 34.

(2) Cette adresse, qui ne fut pas pour les raisons que l'on verra plus loin publiée et affichée, a subsisté cependant : le texte en est donné par DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 604. L'original existe aux *Archives de la Chambre des députés*, armoire de fer, carton 4, Gouvernement de Juillet.

Guizot évitait donc de paraître reconnaître un droit constituant, il restait dans le domaine des faits, de l'« urgence », de « la nécessité ». Il restait aussi incapable de concevoir le changement radical opéré par la Révolution dans le droit public, puisqu'il exprimait qu'un assentiment du duc était nécessaire pour faire des trois couleurs relevées par le peuple le drapeau national, et qu'il représentait la seule exécution intégrale de la Charte comme le bénéfice, même lointain, du combat pour la liberté ; il n'envisageait pas encore l'élargissement du régime. L'affaire ainsi lancée suivit son cours ; nomination par tirage au sort de 12 députés chargés de présenter la proclamation au prince, envoi de messagers à Neuilly, retour du duc à Paris vers onze heures et demie du soir, entrevue le 31 au matin avec les 12 députés auxquels Louis-Philippe, après consultation dans la nuit du duc de Mortemart et de ses intimes (1) Dupin et Sébastiani, donne enfin une réponse favorable, dont les autorités et le peuple furent informés par une proclamation aux habitants de Paris : il y était question de préserver l'héroïque population de la guerre civile et de l'anarchie, d'assurer, ceci regardait les Chambres, le règne des lois et le maintien des droits de la nation : « La Charte sera désormais une vérité ». D'après les termes mêmes de l'adresse de la Chambre, il semblait que le lieutenant-général n'eût pas besoin d'autre investiture.

Les exigences du mouvement populaire contraignent Guizot et les députés de s'engager davantage. La décision de la Chambre et le texte de l'adresse ont soulevé à l'Hôtel de Ville une telle colère que Lafayette a été obligé de faire une nouvelle démarche près de Laffitte pour en arrêter la publication (2). Colin de Sussy apportant les ordonnances de Mortemart est accueilli par des clameurs ; Mortemart lui-même est assailli dans sa maison et contraint de se réfugier au Luxembourg. Dans la soirée les républicains décident de proclamer le lendemain à midi la République

(1) Pasquier parle d'une sorte de conseil où auraient figuré Laffitte, Casimir Périer, Molé, Sébastiani, Broglie, puis Guizot réclamé par Broglie et Périer, et Dupont de l'Eure réclamé par Laffitte. La phrase « la Charte sera désormais une vérité » serait de Guizot (*Mémoires*, t. VI, p. 302-303). Mais il est seul à en parler : Broglie n'indique pas qu'il ait été mandé le 31 au matin et au contraire la note que lui envoie le duc dans la journée et son récit de l'entrevue du lendemain matin prouvent bien qu'il n'avait pas encore rencontré Louis-Philippe.

(2) ROZET, t. I, p. 374-375.

et se rendent près de Lafayette pour lui en offrir la présidence ; le général hésite, Rémusat et Odilon Barrot obtiennent qu'il diffère sa réponse au lendemain ; après avoir couru chez Laffitte vers quatre ou cinq heures du matin le 31, connaître les nouvelles du duc d'Orléans, Odilon Barrot réussit enfin à le décider : il se résigne à la solution de la Chambre, la lieutenance-générale de Louis-Philippe (1). Mais à côté de l'affiche de la Commission Municipale proclamant la déchéance de Charles X et s'écriant : « Au lieu d'un pouvoir imposé par les armées étrangères, vous aurez un gouvernement qui vous devra son origine », l'affiche du duc d'Orléans provoque de violentes manifestations autour de l'Hôtel de Ville, elle est arrachée par la foule. Les républicains exaltés réunis au bureau du *National* vont essayer de réaliser leur dessein sans Lafayette et pendant le temps même de la visite des députés au Palais-Royal, c'est avec peine que Thiers réussira à les dissuader (2).

Il est difficile à la Chambre de ne pas tenir compte de pareils faits. En ouvrant la séance, au milieu de l'enthousiasme qu'excite chez les députés la réponse du duc, Laffitte est bien obligé de montrer l'impression contraire faite à l'Hôtel de Ville. Guizot et ses collègues-secrétaires chargés de rédiger la réponse au prince, comprennent qu'il faut essayer de rattraper quelque chose de la maladresse de la veille, ce qui est possible, après tout, puisque la première adresse n'a pas été publiée. Guizot rédige un projet de proclamation (3) où cette fois il a introduit l'énumération des garanties à réclamer de ce lieutenant-général, créé la veille sans conditions. Son texte est d'un plus fier langage : « La France est libre, le pouvoir absolu levait son drapeau, l'héroïque population de Paris l'a abattu ». Il répudie durement Charles X, « pouvoir perturbateur de nos droits, perturbateur de notre repos » ; puis aussitôt cette affirmation pour répondre aux défiances populaires, qu'il suffit de sa chute pour dissiper toute menace à la liberté : « Plus de craintes pour les droits acquis, plus de barrières entre nous et les droits qui nous manquent encore. » Vient alors l'expli-

(1) Odilon BARROT, *Mémoires posthumes*, p. 126 ; Hippolyte BONNELIER, *Mémorial*, p. 99-102.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 625.

(3) BÉRARD, *Souvenirs*, p. 137-142.

cation, presque l'excuse, de l'appel au duc d'Orléans, présenté comme une solution provisoire, « en attendant l'intervention régulière des Chambres », comme une précaution prise contre Charles X, et non contre l'anarchie populaire, « le moyen d'accomplir promptement la paix, le succès de la plus légitime défense ». La proclamation se porte alors garante de l'attachement du duc d'Orléans à la cause nationale et populaire : ici une phrase que Benjamin Constant et Bérard ont dû batailler avec Guizot pour faire introduire (1) et qui peut passer pour un aveu embarrassé de la souveraineté populaire : « Il respectera nos droits, car il tiendra de nous les siens ». Suit alors l'énumération des garanties que « nous nous assurerons par des lois », c'est-à-dire par la voie constitutionnelle normale et non par une assemblée constituante spécialement élue à cet effet ; les voici : rétablissement de la garde nationale avec élection de ses officiers, élection des assemblées locales, jugement par jury des délits de presse, responsabilité légale des ministres et des fonctionnaires, statut légal pour les militaires, réélection des députés promus à des fonctions publiques. Qu'est tout ceci sinon, sauf le premier point qui efface la mesure de Villèle en 1827, le programme dont Guizot demande la réalisation depuis plusieurs années, qu'il comptait alors sur la presse et les voies du travail législatif ordinaire pour réaliser ? Prix bien modique de tant de sang versé ! Pourtant, afin de ne pas fermer la porte à tout élargissement du régime, ce dernier engagement si vague et pour la réalisation duquel il faudra le concours de tous les pouvoirs : « Nous donnerons à nos institutions, de concert avec le chef de l'État, les développements dont elles ont besoin ». Pour finir, Guizot reprenait les termes de la proclamation du duc. Tout cela manque véritablement d'audace et même du sentiment exact de la situation.

Heureusement pour son trône prochain, le duc d'Orléans avait compris que le peuple, qui avait vaincu seul, seul pouvait consacrer les fruits de la victoire : il a fait sonder Lafayette, dans la matinée, sur l'accueil qui lui serait réservé à l'Hôtel de Ville, et fort de la réponse favorable portée par Mathieu Dumas (2), prend

(1) BÉRARD, p. 139.

(2) BONNELIER, *Mémorial*, p. 106 ; ODILON BARROT, *Mémoires posthumes*, t. I, p. 129.

l'initiative hardie, aussitôt que les députés lui ont remis leur déclaration de principes, de cette visite à Lafayette qui désarma les républicains, en flattant le peuple et en les mettant devant un fait accompli. Guizot, comme ses collègues, l'accompagna et de cet étrange cortège de députés se tenant par la main, précédés et suivis des chaises à porteurs de Laffitte blessé et de Benjamin Constant impotent, qui, derrière Louis-Philippe distribuant des poignées de main, s'ouvrit passage au travers des restes de barricades, au travers aussi de bandes d'hommes du peuple, de femmes et d'enfants criant, d'abord sympathiques, puis assez hostiles, dansant, hurlant la Marseillaise, il reçut, à en juger par le récit de ses *Mémoires* (1), une impression inquiète et humiliée. Le prince, d'ailleurs, dans les entrevues diverses qu'il eut avec les représentants du mouvement populaire, soit avec les républicains que lui amène Thiers le soir, soit avec Lafayette le lendemain matin, se montra plus libéral, plus ouvert aux concessions que les députés. Les révolutionnaires essayèrent une dernière tentative avant que le sacrifice fût consommé : la Commission Municipale, jugeant bien que ses jours étaient comptés, voulut mettre le lieutenant-général devant un fait, en créant des ministres sous le nom de commissaires provisoires : elle les choisit parmi des députés populaires, dont la couleur cependant ne fût pas tellement prononcée, qu'ils ne puissent se maintenir : à la justice Dupont de l'Eure, aux Affaires étrangères Bignon, aux Finances le baron Louis, à la guerre Gérard, à l'Instruction publique Guizot ; l'Intérieur resta en fait sans titulaire, Casimir Périer d'abord (2), Broglie ensuite (3) refusant un portefeuille ramassé dans l'émeute. D'un autre côté une démarche des républicains apportait à Lafayette un programme de revendications à imposer au lieutenant général (4) : la souveraineté du peuple inscrite en tête de la constitution, la suppression de la pairie héréditaire, le renouvellement complet de la magistrature, l'élection des assemblées locales sur

(1) Tome II, p. 29.

(2) Cf. dans BONNELIER, *Mémorial*, p. 118-128, toute la scène de refus de C. Périer et l'intrigue par laquelle il arrive à se faire rayer de la liste.

(3) BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 334-335 : il trouve sa nomination en rentrant chez lui. Il se trompe d'ailleurs de jour dans son récit et place le fait le 30 au soir, au lieu du 31.

(4) *Le Programme de l'Hôtel de Ville*, p. 6 (Bibliothèque nationale, Lh⁵⁰ 79).

le principe le plus large et des magistratures inférieures, tout ce changement de régime enfin « adopté provisoirement et devant être soumis à la sanction de la nation, seule capable de s'imposer le système de gouvernement qui lui conviendra » ; Lafayette dut s'engager à le soumettre au duc d'Orléans et dès le jour même, en annonçant par une proclamation au peuple de Paris la lieutenance-générale, il énumérait les garanties de liberté et d'égalité « qui devraient précéder la concession des pouvoirs définitifs que la France jugerait à propos de conférer », ce qui signifiait une monarchie contractuelle avec sanction de l'assentiment populaire.

Guizot accepta (1) le poste que lui offrait la Commission Municipale en outrepassant à ses attributions. Et pourtant une intrigue de quelques-uns de ses amis s'était nouée pour arracher le pouvoir des mains de la Révolution : elle ressaisit Louis-Philippe au sortir de ses effusions populaires et triompha le lendemain matin 1^{er} août, dans l'organisation des pouvoirs publics, décidée en petit comité à huit heures sans consultation des intéressés : Louis-Philippe ne se croit pas assez fort pour rejeter les hommes qu'on a voulu lui imposer, mais il fait des modifications, il ne désigne pas de titulaire aux Affaires étrangères et à la Marine, Girod de l'Ain est substitué à Bavoux pour la préfecture de police, Guizot est transféré de l'Instruction publique à l'Intérieur ; surtout il est spécifié que ces commissaires (on ne dit point : ministres, comme on n'a point dit : roi), n'auront d'attribution que la besogne bureaucratique, les affaires d'État étant réservées à un conseil intime (2), composé de gens qui n'ont eu garde de se mettre en avant dans les rangs révolutionnaires pendant les cinq jours : Dupin qu'on ne peut faire ministre de la Justice puisqu'il a mis à la porte, le 26 juillet, les journalistes qui voulaient rédiger chez lui leur protestation, Sébastiani dont on n'ose faire un ministre des Affaires étrangères, de peur d'indisposer l'indispensable Pozzo di Borgo (3), Casimir Périer et le duc de Broglie qui ont refusé les portefeuilles d'origine impure et qui depuis le

(1) *Notes de Mme Guizot sur la Révolution* (VAL-RICHER, dossier cité) ; dès le lendemain matin, Mme Guizot voyait arriver chez elle une certaine quantité de professeurs.

(2) DUC DE BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 357-359.

(3) Sur les négociations avec Pozzo di Borgo. Cf. Mme de BOIGNE, *Mémoires* t. III, p. 386, 393, 411, 416 et suiv. ; PASQUIER, *Mémoires*, t. VI, p. 315-316.

début de la crise s'efforcent d'enrayer le mouvement d'insurrection, puis Molé qui ressuscite. Pourquoi l'Intérieur à Guizot? Sans doute parce qu'il est président de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, dont on escompte ainsi la puissante organisation de propagande et qui groupe tous les jeunes éléments avancés qu'il est nécessaire de neutraliser. Il ne reste plus qu'à noyer Lafayette et la Commission Municipale (1) déjà désarmés l'un et l'autre et en ayant si bien le sentiment qu'ils ont renoncé à présenter l'exposé de leurs principes, sous des paroles affectueuses et libérales : Lafayette s'en retourne séduit, si persuadé de l'amour du duc pour la liberté américaine qu'il en a négligé de lui faire préciser son avis sur « le programme de l'Hôtel de Ville » et s'est contenté de vagues formules ; Guizot en qualité de commissaire de l'Intérieur (2) a donné connaissance à la commission d'une belle lettre où le lieutenant-général, la remerciant des services rendus au pays, la priaît de siéger quelques jours encore, mais en la cantonnant dans des attributions purement municipales. Il ne reste plus qu'à laisser tomber dédaigneusement aux Archives, comme papiers périmés, les actes émanant de Charles X : nomination du lieutenant-général, double abdication en faveur d'Henri V. Il ne reste plus qu'à organiser, sans en avoir l'air, un mouvement populaire pour chasser les Bourbons de Rambouillet. La Révolution est faite : il y a d'autres titulaires du pouvoir, le régime est resté le même ; les Chambres sont convoquées à leur date primitive du 3 août.

III

Guizot se trouva repris dans la mécanique gouvernementale et dans un milieu où les préoccupations d'autorité et de conservation cherchaient à éliminer le plus possible le ferment de révolution. Dans ce ministère doublé d'un conseil privé, Dupont de l'Eure qui représente l'élément le plus avancé, s'inquiète bien

(1) Sur cette question et ces négociations cf. Hippolyte BONNELIER, *Mémorial*, p. 156 et suiv. ; LAFAYETTE, *Lettre aux électeurs de Meaux*, 1831 (Bibliothèque nationale Le⁵¹ 728), *Lettre à Joseph Bonaparte*, 26 août 1830 (dans VAULABELLE, t. VIII, p. 493), *Programme de l'Hôtel de Ville*, p. 7.

(2) Hippolyte BONNELIER, *Mémorial*, p. 160-161.

vite de trouver ses collègues si fermés à tout élan vers la liberté, et le prince lui paraît plus souple et ouvert que ses conseillers (1). De fait la grande affaire semble simplement de remettre en action les ressorts ordinaires du gouvernement et pour les faire jouer on appelle des hommes de l'avant-veille, jusqu'à Pasquier dont on fait un chancelier; le ministre délégué de la gauche pour les Affaires étrangères, Bignon en est soigneusement écarté; par une tradition de la monarchie abattue, les deux petits princes d'un sang qui n'est pas encore royal, les ducs de Chartres et de Nemours, sont décorés du grand cordon de la Légion d'honneur et créés pairs de France. Dupont ouvre encore un asile dans les grandes charges judiciaires aux gens de gauche; partout ailleurs l'influence de Dupin, de Sébastiani, de Broglie, de Périer travaille à enter le nouveau régime sur celui de la Restauration.

La Chambre des élections de juin, se réunit normalement le 3 août : la Révolution a assuré le triomphe des 221. Ils se mettent, comme si rien d'anormal n'était survenu, au travail de la validation des élections et disputent sur les fraudes électorales. La session a été ouverte par une sorte de discours du trône du lieutenant-général. Approuvés définitivement en conseil, les termes en ont été rédigés par Guizot (2). C'est en accentuant encore son aspect conservateur, une paraphrase de la déclaration, rédigée aussi par lui, du 31 août. La désignation du duc comme lieutenant-général, est présentée nettement, ce qu'elle fut en réalité, comme un rempart élevé contre l'anarchie, non plus comme une sauvegarde de la liberté reconquise : « Au milieu de cette lutte sanglante, aucune des garanties de l'ordre social ne subsistait plus : les personnes, les propriétés, les droits, tout ce qui est précieux et cher à des hommes et à des citoyens courait les plus graves dangers. Dans cette absence de tout pouvoir public, le vœu de mes concitoyens s'est tourné vers moi..., leur cause m'a paru juste, le péril immense, la nécessité impérieuse, mon devoir sacré. Je suis accouru... portant les couleurs qui, pour la seconde fois, ont marqué parmi nous le triomphe de la liberté ». Quel objet, quelle tâche s'imposaient à son dévouement? Fonder un régime mieux en harmonie avec le

(1) Cf. les confidences qu'il fait à Bérard le 4 août (BÉRARD, *Souvenirs*, p. 193-194).

(2) *Souvenirs* du duc DE BROGLIE, t. III, p. 381.

vœu du pays, récompenser le courage, payer le sang du peuple par une généreuse moisson de liberté? Non pas : « Rétablir l'empire des lois, sauver la liberté menacée, et rendre impossible le retour de si grands maux, en assurant à jamais le pouvoir de cette Charte dont le nom invoqué pendant le combat, l'était encore après la victoire ». Ainsi, la Charte avant comme après la Révolution, l'œuvre de la Révolution négative, écartant de la Charte le parti d'Ancien Régime qui avait relevé la tête. Le lieutenant-général parlait bien, ensuite, des solides garanties, du développement des institutions, nécessaires au plein et libre exercice de ces droits : « Attaché de cœur et de conviction, disait-il, aux principes du gouvernement libre, j'en accepte d'avance toutes les conséquences », déclaration qui permettait l'espoir d'un vaste élargissement de l'horizon politique. Mais sans attendre il attirait l'attention de la Chambre sur les questions capitales : l'organisation des gardes nationales, l'application du jury aux délits de presse, la formation des administrations communales et départementales, la transformation de cet article 14 si odieusement interprété ; voilà sans doute un vaste programme de progrès à réaliser au lendemain d'une révolution ! Venaient ensuite quelques phrases de style : remerciements, confiance, orgueil, au milieu desquelles se glissait une répudiation de la grande politique extérieure de propagande révolutionnaire en Europe : « La France montrera à l'Europe qu'uniquement occupée de sa prospérité intérieure, elle chérit la paix aussi bien que les libertés et ne veut que le bonheur et le repos de ses voisins ». Un honnête et sage idéal était alors proposé au pays : « Le respect de tous les droits, le soin de tous les intérêts, la bonne foi dans le gouvernement, sont les meilleurs moyens de désarmer les partis et de ramener dans les esprits cette confiance dans les institutions, cette stabilité, seuls gages assurés du bonheur des peuples et de la force des États ». Il n'y a donc pas eu révolution dans la pensée de Guizot : ce qui aurait été son programme de gouvernement au mois de juin, reste intact après les Trois Glorieuses. Pourtant il ne répudie pas, quant à lui, comme les Périer et les Broglie, l'origine populaire de leur succès.

On était moins modeste au dehors. Les républicains attendaient, frémissants, contenus encore par le prestige de Lafayette et le sentiment de leur impuissance à réaliser leur idéal, mais décidés,

s'ils consentaient à se rallier à une monarchie du duc d'Orléans, à exiger que la Révolution ne fut point escamotée et que le trône fut entouré d'institutions républicaines : l'Hôtel de Ville restait le centre de ralliement de toutes les impatiences encore conscientes de leur force. Hors même du mouvement républicain, un courant, dès le 3 août, s'indiquait dans les journaux de gauche et du centre gauche pour un élargissement du régime, le *Courrier français*, le *Temps*, le *Globe* où une dislocation analogue à celle de la société *Aide-toi*, le *Ciel t'aidera* en 1828 livrait la feuille aux mains avancées. Le décevant discours du lieutenant-général précipita le mouvement : une opinion se forma à la Chambre et à une réunion chez Laffitte le soir, d'imposer au lieutenant-général des conditions avant de lui décerner la couronne : le député Bérard s'en fit l'organe en communiquant à Dupont de l'Eure dans la matinée du 4 août un projet qu'il avait passé sa nuit à composer (1). Le gouvernement était mis au pied du mur. Il s'empara de l'idée pour l'empêcher de prendre des développements dangereux : déjà Bérard avait ajouté, à la liste des réformes promises, quelques autres : l'égalité complète des cultes, l'initiative législative aux Chambres, l'élargissement du suffrage par l'abaissement de l'âge et la diminution du cens, la suppression des troupes étrangères, la reconstitution totale de la Pairie ; on le dessaisit de l'affaire en lui disant que le duc était d'avis de donner à sa proposition une extension libérale et de l'incorporer à la constitution. Guizot et le duc de Broglie furent chargés de ce travail de révision de la Charte.

A vrai dire en dehors de la discussion, au Conseil, des principes de la révision, qui fut longue et révéla de sérieuses divergences de vues, la part de Guizot dans cette œuvre paraît médiocre. Son rôle fut au contraire d'opérer la conciliation entre les timidités du gouvernement et les impatiences du dehors. C'est ainsi que le 5 août au matin, puis le lendemain à la même heure, il lui faut calmer l'irritation de Bérard qui, prévenu qu'il serait appelé au conseil des ministres pour délibérer de sa proposition, a été laissé sans nouvelles pendant près de quarante-huit heures (2). Sa position politique particulière en contact à la fois avec la gauche et

(1) Sur la revision de la Charte, cf. BÉRARD, *Souvenirs sur la Révolution de 1830*, p. 188 et suiv. ; BROGLIE, *Souvenirs*, t. III, p. 390 et suiv.

(2) BÉRARD, p. 203 et 210.

le centre, le désignait pour cette action : c'est lui que Bérard avertit le 5 août, que le tribunal de commerce avait projeté une démarche près du duc, pour le supplier de prendre la couronne, mais à des conditions qu'il énumérait : « Je vous informe de ce fait pour que vous voyez (*sic*) combien il est nécessaire de se presser. De pareilles mesures se préparent sur d'autres points et nous ne tarderons pas à être débordés si on n'y prend garde (1) ».

De fait déjà, pendant la journée du 5, nombre de jeunes gens, de conviction républicaine, rôdaient autour de la Chambre, Godefroy Cavaignac parmi les plus exaltés, arrêtant au passage les députés qu'il connaissait, Thiers, Rémusat, soutenant qu'une Chambre issue du double vote était sans pouvoir pour réviser la constitution ou faire un roi. Aussi Casimir Périer et Broglie jugèrent-ils utile avant d'arrêter leur projet, d'aller le soumettre dans la nuit du 5 au 6 à Lafayette. Parmi les jeunes gens (2) qui aux abords de la Chambre, dans la cour où une salle de séances avait été provisoirement installée, dans le jardin du Palais, se formaient en groupes passionnés, beaucoup étaient connus de Guizot, jeunes avocats, universitaires ou étudiants, journalistes, affiliés des comités électoraux, auditeurs de ses cours ; il s'arrêtait au milieu d'eux, débattait avec eux de la royauté, des Chambres, du système électoral : leur opposition s'acharnait particulièrement sur la Chambre des Pairs. Est-ce pour cette raison que dans le projet rédigé par le duc de Broglie, et remis par Guizot à Bérard le 6 août dans la matinée, une addition figure de la main de Guizot (3) — la seule, — portant que toutes les nominations de pairs faites par Charles X sont annulées ? Dans cette même matinée du 6, au moment où Guizot allait entrer au conseil au Palais-Royal, Boinvilliers, introduit près de lui par Girod de l'Ain, lui remit au nom de ses camarades républicains un factum contenant leur programme et leurs propositions, presque leur ultimatum (4) : « On nous presse et dans trois jours, dans deux peut-être, nous

(1) VAL-RICHER, *Documents recueillis pour les mémoires* (pièces des t. I et II : « Documents importants sur la Révolution de 1830).

(2) GUIZOT, *Mémoires*, t. II, p. 30 et 31.

(3) Bérard a fait reproduire ce projet en fac-similé dans ses *Souvenirs*.

(4) L'original figure au dossier du VAL-RICHER, cité plus haut avec une mention de Guizot indiquant dans quelles conditions il lui a été remis. Guizot l'a reproduit dans ses *Mémoires*, t. II, p. 32.

ne serons plus les maîtres d'arrêter ceux qui sont derrière nous et qui veulent marcher ». Dégagé de sa phraséologie, voici ce programme : « Une constitution républicaine avec forme royale et déclaration des droits » proposée immédiatement à la Chambre seule et sous réserve de l'approbation du pays consulté par oui et non dans les six mois, jusque-là tout gouvernement restant provisoire, — répudiation formelle des hommes et des choses de la Restauration, — enfin « qu'on marche hardiment vers le Rhin, qu'on y porte la frontière et qu'on continue par la guerre le mouvement national, qu'on l'entretienne par ce qui l'a provoqué ». « A ce prix, nous républicains, nous engageons, au service du gouvernement, nos personnes, nos capacités et nos forces et *nous répondons de la tranquillité intérieure* ».

De telles offres de service, portées par Guizot au conseil, étaient plus faites pour accentuer la résistance que persuader à des concessions. Bérard, avant de présenter en son nom à la tribune le projet de Broglie l'a un peu remanié : il en a supprimé les considérants qui se référaient à la vacance du trône par le fait de l'abdication de Charles X et du Dauphin ; il a entr'ouvert la porte à une diminution du cens ; il a précisé, pour certaines des lois énumérées dans une liste qui reprenait celles du 31 juillet et du 3 août, les principes fondamentaux (1). Avec ces corrections mêmes, la proposition souleva, aussitôt connue, une vive effervescence parmi les républicains : Guizot en arrivant au Palais Bourbon fut vivement pris à partie par Boinvilliers sur l'hérédité de la pairie, que maintenait le projet (2). Sur la place de l'Odéon trois mille jeunes gens s'assemblaient, signaient une adresse déclinant à la Chambre tout pouvoir constituant et réclamant les assemblées primaires ; ils décidaient de se porter dans la soirée au Palais Bourbon pour la séance de nuit où serait rapportée et discutée la révision. La séance s'ouvrit dans la nervosité au milieu des manifestations du dehors : Benjamin Constant, Labbey de Pompières, Girod de l'Ain essayèrent de calmer la foule, Lafayette seul parvint à se faire écouter et sur sa promesse de défendre l'abolition de l'hérédité de la pairie, les jeunes républicains se retirèrent.

(1) Voir tout le détail de ces modifications dans BÉRARD, p. 210-221.

(2) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 659.

Cependant, en séance, Dupin ayant déposé son rapport, la discussion s'engage, mais confuse, violente, tournant à la querelle : quelles surprises ne va pas offrir une révision de la Charte faite dans de telles conditions ? Guizot trouve, d'instinct, une solution de vrai tacticien parlementaire : il propose l'impression du rapport et la reprise de la discussion le lendemain matin, après distribution du volume. La situation est sauvée, une nuit gagnée qui va être mise à profit pour négocier.

Au petit jour en effet Guizot envoie à Lafayette deux intimes : Ch. de Rémusat et Duvergier de Hauranne (1). Il faut savoir à quoi s'en tenir sur cette menace d'émeute à propos de l'hérédité de la pairie et obtenir le secours du général pour le gouvernement en cas de menace. Celui-ci avait déjà supplié ses amis au nom de son honneur personnel, de respecter la liberté des délibérations parlementaires. Les deux envoyés tombent en pleine conférence des membres les plus ardents de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* avec Lafayette : la mission eut plein succès, les jeunes gens se dispersèrent pour décommander toute prise d'armes. Guizot en reçut l'assurance au moment où le conseil délibérait une dernière fois sur la question : le duc d'Orléans, peu favorable par principe à une Chambre héréditaire, ne voulait pas pour elle risquer sa couronne ; déjà la veille, il avait été près d'abandonner l'hérédité, et ses ministres, réservant la concession définitive pour la dernière extrémité, avaient déjà jeté du lest, en accordant une révision du droit royal de nommer les Pairs en quantité illimitée (2). Guizot, fort de l'assurance que les républicains n'agiraient pas, conclut au conseil pour le maintien de l'hérédité et, soutenu par le duc de Broglie, posa au lieutenant-général la question : au cas d'émeute, consentirait-il à l'emploi de la force armée pour la dissiper ? Louis-Philippe ne pouvait, tout de même, oublier, à moins d'une semaine, qu'il tenait lui-même son pouvoir de l'émeute : il refusa catégoriquement. Dans ces conditions, Guizot ministre de l'Intérieur ayant la responsabilité de l'ordre, conclut, plutôt que de courir le risque de se voir imposer une reculade par l'émeute,

(1) Sur cette démarche et sur la délibération du conseil, cf. DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 665-667.

(2) Le billet sur lequel, en séance, Sébastiani rédigea l'amendement figure au dossier déjà cité du VAL-RICHER.

qu'il fallait céder tout de suite. Ses collègues cependant, restant attachés à l'hérédité, une transaction intervint : on convint de faire proposer par Bérard le renvoi de tout l'article 27 concernant la pairie, à la session de 1831. En séance Lafayette soutint l'amendement : les républicains applaudirent la mise en examen de l'hérédité et l'ajournement de la décision comme un succès (1), les conservateurs y virent le moyen, dans un an, le calme revenu, de faire triompher leur point de vue. Pasquier, qui déteste Guizot, prétend dans ses *Mémoires* (2) que le doctrinaire crut par cette habile combinaison, sauver le principe héréditaire, sans compromettre sa popularité personnelle.

Dans la discussion sur la révision, Guizot resta inactif : il semble d'ailleurs que ç'ait été l'attitude du gouvernement de ne pas intervenir et de laisser à la Chambre la responsabilité, au moins apparente, de la nouvelle constitution. Guizot avait d'ailleurs finement senti que les concessions que Louis-Philippe se croyait obligé de faire au mouvement populaire, lui seraient plus tard à regret : lorsque Bérard au moment de porter à la tribune le projet de Broglie révisé, lui exposa les transformations apportées : « Vous avez voulu faire de la légitimité ; moi je suis rentré dans le vrai en faisant de l'usurpation. » — « Vous avez le plus grand tort, lui répondit Guizot, on ne vous le pardonnera jamais (3) ». Il prévoit que plus tard cette usurpation (car la montée sur le trône de Louis-Philippe resterait telle tant qu'elle ne serait pas sanctionnée par une consultation populaire), pèsera sur les destinées du régime. A défaut de pouvoir effacer le fait, il veut en masquer l'aspect : ainsi est-il partisan pour le roi du nom de Philippe VII (4), du maintien de la formule ordinaire du serment pour les parlementaires (5), mais il n'est pas encore pour braver le mécontentement populaire, il cède sur le nom, il cède sur la formule du serment. Au reste, plus fort que les formules, parlaient les faits : le 9 août le lieutenant-général ayant souscrit par serment aux conditions de la Chambre, recevait des mains de quatre maréchaux de France, créatures de

(1) Cf. *le Programme de l'Hôtel de Ville*, p. 8.

(2) Tome VI, p. 334-335.

(3) BÉRARD, *Souvenirs*, p. 221.

(4) DUVERGIER DE HAURANNE, t. X, p. 682.

(5) PASQUIER, *Mémoires*, t. VI, p. 340-342.

Napoléon, les attributs de la royauté ; son gouvernement l'entourait en costume civil, commissaires provisoires qui n'avaient pas droit encore à l'uniforme ministériel : on pouvait maquiller, on n'effaçait pas l'origine populaire de ce roi et de ces ministres.

Le 10 août Louis-Philippe I^{er} constitua son premier ministère : Guizot y conserva le portefeuille de l'Intérieur (1) ; une même émeute, le même jour, ensemble, les a élevés, une même émeute, dans dix-huit ans, le même jour, ensemble, les renversera.

*
* *

Guizot n'a pas fait, pendant cette Révolution, figure de conducteur d'hommes. Il s'est trainé, sans initiative, à la remorque des faits. Il n'a eu, ni au début, ni en cours de crise, une vue nette de l'occasion, des possibilités, même de la situation : sa conception est restée en arrière des événements ; il en était au refus d'impôt quand le peuple avait déjà pris les armes, à une protestation contre les ordonnances quand le peuple avait déjà relevé le drapeau tricolore, au renversement de Polignac quand le peuple avait déjà chassé Marmont, et jeté bas la dynastie. Quand, à l'épreuve, le programme arrêté dans son esprit ne répond plus à la réalité, il est désorienté ; il a dans l'après-midi et la soirée du 29 et la matinée du 30 vingt-quatre heures presque de flottement : alors, dans son désarroi, au milieu de cet effondrement de toute la charpente politique du gouvernement, il s'adresse aux forces mêmes de la révolution pour recréer un organe d'autorité, mais c'est porter du bois à l'incendie ; rien mieux que cette initiative d'instituer une commission municipale, ne montre comme sa pensée a perdu son contrôle et se débat dans l'incertitude, jusqu'au moment où surgit, tout à coup, en dehors de lui, une solution à laquelle il se raccroche avec hâte, qu'il fait sienne, qui lui fournit ce fil directeur qu'il avait perdu, qu'il met tout son effort ardent à réaliser, la candidature d'Orléans. Mais le voilà, parce qu'il a retrouvé un plan, qui s'y immobilise, sans apercevoir que les événements continuent leur marche, et c'est à force de buter contre les exigences populaires, qu'il en arrive peu à peu à se

(4) *Moniteur*, p. 833.

faire l'artisan d'un édifice nouveau : encore, dans la mesure où son action commande, le veut-il aussi ressemblant que possible à l'ancien. La pensée de Guizot n'est pas accordée au rythme des révolutions.

Une volonté, — ou un instinct, — pourtant a été la sienne, pendant toute cette crise : ne pas s'abandonner au mouvement populaire. Il a l'effroi du peuple soulevé qui, tout bon enfant qu'il se montre en ces Trois Glorieuses, a des mouvements brusques qui ne mesurent point leur force, de ce tigre démuselé comme dira plus tard son roi. A aucun moment, il n'a pensé qu'il y eût à lui céder le pouvoir. D'abord, il y a vu un instrument, un peu dange-reux à manier, pour réaliser le programme parlementaire. Puis, quand il l'a vu maître, il n'a plus songé qu'à le remettre en tutelle, à défaut de mieux sous la discipline d'une autorité publique improvisée, dans les liens ensuite d'une nouvelle royauté et d'une Charte remise au point du programme des députés censitaires libéraux. Rien de plus significatif que ses tableaux à la fois effarouchés et choqués du cortège du duc d'Orléans au milieu de la foule dans sa marche à l'Hôtel de Ville ou des abords du Palais-Royal gardé, ou envahi, par les hommes du peuple débraillés et armés (1). Il ne voit point dans ce déchainement matière à un gouvernement possible, matière à une fondation solide dans ces remous tumultueux. Au contraire il en reçoit la révélation d'expérience de cette puissance mal soupçonnée, connue seulement par les livres, par les récits de 93. Le souvenir lui restera de ce flot populaire, montant sans obstacle, comme il le dira plus tard, jusqu'aux escaliers du palais. Il s'est acharné au contraire à maintenir de la légalité dans la Révolution, à retenir dans la main des députés, seul reste d'autorité légale, le pouvoir qui a glissé dans les mains du peuple : il essaie de ne pas sortir du droit, le fait ne crée par le droit : d'où sa répugnance à arborer, lui député, les trois couleurs, à outrepasser aux attributions législatives de la Chambre pour lui faire désigner un roi et offrir une couronne en échange d'une constitution, sa répugnance à déposséder les Pairs de la propriété héréditaire de leur titre. Il n'a pas le sentiment qu'avec une révolution, un droit public nouveau commence : sa formation de juriste s'y oppose, et,

(1) *Mémoires*, t. II, p. 30.

d'ailleurs, si le droit ancien est du coup périmé, d'où sortirait le nouveau, sinon de cette souveraineté populaire dont il n'a jamais admis le principe et dont brusquement mis en sa présence, il prend l'effroi? A la lumière de la révolution, le libéral Guizot se révèle conservateur.

Pourtant ce Guizot en 1830 est un des chefs avancés : depuis 1815 son évolution politique a glissé de plus en plus vers la gauche. Parti de Montesquiou, il est arrivé au voisinage de Lafayette et de Dupont de l'Eure, laissant successivement en chemin Pasquier, Lally-Tollendalet Lainé dès la fin de 1816, soit tout le centre droit, puis Royer-Collard en 1818, dans le courant de 1819 Decazes et de Serre, au début de 1820 Broglie et Barante, le centre gauche et le groupe doctrinaire. L'année 1821 a marqué sa réconciliation avec les Indépendants : la *Société de la Morale chrétienne* l'a mis en relations avec Lafayette, Dupont de l'Eure, Bignon, Benjamin Constant, le général Foy, Périer, Sébastiani et il s'établit avec aisance au milieu de cette opposition de gauche. Il apparaît aux *Tablettes*, au *Globe*, dans ses cours, chef de la jeunesse libérale ; il groupe derrière lui, à la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, tout l'effort de l'opposition militante, compris Barthe, Odilon Barrot, de Schonen, Mauguin ; en cas de dissentiments, il donne raison à la fraction avancée : à la veille de la Révolution, autour de lui, dans le comité, figurent tous ces jeunes gens ardents, les Cavaignac, Boinvilliers, Bastide, Thomas, qui ont voulu faire sortir des combats populaires une liberté quasi républicaine. Les patrons de son élection ont été les chefs d'extrême gauche. Des hommes, si nous passons à l'attitude politique, la conclusion est analogue. Sous la première Restauration, il vacillait encore, défendant des solutions autoritaires comme la censure, s'attachant à fondre dans le personnel administratif et les institutions la Révolution et l'ancienne monarchie. Au retour de Gand, tout ce qui rappelle l'Ancien Régime, tout ce qui peut être un instrument aux mains des ultra, cet instrument fût-il une liberté parlementaire ou administrative, lui est devenu odieux : sans être autre chose qu'un homme du centre, il se bat avec acharnement contre la droite. Jusqu'en 1817 il fait une politique « constitutionnelle », luttant à la fois contre les « royalistes » et les « libéraux ». Pour les élections de 1818, il commence à réclamer l'alliance du centre et des libéraux,

mais il répudie soigneusement encore toute compromission avec l'extrême gauche. Une année après, et son *Courier* plus hardi que ses *Archives Philosophiques*, polémique contre les timidités du ministère du centre Dessolles-Decazes : à la fin de l'année il se prononce contre toute modification réactionnaire de la loi électorale et attribue aux hésitations mêmes du gouvernement, les progrès des idées avancées dont témoigne l'élection de Grégoire ; il voit le salut de la monarchie dans une politique hardie, désarmant par une politique de gauche, les éléments d'extrême gauche. Après la chute de Decazes, il préconise contre le ministère Richelieu-de Serre l'union des gauches. Dans les pamphlets qu'il décoche au gouvernement après sa révocation, il répudie toute possibilité même d'alliance avec le centre droit ; il se fait en 1821 et 1822 le défenseur des conspirateurs et veut sauver, par la suppression de la peine de mort en matière politique, les têtes menacées : le mouvement révolutionnaire européen le remplit d'enthousiasme et de foi. Impuissant contre le ministère Villèle, il s'associe à tous les éléments d'opposition dans une politique humanitaire et lorsqu'il revient à la politique militante, c'est pour réunir aux élections contre Villèle toutes les forces de gauche même extrêmes ; il consent à Martignac le bénéfice d'une suspension des hostilités, mais, rebuté par ses hésitations et ses demi-mesures, il sacrifie l'endormeur aux exigences d'une réforme administrative libérale. Il reste jusqu'à la Révolution le chef de la grande organisation de gauche, qui conduit ardemment la lutte jusqu'au refus de l'impôt et du budget, et sans oser s'avouer clairement à lui-même les dernières conséquences, il s'engage sur la voie qui mène à la résistance révolutionnaire.

Pourquoi donc ce brusque arrêt, ce mouvement de recul devant le succès, cette inertie, quand il ne reste qu'à engranger la moisson ? On ne voit, de sa part, nulle intrigue comme celles de Sébastiani ou Périer, pour exploiter les efforts d'autrui à établir sa situation personnelle. Il ne s'est point attaché au duc d'Orléans pour s'en faire récompenser par une participation aux bénéfices ; aucune relation n'existait entre eux, il avait rencontré deux fois à peine le prince (1), il n'a aucune entrevue personnelle avec lui

(1) *Mémoires*, t. II, p. 13. Cf. sur les relations politiques du duc d'Orléans, BARANTE, *Souvenirs*, t. III, p. 335 qui pour ce qui est de Guizot dépasse la réalité.

pendant les journées révolutionnaires ; le portefeuille que lui offre la commission municipale, comme à l'un des chefs les plus populaires de l'opposition libérale, serait refusé par un courtisan du pouvoir qui s'élève. Aucun motif n'apparaît de suspecter son désintéressement. Il faut faire appel à une explication plus profonde.

Tant que Guizot, jusqu'en 1822, a été mêlé au maniement des affaires et à la lutte sans trêve contre les ultra-royalistes, il lui a fallu remettre chaque jour en question ses propres conceptions politiques, les tenir au fait des événements et des hommes. Sous le dogmatisme qui est une forme d'expression et comme la physionomie de son talent, il conservait de la souplesse de pensée : ses idées plongeaient encore dans la réalité et savaient s'adapter à elle. Depuis lors, il a bâti un système, organisé un corps de doctrines. Il a soumis ses idées à la critique du raisonnement : ce n'est pas seulement à l'épreuve des faits qu'elles ont à satisfaire, mais à l'épreuve de la logique. L'abstraction s'est introduite dans la politique : l'expérience que l'homme d'action recevait du présent, se confronte avec l'expérience que l'historien a cherchée dans le passé. Sans qu'il s'en rende compte, son système peu à peu lui cache la réalité ; ses idées, dont l'origine était, à vrai dire, dans les circonstances, participent, aujourd'hui qu'elles sont « fondées en raison », comme à une vérité absolue. Les voici, pour la première fois, brusquement mises par la Révolution en contact avec les faits : l'expérience révélerait à tout autre qu'elles sont en retard sur les circonstances nouvelles. Et pourtant, il ne peut se déprendre de ce programme arrêté d'avance : s'il est contraint d'y apporter quelques modifications, c'est à son corps défendant, et en les restreignant au minimum, qu'il s'y résout ; ainsi l'hérédité de la pairie, et toute la révision de la Charte. L'esprit de Guizot, parti de l'observation de la vie, s'évade dans un univers artificiel fait à la fois d'expérience et de raisonnement, qui figure à ses yeux la réalité véritable. Avec le durcissement de l'âge, il lui deviendra impossible d'en sortir. Beaucoup plus qu'un intérêt de classe ou que la peur du peuple, c'est le mécanisme propre de sa pensée, qui fait désormais de Guizot un conservateur.

La Révolution, suivie de la révision de la Charte, a fait passer

dans les institutions le programme politique qu'au cours des luttes de la Restauration, sa méditation solitaire a arrêté. Ministre à quarante-trois ans, en pleine force, doué d'une prodigieuse puissance de travail, porté par la popularité la plus noble, que lui décerne le cortège de toute la jeunesse, quand on pourrait attendre un magnifique épanouissement de sa pensée, il s'en tient là.

Vu le 18 janvier 1923.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

Ferdinand BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

INDEX DES NOMS PROPRES (1)

- Abrantès (Mme d'), p. 47.
 Agier, p. 80, 370 (note).
 Alexandre I^{er}, p. 86.
 Albertas (d'), p. 56.
 Allègre, p. 348.
 Alton-Shée (d'), p. 361.
 Ampère, p. 10, 396.
 André (d'), p. 68.
 André (Dominique), p. 342, 348.
 Angelier, p. 204 (note).
 Anglès, p. 85, 96.
 Angoulême (duc d'), p. 57, 120, 128, 222.
 Anquetil, p. 300.
 Aramon (d'), p. 437.
 Arbaud-Jouques (d'), p. 157.
 Argout (Comte d'), p. 110, 157, 158, 159, 192, 204, 205, 221 (note), 348, 435, 454, 455.
 Artois (comte d'), ou Monsieur, p. 2, 3, 60, 68, 71, 91, 92, 151, 195, 233, 237, 239, 265, 296.
 Aubert, p. 122.
 Audry de Puyraveau, p. 444, 445, 446, 449, 452, 453.
 Aufschlager, p. 348.
 Ballainvilliers, p. 186.
 Barante (P. de), p. 25, 49, 58, 77, 78, 79, 99, 102, 103, 104, 109, 110, 112, 113, 114, 127, 128, 134, 145, 167, 170, 203, 204, 207, 215, 224, 226, 231, 232, 236, 241, 242, 244, 245, 247, 253, 257, 266, 278, 288, 297, 346, 350, 355, 357, 358, 366, 367, 370, 379, 380, 390, 391, 396, 399, 400, 417, 419, 474.
 Barbé-Marbois, p. 114, 116, 118, 119, 120, 121, 126, 127, 128, 151.
 Baring, p. 358.
 Barrin (de), p. 203 (note).
 Barris, p. 120 (note).
 Barrot (Odilon), p. 356, 370, 371, 398, 427, 432, 433, 441, 456, 458, 460, 474.
 Barthe, p. 284, 348, 370, 371, 474.
 Barthélemy, p. 206, 240.
 Bartholdy, p. 223 (note).
 Basset de Chateaubourg, p. 76.
 Bastard, p. 163.
 Bastard (de), p. 383 (note).
 Bastide, p. 371, 383, 432, 474.
 Baude, p. 452.
 Bausset (Cardinal de), p. 11, 197.
 Bavoux, p. 428 (note), 447, 454, 463.
 Beaulieu, p. 272.
 Becquey, p. 19, 35, 58, 64, 78, 102, 103, 127, 128, 157.
 Bedoch, p. 203.
 Belmont de Malcors, p. 203 (note).
 Benoist, p. 35, 60 (note).
 Béranger, p. 175.
 Bérard, p. 443, 447, 448, 457, 458, 461, 467, 468, 469, 471.
 Bérenger, p. 186.
 Bernard, p. 427, 432.
 Bernis (comte de), p. 121.
 Berry (duc de), p. 243, 259, 273, 276, 280, 297.
 Berryer, p. 420.
 Bertaud, p. 78.
 Bertauld, p. 412.
 Bertin de Vaux, p. 84 (note), 370 (note), 450.
 Berton (général), p. 284, 287.
 Berville (de), p. 348, 356, 432.
 Beslay, p. 281, 427.
 Bessièrès, p. 221 (note).
 Beugnot, p. 3, 19, 33, 45, 68, 81,

(1) Ne sont compris ici que les noms propres cités dans le texte ou dans les notes lorsqu'il s'agit, non de références mais de faits s'ajoutant au texte même.

- 85, 88, 90, 92, 96, 102, 103,
157, 197, 224, 232, 234, 242.
Beurnonville, p. 92.
Bignon, p. 250, 366, 370 (note),
405, 406, 407, 409, 428 (note),
462, 465, 474.
Biot, p. 10.
Blacas, p. 33, 61 (note), 68, 71,
81, 82, 84, 85, 89, 90, 96.
Blanquart de Bailleul, p. 127.
Blanqui, p. 371.
Boin, p. 251.
Boinville, p. 371, 383, 432, 468,
469, 474.
Boissy d'Anglas, p. 205, 223 (note),
342.
Bonald, p. 11, 162, 226, 272, 273.
Bonaparte ou Buonaparte. Voir
Napoléon.
Bondy, p. 221 (note).
Bonnelier (Hippolyte), p. 444.
Bordeaux (duc de), p. 456, 458.
Boulainvilliers, p. 273, 301, 302,
303, 306.
Bourdeau, p. 127.
Bourgeois, p. 348, 368, 370.
Bourmont, p. 403, 410.
Bouthillier, p. 56, 203 (note).
Breteuil (de), p. 203 (note).
Bricogne, p. 45.
Brigode (baron de), p. 348.
Broglie (duc de), p. 128, 166, 170,
183, 210, 212, 217, 218, 231,
232, 233, 234, 235, 238, 242,
243, 245, 247, 249, 250, 255,
257, 263, 266, 281, 288, 346,
355, 356, 358, 366, 370, 381,
385, 391, 396, 399, 400, 405,
406, 407, 414, 441, 444, 445,
449, 454, 459 (note), 462, 463,
465, 466, 467, 468, 470, 474.
Broglie (Mme de), p. 166, 225, 230,
231, 238, 249, 253, 264, 272, 368.
Brosses (de), p. 58.
Bugon, p. 203 (note).

Cabanis, p. 10.
Cabet, p. 371.
Cadet-Gassicourt, p. 432, 443.
Caffarelli, p. 348.
Calvières (baron de), p. 121, 205.
Capelle, p. 56, 92, 93, 215.
Carnot (Hippolyte), p. 348, 383.
Carnot (Lazare), p. 76 (note), 85.
Caron (colonel), p. 284, 287.
Carrel (Armand), p. 445, 446.
Carrère (de), p. 56.
Casteja (de), p. 383 (note).
Cauchois-Lemaire, p. 265, 284.
Cavaignac, p. 371, 423, 432, 433,
468, 474.
Chabannes, p. 348.
Chabaud-Latour, p. 12, 110, 204,
223 (note).
Chabrol, p. 90, 113, 381, 453.
Chabrol de Crussol, p. 203 (note).
Chardel, p. 428 (note), 450, 454.
Charles X, p. 388, 422, 448, 451,
452, 455, 456, 457, 458, 460,
461, 464, 469.
Chastellier, p. 438.
Chateaubriand, p. 5, 10, 11, 18,
22, 23, 26, 69, 81, 84, 85, 90,
93, 94, 98, 132, 154, 162, 173,
180, 237, 271, 275, 289, 310,
311, 369, 370, 372, 381, 414,
419, 458.
Chatelain, p. 285.
Chauvelin, p. 214, 404.
Chénier (M.-J.), p. 10, 11.
Chevalier, p. 444.
Chevallon, p. 432.
Choiseul (duc de), p. 348, 370
(note), 452.
Choiseul d'Aillecourt, p. 203 (note).
Clappier, p. 429.
Clarel de Tocqueville, p. 56.
Cochin, p. 428 (note).
Colin de Sussy, p. 459.
Comte, p. 72, 370 (note).
Condorcet, p. 320.
Condorcet (Mme de), p. 16, 263.
Conen de Saint-Luc, p. 56, 203
(note).
Constant (Benjamin), p. 10, 14,
52, 72, 77, 79, 162, 177, 198,
213, 214, 215, 244, 250, 251,
255, 266, 267, 274, 288, 346,
348, 350, 366, 367, 368, 370
(note), 428 (note), 433, 458, 461,
462, 469, 474.
Coquerel, p. 342, 348, 361.
Corbière, p. 242, 251, 284, 295,
296, 339.

Corcelle (F. de), p. 432.
 Corcelles, p. 428 (note).
 Corvetto, p. 128.
 Coste, p. 348, 350, 351, 370 (note).
 Courier (P.-L.), p. 175.
 Courvoisier, p. 209, 232, 242, 251.
 Cousin (Victor), p. 21, 326, 355, 445.
 Cromot de Fougy, p. 203 (note).
 Crussol (de), p. 438.
 Crusy (de), p. 432.
 Cuvier, p. 186, 215, 232 (note),
 241, 242, 336, 337, 340.

Daigremont, p. 412.
 Dalberg (duc de), p. 134.
 Dalmas, p. 203 (note).
 Dambray, p. 39, 53, 71, 90, 112,
 124, 127, 139, 150, 242.
 Damiiron, p. 350, 371, 383.
 Daniel (le Père), p. 300.
 Dard, p. 68.
 Daru, p. 370 (note).
 Daunant (de), p. 110 (note), 438.
 Daunou, p. 10, 213, 311.
 Davoust, p. 85, 224.
 Deblaire, p. 203 (note).
 Decazes, p. 80, 103, 123, 124, 126,
 127, 128, 134, 135, 136, 138,
 150, 151, 156, 162, 163, 165,
 166, 167, 174, 195, 196, 198,
 200, 204, 205, 206, 207, 217,
 219, 220, 227, 228, 230, 231,
 232, 233, 234, 237, 238, 239,
 241, 242, 243, 244, 245, 246,
 248, 257, 265, 267, 272, 287,
 289, 337, 356, 388, 395, 407,
 415, 474, 475.

Delaitre, p. 221 (note).
 Delaroche, p. 408, 413, 415.
 Delassale, p. 203 (note).
 Delavau, p. 363.
 Delessert, p. 223 (note), 250, 336,
 342, 348, 370 (note), 457.
 Demarçay (général), p. 428 (note).
 Depping, p. 357.
 Deschamps (colonel), p. 429.
 Desclozeaux, p. 371.
 Desloges, p. 371.
 Dessolles, p. 197, 237, 276, 475.
 Destutt de Tracy, p. 10, 316,
 317, 318.
 Didelot, p. 203 (note).

Drouet d'Erlon, p. 73.
 Dubois, p. 350, 371.
 Du Bois (Louis), p. 405, 406, 409,
 410 (note), 412, 413, 416.
 Dubois-Detoy, p. 411 (note).
 Dubos (l'abbé), p. 302, 303, 306.
 Dubouchage, p. 80, 90, 126, 139, 172.
 Dubourg (général), p. 452.
 Duchâtel, p. 348, 351, 370, 371,
 372, 376, 383, 388, 396.
 Duchesne, p. 429.
 Dudon, p. 120 (note).
 Dufaure, p. 348.
 Duhamel, p. 203 (note).
 Dumas, p. 68, 428 (note), 461.
 Dumon, p. 348, 350, 355.
 Dunoyer, p. 370 (note).
 Dupin, p. 370 (note), 443, 444,
 447, 454, 457, 459, 463, 465.
 Dupont de l'Eure, p. 280, 284, 404,
 405, 407, 409, 417, 419, 428 (note),
 433, 462, 464, 465, 467, 474.
 Dupont-Delporte, p. 76.
 Dupont de Nemours, p. 47.
 Dupont-White, p. 348.
 Dutrône, p. 371.
 Duvergier de Hauranne, p. 49,
 52, 271, 348, 351, 371, 377,
 396, 470.
 Duvergier de Hauranne (père),
 p. 190.

Eckstein (d'), p. 84.
 Emery, p. 11.
 Esmenard, p. 23.
 Estourmel (d'), p. 383 (note).
 Etienne, p. 10, 198, 227, 285,
 348, 370 (note).
 Exelmans, p. 68, 367.

Falconnet, p. 68.
 Fauche-Borel, p. 81, 84.
 Faucher, p. 221 (note).
 Fauriel, p. 6, 10, 29, 30, 263.
 Feltre (duc de), p. 85, 126, 174.
 Ferrand (comte), p. 35, 58, 71.
 Feutrier, p. 204 (note).
 Fiévée, p. 147.
 Finot (baron), p. 203 (note).
 Floirac de Lagrange-Gourdon,
 p. 57.
 Fonfrède, p. 430.

- Fontanes, p. 11, 14, 18, 21 (note), 26, 62, 132.
 Forbin des Essarts, p. 110.
 Fouché, p. 11, 22, 79, 80, 97, 102, 103.
 Fournet, p. 411 (note).
 Foy (général), p. 244, 250, 251, 288, 348, 350, 353, 360, 366, 368, 474.
 Franchet, p. 363.
 Frayssinous, p. 11, 326, 381.
 Frémin de Beaumont, p. 56.
 Frondeville (de), p. 56.
 Frossard, p. 348.
- Gain de Montagnac, p. 89.
 Gallois, p. 25.
 Gamot, p. 221 (note).
 Garat, p. 10.
 Garnier, p. 242.
 Garnier-Pagès, p. 423.
 Gasparin, p. 348.
 Gauthier, p. 419.
 Gérando (de), p. 10, 215, 342 (note), 356, 366.
 Gérard (général), p. 448, 449, 452, 453, 454, 462.
 Germain, p. 224.
 Germeau, p. 120.
 Gilbert de Voisins, p. 370 (note).
 Girardin (Stanislas de), p. 203 (note), 266.
 Girod de l'Ain, p. 463, 468, 469.
 Gœpp, p. 342, 348.
 Goltz, p. 86.
 Gouriet, p. 350.
 Gouvernet, p. 122.
 Gouvion-Saint-Cyr, p. 172, 174, 180, 183, 185, 196, 237.
 Goyon, p. 58.
 Greffuhle, p. 342.
 Grégoire, p. 227, 233, 235, 266, 271, 475.
 Gros-Davilliers, p. 370 (note).
 Guéneau de Mussy, p. 11.
 Guernon-Ranville, p. 416.
 Guinguené, p. 10.
 Guizard (L. de), p. 346, 350, 370, 396, 445, 449.
 Guizot (Jean-Jacques), p. 109, 356.
 Guizot (Mme, née de Meulan), p. 6, 16, 23, 27, 352, 368.
- Guizot (Mme, née Dillon), p. 441, 444, 449, 456.
 Guizot d'Aubord, p. 438.
- Hardenberg, p. 86.
 Haussez (d'), p. 110, 204, 205, 435.
 Hély d'Oissel, p. 215.
 Hénin (Mme d'), p. 81.
 Henrion du Pansay, p. 19.
 Herbelot (André), p. 356.
 Herbert des Roquettes, p. 411 (note).
 Herder, p. 13.
 Herman, p. 435.
 Hernoux, p. 404, 429.
 Herrensneider, p. 348.
 Houdetot (Mme d'), p. 16.
 Huet, p. 205.
 Humann, p. 348, 370 (note).
 Hyde de Neuville, p. 90, 127, 370 (note), 377, 457, 458.
- Indy (d'), p. 203 (note).
 Isabel-Desparcs, p. 406, 413.
 Isambert, p. 377.
- Jahan de Belleville, p. 204 (note).
 Jaucourt (comte de), p. 3, 69, 71, 81, 84, 86, 90, 96, 99, 110, 223 (note), 342.
 Jay, p. 266, 348.
 Jordan (Camille), p. 78, 167, 169, 170, 179, 193, 195, 197, 234, 241, 242, 244, 250, 251, 252, 253, 265.
 Jordan (préfet), p. 383 (note).
 Joubert (le philosophe), p. 11.
 Joubert, p. 281, 370, 371.
 Jouffroy, p. 21, 350, 361.
 Jourdan, p. 65 (note).
 Jouy, p. 265.
 Juigné (de), p. 383 (note).
 Jussieu (A. de), p. 370 (note).
- Kératry, p. 224, 266, 288, 348, 370 (note).
 Kerespertz (de), p. 203 (note).
 Kœchlin, p. 284.
- Labbey de la Roque (Félix), p. 416
 Labbey de Pompières, p. 370 (note), 428 (note), 433, 469.
 Laborde (Al. de), p. 342 (note),

- 348, 356, 428 (note), 442, 447, 450, 452, 454, 455.
- Laborie, p. 84 (note).
- La Bouillerie (de), p. 203 (note).
- La Boulaye (Froc de), p. 232, 246, 253.
- La Bourdonnaye, p. 403.
- Lacretelle, p. 18, 23, 53, 300.
- La Fayette, p. 77, 81, 167, 196, 203, 251, 280, 284, 287, 328, 348, 366, 367, 398, 404, 405, 407, 428, 433, 446, 447, 450, 452, 453, 455, 456, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 466, 468, 469, 470, 471, 474.
- La Ferronnays, p. 381.
- Laffitte, p. 167, 196, 197, 235, 244, 251, 288, 350, 366, 367, 368, 370 (note), 381 (note), 428 (note), 446, 448, 449, 450, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 459, 460, 462, 467.
- Laffon de Ladébat, p. 341 (note), 342, 348.
- La Garde (général), p. 120.
- Lagrange, p. 2.
- Lainé, p. 71, 72, 89, 127, 128, 132, 134, 135, 145, 151, 154, 156, 162, 167, 174, 178, 196, 197, 208, 237, 242, 255, 257, 474.
- Lally-Tollendal, p. 23, 72, 81, 85, 91, 92, 98, 149, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 162, 188, 256, 257, 474.
- Lamennais, p. 226.
- Lameth (de), p. 348, 366, 370 (note).
- Lamy, p. 432.
- Lanjuinais, p. 348, 432.
- La Pommeraye, p. 405, 428.
- Laporte-Lalanne, p. 186, 203 (note).
- La Rochefoucauld (S. de), p. 2.
- La Rochefoucauld-Liancourt, p. 222, 342, 346, 348, 356, 360.
- Laromiguière, p. 11.
- Las Cases, p. 348.
- Lascours (de), p. 57.
- Lascours (Reynaud de), p. 438.
- Lasteyrie (comte de), p. 342 (note), 348, 356, 366.
- Latil (abbé), p. 65 (note).
- Latour-Maubourg, p. 238.
- Lavalette, p. 79, 128.
- Lavalette-Morlhon, p. 79.
- Lebrun, p. 355.
- Lebrun (de Pont-l'Évêque), p. 410.
- Lecarpentier, p. 406, 416.
- Lefebvre-Desnouettes, p. 73.
- Le Graverend, p. 119, 120.
- Lemontey, p. 300.
- Lemore, p. 444 (note).
- Lenormand (Ch.), p. 396.
- Le Pelletier de Saint-Fargeau, p. 79.
- Terminier, p. 371, 396.
- Leroy-Beaulieu, p. 52 (note), 79 (note), 416.
- Leroux (Pierre), p. 348.
- Lezardièrre (Mlle de), p. 303, 306.
- Llorente, p. 348.
- Lobau (général), p. 449, 453.
- Lorgeril, p. 420.
- Louis (baron), p. 31, 47, 69, 71, 81, 84, 89, 90, 96, 98, 287, 428 (note), 454, 462.
- Louis XVIII, p. 21, 34, 62, 77, 78, 80, 89, 90, 96, 102, 114.
- Louis-Philippe. Voir *duc d'Orléans*.
- Lourdoueix, p. 143, 361.
- Louvel, p. 273, 287.
- Loyson, p. 224.
- Lucas, p. 427.
- Mably (l'abbé de), p. 302, 303, 306.
- Macdonald, p. 90.
- Madier de Montjau, p. 265.
- Mahul, p. 346, 348, 350, 368, 370.
- Maine de Biran, p. 10, 21, 25, 215.
- Maizeray, p. 300.
- Manuel, p. 196, 203, 284, 351, 360, 362, 366, 367.
- Marcellus (de), p. 132.
- Marchal, p. 429, 454.
- Marchais, p. 371, 388, 398, 432, 450.
- Marcrois, p. 78.
- Mangin, p. 288, 453.
- Maret (duc de Bassano), p. 23, 79.
- Marmont (duc de Raguse), p. 443, 445, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 472.

- Marnier de Guer, p. 56.
 Marron (pasteur), p. 336, 342, 348.
 Martignac, p. 328, 340, 381, 385, 386, 388, 390, 397, 407, 409, 412, 424, 435, 475.
 Mathieu (général Maurice), p. 223 (note).
 Mauguin, p. 284, 428 (note), 447, 448, 450, 452, 453, 474.
 Méchin, p. 370 (note), 450.
 Mehée de la Touche, p. 162.
 Mérilhoul, p. 280, 284, 370 (note).
 Metternich, p. 276.
 Meulan (Mlle de). Voir *Mme Guizot*.
 Meulan (Théodore de), p. 84, 264.
 Michaud, p. 300.
 Mignet, p. 350, 370, 371, 404, 445, 446, 452, 455.
 Milon de Mesme, p. 58, 203 (note).
 Mirbel (de), p. 34 (note), 220.
 Molé, p. 11, 26, 79, 90 (note), 98, 102, 103, 104, 115, 134, 135, 151, 166, 174, 186, 195, 197, 207, 366, 370 (note), 441, 459 (note), 464.
 Mollien, p. 47, 348.
 Monod (pasteur), p. 342, 348.
 Montalivet, p. 377, 383.
 Montebello (duc de), p. 348.
 Montesquieu, p. 303, 306, 322.
 Montesquiou (l'abbé de), p. 2, 3, 22, 31, 33, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 47, 48, 49, 54, 61 (note), 62, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 75, 78, 86, 90, 102, 104, 112, 115, 200, 208, 257, 474.
 Monthureux (de), p. 57, 383 (note).
 Montlosier, p. 181, 182, 273, 301, 306, 310, 352, 363.
 Moreau de la Rochette, p. 204 (note).
 Morellet (l'abbé), p. 16.
 Morfontaine, p. 2.
 Morin, p. 78.
 Mortemart (duc de), p. 451, 452, 454, 455, 457, 458, 459.
 Mounier, p. 85, 93, 96, 98, 104, 181, 186, 215.
 Murand de Saint-Romain, p. 132.
 Murjas (Daniel), p. 438.
 93, 95, 108, 136, 137, 178, 183, 277, 279, 290, 472.
 Napoléon II, p. 287.
 Nasse, p. 406, 411 (note), 416.
 Necker, p. 170.
 Ney (maréchal), p. 71, 73, 405.
 Nicolle (l'abbé), p. 326.
 Noailles (Alexis de), p. 81.
 Noailles (président), p. 108.
 Oberlin, p. 348.
 Olmo (abbé), p. 348.
 Orléans (duc d'), p. 71, 288, 362, 450, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 467, 470, 471, 472, 473, 475.
 Oudinot, p. 90.
 Pagès, p. 370 (note).
 Pain, p. 416, 417.
 Paravey, p. 371.
 Pasquier, p. 26, 35, 65, 66, 69, 75, 78, 79, 90, 98, 102, 103, 104, 105, 106, 109, 111, 112, 114, 115, 127, 128, 134, 135, 145, 150, 151, 154, 155, 156, 157, 160, 162, 163, 165, 166, 167, 174, 178, 186, 188, 190, 196, 197, 200, 207, 208, 233, 237, 238, 241, 242, 244, 248, 251, 252, 253, 256, 257, 289, 366, 381, 392, 408, 465, 471, 474.
 Pastoret, p. 19.
 Pataille, p. 428 (note).
 Paulze d'Ivoy, p. 204 (note).
 Pavée de Vendœuvre, p. 348.
 Pelet de la Lozère, p. 204, 223 (note), 342.
 Périer (Augustin), p. 391.
 Périer (Camille), p. 203 (note).
 Périer (Casimir), p. 235, 251, 348, 366, 367, 370 (note), 381 (note), 404, 428, 442, 443, 444, 445, 448, 449, 452, 453, 454, 459 (note), 462, 463, 465, 466, 468, 474, 475.
 Pernety (de), p. 203 (note).
 Persil, p. 457.
 Petou, p. 370 (note).
 Peyronnet, p. 284, 377.
 Piet, p. 167.
 Piscatory, p. 348.

- Podenas, p. 428 (note).
 Polignac (Armand de), p. 2.
 Polignac (Jules de), p. 388, 397, 399, 403, 410, 413, 418, 419, 420, 423, 425, 431, 432, 436, 442, 449, 450, 451, 454, 472.
 Pons, p. 128.
 Pontécoulant, p. 370 (note).
 Portal, p. 237, 410.
 Portalis, p. 78, 120 (note), 186, 381, 407.
 Portes (de), p. 416.
 Pozzo di Borgo, p. 65, 463.
 Pradel, p. 348.
 Pradt (l'abbé de), p. 265.
- Quatremère de Quincy, p. 16, 49.
 Queuret, p. 357.
- Rabaud-Pomier, p. 337.
 Rambuteau (de), p. 391.
 Ramel (général), p. 107, 108.
 Ramond, p. 221.
 Rapp, p. 185.
 Raucourt (Mlle), p. 68.
 Ravez, p. 145, 197, 203 (note).
 Raynouard, p. 25.
 Récamier (Mme), p. 79.
 Regnauld de Saint-Jean d'Angély, p. 26.
 Rémusat (Ch. de), p. 128, 165, 201, 206, 207, 225, 239, 245, 254, 263, 272, 278, 285, 346, 350, 355, 358, 366, 368, 370, 371, 376, 380, 383, 385, 396, 397, 445, 449, 460, 468, 470.
 Rémusat (Mme de), p. 23, 163, 164, 165, 166, 171, 196, 207, 223, 224, 228, 249.
 Rémusat (M. de, père), p. 219.
 Rendu (Ambroise), p. 11.
 Renouard, p. 348, 357, 370, 371, 372, 374, 383.
 Ribard, p. 214 (note).
 Ricard, p. 438.
 Richelieu, p. 114, 126, 127, 128, 135, 150, 151, 156, 174, 178, 195, 196, 197, 201, 237, 238, 239, 242, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 266, 267, 270, 284, 288, 296, 326, 340, 366, 381, 401, 436.
- Rioul de Neuville, p. 414.
 Rogniat, p. 203 (note).
 Rolland (baron), p. 110.
 Romilly (Sir Samuel), p. 187.
 Rossi, p. 396.
 Rousseau (J.-J.), p. 307, 314, 322, 323.
 Roussy (de), p. 384 (note).
 Rovigo, p. 367.
 Roy, p. 237, 238, 381.
 Royer-Collard, p. 3, 11, 19, 20, 21, 25, 28, 30, 35, 48, 49, 52, 55, 58, 61, 64, 65, 69, 77, 78, 79, 80, 81, 90, 98, 102, 103, 104, 105, 114, 115, 120 (note), 127, 128, 130, 131, 132, 135, 145, 156, 165, 167, 169, 170, 172, 175, 179, 183, 190, 195, 199, 200, 224, 231, 234, 238, 239, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 253, 257, 266, 287, 324, 326, 346, 358, 365, 366, 381, 384, 390, 396, 399, 401, 413, 419, 474.
 Rumfort (Mme de), p. 16, 73, 114.
- Saint-Aignan, p. 204 (note).
 Saint-Marc-Girardin, p. 396.
 Sainte-Aulaire (de), p. 166, 204, 205, 391.
 Salvandy, p. 225, 370 (note).
 Salverte, p. 428 (note), 432.
 Sautélet, p. 371.
 Sautivy (de), p. 384 (note).
 Savigny, p. 306.
 Say (J.-B.), p. 110.
 Scheffer, p. 175, 284.
 Schonen, p. 284, 371, 374 (note), 447, 453, 474.
 Sébastiani, p. 348, 367, 370 (note), 391, 420, 441, 448, 449, 450, 452, 454, 457, 458, 459, 463, 465, 474, 475.
 Séguier, p. 120 (note).
 Ségur (de), p. 348.
 Semallé (comte de), p. 2, 21, 78, 84, 94.
 Sémonville, p. 281, 454, 455.
 Serre (comte de), p. 103, 115, 127, 128, 132, 165, 169, 170, 183, 194, 195, 197, 198, 199, 200, 201, 209, 212, 224, 227, 228,

- 230, 231, 233, 234, 235, 237,
238, 242, 243, 244, 245, 246,
247, 248, 249, 250, 251, 252, 253,
254, 257, 266, 289, 407, 408, 474.
Sers, p. 204 (note).
Sieyès, p. 87, 273.
Siméon, p. 154, 186, 408.
Simiane (Mme de), p. 3.
Soult (maréchal), p. 68, 367.
Staël (Auguste de), p. 342, 346,
348, 355.
Staël (Mme de), p. 22, 166, 170,
181, 183, 320, 358.
Stapfer, p. 6, 12, 13, 14, 15, 16,
342, 348, 363.
Suard, p. 7, 15, 16, 23, 25, 52.
Suard (Mme), p. 114.
Suchet, p. 185.

Tabarié, p. 203 (note).
Talleyrand, p. 2, 31, 33, 65, 81,
82, 85, 89, 96, 98, 102, 103, 105,
113, 114, 145, 255, 288, 367,
457.
Tarayre (général), p. 280.
Tardif, p. 405, 428.
Target, p. 406, 408, 410 (note),
415, 416.
Taschereau, p. 432.
Ternaux, p. 197, 242, 348, 366,
428 (note).
Terray, p. 203 (note).
Teste, p. 349.
Thiard (général de), p. 348, 367,
370 (note).
Thibaudeau, p. 47, 79.
Thibault (avocat), p. 376.
Thibault (docteur), p. 452.
Thierry (Amédée), p. 438.
Thierry (Augustin), p. 273, 300,
303, 305, 331, 360, 396.
Thiers, p. 27, 64 (note), 285, 350,
355, 399, 404, 444, 445, 446,
452, 455, 456, 460, 462, 468.
Thiessé, p. 348.
Thomas, p. 371, 383, 432, 474.
Thouret, p. 406, 407.
Thouret (père), p. 302 (note).
Thouvenel, p. 348.

Thurot, p. 10.
Tocqueville (de), p. 349.
Tournon, p. 78.
Trélat, p. 371.
Trestailons, p. 120.
Treuttel, p. 342, 348.
Trinquelague (de), p. 127.
Trognon, p. 350, 355.
Turckheim, p. 223 (note), 348.

Vaisnes (de), p. 57.
Vallé, p. 285.
Valzusenay, p. 113.
Vansay (de), p. 383 (note).
Vaublanc, p. 113, 114, 126, 127.,
Vauchez, p. 341 (note).
Vauguyon (de la), p. 348.
Vaulchier (de), p. 203 (note).
Vauquelin, p. 404, 412.
Velly, p. 300.
Verhuël (amiral), p. 348.
Viel-Castel (de), p. 348.
Villèle (comte de), p. 126, 131,
147, 233, 237, 242, 251, 255,
284, 295, 296, 364, 368, 369,
380, 381, 382, 386, 387, 388,
392, 414, 422, 436, 461, 475.
Villemain, p. 72, 143, 224, 348,
370 (note), 396, 443, 444, 448,
458.
Villenave, p. 224, 348.
Villeneuve-Villeneuve, p. 57.
Villers (Ch. de), p. 13, 14.
Vinet, p. 347.
Viomesnil (général de), p. 90.
Vitet, p. 351, 370, 371, 372, 373,
396.
Vitrolles, p. 3, 33, 72, 90, 143,
193, 452, 454.
Vivien, p. 348.
Volney, p. 10.
Voyer d'Argenson, p. 72, 121, 251,
280, 281, 284, 287, 366, 367,
370 (note).

Wellington, p. 57, 91, 94.
Wendel (F. de), p. 127.
Wildermeth (de), p. 75.
Wurtz, p. 342, 343 (note), 348.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	I
--------------	---

LIVRE PREMIER

APPRENTISSAGE (1814-1815)

CHAPITRE PREMIER

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR (1814)

- I. *Nomination de Guizot comme secrétaire général.* — Raisons de ce choix : la lutte des royalistes parisiens contre le gouvernement provisoire et contre Montesquiou. Désignation par Royer-Collard..... 1
- II. *Guizot homme de lettres.* — Ses œuvres littéraires, les *Annales de l'éducation*, ses débuts dans l'histoire : la traduction de Gibbon ; théories du discours d'ouverture de son cours. Absence de toute préparation à la politique..... 4
- III. *Position de Guizot dans la lutte entre rationalistes et chrétiens.* — Les deux partis en présence : faction philosophique et parti chrétien : hommes et idées. — Guizot d'abord huguenot et germaniste. Guizot dans le milieu du dix-huitième siècle : transformation sous cette influence et sous celle de sa femme. Guizot dans l'Université : influence de Royer-Collard et de ce nouveau milieu..... 9
- IV. *Position politique de Guizot.* — En quoi la lutte philosophique touche à la question politique. Guizot dans la société d'opposition, mais caractère très spéculatif de cette opposition. Guizot au service du gouvernement : efforts pour entrer aux Affaires étrangères, entrée dans l'Université. Ses relations avec les opposants de 1813. Absence d'idées politiques arrêtées..... 21
- V. *Guizot devant les faits.* — Dans quelle mesure il est capable de recevoir l'enseignement des faits. Ses besoins contradictoires et leurs conséquences. La méditation solitaire et la déformation de la réalité. Le besoin d'action et la conviction en la perfectibilité humaine,

le pessimisme calviniste. Ce qu'est Guizot en 1814 : il est sans préparation devant l'inconnu.....	26
--	----

CHAPITRE II

ACTION ET ÉDUCATION POLITIQUES DE GUIZOT
PENDANT LA PREMIÈRE RESTAURATION
(mai 1814-mars 1815)

I. <i>Conditions de vie politique.</i> — Question de méthode : difficulté à déterminer le rôle de Guizot. Portrait de Montesquiou. Rapports de Montesquiou et de Guizot.....	32
II. <i>Part de Guizot dans l'organisation et l'orientation du régime.</i> — Note remise le 19 mai sur le mode de nomination des députés. Note du 25 mai : faut-il payer les députés? Note sur l'organisation du Conseil d'État (juin). Son mémoire sur <i>l'état de l'esprit public en France</i> (juin). Programme du gouvernement qu'il développe dans ce mémoire ; son importance pour l'origine des idées politiques de Guizot.	35
III. <i>Participation de Guizot aux premières mesures politiques :</i> rédaction de l' <i>Exposé de la situation du royaume</i> du 12 juillet : position prise vis-à-vis de l'Empire. Sa participation à la rédaction de la loi sur la presse. Les deux brochures par lesquelles il défend le projet, comment il concevait et comment on concevait alors la liberté de la presse. Guizot censeur royal.....	44
IV. <i>Le travail de secrétariat.</i> — La réorganisation des bureaux du ministère faite par Guizot, les attributions du secrétaire général, les changements dans le personnel administratif (préfets et sous-préfets) opérés : leur signification politique. Les circulaires de Guizot aux préfets : leur sens politique. Participation de Guizot à l'ordonnance de réorganisation de l'Université : son rapport au roi.	54
V. <i>Influence de Guizot sur Montesquiou : évolution de celui-ci.</i> — Transformation des idées de Montesquiou dans les six premiers mois. Les trois notes que lui remet Guizot sur les difficultés du gouvernement et leur cause : suite qui leur est donnée par Montesquiou. Évolution inverse de ses collègues. Inquiétudes de Montesquiou et de son groupe au début de l'année 1815.....	64

CHAPITRE III

LE VOYAGE DE GAND

I. <i>Mesures prises contre Napoléon.</i> — La nouvelle du débarquement : attitude prise par Montesquiou. Les instructions successives de Guizot aux préfets : efforts pour organiser une résistance nationale en province. Guizot remplacé aussitôt au ministère, le 20 mars.	70
II. <i>Les raisons et le but de la mission de Guizot.</i> — Regrets de Guizot à quitter la vie publique. Réveil du royalisme à Paris : les deux	

groupes, le comité Royer-Collard, le parti des coups de main. Transformation de l'opinion qui rend possible une Restauration éventuelle ; progrès du groupe royaliste ultra qui menacent de rendre cette restauration dangereuse ; nouvelles de Gand. Urgence d'une action des constitutionnels. Raisons pour lesquelles Guizot accepte cette mission : raisons politiques et raisons personnelles.....	76
III. <i>La mission de Guizot.</i> — Son voyage. Situation qu'il trouve à Gand : entrevues avec les constitutionnels et avec les ministres, Feltre, Blacas. Visites aux ambassadeurs : le mémoire remis à l'ambassadeur prussien. Entrevue de Guizot avec le roi. Échec complet de la mission de Guizot.....	83
IV. <i>La vie de Guizot à Gand.</i> — Milieu de Gand. Occupations tentées par Guizot. L'ennui et l'écœurement. Méditations politiques : conclusions nouvelles. Waterloo : impression produite sur Guizot. Le retour à Paris.....	91
V. <i>Résultats d'une année de politique.</i> — Son éducation politique, conclusions où il est parvenu. Transformation de son milieu et de ses relations, la séduction de la politique et de l'action.....	97

LIVRE II

LA POLITIQUE DU DOCTRINAIRE (1815-1820)

CHAPITRE IV

LA LUTTE CONTRE L'ANCIEN RÉGIME (juillet 1815-septembre 1816)

I. <i>Guizot au ministère de la Justice avec Pasquier.</i> — Situation des constitutionnels au retour de Gand. Participation de Guizot à la politique générale : la loi électorale, le comité constitutionnel. Son rôle au ministère de la Justice : la correspondance avec les magistrats ; son attitude et son action vis-à-vis de la Terreur blanche, notamment dans le Gard ; la réorganisation du Conseil d'État, choix du personnel. Chute des constitutionnels : ministère Richelieu.....	101
II. <i>Lutte de Guizot au ministère de la Justice contre les ultra.</i> — Relations de Guizot avec Barbé-Marbois : son influence sur celui-ci. La circulaire du 2 octobre 1815 et le projet de Guizot contre les cris séditieux, et la circulaire du 8 décembre pour l'application de la loi sur la liberté individuelle : comment Guizot en fait des armes contre les ultra, l'émeute de Nîmes du 12 novembre et les mesures inspirées par Guizot. La circulaire du 5 février 1816 contre les associations secrètes royalistes. L'organisation des cours royales et	

- l'épuration des tribunaux. Guizot sacrifié à la fureur des ultra (8 mai)..... 114
- III. *Lutte de Guizot contre les ultra par brochures et par conseils.* — La constitution du groupe modéré autour de Pasquier : position de Guizot dans le groupe. Premières théories politiques exprimées dans les notes jointes à la traduction du livre d'Ancillon : leur caractère incomplet, mais ce qu'elles contiennent pour l'avenir. La défense de l'Université par son *Essai sur l'Instruction publique*. Participation de Guizot à l'ordonnance de dissolution de la Chambre introuvable : le mémoire remis au roi le 20 août. Consultation demandée à Guizot sur le système à employer pour les élections. Situation que Guizot s'est acquise dans les sphères gouvernementales..... 127

CHAPITRE V

COLLABORATION OFFICIEUSE (septembre 1816-avril 1817)

- I. *Premières études politiques.* — Travail entrepris par Guizot sur la Charte : plan de cet ouvrage : idées qu'il comptait y développer. La brochure *Du gouvernement représentatif*. Première ébauche de théories futures..... 140
- II. *Guizot avocat de la loi électorale.* — Élaboration de la loi Lainé : exposé des motifs que rédige Guizot. Les deux articles de Guizot au *Moniteur* en faveur de la loi : raisons par lesquelles il la justifie. Conseils que lui demande Lally-Tollendal pour son rapport aux Pairs..... 145
- III. *Lois sur la responsabilité des ministres et la Cour des pairs.* — Rédaction du discours de Decazes sur la loi de suspension de la liberté individuelle. Efforts de Pasquier pour associer Guizot au ministère : ses promesses. Correspondance de Guizot et de Lally-Tollendal sur la question de la responsabilité des ministres en 1816. Les nouveaux projets Pasquier en février 1817 : le discours fait par Guizot pour Pasquier : ses théories sur la responsabilité politique et juridique des ministres..... 150
- IV. *Intervention de Guizot dans l'administration du Gard.* — Lettre au préfet du Gard 24 mars 1817. Tableau qu'il trace de la situation du département. Programme qu'il dicte au préfet. Signification de cette initiative. Guizot récompensé de tout ce rôle officieux par sa nomination de conseiller d'État..... 157

CHAPITRE VI

A L'AVANT-GARDE DU GROUPE DOCTRINAIRE
(avril 1817-décembre 1818)

- I. *Guizot et la formation du groupe doctrinaire.* — Guizot à trente ans : sentiment qu'il a de sa supériorité : raisons de cette conviction. Comment du groupe ministériel se détachent les doctrinaires. Ce

- qu'il faut entendre par doctrinaires : les divers doctrinaires ; ce qu'est la méthode doctrinaire..... 161
- II. *Les Archives philosophiques*. — Les conseils de Guizot dans le *Moniteur*. Conditions politiques au milieu desquelles sont fondées les *Archives*, les premiers articles de Guizot sur le vrai patriotisme, sur les prochaines élections, sur la presse. A la suite des élections et pendant la session, accentuation à gauche de la campagne de Guizot. Jugements de Guizot sur la Révolution française, articles de l'été de 1818. Position où se met Guizot par cette campagne par rapport au ministère et à ses amis..... 172
- III. *Collaboration de Guizot au travail législatif*. — Rédaction du discours de Gouvion-Saint-Cyr pour la loi militaire. Guizot au Conseil d'État. Sa participation aux deux lois sur la Cour des pairs et sur la responsabilité des ministres. Sa part dans la discussion d'un projet de réforme administrative : idées qu'il développe à ce sujet dans les *Archives* 183
- IV. *La fin de la campagne des Archives*. — L'appel de Guizot à une majorité de gauche. Comment il définit la majorité sur laquelle il voudrait appuyer le ministère. Conception où il est arrivé de la liberté de la presse. La dislocation du ministère Richelieu. La victoire des doctrinaires avec la formation du ministère Dessolles..... 193

CHAPITRE VII

APOGÉE DE L'INFLUENCE DE GUIZOT (1819)

- I. *Orientation à gauche*. — Premiers dissentiments chez les doctrinaires. Influence de Guizot sur Decazes et sur de Serre. Ses efforts pour orienter le ministère à gauche, les changements de personnel judiciaire et administratif auxquels il fait procéder. Ses luttes contre tout réveil de la réaction : troubles du Gard, article du *Moniteur*, conseils de dissolution et de modification de la Charte par ordonnance pour répondre à la proposition Barthélemy. Fureur de la droite contre Guizot 199
- II. *Efforts d'organisation constitutionnelle*. — Rédaction d'un nouveau projet sur la responsabilité des ministres. Rédaction des projets de loi sur la presse : projet Guizot, élaboration des projets de Broglie-Guizot ; rôle de Guizot dans la discussion à la Chambre. Projet de loi sur l'administration départementale et communale. Projet de loi sur le jury et la législation criminelle..... 208
- III. *Guizot directeur de l'administration départementale et communale*. — Les attributions de Guizot et l'organisation de sa direction. Souci des intérêts communaux. Côté humanitaire et social de son administration 219
- IV. *Le Courier*. — Raisons de la fondation du nouveau journal. Objet politique du journal : direction de Guizot. La polémique contre les

révolutionnaires et les ultra ; le programme développé par le journal.
Importance du rôle de Guizot pendant cette année 1819..... 223

CHAPITRE VIII

DÉCLIN ET DISGRACE (octobre 1819-juillet 1820)

- I. *Premiers dissentiments.* — Les causes de dissentiment : différence des tempéraments. Conversion de Decazes et du comte de Serre à droite : le projet de réforme électorale de Broglie-de-Serre. Opinion de Guizot et du *Courier* sur les élections, sur la politique nécessaire, sur les modifications de la loi électorale : divergence d'opinion avec le ministère..... 229
- II. *Guizot à l'écart.* — Remaniement ministériel. Hostilité de Guizot et du *Courier* : maintien de son programme antérieur. Raisons de cette hostilité : les rapports des préfets. Guizot sans influence. Transformation du projet constitutionnel dans le sens de la droite : éparpillement des doctrinaires, disparition du *Courier*. L'assassinat du duc de Berry et projets de loi d'exception. Opposition des doctrinaires. Chute de Decazes ; démission de Guizot..... 237
- III. *La rupture.* — Abattement de Guizot : impuissance des doctrinaires. Reprise des doctrinaires : leur politique de coalition de gauche pour une modification de la loi électorale ; rôle de Guizot : ses lettres au comte de Serre. Efforts de Guizot et des doctrinaires pour détacher de Serre du ministère à son retour ; échec final de cette tentative. Opposition violente de Guizot et des doctrinaires contre le ministère Richelieu. Leur révocation. Effet de la révocation, sur eux et sur l'opinion..... 244
- IV. *Conclusion.* — Comment Guizot a acquis peu à peu ses théories politiques de 1814 à 1820, et lesquelles. Ce qui les explique : l'action des événements et notamment la lutte contre l'ancien régime. Action et doctrine..... 254

LIVRE III

OPPOSITION (1820-1829)

CHAPITRE IX

GUERRE DE PLUME (1820-1822)

- I. *Guizot après sa révocation.* — Les difficultés de sa situation : la vie à la campagne. Résultat de ce recueillement..... 261
- II. *Attaque à la contre-révolution.* — Le pamphlet *Du gouvernement de*

- la France après la Restauration et du ministère actuel, 1820* : situation au moment de la publication. Les théories et les critiques qu'il contient. Polémiques soulevées par cette brochure..... 265
- III. *Guizot et le mouvement révolutionnaire.* — Les mouvements révolutionnaires en Europe : l'enthousiasme de Guizot pour eux. Sa lettre du 4 mai 1821 à un révolutionnaire espagnol. Les conspirations en France. La première organisation libérale et le complot de 1820 ; publication par Guizot *Des conspirations et de la justice politique* (février 1821). La Charbonnerie et les complots de 1821-1822 ; publication par Guizot *De la peine de mort en matière politique* (juin 1822). Effort pour enrôler Guizot dans le mouvement des sociétés secrètes..... 275
- IV. *Début d'une polémique nouvelle.* — L'ouvrage *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France* (octobre 1821). La polémique contre le ministère. Établissement d'une doctrine de gouvernement et d'une doctrine d'opposition. Les grandes conclusions politiques auxquelles est parvenu Guizot..... 288
- V. *Changement d'attitude.* — Lassitude de Guizot devant les résultats négatifs de ce genre d'opposition. Tâche nouvelle à laquelle il va se vouer..... 296

CHAPITRE X

L'ENSEIGNEMENT DE GUIZOT : POLITIQUE ET HISTOIRE
(1820-1830)

- I. *La politique dans les premières œuvres historiques.* — L'histoire en 1820 : les grands systèmes historiques en discussion : conception et objet politiques qu'ils recouvrent. Objet politique du cours de Guizot : ce qu'il apporte cependant de nouveau en histoire. Part de la politique dans les *Origines du gouvernement représentatif* et dans les *Essais sur l'histoire de France* : 1^o les chapitres politiques du cours de 1820-1822 ; 2^o les déformations que la politique fait subir à l'histoire : allusions, conclusions hasardeuses, prétendues lois historiques ; 3^o les théories historiques fondamentales inspirées par la politique : la politique fondée sur l'histoire, matérialisme et déterminisme historiques, théorie du progrès et de l'évolution vers le gouvernement représentatif..... 299
- II. *Le système politique de Guizot.* — Œuvres où on le trouve : chapitres des *Origines du gouvernement représentatif* ; ouvrage inédit de *Philosophie politique* ; article de l'*Encyclopédie progressive*. La souveraineté de la Raison substituée au droit monarchique et à la souveraineté du peuple. Conception morale de la raison et ses conséquences : théorie du gouvernement et de la liberté ; la légitimité politique ; les conditions fondamentales du gouvernement de la Raison. Conséquences pratiques : le gouvernement représentatif et les droits individuels ; la capacité et les signes auxquels on la reconnaît ; le droit

- de suffrage. Les différents éléments qui ont concouru à la formation de ce système..... 313
- III. *La politique dans l'Histoire de la civilisation.* — Suspension du cours et réaction anti-universitaire; travaux historiques de Guizot de 1822 à 1828 : influence qu'ils ont eue sur sa méthode; reprise du cours en 1828. Corrections faites dans un sens plus historique aux théories antérieures; ce qu'il reste de politique dans les conclusions historiques. Les quelques conceptions profondes où l'on peut discerner encore l'influence de la politique. Ses jugements sur les questions religieuses. Ce qui est nouveau : les préoccupations morales introduites dans l'histoire..... 326

CHAPITRE XI

ACTION SOCIALE ET POLITIQUE LOINTAINE (1820-1827)

- I. *Guizot dans l'Église protestante.* — Guizot membre du Consistoire. L'enseignement primaire parmi les protestants de Paris. La question de la surveillance de l'enseignement religieux dans les collèges. La Société biblique et la Société protestante de prévoyance et de secours mutuel. Le milieu protestant auquel Guizot est ainsi mêlé..... 335
- II. *Guizot à la Société de la morale chrétienne.* — Fondation, but et œuvre de la Société : ses comités et ses relations. Fonction de Guizot dans la Société. Rôle qu'il y joue. Milieu qu'il rencontre à la Société..... 342
- III. *Efforts d'éducation constitutionnelle.* — Par la presse : régime de la presse; les *Tablettes universelles*, le *Globe*, l'*Encyclopédie progressive*; sa collaboration et ses doctrines. Son rôle dans la fondation de ces périodiques. Par les sociétés constitutionnelles : la Société des Sciences morales. Par l'enseignement primaire : l'enseignement mutuel, l'idée d'un enseignement primaire supérieur..... 349
- IV. *Résultats de cette œuvre profonde.* — Guizot et la nouvelle génération. Son influence sur elle. Inquiétudes du gouvernement : les rapports de la police sur ces sociétés et sur Guizot. Importance de ces années pour la carrière de Guizot..... 357

CHAPITRE XII

RETOUR A LA POLITIQUE MILITANTE (1827-1829)

- I. *Attitude politique* de Guizot sous le ministère Villèle et raison de sa rentrée en scène en 1827..... 364
- II. *La Société « Aide-toi, le Ciel t'aidera ».* — Fondation de la Société : son but primitif. La préparation des listes électorales et la campagne électorale. Fonctionnement des comités locaux : tableau de la propagande en province et résultats obtenus. La victoire électorale..... 369

- III. *Guizot et le ministère Martignac.* — Ses vues lors de la formation du ministère. Poursuite de l'œuvre de la Société *Aide-toi*; résultat obtenu : la loi sur les listes électorales. Incertitude du ministère : mise en demeure adressée par Guizot d'avoir à se définir et gages réclamés : la question du personnel administratif, la réforme administrative. Étude de celle-ci par la Société : enquête Marchais. Mécontentement de Guizot devant les projets du ministère, son rôle dans la résistance au projet départemental : le rapport Sébastiani fait par Guizot et le nouveau projet..... 380
- IV. *La « Revue française » et la situation de Guizot à la fin de 1829.* — Fondation et direction de la *Revue française* : les articles politiques de Guizot. Orientation nouvelle de la Société *Aide-toi*, *le Ciel t'aidera*; Guizot se rallie aux éléments avancés. Résultat de ces neuf années d'opposition : conceptions nouvelles de la politique, position nouvelle. Guizot homme de gauche..... 395

LIVRE IV

DÉBUTS AU PARLEMENT ET RÉVOLUTION (1829-1830)

CHAPITRE XIII

GUIZOT DÉPUTÉ (décembre 1829-mars 1830)

- I. *La candidature.* — Guizot à la recherche d'un siège de député : Côte-d'Or, Bouches-du-Rhône, enfin Calvados. Le patronage des chefs d'extrême gauche. Comment la candidature est acceptée à Lisieux et Pont-l'Évêque. Conditions politiques dans lesquelles se présente la candidature : échange de correspondance entre Dupont de l'Eure et Guizot..... 403
- II. *La campagne électorale et l'élection.* — Conditions locales : constitution du corps électoral, la vie publique dans le Calvados et à Lisieux. L'hostilité des intérêts locaux et du particularisme normand : brochures contre Guizot. Programme de Guizot. L'élection du 24 janvier 1830. Impression causée par le succès de Guizot..... 410
- III. *Guizot à la Chambre.* — Comment Guizot envisage la situation politique créée par le ministère Polignac. Discours de Guizot dans la discussion de l'adresse des 221, caractère de ce discours. Clôture de la session..... 418

CHAPITRE XIV

GUIZOT CONTRE POLIGNAC (août 1829-juillet 1830)

- I. *Guizot et le mouvement d'associations contre le ministère.* — Guizot reprend son rôle et sa place dans la Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*. Reprise de l'activité électorale : formation de nouveaux comités, brochures. Création d'associations pour le refus de l'impôt : Guizot et l'idée du refus d'impôt. Formation de l'*Association bretonne* : son échec, mais reprise de l'idée par la Société : les associations dans les départements. Succès médiocre. Programme d'action tracé par Guizot dans la *Revue française* en mars 1830 : la résistance légale par le refus de budget et le refus d'impôt. Signification politique de ce programme 423
- II. *La campagne électorale* (juin-juillet 1830). La double tendance à laquelle se heurte Guizot : orléaniste et républicaine. Il fait triompher son point de vue à la Société : le banquet des Vendanges de Bourgogne et les instructions données en vue de la dissolution. Préparation des élections. Réélection de Guizot dans le Calvados. Il va faire la campagne dans le Gard : situation politique et sociale du département. La campagne, le mot d'ordre donné par Guizot. Victoire libérale aux élections. Comment Guizot envisage la situation politique après les élections..... 432

CHAPITRE XV

GUIZOT ET LA RÉVOLUTION : CONCLUSION

- I. *Guizot et la lutte contre les ordonnances.* — Arrivée de Guizot à Paris, 27 juillet, la situation qu'il trouve. Son rôle dans la journée du 27 : la réunion des députés chez Périer ; chargé de rédiger une protestation des députés, sens de la démarche. La journée du 28 ; pendant l'insurrection populaire, réunion chez Guizot dans la matinée ; les réunions de députés dans l'après-midi ; la protestation rédigée par Guizot : analyse et signification ; la réunion du soir. En face des progrès de l'émeute, Guizot s'en tient encore au programme du retrait des ordonnances et de la chute de Polignac..... 440
- II. *Guizot et la création d'une nouvelle autorité publique.* — Importance révolutionnaire de la journée du 29 juillet : attitude de Guizot en face des progrès républicains, la création sur sa proposition de la Commission municipale : signification de cette initiative ; son incertitude. Conversion de Guizot dans la matinée du 30 à la candidature d'Orléans : ses raisons. Son rôle en faveur de la lieutenance générale à la Chambre des députés et à la Chambre des Pairs : analyse de l'appel au duc qu'il rédige. Le mouvement populaire oblige les députés et Guizot à poser après coup des conditions : la proclamation des

députés du 31 août rédigée par Guizot ; la marche à l'Hôtel de Ville. Guizot commissaire provisoire à l'Instruction publique le 31, puis à l'Intérieur le 1 ^{er} août.....	451
III. <i>Guizot et la revision de la Charte.</i> — Remise en fonction de toutes les autorités : le discours du duc rédigé par Guizot le 3 août. Le mouvement populaire pose la question de la revision de la Charte : part qu'y prend Guizot, son rôle d'intermédiaire entre les députés et le gouvernement d'une part, et l'extrême gauche de l'autre.	464
<i>Conclusion.</i> — Guizot en 1830. Son attitude pendant la Révolution : son retard sur les événements, sa volonté de légalité et son instinct conservateur en face du peuple. Évolution libérale pourtant de Guizot de 1814 à 1830, résumé. Explication psychologique de ce revirement de Guizot en 1830.....	472
INDEX DES NOMS PROPRES.....	479

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}

8, rue Garancière, 8.

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}

8, rue Garancière.
